

Affaires du Maroc, 1908- 1910. V / Ministère des affaires étrangères

France. Ministère des affaires étrangères (1588-2007). Auteur du texte. Affaires du Maroc, 1908-1910. V / Ministère des affaires étrangères. 1910.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

248

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

1910

AFFAIRES DU MAROC

V

1908-1910

POUR FAIRE SUITE À « AFFAIRES DU MAROC IV 1907-1908 »



PARIS

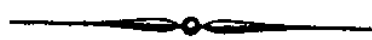
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCX

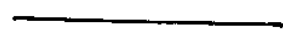
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

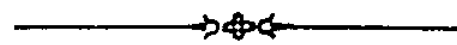


AFFAIRES DU MAROC



1908 — 1910

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



DOCUMENTS DIPLOMATIQUES



1910



AFFAIRES DU MAROC

V

1908 — 1910



POUR FAIRE SUITE À « AFFAIRES DU MAROC IV 1907-1908 »



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCX

TABLE DES MATIÈRES.

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1908.		
1	M. REGNAULT.....	18 octobre...	Agression contre la police de Mogador.....	1
2	M. W. MARTIN.....	18 octobre...	Interpellation au Sénat espagnol.....	2
3	M. Jules CAMBON.....	19 octobre...	Remise à la Chancellerie du projet de note relative à la re- connaissance de Moulay Hafid.	2
4	M. CROZIER.....	19 octobre...	Même sujet.....	2
5	M. LEGRAND.....	19 octobre...	Même sujet.....	3
6	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER...	19 octobre...	Même sujet.....	3
7	M. DE PANAFIEU.....	19 octobre...	Même sujet.....	3
8	M. DELVINCOURT.....	19 octobre...	Même sujet.....	4
9	M. GANDERAX.....	19 octobre...	Même sujet.....	4
10	M. ALLIZÉ.....	19 octobre...	Même sujet.....	5
11	M. JUSSERAND.....	19 octobre...	Même sujet.....	5
12	M. REGNAULT.....	19 octobre...	Au sujet de l'incident de Mogador.....	5
13	M. Paul CAMBON.....	20 octobre...	Remise de la note relative à la reconnaissance de Moulay Hafid.	6
14	M. JUSSERAND.....	21 octobre...	Adhésion des États-Unis au projet de note.....	6
15	M. LEGRAND.....	21 octobre...	Adhésion de l'Italie.....	7
16	M. Paul CAMBON.....	23 octobre...	Adhésion de la Grande-Bretagne.....	7
17	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER...	23 octobre...	Adhésion du Portugal.....	8
18	M. ALLIZÉ.....	24 octobre...	Adhésion de la Suède.....	8
19	M. REGNAULT.....	24 octobre...	Au sujet de Ben Saïd.....	8
20	M. CROZIER.....	25 octobre...	Adhésion de l'Autriche-Hongrie à la note franco-espagnole..	9
21	M. REGNAULT.....	26 octobre...	Situation à Safi.....	9
22	M. REGNAULT.....	26 octobre...	Au sujet du règlement minier.....	10
23	M. REGNAULT.....	27 octobre...	Au sujet de l'incident de Mogador.....	13
24	M. REGNAULT.....	28 octobre...	Situation de la police des ports au 1 ^{er} octobre.....	16
25	M. DE PANAFIEU.....	28 octobre...	Adhésion de la Russie au projet de note relative à la recon- naissance de Moulay Hafid.....	18
26	M. GANDERAX.....	28 octobre...	Adhésion de la Belgique.....	19
27	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER...	28 octobre...	Adhésion du Portugal.....	20
28	M. Jules CAMBON.....	29 octobre...	Adhésion de l'Allemagne.....	21
29	M. Marcelin PELLET.....	30 octobre...	Adhésion des Pays-Bas.....	21
30	M. REGNAULT.....	30 octobre...	Situation dans le Haut-Guir.....	21
31	M. REGNAULT.....	4 novembre..	Au sujet de la police des ports.....	23
32	M. REGNAULT.....	6 novembre..	Voyage de Moulay Mahammed à Fez.....	23
33	À M. REGNAULT.....	12 novembre.	Au sujet de la reconnaissance de Moulay Hafid.....	24
34	À M. REGNAULT.....	13 novembre.	Voyage de Moulay Mahammed à Fez.....	25
35	À M. REGNAULT.....	14 novembre.	Au sujet de la reconnaissance de Moulay Hafid.....	25
36	À M. RÉVOIL.....	14 novembre.	Même sujet.....	26
37	M. REGNAULT.....	14 novembre.	Même sujet.....	26
38	M. REGNAULT.....	15 novembre.	Lettre de Moulay Hafid au Ministre de France.....	27

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1908.		
39	M. REGNAULT.....	18 novembre.	Au sujet de la reconnaissance de Moulay Hafid.....	28
40	M. REGNAULT.....	18 novembre.	Même sujet.....	28
41	À M. REGNAULT.....	21 novembre.	Pour l'autoriser à aller à Fez.....	28
42	M. REGNAULT.....	24 novembre.	Départ de Moulay Mahammed pour Rabat.....	29
43	M. REGNAULT.....	24 novembre.	Proclamation de Moulay Hafid à Casablanca.....	29
44	M. JONNART.....	24 novembre.	Reconnaissance dans la vallée du Haut-Guir.....	30
45	M. REGNAULT.....	25 novembre.	Arrivée d'Abd-el-Aziz à Tanger.....	31
46	M. REGNAULT.....	26 novembre.	Proclamation de Moulay Mahammed à Skhirat.....	31
47	M. REGNAULT.....	26 novembre.	Délibération du Corps diplomatique relative à la reconnaissance de Moulay Hafid.....	31
48	M. REGNAULT.....	28 novembre.	Capture de Moulay Mahammed.....	34
49	M. DE SAINT-AULAIRE.....	5 décembre..	Lettre de Moulay Hafid au Corps diplomatique.....	34
50	M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 décembre..	Même sujet.....	34
51	M. DE SAINT-AULAIRE.....	7 décembre..	Arrivée de Moulay Mahammed à Fez.....	36
52	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	10 décembre.	Nomination dans le personnel de la mission militaire.....	36
53	Circulaire.....	11 décembre.	Au sujet de la réponse de Moulay Hafid.....	37
54	M. DE SAINT-AULAIRE.....	11 décembre.	Au sujet de Moulay Mahammed.....	37
55	À M. RÉVOIL.....	14 décembre.	Au sujet de la reconnaissance de Moulay Hafid.....	39
56	M. RÉVOIL.....	15 décembre.	Même sujet.....	39
57	À M. RÉVOIL.....	15 décembre.	Même sujet.....	40
58	Circulaire.....	15 décembre.	Même sujet.....	40
59	M. BEAU.....	17 décembre.	Même sujet.....	41
60	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.....	17 décembre.	Même sujet.....	41
61	M. Marcelin PELLET.....	17 décembre.	Même sujet.....	42
62	Le Vice-Amiral TOUCHARD.....	17 décembre.	Même sujet.....	42
63	M. CROZIER.....	17 décembre.	Même sujet.....	43
64	M. Paul CAMBON.....	17 décembre.	Même sujet.....	43
65	M. DE BERCKHEIM.....	17 décembre.	Même sujet.....	43
66	M. JUSSERAND.....	17 décembre.	Même sujet.....	44
67	M. CLAUSSE.....	18 décembre.	Même sujet.....	44
68	M. BARRÈRE.....	18 décembre.	Même sujet.....	45
69	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	18 décembre.	Même sujet.....	45
70	M. DE SAINT-AULAIRE.....	20 décembre.	Même sujet.....	46
71	M. DE SAINT-AULAIRE.....	20 décembre.	Même sujet.....	46
72	M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 décembre.	Même sujet.....	46
73	M. CLAUSSE.....	21 décembre.	Même sujet.....	47
74	M. DAESCHNER.....	22 décembre.	Même sujet.....	47
75	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	23 décembre.	Même sujet.....	47
76	M. GUILLEMIN.....	24 décembre.	Même sujet.....	48
77	Le Vice-Amiral TOUCHARD.....	26 décembre.	Même sujet.....	48
78	À M. REGNAULT.....	28 décembre.	Instructions en vue de la mission de M. Regnault à Fez....	49
79	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.....	29 décembre.	Au sujet de la reconnaissance de Moulay Hafid.....	51
80	M. BEAU.....	29 décembre.	Même sujet.....	51
81	M. DE SAINT-AULAIRE.....	5 janvier 1909	Même sujet.....	53
82	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 janvier....	Au sujet de la Commission des indemnités de Casablanca...	53
83	M. DE SAINT-AULAIRE.....	7 janvier....	Même sujet.....	54

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1909.		
84	AUX AMBASSADEURS DE LA RÉPU- BLIQUE FRANÇAISE À LONDRES ET BERLIN	8 janvier....	Au sujet de la répression de la contrebande de guerre dans les eaux marocaines.....	54
85	M. RÉVOIL.....	9 janvier....	Même sujet.....	54
86	M. DE SAINT-AULAIRE.....	12 janvier...	Au sujet de la perception des impôts coraniques dans la Chaouya	55
87	M. DE BERCKHEIM	12 janvier...	Au sujet de la répression de la contrebande de guerre dans les eaux marocaines.....	55
88	M. DE SAINT-AULAIRE.....	16 janvier...	Réponse du Sultan à la note du Corps diplomatique relative à sa reconnaissance.....	56
89	M. Paul CAMBON.....	20 janvier...	Au sujet de la répression de la contrebande de guerre.....	57
90	M. RÉVOIL.....	21 janvier...	Même sujet.....	58
91	Circulaire.....	21 janvier...	Même sujet.....	58
92	Le Général PICQUART.....	21 janvier...	Pour autoriser le Général d'Amade à rentrer en France....	59
93	M. JUSSERAND	23 janvier...	Au sujet de la répression de la contrebande de guerre.....	59
94	M. Jules CAMBON.....	25 janvier...	Même sujet.....	60
95	M. Marcelin PELLET	25 janvier...	Même sujet.....	60
96	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER....	25 janvier...	Même sujet.....	61
97	M. BARRÈRE.....	25 janvier...	Même sujet.....	61
98	M. Jules CAMBON.....	26 janvier...	Négociations pour un arrangement entre la France et l'Alle- magne sur le Maroc.....	61
99	À M. Jules CAMBON.....	27 janvier...	Même sujet.....	62
100	M. Jules CAMBON.....	28 janvier...	Même sujet.....	62
101	M. GANDERAN	29 janvier...	Répression de la contrebande des armes dans les eaux maro- caines	63
102	M. JUSSERAND.....	29 janvier...	Même sujet.....	63
103	Le Vice-Amiral TOUCHARD	29 janvier...	Même sujet.....	64
104	M. Jules CAMBON.....	30 janvier...	Négociations avec l'Allemagne au sujet du Maroc.....	65
105	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER....	30 janvier...	Répression de la contrebande des armes.....	65
106	M. CLAUSSE	30 janvier...	Même sujet.....	65
107	M. REGNAULT.....	31 janvier...	Arrivée de M. Regnault à Fez.....	66
108	M. Jules CAMBON.....	3 février....	Négociations avec l'Allemagne au sujet du Maroc.....	66
109	M. REGNAULT.....	3 février....	Au sujet de la remise de ses lettres de créance à Moulay Hafid	67
110	M. CROZIER	4 février....	Répression de la contrebande des armes.....	69
111	Circulaire	6 février....	Même sujet.....	70
112	M. REGNAULT.....	6 février....	Négociations avec Moulay Hafid : question de la Chaouya...	70
113	M. REGNAULT.....	7 février....	Même sujet.....	72
114	Circulaire	8 février....	Accord franco-allemand au sujet du Maroc.....	73
115	M. DE SAINT-AULAIRE.....	8 février....	Rapport trimestriel sur la police.....	74
116	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	8 février....	Accord franco-allemand.....	75
117	M. Jules CAMBON.....	9 février....	Même sujet.....	75
118	M. RÉVOIL.....	9 février....	Même sujet.....	75
119	M. DE SAINT-AULAIRE.....	9 février....	Même sujet.....	76
120	M. REGNAULT.....	9 février....	Négociations avec le Sultan : question de la Chaouya.....	76
121	M. REGNAULT.....	10 février...	Voyage des vizirs à travers la Chaouya.....	77
122	M. Paul CAMBON	10 février...	Accord franco-allemand.....	78
123	M. CROZIER	10 février...	Au sujet de l'accord franco-allemand.....	78

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1909.		
124	M. REGNAULT.....	11 février....	Négociations avec le Sultan : question des travaux publics..	79
125	M. DE SAINT-AULAIRE.....	11 février....	Au sujet de l'accord franco-allemand.....	79
126	M. REGNAULT.....	12 février....	Commission des indemnités de Casablanca.....	80
127	M. REGNAULT.....	12 février....	Notification à Moulay Hafid de l'accord franco-allemand....	81
128	M. REGNAULT.....	13 février....	Désignation d'une Commission pour examiner les créances contre le Makhzen.....	81
129	M. REGNAULT.....	13 février....	Négociations avec le Sultan : remboursement des dépenses militaires de la France.....	82
130	À M. REGNAULT.....	16 février....	Au sujet des négociations avec le Sultan.....	83
131	M. REGNAULT.....	17 février....	Négociations avec le Sultan : mission militaire.....	84
132	M. REGNAULT.....	17 février....	Négociations avec le Sultan : question de la Chaouya.....	84
133	M. REGNAULT.....	18 février....	Négociations avec le Sultan : question de la région-frontière.	85
134	M. DE SAINT-AULAIRE.....	19 février....	Mission du Ministre d'Espagne à Fez.....	86
135	M. BARRÈRE.....	20 février....	Au sujet de l'accord franco-allemand.....	86
136	M. REGNAULT.....	21 février....	Au sujet de Raissouli.....	86
137	Le Général D'AMADE.....	22 février....	Situation dans la Chaouya.....	87
138	M. REGNAULT.....	22 février....	Lettre du Sultan relative à l'envoi d'une Ambassade chéri- fienne à Paris.....	87
139	M. REGNAULT.....	22 février....	Lettre du Sultan relative à la mission militaire.....	89
140	À M. REGNAULT.....	22 février....	Au sujet de l'action commune des Représentants de la France et de l'Espagne à Fez.....	90
141	M. REGNAULT.....	22 février....	Négociations avec le Sultan : question de la région-frontière.	90
142	M. REGNAULT.....	28 février....	Lettre du Sultan créant une direction des travaux publics..	92
143	M. REGNAULT.....	3 mars.....	Nouvelles des méhallas chérifiennes.....	93
144	M. REGNAULT.....	4 mars.....	Négociations avec le Sultan : question de la Chaouya.....	94
145	M. REGNAULT.....	6 mars.....	Même sujet.....	95
146	M. REGNAULT.....	6 mars.....	Situation des méhallas.....	96
147	M. REGNAULT.....	8 mars.....	Arrivée du Ministre d'Espagne à Fez.....	97
148	M. REGNAULT.....	8 mars.....	Combats de la méhalla de Sefrou.....	97
149	M. REGNAULT.....	9 mars.....	Négociations avec le Sultan : question de la Chaouya.....	98
150	M. REGNAULT.....	14 mars.....	Accord relatif à la Chaouya.....	98
151	M. REGNAULT.....	14 mars.....	Entente avec le Ministre d'Espagne au sujet de la nomination de l'ingénieur adjoint au service des travaux publics.....	101
152	M. REGNAULT.....	15 mars.....	Négociations avec le Sultan : question de la région-frontière.	101
153	M. DE SAINT-AULAIRE.....	18 mars.....	Commission de vérification des dettes du Makhzen.....	102
154	M. REGNAULT.....	19 mars.....	Négociations avec le Makhzen : question de la région-frontière.	102
155	M. REGNAULT.....	19 mars.....	Fuite du chérif Kittani.....	103
156	M. REGNAULT.....	20 mars.....	Contrôle des perceptions et régies chérifiennes dans la région-frontière en 1908.....	104
157	M. REGNAULT.....	21 mars.....	Au sujet du chérif Kittani.....	107
158	M. REGNAULT.....	22 mars.....	Arrestation du chérif Kittani.....	107
159	M. REGNAULT.....	23 mars.....	Réponses du Sultan au sujet de l'application des réformes..	108
160	M. DE SAINT-AULAIRE.....	23 mars.....	Au sujet de Raissouli.....	108
161	M. REGNAULT.....	23 mars.....	Accord relatif à la région-frontière.....	109
162	M. REGNAULT.....	23 mars.....	Prochain départ de la Mission.....	110
163	M. REGNAULT.....	25 mars.....	Procès-verbaux des négociations poursuivies par les Ministres de France et d'Espagne avec le Makhzen.....	111
164	À M. REGNAULT.....	28 mars.....	Au sujet des négociations avec le Makhzen.....	111

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1909.		
165	M. DE SAINT-AULAIRE.....	29 mars.....	Au sujet des Commissions des adjudications.....	136
166	M. DE SAINT-AULAIRE.....	2 avril.....	Reprise des travaux de la Commission des indemnités de Casablanca.....	137
167	M. DE SAINT-AULAIRE.....	4 avril.....	Envoi d'une méhalla chez les Beni-Mtir.....	137
168	Le Général MOINIER.....	4 avril.....	Au sujet du goum des Ouled-Saïd.....	138
169	M. DE SAINT-AULAIRE.....	7 avril.....	Départ des vizirs de Marrakech pour Fez.....	138
170	Le Général LYAUTY.....	9 avril.....	Nouvelles du Haut-Guir.....	138
171	M. DE SAINT-AULAIRE.....	13 avril.....	Lettre chérifienne annonçant l'envoi d'une Ambassade marocaine à Paris.....	139
172	M. DE SAINT-AULAIRE.....	16 avril.....	Au sujet de la Mission militaire.....	140
173	Le Général MOINIER.....	20 avril.....	Au sujet du goum des Ouled-Saïd.....	141
174	Circulaire.....	21 avril.....	Attitude du Mékhzen à l'égard des réformes prévues par l'Acte d'Algésiras.....	141
175	M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 avril.....	Défaite de la méhalla des Beni-Mtir.....	142
176	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 avril.....	Au sujet de l'Union des Mines marocaines.....	142
177	M. DE SAINT-AULAIRE.....	22 avril.....	Rapport trimestriel sur la police.....	143
178	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	23 avril.....	Au sujet de la Mission militaire.....	144
179	M. DE SAINT-AULAIRE.....	25 avril.....	Incident causé par M. Renschausen.....	145
180	M. Jules CAMBON.....	26 avril.....	Même sujet.....	145
181	M. DE SAINT-AULAIRE.....	26 avril.....	Mouvements des méhallas chérifiennes.....	146
182	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	26 avril.....	Au sujet de l'Ambassade chérifienne.....	146
183	M. DE SAINT-AULAIRE.....	29 avril.....	Commission de vérification des dettes du Makhzen.....	147
184	M. DE SAINT-AULAIRE.....	1 ^{er} mai.....	Incident Renschausen.....	147
185	M. DE SAINT-AULAIRE.....	1 ^{er} mai.....	Même sujet.....	148
186	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	3 mai.....	Même sujet.....	148
187	M. DE SAINT-AULAIRE.....	4 mai.....	Fuite de Moulay Kébir.....	149
188	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	5 mai.....	Au sujet du paiement des dettes du Makhzen.....	149
189	M. DE SAINT-AULAIRE.....	5 mai.....	Incident Renschausen.....	150
190	M. DE SAINT-AULAIRE.....	10 mai.....	Mort de Kittani.....	150
191	M. RÉVOIL.....	15 mai.....	Au sujet de l'application des réformes prévues par l'Acte d'Algésiras.....	151
192	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	16 mai.....	Rupture des pourparlers entre MM. Mannesmann et l'Union des Mines marocaines.....	151
193	M. Jules CAMBON.....	16 mai.....	Incident Renschausen.....	152
194	M. DE SAINT-AULAIRE.....	17 mai.....	Au sujet de Moulay Kébir.....	152
195	M. DE SAINT-AULAIRE.....	19 mai.....	Départ de l'Ambassade marocaine.....	153
196	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 mai.....	Communication au Corps diplomatique du procès-verbal des négociations entre les Ministres de France et d'Espagne et le Makhzen.....	153
197	M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 mai.....	Au sujet de Moulay el Kébir.....	153
198	M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 mai.....	Au sujet de l'Union des Mines marocaines et de MM. Mannesmann.....	154
199	M. DE SAINT-AULAIRE.....	22 mai.....	Arrivée des vizirs à Fez.....	155
200	M. DE SAINT-AULAIRE.....	28 mai.....	Nouvelles de la région de Fez.....	156
201	M. DE SAINT-AULAIRE.....	29 mai.....	Même sujet.....	156
202	M. DE SAINT-AULAIRE.....	30 mai.....	Communication au Corps diplomatique du procès-verbal des Conférences de Fez.....	157
203	M. DE SAINT-AULAIRE.....	3 juin.....	Perception de taxes sur les protégés français à Fez.....	157

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1909.		
204	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	7 juin.....	Au sujet de la perception des impôts coraniques dans la Chaouya.....	158
205	M. DE SAINT-AULAIRE.....	12 juin.....	Même sujet.....	159
206	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	17 juin.....	Notes échangées avec l'Ambassade d'Allemagne au sujet de la question des mines.....	160
207	M. DE SAINT-AULAIRE.....	17 juin.....	Vexations des fonctionnaires chérifiens dans le Rarb.....	163
208	M. DE SAINT-AULAIRE.....	18 juin.....	Au sujet de Moulay el Kébir.....	167
209	M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 juin.....	Nouvelles de la région de Fez.....	169
210	M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 juin.....	Même sujet.....	170
211	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	21 juin.....	Au sujet des instructeurs militaires.....	170
212	M. DE SAINT-AULAIRE.....	22 juin.....	Nouvelles de la région de Fez.....	171
213	M. DE SAINT-AULAIRE.....	24 juin.....	Au sujet du Rogui et de Moulay el Kébir.....	172
214	M. DE SAINT-AULAIRE.....	24 juin.....	Nouvelles répandues par le Makhzen dans la Chaouya.....	173
215	M. DE SAINT-AULAIRE.....	26 juin.....	Au sujet de Moulay el Kébir.....	174
216	M. DE SAINT-AULAIRE.....	28 juin.....	Nouvelles de la région de Fez.....	174
217	M. DE SAINT-AULAIRE.....	28 juin.....	Inquiétudes du Sultan à l'égard de l'Espagne.....	175
218	M. JONNART.....	28 juin.....	Reconnaissance dans le Haut-Guir.....	176
219	M. DE SAINT-AULAIRE.....	5 juillet.....	Opposition des Andjera à Raissouli.....	176
220	M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 juillet.....	Situation du Makhzen vis-à-vis des tribus voisines de Fez...	177
221	À M. W. MARTIN.....	9 juillet.....	Au sujet de la situation dans le Riff.....	178
222	M. DE SAINT-AULAIRE.....	10 juillet.....	Au sujet de Moulay el Kébir.....	178
223	M. W. MARTIN.....	10 juillet.....	Combat près de Melilla.....	179
224	À M. RÉVOIL.....	12 juillet.....	Même sujet.....	180
225	Le Général MOINIER.....	15 juillet.....	Célébration du 14 juillet à Casablanca.....	180
226	M. DE SAINT-AULAIRE.....	15 juillet.....	Au sujet de la perception de taxes illégales sur les protégés français.....	181
227	Circulaire.....	16 juillet.....	Au sujet de la rédaction du règlement minier.....	183
228	M. DE SAINT-AULAIRE.....	20 juillet.....	Protestation du Sultan contre l'Espagne.....	184
229	M. DE BERCKHEIM.....	21 juillet.....	Au sujet de la réunion d'une conférence pour la préparation du règlement minier.....	185
230	M. DE SAINT-AULAIRE.....	22 juillet.....	Au sujet des taxes perçues sur les protégés français.....	185
231	M. DE SAINT-AULAIRE.....	23 juillet.....	Rapport trimestriel sur la police.....	185
232	M. RÉVOIL.....	23 juillet.....	Au sujet du règlement minier.....	186
233	M. DE SAINT-AULAIRE.....	24 juillet.....	Le Sultan demande les bons offices de la France dans la question du Riff.....	187
234	À M. le Général LYAUTEY.....	25 juillet.....	Au sujet des Riffains venant d'Algérie.....	187
235	À M. JONNART.....	26 juillet.....	Même sujet.....	187
236	M. RÉVOIL.....	26 juillet.....	Au sujet du règlement minier.....	188
237	M. Paul CAMBON.....	27 juillet.....	Même sujet.....	188
238	Le Général LYAUTEY.....	27 juillet.....	Au sujet des Riffains revenant d'Algérie.....	189
239	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	29 juillet.....	Au sujet du règlement minier.....	189
240	M. Paul CAMBON.....	29 juillet.....	Même sujet.....	190
241	M. DE SAINT-AULAIRE.....	2 août.....	Vexations des autorités du Rarb.....	190
242	À M. DE BERCKHEIM.....	5 août.....	Au sujet du paiement de la créance de M. Renschausen....	192
243	M. DE BERCKHEIM.....	5 août.....	Au sujet du règlement minier.....	192
244	M. DE BERCKHEIM.....	8 août.....	Paiement de la créance de M. Renschausen.....	193

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1909.		
245	M. DE SAINT-AULAIRE.....	13 août.....	Au sujet du Rogui.....	193
246	M. DE SAINT-AULAIRE.....	13 août.....	Envoi d'une mission chérifienne au Riff.....	194
247	M. DE SAINT-AULAIRE.....	13 août.....	Démarches du Sultan auprès de la France et du Corps diplo- matique au sujet des événements de Melilla.....	195
248	M. DE SAINT-AULAIRE.....	16 août.....	Défaite du Rogui.....	195
249	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	16 août.....	Notification à l'Ambassade marocaine des demandes du Gou- vernement français.....	196
250	M. W. MARTIN.....	16 août.....	Au sujet du règlement minier.....	200
251	M. DE SAINT-AULAIRE.....	17 août.....	Au sujet de la défaite du Rogui.....	200
252	M. DE SAINT-AULAIRE.....	18 août.....	Supplices infligés aux prisonniers roguistes.....	202
253	À M. REGNAULT.....	19 août.....	Même sujet.....	203
254	M. W. MARTIN.....	21 août.....	Entretien avec le Ministre d'État.....	203
255	À M. REGNAULT.....	22 août.....	Au sujet de la demande d'intervention adressée par le Makhzen à la France.....	204
256	M. REGNAULT.....	23 août.....	Vexations des agents chérifiens.....	204
257	M. REGNAULT.....	23 août.....	Au sujet des supplices infligés aux prisonniers roguistes....	205
258	À M. DAESCHNER.....	25 août.....	Même sujet.....	205
259	À M. REGNAULT.....	25 août.....	Même sujet.....	206
260	M. REGNAULT.....	25 août.....	Prise du Rogui.....	206
261	M. DAESCHNER.....	26 août.....	Au sujet des supplices infligés aux prisonniers roguistes....	206
262	À M. REGNAULT.....	26 août.....	Même sujet.....	207
263	M. REGNAULT.....	27 août.....	Même sujet.....	207
264	M. REGNAULT.....	28 août.....	Même sujet : délibération du Corps diplomatique.....	208
265	M. REGNAULT.....	28 août.....	Arrivée du Rogui à Fez.....	209
266	Circulaire.....	28 août.....	Au sujet des supplices infligés aux prisonniers roguistes....	209
267	M. REGNAULT.....	29 août.....	Même sujet.....	209
268	M. REGNAULT.....	29 août.....	Même sujet.....	210
269	M. DARD.....	30 août.....	Même sujet.....	210
270	M. Jules CAMBON.....	30 août.....	Même sujet.....	210
271	M. REGNAULT.....	31 août.....	Au sujet du Rogui.....	211
272	M. LAROCHE.....	31 août.....	Au sujet des supplices.....	213
273	M. REGNAULT.....	31 août.....	Même sujet.....	213
274	M. REGNAULT.....	2 septembre..	Même sujet : démarche du Consul de France à Fez.....	213
275	M. REGNAULT.....	4 septembre..	Au sujet des Caïds du Rarb.....	214
276	M. REGNAULT.....	5 septembre..	Proclamation de Moulay Hafid à Taza.....	215
277	M. REGNAULT.....	6 septembre..	Vexations des Caïds du Rarb.....	215
278	M. RÉVOIL.....	8 septembre..	Déclarations du Ministre d'État au sujet des opérations dans le Riff.....	216
279	M. REGNAULT.....	8 septembre..	Au sujet du Rogui.....	217
280	M. REGNAULT.....	9 septembre..	Lettre du Sultan à Guebbas au sujet des supplices.....	217
281	Circulaire.....	11 septembre.	Au sujet du règlement minier.....	221
282	M. REGNAULT.....	12 septembre.	Au sujet des supplices.....	221
283	M. REGNAULT.....	12 septembre.	Au sujet des vexations des Caïds du Rarb.....	222
284	M. REGNAULT.....	13 septembre.	Démarche des Consuls à Fez au sujet des supplices.....	222
285	M. REGNAULT.....	13 septembre.	Vexations des autorités chérifiennes dans la région de Larache.....	223

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1909.		
286	À M. REGNAULT.....	14 septembre.	Au sujet des dommages causés aux ressortissants français..	224
287	M. REGNAULT.....	15 septembre.	Contributions levées par le Sultan.....	224
288	M. RÉVOIL.....	16 septembre.	Au sujet des opérations dans le Riff.....	225
289	M. RÉVOIL.....	16 septembre.	Au sujet du règlement minier.....	225
290	M. REGNAULT.....	17 septembre.	Mort du Rogui.....	226
291	M. REGNAULT.....	17 septembre.	Programme des travaux publics de la Caisse spéciale.....	226
292	M. REGNAULT.....	18 septembre.	Enquête sur les vexations des Caïds du Rarb.....	229
293	M. REGNAULT.....	18 septembre.	Au sujet des opérations au Riff.....	230
294	M. REGNAULT.....	19 septembre.	Protestation du Sultan contre les opérations militaires espa- gnoles.....	230
295	M. REGNAULT.....	21 septembre.	Même sujet.....	231
296	À M. REGNAULT.....	21 septembre.	Même sujet.....	235
297	M. REGNAULT.....	22 septembre.	Vexations des Caïds du Rarb.....	236
298	M. REGNAULT.....	23 septembre.	Nomination par le Makhzen de l'ingénieur adjoint du service des travaux publics.....	240
299	M. REGNAULT.....	23 septembre.	Au sujet de la mort du Rogui.....	240
300	M. REGNAULT.....	25 septembre.	Réponse du Makhzen à la Note du Corps diplomatique rela- tive aux supplices.....	241
301	M. REGNAULT.....	25 septembre.	Intrigues de Ben Merzoug à Figuig.....	246
302	M. HERMITE.....	26 septembre.	Commission pour la préparation du règlement minier.....	247
303	M. REGNAULT.....	27 septembre.	Dispositions du Sultan à l'égard de la France.....	247
304	M. REGNAULT.....	30 septembre.	Au sujet du retour en France de Si Abdallah El Fasi.....	248
305	M. JULES CAMBON.....	30 septembre.	Au sujet de la question des supplices.....	249
306	M. REGNAULT.....	30 septembre.	Situation dans la Chaouya.....	249
307	M. REGNAULT.....	2 octobre....	Contributions levées par le Sultan.....	251
308	M. DE CARBONNEL.....	2 octobre....	Déclarations du Ministre d'État au sujet des opérations dans le Riff.....	251
309	M. DE CARBONNEL.....	3 octobre....	Envoi de renforts au Riff.....	252
310	À M. RÉVOIL.....	5 octobre....	Même sujet.....	252
311	M. REGNAULT.....	6 octobre....	Attitude du Sultan à l'égard des tribus du Riff.....	253
312	À M. REGNAULT.....	7 octobre....	Au sujet de Ben Merzoug.....	253
313	M. REGNAULT.....	7 octobre....	Incident au Dar-el-Makhzen à Fez.....	254
314	M. REGNAULT.....	8 octobre....	Liste des griefs contre le Makhzen.....	255
315	M. REGNAULT.....	9 octobre....	Réponse du Corps diplomatique à la protestation du Sultan contre l'Espagne.....	260
316	M. REGNAULT.....	10 octobre....	Approbation par le Sultan du programme des travaux publics.....	261
317	M. DE BEAUMARCHAIS.....	16 octobre....	Lettres du Sultan aux Caïds du Rarb.....	261
318	M. DAESCHNER.....	17 octobre....	Au sujet de la Conférence pour la préparation du règlement minier.....	262
319	M. DE BEAUMARCHAIS.....	18 octobre....	Nomination d'Aharrar comme Gouverneur du Fahs.....	262
320	À M. RÉVOIL.....	21 octobre....	Envoi du Commandant Bouquero à Melilla.....	263
321	M. DE SAINT-AULAIRE.....	22 octobre....	Départ de la Mission chérifienne envoyée au Riff.....	263
322	M. DE SAINT-AULAIRE.....	24 octobre....	Nomination de Remiki au gouvernement d'El-Ksar.....	264
323	M. DE SAINT-AULAIRE.....	25 octobre....	Mesures prises à l'égard des Caïds du Rarb.....	264
324	M. DE SAINT-AULAIRE.....	25 octobre....	Nouvelles d'El-Ksar.....	265
325	M. DE SAINT-AULAIRE.....	25 octobre....	Impôts perçus dans la Chaouya.....	266

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1909.		
326	M. DE SAINT-AULAIRE.....	26 octobre..	Rapport trimestriel sur la police.....	267
327	M. DE SAINT-AULAIRE.....	28 octobre..	Vexations infligées aux israélites de Fez.....	268
328	M. DE SAINT-AULAIRE.....	31 octobre..	Au sujet des Caïds du Rarb.....	270
329	M. DE SAINT-AULAIRE.....	2 novembre..	Entretien de M. Gaillard avec le Sultan.....	271
330	M. DE SAINT-AULAIRE.....	2 novembre..	Arrivée de Moulay el Kébir chez les Riata.....	272
331	M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 novembre..	Révocation d'Aharrar.....	272
332	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 novembre..	Au sujet des vexations infligées aux israélites de Fez.....	272
333	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 novembre..	Note remise par les Ambassadeurs marocains.....	273
334	M. DE SAINT-AULAIRE.....	8 novembre..	Au sujet des instructeurs militaires.....	274
335	M. DE SAINT-AULAIRE.....	9 novembre..	Arrivée d'instructeurs militaires turcs.....	276
336	M. DE SAINT-AULAIRE.....	10 novembre..	Au sujet de la contrebande des armes à Agadir.....	276
337	M. DE SAINT-AULAIRE.....	11 novembre..	Entretien de M. Gaillard avec le Sultan.....	277
338	M. W. MARTIN.....	12 novembre..	Au sujet des négociations franco-marocaines.....	279
339	À M. REGNAULT.....	13 novembre..	Réclamations des Français ayant des intérêts dans le Rarb..	279
340	M. W. MARTIN.....	25 novembre..	Au sujet des opérations dans le Riff.....	281
341	M. W. MARTIN.....	27 novembre..	Même sujet.....	282
342	M. DE SAINT-AULAIRE.....	27 novembre..	Entretien de M. Gaillard avec le Sultan.....	282
343	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	29 novembre..	Au sujet des négociations franco-marocaines.....	283
344	M. DE SAINT-AULAIRE.....	2 décembre..	Au sujet des instructeurs militaires français.....	284
345	M. DE SAINT-AULAIRE.....	2 décembre..	Envoi d'instructions aux Ambassadeurs marocains.....	284
346	M. DE SAINT-AULAIRE.....	2 décembre..	Même sujet.....	285
347	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	4 décembre..	Au sujet des instructeurs de la Mission militaire.....	286
348	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 décembre..	Même sujet.....	286
349	M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 décembre..	Arrestation de Ben Merzoug.....	287
350	M. DE SAINT-AULAIRE.....	6 décembre..	Commission de vérification des dettes du Makhzen.....	287
351	À M. W. MARTIN.....	9 décembre..	Au sujet du renouvellement du mandat pour la surveillance de la contrebande des armes.....	288
352	M. DE SAINT-AULAIRE.....	10 décembre..	Envoi des instructeurs turcs aux méhallas.....	288
353	M. W. MARTIN.....	11 décembre..	Au sujet des opérations dans le Riff.....	289
354	M. DE SAINT-AULAIRE.....	15 décembre..	Entretien de M. Gaillard avec le Sultan.....	289
355	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	16 décembre..	Note remise par les Ambassadeurs marocains.....	290
356	M. DE SAINT-AULAIRE.....	17 décembre..	Entretien de M. Gaillard avec le Sultan.....	292
357	M. DE SAINT-AULAIRE.....	20 décembre..	Organisation de la police civile à Casablanca.....	293
358	M. JONNART.....	24 décembre..	Visite du colonel Laquière à Aïn-Chaïr.....	296
359	M. W. MARTIN.....	24 décembre..	Au sujet du mandat pour la répression de la contrebande des armes.....	296
360	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	25 décembre..	Note remise aux Ambassadeurs marocains.....	297
361	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	26 décembre..	Note remise par les Ambassadeurs marocains.....	298
362	M. DE SAINT-AULAIRE.....	28 décembre..	Au sujet de Moulay el Kébir.....	300
363	M. DE SAINT-AULAIRE.....	29 décembre..	Au sujet du Khalifa d'Agadir.....	302
364	M. DE SAINT-AULAIRE.....	30 décembre..	Au sujet de Ma-el-Ainin.....	303
365	M. HERBAUX.....	7 janvier 1910	Au sujet des travaux de la Commission des indemnités de Casablanca.....	305
366	M. RÉVOIL.....	8 janvier....	Répression de la contrebande des armes.....	306
367	M. DE SAINT-AULAIRE.....	8 janvier....	Nouvelles de Fez.....	307

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1910.		
368	M. Jules CAMBON.....	11 janvier...	Au sujet de l'Union des mines et de MM. Mannesmann....	308
369	M. DE SAINT-AULAIRE.....	12 janvier...	Au sujet de Ma-el-Aïnin.....	308
370	À M. Jules CAMBON.....	14 janvier...	Au sujet de l'Union des Mines marocaines.....	309
371	À M. DE SAINT-AULAIRE.....	15 janvier...	Signature d'un arrangement avec l'ambassade marocaine...	309
372	À M. REGNAULT.....	23 janvier...	Au sujet des mines de la région frontière.....	309
373	M. REGNAULT.....	28 janvier...	Rapport trimestriel sur la police.....	310
374	M. REGNAULT.....	31 janvier...	Prospections minières dans la région frontière.....	311
375	Circulaire.....	4 février...	Répression de la contrebande des armes.....	312
376	M. REGNAULT.....	6 février...	Situation de la mission militaire.....	313
377	M. Marcelin PELLET.....	9 février...	Répression de la contrebande des armes.....	313
378	À M. REGNAULT.....	9 février...	Au sujet de la mission militaire.....	314
379	M. REGNAULT.....	10 février...	Arrivée à Fez de Si Mohammed ben Abdillah.....	314
380	À M. REGNAULT.....	10 février...	Au sujet de la ratification de l'accord.....	315
381	À M. Jules CAMBON.....	10 février...	Prospections minières dans la région frontière.....	315
382	M. REGNAULT.....	11 février...	Au sujet de l'accord.....	316
383	M. REGNAULT.....	11 février...	Incident au sujet de la mission militaire.....	316
384	M. CROZIER.....	12 février...	Répression de la contrebande des armes.....	317
385	M. JUSSE RAND.....	12 février...	Même sujet.....	317
386	M. BEAU.....	12 février...	Même sujet.....	317
387	M. DEFRANCE.....	12 février...	Même sujet.....	318
388	M. REGNAULT.....	12 février...	Incident de la mission militaire.....	319
389	À M. REGNAULT.....	14 février...	Au sujet de la ratification de l'accord.....	319
390	M. Paul CAMBON.....	15 février...	Répression de la contrebande des armes.....	320
391	M. REGNAULT.....	16 février...	Au sujet de la ratification de l'accord.....	320
392	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.....	16 février...	Répression de la contrebande des armes.....	321
393	M. REGNAULT.....	17 février...	Au sujet de l'accord.....	321
394	À M. REGNAULT.....	17 février...	Au sujet de la ratification de l'accord.....	322
395	Circulaire.....	17 février...	Même sujet.....	322
396	M. REGNAULT.....	17 février...	Même sujet : instructions données à M. Gaillard.....	323
397	À M. REGNAULT.....	18 février...	Même sujet.....	326
398	À M. REGNAULT.....	18 février...	Même sujet.....	327
399	M. REGNAULT.....	18 février...	Même sujet : instructions à M. Gaillard.....	327
400	M. Paul CAMBON.....	19 février...	Au sujet de la sommation adressée au Makhzen.....	329
401	M. RÉVOIL.....	19 février...	Même sujet.....	329
402	M. DE BERCKHEIM.....	19 février...	Répression de la contrebande des armes.....	330
403	M. DE BERCKHEIM.....	19 février...	Au sujet de la sommation adressée au Makhzen.....	331
404	M. JUSSE RAND.....	19 février...	Même sujet.....	331
405	M. Marcelin PELLET.....	19 février...	Même sujet.....	332
406	M. BARRÈRE.....	19 février...	Même sujet.....	332
407	M. CROZIER.....	19 février...	Même sujet.....	332
408	M. BEAU.....	19 février...	Même sujet.....	333
409	M. RÉVOIL.....	19 février...	Instructions données au consul d'Espagne à Fez.....	333
410	M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.....	19 février...	Au sujet de la sommation adressée au Makhzen.....	334
411	M. DEFRANCE.....	20 février...	Même sujet.....	334
412	À M. REGNAULT.....	21 février...	Ratification de l'accord.....	334

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1910.		
413	M. REGNAULT.....	21 février....	Ratification de l'accord.....	335
414	À M. REGNAULT.....	22 février....	Même sujet.....	335
415	Circulaire.....	22 février....	Même sujet.....	336
416	M. REGNAULT.....	22 février....	Au sujet du règlement des dettes du Makhzen.....	336
417	M. Paul CAMBON.....	23 février....	Instructions données au Consul britannique à Fez.....	337
418	M. Georges LOUIS.....	23 février....	Répression de la contrebande des armes.....	337
419	M. REGNAULT.....	25 février....	Au sujet de la sommation adressée au Makhzen.....	338
420	M. REGNAULT.....	26 février....	Même sujet.....	338
421	M. REGNAULT.....	28 février....	Même sujet.....	339
422	M. REGNAULT.....	28 février....	Satisfactions accordées par le Makhzen.....	340
423	Circulaire.....	1 ^{er} mars.....	Même sujet.....	341
424	M. BARRÈRE.....	3 mars.....	Répression de la contrebande des armes.....	342
425	M. Jules CAMBON.....	3 mars.....	Au sujet de MM. Mannesmann.....	342
426	À M. REGNAULT.....	4 mars.....	Ratification de l'accord franco-marocain.....	343
427	M. REGNAULT.....	4 mars.....	Satisfactions accordées par le Makhzen.....	348
428	À M. Jules CAMBON.....	5 mars.....	Au sujet de MM. Mannesmann.....	356
429	M. Jules CAMBON.....	7 mars.....	Même sujet.....	356
430	À M. Jules CAMBON.....	9 mars.....	Au sujet du règlement minier.....	357
431	M. Jules CAMBON.....	10 mars.....	Déclaration de MM. de Schoen et Stemrich à la Commission du budget sur l'affaire Mannesmann.....	357
432	M. Jules CAMBON.....	10 mars.....	Même sujet.....	358
433	M. DE BILLY.....	11 mars.....	Au sujet de Raissouli.....	358
434	M. DE BILLY.....	11 mars.....	Libération d'associés agricoles.....	359
435	M. DE BILLY.....	11 mars.....	Installation d'un bac à Mechra-ben-Abbou.....	360
436	M. DE BILLY.....	11 mars.....	Mesures de police décidées par le corps consulaire à Casa- blanca.....	360
437	M. Jules CAMBON.....	16 mars.....	Déclaration du Chancelier au Reichstag sur l'affaire Mannes- mann.....	362
438	M. Jules CAMBON.....	20 mars.....	Entretien avec le Chancelier au sujet de l'affaire Mannes- mann.....	362
439	À M. REGNAULT.....	21 mars.....	Règlement de la situation financière du Makhzen.....	363
440	M. REGNAULT.....	21 mars.....	Au sujet de Ma-el-Aïnin.....	364
441	M. W. MARTIN.....	22 mars.....	Répression de la contrebande des armes.....	365
442	M. REGNAULT.....	23 mars.....	Au sujet du khalifa d'Agadir.....	365
443	M. REGNAULT.....	24 mars.....	Même sujet.....	366
444	M. REGNAULT.....	24 mars.....	Au sujet de Ma-el-Aïnin.....	367
445	M. REGNAULT.....	24 mars.....	Au sujet de l'ouverture de marchés dans la région frontière.....	368
446	M. REGNAULT.....	30 mars.....	Au sujet de Ma-el-Aïnin.....	369
447	À M. REGNAULT.....	31 mars.....	Même sujet.....	369
448	Circulaire.....	13 avril.....	Au sujet du règlement minier.....	370
449	M. REGNAULT.....	15 avril.....	Nouvelles de la région de Taza.....	370
450	M. REGNAULT.....	17 avril.....	Inauguration du bac de Mechra-ben-Abbou.....	371
451	À M. REGNAULT.....	18 avril.....	Même sujet.....	371
452	M. REGNAULT.....	20 avril.....	Nouvelles de la région de Taza.....	372
453	M. REGNAULT.....	21 avril.....	Défaite d'une méhalla par les Hayaina.....	373
454	M. REGNAULT.....	27 avril.....	Réponse du Makhzen à des réclamations françaises.....	373

NUMÉ- ROS.	NOMS.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
		1910.		
455	M. REGNAULT.....	29 avril.....	Au sujet de bac du Mechra-ben-Abbou.....	375
456	M. REGNAULT.....	3 mai.....	Règlement de la Commission des réclamations étrangères ..	376
457	M. DE BILLY.....	11 mai.....	Au sujet de Ma-el-Aïnin.....	381
458	À M. DE BILLY.....	13 mai.....	Signature du contrat d'emprunt.....	381
459	M. DE BILLY.....	17 mai.....	Au sujet du khalifa d'Agadir.....	382
460	M. REGNAULT.....	19 mai.....	Arrestation du Pacha de Fez.....	382
461	M. REGNAULT.....	25 mai.....	Lettre du Sultan sur la question des supplices.....	383
462	M. REGNAULT.....	25 mai.....	Au sujet de Ma-el-Aïnin.....	383
463	M. REGNAULT.....	1 ^{er} juin.....	Au sujet de Moulay el Kébir.....	384
464	M. REGNAULT.....	3 juin.....	Condamnation d'indigènes inculpés dans les massacres de Casablanca.....	384
465	M. REGNAULT.....	6 juin.....	Au sujet de la femme du Pacha de Fez.....	385
466	M. REGNAULT.....	6 juin.....	Commission de vérification des dettes du Makhzen.....	385
467	M. REGNAULT.....	6 juin.....	Au sujet de Moulay el Kébir.....	386
468	M. REGNAULT.....	8 juin.....	Conférence pour la préparation du règlement minier.....	386
469	M. REGNAULT.....	15 juin.....	Nomination de Raïssouli au gouvernement d'El-Ksar.....	387
470	M. REGNAULT.....	20 juin.....	Révocation de Caïds du Rarb.....	387
471	M. REGNAULT.....	20 juin.....	Au sujet du marché de Taourirt.....	388
472	M. DE BILLY.....	27 juin.....	Au sujet de Lalla Batoul.....	388
473	M. DE BILLY.....	30 juin.....	Reconnaissance militaire à Taourirt.....	389
474	M. DE BILLY.....	5 juillet.....	Au sujet de Moulay el Kébir.....	389
475	M. DE BILLY.....	11 juillet.....	Au sujet de Lalla Batoul.....	390
476	Le Général LYAUTEY.....	11 juillet.....	Au sujet du marché de Taourirt.....	390
477	Le Général LYAUTEY.....	13 juillet.....	Combat à Moul-el-Bacha.....	391
478	M. DE BILLY.....	15 juillet.....	Au sujet de la famille de Ben Aïssa.....	392
479	Le Général LYAUTEY.....	16 juillet.....	Au sujet des Beni-bou-Yabi.....	392
480	Le Général LYAUTEY.....	26 juillet.....	Même sujet.....	393
481	À M. le Général LYAUTEY.....	26 juillet.....	Même sujet.....	393
482	À M. DE BILLY.....	30 juillet.....	Au sujet de Lalla Batoul.....	394
483	M. DE BILLY.....	1 ^{er} août.....	Même sujet.....	394
484	M. DE BILLY.....	3 août.....	Même sujet.....	395
485	M. DE BILLY.....	4 août.....	Nomination d'El Mokri aux Affaires étrangères.....	395
486	M. DE BILLY.....	9 août.....	Au sujet de Lalla Batoul.....	396
487	M. DE BILLY.....	10 août.....	Même sujet.....	396
488	À M. REGNAULT.....	24 août.....	Au sujet de l'ouverture des marchés dans la région frontière.	397
489	M. REGNAULT.....	15 septembre.	Au sujet de Ben Aïssa et de sa famille.....	397

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES.

AFFAIRES DU MAROC.

1908.

N° 1.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 octobre 1908.

Notre Consul à Mogador me télégraphie qu'hier une partie du tabor marocain de la garnison attaqua dans le Souk quelques hommes de la police à coups de pierres. Une patrouille de la police vint au bruit; un sergent français, qui ralliait ses hommes vers la caserne, essuya plusieurs coups de feu; les casernes de la police furent alors assiégées et pendant trois quarts d'heure une fusillade nourrie fut dirigée contre elles. Grâce à la présence des instructeurs, la police répliqua peu; elle a eu une dizaine de blessés : deux civils ont été tués et un blessé. La nuit a été calme. Notre Consul pensa qu'il serait extrêmement urgent de rembarquer la méhalla et surtout le tabor qui a causé l'échauffourée. L'attitude du Pacha a été regrettable.

REGNAULT.

N° 2.

M. W. MARTIN, chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

Madrid, le 18 octobre 1908.

Le Président du Conseil a été interpellé hier au Sénat sur la conduite qu'il entendait tenir en présence des événements du Riff. Il a répondu que le Gouvernement observerait entre les deux partis la neutralité affirmée dans l'acte d'Algésiras et que les forces existant à Melilla étaient suffisantes pour faire respecter les possessions espagnoles.

W. MARTIN.

N° 3.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 19 octobre 1908.

Mon collègue d'Espagne et moi, nous avons remis à M. de Schoen le projet de lettre relatif à la reconnaissance de Moulay Hafid. Le secrétaire d'État en a pris connaissance avec satisfaction. Il nous a dit qu'à première vue il ne lui semblait pas que ce document soulevât d'observations, mais que, toutefois, il ne lui était pas possible de nous répondre de suite.

Jules CAMBON.

N° 4.

M. CROZIER, Ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 19 octobre 1908.

L'Ambassadeur d'Espagne et moi, nous avons remis aujourd'hui au baron de Call, en l'absence du baron d'Æhrenthal, copie du projet de note franco-espagnol.

CROZIER.

N° 5.

M. LEGRAND, Chargé d'affaires de la République française à Rome,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 19 octobre 1908.

Nous avons remis ce matin, l'ambassadeur d'Espagne et moi, au Ministre des Affaires étrangères le projet de note destinée à Moulay Hafid. M. Tittoni en a immédiatement pris connaissance et a déclaré l'approuver entièrement. Il doit nous répondre très prochainement.

LEGRAND.

N° 6.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 19 octobre 1908.

Je viens de remettre au Ministre des Affaires étrangères, de concert avec mon collègue d'Espagne, qui de son côté a fait la même démarche, le projet de note destinée à Moulay Hafid.

M. Wenceslau de Lima m'a dit que son gouvernement adhérerait très prochainement et sans réserve à nos propositions.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 7.

M. DE PANAFIEU, Chargé d'affaires de la République française à Saint-Petersbourg,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 19 octobre 1908.

Nous venons, le Chargé d'affaires d'Espagne et moi, de remettre au gérant du Ministère des Affaires étrangères, le texte de la note destinée à Moulay Hafid.

En nous remerciant de cette communication, M. Tcharykow nous a donné l'assurance qu'il allait envoyer au Ministre de Russie à Tanger des instructions conformes aux intentions communes de la France et de l'Espagne.

PANAFIEU.

N° 8.

M. DELVINCOURT, Chargé d'affaires de la République française à La Haye,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La Haye, le 19 octobre 1908.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai remis aujourd'hui, avec le Ministre d'Espagne, au Ministre des Affaires étrangères de la Reine, le projet de note qui doit être adressée à Moulay Hafid par le doyen du corps diplomatique à Tanger.

M. de Marees van Swinderen nous a remerciés de notre communication; il se propose d'étudier ce document et nous a promis très rapidement une réponse qui, selon toute vraisemblance, ne contiendra aucune réserve.

DELVINCOURT.

N° 9.

M. GANDERAX, Chargé d'affaires de la République française à Bruxelles,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 19 octobre 1908

Conformément aux instructions contenues dans votre lettre du 13 de ce mois, je me suis rendu ce matin, avec le Ministre d'Espagne, au Ministère des Affaires étrangères, afin de remettre le projet de note commune annexé à cette lettre. M. Davignon s'était excusé auprès de nous de ne pouvoir se trouver aujourd'hui à Bruxelles et avait délégué le secrétaire général de son Département pour recevoir à sa place notre communication.

La note a donc été remise au Chevalier van der Elst.

Étienne GANDERAX.

N° 10.

M. ALLIZÉ, Ministre plénipotentiaire de la République française à Stockholm,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Stockholm, le 19 octobre 1908.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, je viens de remettre à M. de Trolle, avec mon collègue d'Espagne, le projet de note destinée à Moulay Hafid. Le Ministre des Affaires étrangères nous a remerciés de cette communication, qui lui a paru conçue dans les termes les plus satisfaisants; il a ajouté qu'il nous communiquerait aussitôt que possible la réponse officielle du Gouvernement du Roi.

ALLIZÉ.

N° 11.

M. JUSSERAND, Ambassadeur de la République française à Washington,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 19 octobre 1908.

J'ai remis aujourd'hui au Secrétaire d'État, de concert avec le Chargé d'affaires d'Espagne, la note que le doyen du Corps diplomatique à Tanger devra faire parvenir à Moulay Hafid.

M. E. Root l'a lu avec soin. Il a déclaré que les termes de ce document lui paraissent satisfaisants de tout point et qu'il n'avait aucune objection à formuler.

JUSSERAND.

N° 12.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 19 octobre 1908.

A la suite des démarches que j'ai faites auprès des représentants du Sultan, un télégramme a été envoyé par eux, dès hier, à Mogador, pour prescrire au nom de

Moulay Hafid l'embarquement immédiat du tabor d'Abdesselam el Oudii. Ce dernier, qui est à Tanger, sera mis en prison dès que ses hommes se trouveront sur le navire qui doit les ramener ici. Une punition immédiate, si elle était connue à Mogador, pourrait en effet avoir pour résultat d'empêcher les hommes de quitter la ville. Une enquête sera faite à Tanger et les sanctions nécessaires seront prises. Le corps diplomatique, qui avait été saisi de l'incident par un télégramme du corps consulaire de Mogador, s'est réuni ce matin. Il a approuvé les mesures arrêtées, dont je lui ai donné connaissance, et il témoigne par lettre sa satisfaction aux autorités. Un vœu a été adopté en faveur du paiement régulier de la *mouna* des soldats dans les ports, et des recommandations seront faites par les ministres à leurs agents de la côte, en vue de seconder l'action de la police.

REGNAULT.

N° 13.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 20 octobre 1908.

J'ai remis hier au Sous-Secrétaire d'État permanent des Affaires étrangères, en même temps que le Chargé d'affaires d'Espagne, le projet de lettre collective à envoyer par le doyen du Corps diplomatique à Tanger à Moulay Hafid, en réponse à sa demande de reconnaissance.

Sir Ch. Hardinge m'a dit qu'aussitôt après en avoir pris connaissance, Sir Edward Gray enverrait les instructions nécessaires au Représentant britannique à Tanger.

Paul CAMBON.

N° 14.

M. JUSSELAND, Ambassadeur de la République française à Washington,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 21 octobre 1908.

Je reçois du Secrétaire d'État la confirmation, par écrit, de l'approbation qu'il avait déjà donnée à la note franco-espagnole relative à la reconnaissance de Moulay Hafid.

Le Ministre des États-Unis à Tanger est invité télégraphiquement à notifier cette adhésion au doyen du Corps diplomatique et à l'aviser que, dès que Moulay Hafid aura fait connaître, par l'intermédiaire du même doyen, son acceptation formelle et sans réserve des conditions posées dans la note, le Gouvernement américain agissant conjointement avec les autres Puissances reconnaîtra le nouveau Sultan.

JUSSERAND.

N° 15.

M. LEGRAND, Chargé d'affaires de la République française à Rome,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 21 octobre 1908.

M. Tittoni vient de me dire qu'après avoir examiné le projet de note que l'ambassadeur d'Espagne et moi lui avons remis en vue de la reconnaissance de Moulay Hafid, il ne pouvait que me confirmer son impression première et m'autorisait à vous faire savoir dès aujourd'hui qu'il donnait sa pleine et entière adhésion à ce texte.

LEGRAND.

N° 16.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 23 octobre 1908.

Sir E. Grey a autorisé le Chargé d'affaires d'Angleterre à Tanger à signer la note relative à la reconnaissance de Moulay Hafid, dont la France et l'Espagne ont communiqué le texte aux Puissances, le 19 de ce mois.

P. CAMBON.

N° 17.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 23 octobre 1908.

Je viens de recevoir du Ministre des Affaires étrangères une note verbale approuvant sans restriction les termes de la note destinée à Moulay Hafid.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 18.

M. ALLIZÉ, Ministre plénipotentiaire de la République française à Stockholm,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Stockholm, le 24 octobre 1908.

J'apprends par le Ministre des Affaires étrangères que le Gouvernement du Roi adhère, sous réserve de l'assentiment des autres Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, aux conditions de la reconnaissance de Moulay Hafid stipulées dans le projet de note que la France et l'Espagne ont soumis aux Cabinets.

ALLIZÉ.

N° 19.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 octobre 1908.

Je dois signaler l'arrivée de Ben Saïd, le nouvel adjoint imposé à Guebbas par Moulay Hafid, et à qui est conféré un droit général de contrôle sur l'administration

du Makhzen, comme un indice significatif des dispositions réelles du futur Sultan. Ben Saïd a été révoqué, il y a trois ans, sur la demande des légations de France et d'Angleterre ; il est considéré partout comme un fanatique ardent. Moulay Hafid l'a maintenu malgré Guebbas, qui a été blâmé pour avoir signalé la mauvaise impression produite dans les milieux étrangers par cette nomination.

REGNAULT.

N° 20.

M. CROZIER, Ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 25 octobre 1908.

Le Gouvernement I. et R. vient de répondre à la note franco-espagnole concernant la reconnaissance de Moulay Hafid. Voici la teneur de cette communication qui vient de m'être adressée ainsi qu'à l'Ambassadeur d'Espagne :

• Le Gouvernement austro-hongrois déclare adhérer à la note, proposée par les Gouvernements de la République française et de l'Espagne, que l'Ambassade de France a bien voulu lui faire parvenir le 19 octobre dernier et qui doit être présentée à Moulay Hafid par l'entremise du Doyen du Corps diplomatique à Tanger. Le Gouvernement I. et R. reconnaît à la France et à l'Espagne le droit de se faire rembourser par le Trésor Marocain les frais de l'expédition militaire nécessitée par les troubles de Casablanca et exprime sa conviction que ces deux Puissances, dans la poursuite de cette réclamation, voudront bien tenir compte de l'état financier du Maroc, qui présente un intérêt général. »

CROZIER.

N° 21.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 octobre 1908.

J'apprends par M. Hoff la répercussion qu'ont eue à Safi les incidents qui se sont produits à Mogador, le 16 octobre. Le tabor n'attend, dit-on dans certains milieux arabes, que la fin du Ramadan pour se livrer à une agression contre la police. Le

capitaine Schulz, d'ailleurs, prend toutes les précautions nécessaires. Je donne cette information à l'amiral en lui demandant de vouloir bien maintenir devant ce port un de nos croiseurs pendant quelque temps.

REGNAULT.

N° 22.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 octobre 1908.

J'ai déjà fait connaître à Votre Excellence l'intérêt qu'il y a à obtenir la promulgation du règlement minier prévu par l'article 112 de l'Acte d'Algésiras.

Je l'avais, d'autre part, signalé au Makhzen, par l'intermédiaire de M. Gaillard, en suggérant que l'étude de ce règlement pourrait être confiée, avec avantage, à l'ingénieur chargé par l'Acte d'Algésiras d'établir le programme des travaux publics au Maroc, ainsi qu'il avait été convenu à Rabat entre le Makhzen, M. Llaberia et moi. Le Gouvernement chérifien se rendit à ces considérations; peu de temps avant le départ du Sultan pour Marrakech, une lettre fut adressée par Si Dris el Boukili, chargé du Ministère des Affaires, au Doyen du Corps diplomatique pour lui notifier la décision intervenue dans ce sens. L'élaboration du règlement en question était confiée à l'ingénieur des travaux publics conjointement avec ses auxiliaires.

Le Corps diplomatique, dans sa séance du 20 août, arrêta définitivement le texte de la lettre qui serait adressée au Makhzen au sujet du règlement minier. J'ai l'honneur d'en adresser ci-joint la copie à Votre Excellence, ainsi que la traduction des instructions adressées à Torrès par le Sultan et de la lettre de Boukili.

Le texte arrêté par l'ingénieur des Travaux publics devait nous être soumis officieusement en même temps qu'au Makhzen, et nous pourrions alors l'envoyer à nos Gouvernements et solliciter d'eux des instructions motivées.

J'apprends aujourd'hui que deux allemands ont élaboré avec Moulay Hafid un règlement minier.

J'invite M. Ben Ghabrit à faire connaître officieusement au Grand Vizir intérimaire l'état de la question.

REGNAULT.

ANNEXE I.

(TRADUCTION.)

Lettre chérifienne adressée à Si Mohammed el Torrès et Si Mohammed el Guebbas.

Vous n'ignorez pas que des compagnies étrangères songent à ouvrir la question de l'exploitation des mines dans cet empire marocain, et que le Makhzen ne s'était encore arrêté à aucune décision concernant la mise en train de ce service.

Mais il importe de se mettre à la préparation des règlements et des clauses de l'exploitation des mines dans cet Empire, dans des conditions offrant toutes garanties pour la sauvegarde des intérêts du Makhzen, et cela dès maintenant, avant que ne s'étende davantage le champ des incertitudes que certains ont commencé à mettre à profit pour essayer d'accaparer un certain nombre de points miniers.

Il était donc pour cela nécessaire d'écrire au Doyen du Corps diplomatique pour lui demander de charger l'Ingénieur, désigné pour diriger les travaux publics, d'élaborer à ce sujet un règlement renfermant toutes les clauses nécessaires et les mesures de garantie pour la sauvegarde des droits du Makhzen; règlement qui devra être soumis au Makhzen, afin que ce dernier l'examine et y apporte les amendements qui paraîtraient nécessaires, soit en ajoutant, soit en éliminant, etc., afin que, une fois adopté, il soit complètement conforme à la politique du Makhzen à l'égard de ses sujets, dans la mesure du possible.

Ainsi, lorsque, à la faveur de circonstances propices, le moment sera venu de s'occuper des opérations minières, le Makhzen trouvera le règlement régissant la matière complètement élaboré. Ce règlement sera alors présenté aux Compagnies intéressées, pour qu'il soit procédé à cet égard suivant les termes de l'Acte de la Conférence.

Vous recevrez sous ce pli la lettre adressée au Doyen du Corps diplomatique à ce sujet, afin que vous la lui fassiez parvenir.

Il n'y a pas d'inconvénient à ce que les délégués du Makhzen à la Conférence ou l'un d'eux, tel que le taleb Abderrahman Bennis, confèrent verbalement avec l'ingénieur en question sur le mode de rédaction de ce règlement, pendant que ce dernier sera en préparation et avant sa publication, afin que ce règlement renferme toutes les mesures propres à assurer la sauvegarde des intérêts du Makhzen, et pour qu'il soit en harmonie avec les intérêts qui doivent être pris en considération pour l'administration des sujets de l'Empire.

13 Djoumada II 1326 (13 juillet 1908).

Signe au crayon constituant l'approbation du Sultan.

ANNEXE II.

(TRADUCTION.)

*A S. E. M. le Comte KOZIEBRODZKI, Ministre d'Autriche-Hongrie
et Doyen du Corps diplomatique.*

Compliments :

De nombreuses compagnies commerciales témoignent du désir d'entamer des négociations pour exploiter les mines de cet Empire du Maghreb ; mais le Makhzen ne s'est pas encore décidé à entrer dans cette voie. Toutefois, Sa Majesté chérifienne a jugé bon de prendre ses dispositions et d'arrêter les règlements et conditions nécessaires pour la mise en exploitation de l'industrie minière dans son Empire d'une façon qui garantisse ses droits. Elle m'a ordonné de vous écrire pour vous faire connaître qu'elle a décidé de charger l'ingénieur qui s'occupe des travaux publics d'élaborer, conjointement avec ses auxiliaires, un règlement comprenant toutes les conditions nécessaires et toutes les mesures qui garantissent la conservation des droits du Gouvernement chérifien. Ce règlement sera soumis au Makhzen qui l'examinera et apportera à sa rédaction les modifications qui s'adapteront le mieux à la manière dont il gouverne ses sujets. De cette façon, s'il est décidé, après, de procéder à une affaire de mines en temps opportun, le règlement se trouvera tout préparé et sera alors soumis aux compagnies qui demandent de mettre ces affaires en cours, aux termes de l'Acte de la Conférence ; nous prions Votre Excellence de porter ce qui précède à la connaissance des honorables Membres du Corps diplomatique pour leur information.

Salutations.

Fait le 23 Djoumada I 1326 (23 juin 1908).

Le Ministère des Affaires Étrangères, par intérim,

DRIS EL BOUKILI.

ANNEXE III.

Lettre du Doyen du Corps diplomatique au Délégué chérifien des Affaires étrangères.

Votre lettre nous est bien parvenue, par laquelle vous nous faites savoir que Sa Majesté Chérifienne a décidé de charger l'Ingénieur des travaux publics et son adjoint d'élaborer un règlement concernant l'exploitation des mines de cet Empire.

Les Représentants des Puissances sont d'accord pour qu'il en soit ainsi et feront savoir aux Ingénieurs qu'ils doivent se charger de cette tâche.

Conformément à l'article 112 de l'Acte d'Algésiras, ce règlement ne saurait être promulgué avant d'avoir été soumis au Corps diplomatique pour permettre à celui-ci de s'assurer si ce règlement s'est bien inspiré des législations étrangères sur la matière.

N° 23.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 27 octobre 1908.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint, à Votre Excellence, copie du rapport que je viens de recevoir au sujet de l'agression commise à Mogador, le 16 octobre, sur le tabor de police par la mahalla de Si Abdesselam el Oudii.

Je me permets de signaler tout particulièrement au Département l'attitude des officiers du tabor de police. La conduite courageuse des agents du Département, M. Lorgeou, gérant du consulat, et M. Ballereau, gérant de la chancellerie, est également digne de tous les éloges.

Je transmets à Si Mohammed Guebbas un résumé du rapport de M. Lorgeou et je lui demande de provoquer la révocation du Pacha dont l'attitude a été la cause directe des événements du 16. Le tabor coupable est arrivé le 22 à Tanger; il a été désarmé et les autorités chérifiennes procèdent à une enquête qui est contrôlée par M. le commandant Fournié.

REGNAULT.

ANNEXE.

M. LORGEOU, Gérant du consulat de France à Mogador,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc.

Mogador, le 19 octobre 1908.

.....
Le chèque destiné à la solde des troupes n'étant pas arrivé, les Oumana se montrèrent inquiets, car ils n'avaient pas suffisamment d'argent pour assurer le paiement de la mouna.

Cependant la matinée du vendredi fut parfaitement calme.

Vers trois heures, des soldats du tabor d'Abdesselam el Oudii vinrent, comme les semaines précédentes, aux consulats de France et d'Espagne demander une intervention en leur faveur.

M. Buigas vint me trouver au moment où j'allais me rendre chez les Oumana. Il me dit qu'il savait que les administrateurs de la douane avaient déposé à la Banque les 40 p. 100 des droits et me proposa d'insister auprès des autorités afin de faire prélever sur cette somme ce qui était nécessaire au paiement des troupes. Nous priâmes M. le Directeur de la Banque de faire rendre aux Oumana leur dépôt, comme la semaine précédente. Il y consentit.

M. Buigas et moi, nous nous rendîmes alors chez les Oumana, mais ces derniers nous dirent que les sommes qui seraient ainsi mises à leur disposition étaient insuffisantes.

Pendant que nous nous entretenions avec les Oumana, quelqu'un vint nous aviser qu'une échauffourée venait de se produire entre les soldats de la méhalla et la police.

Nous sortîmes aussitôt. Les soldats de la prison, devant laquelle nous passions, saisissaient leurs armes, les chargeaient et couraient dans la direction d'où partaient les coups de feu. Avec l'aide de Si Allal el Ouarkaoui, interprète auxiliaire de ce consulat, dont je ne saurais trop louer l'attitude dans ces circonstances, nous en fîmes rentrer quelques-uns.

Je courus jusqu'au consulat afin de signaler la situation au commandant du « Cosmao », puis je revins dans la *Medina*.

Les caïds Bokaa et Ould Tebib me dirent que leurs hommes n'avaient pas bougé et que seuls ceux du tabor d'Abdesselam avaient pris part à la bataille.

De tous côtés couraient des soldats isolés avec le fusil chargé et le Pacha ne faisait rien pour les retenir.

On fit fermer toutes les portes afin de circonscrire le danger. Le capitaine Massoutier, étant allé se promener sur la grande plage, était encore assez loin quand on lui apprit ce qui se passait.

Il revint en hâte et vit trois hommes de la méhalla qui longeaient les murs et paraissaient avoir l'intention de lui faire un mauvais parti. Ils s'enfuirent quand deux soldats de la police sortirent de la porte pour aller au-devant du capitaine.

Il avait dépassé le poste de police placé à la porte du Lion et se trouvait entre lui et une maison convertie en caserne pour une partie du tabor d'El Oudii, quand un homme du poste dont le fusil était chargé eut un mouvement nerveux. Le coup partit et la balle s'élevant verticalement entra dans la voûte de la porte.

Les soldats d'El Oudii qui attendaient depuis un moment, le fusil chargé, se croyant attaqués, allaient faire feu, quand M. Massoutier se précipita au-devant d'eux au péril de sa vie, parvint à les convaincre qu'il s'agissait d'une maladresse et les fit rentrer dans leur caserne. Un peu plus loin, il réussit encore, au risque d'être tué, à faire rebrousser chemin à des soldats d'El Oudii qui venaient de faire le coup de feu dans la *Medina* et accouraient avec l'intention d'attaquer le poste de police de la porte du Lion.

Grâce à cette courageuse et énergique intervention, les quartiers de la Kasbah furent épargnés et la bataille fut circonscrite dans les environs des casernes de la police.

L'origine de l'échauffourée est la suivante : Dans le centre de la ville se trouvaient quelques chanteurs qu'entouraient un grand cercle de curieux, parmi lesquels des soldats de la mehalla et de la police. Les premiers, n'ayant pas reçu leur solde, furent vexés de voir les seconds jeter abondamment les piécettes d'argent et, irrités par les lazzi du public, les insultèrent. Des injures on en vint aux coups et bientôt la mêlée fut générale. Les pierres volèrent de toutes parts, lancées par des soldats et des civils, auxquels les hommes de la police répondirent. Prévenue, une patrouille de police qui sortait de la caserne, m'affirme le capitaine Massoutier, se rendit sur les lieux pour séparer les combattants et ramener les hommes de la police à la caserne. Le sergent instructeur Pannabières, qui passait par hasard, se joignit à la patrouille. Il n'avait aucune arme sur lui, aussi tira-t-il la baïon-

nette d'un des soldats de la patrouille : il la prit par la lame et s'en servit pour repousser ses hommes vers la caserne. Les pierres pleuvaient toujours et les boutiques se fermaient hâtivement.

A ce moment, et un soldat du consulat qui se trouvait là l'affirme catégoriquement, deux coups de revolvers furent tirés d'une ruelle sur le sergent Pannabières, qui ne fut heureusement pas atteint. En même temps des soldats d'El Oudii, qui étaient allés chercher leurs fusils, firent feu de l'autre bout de la place. Une balle passa à un mètre environ derrière le sergent Pannabières et laissa dans le mur une marque très visible.

La patrouille, qui n'avait même pas mis baïonnette au canon, se replia précipitamment sur la caserne, où elle s'enferma. Fort heureusement, M. le lieutenant Cousse et le caïd Tabor passaient par là et purent maintenir les troupes de police enfermées pendant les trois quarts d'heure que dura le siège de la caserne. De partout, même des maisons environnantes, on tirait sur eux.

Une fusillade nourrie était également dirigée de la rue, des terrasses et des minarets, contre la caserne du bordj de la porte de Marrakech, où se trouvaient le maréchal des logis Moujon et le sergent Reffass. Ceux-ci firent passer quelques hommes sur le chemin de ronde au-dessus de la porte et de là, avec quelques coups de fusil, balayèrent la rue.

M. Cousse, ainsi que le Caïd Tabor et les sous-officiers instructeurs (j'ai eu l'occasion de parler plus haut de M. Massoutier), ont eu une conduite digne d'éloges à tous points de vue. Grâce à leur attitude énergique et courageuse et à leur calme, des événements beaucoup plus graves ont pu être évités. En effet, les deux cents hommes présents à la caserne se plaignaient de rester enfermés comme des femmes et voulaient à toute force se ruer sur leurs ennemis. M. Cousse avoue qu'il n'aurait probablement pas pu maintenir ses hommes un quart d'heure de plus.

Si Ahmed Akemmoun, qui vient d'être nommé par Moulay Hafid khalifa du futur Pacha de Mogador, aurait très bien pu calmer les soldats d'Abdesselam, puisque le capitaine Massoutier et Si Allal sont arrivés à les faire rentrer dans leurs casernements et que moi-même, en sortant de chez les Oumana, j'ai pu faire rebrousser chemin à plusieurs d'entre eux qui couraient se battre. Au lieu de cela, il n'a cessé d'accuser la police d'avoir provoqué les troubles, déclarant mensongers les témoignages contraires que nous avons pu recueillir et laissant sa version se répandre en ville.

Il se plaignait amèrement de la police qui avait, disait-il, attaqué les soldats d'Abdesselam, tiré sur les habitants et même sur les consuls d'Espagne et d'Angleterre qui rentraient en ville. Il voulait que tous les postes de la police fussent retirés et remplacés par du *guich*, cependant que les soldats de la mehalla se reposaient un peu partout, leurs fusils en main et les cartouchières garnies. M. le lieutenant Cousse, qui était avec moi, lui proposa de lui prouver par des témoignages la véracité de ses assertions, mais le caïd provisoire prétendit avoir des centaines de témoignages contraires. Je lui ai aussitôt rappelé que son attitude avait été incorrecte, qu'il s'était renfermé dans la Casba au lieu d'aller sur les lieux calmer les esprits; qu'en tout cas il encourrait une grave responsabilité en laissant à la tête de la plus grande partie des troupes un homme incapable et dangereux; qu'il devait y avoir eu un coup monté, sans lequel on s'expliquait peu la réserve des deux autres tabors de la mehalla. Enfin je l'ai quitté en lui disant que je le rendais responsable de la tranquillité publique.

Le lendemain, le corps consulaire s'est réuni chez son doyen M. Buigas, consul d'Espagne; à l'unanimité, on a déclaré nécessaire le renvoi immédiat du tabor d'El Oudii, qui faisait montre d'un mauvais esprit et dont le chef actuel est un homme sans autorité et pour le moins douteux.

Pendant la réunion, est arrivée une lettre du Pacha, dont M. Buigas nous a lu la

traduction et qui contenait une pétition contre la police que Si Akemmoun a dû se faire adresser par quelques-uns de ses amis. On décida de faire venir Si Akemmoun pour exiger de lui certaines mesures qui nous paraissaient indispensables.

Quand Si Akemmoun fut arrivé, M. Buigas lui dit qu'il était inutile de se plaindre de la police au corps consulaire, puisque c'était l'Europe qui l'avait créée par l'Acte d'Algésiras et que le devoir des autorités était au contraire de la seconder.

Le Pacha promit d'assez mauvaise grâce ce que nous lui avons demandé, savoir : faire des patrouilles fréquentes du *guich* avec des postes de cette milice dans les quartiers les plus fréquentés et aux portes des casernes de la mehalla; désarmer les soldats et les consigner dans la mesure du possible, en tout cas ne les laisser sortir que par petits groupes et sans armes.

L'après-midi, le *Lavoisier* vint mouiller sur rade.

L'ordre est arrivé hier matin de rembarquer le tabor d'Abdesselam. Un bateau allemand étant sur rade, j'ai beaucoup insisté pour que cette opération, qui sera surveillée par M. le lieutenant Adda, se fit aujourd'hui même. Les troupes de la police vont être consignées pendant ce temps. M. Adda estime que tout se passera sans incident.

LORGEOU.

N° 24.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 octobre 1908.

J'ai l'honneur d'adresser ci-après, à Votre Excellence, les renseignements qui me parviennent sur la situation de la police marocaine à la date du 1^{er} octobre.

EFFECTIFS. — A *Tanger*, l'effectif des deux tabors est au complet, mais on éprouve toujours de la difficulté à trouver les chevaux nécessaires; sur la côte, l'effectif est à peu près au complet; il manque encore cependant quelques officiers marocains à Saffi et à Mogador.

INSTRUCTION ET DISCIPLINE. — Partout l'instruction se poursuit dans de bonnes conditions.

L'esprit général est bon; néanmoins il y a eu depuis quelque temps de nombreuses désertions, 12 à *Tanger*, 2 à *Rabat*, 3 à *Mazagan*, 26 à *Saffi*. Cette situation regrettable ne cessera que du jour où les autorités marocaines qui, jusqu'ici et malgré des observations pressantes, se contentent de vaines promesses, rechercheront les déserteurs et les puniront avec sévérité.

FONCTIONNEMENT DE LA POLICE. — A *Tanger*, les troupes de police sont installées dans une série de postes reliés entre eux par des patrouilles; les autorités marocaines

ont une tendance à restreindre le rôle extérieur de la police, les troupes de méhalla leur paraissant suffisantes pour assurer la sécurité à longue portée.

A *Rabat*, la méhalla a abandonné son service de garde et la police assure seule la sécurité de la ville; deux blockaus sont en construction, l'un au ravin de Chella, l'autre à l'angle de l'Agdal.

A *Casablanca*, la police fournit des postes à l'intérieur de la ville.

A *Saffi*, le fort bastionné du Dar es Sultan, qui défend la ville contre toute attaque venant de l'extérieur, est actuellement occupé par un poste de police. Toutefois, Moulay Hafid a donné l'ordre de faire rendre ce bordj par la police.

Des patrouilles assurent l'ordre dans l'intérieur de la ville. La méhalla ayant diminué dans de fortes proportions et la population ne semblant pas hostile à la police, il est probable que la garde des portes va lui être confiée. Des démarches vont être tentées dans ce but par cette légation auprès des autorités locales.

CASERNEMENT. — A *Tanger*, les baraquements du tabor d'infanterie sont terminés; ceux du tabor de cavalerie sont en cours d'exécution. On travaille également à l'amélioration des chemins permettant d'accéder aux baraquements.

A *Saffi*, le casernement installé dans le Dar es Sultan et le fort bastionné est en voie d'aménagement; 140 hommes sont déjà logés. Dans le courant de ce mois, le tabor aura à sa disposition deux grandes citernes; au casernement seront annexés un café maure et une cantine, ce qui permettra d'empêcher les hommes de descendre en ville dans la journée.

COURS D'ADULTES. — Le cours d'adultes de Casablanca continue à donner de bons résultats; quelques gradés commencent à avoir des notions de français. A *Mogador*, ce cours a été suspendu en raison du jeûne du Ramadan. Il sera repris dans un mois.

DÉLIMITATION DES ZONES DE POLICE À CASABLANCA. — Les travaux ont été commencés le 1^{er} octobre et le tabor français aura probablement terminé la portion de route qui lui incombe vers le 15 novembre. Il a été convenu qu'aux points où le tracé de la route n'est pas actuellement possible en raison des cultures potagères, des poteaux indicateurs mentionneraient la limite respective des zones de police de chaque tabor.

RENSEIGNEMENTS DIVERS. — A *Rabat*, un nouveau pacha est arrivé le 30 septembre et on lui prête des intentions conciliantes.

La police continue à être maîtresse de la situation à *Rabat*, mais l'hésitation que montrent en bien des circonstances les autorités marocaines fait concevoir des inquiétudes pour l'avenir. De nombreux coupeurs de route sont signalés, principalement sur la piste de *Rabat* à *Bou-Znika*; ils opèrent à une vingtaine de kilomètres de *Rabat*, hors de la police et hors de la zone d'action du poste de *Bou Znika*, dont ils connaissent la limite.

A *Mazagan*, l'instructeur en chef signale que la ville est complètement dégarnie de troupes chérifiennes, à la satisfaction générale. Ce qui restait de la méhalla est parti pour *Marrakech*, emportant munitions, canon et mitrailleuses.

A Mogador, la proclamation de Moulay Hafid, le 9 septembre, a été l'occasion de manifestations anti-françaises de la part d'un certain nombre d'indigènes et surtout des hommes de la méhalla du *caïd-reha* Abdesselam el Oudii; l'attitude provocante des hommes de la méhalla à l'égard du personnel de la police était son œuvre. L'instructeur en chef de Mogador, conscient du danger possible créé par cette situation, en avait averti le Pacha provisoire; celui-ci, malgré sa bonne volonté, n'avait pu que donner des promesses.

L'incident récent vient de démontrer que les craintes de M. le capitaine Massoutier étaient fondées; des mesures répressives vont être prises contre le tabor de Mogador, qui, à la suite de l'échauffourée du 17 octobre, a été embarqué pour Tanger.

Il y a lieu de signaler qu'au moment de la proclamation de Moulay Hafid, une propagande active a été faite auprès des hommes de la police à Mogador pour les engager à désertir. Mais l'esprit de discipline remarquable de ce tabor a empêché que ces mauvais conseils fussent suivis d'effet.

Le sang-froid dont a fait preuve M. le capitaine Massoutier, ainsi que M. le lieutenant Cousse, dans les récents incidents de Mogador, mérite les plus grands éloges.

REGNAULT.

N° 25.

M. DE PANAFIEU, Chargé d'affaires de la République française à Saint-Petersbourg,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 28 octobre 1908.

J'ai fait connaître à Votre Excellence la réponse verbale du gérant du Ministère des Affaires étrangères à la communication que le Chargé d'affaires d'Espagne et moi lui avons faite le même jour, d'ordre de nos Gouvernements respectifs, relativement aux conditions de la reconnaissance de Moulay Hafid.

M. Tcharykoff vient de me confirmer l'adhésion du Gouvernement impérial au projet de note proposé par la lettre dont j'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, copie à Votre Excellence.

A. DE PANAFIEU.

ANNEXE.

M. TCHARYKOFF, gérant le Ministère impérial des Affaires étrangères,
à M. DE PANAFIEU, Chargé d'affaires de France en Russie.

Saint-Pétersbourg, le 13 octobre 1908.

Ayant examiné le projet d'une note à faire parvenir à Moulay Hafid, que vous avez bien voulu me communiquer le 6 octobre courant, j'ai l'honneur de vous prier de porter à la connaissance de votre Gouvernement que le Gouvernement impérial se rallie complètement à la communication sus-indiquée ainsi qu'à celle du Gouvernement espagnol conçues dans des termes identiques.

En même temps je me fais un devoir de vous informer que le Gouvernement impérial vient de munir son Représentant au Maroc d'instructions afin de déclarer au Doyen du Corps diplomatique à Tanger qu'il est autorisé par le Gouvernement russe à présenter ladite note au Gouvernement marocain aussitôt que les autres États signataires de l'Acte d'Algésiras l'auront muni d'autorisations analogues.

TCHARYKOFF.

N° 26.

M. GANDERAX, Chargé d'affaires de la République française à Bruxelles,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 28 octobre 1908.

Le Gouvernement belge vient de répondre à la communication que le Ministre d'Espagne et moi lui avions faite du projet de note à Moulay Hafid.

Votre Excellence trouvera, ci-joint, le texte de cette réponse, qui m'a été remise ce matin par le Chevalier van der Elst, au nom de M. Davignon.

Étienne GANDERAX.

ANNEXE.

NOTE.

Le Gouvernement du Roi a eu l'honneur de recevoir le projet de note à faire parvenir à Moulay Hafid qui lui a été communiqué, le 19 de ce mois, par les Gouvernements espagnol et français.

Le texte de la note proposée, ainsi que le mode suggéré pour la remise de la note à sa destination, ne soulèvent aucune objection de la part du Gouvernement du Roi. Il s'empresse en conséquence de donner son adhésion au projet qui lui a été soumis sous la réserve, déjà contenue dans sa réponse à la note du 14 septembre, de l'accord des Puissances signataires de l'acte général de la Conférence d'Algésiras.

N° 27.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne.

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 28 octobre 1908.

J'ai l'honneur d'envoyer, ci-joint, à Votre Excellence, la traduction de la note verbale que le Ministre portugais des Affaires étrangères m'a remise le 23 de ce mois.

Elle formule l'adhésion du Gouvernement royal aux termes de la note destinée à Moulay Hafid et dont j'avais, le 19 de ce mois, de concert avec mon collègue d'Espagne, soumis le projet au Gouvernement portugais.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

ANNEXE.

Le Gouvernement de Sa Majesté a été informé par le Gouvernement de la République française des termes du projet de note destinée à être envoyée à Moulay Hafid par l'entremise du Doyen du corps diplomatique de Tanger, en réponse à la lettre où le même Moulay Hafid annonçait qu'il était proclamé Sultan par tous les habitants de l'Empire du Maghreb. Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît qu'on ne peut se soustraire à la nécessité de régler la situation actuelle de l'Empire marocain. Il accepte en conséquence les termes du projet de note dont il s'agit.

N° 28.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 29 octobre 1908.

M. de Schoen vient de me faire connaître que le Gouvernement impérial adhérerait sans réserve au projet de note franco-espagnol pour la reconnaissance de Moulay Hafid.

Jules CAMBON.

N° 29.

M. Marcelin PELLET, Ministre plénipotentiaire de la République française à
La Haye,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La Haye, le 30 octobre 1908.

J'ai appris hier par le Ministre des Affaires étrangères que le Gouvernement de la Reine se rallie à la proposition contenue dans la note franco-espagnole ; son représentant à Tanger vient de recevoir des instructions en ce sens.

Marcelin PELLET.

N° 30.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 30 octobre 1908.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence les renseignements que m'adresse M. le général Lyautey au sujet de la pacification du Haut-Guir.

REGNAULT.

ANNEXE.

M. le Général LYAUTÉY, Haut-Commissaire français dans la région frontière,
à M. Stephen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Colomb-Bechar, le 22 octobre 1908.

Je viens de me rendre à Bechar, accompagné de M. le général Vigy, commandant le territoire d'Aïn Sefra, afin de me rendre compte sur place de la situation politique du Haut Guir à la suite des dernières opérations du colonel Alix.

Je n'ai pas eu le temps de pousser jusqu'à Bou Denib, mais je me suis mis en relation par téléphone avec le commandant Canton, commandant militaire du Haut-Guir, avec qui j'ai eu de longs entretiens. J'ai correspondu de la même façon avec le poste de Bou Anane.

Aujourd'hui que tous les groupements hostiles ont été dispersés, tant sur le Haut-Guir jusqu'à ses sources, que dans la vallée de l'Oued Haiber, et que les populations des *ksour* de ces régions se sont mises avec nous en contact pacifique et ont apporté leur soumission, j'ai reporté le commandant Canton aux instructions générales établies au sujet du rôle de surveillance, de police et d'attraction politique et économique qui est la raison d'être de notre installation provisoire sur le Haut-Guir.

Il résulte des renseignements qui m'ont été donnés qu'il importe avant tout de maintenir les résultats acquis et d'affermir les populations qui nous entourent, et qui sont, pour le moment, des mieux disposées, dans leur désir de vivre en paix, de reprendre leur vie normale et de se sentir protégés.

En conséquence, j'ai prescrit au commandant Canton de ne pas s'immobiliser dans ces postes et de reprendre le plus tôt possible, par des reconnaissances politiquement préparées, le contact avec les *ksour* voisins pacifiés, conformément au programme qui avait été tracé et que la persistance de groupements hostiles dans la région limitrophe avait empêché de mettre en pratique.

Les effectifs maintenus à Bou Denib ainsi qu'à Bou Anane permettent d'effectuer ces reconnaissances avec les seuls moyens des postes et sans qu'elles prennent le caractère d'opérations militaires.

Dans ces conditions, non seulement il n'en résultera aucune provocation, mais encore j'ai la certitude que les populations des *ksour* qui nous ont apporté spontanément leur soumission, malgré les sollicitations contraires de leurs voisins de l'Ouest, attendent avec impatience que nous manifestions notre ferme volonté d'assurer la protection de leurs *ksour* et la liberté de leur transactions.

J'estime que le rôle ainsi joué, par Bou Denib en particulier, est le seul qui puisse amener progressivement et patiemment, mais définitivement, une modification telle de l'état des esprits que la région du Haut-Guir devienne un jour le trait d'union naturel entre nos populations frontières et nos voisins de l'Ouest. C'est la meilleure façon d'y préparer l'installation de la police et des marchés mixtes.

Le commandant Canton, aidé de son service des affaires indigènes, a parfaitement compris la mission qu'il aurait à remplir dans ce sens et m'a fait des propositions pour des reconnaissances toutes pacifiques précédées d'émisaires, vivant d'achats faits sur place, accompagnées

de médecins stationnant dans les *ksour*, qui ne pourront avoir que l'effet le plus bienveillant et dissiper les appréhensions qui subsistent encore. Il aura comme collaborateurs le chérif de Bou Denib et les chefs des *ksour* voisins qui viennent, pendant la dernière crise, de nous donner des preuves de loyauté incontestables, puisque, sans une défaillance, ils se sont joints à nous avec leurs gens contre les fauteurs de troubles. Ni de notre part, ni de la leur d'ailleurs, il n'a cessé d'être fait état de leur qualité de Marocains. Il y a donc là, dès maintenant, les bases d'une association de contingents français et indigènes pour le maintien de l'ordre et de la sécurité.

Le commandant Canton va, dès la semaine prochaine, commencer des tournées uniquement orientées dans ce sens, et je compte qu'elles amèneront des résultats qui permettront à assez bref délai d'établir dans cette région, de concert avec les autorités chérifiennes, un régime conforme à l'esprit des accords de 1901 et d'y substituer une situation normale et pacifique à l'état de guerre de fait dans lequel nous avons toujours vécu sur ces confins.

LYAUTEY.

N° 31.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 4 novembre 1908.

A l'occasion du conflit survenu à Mogador entre la police et les soldats marocains, l'attention du corps diplomatique a été attirée sur la nécessité de prévenir autant que possible le retour de pareils incidents. Dans la séance qu'ils ont tenue à ce sujet, mes collègues, sur ma proposition, ont été unanimes à émettre un vœu en ce sens et ont décidé que tous les consuls recevraient l'ordre d'inviter leurs ressortissants à déférer aux consignes de la police et à éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à son prestige. J'en ai avisé nos agents.

REGNAULT.

N° 32.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 novembre 1908.

En m'informant, par une lettre dont j'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, copie à Votre Excellence, de la décision prise par Moulay Hafid d'appeler auprès de lui son

frère Moulay Mahammed, M. Gaillard m'expose les raisons que nous avons de ne pas nous opposer à ce voyage.

Si Votre Excellence veut bien approuver cette manière de voir, je prescrirai à notre agent officieux à Fez d'intervenir, afin d'assurer à Moulay Mahammed un traitement convenable.

REGNAULT.

ANNEXE.

Le Consul en mission à Casablanca,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc, Tanger.

Casablanca, le 29 octobre 1908.

Le Sultan Moulay Abd-el-Aziz me fait savoir que son frère Moulay Mahammed vient de recevoir du pacha Ben Aïssa, *caïd mechouar* de Moulay Hafid, actuellement à Rabat, une lettre l'engageant à venir le rejoindre dans cette ville. Dans cette lettre, écrite en termes respectueux, il lui donne l'assurance qu'un traitement conforme à son rang lui sera réservé.

Moulay Mahammed, encouragé par l'accueil bienveillant reçu à Fez par Moulay Youssef, a demandé à son frère la permission de déférer à l'invitation du caïd Ben Aïssa et de se rendre auprès de lui à Rabat. Moulay Abd-el-Aziz a déclaré qu'il n'y voyait, en ce qui le concernait, aucun inconvénient. Il désire, en effet, réduire, en vue de son départ prochain, le nombre des personnes de son entourage; enfin, le départ de Moulay Mahammed et de Moulay Zin, — car ce dernier accompagnerait son frère aîné, — permettrait à Sa Majesté de réduire ses dépenses qui sont excessives, étant donné l'extrême modicité de ses ressources actuelles.

Le Sultan me prie de vous demander de prévenir M. Ben Ghabrit et de l'autoriser à intervenir, le cas échéant, à titre officieux, pour que ce chérif soit traité avec égard.

Je ne manquerai pas, le moment venu, d'engager ce chérif à se rendre directement à Rabat, et surtout à éviter de provoquer en Chaouya des manifestations populaires qui, en portant ombrage à son frère, ne pourraient qu'avoir des effets fâcheux pour lui-même.

Henri GAILLARD.

N° 33.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Paris, le 12 novembre 1908.

Toutes les Puissances intéressées ayant donné leur approbation à notre projet de note à Moulay Hafid, le moment est venu de nous concerter avec l'Espagne sur les

mesures qu'il y a lieu de prendre pour en assurer la transmission à Fez. Je compte proposer au Cabinet de Madrid de procéder de la manière suivante :

La France et l'Espagne, qui ont recueilli les adhésions des Puissances au projet de note, chargeront, à ce titre, leurs représentants à Tanger de communiquer officiellement la note approuvée au doyen du Corps diplomatique; celui-ci transmettra la note au nom du Corps diplomatique à Moulay Hafid sous la forme d'une lettre signée de lui.

PICHON.

N° 34.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 13 novembre 1908.

Je viens de recevoir votre rapport du 6 de ce mois, relatif au voyage de Moulay Mahammed à Fez.

J'approuve votre manière de voir.

PICHON.

N° 35.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 14 novembre 1908.

Veillez faire, de concert avec M. Merry del Val, une démarche auprès du doyen du Corps diplomatique pour l'informer que toutes les Puissances ont adhéré sans réserves à la note préparée par la France et l'Espagne, qui doit être envoyée à Moulay Hafid.

Veillez également vous entendre avec votre collègue d'Espagne pour remettre aussitôt que possible au doyen du Corps diplomatique le texte authentique de cette note.

PICHON.

N° 36.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid.

Paris, le 14 novembre 1908.

Je vous prie de vouloir bien faire connaître au Ministre d'État qu'ayant appris que la plupart des représentants des Puissances à Tanger avaient notifié au doyen du Corps diplomatique l'adhésion de leur Gouvernement à la note franco-espagnole, il m'a semblé nécessaire, pour l'intérêt commun de nos deux pays, de prescrire à M. Regnault de s'entendre avec son collègue en vue d'une démarche en commun auprès du doyen intérimaire du Corps diplomatique pour l'informer officiellement de l'adhésion de toute les Puissances à la note en question.

Cette démarche devrait être suivie sans retard de la remise par la même voie du texte authentique de la note au doyen, afin qu'il soit en mesure de la faire parvenir au Makhzen.

M. Allende Salazar voudra sans doute donner des instructions conformes à M. Merry del Val, de façon à marquer le complet accord des deux Gouvernements dans cette procédure.

PICHON.

N° 37.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 14 novembre 1908.

Je viens de faire auprès de mon collègue d'Espagne la démarche prescrite par vos instructions.

Il est prêt à remettre avec moi la note au doyen du Corps diplomatique.

REGNAULT.

N° 38.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 novembre 1908.

Je viens de recevoir de Moulay Hafid une lettre qui contient les déclarations suivantes :

Le règlement de la situation d'Abd-el-Aziz est accepté conformément à nos conseils. Un contrôleur français devra viser toutes les dépenses.

La situation des anciens agents du Makhzen paraît devoir être réglée d'une manière équitable.

Moulay Hafid accepte l'établissement de la télégraphie sans fil dans les ports; il approuve de même la mesure prise par Abd-el-Aziz pour étendre les attributions des ingénieurs du Corps diplomatique; il les fera venir à Rabat et les confirmera dans leurs fonctions.

En ce qui concerne la frontière algérienne, Moulay Hafid se déclare prêt à ordonner les mesures nécessaires après qu'il aura pris connaissance des traités et accords sur la matière. Il maintient l'institution du Haut-Commissaire chérifien et la situation présente à Oudjda. Les termes de sa lettre impliquent son adhésion aux accords relatifs à la frontière; des instructions seront envoyées aux Doui Menia et aux Ouled Djerir, leur prescrivant de rester tranquilles.

Quans aux frais d'occupation de la Chaouya, M. Ben Ghabrit a demandé à Moulay Hafid d'admettre le principe de nos droits au remboursement et il lui a donné en même temps l'assurance que nous accorderions les facilités désirables. Moulay Hafid a reproduit cette promesse et il a remercié de cette amicale déclaration. Faisant allusion à ses entretiens avec M. Ben Ghabrit, il dit qu'il espère que j'emploierai mes efforts à la solution rapide des questions soulevées par notre occupation de la Chaouya, « en raison de l'intérêt qu'elles présentent pour les deux Gouvernements amis et voisins ».

Il m'invite à me rendre à Fez pour m'entendre directement avec lui sur les points restés en suspens.

Nous trouvons dans la déclaration de Moulay Hafid les garanties qu'il était nécessaire d'obtenir avant d'envisager mon voyage à Fez.

Il me paraît nécessaire d'accepter l'invitation de Moulay Hafid. Si telle est la manière de voir de Votre Excellence, je ferai savoir à Moulay Hafid que je me dispose à partir pour Fez dès qu'il aura fait parvenir sa réponse à la note franco-espagnole.

REGNAULT.

N° 39.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 novembre 1908.

Nous avons remis avant-hier, le Ministre d'Espagne et moi, au doyen du Corps diplomatique le texte authentique de la note franco-espagnole. Les interprètes des légations se sont aussitôt constitués en comité pour en établir la traduction.

REGNAULT.

N° 40.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 novembre 1908.

Le Corps diplomatique a décidé à l'unanimité, ce matin, de charger son doyen de transmettre par lettre la note franco-espagnole à Moulay Hafid. Cette lettre, qui portera la date d'aujourd'hui, sera remise demain aux représentants de Moulay Hafid à Tanger.

REGNAULT.

N° 41.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 21 novembre 1908.

Je vous autorise à faire savoir à Moulay Hafid que vous vous disposez à partir pour Fez dès qu'il aura fait parvenir sa réponse favorable à la note franco-espagnole.

PICHON.

N° 42.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 novembre 1908.

M. Gaillard m'écrit que Moulay Mahammed a quitté Casablanca hier pour Rabat. Notre agent lui a recommandé avec instance d'éviter tout ce qui pourrait occasionner des désordres. Le général d'Amade doit lui fournir une escorte jusqu'à Bou Znika. Notre consul à Rabat a été avisé de ce voyage.

Moulay Mahammed m'a écrit personnellement pour me confirmer l'assurance qu'il avait déjà donnée à M. Gaillard, que son départ de la Chaouya n'entraînerait aucun trouble ; je lui ai répondu en prenant acte de cet engagement.

Après accord avec le général, la proclamation de Moulay Hafid aura lieu demain mardi à Casablanca.

REGNAULT.

N° 43.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 novembre 1908.

Ce matin, Abd-el-Aziz est parti pour Tanger, où il désire passer deux ou trois jours incognito, afin de se choisir une maison. Il s'est embarqué sur un vapeur de commerce nolisé à cette intention.

D'accord avec la légation et avec nos autorités militaires, la proclamation de Moulay Hafid a eu lieu cet après-midi à Casablanca, sans aucun incident.

REGNAULT.

N° 44.

M. JONNART, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 24 novembre 1908.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément aux instructions générales données au Commandant militaire du Haut-Guir, une reconnaissance forte de 800 hommes a quitté Bou Denib, le 3 novembre, sous les ordres du commandant Canton.

Cette reconnaissance a d'abord remonté la vallée du Guir, dans le but de visiter les *ksour* de cette région, qui entretiennent avec nous des relations d'amitié; le 7 novembre, elle a campé à 50 kilomètres au nord de Toulal, après avoir été accueillie avec empressement par toutes les *djemaas*, y compris celles qui avaient refusé d'entrer en relations avec nous lors du passage de la colonne Alix.

Le commandant Canton, ayant reçu des protestations d'amitié de toutes les fractions du Fertoumach, s'est alors décidé à rentrer par les Aït Aïssa, modifiant ainsi le programme qu'il s'était primitivement tracé. Il a visité les *ksour* des Beni-Tadjit, des Aït Mohammed, des Aït Touazag, de Douiret Seba. Sur tout son passage, les populations lui ont fait un excellent accueil; les indigènes sont venus aux abords du camp offrir des produits du pays et de nombreux malades se sont présentés à la visite médicale. D'après les derniers compte-rendus qui me sont parvenus, la reconnaissance était campée, le 12, à Foum Lechfar et devait rentrer, le lendemain 13, à Bou-Denib.

Il n'est pas douteux que cette heureuse sortie de nos troupes n'ait une grande répercussion chez les populations du Sud-Ouest. Notre façon d'agir toute pacifique a hâté l'arrivée de certaines délégations encore hésitantes, et c'est ainsi que le commandant Canton a dû modifier son itinéraire de retour pour visiter des populations nouvellement acquises à notre influence. Des expériences de ce genre sont à renouveler; elles ne peuvent avoir, en effet, que les plus heureuses conséquences pour la pacification du pays.

JONNART.

N° 45.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 novembre 1908.

Abd-el-Aziz est arrivé ce matin. Pour éviter toute manifestation, il a débarqué à sept heures, hors de la ville, et s'est rendu chez Menebbhi, sans traverser Tanger.

REGNAULT.

N° 46.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 novembre 1908.

D'après un télégramme de notre Consul à Rabat, Moulay Mahammed aurait été proclamé à Skhirat.

REGNAULT.

N° 47.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 novembre 1908.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, copie du procès-verbal de la séance consacrée par le Corps diplomatique à l'examen du mode d'envoi à Moulay Hafid de la note franco-espagnole.

REGNAULT.

ANNEXE.

Réunion du Corps diplomatique.

18 novembre 1908.

La séance est ouverte à 11 heures à la légation de Belgique, sous la présidence de M. le comte de Buisseret, Ministre de Belgique, doyen du Corps diplomatique.

Assistent à la réunion :

S. E. M. le docteur ROSEN, Ministre d'Allemagne ;

M. le comte BUKUWKY, Chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie ;

S. E. M. MERRY DEL VAL, Ministre d'Espagne ;

M. le comte de SAINT-AULAIRE, premier secrétaire de la légation de France, représentant M. Regnault indisposé ;

S. E. M. GUMMERE, Ministre des États-Unis ;

S. E. M. R. LISTER, Ministre de la Grande-Bretagne ;

M. GENTILE, Chargé d'affaires d'Italie ;

S. E. M. le chevalier de RAPPART, Ministre des Pays-Bas.

M. le doyen, Ministre de Belgique, fait part à ses collègues des réponses faites à la circulaire sur le mode d'envoi de la note des Puissances à Moulay Hafid. Les ministres d'Angleterre, d'Espagne, de France, des Pays-Bas, de Russie se sont prononcés pour l'envoi de la note à Moulay Hafid sous forme de lettre. MM. les représentants de l'Autriche-Hongrie et des États-Unis se sont ralliés, l'un à la forme que suggérera le doyen, l'autre à l'opinion de la majorité. M. le Ministre d'Allemagne a estimé qu'en envoyant la note comme annexe à une lettre adressée au représentant de Moulay Hafid, on éviterait de changer la forme de la note. Il est difficile, en effet, d'adresser à Moulay Hafid une note directe si l'on n'admet pas sa situation de Sultan.

M. le doyen, Ministre de Belgique, reconnaît la justesse de cette observation. Il demande si l'on n'éviterait pas l'inconvénient signalé en écrivant à Moulay Hafid une lettre à laquelle la note serait annexée telle quelle. Cette proposition obtient l'assentiment général.

Le Corps diplomatique examine à ce sujet les titres épistolaires qui conviendraient le mieux à la situation actuelle de Moulay Hafid et à sa dignité. M. le Chargé d'affaires d'Italie donne, sur la demande qui lui en est faite, quelques explications linguistiques.

M. le Ministre d'Espagne rappelle que la circulaire lui a donné occasion de proposer la formule de début : « A l'auguste éclairé, et victorieux, élevé par Dieu Sultan, proclamé par tous les peuples du Maroc ». M. Merry del Val ajoute qu'il s'agit, bien entendu, d'un texte annexé à la note dont les termes arrêtés par son gouvernement, d'accord avec le gouvernement français, ne pourraient être changés par lui.

M. le Ministre d'Angleterre, se référant à l'avis qu'il a déjà exprimé sur la circulaire, signale l'intérêt qu'il y a à éviter des termes qui placeraient le Corps diplomatique dans l'embarras, si l'adhésion de Moulay Hafid à la note des Puissances soulevait quelques difficultés.

M. le Secrétaire de la légation de France s'associe à cette observation. Il est d'ailleurs entièrement d'accord avec M. le Ministre d'Espagne sur la convenance de traiter Moulay Hafid avec la plus haute courtoisie. Il suffit donc de ne pas employer des expressions qui risqueraient d'être interprétées comme un acte prématuré de reconnaissance. Tout en se déclarant incompétent en pareille matière, qui relève plus spécialement des arabisants, il se demande si les mots « élevé par Dieu » ne sont pas, d'après les usages de la correspondance marocaine, réservés au Sultan.

M. le Chargé d'affaires d'Italie, dont la compétence est invoquée, déclare qu'en effet cette expression ne s'applique qu'au souverain.

On convient alors de la supprimer.

Après un échange de vues entre MM. les Ministres d'Allemagne, d'Angleterre, de Hollande, M. le Chargé d'affaires d'Italie, le Corps diplomatique convient de faire précéder le texte de la note de l'introduction suivante :

« A l'auguste, victorieux, éclairé, le très élevé prince chérifien Moulay Abd-el-Hafid proclamé Sultan par tous les peuples de l'Empire du Maroc, de la part des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, je soussigné envoyé extraordinaire, Ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, en qualité de doyen du Corps diplomatique, ai reçu la mission honorable de transmettre en réponse à la communication du 9 chaaban 1326 correspondant au 6 septembre 1908, la note dont voici le texte » :

Le Corps diplomatique décide de donner à Moulay Hafid, dans le texte arabe de la note le titre de prince Jenab et adopte pour la fin la formule suivante :

« Que le tout-puissant vous garde en honneur et en paix. »

M. le Chargé d'affaires d'Italie transcrit en arabe les rédactions adoptées et les dicte à M. le drogman de la légation de Belgique. Les textes en seront collationnés avec l'aide de M. le drogman de la légation d'Allemagne. M. le Chargé d'affaires d'Italie assure ensuite la concordance de la traduction arabe de la note des Puissances avec le texte français.

Sur la proposition de M. le Ministre d'Allemagne, il est convenu que la note, datée de ce jour (18 novembre), sera remise le lendemain au représentant de Moulay Hafid à Tanger.

M. le doyen, Ministre de Belgique, résume les dispositions adoptées. Il est convenu, sur sa proposition, que le Corps diplomatique sera avisé par circulaire de la remise de la note au représentant du Sultan.

Copies des rédactions adoptées au cours de la séance (introduction et formule) seront adjointes à cette circulaire.

La séance est levée à 12 heures et demie.

N° 48.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 novembre 1908.

Notre Consul à Rabat m'envoie le télégramme suivant :

« Hadj Ben Aïssa a réussi à faire rentrer à Rabat Moulay Mahammed que quelques tribus voulaient nommer Sultan ».

REGNAULT.

N° 49.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 5 décembre 1908.

Les représentants des Puissances viennent d'être avisés par le doyen du Corps diplomatique qu'il avait reçu la réponse de Moulay Hafid à la Note franco-espagnole. Les interprètes des Légations doivent se réunir demain pour la traduire.

SAINT-AULAIRE.

N° 50.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française,
à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 décembre 1908.

Le Corps diplomatique s'est réuni aujourd'hui pour examiner la réponse de Moulay Hafid. Il a décidé, à l'unanimité, de se borner à la transmettre par la poste aux Gouvernements intéressés.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, la traduction de ce document faite par le Comité des interprètes du Corps diplomatique.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

TRADUCTION.

Louange à Dieu seul.

Il n'y a de puissance et de force qu'en Dieu Très Haut et Très Grand.

Grand sceau de Moulay Abd el Hafid ben-El-Hassan.

A l'ami intelligent et de bon conseil, qui recherche le bien des deux Gouvernements amis et puissants, le Ministre du Gouvernement respecté de Belgique et Doyen de l'honorable Corps diplomatique à Tanger la bien gardée, Monsieur le comte Conrad de Buisseret :

Après avoir adressé à Dieu, qui assure la réussite des projets, toutes les louanges qui lui sont dues ;

Nous avons reçu la lettre par laquelle vous exposez les intentions des Puissances amies, signataires de l'Acte de la Conférence d'Algésiras, en ce qui concerne leur espoir que Notre Majesté, élevée par Dieu, reconnaitra accepter vis-à-vis d'elles les points contenus dans ladite lettre, transmise par votre intermédiaire au nom de toutes les Puissances.

Nous avons pris connaissance de tout ce que contenait cette lettre, et Nous avons pris bonne note de toutes ses indications expresses et sous-entendues. Nous avons examiné avec attention les points qui s'y trouvent consignés, et Nous les avons acceptés par respect pour l'accord intervenu à leur sujet entre les Puissances amies.

En ce qui concerne la question des dettes, il importe d'attirer l'attention des Puissances amies sur la nécessité de vérifier ces dettes et d'en connaître la base. En effet, le droit international impose à cet Empire la responsabilité de ces dettes. Mais il est également certain que les coutumes, lois et statuts de cet Empire exigent que la responsabilité de ces dettes retombe sur des personnes qui s'étaient partagé l'argent en question, et s'en étaient servi pour leurs affaires commerciales. Cela est clair comme le soleil qui luit sur la terre et n'a pas besoin d'être démontré.

En conséquence, il est de notre devoir d'accepter la responsabilité des dettes mentionnées, de même que nous devons exercer un recours contre ceux à qui il faut les réclamer. Nous espérons que les Puissances amies n'interviendront d'aucune façon en leur faveur dans les décisions que nous prendrons. L'enquête à ce sujet sera faite avec l'équité qui nous est également demandée pour ce qui concerne leurs droits ; car la justice doit suivre son cours.

De même, après examen des titres relatifs aux créances des particuliers, après s'être reporté aux circonstances dans lesquelles elles ont été contractées, et après avoir constaté leur origine, leur cause et leur emploi, conformément aux principes établis dans des cas analogues, le Makhzen est prêt à acquitter, avec l'aide de Dieu, toutes celles de ces créances dont la validité aura été reconnue conformément au droit.

Quant aux dépenses militaires des deux Puissances amies, la France et l'Espagne, lorsque celles-ci Nous les auront fait connaître, tout ira bien à cet égard, s'il plaît à Dieu.

Nous avons pleine confiance que toutes les Puissances amies qui se sont mises d'accord pour envoyer à Notre Majesté la Note en question, après en avoir adopté les points, respecteront les dispositions relatives à Nos intérêts particuliers et généraux, que ces Puissances se sont accordé à reconnaître par l'Acte de la Conférence. Nous n'avons d'autre but que le maintien de l'ordre général et la bonne organisation des affaires, en les préservant par des moyens équitables de ce qui peut les troubler.

Puissiez-vous rester tous en paix.

Fait le 4 Quâada sacré 1326 (29 novembre 1908).

N° 51.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 7 décembre 1908.

Moulay Mahammed est arrivé le 4 de ce mois à Fez; il est gardé à vue dans l'intérieur du Makhzen.

SAINT-AULAIRE.

N° 52.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 10 décembre 1908.

Le commandant Mangin va quitter ses fonctions d'instructeur en chef des troupes de police pour devenir chef de notre mission militaire; je vous prie d'aviser Guebbas et de lui demander de vouloir bien informer Sa Majesté Chérifienne.

Vous annoncerez à notre Consul à Fez que le personnel de la mission doit se rendre prochainement auprès du Sultan et qu'il comprendra le commandant Mangin, un capitaine d'infanterie, un capitaine d'artillerie, un lieutenant, deux sous-officiers européens, dont un d'artillerie, et un sous-officier indigène.

PICHON.

N° 53.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux Représentants diplomatiques de la République française à
Londres, Berlin, Pétersbourg, Vienne, Rome, Madrid, Bruxelles,
La Haye, Lisbonne et Washington.

Paris, le 11 décembre 1908.

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, en copie, la traduction de la lettre par laquelle Moulay Hafid vient de répondre à la communication que le doyen du Corps diplomatique lui avait adressée au nom des puissances.

Cette réponse sera sans doute considérée partout comme satisfaisant aux différentes conditions auxquelles les gouvernements avaient déclaré subordonner la reconnaissance du Makhzen. La France et l'Espagne vont donc proposer aux autres cabinets de terminer cette procédure, en chargeant le doyen du Corps diplomatique de notifier à Moulay Hafid qu'il est officiellement reconnu par les États signataires de l'Acte d'Algésiras.

PICHON.

N° 54.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 décembre 1908.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie d'un rapport de notre Vice-Consul à Rabat, rendant compte des incidents qui ont marqué le passage de Moulay Mahammed dans cette ville.

La proclamation de ce chérif à Skhirat a naturellement été attribuée aux intrigues des agents français. Mais ces insinuations qui avaient d'abord ému Moulay Hafid, étaient trop manifestement démenties par les faits pour produire sur son esprit une impression durable. M. Ben Ghabrit, que j'avais mis à même d'édifier le Sultan à cet égard, m'a fait savoir que ce dernier apprécie la correction avec laquelle nous avons surveillé Moulay Mahammed sur le territoire de la Chaouya et prévenu de son départ les autorités de Rabat qui ont ainsi pu le surveiller ailleurs.

Moulay Mahammed est aujourd'hui plus étroitement surveillé à Fez qu'il ne l'a jamais été par Abd-el-Aziz. Plusieurs personnages plus ou moins convaincus d'intelligence

avec lui ont été emprisonnés. Les deux principaux d'entre eux ont subi, en présence de Moulay Hafid et de son Makhzen, le supplice du « sel ». Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Moulay Hafid revient à cette coutume barbare, qui était tombée en désuétude sous le règne d'Abd-el-Aziz.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. LERICHE, Vice-Consul de France à Rabat,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Rabat, le 2 décembre 1908.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer, la tentative de Moulay Mahammed a échoué dès l'origine.

Arrivé à Skhirat, à 24 kilomètres de Rabat, le mercredi 25 novembre, ce Chérif adressa aux divers caïds de la région des lettres les invitant à le reconnaître comme Sultan. A El Hadj ben Aïssa, Khalifa du Sultan, il annonçait que Dieu l'avait appelé au pouvoir et il lui ordonnait de le faire proclamer à Rabat et à Salé. Aussitôt, le jeudi, El Hadj Ben Aïssa Bargach sortit de Rabat, accompagné du caïd Es-Souissi et du khalifa Bargach, avec une centaine de cavaliers, et il se rendit à la kasbah de Tmara, à 12 kilomètres de Rabat, au milieu de la tribu makhzen des Oudaïa. Le lendemain, il se porta un peu plus loin sur la rive Nord de l'Ikkem, sans vouloir se risquer à s'avancer davantage, car les Arab et les Zaer commençaient à s'assembler autour de Moulay Mahammed dont le succès ne paraissait pas douteux.

Cependant ce dernier, peut-être mal rassuré sur la suite possible des événements et, d'autre part, se fiant à son ascendant sur El Hadj ben Aïssa pour le gagner à sa cause, se décida, malgré la vive opposition de son entourage, à se rendre à Tmara. Au passage de l'Ikkem, il fut reçu avec respect et déférence par El Hadj ben Aïssa et ses compagnons. Ils se dirigèrent tous ensemble vers la kasbah de Tmara; en y arrivant, Moulay Mahammed manifesta la ferme intention d'y entrer pour y passer la nuit. El Hadj ben Aïssa lui déclara qu'il devait continuer son chemin sur Rabat et qu'au besoin il emploierait la force pour l'y contraindre. Moulay Mahammed se mit alors à l'injurier grossièrement, l'appelant esclave, chien, etc. El Hadj ben Aïssa ne se départit pas de son calme, et après quelques instants ils reprirent le chemin de Rabat, où ils arrivèrent au milieu de l'après-midi. Moulay Mahammed fut logé au Dar-el-Makhzen, entouré d'une garde nombreuse. Le lendemain, samedi matin, Ben Aïssa quitta Rabat et alla camper avec son prisonnier à 5 kilomètres au Nord de Salé. Le dimanche soir, ils couchèrent à la kasbah du Kantra sur le Sebou, et il semble que le voyage doive se poursuivre paisiblement et sans surprise.

LERICHE.

N° 55.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid.

Paris, le 14 décembre 1908.

Je me suis entretenu samedi, avec l'ambassadeur d'Espagne, de la reconnaissance officielle de Moulay Hafid. Nous avons été d'accord à penser que cette formalité devait s'accomplir conformément à la procédure suivie depuis que la question est posée : la France et l'Espagne feraient donc connaître simultanément aux Puissances que la réponse de Moulay Hafid leur semble satisfaisante et proposeraient de le reconnaître. Si, comme il est à croire, cette opinion était partagée par tous les cabinets, le doyen du Corps diplomatique à Tanger serait chargé de notifier, au nom de ses collègues, au nouveau Sultan que les Puissances le reconnaissent.

Je vous prie de fixer, de concert avec le Ministre d'État, une date très prochaine pour la communication que les représentants des deux gouvernements devraient faire à ce sujet aux autres Puissances.

PICHON.

N° 56.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 15 décembre 1908.

J'ai fait aujourd'hui auprès du Ministre d'État la démarche prescrite par vos instructions. Je lui ai soumis le projet de Note ci-après, qui devrait être proposé aux Puissances par une démarche commune et concertée des représentants de nos deux Gouvernements, en vue de la reconnaissance de Moulay Hafid :

« Les Gouvernements signataires de l'Acte d'Algésiras ont reçu la lettre en date du 4 quaâda 1326, que Moulay Hafid a fait parvenir par l'intermédiaire du doyen du Corps diplomatique à Tanger, en réponse à leur communication du 18 novembre.

« Les Gouvernements des pays représentés au Maroc ont accueilli avec satisfaction cette réponse. Ils y ont vu la preuve que les explications qu'ils avaient formulées par leur Note en date du 18 novembre, dans l'intérêt même des rapports d'amitié et de confiance qu'ils voulaient entretenir avec l'autorité souveraine de l'Empire chérifien, répondaient exactement à la pensée de Moulay Hafid.

« En conséquence, les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras ont décidé de

reconnaître Sa Hautesse Moulay Hafid comme Sultan légitime du Maroc et ont chargé le doyen du Corps diplomatique à Tanger de notifier cette reconnaissance au représentant de Sa Hautesse le Sultan de cette ville. »

M. Allende Salazar a pris connaissance de ce texte et l'approuve.

Si ce projet ne soulève pas d'objections de la part de Votre Excellence, des instructions seront adressées demain aux représentants de l'Espagne pour qu'ils se concertent avec les nôtres et fassent connaître, après-demain, aux Puissances signataires auprès desquelles ils sont accrédités, que, les deux Gouvernements considérant la réponse de Moulay Hafid comme satisfaisante, ils sont chargés de proposer aux Puissances de le reconnaître comme Sultan légitime du Maroc et présentent à leur adhésion un projet de communication à adresser au représentant du Sultan à Tanger pour lui notifier cette reconnaissance.

RÉVOIL.

N° 57.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid.

Paris, le 15 décembre 1908.

J'approuve le projet de Note que vous avez préparé, d'accord avec le Ministre d'État, au sujet de la reconnaissance de Moulay Hafid, et j'en donne la connaissance à nos représentants auprès des Etats signataires de l'Acte d'Algésiras, en vue de la communication à faire aux Puissances.

PICHON.

N° 58.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux Représentants diplomatiques de la République française à Londres, Berlin, Saint-Pétersbourg, Vienne, Rome, Washington, Bruxelles, La Haye, Stockholm et Lisbonne.

Paris, le 15 décembre 1908.

Vous voudrez bien vous concerter avec votre collègue espagnol, qui doit recevoir aujourd'hui des instructions analogues aux vôtres, en vue de faire connaître demain au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité que la France et l'Espagne, con-

sidérant la réponse de Moulay Hafid comme satisfaisante, proposent aux Puissances de le reconnaître comme Sultan légitime du Maroc; vous présenterez à l'adhésion du Gouvernement le projet de communication ci-après, qui devrait être adressée au représentant du Sultan à Tanger pour lui notifier cette reconnaissance.

PICHON.

N° 59.

M. BEAU, Ministre plénipotentiaire de la République française à Bruxelles,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 17 décembre 1908.

Mon collègue d'Espagne et moi avons remis ce matin la Note relative à la reconnaissance de Moulay Hafid. Le Ministre des Affaires étrangères nous a déclaré que, dans cette question, le Gouvernement belge avait toujours réglé son attitude sur celle de la majorité des Puissances et que la Note que nous venions de lui remettre paraissait répondre au sentiment unanime des Gouvernements intéressés.

BEAU.

N° 60.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 17 décembre 1908.

De concert avec mon collègue d'Espagne, je viens de faire la démarche prescrite par vos instructions.

Après avoir lu le projet de Note, le Ministre des Affaires étrangères m'a exprimé sa satisfaction de ce que la question de la reconnaissance de Moulay Hafid se règle d'une façon aussi simple. Il nous répondra très prochainement.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 61.

M. Marcelin PELLET, Ministre plénipotentiaire de la République française
à La Haye,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La Haye, le 17 décembre 1908.

J'ai remis aujourd'hui au Ministre des Affaires étrangères de la Reine, conjointement avec le Ministre d'Espagne, la Note relative à la reconnaissance de Moulay Hafid. Le Ministre des Affaires étrangères nous a remerciés de cette communication et s'est félicité de l'heureuse solution donnée à cette affaire.

PELLET.

N° 62.

M. le Vice-Amiral TOUCHARD, Ambassadeur de la République française à
Saint-Petersbourg,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 17 décembre 1908.

Je me suis concerté avec le Chargé d'affaires espagnol, afin de faire la démarche prescrite par vos instructions.

M. Iswolsky doit me faire connaître sa réponse aussitôt qu'il aura étudié les termes de la Note identique.

TOUCHARD.

N° 63.

M. CROZIER, Ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 17 décembre 1908.

Mon collègue d'Espagne et moi avons remis aujourd'hui au baron de Call, remplaçant le baron d'Æhrenthal, le projet de Note au sujet de la reconnaissance de Moulay Hafid, préparé par les deux Gouvernements.

CROZIER.

N° 64.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 17 décembre 1908.

Nous avons, mon collègue espagnol et moi, remis aujourd'hui à Sir E. Grey le projet de Note relatif à la reconnaissance officielle de Moulay Hafid par les Puissances.

P. CAMBON.

N° 65.

M. DE BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à Berlin,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 17 décembre 1908.

Je me suis rendu cette après-midi avec mon collègue espagnol chez le Secrétaire d'État des Affaires étrangères.

Nous lui avons remis le projet de communication à adresser au représentant du Sultan à Tanger en vue de notifier à ce dernier la reconnaissance de Moulay Hafid.

M. de Schoen nous a remerciés de cette communication. Il nous a assurés que le

Gouvernement Impérial était entièrement d'accord avec la France et l'Espagne sur la procédure à suivre. Le Représentant allemand à Tanger doit recevoir des instructions en ce sens.

BERCKHEIM.

N° 66.

M. JUSSERAND, Ambassadeur de la République française à Washington,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 17 décembre 1908.

De concert avec le Ministre d'Espagne, je viens de faire la démarche relative à la reconnaissance de Moulay Hafid.

Le Secrétaire d'État approuve très volontiers le texte que nous lui avons soumis. Le Ministre des États-Unis à Tanger sera informé dès aujourd'hui par télégramme de cette adhésion.

JUSSERAND.

N° 67.

M. CLAUSSE, Chargé d'affaires de la République française à Stockholm,
à M. PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Stockholm, le 18 décembre 1908.

J'ai fait aujourd'hui la démarche concertée avec mon collègue d'Espagne.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a prié de remercier Votre Excellence de la communication faite au Gouvernement suédois du projet de Note relatif à la reconnaissance de Moulay Hafid. Il a ajouté qu'il ne prévoyait aucune objection à la remise de cette Note au Représentant du Sultan à Tanger et qu'il me ferait connaître très prochainement son adhésion officielle.

CLAUSSE.

N° 68.

M. BARRÈRE, Ambassadeur de la République française à Rome,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 18 décembre 1908.

Hier soir, j'ai remis à M. Tittoni, en même temps que mon collègue d'Espagne, le projet de Note relative à la reconnaissance de Moulay Hafid. Le Ministre des Affaires étrangères nous a déclaré qu'il y donnait son adhésion, et qu'il allait envoyer au Ministre d'Italie à Tanger des instructions télégraphiques en ce sens.

BARRÈRE.

N° 69.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République
française à Tanger.

Paris, le 18 décembre 1908.

Une démarche a été faite hier par les représentants français et espagnols auprès des Gouvernements signataires de l'Acte d'Algésiras pour notifier que la France et l'Espagne jugeaient la réponse de Moulay Hafid satisfaisante et proposaient de le reconnaître officiellement; il a été donné connaissance, à cet effet, d'un projet de lettre qui devrait être adressé par le doyen du Corps diplomatique au représentant du Sultan à Tanger.

D'après les réponses faites à Berlin et à Washington, les représentants allemand et américain ont dû recevoir dès hier des instructions télégraphiques les avisant que la Note est approuvée par leurs Gouvernements.

PICHON.

N° 70.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 20 décembre 1908.

Le Ministre d'Allemagne vient d'aviser le doyen du Corps diplomatique de l'adhésion de son Gouvernement au projet de notification de la reconnaissance de Moulay Hafid.

SAINT-AULAIRE.

N° 71.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 20 décembre 1908.

Le Ministre des États-Unis a informé le doyen du Corps diplomatique que son Gouvernement adhère à la proposition de notification collective à Moulay Hafid de sa reconnaissance comme Sultan.

SAINT-AULAIRE.

N° 72.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 décembre 1908.

Mon collègue d'Italie vient de notifier au doyen du Corps diplomatique l'adhésion de son Gouvernement au projet de Note franco-espagnol.

SAINT-AULAIRE.

N° 73.

M. CLAUSSE, Chargé d'affaires de la République française à Stockholm,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Stockholm, le 21 décembre 1908.

Je suis prévenu par le Ministre des Affaires étrangères qu'il télégraphie à Tanger pour faire connaître au représentant de la Suède au Maroc l'adhésion officielle du Gouvernement du Roi au projet de note relatif à la reconnaissance de Moulay Hafid par les Puissances.

CLAUSSE.

N° 74.

M. DAESCHNER, Chargé d'affaires de la République française à Londres,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 22 décembre 1908.

Ainsi que M. Cambon vous en a informé le 1^{er} de ce mois, il avait remis au Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, d'accord avec l'Ambassadeur d'Espagne, le projet de Note identique relative à la reconnaissance de Moulay Hafid.

Sir Edward Grey vient de me faire savoir qu'il a autorisé le Ministre d'Angleterre à Tanger à procéder à la remise de cette Note en même temps que les autres représentants des Puissances.

DAESCHNER.

N° 75

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

Paris, le 23 décembre 1908.

Dès que tous vos collègues auront été informés de l'adhésion de leurs Gouvernements au projet de Note que la France et l'Espagne ont soumis aux Puissances, vous

voudrez bien vous entendre avec la légation d'Espagne pour le communiquer au doyen du Corps diplomatique, dans les mêmes conditions où vous avez notifié au doyen le texte de la première lettre adressée à Moulay Hafid.

PICHON.

N° 76.

M. GUILLEMIN, Chargé d'affaires de la République française à Vienne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 24 décembre 1908.

La communication suivante vient de m'être faite par le Ministère des Affaires étrangères austro-hongrois :

« Le Ministère Impérial et Royal a l'honneur d'informer l'Ambassade de France que le Gouvernement Impérial et Royal approuve le projet de note concernant la reconnaissance de Moulay Hafid comme Sultan légitime du Maroc. »

GUILLEMIN.

N° 77.

Le Vice-Amiral TOUCHARD, Ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires Étrangères.

Saint-Petersbourg, le 26 décembre 1908.

Une note de la Chancellerie impériale vient de me faire connaître que le Ministre de Russie à Tanger avait reçu l'ordre de se joindre à ses collègues dans les démarches à effectuer pour la reconnaissance de Moulay Hafid.

Ch. TOUCHARD.

N° 78.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 28 décembre 1908.

Moulay Hafid est désireux que vous alliez à Fez pour vous entretenir avec lui des questions qui intéressent à la fois la France et le Maroc et pour établir l'entente entre les deux pays.

Je ne vois que des avantages à ce que vous répondiez à cet appel et j'estime que vous devez entreprendre dans un délai aussi rapproché que possible le voyage auquel vous êtes convié.

J'appelle tout d'abord votre attention la plus sérieuse sur l'obligation qui vous incombe de ne rien faire, au cours de votre mission, qui puisse être interprété comme étant en contradiction avec le texte et l'esprit des conventions internationales qui portent notre signature ou des accords particuliers que nous avons conclus avec les autorités marocaines.

C'est ainsi que vous devez vous abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme ne rentrant pas dans le cadre des déclarations réitérées qui ont été faites au Parlement par le Gouvernement de la République sur notre résolution de respecter l'indépendance de l'empire chérifien et de ne pas viser à l'établissement d'un protectorat français sur cet empire.

La stricte observation des clauses de l'Acte d'Algésiras laisse au Makhzen un rôle considérable. Il doit prendre des conseillers, des techniciens étrangers, et nous aurons tout avantage à ce qu'ils soient français.

Il ne s'agit naturellement pas d'entreprendre quoi que ce soit contre l'égalité commerciale et économique que revendiquent avec raison toutes les Puissances, mais seulement de préserver, sans atteinte pour aucune d'elles, les intérêts spéciaux qui résultent de notre situation géographique et politique, par rapport à l'Empire marocain.

Tout ce que vous pourrez faire pour déterminer une mise en application rapide des mesures arrêtées en principe par la Conférence d'Algésiras et dont certaines comportent pour nous une situation privilégiée, rentre également dans le programme de votre mission.

Quant à nos accords spéciaux relatifs à la frontière du Maroc et de l'Algérie, leur fonctionnement dépend de l'entente entre les deux hauts commissaires français et marocain qui ont été désignés pour se concerter. Il est indispensable que les pouvoirs du représentant du Maroc, Si Otsman Djerari, soient expressément confirmés, et qu'il poursuive sans retard avec le général Lyautey la tâche commune qui leur a été confiée.

Enfin Moulay Hafid a reconnu le principe de l'indemnité qu'il nous doit pour les opérations militaires auxquelles les événements dont nos nationaux ont été victimes nous ont obligés. Vous aurez également à traiter avec lui cette question, comme celle des indemnités dues par le Gouvernement marocain pour les dommages causés, à Casablanca, à nos compatriotes ou aux membres des colonies étrangères. Nous sommes disposés, en ce qui concerne le remboursement de nos dépenses militaires, à nous montrer aussi conciliants que possible et à tenir compte, dans le règlement à intervenir, de l'état des finances marocaines. Il vous appartiendra de me saisir à cet égard du projet qui, à la suite de vos pourparlers, vous paraîtra le plus pratique et de faire comprendre au Sultan ce qu'il y aura d'équitable de sa part à répondre par son attitude vis-à-vis de nous à la modération de nos demandes et à la bienveillance de nos procédés.

Fidèle à sa politique et à ses promesses, le gouvernement de la République entend rappeler progressivement les troupes qu'il a envoyées dans la Chaouya. C'est évidemment une des mesures qui seront le plus appréciées de Moulay Hafid et auxquelles il attachera le plus grand prix. Il dépendra de vous de lui en faire reconnaître toute l'importance, afin d'obtenir de lui les garanties que nous sommes fondés à lui demander.

Tout d'abord, il est nécessaire qu'il réponde de l'ordre et de la sécurité dans la région que nous évacuerons. Nous ne pouvons en effet nous exposer à être ramenés, par un retour offensif de tribus hostiles et par de nouvelles attaques contre nous, aux points que nous aurions quittés. Afin de prévenir cette éventualité, nous avons songé d'abord — ainsi qu'en témoignent les instructions données au général d'Amade et que j'ai lues à la Chambre le 19 juin dernier — à substituer peu à peu, dans les endroits que nous évacuerions, des goums marocains, à cadres et à commandements français, aux troupes qui se seraient retirées. Mais, depuis, la situation s'est modifiée, et l'état de choses nouveau permet d'envisager un plan qui paraîtra plus satisfaisant. Si Moulay Hafid est prêt à prendre la responsabilité de l'ordre, nous n'avons qu'à la lui laisser, en recourant naturellement à toutes les précautions à défaut desquelles nos résolutions risqueraient de ne pouvoir être maintenues. C'est ainsi que, sans plus attendre, nous pourrions évacuer tous les postes de la périphérie que nous occupons dans la Chaouya, et replier nos troupes à Ber Rechid, en conservant autour de ce poste les gardes nécessaires, qui pourraient être constituées par les goums déjà formés. On rapatrierait une part de l'effectif de Ber Rechid égale au contingent ramené de la périphérie.

Ce procédé aurait l'avantage : de constituer une démonstration qui couperait court à toute équivoque et établirait effectivement notre décision de ne pas prolonger indéfiniment l'occupation de la Chaouya, — d'éprouver en fait la puissance du Makhzen pour le maintien de l'ordre et la valeur des goums indigènes, — et de faire, dans les meilleures conditions, l'épreuve de l'évacuation que nous achèverions ensuite par étapes et aussi promptement que possible.

Si notre action militaire dans la région frontière de l'Algérie nous a conduits aux confins du Tafilelt, c'est-à-dire d'une des parties les plus hostiles et les plus difficiles du Maroc, vous savez que nous sommes résolus à ne pas nous engager au delà. Si

même nous avons dans le sud-marocain la tranquillité qu'il dépend de Moulay Hafid de nous garantir par les instructions formelles qu'il enverra aux tribus qui nous ont combattus, nous maintiendrons à certaines occupations, telles que celle de Bou Denib, le caractère provisoire que leur ont donné les instructions publiées au dernier Livre Jaune. Ce sera votre rôle d'obtenir en échange du Makhzen le prix de notre confiance et de notre modération.

Telles sont les directions générales qui doivent servir de règle à votre conduite au cours de votre mission à Fez. Ainsi que vous le savez et sous réserve de nos accords spéciaux pour la frontière, l'Acte d'Algésiras reste la règle générale et la garantie de notre politique. Nous l'avons pratiqué depuis trois ans, et nous n'avons point lieu de considérer qu'il puisse entraver le progrès légitime de notre action. Vos demandes au Makhzen continueront de s'en inspirer. Je m'en remets à votre tact, à votre expérience et à votre habileté du soin d'obtenir, dans ces limites, toutes les satisfactions que nous sommes en droit d'espérer.

PICHON.

N° 79.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 29 décembre 1908.

Le Gouvernement du Roi vient de me faire connaître qu'il donnait son assentiment au projet de note présenté par la France et par l'Espagne en vue de la reconnaissance officielle de Moulay Hafid par les Puissances.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 80.

M. BEAU, Ministre plénipotentiaire de la République française à Bruxelles,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 29 décembre 1908.

En réponse à la communication relative à la reconnaissance de Moulay Hafid que je lui avais faite, le 17 décembre, en même temps que mon collègue d'Espagne,

le Ministre des Affaires étrangères de Belgique vient de m'envoyer la note que j'ai l'honneur de faire parvenir, ci-joint, à Votre Excellence.

Le Ministre d'Espagne a reçu, de son côté, une note identique à celle-ci.

BEAU.

ANNEXE.

Bruxelles, le 28 décembre 1908.

Le Gouvernement du Roi a pris connaissance de la note collective qui lui a été soumise en projet le 17 de ce mois par Leurs Excellences les Ministres d'Espagne et de la République française, et par laquelle les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras notifieraient à Moulay Hafid qu'elles ont décidé de le reconnaître comme Sultan légitime du Maroc.

Le Gouvernement du Roi donne son assentiment à l'envoi de la note projetée pour autant que celle-ci réunisse l'adhésion des autres Puissances intéressées.

1909.

N° 81.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 5 janvier 1909.

Toutes les légations ayant notifié au doyen du Corps diplomatique l'adhésion de leurs Gouvernements à la note franco-espagnole concernant la reconnaissance de Moulay Hafid, le doyen du Corps diplomatique a remis aujourd'hui ce document à Guebbas.

SAINT-AULAIRE.

N° 82.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 6 janvier 1909.

Moulay Hafid, qui a déjà nommé le nouveau président de la Commission des indemnités de Casablanca, a-t-il également désigné les deux autres délégués chérifiens et ces personnages ont-ils reçu l'ordre de se rendre auprès de la Commission? Notre Commissaire et ses collègues étrangers sont revenus au Maroc depuis longtemps. Les pouvoirs de la Commission ayant été confirmés dès le début par Moulay Hafid, il y a nécessité pour tous les intérêts en souffrance à ce qu'elle reprenne ses travaux le plus tôt possible, et je vous prie d'agir en ce sens auprès du Makhzen.

PICHON.

N° 83.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, 7 janvier 1909.

Je m'étais déjà préoccupé de la situation créée aux délégués étrangers par l'arrêt prolongé des travaux de la Commission des indemnités. J'avais adressé à notre agent à Fez de nouvelles instructions en ce sens, d'autant plus pressantes que la nouvelle de la nomination du Président de la Commission a été démentie; en effet, le personnage dont on avait prononcé le nom à cette occasion a reçu un autre emploi. J'avais donc invité M. Ben Ghabrit à représenter au Makhzen qu'il était inadmissible de laisser plus longtemps les Délégués étrangers à Casablanca dans une situation d'attente qui ne se justifiait par aucune raison plausible.

SAINT-AULAIRE.

N° 84.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux Ambassadeurs de la République française à Londres et Berlin.

Paris, le 8 janvier 1909.

L'entente entre les Puissances et le Gouvernement marocain au sujet de la surveillance de la contrebande de guerre par les croiseurs français et espagnols avait été conclue pour la durée de l'année 1908. Bien que le mandat attribué à la France et à l'Espagne ait été accompagné de restrictions qui n'ont pas permis d'en faire réellement usage, il a paru utile aux deux cabinets d'en demander le renouvellement.

Je vous prie de vous concerter avec votre collègue espagnol et d'entretenir de la question le Gouvernement (Royal, Impérial).

PICHON.

N° 85.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 9 janvier 1909.

Les ambassadeurs d'Espagne à Berlin et à Londres sont invités par le Ministre d'État à s'entendre avec nos représentants en vue de faire connaître aux Gouverne-

ments allemand et anglais que nous avons l'intention de demander le renouvellement pour un an du mandat conféré par le Makhzen à la France et à l'Espagne pour la répression de la contrebande de guerre.

RÉVOIL.

N° 86.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 12 janvier 1909.

Le général d'Amade se préoccupe de couronner l'œuvre de la pacification de la Chaouya en rétablissant dans cette province la perception des deux impôts coraniques, le Zekkat et l'Achour, que le Makhzen avait dû suspendre, en raison de l'anarchie du pays, depuis l'année 1900.

Le projet de règlement que le service des renseignements du corps d'occupation a élaboré à ce sujet, paraît inspiré par une juste appréciation de la situation actuelle comme par le souci de ne pas heurter les coutumes de la population indigène. Il n'y a donc pas lieu de croire que son application rencontrera des difficultés appréciables tant que la présence de nos troupes assurera à cette région un régime normal.

SAINT-AULAIRE.

N° 87.

M. de BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, 12 janvier 1909.

Nous avons remis à M. de Schoen, l'ambassadeur d'Espagne et moi, la note identique suivante : « Le Gouvernement de la République française et celui de S. M. le Roi d'Espagne considèrent qu'il serait utile de renouveler, pour une nouvelle période d'un an, le mandat qui leur a été conféré par S. M. le Sultan du Maroc pour empêcher la contrebande d'armes et de munitions de guerre sur les côtes de l'Empire chérifien.

« Le Chargé d'affaires de France sera heureux de connaître si le Gouvernement impérial ne verrait pas d'objection au renouvellement de ce mandat dans les mêmes conditions. »

J'ai assuré verbalement M. de Schoen qu'en ce qui nous concerne, nous ne comptons réclamer au Sultan aucune indemnité pour l'emploi de nos croiseurs. J'ai ajouté que, d'autre part, il n'y avait pas lieu de prévoir de difficultés du côté de Moulay Hafid, qui avait déjà déclaré accepter la délégation de pouvoirs faite à la France et à l'Espagne pour cette surveillance. M. de Schoen m'a répondu qu'il ne prévoyait pas d'objection de la part du Gouvernement impérial contre notre proposition.

BERCKHEIM.

N° 88.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 16 janvier 1909.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, copie de la lettre par laquelle le Sultan a répondu à la note du doyen du Corps diplomatique relative à sa reconnaissance.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

Au nom de Dieu le Miséricordieux !

Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu le Haut, le Sublime.

(Grand Sceau du Sultan Moulay Abd el Hafid ben El Hassan.)

A l'ami intelligent et distingué, le Ministre plénipotentiaire du Haut Gouvernement du Portugal et Doyen de l'honorable Corps diplomatique à Tanger, le Comte de Martens-Ferrao ;

Nous vous exprimons les meilleures louanges, désirant, dans notre amitié, que vous soyez toujours bien portant et heureux.

Il est parvenu à Notre Majesté chérifienne ce que vous avez écrit à notre Serviteur et Représentant, le Taleb Mohammed Guebbas, et dont le contenu est que : les Représentants ont accueilli avec satisfaction Notre réponse chérifienne émanée en date du 4 kâada écoulé, et qu'ils y ont vu la preuve que les explications qu'ils avaient formulées par leur note en

date du 18 novembre, dans l'intérêt même des rapports d'amitié et de confiance avec l'autorité souveraine de l'Empire chérifien, répondaient à la pensée de Notre Majesté chérifienne, et que, par conséquent, les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras ont décidé de reconnaître notre Souveraineté légitime, élevée par Dieu, sur le Maroc et qu'ils vous ont chargé de notifier cette reconnaissance à notre Serviteur et représentant susdit, en date du 4 janvier correspondant au 11 du mois courant.

Nous avons pris bonne note de ce qui précède; quant à votre notification que les Représentants ont accueilli avec satisfaction notre réponse, ceci est une preuve de leurs bons soins et procédés et de leur sollicitude pour le bien dont résulte la conservation des rapports amicaux et des liens de bienveillance.

Quant à ce que vous dites que les Représentants ont trouvé la preuve que les explications en question sont conformes aux intentions de Notre Majesté chérifienne, ceci est exactement le cas et en harmonie avec Notre sollicitude, pour une ferme amitié et pour la préservation des bons liens conformément aux intérêts nouveaux, et pour la conservation des liens d'amitié qui existaient entre nos Nobles prédécesseurs et entre les Hauts Gouvernements.

Quant à ce que vous avez été chargé de nous notifier concernant leur décision de reconnaître notre souveraineté légitime, nous l'avons accueilli avec un agrément entier et nous avons tiré de leur empressement en ceci les meilleures augures et nous y avons trouvé la preuve de leurs bonnes intentions et de leurs louables désirs de conserver les relations traditionnelles.

Nous avons trouvé leur empressement conforme à nos intentions chérifiennes d'entretenir les bons rapports et d'exécuter les devoirs dont résulte la tranquillité et la confiance.

Nous désirons que ces liens restent toujours conservés et que les motifs du progrès soient considérés avec respect. Puissiez-vous travailler toujours au bien des deux parties et rester en paix, santé et joie. Et fin.

16 Kaâda sacré 1326 (9 janvier 1909).

N° 89.

M. Paul CAMBON, ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 20 janvier 1909.

Le Gouvernement britannique accepte le renouvellement pour un an du mandat donné aux Gouvernements français et espagnol en vue de la surveillance de la contrebande des armes et munitions dans les eaux marocaines.

Paul CAMBON.

N° 90.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 21 janvier 1909.

Je viens de me mettre d'accord avec le Ministre d'État au sujet de la communication que les représentants des deux pays devront faire en vue du renouvellement du mandat pour la surveillance de la contrebande de guerre au Maroc.

Le Ministre d'État donnera ce soir à ses agents l'instruction de faire cette communication sous la forme suivante : « Les Gouvernements français et espagnol font connaître aux Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras qu'ils ont l'intention de demander au Gouvernement chérifien le renouvellement pour une année du mandat que ledit Gouvernement leur avait conféré l'année dernière pour la surveillance de la contrebande des armes dans les termes prévus à l'Acte d'Algésiras.

« La France et l'Espagne, s'en référant pour les conditions dans lesquelles elles exerceront ce mandat à leurs communications antérieures, espèrent recueillir comme précédemment l'assentiment des Puissances signataires à cette suggestion ».

RÉVOIL.

N° 91.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
aux Représentants de la République française à Londres, Berlin,
Saint-Petersbourg, Vienne, Rome, Washington, Lisbonne, Bruxelles,
La Haye et Stockholm.

Paris, le 21 janvier 1909.

Je vous prie de vous concerter avec votre collègue d'Espagne, qui a dû recevoir des instructions de son Gouvernement, en vue de faire au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité la communication suivante :

(Voir le n° 90).

PICHON.

N° 92.

Le Général PICQUART, Ministre de la Guerre,

à M. le Général d'AMADE, commandant les troupes débarquées à Casablanca.

Paris, le 21 janvier 1909.

Prenant en considération la demande que vous m'avez adressée, je vous autorise à rentrer en France après avoir remis votre commandement au général Moinier.

Au moment où vous allez quitter cette terre marocaine, où vous avez tant fait pour le renom des armes et de la civilisation françaises, je tiens à vous assurer de nouveau, au nom du Gouvernement de la République, de l'approbation entière qu'il donne aux actes de votre commandement, ainsi que de la reconnaissance du pays pour vos services et pour les résultats acquis.

Je demande au Président de la République de vous conférer la médaille militaire.

G. PICQUART.

N° 93.

M. JUSSERAND, Ambassadeur de la République française à Washington,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 23 janvier 1909.

D'accord avec le Ministre d'Espagne, j'ai fait aujourd'hui auprès du Secrétaire d'État la démarche que me prescrivait Votre Excellence à la date du 21 de ce mois.

M. Root m'a dit que, en ce qui le concernait et dans la pensée que les autres Gouvernements en jugeraient de même, il ne voyait aucune objection au renouvellement pour une année du mandat conféré par le Makhzen à la France et à l'Espagne.

JUSSERAND.

N° 94.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 25 janvier 1909.

Par une note dont Votre Excellence trouvera ci-inclus copie, le Gouvernement impérial me fait connaître qu'il ne fait pas d'opposition à la prolongation des mesures prises contre la contrebande des armes au Maroc.

Jules CAMEON.

ANNEXE.

Berlin, le 24 janvier 1909.

Le Gouvernement impérial d'Allemagne n'a pas d'objection à soulever au renouvellement par Sa Majesté le Sultan du Maroc, pour la durée d'un an, et dans les mêmes conditions, du mandat qui avait été confié au Gouvernement de la République française et à celui de Sa Majesté le Roi d'Espagne, pour empêcher la contrebande d'armes et de munitions de guerre sur la côte de l'Empire chérifien.

N° 95.

M. Marcelin PELLET, Ministre plénipotentiaire de la République française
à La Haye,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La Haye, 25 janvier 1909.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, me conformant à ses instructions, j'ai fait aujourd'hui avec mon collègue d'Espagne au Ministre des Affaires étrangères de la Reine la communication relative au renouvellement du mandat de surveillance de la contrebande des armes confié, au Maroc, à la France et à l'Espagne.

M. de Marees van Swinderen a accueilli favorablement cette communication, contre laquelle il n'a aucune objection à élever.

PELLET.

N° 96.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 25 janvier 1909.

Je viens de faire au Ministère des Affaires étrangères, après m'être concerté avec mon collègue d'Espagne, la communication qui m'avait été prescrite par vos instructions au sujet de la répression de la contrebande des armes dans les eaux marocaines.

M. W. de Lima m'a promis que l'assentiment du Gouvernement du Roi nous serait prochainement notifié.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 97.

M. BARRÈRE, Ambassadeur de la République française à Rome,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

Rome, le 26 janvier 1909.

Je viens de faire à la Consulta, de concert avec mon collègue d'Espagne, la communication relative à la répression de la contrebande des armes au Maroc. Le Ministre des Affaires étrangères n'a soulevé aucune objection contre la proposition de renouvellement du mandat.

BARRÈRE.

N° 98.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 26 janvier 1909.

J'ai reçu ce matin la visite de M. de Kiderlen venu de la part du Secrétaire d'État. Nous avons abordé la question d'un arrangement entre la France et l'Allemagne. Il m'a renouvelé l'assurance que l'Allemagne n'avait au Maroc que des visées économiques.

Après avoir eu avec lui une conversation assez longue, j'ai conclu en disant que le discours de Votre Excellence du 18 janvier indiquait le terrain sur lequel la France s'était placée. Nous pourrions nous entendre sur un accord conçu dans le même esprit. La France y marquerait l'intérêt qu'elle porte au maintien de l'intégrité du Maroc et l'Allemagne sa volonté de ne pas contrarier les intérêts politiques de la France; les deux Gouvernements exprimeraient leur commune intention de ne poursuivre aucun privilège économique et leur désir, tout en tenant compte de la situation spéciale reconnue à la France, de voir leurs nationaux s'associer dans des entreprises d'ordre économique. M. de Kiderlen m'a dit qu'il rendrait compte au Chancelier de notre entretien.

Jules CAMBON.

N° 99.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin.

Paris, le 27 janvier 1909.

J'approuve le langage que vous avez tenu à M. de Kiderlen et dont me rend compte votre rapport du 26 de ce mois.

PICHON.

N° 100.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 28 janvier 1909.

M. de Schoen m'a entretenu hier de ma conversation de la veille avec M. de Kiderlen. Il accède, en principe, à un accord tel que celui dont mon télégramme du 26 janvier indiquait les bases.

Jules CAMBON.

N° 101.

M. GANDERAX, chargé d'affaires de la République française à Bruxelles,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 29 janvier 1909.

Le Gouvernement belge vient de me faire parvenir sa réponse à la communication que je lui avais faite, le 23 de ce mois, avec le Ministre d'Espagne, au sujet de la surveillance de la contrebande des armes au Maroc.

Votre Excellence trouvera, ci-joint, le texte de cette réponse.

Étienne GANDERAX.

ANNEXE.

Bruxelles, le 28 janvier 1909.

A la date du 23 de ce mois, les Gouvernements français et espagnol ont fait connaître au Gouvernement du Roi qu'ils ont l'intention de demander le renouvellement, pour une année, du mandat que le Gouvernement chérifien leur avait conféré l'année dernière pour la surveillance de la contrebande des armes, dans les termes prévus à l'Acte d'Algésiras.

Le Gouvernement du Roi prend acte de cette intention. Son assentiment est acquis si la proposition des Gouvernements français et espagnol rencontre l'adhésion des autres Puissances intéressées.

N° 102.

M. JUSSELAND, Ambassadeur de la République française à Washington,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 29 janvier 1909.

Le Secrétaire d'État vient de m'adresser un ~~memorandum~~ relatif à la prolongation du mandat qui permet à la France et à l'Espagne de surveiller la contrebande des armes au Maroc.

Il y est dit que le Gouvernement américain n'a pas d'objections contre le renouvel-

lement du mandat conféré à la France et à l'Espagne, dans les mêmes conditions que l'année précédente, sous réserve de l'assentissement des autres Puissances et la décision du Makhzen.

JUSSERAND.

N° 103.

Le Vice-Amiral TOUCHARD, Ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 29 janvier 1909.

Le Ministère impérial m'a fait parvenir une note verbale, en réponse à celle que, d'accord avec l'Ambassadeur d'Espagne, j'avais remise à M. Iswolsky, concernant la répression de la contrebande au Maroc.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à Votre Excellence, copie de ce document.

TOUCHARD.

ANNEXE.

Le Ministère Impérial des Affaires étrangères

à l'Ambassade de France à Saint-Petersbourg.

Saint-Petersbourg, le 13 janvier 1909.

Le Ministère des Affaires étrangères, pour faire suite à la note verbale de l'Ambassade de la République française en date du 12 et 25 janvier courant, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement Impérial, pour sa part, ne trouve pas d'objections à ce que le mandat, conféré l'année dernière par le Gouvernement chérifien à la France et à l'Espagne par rapport à la surveillance de la contrebande des armes dans les eaux marocaines, soit renouvelé, dans les mêmes conditions, pour une année.

N° 104.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 30 janvier 1909.

J'ai eu de nouveau plusieurs conversations avec M. de Schœn sur la question d'un arrangement entre la France et l'Allemagne. Je me suis tenu uniquement sur le terrain des déclarations de Votre Excellence à la tribune. Nous avons pu résoudre la plupart des difficultés. Il semble que l'accord pourrait prendre la forme d'une sorte de déclaration. J'espère que nous réussirons, M. de Schœn, M. de Kiderlen et moi, à trouver une formule à laquelle les deux parties pourraient accéder.

Jules CAMBON.

N° 105.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 30 janvier 1909.

Je reçois du Ministre des Affaires étrangères confirmation de l'assentiment donné par le Gouvernement portugais à la démarche franco-espagnole concernant la surveillance de la contrebande des armes dans les eaux marocaines.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 106.

M. CLAUSSE, chargé d'affaires de la République française à Stockholm,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Stockholm, le 30 janvier 1909.

Répression de la contrebande des armes au Maroc. M. de Trolle vient de me faire connaître ce matin la réponse de la Suède à notre communication; elle est ainsi conçue :

« Le Gouvernement du Roi n'a pas d'objection à soulever contre le renouvellement

pour une année du mandat donné au Gouvernement de la République et au Gouvernement espagnol par le Gouvernement chérifien ayant pour objet la surveillance de la contrebande des armes dans les conditions prévues à l'Acte d'Algésiras. »

CLAUSSE.

N° 107.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 31 janvier 1909.

Je suis entré ce matin à Fez. Le Sultan a multiplié à mon égard les marques de courtoisie et d'attention. L'attitude de la population était déférente et sympathique. Je remettrai mes lettres de créance mardi.

REGNAULT.

N° 108.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 3 février 1909.

M. de Schœn accepte une formule d'accord dans laquelle il serait tenu compte des diverses observations présentées de part et d'autre au cours de nos conversations avec lui et M. de Kiderlen.

En raison de la nécessité d'une prompte solution, je partirai ce soir pour Paris afin de soumettre à Votre Excellence le résultat de mes entretiens avec le Secrétaire d'État.

Jules CAMBON.

N° 109.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 3 février 1909.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence le texte du discours que j'ai prononcé devant le Sultan, au cours de la remise de mes lettres de créance, ainsi que la réponse de Sa Majesté Chérifienne. Le nouveau Makhzen reconnaît nos droits spéciaux et nous donne des assurances de bonne volonté.

J'ai été accueilli ainsi que les membres de la Mission avec le cérémonial d'usage pour la réception des Ministres étrangers. 1,800 soldats faisaient la haie, commandés par le Ministre de la guerre assisté du chef de notre Mission militaire. Le Sultan nous a reçus dans un pavillon du Palais de Boudjeloud.

Après les discours officiels, Sa Majesté qui était entourée du Grand-Vizir intérimaire Si Abbas el Faci, du Ministre des Affaires étrangères par intérim Si Abdallah el Faci et du Ministre des finances Hadj Mohammed el Mokri, s'est fait présenter les membres de ma Mission. Une conversation plus intime s'est alors engagée. Le Sultan m'a vivement remercié de ma visite à Fez et m'a exprimé sa conviction qu'elle servirait heureusement à resserrer les liens d'amitié qui, unissent nos deux pays. Je l'ai remercié de mon côté pour l'accueil bienveillant que m'avaient réservé au cours de mon voyage ses représentants ainsi que la population. Il a répliqué que l'accueil de son peuple répondait à ses propres sentiments.

La foule qui se pressait autour du Palais était sympathique et déférente.

REGNAULT.

ANNEXE I.

Sire,

J'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté les lettres par lesquelles le Gouvernement de la République m'accrédite auprès d'Elle en qualité d'Envoyé extraordinaire et de Ministre plénipotentiaire de la République française.

Désirant continuer avec Votre Majesté Impériale les relations amicales que la France a entretenues avec les Sultans du Maroc vos prédécesseurs, notamment avec votre glorieux père Sa Majesté Moulay Hassan, et qui sont une tradition permanente de la politique française, le Gouvernement de la République a résolu de vous adresser ses félicitations pour votre avènement au trône chérifien et il m'a chargé de vous porter ses paroles d'amitié. Je

ne négligerai rien, en ce qui me concerne, pour accomplir la mission qui m'a été confiée auprès de Votre Majesté, conformément au désir qu'Elle a bien voulu exprimer.

Sa haute sagesse et Sa clairvoyance me donnent la confiance que son appui bienveillant ne me fera pas défaut dans cette mission qui aura, nous l'espérons fermement, les meilleurs résultats pour les deux pays, rapprochés l'un de l'autre par tant de rapports connus de Votre Majesté. C'est par leur mutuelle volonté de se prêter assistance pour le bien des intérêts communs que les questions pendantes recevront une heureuse solution et que seront écartées les difficultés de nature à compromettre la bonne intelligence des deux États.

C'est dans cette assurance que j'adresse à Votre Majesté des vœux sincères pour la longueur de son règne et la prospérité de Son Empire.

ANNEXE II.

(*TRADUCTION.*)

Réponse du Sultan.

Monsieur le Ministre,

Nous sommes heureux de votre arrivée auprès de Notre Majesté et c'est avec grand plaisir que Nous recevons la lettre du Gouvernement de la République française que vous avez été chargé de remettre à Notre Majesté Chérifiennne.

Nous vous souhaitons la bienvenue, ainsi qu'aux Membres de votre mission et Nous faisons bon accueil à la lettre que votre Gouvernement vous a chargé de nous remettre.

Sachez, Monsieur le Ministre, que Nous avons, comme votre Gouvernement, le plus grand désir de voir se continuer les rapports d'étroite amitié, conformément aux engagements impériaux de Nos prédécesseurs et aux droits communs basés sur le voisinage, suivant en cela la voie tracée par notre Père vénéré, preuve et témoignage éclatants de l'amitié portée à votre pays.

Nous remercions votre Gouvernement des félicitations qu'il Nous a adressées à l'occasion de Notre avènement au trône et Nous lui souhaitons le progrès et la prospérité.

C'est avec grande joie que Nous accueillons la parole d'amitié que vous avez été chargé de Nous faire parvenir et qui répond à nos propres sentiments. Il ne doit exister aucun doute à cet égard.

En ce qui vous concerne, Nous vous remercions de votre assurance de ne rien négliger pour réaliser le but poursuivi et d'y employer votre zèle et tous vos soins ; Nous n'attendions pas moins de vous et c'est pour cela que Nous avons demandé votre venue.

Soyez assuré, Monsieur le Ministre, que notre bienveillant concours ne vous fera pas défaut pour amener entre les deux Gouvernements une entente qui répondra à leurs intérêts et à leurs désirs, jusqu'à ce que les résultats espérés des deux côtés soient réalisés, et qu'ils mettent fin aux difficultés, ne laissant matière à aucun commentaire ; d'autant plus que les deux pays sont unis par des liens solides et des rapports spéciaux connus de part et d'autre

et d'ailleurs évidents. Il leur est donc nécessaire de rester dans la bonne entente et de se se prêter mutuellement une complète assistance, en tenant compte des droits, afin de réaliser les résultats espérés pour le profit des deux États voisins. Ces résultats seront manifestes comme le soleil sur le monde.

C'est pourquoi Nous Nous réjouissons de votre venue qui amènera effectivement la réalisation de ces bons résultats, et Nous vous souhaitons, à vous et à votre Gouvernement ami, la plus grande gloire, la prospérité et la paix.

N° 110.

M. CROZIER, Ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 4 février 1909.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, copie de la note verbale en date d'hier par laquelle le Gouvernement austro-hongrois vient de me notifier son adhésion à la prolongation, pour la durée d'une année, du mandat accordé à la France et à l'Espagne pour la surveillance de la contrebande des armes, suivant l'Acte d'Algésiras.

CROZIER.

ANNEXE.

L'Ambassade de France, dans sa note verbale en date du 25 janvier dernier, a bien voulu faire connaître au Ministère I. et R. des affaires étrangères que les Gouvernements français et espagnol ont l'intention de demander au Gouvernement chérifien le renouvellement du mandat que ledit Gouvernement leur avait conféré l'année dernière pour la surveillance de la contrebande des armes dans les termes prévus par l'acte d'Algésiras.

Le Ministère I. et R. des Affaires étrangères, en prenant acte de cette communication, a l'honneur d'informer l'Ambassade de France que le Gouvernement I. et R. n'a pas d'objections à faire contre la prolongation pour la durée d'une année de l'exercice du mandat en question.

N° 111.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux Représentants diplomatiques de la République française à Madrid,
Londres, Berlin, Vienne, Rome, Washington, Saint-Petersbourg,
La Haye, Bruxelles, Lisbonne et Stockholm.

Paris, le 6 février 1909.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que toutes les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras ont répondu favorablement à la communication qui leur a été faite par les Gouvernements français et espagnol au sujet de la surveillance de la contrebande des armes au Maroc.

Les démarches nécessaires seront donc faites à cet effet par les représentants de la France et de l'Espagne auprès du Gouvernement chérifien (pour Madrid). Le Cabinet de Madrid doit être avisé par ses représentants. Je vous prie de vous entendre avec lui pour qu'il prescrive à son Ministre au Maroc de faire, de concert avec le nôtre, les démarches nécessaires auprès du Makhzen, lorsque M. Merry del Val aura rejoint M. Regnault à Fez.

PICHON.

N° 112.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 6 février 1909.

Je viens d'avoir mon premier entretien avec Moulay Hafid. Il a commencé par m'assurer de ses bonnes dispositions et de son désir d'établir une entière confiance dans nos rapports; puis il m'a demandé de lui faire connaître sans détour nos vues particulièrement en ce qui concerne la question de la Chaouya. Je lui ai exposé le projet auquel le Gouvernement s'était arrêté. Je lui ai demandé s'il était en mesure de nous donner dès à présent des garanties relativement au maintien de l'ordre dans les territoires qui seraient évacués. Le Sultan s'est montré décidé à n'assumer cette responsabilité que seulement le jour où il se trouverait en mesure d'exercer seul son autorité dans cette région. Il m'a nettement déclaré que pour éviter des incidents qui amèneraient le retour des troupes françaises il était nécessaire d'évacuer les postes de Ber Réchid et de Médiouna en même temps que la périphérie. L'emploi

des goums serait au contraire, malgré la loyauté de nos officiers à laquelle il rend hommage, une occasion permanente de conflit armé. Il reconnaît l'impossibilité de demander l'évacuation de Casablanca où il considère la présence des Français comme nécessaire. J'ai vainement essayé jusqu'à présent de l'amener à comprendre les avantages de la combinaison que Votre Excellence a développée à la Chambre des députés dans la dernière interpellation. Bien que le Sultan semble animé du désir d'arriver à s'entendre avec nous d'une manière générale, il a montré sur ce dernier point une obstination particulière. Il accepte de maintenir les caïds actuels dans leurs fonctions et de concerter avec nous les instructions qui leur sont données afin que ces chefs indigènes ne se croient pas autorisés à faire contre nos protégés une politique de représailles. S'il n'est pas disposé à conserver Moulay Lamin comme khalifa de Casablanca il lui donnera les fonctions très honorifiques de Mezouar (doyen) des Chorfa avec un traitement convenable. El Omrani, le successeur de Moulay Lamin dont il vante la sagesse et l'intelligence, recevrait d'ailleurs les directions les plus formelles. J'ai fait connaître au Sultan que les instructions de Votre Excellence ne me permettaient pas de donner satisfaction à sa demande d'évacuation immédiate de Ber Réchid et de Médiouna. Après une longue discussion j'ai suggéré qu'il serait peut-être possible de fixer un terme au bout duquel il serait procédé à l'évacuation de cette deuxième zone. Le Sultan ne s'est pas rallié à cette suggestion et je l'ai quitté en prenant rendez-vous pour demain matin. Après mon départ le Sultan a appelé M. Ben Ghabrit et lui a renouvelé ses intentions bien arrêtées d'établir avec la France une entente absolue et sincère. C'est afin d'être en mesure de réaliser ses intentions qu'il jugeait indispensable de faire disparaître tout sujet de conflit à propos de la Chaouya. L'évacuation limitée à la périphérie même avec promesse de l'étendre à une deuxième zone donnerait lieu à des commentaires fâcheux pour son prestige. Des désordres entre les tribus placées sous des autorités différentes naîtraient à coup sûr et nous obligeraient malgré nous à ramener nos troupes sur les points évacués. Il a répété que dans ces conditions il ne voudrait pas assumer la responsabilité de l'ordre et de l'autorité dans la Chaouya. Il a alors exposé à M. Ben Ghabrit la solution qui lui paraît répondre aux nécessités actuelles de la situation. Il propose qu'il soit entendu par lettres échangées entre nous que les troupes françaises seront retirées de toute la Chaouya à l'exception de Casablanca. Dès à présent, l'effectif des garnisons des postes de la périphérie serait réduit. Quant à l'évacuation de ces postes ainsi que celle de Ber Réchid et de Médiouna, elle ne serait effectuée qu'au moment où le Sultan se trouverait à Rabat avec sa méhalla et pourrait se rendre dans la Chaouya pour y établir lui-même son autorité. Si cette combinaison était acceptée par le Gouvernement de la République, le Sultan y verrait une preuve de notre volonté de faciliter sa tâche et en retour il nous donne dès à présent l'assurance qu'il se prêterait avec une entière sincérité au règlement de toutes les questions qui sont actuellement pendantes entre la France et le Maroc.

REGNAULT.

N° 113.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 7 février 1909.

Dans l'entretien que nous avons eu ce matin, le Sultan a précisé sa proposition relative à l'évacuation de la Chaouya. Il ne paraît pas attacher grande importance à la réduction éventuelle de l'effectif de la périphérie. Mais il insiste sur l'intérêt que présente pour les deux pays le mode d'évacuation qu'il a préconisé. Il demande que le Ministre de France se rende à Rabat quand il y sera lui-même et l'accompagne dans la Chaouya pour régler avec les autorités françaises et le Mākhzen toutes les conditions du nouveau régime à instituer. Moulay Hafid renouvelle à ce propos ses assurances de parfaite et loyale collaboration avec nous. J'ai répondu à Sa Majesté que je transmettrais à Paris ses propositions.

Nous avons ensuite abordé la question des frais d'occupation. Le Sultan déclare qu'il est prêt à renouveler ses engagements de principe et à étudier avec nous les moyens de rembourser nos avances. Le Sultan serait désireux d'imposer à cet effet une contribution spéciale à la Chaouya. De même, il accepte le paiement par les tribus de l'amende de 2 millions et demi, infligée à la Chaouya en 1907 et spécialement destinée à l'extension des travaux du port de Casablanca.

Le Sultan d'accord avec nous sur la désignation des membres de la Commission des indemnités a décidé d'envoyer à Casablanca ses représentants aussitôt que la situation de la Chaouya aura été déterminée. Il se prêterait à tout arrangement spécial en vue d'assurer le paiement par le Makhzen des indemnités allouées. La question financière est au premier rang de ses préoccupations; il est d'avis, en principe, de rétablir les anciens impôts dans le pays et notamment dans la Chaouya; il compte sur notre concours en ce qui concerne les protégés. Cette question doit faire l'objet d'un examen plus approfondi. L'entrevue a été particulièrement cordiale. M. Ben Ghabrit a été appelé ensuite au Makhzen. Le Sultan s'est félicité des résultats de notre conversation de ce matin et notre agent a profité des bonnes dispositions qu'il témoignait pour l'entretenir de la question des goums ainsi que des installations télégraphiques et autres travaux exécutés par nos troupes dans la Chaouya. Le Sultan déclare qu'il est prêt à faire son profit de toutes ces améliorations et à s'entendre avec nous sur les conditions de leur cession au Gouvernement marocain. En ce qui concerne les goums, il désire que cette troupe, avec des cadres français réduits, passe à son service au moment de sa venue dans la Chaouya. Suivant lui, elle devrait être mise sous les ordres du chef de notre mission militaire.

REGNAULT.

N° 114.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Londres, Saint-
Petersbourg, Madrid, Rome et Vienne.

Paris, le 8 février 1909.

Notre Ambassadeur à Berlin et le Ministre des Affaires étrangères d'Allemagne vont signer demain une déclaration dont je vous envoie le texte ci-joint.

Il a été convenu entre les deux Gouvernements que cet arrangement serait communiqué dès aujourd'hui ou demain matin au plus tard, à titre confidentiel, par leurs représentants aux Ministres des Affaires étrangères espagnol et marocain, et qu'une démarche analogue serait faite par la France et par l'Allemagne auprès de leurs alliés respectifs.

PICHON.

ANNEXE.

Paris, le 8 février 1909.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement impérial allemand, animés d'un égal désir de faciliter l'exécution de l'Acte d'Algésiras, sont convenus de préciser la portée qu'ils attachent à ses clauses, en vue d'éviter toute cause de malentendus entre eux, dans l'avenir.

En conséquence,

le Gouvernement de la République française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique et par suite à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands,

et le Gouvernement impérial allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que les intérêts politiques particuliers de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, et décidé à ne pas entraver ces intérêts,

déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encourageront aucune mesure de nature à créer en leur faveur ou en faveur d'une Puissance quelconque un privilège économique et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise.

N° 115.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de France à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 8 février 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-dessous à Votre Excellence mon rapport trimestriel sur la situation d'ensemble des tabors de la police marocaine instruits par des officiers français :

Dans tous les tabors, les effectifs en hommes sont au complet.

Les déficits en animaux qui existent encore pourront être comblés sans trop de difficultés. Il est à prévoir cependant que le tabor de cavalerie de Tanger devra, pour compléter sa remonte, faire appel aux ressources de l'Algérie. Le déficit en monture est, du reste, peu important et tous les cavaliers ayant terminé leurs classes à pied sont montés.

Les tabors de la côte n'ont pas eu à souffrir des désertions, mais il n'en a pas été de même du tabor de Tanger.

Les déserteurs n'avaient qu'une douzaine de kilomètres à faire pour trouver un refuge assuré au milieu des mehallas chérifiennes campées à Aïn-Dalia. Bien plus, il est avéré que certains caïds de ces mehallas n'ont pas hésité à essayer d'attirer dans leurs rangs, à prix d'argent, des soldats de la police.

Dans tous les ports, le fonctionnement de la police est assuré de la manière la plus satisfaisante.

Les préventions qui s'étaient élevées dans les milieux indigènes contre cette institution nouvelle disparaissent petit à petit.

De leur côté, les Européens de bonne foi ne manquent pas de reconnaître que la police commence à leur offrir des garanties de sécurité qu'ils n'avaient pas autrefois.

L'autorité des instructeurs européens s'est affirmée de la manière la plus heureuse dans certaines circonstances délicates.

Tout fait espérer qu'elle grandira encore, et qu'avec le temps, les troupes instruites par nos officiers atteindront un degré de cohésion et de discipline qui leur permettra de remplir dans de bonnes conditions les obligations qui leur sont imposées au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité.

SAINT-AULAIRE.

N° 116.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de France
à Tanger.

Paris, le 8 février 1909.

Le Gouvernement français et le Gouvernement allemand ont engagé, le mois dernier, des conversations en vue d'arriver à un accord au sujet du Maroc. Je suis heureux de vous annoncer qu'une entente s'est établie. Notre Ambassadeur à Berlin et le Ministre des affaires étrangères d'Allemagne doivent signer demain une déclaration dont je vous envoie le texte et que je vous prie de transmettre à M. Regnault.

Il a été convenu entre les deux Gouvernements que cet arrangement serait communiqué dès aujourd'hui ou demain matin au plus tard, à titre confidentiel, par leurs représentants au Ministre des Affaires étrangères marocain.

Veillez vous entendre immédiatement à cet effet avec votre collègue d'Allemagne.

PICHON.

N° 117.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 9 février 1909.

Je viens de signer avec M. de Schoen la déclaration relative au Maroc.

Jules CAMBON.

N° 118.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 9 février 1909.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai fait au Ministre d'État la communication prescrite. M. Allende Salazar avait été déjà informé par ses ambassadeurs à Berlin et à Paris.

RÉVOIL.

N° 119.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de France au Maroc.

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 9 février 1909.

Nous venons, M. Rosen et moi, de faire à Guebbas la communication qui nous avait été prescrite.

Le représentant du Sultan ayant répondu à notre demande d'audience immédiate que son état de fatigue ne lui permettait pas, sauf le cas de nécessité absolue, de nous recevoir avant un ou deux jours, M. Rosen a insisté et il a fait dire à Guebbas que la communication dont nous étions chargés était trop importante pour pouvoir être différée. Il a commenté la déclaration franco-allemande en termes auxquels je n'ai eu qu'à m'associer.

De son côté, Guebbas a accueilli avec satisfaction un accord où il se plaît, a-t-il dit, à voir le gage des progrès plus rapides que le Maroc est destiné à accomplir sans secousses dans la voie des réformes nécessaires.

SAINT-AULAIRE.

N° 120.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 9 février 1909.

J'ai achevé aujourd'hui d'étudier avec le Sultan les diverses questions relatives à la Chaouya. Elles ont été examinées dans le meilleur esprit de conciliation.

L'amende de 2,500,000 francs imposée aux tribus pour le port de Casablanca sera perçue complémentaiement et proportionnellement à l'impôt agricole prévu à l'article 12 de la Convention de Madrid. Moulay Hafid, afin de punir les censaux agricoles, qui suivant lui sont responsables des événements de Casablanca, a décidé qu'ils seraient astreints au paiement de cette amende. J'ai répondu qu'en ce qui concernait les censaux français, j'accepterais de ne pas les soustraire à la loi commune si ceux qui relèvent des autres légations y étaient effectivement soumis. Il y a lieu en effet de reconnaître que les reproches faits par Moulay Hafid aux protégés étrangers sont géné-

ralement mérités. D'autre part, la contribution spéciale à percevoir par les agents du makhzen devant être appliquée à l'extension des travaux du port de Casablanca, elle aura sur la navigation et le commerce une heureuse répercussion dont bénéficieront particulièrement les Européens ainsi que leurs protégés se livrant à l'agriculture dans la Chaouya.

Nous avons aussi traité la question des goums. Moulay Hafid entend, après l'évacuation, faire venir à Fez ces formations avec leurs cadres d'officiers et de sous-officiers français. Il demande seulement à réduire le personnel de ces cadres. Le Sultan a le projet de former ensuite avec les goums un tabor d'infanterie et un tabor de cavalerie conservant leurs instructeurs qui seraient placés, ainsi que leurs troupes, sous l'autorité du chef de la mission militaire.

Moulay Hafid ne pourrait conserver à ces tabors, au delà d'un certain temps, la solde qui leur était attribuée dans la Chaouya. Il en ramènerait le taux à la solde de Fez, laissant aux soldats qui ne voudraient pas l'accepter la liberté de rentrer dans leurs tribus.

REGNAULT.

N° 121.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 10 février 1909.

Le Sultan m'a annoncé ce matin que le Grand Vizir Glaoui et le Ministre des Affaires étrangères Si Aïssa revenaient à Fez. Ils devaient traverser la Chaouya et ramener la famille de Sa Majesté. La mehalla qui les accompagne serait au contraire, pour éviter tout incident, dirigée hors de la Chaouya, elle longerait la limite de cette province.

Le Sultan m'a demandé de recommander ses Vizirs et sa famille au commandant des forces françaises et à notre consul de façon qu'ils soient traités avec égards; je l'ai assuré de notre vif désir de lui manifester en cette circonstance nos sentiments d'amitié et j'ai écrit dans ce sens au général Moinier ainsi qu'à notre consul, M. Malpertuy. Il m'a paru à propos de faire fournir une escorte de quelques cavaliers commandée par un officier qui accompagneront les Vizirs et la famille impériale de Mechra-Echchaïr à Bou Znika par Casablanca où la caravane fera peut-être un séjour de courte durée.

Je crois que Moulay Hafid serait très sensible à toute démarche de courtoisie faite par les autorités françaises.

REGNAULT.

N° 122.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 10 février 1909.

En notifiant officiellement à sir Ed. Grey la déclaration franco-allemande signée hier à Berlin, j'ai inséré dans ma lettre la phrase suivante : « Cette déclaration est conforme à l'Acte d'Algésiras et ne porte aucune atteinte aux droits et aux intérêts des autres nations ».

Sir Ed. Grey m'a dit que le Gouvernement ne pouvait que se montrer satisfait de voir la fin de nos dissentiments avec l'Allemagne au Maroc.

Paul CAMBON.

N° 123.

M. CROZIER, Ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 10 février 1909.

Le baron d'Ehrenthal que j'ai vu hier, se loue beaucoup de l'accord qui vient d'être conclu entre la France et l'Allemagne. « Je m'en réjouis, m'a-t-il dit, avec tous mes compatriotes dont la cordiale sympathie pour votre pays s'affermi chaque jour. »

Tous mes collègues se félicitent de l'accord franco-allemand. L'Ambassadeur d'Allemagne en particulier m'a dit combien il en était heureux. Ce matin la presse autrichienne témoigne unanimement sa satisfaction.

CROZIER.

N° 124.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 11 février 1909.

J'ai eu l'occasion de signaler au Sultan l'importance, chaque jour croissante, que prenaient au Maroc les questions de travaux publics et de mines. Moulay Hafid a reconnu qu'il était nécessaire d'instituer au Makhzen un service spécial qui s'adjoindrait le conseil d'un technicien européen en vue de pour traiter cet ordre d'affaires. J'ai fait valoir auprès du Sultan les considérations de compétence professionnelle et locale résultant d'études faites au cours de l'année écoulée sur les principales questions par M. Porché, l'ingénieur de la Caisse Spéciale, ainsi que les raisons d'économie qui recommanderaient le choix de cet ingénieur pour cette nouvelle mission. Le Sultan s'est montré tout disposé à entrer dans ces vues. Il a été convenu que M. Porché serait chargé auprès du Ministère des Finances des fonctions de conseiller technique du Makhzen pour les travaux publics. Ses attributions comprendront notamment la construction des routes et des ponts, l'établissement éventuel des voies ferrées; l'éclairage des côtes; les questions d'hygiène et d'adduction d'eau dans les villes; enfin les questions minières. Le conseiller technique sera chargé, d'étudier et de soumettre à l'agrément du Sultan les devis, projets et plans relatifs à ces matières, il devra aussi surveiller l'exécution des travaux arrêtés par le Makhzen et les conditions d'exploitation. Il est d'ailleurs entendu que M. Porché pourra s'adjoindre des auxiliaires. Je ne manquerai pas de déclarer au Sultan, avant même l'arrivée de M. Merry del Val, que je verrais de sérieux avantages à ce que l'ingénieur adjoint espagnol de la Caisse Spéciale, M. Llorens, fût adjoint à M. Porché dans son nouveau service.

REGNAULT.

N° 125.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de France à
Tanger.

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 février 1909.

Une grande discrétion ayant présidé à l'accord entre la France et l'Allemagne, l'opinion locale en a d'abord accueilli la nouvelle avec étonnement. Puis, ce sentiment

s'étant dissipé, tous les esprits impartiaux s'accordent à le considérer comme le couronnement de la politique ferme et loyale de Votre Excellence. J'ai recueilli des déclarations en ce sens de la plupart des représentants des Puissances qui sont venus me féliciter de l'événement. Quant à nos compatriotes, ils sont profondément reconnaissants à Votre Excellence d'avoir su si bien couronner les nombreux témoignages qu'Elle leur a déjà donnés de sa sollicitude. Tous les éléments sérieux et honorables des colonies étrangères sont heureux de voir disparaître, avec la rivalité franco-allemande, le principal obstacle au développement économique du pays.

Dans les milieux indigènes les plus éclairés, où la modération de notre politique n'est plus à démontrer, on accepte, sinon comme un bienfait au moins comme une nécessité, les conséquences de notre liberté d'action et on s'attend à la voir se développer pratiquement sans délai. Guebbas, qui a senti toute l'importance du résultat obtenu par Votre Excellence, l'a signalé par courrier spécial au Sultan, en lui conseillant de persévérer dans son attitude amicale envers nous et d'accueillir avec une confiance absolue les conseils de M. Regnault.

Tous les fonctionnaires marocains de Tanger ont été frappés principalement par la démarche que les représentants de l'Allemagne et de la France ont faite conjointement auprès de Guebbas. D'accord avec M. Rosen, je m'étais attaché à donner toute la publicité désirable. Ils y ont vu la fin de tous les démêlés franco-allemands au Maroc et l'avènement d'une ère nouvelle.

SAINT-AULAIRE.

N° 126.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 12 février 1909.

Le Sultan vient de me faire connaître qu'il avait décidé d'envoyer dans le plus bref délai à Casablanca les membres marocains de la Commission internationale des indemnités. Le Président de la Commission sera Si Mohammed El Mrani, successeur de Moulay Lamin dans les fonctions de khalifa du Sultan dans la Chaouya.

El Mrani devra convoquer la Commission dès son arrivée à Casablanca. Guebbas est invité à communiquer les ordres du Sultan aux légations de Tanger.

REGNAULT.

N° 127.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 12 février 1909.

Le télégramme annonçant la signature de la déclaration franco-allemande m'est parvenu ce matin. Je me suis empressé de faire porter la nouvelle à la connaissance du Sultan. Moulay Hafid, après avoir demandé quelques explications, a dit qu'il aurait préféré que cet acte intervint après nos négociations afin de lui fournir de nouvelles occasions de démontrer spontanément et sans arrière-pensée qu'il était désormais attaché délibérément à une politique d'entente avec nous, mais qu'il s'en félicitait néanmoins pour les résultats qu'on en attendait. Il a chargé M. Ben Ghabrit de me faire cette réponse à titre officiel. Dans notre entretien de l'après-midi Moulay Hafid m'a remercié de ma communication. Il a ajouté que dès le début de nos négociations et de sa propre inspiration il avait donné des témoignages certains de sa résolution d'établir un accord complet entre nous; l'avenir justifierait sa sincérité. J'ai reconnu avec lui la netteté de son attitude confiante au cours de nos pourparlers et je lui ai donné l'assurance que notre politique à l'égard du Maroc ne se trouvait pas modifiée, qu'elle continuait à s'inspirer du même respect des principes de l'Acte d'Algésiras ainsi que du même désir de franche collaboration.

REGNAULT.

N° 128.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 13 février 1909.

Le Sultan vient de décider la nomination d'une Commission marocaine, qui se réunira prochainement à Tanger pour examiner les créances des particuliers contre le Makhzen.

Cette Commission sera présidée par Si Mohammed Guebbas; elle comprendra deux autres membres et un secrétaire marocains.

REGNAULT.

N° 129.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 13 février 1909.

Je viens d'exposer au Sultan le projet suivant pour le remboursement des frais d'occupation :

1° Le montant des dépenses mises à la charge du Makhzen sera arrêté au 1^{er} mai 1909 si, comme il y a lieu de le croire, une complète entente est intervenue avant cette date entre les deux Gouvernements. Ce compte s'élèvera sans doute à environ 70 millions ;

2° La somme ainsi fixée devra être remboursée à la France moyennant des annuités qui comprendront les intérêts et l'amortissement du capital ;

3° D'autre part, le Gouvernement marocain a un passif qui paraît être d'au moins 70 millions sur lequel près de la moitié comprend des engagements arrivés à échéance. Enfin, il devra payer sans tarder les indemnités dues aux victimes de Casablanca. Il ne peut affecter les revents dont il dispose à désintéresser une catégorie de débiteurs sans s'exposer de la part des autres à des réclamations internationales justifiées ; il doit donc être amené à envisager, et le Sultan a insisté lui-même avec force sur ce point, les moyens de contracter un emprunt général de liquidation.

Cet emprunt nécessitera l'attribution des gages et des ressources dont le Makhzen dispose dans les villes de la côte. Quant aux ressources intérieures, d'ailleurs aléatoires, elles devraient être affectées, suivant les intentions de Sa Majesté, à l'entretien d'une armée marocaine nécessaire pour établir l'ordre et l'autorité chérifienne. Par suite, le Maroc ne se trouverait pas en mesure de payer pendant une période de début l'annuité à prévoir pour le remboursement de nos frais d'occupation. Moulay Hafid a reconnu la justesse de cet exposé et il a aussitôt demandé que cette période s'étendît jusqu'au 1^{er} juillet 1922, date à laquelle, grâce à des conversions, le trésor marocain pourrait espérer bénéficier d'une réduction d'intérêt sur sa dette. J'ai fait observer que, dans ce cas, il serait nécessaire d'ajouter au capital les intérêts pendant cette période.

Moulay Hafid a parfaitement saisi l'économie du projet. Il insiste sur ce point qu'il ne peut payer pendant un temps assez long ni intérêts ni amortissement et que, d'autre part, la totalisation des intérêts dus chargerait trop lourdement le Maroc. Il demande, en conséquence :

1° Que le remboursement du capital soit échelonné sur une longue période d'amortissement mais avec faculté de remboursement anticipé. Il a parlé de 75 ans ;

2° Qu'on le fasse bénéficier du taux d'intérêt de la dette française ;

3° Qu'on lui accorde par bienveillance une réduction sur le capital de façon à compenser s'il est possible les intérêts non payés pendant la période de début ;

4° Il se résignerait à borner à cinq années la période en question comptant être en mesure de faire face à ses obligations à cette échéance.

Examinant ensuite dans son ensemble la situation financière, Moulay Hafid a déclaré qu'il avait le projet d'envoyer très prochainement à Paris une ambassade marocaine pour remercier le Gouvernement français, mais aussi pour traiter avec lui la question d'emprunt. La mission serait dirigée par Mokri, Ministre des finances.

REGNAULT.

N° 130.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc.

Paris, le 16 février 1909.

J'ai fait connaître au Conseil des Ministres vos entretiens avec Moulay Hafid. Le Gouvernement accepte en principe la proposition du Sultan relative à l'évacuation de la Chaouya et s'en remet à vous du soin d'en régler les modalités d'accord avec Moulay Hafid. Il considère comme une solution heureuse la manifestation publique de la communauté d'action des autorités françaises et marocaines qui serait affirmée par votre présence dans la Chaouya lorsque le Sultan s'y rendra pour régler toutes les conditions du nouveau régime à instituer au moment de l'évacuation.

Quant aux indemnités qui nous sont dues, leur chiffre est, vous le savez, de 70 millions. Mais sur les procédés de règlement nous sommes disposés à user de tous les tempéraments nécessaires et à faire preuve de l'esprit le plus conciliant. Vous pouvez vous inspirer de ces vues dans vos conversations avec le Sultan dont le Gouvernement apprécie les déclarations et les assurances de collaboration cordiale.

PICHON.

N° 131.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 17 février 1909.

Le Sultan m'a déclaré aujourd'hui qu'il n'entendait faire appel, désormais, qu'à nos compatriotes pour réorganiser son armée.

Il a le projet de nommer le commandant Mangin « chef des instructeurs ».

REGNAULT.

N° 132.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 17 février 1909.

J'ai eu hier un entretien avec le Sultan; il a porté principalement sur la Chaouya.

J'ai fait communiquer au Sultan des dépêches du général Moinier annonçant qu'une certaine effervescence régnait dans les tribus indigènes de cette région et signalant des actes de brigandage qui y ont été commis. En même temps, je lui faisais remettre la réclamation formulée par le lieutenant Michaud, instructeur en chef de la police de Rabat, au sujet de l'attaque dirigée contre une escorte de cette troupe qui accompagnait les courriers postaux près de Skhirat. Moulay Hafid s'est montré très impressionné de ces nouvelles; il m'a fait assurer qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires pour réprimer ces actes et, en effet, il a envoyé aussitôt des ordres que je lui ai suggérés. Des lettres sont adressées aux Caïds du Sud leur enjoignant de punir toute tentative hostile contre les Chaouya ou les tribus voisines, leur recommandant de vivre en bonne intelligence avec les autorités françaises; mêmes instructions sont données au nouveau Caïd d'Azemmour Si Abbas El Glaoui qui devra contenir le caïd Triaï.

Un chef indigène avec une petite garnison de fantassins et de cavaliers choisis par la Mission militaire va se rendre à Skhirat pour coopérer avec la police de Rabat à l'établissement de la sphère d'influence des communications postales. La tribu des

Ouled Slama, responsable de l'attaque contre la police, sera sévèrement châtiée par le Sultan dès qu'il aura réuni les forces nécessaires à Rabat. Enfin Moulay Hafid m'a remis une lettre revêtue de son sceau et maintenant en place les caïds actuels de la Chaouya.

D'autre part, Moulay Hafid est persuadé que, pour perpétuer par des désordres les difficultés avec le Makhzen, certaines personnalités indigènes, notamment des protégés étrangers, répandent des informations faisant croire que le Makhzen, une fois en possession de la Chaouya, se livrera à une politique de représailles contre ceux qui ont favorisé notre action. Il demande qu'il soit coupé court à ces bruits tendancieux qui auraient pour résultat de retarder la mise à exécution des mesures arrêtées par les deux Gouvernements. Il agira de son côté avec énergie pour les répressions aussitôt qu'il sera en mesure de montrer sa force.

J'ai écrit au général Moinier et à notre consul à Casablanca et je leur ai demandé d'arrêter les intrigues, les bruits tendancieux et d'employer leur action pour que la politique de coopération avec Moulay Hafid en vue du maintien de l'ordre dans la Chaouya ne soit pas mise en échec.

REGNAULT.

N° 133.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 18 février 1909.

Hier, j'ai exposé complètement au Sultan la question de la frontière. Il m'a écouté avec complaisance, mais il ne s'est pas prêté à la discussion, alléguant qu'il n'avait pas pris encore une connaissance suffisante de nos accords de 1901 et de 1902. Il a convenu que la question recevrait sa solution très prochainement. Le soir, Moulay Hafid m'a fait dire par M. Ben Ghabrit qu'il accepterait toute combinaison maintenant le principe de son autorité sur la région occupée avec la promesse d'une évacuation dans des conditions à déterminer, mais qu'il considérait comme inutile d'organiser une police mixte coûteuse. En tout cas, il entend que les frais de cette organisation ne dépassent pas les recettes locales (droits de marchés et contributions) de façon à ne pas ajouter une nouvelle dette à celle déjà si lourde du Makhzen. Il fera, d'ailleurs, tout ce qui nous paraîtrait opportun pour la création des marchés et donnera les instructions nécessaires aux autorités indigènes en vue d'une collaboration très étroite avec nous.

REGNAULT.

N° 134.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de France à
Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

[Paris, le 19 février 1909.

Le Ministre d'Espagne vient de faire connaître au Corps diplomatique qu'il avait
l'intention de se mettre en route pour Fez le 23.

SAINT-AULAIRE.

N° 135.

M. BARRÈRE, Ambassadeur de la République française à Rome,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 20 février 1909.

J'ai vu aujourd'hui M. Tittoni qui m'a exprimé sa vive satisfaction de l'accord
franco-allemand relatif au Maroc.

BARRÈRE.

N° 136.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 21 février 1909.

Après de laborieuses négociations, Raïssouli a obtenu le gouvernement des Dje-
bala près de Tanger, comprenant les tribus des Andjera Ouedras, Beni Msaouer,
Djebel Habib, Beni Arous, Beni Ider et Lekhmas. Dans cette région, le caïdat
du Fahs qui entoure la ville de Tanger échappe seul à son autorité; ce district est
rattaché au gouvernement de Tanger dont le fils de Guebbas est titulaire. Rais-
souli fixera sa résidence à Arzifa; il a renoncé à toucher les 20,000 livres sterling
formant le reliquat de la rançon du Caïd Mac Lean et, de ce fait, le Makhzen n'aura
que 5,000 livres à rembourser à l'Angleterre.

REGNAULT.

N° 137.

Le Général d'AMADE, commandant les troupes débarquées à Casablanca,
à M. le Général PICQUART, Ministre de la Guerre.

Casablanca, le 22 février 1909.

La tournée d'adieux que je viens de faire dans toutes les parties de la Chaouya me permet de rapporter au Gouvernement de la République la plus réconfortante impression sur l'œuvre qu'il a accomplie au Maroc. J'ai revu toutes les tribus accourues de nouveau à cheval et en armes, mais cette fois c'est en amis loyaux et dévoués à la France que leurs 15,000 cavaliers, leurs Caïds en tête, se sont joints à nos troupes. Sur mon parcours, de l'autre côté de la frontière Chaouya, les tribus nous appellent; tout le long de mon itinéraire elles ont envoyé leurs délégués; tout le Maroc réclame aujourd'hui la paix et la sécurité dont la Chaouya donne l'exemple. Les Goums sont entrés en bonne voie de formation mais leur solidité exige encore quelque temps notre contact. Les moissons sont superbes, jamais le terrain n'a été ensemencé avec une pareille intensité ni une pareille confiance. Tous les négociants étrangers sans exception rendent justice à nos efforts dont ils recueillent d'immenses profits. La République doit être heureuse de son ouvrage, je suis fier d'avoir pu y collaborer. J'en remets en toute confiance la continuation et le couronnement à mon successeur le général Moinier.

D'AMADE.

N° 138.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICCHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 22 février 1909.

Le Ministre chérifien des Affaires étrangères vient de me faire remettre une lettre qu'au nom du Sultan il adresse à Votre Excellence pour lui annoncer l'envoi prochain à Paris d'une ambassade marocaine chargée de traiter en particulier la question des finances de l'Empire.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la traduction de ce document.

REGNAULT.

ANNEXE.

SI ABD ALLAH EL FASI, Ministre chérifien des Affaires étrangères,

à S. E. M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères de la République française.

Sa Majesté chérifienne a résolu d'envoyer une ambassade à Paris afin de remercier le Gouvernement de la République pour l'Ambassade qu'il a lui-même envoyée à Sa Majesté, et afin d'examiner les moyens de solder les indemnités pour les événements de Casablanca, ainsi que les frais de guerre occasionnés par l'occupation actuelle, et, enfin, pour opérer un examen d'ensemble de la question financière marocaine.

Sa Majesté demande au Gouvernement de la République de diriger les pas de cette ambassade dans les négociations et pourparlers qui auront lieu là-bas sur ce dernier sujet, et qu'il lui prête assistance en plaçant auprès d'elle un fonctionnaire autorisé, possédant une connaissance approfondie des questions financières et qui serait adjoint à ladite ambassade pendant le séjour de celle-ci à Paris.

Sa Majesté demande ce concours au Gouvernement de la République en raison de la renommée qui s'attache à la compétence de celui-ci en matière financière, ainsi qu'à ses ressources spéciales qui ne peuvent être niées. C'est grâce aux bons offices de ce Gouvernement que le crédit de l'Empire Chérifien a été établi à l'étranger.

Mon Maître a la plus grande confiance dans l'appui et la parfaite compétence du Gouvernement Français pour faciliter cette mission. Et nul n'ignore les difficultés présentes : si l'on ne se hâte d'y remédier, l'établissement de l'ordre dans l'Empire sera malaisé, ainsi que la pacification ; tandis qu'en y remédiant, on facilitera les transactions du commerce étranger dans le pays.

Toutefois, à ce dernier point de vue, Sa Majesté appelle l'attention de Votre Excellence sur la nécessité de procéder avec prudence et modération et de différer tout ce qui serait de nature à inquiéter l'esprit de ses sujets. D'autre part, on sait ce qui pousserait les sujets de l'Empire à s'inquiéter ; ce serait de voir la cession aux étrangers d'une administration nationale ou bien l'ingérence étrangère s'exercer en pareille matière.

Sa Majesté a l'entière conviction que votre Gouvernement comprendra ces sentiments qui n'ont en vue que l'intérêt général, et qu'il accordera son appui aux envoyés de Sa Majesté Chérifienne chargés de réaliser le but poursuivi.

En conséquence, toutes les fois que le Makhzen jugera nécessaire d'apporter une amélioration dans ses finances fortunées, il ne manquera pas de recourir à votre Gouvernement ami en lui demandant le concours d'un agent compétent destiné à l'aider de ses conseils dans les questions qui réclameront son assistance.

Je vous prie de ne rien négliger pour réaliser le désir exprimé par Sa Majesté, ainsi que nous l'attendons de vous.

1 Safar 1327 (21 février 1909).

ABD ALLAH EL FASI.

N° 139.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 22 février 1909.

Le Ministre chérifien des Affaires étrangères vient de m'adresser et j'ai l'honneur de transmettre ci-joint en traduction à Votre Excellence une lettre me notifiant les décisions prises par le Sultan en ce qui concerne les attributions de la Mission militaire, décision conforme aux déclarations qui m'avaient été faites verbalement par Moulay Hafid.

REGNAULT.

ANNEXE.

(TRADUCTION.)

SI ABD ALLAH EL FASI, Ministre par intérim des Affaires étrangères de Sa Majesté Chérifienne,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Sa Majesté chérifienne a confirmé dans ses attributions la mission militaire française instituée depuis le règne de notre Maître vénéré Moulay Hassan. Si les circonstances nécessitent dans l'avenir une augmentation des instructeurs, elle sera effectuée par ordre chérifien.

Sa Majesté chérifienne, reconnaissant l'activité, le zèle et les efforts déployés par ladite mission pour réorganiser l'armée et lui donner un régime régulier, a décidé de nommer le commandant de cette mission chef de tous les instructeurs qui sont au service du Makhzen. Elle l'a chargé de rédiger les règlements relatifs à l'organisation militaire et de les soumettre à Sa Majesté pour être ratifiés.

Sa Majesté est très satisfaite du zèle déployé par le chef actuel de la mission, le commandant Mangin, et du soin qu'il met à l'organisation de l'armée.

J'ai cru devoir porter à votre connaissance ce qui précède afin que vous en preniez bonne note.

I Safar 1327 (22 février 1909).

ABD ALLAH EL FASI.

N° 140.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
au Maroc.

Paris, le 22 février 1909.

Le départ de M. Merry del Val pour Fez va nous permettre d'affirmer l'entente des Gouvernements français et espagnol dans les questions relatives au Maroc; nous espérons que la présence simultanée des deux missions auprès du Makhzen rendra cet accord manifeste aux yeux du nouveau Sultan.

Je vous prie de vouloir bien vous concerter avec votre collègue espagnol afin de renouveler auprès de Moulay Hafid les démarches communes faites précédemment par M. Llaberia et par vous à Rabat, en vue de faciliter l'accomplissement du mandat que l'Acte d'Algésiras a conféré à la France et à l'Espagne.

PICHON.

N° 141.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au
Maroc,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 22 février 1909.

Je viens d'avoir avec le Sultan deux longs entretiens au sujet de la frontière. Les idées de Moulay Hafid sur cette question paraissent nettement arrêtées : elles peuvent se résumer de la façon suivante :

1° Le Gouvernement français devrait déclarer qu'il évacuera Oudjda et le territoire des Beni Snassen aussitôt que le Sultan se serait rendu à Oudjda pour prendre la responsabilité de l'ordre. A ce moment, le Sultan y installerait une force suffisante et en état d'assurer l'exécution des accords de 1901 et de 1902.

Jusqu'à l'arrivée du Sultan, les deux Hauts-Commissaires français et marocain continueraient à concerter leurs efforts; ils seraient d'ailleurs maintenus en fonctions après l'arrivée de Sa Majesté, conformément aux accords;

2° Le Gouvernement français arrêterait à une date à déterminer les frais à réclamer au Maroc pour l'occupation de la région. La somme ainsi fixée ne serait pas productive d'intérêts;

3° Pour subvenir aux dépenses d'administration de la région, le Sultan nous déléguerait le droit d'imputer ces dépenses sur les sommes à percevoir comme droits de marché ou impôts. Ces sommes seraient perçues et encaissées, au nom du Gouvernement français et suivant les règles en usage dans l'Empire, par un Amin marocain auquel serait adjoint un fonctionnaire français. Elles formeraient un compte spécial qui serait communiqué au Makhzen. L'excédent, s'il y en avait, serait versé au Gouvernement chérifien;

4° Si la police-frontière était instituée, les dépenses nécessitées par l'entretien de cette troupe seraient également imputées sur ledit compte. S'il y avait insuffisance, le Gouvernement français ferait les avances nécessaires et ces avances seraient remboursées grâce au développement ultérieur des recettes, sans qu'aucune contribution complémentaire pût de ce chef être réclamée au Makhzen;

5° Il ressort d'une manière très nette de nos entretiens, que le Sultan préférerait à l'organisation d'une police-frontière dont le fonctionnement lui paraît devoir soulever de nombreuses difficultés le maintien de l'occupation actuelle de la région nord, pourvu que l'action de nos troupes se limitât à l'exécution des accords de 1901 et de 1902, et que, d'autre part, la déclaration de principe indiquée dans le paragraphe 1 du présent télégramme au sujet de l'évacuation éventuelle de la région lui permit de donner une certaine satisfaction à l'opinion indigène;

6° Dans le cas où le Gouvernement français persisterait à juger nécessaire l'organisation d'une troupe de police-frontière, le Sultan demanderait que cette organisation s'inspirât des principes suivants : l'effectif comprendrait 1,400 soldats exclusivement marocains, instruits par des officiers et sous-officiers français ou algériens dont le nombre serait déterminé par nous suivant les besoins. Cette troupe serait commandée et administrée conformément au nouveau règlement établi pour l'armée chérifienne sous l'inspiration de la mission française. La direction en serait confiée à l'instructeur en chef qui agirait sous l'autorité des deux Hauts-Commissaires français et chérifien prévus à l'accord de 1901. Un caïd *Erreha* en aurait le commandement; il serait choisi par les deux Hauts-Commissaires et se rendrait à Fez pour recevoir l'investiture du Sultan. L'effectif des troupes françaises maintenues dans la région frontière serait réduit dès que la police serait en état de remplir sa mission;

7° Lorsque le Sultan serait arrivée à Oudjda, il pourrait disposer, ainsi qu'il avait été prévu dans l'accord fait à Rabat, d'une partie des troupes de la police employée sur d'autres points de l'Empire, mais sans que les prélèvements opérés pussent porter préjudice à la solidité de cette troupe et au maintien de l'ordre dans la région; ces contingents seraient aussitôt remplacés. A ce moment, l'ancienne section frontière de la mission militaire devrait être rétablie et prendre en main, sous l'autorité du chef de ladite mission, la direction de la police frontière;

8° La police-frontière limiterait son action au territoire de la région d'Oudjda et des Beni Snassen et à la surveillance des marchés installés dans la région Nord. Les marchés d'Aïn-Sidi-Mellouk et Debdou seraient créés, mais après entente avec le Makhzen.

Le *statu quo* serait observé dans la région du Centre (Confédération des Beni Guil).

Quant à la région Sud, Moulay Hafid va dès à présent adresser aux tribus qui nous ont combattus des instructions formelles en vue d'établir des relations de bon voisinage avec nous. Il a pris acte du fait que notre occupation du Haut-Guir avait un caractère provisoire et il se montrerait sans doute disposé à installer à Bou Denib un représentant du Makhzen avec une petite force. Des efforts réciproques seraient faits en vue d'assurer des relations commerciales fréquentes et régulières entre le Tafilelt et Colomb-Béchar. Les caravanes seraient escortées jusqu'à Bou Denib par des forces marocaines et, de Bou Denib à nos postes algériens, par nos propres moyens. Quand la sécurité serait rétablie sur ces routes et lorsque la police marocaine aurait pris des habitudes régulières, nos postes du Haut-Guir seraient évacués.

REGNAULT.

N° 142.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 28 février 1909.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence le texte d'une lettre makhzénienne me notifiant la création à Tanger, et sous l'autorité du Ministre chérifien des finances, d'une direction des travaux publics confiée à un indigène, ainsi que la désignation de M. Porché comme conseiller de cette direction.

REGNAULT.

ANNEXE.

Fez, le 28 février 1909.

*LETTRE du Ministre chérifien aux affaires étrangères, Si Abdallah el Fasi,
à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.*

Notre Maître, dans son désir de développer le commerce de cet empire fortuné et de faire jaillir progressivement les sources de sa prospérité, a pris la ferme décision de créer à Tanger une direction placée sous les ordres du Ministre chérifien des finances et qui serait chargée des travaux publics et des mines suivant les stipulations de l'article 6 de l'Acte d'Algésiras et en conformité des règles élaborées à ce sujet, ainsi que de tous les travaux tels

que les bâtiments publics, recherches d'eau et autres de cette nature qui seront entrepris dans l'Empire avec l'autorisation de Sa Majesté chérifienne. Sa Majesté a chargé de cette direction l'Amin Si Abd-er-Rahman ben Nis. D'autre part, Elle a décidé de désigner l'ingénieur M. Porché comme conseiller de ladite direction; ce dernier sera chargé de préparer les plans et projets relatifs à ces matières et de les soumettre à l'agrément de Sa Majesté chérifienne; de même il aura qualité pour conseiller les mesures nécessaires à leur exécution et à leur exploitation.

Le Makhzen a fixé à l'ingénieur M. Porché un traitement annuel de 6,000 francs que celui-ci sera admis à toucher à la Banque d'État, du jour de son entrée en fonctions.

Sa Majesté décide d'appeler auprès d'Elle cet ingénieur pour s'entretenir avec lui des questions se rapportant à ses fonctions. Le Makhzen lui fournira les moyens d'accomplir le voyage et lui donnera une maison d'habitation pour son logement. S'il est reconnu nécessaire que l'ingénieur soit aidé dans sa tâche par un ou deux auxiliaires, le Makhzen l'y autorisera à la condition que rien ne sera décidé que par son ordre et son consentement.

La durée des fonctions de l'ingénieur M. Porché sera de cinq ans à dater du jour de son entrée en charge.

5 Safar 1327 (26 février 1909).

N° 143.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 3 mars 1909.

La méhalla de Ben Saïd, envoyée chez les Hayaina, s'est arrêtée à Anq-el-Djemel. Une tempête de pluie et de vent a amené la destruction d'une grande partie du matériel de campement. Plusieurs hommes et un grand nombre d'animaux sont morts de froid. D'après des renseignements qui sont à vérifier, Bou Amara aurait reçu la *mouna* des Hayaina et se trouverait à la kasbah des Ouled-Zian, à mi-chemin de Taza à Fez. Il aurait pour lui les Tsoul, les Riata et les Branes; en fait ces tribus se réservent dans l'intention de « manger » le vaincu.

Quant à la méhalla qui doit être dans la région de Sefrou, elle a été attaquée hier par les Aït-Youssi qui auraient reçu des encouragements de Bou Hamara. La cavalerie chérifienne s'est repliée; l'artillerie, dirigée par le lieutenant Sédira et l'adjudant Rouchon, a repoussé par les effets d'un tir heureux les agresseurs qui ont été poursuivis par l'infanterie du tabor de Ben-Aouda.

REGNAULT.

N° 144.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 4 mars 1909.

Avant-hier et hier, j'ai eu deux longs entretiens avec le Sultan. Moulay Hafid demandait une déclaration précisant nos intentions en ce qui touche l'évacuation par nos troupes de la ville même de Casablanca. J'ai répondu que mes instructions limitaient mes pouvoirs à l'examen des modalités de l'évacuation de la Chaouya et que j'avais enregistré et communiqué au Gouvernement l'aveu fait spontanément par le sultan dans notre premier entretien de la nécessité du maintien de nos forces à Casablanca.

Je me suis attaché à renouveler l'assurance de la sincérité de nos promesses sur le caractère provisoire de cette occupation. J'ai insisté sur l'intérêt qu'il y avait pour lui à ne pas soulever cette question au moment où son autorité n'était pas encore complètement assise dans le pays. J'ai rappelé que la France a assumé la tâche de faire régner l'ordre et la pacification dans la Chaouya, qu'elle avait par surcroît établi dans cette province des télégraphes, des routes, un chemin de fer, des ponts, des hôpitaux; qu'il ne lui était pas possible de se désintéresser de son œuvre et d'abandonner la protection due aux populations ainsi qu'aux intérêts économiques développés par elle. Moulay Hafid a objecté qu'il avait pris l'engagement d'acquérir ces installations et de les entretenir; si sa promesse n'était pas tenue, la France resterait libre de réoccuper Casablanca. Je me suis efforcé de lui faire comprendre les dangers d'une pareille solution et qu'à aucun prix nous ne devons permettre une seconde édition des événements de Casablanca. Il était donc nécessaire, avant d'évacuer la ville, d'instituer une expérience dont les résultats devaient être convaincants. Il fallait avoir organisé dans la Chaouya un régime régulier et l'avoir vu fonctionner un certain temps pour qu'on pût abandonner la ville sans esprit de retour et sans péril pour les résidents étrangers. La présence de nos troupes à Casablanca et la création d'une zone de surveillance autour du camp étaient à mon avis les éléments les plus favorables au succès de l'expérience.

J'ai ajouté que le Makhzen avait aussi tenir compte d'un autre élément de la question, à savoir l'acquittement, avant l'évacuation, des indemnités dues aux victimes du pillage de la ville et la mise à exécution pendant un temps donné de l'arrangement financier à intervenir avec le Gouvernement français au sujet des frais d'occupation. Sans doute, il trouverait sur ce dernier point des dispositions bienveillantes; mais il était suivant moi préférable de reporter l'examen de la question à un accord ultérieur entre les deux Gouvernements. Moulay Hafid n'a pas été touché par ces raisons. Sans prendre souci de ses précédentes déclarations, il a voulu obtenir des précisions

sur le terme de notre occupation. Il considère comme des garanties suffisantes les assurances qu'il donne et les responsabilités qu'il assume, tant au point de vue de la sécurité des étrangers et du respect des œuvres de civilisation qu'en ce qui touche la question financière. Il est allé jusqu'à affirmer qu'il rembourserait en un an le montant des dépenses militaires effectuées par la France et qu'on pouvait avoir entière confiance dans ses promesses pour le maintien de l'ordre. L'insécurité qui règne dans les environs mêmes de Fez, où nos courriers postaux sont fréquemment dévalisés, et les pillages auxquels se livrent ses deux mehallas devraient cependant lui interdire des assurances aussi osées.

Pour terminer cette longue discussion, le Sultan a déclaré qu'il me remettrait un texte à proposer au Gouvernement français. Je l'ai engagé à s'inspirer des observations présentées s'il désirait que ses propositions pussent être utilement examinées.

REGNAULT.

N° 145.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 6 mars 1909.

Après de longs pourparlers où nous avons discuté un projet d'accord sur la Chaouya dont le Sultan s'était à la fin déclaré satisfait, Moulay Hafid se refuse à conclure et se borne à demander que nous fixions d'abord le terme de notre occupation.

Je lui avais suggéré la formule suivante : « Une zone comprenant environ 20 kilomètres sera établie autour de la ville de Casablanca et restera soumise à la surveillance des troupes d'occupation; en ce qui touche cette zone et la ville même de Casablanca, le Gouvernement de la République renouvelle au Makhzen chérifien l'assurance que leur occupation par ses troupes a un caractère provisoire. Les deux Gouvernements se mettront d'accord ultérieurement pour déterminer les conditions de l'évacuation ».

Il s'est refusé à l'accepter et a demandé des engagements plus précis. Je lui ai fait observer que s'il avait dès le début manifesté le désir de traiter la question, j'aurais pu demander des directions à Paris, mais, bien loin de faire dépendre la question de la Chaouya de l'évacuation de Casablanca, il avait reconnu spontanément la nécessité du maintien de nos troupes. Or, dans les instructions reçues de mon Gouvernement ainsi que dans les déclarations faites par le Ministre des Affaires étrangères au Parlement, on avait envisagé seulement, à titre d'expérience, l'évacuation progressive de la Chaouya, et, à aucun moment, il n'avait été question d'évacuer Casablanca. Sa Majesté revenait donc sur ses propres déclarations, et soulevait sans aucun profit une grave difficulté qu'il n'était pas possible de résoudre en ce moment pour les raisons

que je lui avais exposées. Après de laborieuses négociations, il a été convenu que le projet d'accord sur la Chaouya serait maintenu et qu'on ajouterait un article subordonnant sa ratification et sa mise à exécution à la conclusion d'un second accord, qui interviendrait à Paris entre le Gouvernement français et la future ambassade et dans lequel la question de l'évacuation de Casablanca serait traitée.

REGNAULT.

N° 146.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 6 mars 1909.

L'indiscipline et le désordre règnent à la méhalla de Sefrou. Les quatre caïds provenant de l'ancienne armée de la Mar Chica, qui commandent la moitié de l'effectif et sont jaloux de la situation privilégiée de Bou-Aouda, exigent du Sultan un traitement identique et, nantis de la solde de leurs soldats, refusent de s'en dessaisir s'il ne leur est pas donné satisfaction. Ces caïds, véritables chefs de bandes, sont connus pour leurs rapines. Ils disposent de quelque ascendant sur leurs hommes dont ils favorisent à l'occasion les instincts de pillage. C'est en vain que le commandant Mangin a signalé dès le début au Sultan l'urgence de rappeler ces caïds, de disloquer leurs tabors et de changer aussi le commandant en chef de la méhalla qui, associé dans leurs exactions, n'a aucune autorité sur eux. Des rixes suivies de fusillades ont éclaté, la nuit dernière, dans le camp et des tentatives ont été faites par les soldats pour piller le trésor. Il y a lieu de craindre que les deux tabors de ces caïds ne finissent par en venir aux mains avec celui de Bou-Aouda. Ce dernier dispose de troupes disciplinées au milieu desquelles nos instructeurs trouveraient à se réfugier, le cas échéant.

Sur mon conseil, le commandant Mangin a averti le Sultan que si des mesures n'étaient pas arrêtées d'urgence, en vue de maintenir l'ordre dans la méhalla, il ne pourrait prendre la responsabilité d'y laisser ses instructeurs.

Le Sultan a promis d'envoyer un chef énergique. Les Aït Youssi, sans doute instruits des dissensions intérieures de la méhalla, ont rompu les négociations qu'ils avaient engagées à la suite de l'affaire heureuse pour l'armée chérifienne dont je vous ai informé le 3 de ce mois. Deux attaques de nuit ont été exécutées par eux. Un recul de la méhalla, probablement suivi d'une débandade, serait un véritable désastre pour le Makhzen. On blâme le Sultan d'avoir attaqué une tribu que Moulay Hassan lui-même n'avait pu soumettre, et cela au moment où le Rogui reprend des forces. Il lui eût suffi, semble-t-il, de maintenir la route ouverte entre Fez et Sefrou, où il avait placé une petite garnison dans ce but. Moulay Hafid a maintenant deux adver-

saires sur les bras et deux méhallas à entretenir sans pouvoir faire fond sur elles. Les quelques troupes dont il dispose à Fez sont à peine armées et à peine vêtues. Il attend des renforts du Sud.

REGNAULT.

N° 147.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 8 mars 1909.

Le Ministre d'Espagne a fait aujourd'hui son entrée officielle à Fez, avec le cérémonial d'usage.

J'étais allé hier avec les membres de la mission lui souhaiter la bienvenue et j'ai assisté au défilé de son ambassade ce matin.

REGNAULT.

N° 148.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 8 mars 1909.

Avant-hier les troupes chérifiennes de Sefrou ont repoussé une attaque des Aït Youssi. Elles ont perdu 20 hommes et ont eu 30 blessés. Hier, elles ont pris l'offensive et chassé l'ennemi de deux de ses positions. Ces chiffres, presque inconnus dans les batailles marocaines, démontrent que la lutte a été chaude. Les pertes des tribus sont inconnues. Un meilleur esprit règne dans la méhalla ; il est dû à l'ascendant moral que nos instructeurs ont su prendre sur les caïds et sur leurs troupes, frappées de la justesse du tir de l'artillerie dirigé par le lieutenant Sédira et l'adjudant Rouchon. Tous reconnaissent l'utilité des conseils techniques qui ont été donnés et qui ont amené la défaite du parti ennemi.

REGNAULT.

N° 149.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 9 mars 1909.

Nous ne sommes pas encore arrivés à une entente au sujet de la rédaction de l'article final du projet d'accord relatif à la Chaouya, article d'après lequel la ratification et l'exécution de cet accord seraient subordonnées à un arrangement ultérieur à établir à Paris avec l'ambassade marocaine concernant l'évacuation de Casablanca. Le Sultan prétend faire accepter une formule dans laquelle je constateraï que Casablanca forme « un tout indivisible » avec la Chaouya, et d'où l'on déduirait que la mise à exécution de l'accord sur la Chaouya dépendra de l'évacuation de Casablanca; sur ce dernier point, il entend obtenir dès maintenant une date fixe. Le Sultan d'ailleurs ne fournirait aucune nouvelle garantie spéciale relativement à la sécurité des territoires évacués et des intérêts économiques étrangers. En fait, Moulay Hafid prétend substituer au projet du Gouvernement français, qui prévoyait l'évacuation progressive, l'évacuation intégrale. C'était forcer *à priori* le sens de la rédaction proposée et m'engager au delà de mes instructions.

Il ne m'a donc pas été possible d'accepter le texte proposé par le Makhzen.

Je me suis efforcé de faire comprendre aux vizirs la nécessité de prévoir, comme conditions de l'évacuation de Casablanca, des garanties effectives quant à l'exécution des engagements pris par le Sultan pour le maintien de l'ordre dans la Chaouya, ainsi que la conclusion d'un accord sur le paiement de nos frais d'occupation.

REGNAULT.

N° 150.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 14 mars 1909.

L'entente vient de s'établir sur la question de la Chaouya. Le texte suivant a reçu l'approbation du Sultan et je l'ai signé *ad referendum*.

REGNAULT.

ANNEXE.

ACCORD PROVISOIRE relatif à l'évacuation de la Chaouya.

ARTICLE PREMIER.

Il a été convenu que le corps d'occupation évacuera la Chaouya; dès maintenant, il y aura une diminution des effectifs de tous les postes et après l'arrivée du Makhzen à Rabat aura lieu l'évacuation totale de cette région où le Makhzen se rendra lui-même avec sa mahalla fortunée pour occuper ce territoire.

ART. 2.

Sa Majesté Chérifienne a promis de maintenir dans leurs fonctions les caïds actuels de la Chaouya, tant que leur conduite sera satisfaisante. De même elle a promis de ne pas exercer de représailles contre les particuliers à cause de leur attitude.

ART. 3.

Le Makhzen prendra possession des installations créées par le corps d'occupation dans la Chaouya, telles que télégraphes, ponts, chemins de fer, et en général, des constructions élevées pendant l'occupation; ces installations seront maintenues et exploitées sous l'autorité du Makhzen. Le Makhzen chargera son ingénieur M. Popp, Directeur des télégraphes sans fil, de la direction des télégraphes avec fil et de leur mise en exploitation pour le compte et sous l'autorité du Gouvernement chérifien. Le montant de ces améliorations figurera au compte des frais d'occupation.

Le Makhzen fixera une somme annuelle qui sera touchée à la Banque d'État et, à défaut, prélevée par le soin du Khalifa du Sultan à Casablanca sur les droits de marché indiqués à l'article 4, et qui sera affectée à l'entretien desdits travaux sous l'autorité de ce fonctionnaire.

Les dépenses occasionnées de ce chef seront effectuées par les soins de l'Amin El Moustafad de cette ville, après avoir été évaluées par la direction des travaux publics à Tanger; l'État et les pièces justificatives de ces dépenses seront envoyées au Makhzen.

ART. 4.

La perception des *moustafudat*, des droits de portes et autres taxes municipales de Casablanca sera maintenue dans l'état actuel jusqu'à ce que le Makhzen établisse des municipalités dans les ports.

Quant aux droits de marchés de la Chaouya, le Makhzen se charge de les percevoir et de les employer pour le compte du Trésor.

ART. 5.

L'amende de 2 millions et demi imposée aux tribus Chaouya pour leur attitude dans les événements de Casablanca et acceptée par elles sera perçue par les caïds et oumana ou

tout autre fonctionnaire désigné par le Makhzen, suivant la coutume qui régit chez elle la répartition du *zekkat* et de l'*achour*.

ART. 6.

L'ambassade française a déclaré qu'en ce qui la concerne elle ne s'opposerait pas à ce que cette amende fut perçue sur les censaux si elle était étendue aux censaux des autres nations. Les 2 millions et demi précités seront acquittés par les tribus dont il s'agit; ils seront destinés à l'agrandissement des travaux de construction du port de Casablanca, après que le contrat relatif à cette augmentation aura été conclu entre le Makhzen et la société française « La Compagnie marocaine », conformément au plan qui sera présenté par l'ingénieur du Makhzen à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne.

ART. 7.

Les troupes d'infanterie et de cavalerie organisées dans la Chaouya à l'effectif de 1,200 hommes feront, en totalité ou en partie, retour au Makhzen, soit à son arrivée à Rabat, soit à son arrivée sur le territoire de la Chaouya. Ces troupes seront accompagnées d'un nombre suffisant d'instructeurs qui seront placés sous les ordres du chef de la mission dans la capitale, le commandant Mangin. Sa Majesté maintiendra à ces troupes pour une période d'un mois au minimum, à compter du jour de leur arrivée, la *mouna* qui leur a été fixée par les soins du corps d'occupation.

A l'expiration de cette période, la solde de ces troupes sera ramenée au taux ordinaire de la solde des troupes chérifiennes. Ceux qui ne voudront pas rester au service avec cette *mouna* makhzénienne seront laissés libres de partir, et il appartiendra au Makhzen d'obliger leurs tribus à les remplacer.

ART. 8.

Le Gouvernement chérifien reconnaît qu'il accepte de payer les frais de guerre occasionnés par l'occupation des troupes françaises dans l'empire marocain, d'après l'accord particulier qui interviendra au sujet du mode de paiement de ces dépenses.

ART. 9.

Les frais dont il s'agit prendront fin à la date du 1^{er} mai prochain, correspondant au 6 rebi II de cette année.

ART. 10.

L'accord ci-dessus intervenu au sujet de l'évacuation de la Chaouya, comprenant neuf articles, ne sera définitif et mis à exécution que lorsqu'un accord aura été conclu à Paris au sujet de l'évacuation de Casablanca. Ce dernier accord sera négocié à Paris entre l'ambassade marocaine et le Gouvernement de la République française.

Dans ces conditions, si un règlement n'intervient pas dans la question de l'évacuation de Casablanca, l'accord conclu au sujet de la Chaouya sera non avenu.

N° 151.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 14 mars 1909.

M. Merry del Val et moi, nous allons commencer demain avec les vizirs l'examen des affaires qui sont communes aux deux légations.

J'ai mis le Ministre d'Espagne au courant des vues du Makhzen en ce qui concerne la Direction des Travaux publics et lui ai dit que je serais heureux, s'il était d'accord avec moi, d'appuyer la nomination de M. Llorens comme ingénieur adjoint à M. Porché.

M. Merry del Val m'a remercié de ma proposition et a pris sur lui d'y adhérer, en ce qui concerne M. Llorens. Nous avons convenu que je parlerais le premier au Sultan de la désignation de ce fonctionnaire, puisque j'avais pris l'initiative de l'affaire, et que, au cours de notre conférence commune, nous la rappellerions tous deux aux vizirs.

REGNAULT.

N° 152.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au
Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 15 mars 1909.

J'ai continué de discuter avec le Sultan le projet relatif à la frontière. En ce qui touche la région d'Oudjda, Moulay Hafid veut obtenir l'engagement que nous l'évacuons quand il y aura installé en personne une force capable de maintenir l'ordre et d'exécuter les accords.

Le Sultan m'a d'ailleurs déclaré, dans notre dernier entretien, qu'il regrettait d'avoir accepté, lors de sa reconnaissance officielle, les accords de 1901 et de 1902; ces conventions, en prévoyant l'installation de marchés au Maroc, auraient créé, dit-il, une source de conflits entre les deux pays et préparé l'occupation par nos forces de ces localités. Cependant, ayant reconnu ces accords, il les appliquera, mais il entend en régler les conditions d'exécution.

REGNAULT.

N° 153.

M DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de France à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 mars 1909.

Guebbas a avisé par circulaire les représentants des puissances de la constitution à Tanger de la commission chargée de la vérification des dettes du Makhzen. Les pouvoirs de cette commission étant limités à l'examen des créances commerciales qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement entre le Makhzen et les légations intéressées, sa création ne soulève aucune objection de principe.

SAINT-AULAIRE.

N° 154.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 19 mars 1909.

Le Sultan a chargé les Vizirs de reprendre avec moi la discussion de la question de frontière. Moulay Hafid, revenant subitement sur ses décisions précédentes, propose maintenant de vendre à la France les points occupés en territoire marocain à l'exception d'Oudjda, des Beni Snassen et de Bou Denib, qui devraient être évacués : Cette proposition vise en particulier Bou Anan et Ras-el-Aïn ; on sait que ce dernier point était mentionné expressément comme territoire marocain occupé par l'ennemi dans l'acte de proclamation de Moulay Hafid à Fez, au mois de janvier de l'année dernière.

Je n'ai pas pu accepter la proposition des Vizirs, qui tendait à nous mettre en contradiction ouverte avec le principe de l'intégrité marocaine et, comme contre-partie, nous privait de toute garantie en ce qui concerne le maintien de l'ordre dans la région d'Oudjda. Cependant la question de Ras-el-Aïn ayant été soulevée par le Sultan lui-même, j'ai dû insister pour qu'elle fût explicitement tranchée en notre faveur. Après une certaine résistance, le Sultan paraît y avoir consenti : dans la soirée d'hier, les Vizirs sont venus me soumettre un nouveau texte par lequel le Makhzen, tout en rappelant que Ras-el-Aïn est situé en territoire marocain, reconnaît la nécessité de

l'occupation de ce point par nos troupes « pour la protection de la frontière algérienne »; mais, à titre de transaction, il demande une indemnité pécuniaire.

En ce qui concerne Oudjda, les Beni Snassen, Bou Denib et Bou Anan, le Makhzen accepte que l'évacuation de ces points soit subordonnée à l'organisation d'une force chérifienne « capable de veiller à l'exécution des accords, de maintenir la sécurité dans la région et de faciliter les transactions commerciales conformément aux accords ci-dessus ». J'ai insisté pour que le Gouvernement chérifien concertât l'organisation de cette force avec le Gouvernement français. J'espère obtenir aujourd'hui une réponse.

Les autres conditions de l'arrangement sont satisfaisantes. Le voyage de Moulay Hafid à Oudjda reste subordonné à sa propre appréciation. L'institution des deux Hauts Commissaires sera maintenue. Il est convenu enfin que les dépenses de l'administration de la région, ainsi que celles que nécessitera l'organisation des forces chargées de la surveillance de ces territoires, seront prélevées exclusivement sur les recettes locales, c'est-à-dire sur les droits de transit et de marchés prévus par les accords et sur le produit des impôts coraniques; l'excédent de ces recettes, perçues sous le contrôle d'un agent français, sera versé au Makhzen. En cas de déficit, le Gouvernement français ferait les avances nécessaires, qui pourraient être récupérées sur les perceptions de la région-frontière.

REGNAULT.

N° 155.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 19 mars 1909.

Votre Excellence se rappelle que le Chérif Kittani, qui fut en janvier 1908 l'instigateur de la révolte contre Abd-el-Aziz, dans le dessein, disait-on, d'être proclamé lui-même sultan par la foule, s'était cependant rallié à la souveraineté de Moulay Hafid. Bientôt les sarcasmes répandus dans les écrits de polémique religieuse du sultan contre ses doctrines et ses adhérents l'indisposèrent vivement : il devint le centre d'une opposition d'abord réservée, puis presque ouverte. Ce mouvement d'opinion ne paraissait pas dirigé contre les étrangers, mais seulement contre les abus criants du nouveau régime. Kittani, avisé qu'il serait amené en otage à Rabat avec quelques-uns de ses adeptes, a pris les devants; il s'est enfui de Fez hier, se rendant, dit-on, chez les Zemmour. Il semble qu'il y ait eu un véritable complot, puisqu'il a pu emmener avec lui sa famille et un certain nombre de ses partisans, c'est-à-dire une suite assez nombreuse. Moulay Hafid a lancé aussitôt contre lui le pacha Ben Aïssa avec une troupe de Mokhaznis. L'événement a causé à Fez la plus grande impression.

On commente passionnément les faits qui sont encore amplifiés par l'imagination populaire. Ainsi se trouvent encore augmentées pour Moulay Hafid les difficultés de la situation. Tout son espoir réside dans son armée. Il aura bientôt réuni environ 15,000 hommes, chiffre qui n'avait pas été atteint depuis Moulay Hassen. Mais en dépit des efforts de notre mission militaire, contrariés par l'opposition et la jalousie des caïds, cette force est sans discipline et sans valeur réelle.

REGNAULT.

N° 156.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 20 mars 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie du rapport que je viens de recevoir de M. Destailleur au sujet de la gestion financière de l'officier interprète Martinot, chef du service des perceptions et régies chérifiennes dans l'amalat d'Oudjda pendant l'année 1908.

REGNAULT.

ANNEXE I.

Le Commissaire du Gouvernement à Oudjda,
à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Oudjda, le 21 février 1909.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un rapport de M. l'officier interprète Martinot, chef du contrôle des perceptions et régies chérifiennes, sur la gestion financière de l'année 1908.

Vous pourrez constater, à l'examen de ce document, les progrès et les réformes réalisés. Les anciennes dettes ont été ou vont être payées, des travaux de première utilité ont été exécutés, l'ordre et la régularité ont été introduits dans les services financiers et les fonctionnaires chérifiens eux-mêmes paraissent avoir compris les avantages incontestables du nouveau régime.

L'exercice se clôt par un excédent de recettes de 89,471 pesetas hassani.

L'organisation des services et l'application des tarifs sont de date trop récente pour qu'on puisse établir des prévisions de recettes ayant une base même approximative de certitude. Vienne une mauvaise récolte ou un bouleversement politique quelconque, la répercussion s'en fera immédiatement sentir sur le commerce et, par suite, sur les recettes. Il a donc été et il est encore nécessaire de n'engager de nouvelles dépenses qu'avec la plus grande prudence. Les services n'ont pu, par suite, être organisés comme il eût été désirable.

Des travaux assez importants et de première nécessité doivent être exécutés : en première ligne, la construction d'égouts dans la ville d'Oudjda. Il faut prévoir les dépenses d'entretien de la route d'Oudjda à la frontière algérienne, celles de l'aménagement de la piste allant à la mer par le col du Guerbous.

Je ne parle ici que des travaux strictement indispensables ou ayant un véritable caractère d'urgence : l'exécution de bien d'autres serait à envisager, dont on ne pourra projeter la mise en exécution que si, comme il est vraisemblable, les recettes augmentent par suite soit de l'accroissement du mouvement commercial, soit de la création de nouvelles ressources telles que la perception des impôts réguliers.

Il serait désirable que les dépenses municipales ne fussent plus supportées par le budget général, mais bien par un budget distinct alimenté par des taxes municipales. La question a été étudiée, mais elle ne peut être résolue en l'absence du Haut-commissaire chérifien, dont l'agrément est notamment nécessaire à l'établissement d'une taxe sur les constructions urbaines analogue à celle qui a été appliquée dans les ports ouverts au commerce.

Le rapport de M. Martinot ne fait pas mention du budget de l'administration des biens « Habous », qui est tout à fait indépendant et ne peut participer, d'ailleurs, qu'à des dépenses d'un ordre tout spécial et dont la destination est généralement prévue et définie.

M. Martinot s'en est particulièrement occupé et on peut affirmer qu'il s'est tiré à son honneur de cette tâche singulièrement ardue et difficile. Après deux ans d'efforts, les comptes ont été enfin apurés et mis à jour ; un budget régulier des recettes et dépenses de cette administration va pouvoir être établi et contrôlé. De grandes améliorations peuvent déjà être constatées et des habitudes de correction et d'honnêteté relatives semblent être contractées. Les revenus s'en ressentent : l'adjudication annuelle des biens urbains a passé du simple au double, bien que l'année 1908 ait déjà vu se produire une augmentation considérable. Cette plus-value était des plus nécessaire et ce n'est que grâce à elle que l'équilibre budgétaire pourra être rétabli, le chiffre des dettes anciennes étant considérable.

Il est veillé avec soin à ce que les revenus « Habous » ne soient pas détournés de leur destination : aussi les indigènes ne cachent pas leur étonnement de constater que le contrôle des autorités françaises a pour résultat de faire restituer à des donations pieuses, à l'entretien des édifices du culte, etc., des sommes relativement importantes qui, jusqu'à ce jour, étaient dilapidées sans profit pour la collectivité.

En résumé, la situation financière, sans pouvoir donner encore des garanties certaines pour l'avenir, est satisfaisante. L'œuvre d'ordre et de régularité se poursuit lentement, mais sûrement et sans relâche : des progrès constants sont réalisés et il n'est pas téméraire d'espérer que, dans un délai relativement restreint, elle produira les résultats les plus heureux, à la condition de ne pas se départir de la prudence indispensable à toute nouvelle organisation.

F. DESTAILLEUR.

ANNEXE II.

RÉSUMÉ des opérations d'organisation et de fonctionnement du service des perceptions et régies chérifiennes pendant l'année 1908.

Jusqu'au mois de février 1908, le service n'a fonctionné qu'à Oudjda comme en 1907.

On avait dû, pour des raisons d'ordre économique et politique, maintenir certaines taxes soumises au régime de l'affermage, jusqu'à l'expiration des baux en cours, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année musulmane qui tombait le 3 février 1907.

Ces taxes étaient les suivantes : Droits de marché aux bestiaux et d'abattoir, droits sur les cafés, sur les tabacs à priser, à mâcher et sur le kif, droit de vente aux criées.

Le 4 février, la perception de ces taxes a été prise en régie directe par le service des perceptions. A la même époque, des emplacements et locaux ont été aménagés pour le marché aux bestiaux, le marché aux grains, l'abattoir. L'abattoir a été, en outre, pourvu d'un service sanitaire avec le concours de vétérinaires militaires.

Les recettes de l'abattoir, notamment, ont donné, dès lors, une plus-value importante. Sous le régime de l'affermage, elles produisaient 3,000 p. h. par an; sous le régime de la perception directe, elles ont donné pour onze mois de l'année 1908 : 15,961 p. h. 55.

A la fin de l'année, un nouveau poste a été installé à Saïdia.

Au mois de juillet, la mise en application intégrale du régime institué par les protocoles et accords de 1901-1902, depuis la mer jusqu'à Ras el Aïn, a été décidée.

En conséquence, des postes nouveaux ont été installés, avec approbation du Haut-Délégué chérifien, Si Otsman Djerrari, sur les points suivants :

El Heimer (près de Saïdia), Koulli (près de l'embouchure de la Moulouya), Martimprey, Berguent-Ras el Aïn.

Par suite de ces différentes créations, l'organisation d'ensemble est devenue la suivante :

Service central à Oudjda;

Bureaux de perception à Oudjda, El Heimer, Ras-el-Aïn des Beni Mather;

Postes de garde, avec faculté d'effectuer des perceptions, à Martimprey, Saïdia, Koulli.

Le personnel de ces bureaux de postes est composé de la façon suivante : un agent marocain, amin ou faisant fonction d'amin, un agent français remplissant les fonctions de contrôleur, des cavaliers et employés subalternes.

En outre, après entente avec M. le Directeur des Douanes algériennes, les receveurs de ce service ont été autorisés par leur administration, ainsi que le prévoient les dispositions des accords, à prêter leur concours au service chérifien pour le recouvrement des droits marocains.

Ce concours réalise deux buts : collaboration des services algériens et marocains, économies importantes pour le service chérifien.

Les recettes de l'année 1908 donnent le chiffre de 353,594 p. h. 16. Les dépenses se sont montées à 263,594 p. h. 17, soit dépassement des recettes sur les dépenses : 89,471 p. h. 99.

Oudjda, le 31 janvier 1909.

MARTINOT.

N° 157.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 21 mars 1909.

Le Chérif Kittani a passé chez les Beni M'tir, tribu importante située entre Fez et Méquinez. De là il a proclamé la guerre sainte et la déchéance d'un Sultan déclaré indigne. Les partisans du Chérif laissent entendre que ce mouvement n'est pas dirigé contre les Français.

La popularité du nouveau prétendant qui, en sa double qualité de chérif idrissite et de chef d'une Zaouya puissante, jouit d'un grand prestige à Fez et dans les tribus berbères, inquiète considérablement le Makhzen. Moulay Hafid, qui a déjà une méhalla de 2,500 hommes à Anq-el-Djemel, dans la direction du Rogui, et une autre de même force dans la région de Sefrou, où elle tient en respect les Aït Youssi, envoie aujourd'hui 2,000 hommes contre les Beni M'tir.

Le chef de notre mission militaire n'a pu refuser d'adjoindre à cette méhalla les deux instructeurs d'artillerie, Pisani et El Hachemi.

REGNAULT.

N° 158.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 22 mars 1909.

Le chérif Kittani a été arrêté hier par un caïd des Beni M'tir au moment où il était sur le point de quitter le territoire de cette tribu, pour passer chez les Beni M'guild. Son escorte s'est dispersée sans résistance. Il va être ramené ici.

REGNAULT.

N° 159.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 mars 1909.

Nous avons reçu, M. Merry del Val et moi, les réponses de Moulay Hafid sur les questions relatives à l'application de l'Acte d'Algésiras que nous avons posées hier dans notre conférence commune avec les vizirs. Le Sultan déclare qu'il n'entend pas mettre à exécution les articles non encore appliqués de l'Acte et particulièrement l'article 60 (acquisition de propriétés par les étrangers), tant que le principe de l'intégrité du Maroc inscrit dans le préambule restera inobservé. J'ai manifesté ma surprise d'une telle réponse venant après les négociations poursuivies entre nous au sujet de la Chaouya et de la région frontière. Les vizirs ont répliqué que le Sultan visait particulièrement l'occupation des Kibdana et des Bou-el-Aïch (douar de Valiente près de Ceuta).

La manifestation inattendue et singulière à laquelle s'est livré Moulay Hafid, ainsi que les réponses formulées sur les autres articles, révèlent chez le Sultan des dispositions agressives et hostiles à l'application intégrale de l'Acte d'Algésiras.

Moulay Hafid nous a en outre signifié qu'il refusait de renouveler le mandat pour la répression de la contrebande de guerre confié aux croiseurs des deux pays; il prétend assumer cette tâche par ses propres moyens.

Sans relever dans les observations transmises par les vizirs au nom du Sultan ce qu'elles avaient de discourtois, nous avons, M. Merry del Val et moi, exposé les arguments qui étaient de nature à modifier ces décisions. Les vizirs se sont engagés à les lui soumettre.

REGNAULT.

N° 160.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 23 mars 1909.

J'ai reçu hier, la visite de Raissouli. Il m'a donné des assurances de sa sagesse et de sa bonne volonté. Il m'a dit qu'il garantissait la sécurité des Européens dans son caïdat et qu'il exercerait son autorité sans distinction entre les grands et les petits.

n'ayant d'autre programme que l'ordre par la justice. Les Andjerra, qui depuis de nombreuses années, vivent dans une indépendance à peu près complète, ont décidé de ne pas reconnaître l'autorité de Raissouli. On craint que dans le cas où il tenterait de la leur imposer, il n'en résulte des conflits dangereux pour la sécurité de Tanger. Je l'ai engagé à procéder à leur égard avec beaucoup de prudence. Je lui ai conseillé notamment de se conformer aux instructions de Guebbas. L'harmonie règne actuellement entre lui et les autres autorités chérifiennes.

SAINT-AULAIRE.

N° 161.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 23 mars 1909.

Après de laborieuses négociations, Moulay Hafid a fini par accepter hier un accord sur la question de la région frontière. En voici le texte :

ACCORD PROVISOIRE relatif à la région frontière.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement français déclare qu'il fera évacuer par ses troupes, dans les conditions ci-après indiquées, Oudjda, les Beni Snassen, Bou Anane et Bou Denib, points qu'il a été amené à occuper sur le territoire marocain pour des raisons connues.

Sont maintenus dans leur état les autres postes, actuellement occupés dans la région frontières situés sur le territoire de parcours des Doui-Menia et des Oulad-Djerir qui ont accepté la juridiction du Gouvernement général de l'Algérie; de même, le poste de Ras-el-Aïn des Beni-Mathar, dit Berguent, lequel se trouve sur le territoire marocain, ces postes étant nécessaires à la protection de la frontière algérienne.

Toutefois, pour couper court à tout malentendu à ce sujet, le Gouvernement français payera au Gouvernement chérifien une indemnité qui sera fixée à Paris entre les ambassadeurs du Makhzen et le Gouvernement de la République. Le Makhzen désignera un haut commissaire pour se concerter avec le haut commissaire du Gouvernement français en vue de la mise en exécution des accords de 1901 et 1902 conclus entre les deux pays.

ART. 2.

Les troupes françaises seront retirées d'Oudjda, des Beni-Snassen, de Bou-Anane et Bou-Denib, lorsqu'une force makhzénienne organisée sera installée dans la région et qu'elle sera

capable de veiller à l'exécution des accords de 1901 et de 1902, d'y maintenir la sécurité et de faciliter les transactions commerciales conformément aux accords supplémentaires. Il sera procédé à l'organisation de cette force dans des conditions concertées entre les deux Gouvernements.

ART. 3.

Les taxes des marchés et des douanes seront perçues selon les tarifs prévus aux accords précités; les impôts Zekkat et Achour, selon les règles appliquées dans l'empire chérifien; ces perceptions auront lieu par les soins des Oumana et des gouverneurs du Makhzen avec l'assistance d'un fonctionnaire français pendant la durée de l'occupation.

Quant aux dépenses de l'administration des territoires occupés, telles qu'émoluments des Oumana et autres, elles seront prélevées sur les recettes susdites. Le tout sera inscrit dans un compte spécial qui sera envoyé au Makhzen. L'excédent sera versé au trésor chérifien.

ART. 4.

Les améliorations introduites par le corps d'occupation à Oudjda et chez les Beni Snassen seront cédées au Makhzen dans les conditions prévues à l'article III de l'accord sur la Chaouya en date du 17 safar 1327, correspondant au 9 mars 1909. Leur montant sera compris dans les frais d'occupation.

ART. 5.

La ratification et la mise en exécution de l'accord ci-dessus sont subordonnées à l'arrangement à intervenir au sujet des conditions dans lesquelles sera organisée la force makhzénienne prévue à l'article 2 et de la fixation du chiffre de l'indemnité prévue à l'article 1^{er}.

N° 162.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 mars 1909.

L'accord étant intervenu sur la question de frontière et les questions secondaires ayant reçu une solution satisfaisante, je dois être reçu demain en audience de congé et j'ai l'intention de quitter Fez le 25 avec les membres de la mission.

REGNAULT.

N° 163.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 25 mars 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence les procès-verbaux des trois conférences au cours desquelles mon collègue d'Espagne et moi avons discuté avec les Vizirs les différentes questions intéressant l'application des réformes prévues par l'Acte d'Algésiras.

REGNAULT.

N° 164.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Tanger, le 28 mars 1909.

J'ai communiqué toutes les parties essentielles du compte rendu de vos pourparlers avec Moulay Hafid au Conseil des Ministres qui a apprécié comme moi la correction de votre attitude et la fidélité avec laquelle vous avez exécuté vos instructions.

Il semble qu'il n'y ait qu'à remettre le règlement définitif des questions que vous avez traitées à l'époque où les délégués que le Sultan compte envoyer en France seront arrivés ici. Nous pourrons alors prendre en pleine connaissance de cause les décisions que comportent les propositions que vous avez discutées sur la question de la région frontière. Nous nous entendrons en même temps avec l'ambassade marocaine sur l'évacuation de la Chaouya ainsi que sur la question financière.

Je vous prie de régler avec le Sultan la date à laquelle ses délégués viendront à Paris.

PICHON.

ANNEXE.

PROCÈS-VERBAUX DES CONFÉRENCES

entre LL. EE. MM. REGNAULT, Ministre de France, MERRY DEL VAL, Ministre d'Espagne, et les Ministres chérifiens, LL. EE. SI ABBAS EL FASI, Grand Vizir par intérim, SI ABD ALLAH EL FASI, Ministre des Affaires étrangères par intérim, et EL HADJ MOHAMMED MOKRI, Ministre des finances, au sujet de l'application des réformes prévues dans l'Acte d'Algésiras.

PREMIÈRE SÉANCE.

15 mars 1909.

MM. Regnault et Merry del Val conviennent de suivre dans leur ordre les divers chapitres de l'Acte d'Algésiras et d'appeler l'attention des vizirs sur les articles qui n'ont pas encore été exécutés ou qui donnent lieu à des observations.

Les vizirs répondent qu'ils prendront note de ces observations avec le plus grand soin et en référeront à Sa Majesté chérifienne. Ils feront connaître sa réponse dans un bref délai.

CHAPITRE I.

Le chapitre I relatif à l'organisation de la police donne lieu, de la part de M. le Ministre d'Espagne, à une observation. S. E. M. Merry del Val rappelle que les autorités chérifiennes doivent leur concours aux instructeurs des troupes de police. Il serait à désirer que ce concours fût employé à rechercher et à ramener les déserteurs. Le Ministre d'Espagne demande que des instructions très nettes dans ce sens soient envoyées aux caïds des villes dans lesquelles est installée la police.

Le Ministre de France appuie les propositions de M. le Ministre d'Espagne. Il est désirable que, désormais, les déserteurs de la police ne soient pas engagés, comme il a été fait à plusieurs reprises, dans les troupes chérifiennes, avec un grade et une solde qui constituent un véritable encouragement à la désertion.

S. E. Si Abbas El Fasi fera part de ce vœu à Sa Majesté chérifienne.

CHAPITRE II.

Le chapitre II relatif à la surveillance et à la répression de la contrebande des armes ne donne lieu à aucune observation.

CHAPITRE III.

Le chapitre III relatif à la Banque d'État ne donne lieu à aucune observation.

CHAPITRE IV.

En ce qui concerne le chapitre IV, relatif au meilleur rendement des impôts et à la création de nouveaux revenus, M. le Ministre de France désire présenter quelques observations.

ART. 60.

Acquisitions de propriétés.

Il demande la mise en application immédiate de l'article 60. Des engagements avaient déjà été pris à Rabat sur ce point à l'égard de M. Llaberia et de lui-même, et ces engagements n'ont pas encore été exécutés.

M. Merry del Val appuie la demande de M. Regnault. Il remplit ainsi, avec son collègue de France, un véritable mandat au nom du Corps diplomatique tout entier. Parlant également en sa qualité de Ministre d'Espagne, il ajoute que plusieurs sujets espagnols ont été victimes de l'inapplication des dispositions de l'article 60.

M. Regnault dit que son collègue d'Espagne et lui-même ne pourront se contenter d'une nouvelle adhésion de principe à leurs propositions; il importe que les autorités administratives et judiciaires du pays reçoivent des ordres si précis qu'elles ne puissent douter de la volonté du Makhzen d'appliquer l'article en question.

El Hadj Mohammed Mokri prend note des demandes des Ministres de France et d'Espagne.

M. Regnault donne lecture de l'avant-dernier paragraphe de l'article 60, qui est ainsi conçu : « Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le Cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres », et il fait remarquer que ces prescriptions ont déjà donné lieu à des difficultés dont il est nécessaire d'éviter le retour. Elles portent préjudice aussi bien au Gouvernement marocain qu'aux étrangers de bonne foi. Des abus ont été notamment commis par des indigènes qui ont vendu des biens Makhzen ou habous ou des terres dont ils n'étaient pas propriétaires; de là des procès qui, par leur retentissement, sont de nature à arrêter le développement des transactions immobilières. Il suffirait pour mettre un terme à ces abus de demander au Cadi, prévu à l'article 60, de prendre officiellement l'avis des représentants des administrations qui peuvent être mises en cause; ce seraient l'Amin El Moustafad de la ville, représentant du domaine chérifien, et le Nadir des biens habous; un délégué de la légation ou du consulat intéressé assisterait son ressortissant au moment de la vérification des titres. L'intervention de ces fonctionnaires permettrait de constater que l'immeuble, objet de la mutation de la propriété, ne sera pas l'objet d'une revendication, et mettrait ainsi l'acquéreur à l'abri des fraudes les plus usitées. Cette consultation paraît d'autant plus nécessaire que le Cadi, avant de consacrer une vente, devait jusqu'ici recevoir du Caïd l'attestation que l'immeuble en question n'appartenait pas au Makhzen; or, aux termes de l'article 60, l'intervention du Caïd ne sera plus requise désormais.

El Hadj Mohammed Mokri objecte que, d'après les lois coraniques, le Chrâa doit statuer souverainement en matière immobilière.

M. Regnault répond que sa proposition n'infirme en rien les droits du Chrâa; elle a trait seulement à la vérification des titres, c'est-à-dire antérieurement à tout procès.

El Hadj Mohammed Mokri croit qu'il est contraire à l'usage que l'Amin El Moustafad et le Nadir des habous interviennent dans les mutations immobilières.

M. Regnault explique à nouveau qu'il ne s'agit pas pour ces fonctionnaires d'intervenir

dans un procès, mais d'empêcher l'établissement d'un acte irrégulier qui ferait naître un procès. Cette intervention serait pour le Makhzen d'une grande utilité. On connaît des ventes de terrains réalisés avec l'autorisation du Cadi et qui ont donné lieu à des revendications de l'État ou des habous.

El Hadj Mohammed Mokri déclare que s'il y a des doutes sur la propriété d'un terrain, l'usage est de consulter l'Amin El Moustafad et le Nadir des habous. S'il n'y a pas de doute, il n'y a pas lieu de les consulter. Des précautions seront prises pour que les faits auxquels il est fait allusion ne se reproduisent pas à l'avenir.

M. Regnault serait désireux de connaître les mesures qui sont ainsi annoncées. Il voudrait que la consultation des administrations intéressées fût rendue obligatoire.

M. Merry del Val s'associe à la demande de M. Regnault, qui est faite dans l'intérêt du Makhzen comme dans l'intérêt des étrangers; il connaît en effet des cas dans lesquels les droits de l'État ont été fraudés.

El Hadj Mohammed Mokri rappelle que, d'après l'Acte d'Algésiras, le Makhzen doit prendre des précautions pour assurer la régularité des actes de transmission de propriétés. La procédure suggérée lui paraît contraire aux règles du Chrâa. Peut-être cependant pourrait-on admettre que le Cadi désignât des Adoul spéciaux chargés de procéder à l'établissement des titres.

M. le Ministre de France persiste à penser que ces Adoul devraient mentionner dans l'acte dressé par eux qu'ils ont obtenu la déclaration qu'aucune opposition n'a été faite à la mutation par le Nadir des habous et l'Amin El Moustafad.

M. le Ministre d'Espagne exprime un avis analogue.

La proposition de M. le Ministre de France répond à une nécessité. En effet, si un conflit judiciaire surgit relativement à une transmission de propriété dont le Cadi a eu à connaître, c'est le même Cadi qui tranchera le conflit. Il sera donc juge de sa propre décision, ce qui n'est pas admissible.

El Hadj Mohammed Mokri pourrait cependant accepter que, le jour où le Cadi donne son autorisation à la vente, il se soit assuré au préalable que l'Amin El Moustafad et le Nadir des habous ne s'opposent pas à la transaction projetée.

M. le Ministre de France revient sur la proposition qu'il a faite au sujet de la mention de non-opposition à insérer dans les actes de vente reçus par les Adoul. Il demande que les Cadis reçoivent à ce sujet des instructions écrites sur lesquelles il conviendrait de se mettre d'accord. Les légations se trouveront ainsi en mesure d'aviser leurs nationaux qu'ils ne doivent pas procéder à des engagements définitifs et verser le prix de vente avant de s'être assurés que la déclaration de non-opposition a bien été inscrite dans l'acte et que la formalité de l'application des titres sur le terrain n'a donné lieu à aucune revendication.

El Hadj Mohammed Mokri reconnaît que la vérification des titres de propriété comporte nécessairement une consultation des représentants des administrations intéressées, l'Amin el Moustafad et le Nadir des habous. Le vizir des finances informe également les ministres de France et d'Espagne que le Makhzen va procéder au recensement et au plan des propriétés qu'il possède dans la zone de 10 kilomètres autour des villes, prévue à l'article 60 de l'Acte d'Algésiras.

M. Regnault convie que cette mesure sera très avantageuse. Mais, en ce qui concerne les Européens, il serait utile, sans attendre qu'elle soit réalisée, de mettre en vigueur la proposition qu'il a présentée. Au cas où une protestation serait soulevée par les intéressés, le Cadi devra, suivant la loi, faire application des titres sur le terrain en présence des parties en cause.

Si Abdallah réclame, s'il y a contestation, le droit pour le Cadi de juger conformément aux règles du Chrâa.

M. Merry del Val fait remarquer au Vizir intérimaire des Affaires étrangères qu'il vient d'envisager une autre phase de la question. Il peut y avoir lieu à application des titres sur le terrain avant le jugement du Cadi. Si le litige est de minime importance, l'intéressé, à la suite de la vérification des titres, peut juger inutile d'intenter une action devant le Chrâa.

M. Regnault expose qu'une acquisition de propriété comporte trois opérations successives :

1° L'accord des parties, la vérification des titres par le Cadi et l'autorisation donnée par ce magistrat de procéder à la rédaction des titres, s'il n'y a pas d'opposition des tiers; 2° l'application des titres sur le terrain, en présence de l'Amin el Moustafad, du Nadir des habous, des experts géomètres et d'un délégué du représentant du Sultan et de la légation ou du consulat intéressé; 3° en cas de contestation sur les limites, le jugement du Cadi. Aucune atteinte ne sera portée, pour la dernière opération, à l'autorité du juge, qui statuera suivant les règles du Chrâa.

Si Abdallah El Fasi croit qu'il n'y a pas de difficultés à prévoir pour la première opération, puisqu'il sera procédé conformément à la règle du Chrâa. S'il y a des contestations sur les limites de la propriété, on recourra à des experts; enfin, en cas de procès, le Cadi juge souverainement.

Les vizirs sont d'accord sur les trois phases des opérations, résumées par M. le Ministre de France.

M. Regnault demande que cet accord soit constaté par une note.

El Hadj Mohammed Mokri croit que cette note serait difficile à rédiger. On ne peut, en effet, lier le Chrâa par des textes nouveaux.

M. Regnault suggère que cette note commence comme suit :

« Conformément aux règles du Chrâa, le Makhzen rappelle que les formalités suivantes seront, etc. »

M. Merry del Val estime que la reconnaissance par écrit des principes auxquels obéit le Chrâa en matière de mutations immobilières sera fort utile; à Tanger, notamment, les règles dont il vient d'être question n'ont pas toujours été appliquées.

Si Abbas El Fasi constate l'accord intervenu, un projet sera rédigé donnant satisfaction à tous les intérêts.

M. le Ministre de France demande que les différentes légations reçoivent officiellement communication des instructions que le Makhzen enverra à ce sujet à ses agents. Chaque ministre pourra ainsi faire connaître à ses nationaux le texte précis qui réglera la matière.

Si Abbas El Fasi constate qu'à Fez il n'y a jamais de difficultés au sujet des acquisitions de propriété, parce que chacun connaît la loi; des difficultés se présentent au contraire à chaque instant à Tanger. Il déclare qu'un règlement sera élaboré sur la matière.

M. Regnault demande seulement la reconnaissance des principes qui viennent d'être admis. Ils seraient constatés par une lettre adressée au Corps diplomatique. El Hadj Mohammed Mokri rappelle à nouveau que la procédure du Chrâa ne saurait être modifiée.

M. Regnault en convient encore une fois; il s'agit seulement d'en faire connaître les règles en ce qui touche l'application de l'article 60; pour le reste, le Chrâa continuera à juger suivant la loi.

Si Abbas el Fasi déclare que lorsque le Sultan aura décidé la question de l'application de l'article 60, des ordres conformes aux vœux des Ministres de France et d'Espagne seront envoyés au délégué chérifien à Tanger, lequel avisera à son tour le Corps diplomatique.

ART. 61.

L'article 61 est relatif à la taxe sur les constructions urbaines. El Adj Mohammed Mokri annonce que le Makhzen a nommé des Oumana en vue de l'application de cette taxe. Le règlement sur les constructions urbaines sera d'abord appliqué à Tanger puis étendu successivement à toute la côte.

M. Merry del Val croit se souvenir que ce règlement doit être appliqué en même temps à tous les ports; il demande, avant de répondre sur ce point, à consulter à nouveau le règlement.

ART. 62.

L'article 62 est relatif à la sokhra et à la mouna. L'Acte d'Algésiras ayant émis le vœu que les dispositions relatives à la sokhra et à la mouna soient généralisées, M. le Ministre de France se déclare disposé, si Sa Majesté approuve ces vues, à renoncer à la mouna que le Makhzen accorde à son ambassade. Il prie LL. EE. les vizirs de remercier Sa Majesté de sa généreuse hospitalité.

M. le Ministre d'Espagne fait une déclaration analogue.

El Hadj Mohammed Mokri explique que l'article 62 s'applique seulement au mokhaznis qui étaient envoyés en mission dans les tribus et qui percevaient de la part des populations des mounas abusives qui s'ajoutaient à leur solde. Les ambassadeurs à la Cour chérifienne ont toujours été considérés comme les hôtes du Makhzen et celui-ci ne saurait envisager l'idée de ne pas leur accorder une mouna.

ART. 63.

L'article 63 est relatif à la revision des titres des propriétés du Makhzen et des habous. M. le Ministre de France demande si un représentant du Sultan a été désigné pour suivre cette question avec le Corps diplomatique.

El Hadj Mohammed Mokri croit que la question a été déjà étudiée à Tanger dans les « réunions plénières » du Corps diplomatique et des délégués chérifiens. Une sous-commission composée de trois ministres et d'un délégué chérifien a été désignée à cet effet. Cette sous-commission déposera son rapport qui sera ensuite discuté.

M. Regnault demande quel est dans cette sous-commission le représentant du Makhzen.

El Hadj Mohammed Mokri dit que ce représentant sera incessamment désigné.

ART. 66.

L'article 66 est relatif à la caisse spéciale.

S. E. M. Merry del Val rappelle en son nom comme au nom de M. le Ministre de France que l'ingénieur de la Caisse spéciale a présenté, il y a plusieurs mois déjà, un projet de budget qui a été approuvé par tous les représentants du Corps diplomatique. Il est nécessaire que ce projet de budget soit approuvé par le Makhzen afin de permettre à l'ingénieur de commencer ses travaux. Il demande à S. M. le Sultan de bien vouloir prendre la décision qui est sollicitée.

El Hadj Mohammed Mokri demande si ce projet a été soumis au Makhzen.

M. Regnault répond qu'il a été remis au représentant de Sa Majesté à Tanger.

El Hadj Mohammed Mokri demandera à Sa Majesté de fournir une réponse.

ART. 67.

L'article 67 de l'Acte d'Algésiras émet le vœu que les droits d'exportation sur les pois chiches, le maïs, l'orge et le blé, soient l'objet de réductions. M. Regnault rappelle qu'il a signalé à Rabat l'intérêt que le Maroc trouverait à ces réductions.

Cette question sera étudiée et une réponse demandée à Sa Majesté Chérifienne.

ART. 68 et 69.

Examinant les articles 68 et 69, S. E. M. le Ministre d'Espagne signale aux représentants du Sultan que des difficultés ont été faites par les Oumana de la côte relativement à l'exportation des porcs. On objectait des dispositions anciennes qui prohibaient cette exportation. Des ordres devraient être envoyés aux Oumana pour leur faire connaître que les anciens règlements ont été modifiés par l'Acte d'Algésiras.

Le Ministre de France appuie cette proposition.

El Hadj Mohammed Mokri répond que cette question sera portée à la connaissance du Sultan.

ART. 72.

L'article 72 prévoit la nomination par le Makhzen d'un fonctionnaire qui sera chargé de fixer, d'accord avec le Corps diplomatique, les quantités d'opium qui pourront être importées pour des usages pharmaceutiques en dehors du monopole. Les deux Ministres signalent l'intérêt qu'aurait le Makhzen à désigner cet agent.

El Hadj Mohammed Mokri croit qu'une commission a été nommée par le Corps diplomatique pour étudier la question.

ART. 73 et 74.

Les articles 73 et 74 relatifs au monopole du tabac et du kif ne motivent aucune observation spéciale. Les représentants du Sultan déclarent que le monopole prévu va être prochainement institué.

El Hadj Mohammed Mokri signale que le chapitre IV de l'Acte d'Algésiras prévoit dans son article 65 l'établissement de certaines taxes destinées à fournir des revenus au Makhzen. Le Makhzen demande aux Ministres de France et d'Espagne leur concours pour la mise en vigueur des taxes en question.

M. le Ministre de France, d'accord avec son collègue, estime que cette question concerne le corps diplomatique tout entier. Le représentant du Sultan à Tanger devrait faire connaître au doyen du Corps diplomatique les intentions de Sa Majesté à ce sujet.

Les vizirs font également connaître que l'article 59 (application du Tertib) ne leur paraît pas pouvoir être mis actuellement en vigueur.

CHAPITRE V.

Règlement sur les douanes et répression de la fraude et de la contrebande.

Les Ministres de France et d'Espagne exposent que le chapitre V de l'Acte d'Algésiras est mis en application et qu'ils n'ont aucune observation à formuler à son sujet.

CHAPITRE VI.

Le chapitre VI est ensuite examiné (déclaration relative aux services publics et aux travaux publics).

Les articles 105 et suivants ne donnent lieu à aucune observation.

M. le Ministre de France rappelle que l'article 111 (exploitation des forêts de chênes-lièges) a déjà été examiné à Rabat. Il est stipulé dans cet article que si le Makhzen décide d'exploiter les forêts de chênes-lièges, cette exploitation devra être régie par un règlement qui s'inspirera des législations étrangères.

El Hadj Mohammed Mokri répond que le Makhzen exploitera ses forêts et fera à cet effet un règlement, conformément à l'Acte d'Algésiras.

L'examen des autres articles de l'acte d'Algésiras ne donne lieu à aucune observation.

Répression de la contrebande maritime.

M. le Ministre de France expose qu'il doit également traiter, ainsi que M. le Ministre d'Espagne, une question fort importante, la répression de la contrebande par mer. Il rappelle qu'à Rabat, le Sultan avait conféré à la France et à l'Espagne, d'accord avec les puissances, le mandat d'exercer cette répression en son nom, pendant une année, au moyen de leurs croiseurs et sous des conditions déterminées par une lettre du Ministre des affaires étrangères chérifien. Ce mandat est arrivé maintenant à expiration et toutes les puissances étrangères sont unanimes à reconnaître qu'il y a lieu de le renouveler. Les Ministres de France et d'Espagne prient les vizirs de demander à Sa Majesté chérifienne d'autoriser le renouvellement pour une seconde année du mandat en question dans les conditions où il a été précédemment accordé.

Les vizirs répondent qu'ils en référeront à Sa Majesté et feront connaître sa réponse.

Frais d'occupation de Casablanca.

Les Ministres de France et d'Espagne font connaître aux vizirs que la question du paiement des frais d'occupation de Casablanca par les troupes françaises et espagnoles sera examinée séparément avec le Makhzen par chacune des deux légations. Ils déclarent que le principe du paiement ne saurait être mis en cause.

Les vizirs prennent acte de cette déclaration.

Commission des indemnités de Casablanca.

En ce qui concerne la Commission internationale des indemnités de Casablanca, les Ministres estiment que cette commission devrait être réunie le plus tôt possible. Il y aurait également lieu d'allouer au Président un crédit suffisant pour solder les dépenses générales de la Commission. Le propriétaire de l'immeuble dans lequel sont logées les archives, M. Braunschwig, fait connaître qu'il n'a pas touché de loyer depuis plusieurs mois.

El Hadj Mohammed Mokri répond que les délégués chérifiens ont été désignés et que le Khalifa du Sultan à Casablanca, Sidi Mohammed El Mrani, a été invité à convoquer immédiatement la Commission. Les crédits nécessaires seront mis à sa disposition pour solder les dépenses courantes. Le vizir s'étonne de la demande de M. Braunschwig, la Commission siégeant dans la maison d'El Hadj Dris Filali.

M. Regnault explique que la maison de Filali a été occupée par la famille de Moulay

Abd-el-Aziz; les archives de la Commission ont été alors transportées dans un immeuble appartenant à M. Braunschwig.

M. Merry del Val expose qu'il y a également lieu de régler la question du traitement des délégués des puissances. Il semble équitable que le Makhzen s'engage à acquitter ces traitements en même temps que les indemnités allouées par la Commission. Il est d'ailleurs difficile, en raison de l'interruption des travaux des commissaires, d'évaluer dès maintenant le montant des sommes avancées de ce chef à leurs délégués par les divers pays. MM. Merry del Val et Regnault pensent qu'à la fin des travaux de la Commission, chaque gouvernement devrait présenter au Makhzen un état des dépenses occasionnées par l'envoi et le traitement de son délégué. Les frais ainsi établis seraient englobés dans le total des indemnités allouées et payées en même temps que lesdites indemnités.

Si Abbas El Fasi demande quel est le nombre des délégués des puissances.

Il lui est répondu que la Commission comprend neuf membres titulaires dont trois marocains.

Le vizir demande comment a été fixé le traitement de ces commissaires.

M. Merry del Val lui fait connaître que chaque puissance a déterminé le traitement qui est alloué à son représentant selon la situation qu'il occupe.

Si Abbas El Fasi est d'avis qu'à la fin des travaux de la Commission, chaque légation devra présenter au Makhzen la liste des dépenses de son représentant. Le Makhzen réglera cette note, mais il doit être laissé libre de l'acquitter immédiatement ou en même temps que les indemnités allouées par la Commission.

M. Merry del Val estime que ces sommes seront peu importantes; il vaudrait mieux décider qu'elles seront acquittées en même temps que les indemnités allouées par la Commission.

El Hadj Mohammed Mokri déclare que le Makhzen a accepté en principe d'indemniser les membres de la Commission de Casablanca; quand les travaux de celle-ci seront terminées, chaque légation présentera son mémoire et il le réglera dans les conditions qu'il déterminera.

M. Regnault est d'avis que le Makhzen aurait intérêt à décider dès maintenant que les traitements des commissaires seront réglés en même temps que le paiement des indemnités. Il évitera ainsi des réclamations plus ou moins pressantes. M. Regnault prend acte de la décision du Makhzen de prendre à sa charge les traitements des membres de la Commission des indemnités.

Ouvriers du port assassinés à Casablanca.

Les Ministres de France et d'Espagne déclarent ensuite qu'ils se sont mis d'accord pour demander qu'une indemnité de 100,000 francs soit accordée aux familles de chacun des neuf ouvriers européens massacrés à Casablanca. Trois sont français, trois espagnols et trois italiens.

Les vizirs prennent note de cette demande et en référeront au Sultan.

DEMANDES DE LA COMMISSION D'HYGIÈNE DE TANGER.

Marché du Grand Sokko.

M. le Ministre de France expose qu'il a reçu, ainsi que M. le Ministre d'Espagne, mandat de la Commission d'hygiène de Tanger de solliciter de Sa Majesté chérifienne certaines

concessions qui permettront d'assurer dans des conditions meilleures les services de l'hygiène et de la voirie à Tanger. La Commission sollicite la concession du marché dont la construction s'impose sur le grand Sokko pour remplacer les boutiques et les tentes actuelles, insuffisantes et malpropres. On y élèverait des boutiques saines et conçues dans le type arabe; on profiterait de ces travaux pour repaver les rues qui traversent le Sokko. La dépense totale serait de 125,000 pesetas hassani, d'après les devis établis par M. l'ingénieur Porché, qui a été chargé par Si Mohammed Guebbas d'étudier la question. Le revenu qu'on tirerait des boutiques pourrait s'élever jusqu'à 50,000 pesetas hassani. Si le projet de l'ingénieur n'était pas entièrement réalisé, on pourrait réduire la dépense et on obtiendrait dans tous les cas un revenu moyen minimum de 25 p. 100 des sommes engagées. Les Ministres de France et d'Espagne demandent que ce marché soit concédé à la Commission d'hygiène. Les revenus seront partagés dans une proportion déterminée entre le concessionnaire et le Makhzen.

Si Abbas El Fasi demande à qui incomberait la charge des dépenses ainsi prévues.

M. le Ministre de France croit que la Commission d'hygiène pourrait faire un emprunt afin d'être en mesure de payer les constructions projetées. Elle amortirait cet emprunt sur les recettes. Il y aurait une combinaison financière à étudier dans le détail si Sa Majesté acceptait le principe de la concession sollicitée.

El Hadj Mohammed Mokri a appris qu'un plan avait été fait à ce sujet par l'ingénieur de la Caisse spéciale et qu'il avait été remis au délégué du sultan à Tanger. Il n'a pas encore vu ce plan, mais il va étudier la question dans l'intention de sauvegarder les intérêts du Makhzen et de la Commission d'hygiène.

M. Regnault invite le vizir à profiter de la présence de M. Porché qui se trouve actuellement à Fez.

Marché aux bœufs.

M. le Ministre de France expose qu'il a également reçu, ainsi que son collègue d'Espagne, mandat de solliciter en faveur de la Commission d'hygiène la concession du marché aux bœufs. La Commission a en effet un besoin pressant d'augmenter ses ressources pour subvenir aux dépenses d'administration d'une ville située en face de l'Europe et qui est visitée par de nombreux étrangers. Le marché aux bœufs actuel est mal surveillé, mal tenu et ne présente aucune garantie pour les propriétaires d'animaux; des contagions y sont fréquentes. La Commission s'engagerait à créer un marché répondant aux exigences modernes; elle en partagerait les recettes avec Sa Majesté chérifienne.

El Hadj Mohammed Mokri, en sa qualité de Ministre des finances, croit devoir s'opposer à ce que la Commission d'hygiène, pour laquelle on a déjà beaucoup fait, s'empare successivement de tous les moustafadat de Tanger.

M. le Ministre de France objecte que la concession faite à la Commission d'hygiène aura au contraire pour résultat, grâce à sa bonne administration, d'augmenter les recettes du Makhzen; si l'on veut sauvegarder les principes, on pourrait accepter que la Commission d'hygiène soit considérée comme simple adjudicataire du marché.

Le vizir des finances redoute des empiètements de la part de la Commission d'hygiène.

M. le Ministre de France expose que les charges de cette commission sont considérables. Il semble que toute mesure qui, sans diminuer les recettes du Makhzen, augmente les ressources de la Commission, doive être envisagée avec faveur.

El Hadj Mohammed Mokri estime que si la Commission n'est pas satisfaite de la marche de tel ou tel service municipal, elle a le droit de signaler les inconvénients qui en résultent pour l'hygiène publique à l'autorité compétente, mais elle ne peut prétendre se substituer à cette autorité. Les concessions demandées se réfèrent à des services municipaux. Or, des

municipalités vont être constituées, dans lesquelles entrera l'élément musulman; la question des marchés pourra être alors utilement étudiée à nouveau.

M. le Ministre de France remercie le vizir de ses déclarations, qu'il est heureux d'enregistrer, mais il insiste néanmoins pour que satisfaction soit donnée à sa proposition. Le Makhzen a l'habitude courtoise de faire bon accueil aux demandes qui lui sont exposées dans l'intérêt général par les ministres étrangers lorsqu'ils viennent en ambassade à la cour chérifienne. A Rabat, avec son regretté collègue M. Llaberia, il a obtenu en faveur de la Commission d'hygiène des concessions qui ont été hautement appréciées par tous les résidents étrangers de Tanger. Il s'adresse cette fois encore avec confiance au Makhzen.

Les vizirs font connaître qu'ils transmettront ces demandes à Sa Majesté Chérifienne.

Abattoirs de Tanger.

S. E. M. Merry del Val déclare qu'il s'associe pleinement aux instances de son collègue; il sollicite également pour la Commission d'hygiène deux concessions dont la nécessité ne peut être contestée.

Il demande en premier lieu que le Makhzen accorde à la Commission, en dehors de la ville, un terrain sur lequel serait construit un abattoir. La Commission doit actuellement louer fort cher un immeuble qui ne répond pas à son but. La capitalisation des loyers ainsi acquittés servirait à payer la nouvelle construction, qui serait élevée aux frais de la Commission.

El Hadj Mohammed Mokri croit que le Conseil sanitaire devrait formuler son avis à ce sujet et demander au Makhzen de construire lui-même un abattoir à l'endroit qu'il indiquerait. Le Makhzen resterait ainsi propriétaire des nouvelles constructions.

M. Merry del Val estime qu'il n'y a pas à craindre que la Commission d'hygiène accapare une propriété municipale; elle n'est en fait qu'une organisation provisoire, son actif sera transféré à la municipalité dès que celle-ci sera constituée. Le Makhzen peut d'ailleurs, pour sauvegarder ses droits, décider par exemple que la construction de l'abattoir faite à la Commission d'hygiène fera retour de plein droit au conseil municipal.

El Hadj Mohammed Mokri soumettra cette proposition à Sa Majesté chérifienne.

Ouvertures de portes dans les murailles.

S. E. M. Merry del Val a reçu également mandat d'appuyer auprès du Makhzen une proposition qui n'affectera en rien ses revenus. Il est de toute nécessité de faciliter à Tanger le développement du trafic et pour cela de percer dans les murailles trois nouvelles portes; l'une dans le prolongement de la rue de la légation d'Espagne et de la poste française serait à angle droit avec la porte de la tannerie; elle pourrait être surveillée par le poste de police qui est voisin et elle éviterait à tout le trafic l'obligation de passer par la rue de la mosquée; une deuxième porte serait percée entre le petit Sokko et la maison Pariente, en face du cimetière des Juifs et aboutirait au chemin récemment construit par M. Renschausen; enfin, au nord-ouest, une troisième porte serait ouverte derrière le télégraphe anglais.

El Hadj Mohammed Mokri est d'avis que ces propositions pourront être envisagées utilement quand le règlement sur l'expropriation sera mis en vigueur.

M. Merry del Val déclare qu'il n'y aura pas lieu à expropriation; aucune maison n'existe en effet dans le voisinage immédiat de la muraille où les nouvelles portes seront percées.

El Hadj Mohammed Mokri croyant qu'il y a des maisons derrière le télégraphe anglais, M. le Ministre d'Espagne admettrait qu'on ouvrît immédiatement les portes pour lesquelles

il n'y aurait pas lieu à expropriation. En ce qui concerne les autres portes, le Makhzen pourrait décider qu'on appliquera les principes posés par le règlement sur l'expropriation.

Le Ministre de France appuie les deux propositions présentées par son collègue.

El Hadj Mohammed Mokri suggère que les nouvelles portes soient exécutées sur les fonds de la caisse spéciale. Il soumettra d'ailleurs la question à Sa Majesté chérifienne.

M. Merry del Val insiste pour que la Commission d'hygiène soit autorisée à exécuter le travail à ses frais.

La séance est levée à 7 heures 3/4.

APPROUVÉ le 20 mars 1909.

REGNAULT.

MERRY DEL VAL.

DEUXIÈME SEANCE.

16 mars 1909.

Étaient présents : S. E. M. REGNAULT; S. E. M. MERRY DEL VAL; L.L. E. E. SI ABBAS EL FASI, SI ABDALLAH EL FASI et HADJ MOHAMMED MOKRI; MM. DE BEAUMARCHAIS et PADILLA, Secrétaire des légations de France et d'Espagne; MM. BEN GHABRIT et RUIZ, interprètes des légations de France et d'Espagne.

Les Vizirs font savoir aux ministres de France et d'Espagne qu'ils ont transmis à Sa Majesté chérifienne les observations présentées dans la séance du 15 mars au sujet de l'application de l'Acte d'Algésiras. Ils vont leur donner connaissance des réponses du Sultan.

Déserteurs de la police. La police et les clés des portes.

M. Merry del Val rappelle que le chapitre I de l'Acte d'Algésiras n'a donné lieu à aucune observation. Il a seulement, ainsi que son collègue de France, demandé que le Makhzen prêtât son concours aux autorités de la police pour la recherche des déserteurs de cette troupe et pour que défense fût faite aux chefs des mehallas d'incorporer ces déserteurs dans les armées chérifiennes.

Si Abdallah El Fasi annonce que Sa Majesté répond à la demande des ministres de France et d'Espagne par la question suivante : « Est-il fait mention dans l'Acte d'Algésiras que le Makhzen doit rechercher les déserteurs de la police et les ramener à leur corps ? »

M. le Ministre d'Espagne expose que cette obligation ressort implicitement de l'avant-dernier paragraphe de l'article 4 de l'Acte d'Algésiras, lequel est ainsi conçu : « Les dispositions réglementaires propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instruction et l'administration des troupes de police seront arrêtées d'un commun accord entre le Ministre de la guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'article 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade. » L'Acte d'Algésiras a ainsi reconnu par avance le règlement qui a été élaboré et qui a d'ailleurs reçu l'approbation expresse du Sultan; un article de ce règlement dispose que le Makhzen prêtera son concours aux instructeurs en vue de la reprise des déserteurs.

Il est convenu qu'on se référera au texte même du règlement, qu'on envoie chercher.

Si Abdallah El Fasi expose ensuite que le Makhzen n'a pas à examiner la demande qui lui a été faite d'interdire le recrutement des déserteurs de la police dans les méhallas. Les hommes de la police sont aussi bien que les hommes des mehallas des soldats du Makhzen; ils ont le droit de passer librement d'un corps dans un autre.

M. le Ministre de France estime que cette faculté serait de nature à encourager l'indiscipline et à rendre l'instruction impossible, en un mot à désorganiser une troupe à laquelle les Puissances attachent la plus haute importance. D'ailleurs, elle est en contradiction avec l'engagement de cinq ans souscrit par les hommes de la police au moment de leur incorporation; on ne saurait admettre aujourd'hui qu'ils seront laissés libres de violer leur contrat.

M. le Ministre d'Espagne appuie ces observations. Il a déjà signalé au Représentant du Sultan à Tanger les inconvénients qui résultent pour l'instruction de ces désertions répétées. Le Makhzen n'admet pas que les déserteurs des mehallas s'engagent dans la police. Si Mohammed Guebbas s'y est opposé et, sur sa demande, les déserteurs des mehallas qui avaient été incorporés dans le tabor urbain de Tanger en ont été exclus. M. Merry del Val n'a résisté à la prétention de Guebbas que parce que le Makhzen n'avait pris aucune mesure pour ramener les déserteurs de la police; dans ces conditions, en effet, le Ministre d'Espagne estimait qu'il n'y avait pas à empêcher la désertion des hommes des mehallas. D'ailleurs, si, comme le disait M. le Ministre de France, les soldats de la police ont souscrit un engagement de cinq ans, les hommes des mehallas n'ont souscrit aucun engagement.

M. le Ministre de France déclare qu'à son avis le Makhzen doit exécuter ses obligations. Il lui paraît d'ailleurs nécessaire d'empêcher les hommes des mehallas de s'engager dans la police, à moins d'une autorisation spéciale du Représentant du Sultan à Tanger.

Si Abdallah El Fasi demande si, à l'inverse, avec l'autorisation du chef de la police et du chef de la mehallas, il ne sera pas permis aux soldats de changer de corps?

M. Merry del Val répond que les soldats de la police ont souscrit un engagement qu'ils ne peuvent rompre, même avec l'autorisation de leurs chefs, sauf dans les cas de réforme prévus au règlement. Il a voulu dire qu'il admettait que la police ne prit pas dans ses rangs les déserteurs des mehallas. Or, un homme autorisé à changer de corps n'est pas un déserteur.

Si Abdallah El Fasi, reprenant les observations du Sultan, dit que la police ne devrait pas sortir de ses attributions. Les clés des villes ne doivent pas rester entre les mains des instructeurs, mais bien entre celles du Gouverneur.

M. le Ministre de France expose à M. le Ministre d'Espagne la question des clés à laquelle fait allusion Si Abdallah et qui fait l'objet de difficultés à Safi et à Rabat.

A Safi, l'instructeur en chef a dû, faute de casernements, répartir les hommes de la police dans plusieurs bordjs sans communication entre eux et séparés par des portes qui sont fermées le soir et dont il n'avait pas les clés. Cette situation présenterait en cas de troubles les plus graves dangers, puisque l'instructeur serait dans l'impossibilité d'exercer son action directe sur sa troupe et de la faire grouper. Cet officier a donc demandé au Pacha un double des clés; sur son refus, il a fait fabriquer ces doubles, d'où protestation du Gouverneur.

A Rabat, l'escorte fournie par la police aux rakkas postaux jusqu'à l'oued Ikkem, du côté de Bou Zniba, a été attaquée dans une embuscade préparée par des indigènes d'un douar voisin. Un gradé de la police a été blessé d'une balle à la cuisse et transporté dans un douar où le détachement s'est retranché en attendant des renforts demandés à Rabat. Or le chef de la police n'a pu être informé de cette situation critique avant l'ouverture des portes, le Pacha ayant refusé de laisser pénétrer le messenger dans la ville; d'où un retard relativement considérable dans l'envoi des secours. L'instructeur de la police, afin d'éviter le retour de

pareils faits, a demandé qu'une porte au moins de Rabat fût laissée à la garde des troupes de police; le Pacha s'y est refusé.

M. Regnault ne méconnaît pas le principe d'autorité mis en cause; les clés de la ville doivent rester entre les mains du Gouverneur. Mais il serait grave, d'autre part, d'entraver le fonctionnement régulier de la police, qui est après tout une force Makhzen. Il a insisté à plusieurs reprises auprès de Si Mohammed Guebbas pour que la question reçût une solution conforme à tous les intérêts. Cette solution est urgente. Quand l'article 60 de l'Acte d'Algésiras sera mis en application, des étrangers pourront acheter librement des propriétés et s'établir dans un rayon de 10 kilomètres autour des villes; il sera nécessaire de veiller à leur sécurité et peut-être d'intervenir la nuit pour les protéger. Il a proposé que l'instructeur en chef de la police fût mis en possession des clés d'une des portes extérieures de la ville. Cette porte, ainsi que les portes intérieures, si elles sont fermées à clé, pourraient, si le Pacha le désire, être gardée par des sentinelles. On a répondu que cette prétention ne saurait être accueillie.

Il a alors proposé que la question fût examinée par la Commission de la police à Tanger prévue par l'article 4 de l'Acte d'Algésiras. Il n'a pas encore obtenu de réponse sur ce point. Il maintient énergiquement la nécessité de mettre la police en mesure de remplir son rôle, même pendant la nuit.

Si Abbas El Fasi demande si la police possède les clés des portes de Tanger.

M. le Ministre de France répond qu'il y a aux portes de Tanger une garde qui les ouvre à toute réquisition et à toute heure de la nuit.

M. le Ministre d'Espagne ne connaissait pas les faits que vient d'exposer M. le Ministre de France. Il appuie les demandes présentées par son collègue et il désire vivement qu'un accord intervienne sur cette question entre le représentant du Sultan à Tanger et les instructeurs en chef. Comme M. Regnault, il reconnaît l'autorité du Makhzen sur la police, mais la situation n'est pas la même dans tous les ports. La question des clés des portes de la ville ne se présente pas à Tanger et à Casablanca en raison de la présence du tabor extra-urbain qui assure la sécurité de la banlieue, mais dans les autres ports, le tabor est à la fois urbain et extra-urbain. Il faut donc que la police puisse, en cas de besoin, se rendre d'urgence sur les lieux où sa présence est nécessaire.

Si Abdallah El Fasi fait connaître que Sa Majesté chérifienne désire savoir si le Pacha est obligé par les stipulations de l'Acte d'Algésiras de remettre une clé au chef de la police, ou s'il y a là une demande nouvelle.

M. le Ministre de France répond que l'Acte n'a pas prévu des cas particuliers; il a posé des principes. L'article 8 dit en effet que la police doit garantir d'une manière efficace et conforme aux traités la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales. Il faut donc donner à la police des droits qu'elle réclame.

Si Abdallah El Fasi croit que le Makhzen pourrait étudier des mesures pour sauvegarder la vie des Européens sans qu'on ait besoin de retirer aux pachas la garde exclusive des clés.

M. Regnault est d'avis qu'il appartient à la police de prendre elle-même les mesures de protection nécessaires pour remplir le rôle dont elle est chargée par l'Acte d'Algésiras.

El Hadj Mohammed Mokri demande si des observations ont été présentées à ce sujet au Makhzen par l'inspecteur général de la police chérifienne.

M. Regnault répond que la question n'a pas été soumise à l'inspecteur général; on espérait obtenir une solution directe avec le Makhzen. S'il fallait y renoncer, il y aurait lieu d'en saisir l'inspecteur général et le Corps diplomatique. L'inspecteur général fait d'ailleurs partie de la commission de la police prévue à l'article 4 de l'Acte d'Algésiras.

Si Abbas El Fasi voudrait sauvegarder le principe d'après lequel les clés de la ville restent entre les mains du Gouverneur.

Les ministres de France et d'Espagne sont d'accord avec le Vizir sur ce point.

El Hadj Mohammed Mokri fait observer que les villes de la côte couvrent une faible superficie. Il est toujours facile, en cas de nécessité, de demander au Pacha de faire ouvrir les portes.

M. le Ministre de France rappelle qu'à Rabat, malgré la demande très instante qui lui a été faite, le Pacha s'est refusé à laisser ouvrir les portes de la ville.

Si Abbas El Fasi demande, si, au cas où une combinaison permettrait à la police de sortir de la ville pendant la nuit, les ministres de France et d'Espagne verraient des inconvénients à laisser les clés chez le Gouverneur de la ville.

MM. Regnault et Merry del Val n'en voient pas. M. Merry del Val chercherait volontiers une formule dans cette ordre d'idées. Il est indispensable de permettre, en cas de nécessité aux troupes de police d'entrer dans la ville ou d'en sortir pendant la nuit. A Tetouan, un détachement de police envoyé dans les environs peut se trouver sous les murs de la ville à l'entrée de la nuit et il est inadmissible qu'il lui soit interdit de rentrer dans la ville.

M. le Ministre de France demande qu'à ce propos des remontrances sévères soient adressées par le Makhzen au Caïd de Rabat qui, par son refus obstiné de laisser sortir la police, aurait pu causer le massacre d'un détachement de cette troupe, isolé et attaqué dans la campagne.

Le règlement de la police ayant été apporté, on convient de revenir à la question des déserteurs. L'article II, § 9, donne raison à la thèse soutenue par MM. les ministres d'Espagne et de France; il est ainsi conçu : « Tout homme de troupe qui manque à l'appel pendant vingt quatre heures est en absence illégale. Il est signalé sans retard aux autorités chérifiennes qui le font rechercher et arrêter. » L'obligation pour le Makhzen de rechercher et de ramener les déserteurs de la police est donc formellement établie. Le règlement a été adopté par le corps diplomatique et le Makhzen, et Sa Majesté chérifienne s'est engagée à en assurer l'exécution.

M. Merry del Val signale que le Corps diplomatique a déjà été avisé par lui de l'inobservation des dispositions du règlement de la police en ce qui concerne la désertion des hommes de cette troupe; des faits nombreux lui avaient été en effet signalés par l'instructeur en chef du tabor urbain de Tanger, faits confirmés par des déclarations analogues de l'instructeur du tabor extra-urbain. Le Corps diplomatique a adressé à Si Mohammed Guebbas une lettre lui rappelant les obligations du Makhzen à cet égard.

Si Abdallah El Fasi demande encore si le règlement des troupes de police envisage la question des clés de la ville.

M. Merry del Val explique que le règlement n'avait pas à envisager cette question, mais les articles 7 et 8 de l'Acte d'Algésiras sont reproduits dans le règlement et font à la police une obligation d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

El Hadj Mohammed Mokri affirme le désir du Makhzen de trouver une formule qui maintienne les droits du Pacha et permette à la police de remplir ses devoirs.

Répression de la contrebande de guerre.

On convient d'examiner les réponses du Makhzen d'après l'ordre établi dans la note qui se trouve entre les mains de Si Abdallah El Fasi.

Si Abdallah El Fasi fait connaître que Sa Majesté chérifienne a décidé que la répression de la contrebande de guerre par mer serait désormais assurée par ses propres moyens. Elle

demande également que les colis reçus à Tanger par les ministres des Puissances soient l'objet d'une enquête, car des faits de contrebande ont été signalés à Tanger.

M. le Ministre de France voudrait faire préciser la réponse de Sa Majesté chérifienne. Cette réponse est ainsi conçue : « Le mandat confié pour la surveillance de la contrebande d'armes est arrivé à échéance. Le Makhzen va donc prendre des dispositions pour exercer cette surveillance par ses propres moyens là où il sera nécessaire. En ce qui concerne les colis arrivés au nom des ministres et de ceux qui bénéficient de la franchise, le Sultan voudrait savoir comment il pourrait arriver à faire examiner ces objets, étant donné qu'ils entrent en franchise. Un fait se rapportant à ces choses s'est passé à Tanger. »

M. Regnault rappelle qu'il avait été chargé avec le regretté M. Llaberia, ministre d'Espagne, d'exposer au Makhzen à Rabat l'intérêt d'exercer la surveillance maritime sur la contrebande de guerre. Les gouvernements français et espagnol s'étaient mis d'accord avec toutes les puissances et le gouvernement chérifien avait donné mandat aux deux pays d'assurer par le moyen de leurs croiseurs la surveillance de la côte. Le droit d'enquête appartient sans doute au gouvernement marocain dans ses eaux territoriales mais, n'ayant pas de navires pour l'exercer, il ne peut donner la chasse aux contrebandiers, ni les contraindre à se faire visiter dans les ports. Les deux marines française et espagnole ont donc été amenées à lui prêter leur concours à cet effet. Il semblait que la proposition faite par la France et l'Espagne de continuer à exercer ce mandat, approuvé par toutes les Puissances, dût être acceptée avec gratitude par le Makhzen.

M. Merry del Val donne lecture de l'article 24 de l'Acte d'Algésiras qui forme la base de la surveillance de la contrebande de guerre. Le Makhzen, aux termes de cet article, est toujours obligé d'avoir recours à l'autorité consulaire compétente, puisque, s'il y a soupçon de contrebande, les capitulations entrent en vigueur. Le mandat confié à Rabat aux marines espagnole et française constituait donc une aide donnée au Makhzen et n'entraînait en aucune façon une limitation de ses droits.

El Hadj Mohammed Mokri connaît les termes de l'article 24. Le droit d'exercer la surveillance par mer de la contrebande de guerre appartient au Makhzen; seul le manque de moyens l'a empêché de l'exercer jusqu'ici, mais il va y pourvoir.

M. le Ministre de France craint que le Makhzen ne puisse dès maintenant trouver ces moyens et empêcher la contrebande des armes par mer; aussi, les Gouvernements français et espagnol, en raison de l'intérêt spécial qu'ils ont à entraver cette contrebande, se sont-ils déclarés prêts à accepter pour un second terme d'un an le renouvellement du mandat qui leur avait été confié précédemment.

Si Abdallah El Fasi déclare que le Makhzen, prenant l'engagement de réprimer cette contrebande, assumera désormais toutes responsabilités à cet égard.

M. le Ministre de France ne doute pas des bonnes intentions du Gouvernement chérifien; mais il craint qu'il ne puisse les réaliser dans les circonstances présentes.

Si Abdallah El Fasi déclare qu'il a transmis aux Ministres la réponse de Sa Majesté; il lui communiquera leurs observations à ce sujet.

En ce qui concerne le fait auquel il est fait allusion, M. Merry del Val expose que le chapitre V de l'Acte d'Algésiras étant en vigueur, il est aisé, par les déclarations obligatoires faites en douane, de connaître le contenu des caisses et colis reçus en franchise par les différentes légations.

M. Regnault déclare que, dans tous les pays, les Ministres étrangers bénéficient à ce sujet des immunités diplomatiques; ce serait au Corps diplomatique que le Makhzen devrait s'adresser, s'il le juge à propos, pour faire modifier les règles actuellement en usage.

M. Merry del Val ajoute que, si le Gouvernement chérifien a des soupçons, il peut demander une enquête et, s'il y a lieu, se plaindre du Ministre à son Gouvernement.

M. Regnault estime d'ailleurs, qu'il ne saurait examiner utilement cette question, qui touche aux immunités diplomatiques. Si le Makhzen persiste dans sa manière de voir, il devra l'exposer au Corps diplomatique et s'adresser au Doyen.

Les Vizirs feront connaître cette réponse à Sa Majesté Chérifienne.

Tertib. — Acquisitions de propriétés.

Si Abdallah El Fasi déclare aux Ministres que Sa Majesté Chérifienne estime que l'application des articles 59 et 60 (tertib et acquisitions de propriétés) est une des conséquences du principe inscrit en tête de l'Acte d'Algésiras, relatif à l'intégrité du territoire marocain. Quand ce principe sera respecté, les dispositions de l'Acte d'Algésiras qui n'ont pas encore été mises en vigueur seront également appliquées.

M. le Ministre de France demande que la réponse de Sa Majesté chérifienne soit dictée dans son texte; elle est ainsi conçue : « Sa Majesté déclare que tous les articles de l'Acte d'Algésiras dérivent du principe fondamental de la reconnaissance de l'intégrité du territoire marocain; cette intégrité n'existe que dans l'Acte d'Algésiras; les faits qui se sont produits ne sont pas conformes à ses principes. »

Sur la demande de M. le Ministre de France, Si Abdallah El Fasi déclare que, d'après lui, la réponse de Sa Majesté chérifienne s'applique à tous les articles de l'Acte d'Algésiras qui n'ont pas encore été mis en vigueur.

M. le Ministre de France objecte que la réponse qui vient d'être faite, ayant un caractère général, ne semble pas devoir s'appliquer spécialement aux articles 59 et 60. Elle met en cause l'Acte lui-même et dépasse donc la portée des négociations dont il a été chargé. Il ne pourrait, si elle était maintenue, qu'en référer à son Gouvernement.

Si Abdallah explique que, d'après le Makhzen, alors que beaucoup d'articles de l'Acte d'Algésiras avaient été mis en vigueur par Sa Majesté chérifienne, un seul ne l'avait pas été par les Puissances, celui qui proclame l'intégrité du territoire marocain.

M. le Ministre de France ajoute que ces déclarations sont de nature à le surprendre, venant après les nombreux entretiens qu'il a eus avec Sa Majesté chérifienne au sujet de l'évacuation de la Chaouya et de la région frontière.

Si Abdallah El Fasi attendait cette réponse du Ministre de France. Malgré les déclarations relatives à l'intégrité du Maroc, le Sultan a été surpris de voir des expéditions militaires chez les Kbdana et au douar de Beni Msala, domicile de Bou El Aïch.

M. Merry del Val expose qu'il s'entretiendra personnellement de cette question avec Sa Majesté chérifienne. Il demande s'il y a lieu, dans ces conditions, de continuer la présente discussion.

Si Abdallah El Fasi répète à nouveau que le Makhzen ne comprend pas pourquoi on lui demande la mise en vigueur de certains articles de l'Acte d'Algésiras, alors qu'une des dispositions essentielles de cet acte est violée.

M. Regnault demande si le Vizir est autorisé à fournir des réponses en ce qui touche la suite des observations présentées dans la séance précédente.

Si Abdallah El Fasi dit que le Makhzen n'exécutera pas les dispositions de l'article 60 tant qu'il n'aura pas reçu satisfaction au sujet des dispositions fondamentales de l'Acte d'Algésiras. Cette réponse s'applique à toutes les questions posées au cours de la dernière séance à propos des articles de l'Acte d'Algésiras encore inobservés et particulièrement à l'article 60.

Avant d'examiner s'il doit continuer la discussion, M. Merry del Val croit devoir formuler une protestation. Le Gouvernement espagnol a agi comme il l'a fait dans le territoire des Kebdana et dans le douar de Beni Msala parce que les dispositions du traité de 1859, qui oblige le Gouvernement marocain à assurer la sécurité dans les environs des possessions espagnoles, n'ont pas été respectées. Ce n'est pas le Gouvernement espagnol qui a violé les traités, mais le Gouvernement marocain. M. Merry del Val aura d'ailleurs l'honneur de donner sur ce sujet à Sa Majesté chérifienne toutes les explications désirables.

M. Regnault ne peut admettre qu'une affaire qui doit faire l'objet d'une négociation spéciale avec Sa Majesté chérifienne puisse entraver la mise à exécution de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras, réclamée par tous les résidents étrangers.

Si Abdallah El Fasi répond qu'il est de son devoir de faire connaître les décisions de son souverain.

M. Merry del Val, après avoir consulté M. Regnault, demande aux Vizirs de faire connaître en son nom, comme au nom de son collègue, qu'il est animé de l'esprit le plus conciliant et qu'il sollicitera de nouvelles explications au sujet de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras.

ART. 68.

Exportation des porcs.

Si Abdallah El Fasi passe à l'article 68. Sa Majesté refuse l'autorisation d'exporter les porcs, « ces animaux n'existant pas au Maroc et ne pouvant faire l'objet d'un commerce, d'après la religion ».

M. Merry del Val croit cependant devoir informer Sa Majesté qu'un certain nombre de sujets étrangers, à Arzila notamment et à Mazagan, élèvent des porcs et que le Gouvernement chérifien tire du paiement du droit d'exportation sur ces animaux un bénéfice appréciable.

M. Regnault estime que l'objection de principe qui vient d'être soulevée aurait dû être présentée à la Conférence d'Algésiras qui aurait tranché la question.

Él Hadj Mohammed Mokri déclare que l'article 68 de l'Acte d'Algésiras ne parle pas de l'exportation de l'espèce porcine.

Il est donné lecture des articles 68 et 69. Ce dernier article autorise le transport par cabotage des animaux de toute espèce, à l'exception des chevaux, mulets, ânes et chameaux. Les porcs ne sont donc pas exceptés.

Si Abdallah El Fasi répond que « le porc n'est pas un animal toléré par la religion ».

Les Ministres de France et d'Espagne insistent à nouveau pour la mise en application des articles 68 et 69 de l'Acte d'Algésiras.

ART. 72.

Si Abdallah El Fasi, en ce qui concerne les quantités d'opium destinées à des usages pharmaceutiques qui peuvent être introduites en franchise des droits du monopole, déclare que le Makhzen préparera un règlement à ce sujet, dans les conditions prévues à l'Acte d'Algésiras.

Commission des indemnités de Casablanca.

Si Abdallah El Fasi expose les réponses de Sa Majesté chérifienne aux questions qui avaient été posées à ce sujet.

On a demandé le paiement du loyer de l'immeuble dans lequel ont été transportées les archives de la Commission. Le Makhzen traitera directement cette affaire avec le propriétaire.

En ce qui concerne le paiement des traitements dus aux délégués des Puissances, Sa Majesté estime que le Makhzen doit payer ses délégués et que les Puissances payeront les leurs.

M. Regnault craint que le Maghzen n'ait pas bien saisi la demande qu'il a formulée à ce sujet avec son collègue. La mise à la charge du Makhzen des traitements des Commissaires ne peut, suivant lui, donner lieu à discussion. Ce principe étant admis, il s'agit d'examiner seulement de quelle manière ces traitements seront acquittés.

Si Abbas El Fasi cite une fetoua d'après laquelle les honoraires des avocats sont à la charge des parties.

M. le Ministre d'Espagne fait observer que les délégués des Puissances ne sont pas des avocats, mais des juges nommés par les Puissances d'accord avec le Makhzen.

Si Abdallah El Fasi croit qu'il appartiendra aux intéressés de payer le traitement des Commissaires.

M. Regnault estime que le Makhzen aurait dû, dès le début, faire connaître ses intentions à ce sujet. Il est trop tard maintenant pour appliquer cette manière de procéder, la Commission ayant déjà jugé un certain nombre de cas et déterminé les sommes représentant les indemnités allouées dans les cas jugés. On ne peut qu'ajouter le montant des frais de justice au montant des indemnités à réclamer au Makhzen.

Si Abdallah El Fasi expose ensuite que la mort des ouvriers du port de Casablanca a été l'occasion de grandes pertes pour le Makhzen; elle a été la cause des frais d'occupation dont le Makhzen doit assumer la charge; elle l'a empêché d'administrer cette région. Si le Makhzen est obligé de payer une indemnité aux familles des ouvriers du port, victimes des événements, il le fera, mais à l'avenir il n'accordera plus aux étrangers aucune concession.

M. le Ministre d'Espagne demande aux Vizirs de s'expliquer à ce sujet.

Si Abdallah El Fasi dit que le Makhzen ne confiera plus aux étrangers l'exécution de travaux publics. S'il y a un travail à exécuter dans un port, il en chargera un ingénieur avec l'obligation d'employer exclusivement la main-d'œuvre indigène. Si l'ingénieur est assassiné, le Makhzen n'aura qu'une indemnité à allouer. Les massacres de Casablanca ont eu pour cause la concession faite à des Européens des travaux du port.

M. le Ministre de France rappelle que des engagements ont été déjà pris par Sa Majesté en ce qui concerne les victimes du port de Casablanca. Il ne saurait admettre des mesures qui restreignent la liberté du commerce et de l'industrie au Maroc qui est garantie par les traités.

M. le Ministre d'Espagne s'associe à ces déclarations. Il se réserve de revenir ultérieurement sur cette question.

DEMANDES DE LA COMMISSION D'HYGIÈNE.

Marché de Tanger (grand Sokko).

Si Abdallah El Fasi déclare que la question du marché à construire sur le Grand Sokko de Tanger est une question municipale. Le Makhzen n'est pas disposé à concéder ce marché à la Commission d'hygiène; il en fera les frais et appliquera un règlement européen aux locations des boutiques, qui feront l'objet de taxes comme en Europe.

Marché aux bœufs.

En ce qui concerne la concession du marché aux bœufs, demandée par la Commission d'hygiène, « il n'est pas conforme à la loi, dit le Vizir, que les étrangers interviennent dans l'administration du pays et dans les affaires du Makhzen ».

M. Regnault demande si cette réponse constitue bien un refus à l'égard de la Commission d'hygiène qui, en l'absence d'une municipalité régulière, est déjà chargée de l'administration de la voirie de la ville.

Si Abdallah répond affirmativement.

Abattoirs.

La même réponse négative est donnée par le Sultan en ce qui concerne les abattoirs. Le Sultan construira cependant des abattoirs, s'ils sont reconnus nécessaires, mais cette construction sera élevée par ses soins.

Portes de la ville.

Une réponse analogue est donnée en ce qui concerne les portes à percer dans les murs de la ville.

M. Regnault dit qu'il est d'accord avec M. Merry del Val pour affirmer à nouveau que les demandes de concession formulées par la Commission d'hygiène sont légitimées par le souci de la prospérité de la ville et de l'intérêt général. Il s'étonne qu'elles soient toutes accueillies par un refus. Si le Gouvernement marocain le juge préférable, il pourrait conférer au Conseil sanitaire les concessions sollicitées au nom de la Commission d'hygiène. Il obtiendrait ainsi un double contrôle sur la gestion de ces affaires.

Les Vizirs en référeront à nouveau au Sultan.

Budget de la Caisse spéciale (art. 3).

M. le Ministre de France fait ensuite observer que le Makhzen a laissé sans réponse les observations présentées sur certaines questions examinées précédemment, notamment en ce qui concerne l'approbation du budget de la Caisse spéciale (art. 66) et l'article 3 (exploitation des forêts de chênes-lièges).

Les Vizirs rappelleront ces articles à Sa Majesté Chérifienne.

M. le Ministre de France regrette que Sa Majesté n'ait pas tenu compte davantage des prescriptions de l'Acte d'Algésiras, dont l'application ne peut être différée plus longtemps. Il insiste à nouveau pour que le Makhzen procède à un nouvel examen de la question.

El Hadj Mohammed Mokri affirme que le Sultan n'a aucune intention hostile à l'Acte d'Algésiras, mais « il entend se prévaloir de ses droits ».

M. Regnault rappelle, ainsi que M. Merry del Val, que les Ministres de France et d'Espagne ont sur ces matières exposé les vues du Corps diplomatique représentant les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras. Il espère que, dans une prochaine réunion, des réponses favorables seront rapportées.

Si Abdallah El Fasi déclare qu'il fera une nouvelle démarche auprès du Sultan; mais il insiste à nouveau pour l'application effective du principe de l'intégrité du territoire marocain.

M. Regnault croit utile de revenir sur ce sujet. Le Sultan connaît fort bien les sentiments

de conciliation dont il s'est inspiré au cours des négociations; quant aux intentions de son Gouvernement, elles ont été déjà proclamées officiellement à diverses reprises.

M. Merry del Val expose que, cinq jours auparavant, dans le discours de remise des lettres de créance, il affirmait, au nom de son Gouvernement, la reconnaissance par l'Espagne de l'intégrité du territoire marocain.

Les Vizirs en conviennent; ils ont rappelé cette déclaration à Sa Majesté Chérifienne.

La séance est levée à 7 heures trois quarts.

APPROUVÉ le 21 mars 1909,

REGNAULT.

TROISIÈME SÉANCE.

24 mars 1909.

Étaient présents : S. E. M. REGNAULT, Ministre de France; S. E. M. MERRY DEL VAL, Ministre d'Espagne; LL. EE. SI ABBAS EL FASI, SI ABDALLAH EL FASI et HADJ MOHAMMED MOKRI, Vizirs chérifiens; MM. DE BEAUMARCHAIS et PADILLA, Secrétaires des Légations de France et d'Espagne; MM. BEN GHABRIT et RUIZ, Interprètes des mêmes Légations.

Si Abdallah El Fasi donne lecture des réponses de Sa Majesté Chérifienne aux questions qui avaient été posées dans les séances précédentes.

AU SUJET DES DÉSERTEURS DE LA POLICE.

Sa Majesté a déclaré que, si un déserteur s'enfuit de la police pour entrer au service du Makhzen dans un port, les dispositions du règlement lui seront appliquées. Il ne pourrait en être ainsi si le déserteur s'enfuyait dans l'intérieur et se réfugiait, par exemple, à Fez.

Si Abbas El Fasi ajoute qu'avec la solde élevée de la police, les désertions sont très rares.

Le Ministre d'Espagne ne saurait se contenter de la réponse qui est faite. Il ne se reconnaît pas le droit de modifier un règlement établi par le Corps diplomatique d'accord avec le Makhzen.

Le Ministre de France s'associe à ces réserves.

Les Vizirs prennent note des réserves de MM. les Ministres de France et d'Espagne.

ART. 61.

Taxes sur les constructions urbaines.

Si Abbas El Fazi déclare que le Makhzen a pris des dispositions pour appliquer cette taxe à Tanger; elle sera ensuite étendue à tout l'Empire.

Les Ministres de France et d'Espagne prennent acte de cette réponse dont ils feront part à leurs collègues du Corps diplomatique.

ART. 60.

Acquisitions de propriétés.

Si Abbas El Fasi expose que le Sultan déclare que le moment n'est pas opportun d'appliquer cet article.

MM. les Ministres de France et d'Espagne estiment que l'étude et la discussion approfondie auxquelles il a donné lieu dans la première séance ont fait ressortir l'utilité des mesures proposées aussi bien pour le Makhzen que pour les ressortissants étrangers et la facilité de les faire entrer dans la pratique. Les deux Ministres, étant donnés les termes formels de l'Acte d'Algésiras et les engagements pris par le Makhzen à Rabat à l'égard des deux Légations, expriment leurs regrets d'une décision qui porte un grave préjudice aux intérêts des ressortissants étrangers et constatent qu'aucun effort n'a été fait par l'Administration marocaine pour mettre en application cette disposition capitale et catégorique de l'Acte d'Algésiras. Ils en feront part à leurs collègues.

Les Vizirs font remarquer que, dans l'esprit de Sa Majesté, il ne s'agit pas d'un refus, mais d'un simple ajournement motivé par les circonstances.

Les deux Ministres, tout en prenant acte de cette déclaration faite au nom de Sa Majesté et qui sera portée à la connaissance du Corps diplomatique, déclarent qu'ils ne peuvent modifier les observations présentées par eux.

ART. 66.

Caisse spéciale.

Les Vizirs exposent que l'ingénieur du Corps diplomatique est à Fez : il aura des entrevues avec le Makhzen qui lui donnera connaissance des études qu'il a faites. Les décisions nécessaires seront prises.

M. le Ministre de France expose qu'il s'agit moins d'examiner les travaux étudiés par l'ingénieur que d'approuver le budget de la Caisse spéciale, qui a déjà été approuvé par le Corps diplomatique.

El Hadj Mohammed Mokri répond que le projet de budget va être réclamé à Si Mohammed Guebbas, qui ne l'a pas encore envoyé à Fez. Les travaux étudiés par M. Porché doivent être soumis au Makhzen. Il les étudiera en même temps que le budget de la Caisse spéciale.

Il est pris acte de cette déclaration.

ART. 67.

Les Vizirs exposent que les réductions de tarifs visées à l'article 67 de l'Acte d'Algésiras ne peuvent être exécutées actuellement en raison de la situation financière de l'Empire.

Les Ministres de France et d'Espagne, comprenant les raisons de cet ajournement, déclarent ne pas insister pour le moment.

ART. 69.

Le Gouvernement chérifien déclare autoriser l'exportation par cabotage des porcs, mais il demande que les droits d'exportation soient payés non pas en nature, mais en argent. Le droit pour chaque porc sera ultérieurement établi.

M. le Ministre de France expose que le droit a dû être fixé au tarif, ou peut l'être par assimilation.

El Hadj Mohammed Mokri croit que l'exportation des porcs ne figure pas au tarif.

Les Ministres de France et d'Espagne, se référant à l'article 69, constatent qu'il ne vise pas le cabotage, matière déjà réglée par l'article 65, qui a établi un droit *ad valorem* fixé par le Corps diplomatique, d'accord avec le Makhzen, à 0, 75 p. 100. Il n'y a donc pas de droit nouveau à établir s'il s'agit du transport des porcs par cabotage. Le Makhzen reste au contraire libre de fixer un droit sur l'exportation des porcs.

El Hadj Mohammed Mokri croit qu'il y a eu entre les deux termes « exportation » et « cabotage » confusion dans l'esprit de Sa Majesté. Cette question ayant été soulevée par M. le Ministre d'Espagne, l'examen pourra en être poursuivi avec lui.

M. Regnault prie son collègue M. Merry del Val de vouloir bien accepter le mandat de le représenter dans cette question.

ART. 72.

Les quantités d'opium destinées à des usages pharmaceutiques qui peuvent être introduites en franchise des droits du monopole seront déterminées conformément aux dispositions de l'Acte d'Algésiras.

SURVEILLANCE DE LA CONTREBANDE DES ARMES PAR MER.

Le Sultan renouvelle pour une année, à la France et à l'Espagne, le mandat qui leur avait été précédemment confié d'exercer au nom du Makhzen la répression de la contrebande des armes par mer.

MM. les Ministres de France et d'Espagne remercient Sa Majesté de cette décision qui répond à la fois aux intérêts du Maroc et aux intérêts de la France et de l'Espagne.

QUESTION DES FRAIS D'OCCUPATION.

La question des frais d'occupation des troupes françaises et espagnoles à Casablanca sera examinée par le Makhzen directement avec chacune des légations intéressées.

S. E. M. Merry del Val demande si cette réponse entraîne de la part du Makhzen l'acceptation du principe de la mise à sa charge des frais de guerre.

Si Abbas El Fasi répond que cette question a déjà été examinée par le Makhzen avec le Ministre de France; elle sera également étudiée par lui avec le Ministre d'Espagne.

Le Ministre de France déclare que le principe du remboursement a été admis par Sa Majesté.

COMMISSION INTERNATIONALE DES INDEMNITÉS DE CASABLANCA.

Le Makhzen donnera l'ordre d'évacuer la maison de M. Braunschwig et d'installer la Commission dans la maison de Dris Filali. Il maintient sa réponse précédente en ce qui concerne le paiement des traitements des délégués des Puissances.

Les ministres de France et d'Espagne estiment qu'ils n'ont pas qualité pour accepter sur ce point la réponse du Makhzen, puisqu'ils engageraient toutes les Puissances qui ont envoyé des délégués à Casablanca. Ils ne peuvent que maintenir leurs déclarations précédentes, c'est-à-dire que le montant des frais de justice doit être ajouté aux indemnités à réclamer au Makhzen.

Si Abbas El Fasi demande aux ministres de transmettre au Corps diplomatique la réponse du Makhzen.

M. Merry del Val prie les Vizirs de faire connaître à Sa Majesté, en même temps que les réserves d'ordre général des deux Ministres, les réserves spéciales de la France et de l'Espagne.

INDEMNITÉS AUX VICTIMES.

Le Makhzen trouve trop élevée l'indemnité de 100,000 francs qui a été demandée en faveur des familles de chacun des neuf ouvriers du port de Casablanca, assassinés le 30 juillet 1907; il serait désireux qu'elle fût diminuée.

M. Regnault regrette de ne pouvoir se ranger à cette opinion. Dans l'espèce, la responsabilité du Makhzen se trouve encore aggravée du fait qu'il avait pris des engagements spéciaux dans le contrat de concession du port en ce qui concerne la sécurité des ouvriers. Il y avait donc là un renforcement de la responsabilité du Makhzen, qui aurait dû prendre des précautions spéciales.

Si Abbas El Fasi ne conteste pas la faute dont s'est rendu coupable le précédent Makhzen. Le Makhzen actuel demande qu'il soit tenu compte de ses bonnes intentions et de la pénurie de ses ressources.

M. le Ministre de France ajoute qu'il parle en cette circonstance, ainsi que son collègue, au nom des intérêts particuliers, si gravement lésés. Les ouvriers du port ne sont pas venus à Casablanca dans les conditions ordinaires, mais en vertu d'un engagement pris par le Makhzen à l'égard de leur sécurité. Cette considération serait appréciée par un tribunal et de nature à faire majorer sensiblement l'indemnité résultant de la faute commise par le Makhzen.

El Hadj Mohammed Mokri insiste pour obtenir une réduction du chiffre demandé. Il lui semble que, dans des assassinats analogues, une indemnité de 4,000 douros seulement a été accordée.

M. Regnault rappelle que, dans l'affaire Pouzet et dans d'autres cas analogues, le Gouvernement français a obtenu pour les familles des victimes une indemnité de 100,000 francs. A raison de la responsabilité spéciale du Makhzen dans l'affaire, le délégué français à la Commission des indemnités de Casablanca, qui a eu à fournir un avis à ce sujet, avait évalué à 125,000 francs par victime la somme à réclamer.

M. le Ministre d'Espagne s'associe à ces déclarations; il a pour instructions de joindre sur ce point ses efforts à ceux de M. le Ministre de France.

Les Vizirs rendront compte de la réponse des deux Ministres à Sa Majesté Chérifienne.

DEMANDES DE LA COMMISSION D'HYGIÈNE DE TANGER.

Si Abbas El Fasi expose que le Makhzen va étudier avec M. Porché toutes les demandes de concessions présentées par la Commission d'hygiène (marché du Grand Sokko, abattoirs, marché aux bœufs, percement de portes dans les murs de Tanger) et les faire exécuter à son compte.

M. le Ministre de France regrette cette décision, dans laquelle il voit plus qu'un ajournement de la question. Il déplore qu'il n'ait pas été tenu compte des intérêts municipaux que représente la Commission d'hygiène. Si le Makhzen avait désiré exercer un contrôle supplémentaire, il aurait pu accorder au Conseil sanitaire les concessions demandées.

El Hadj Mohammed Mokri renouvelle aux Ministres l'assurance que ces travaux seront

attribués à la municipalité de Tanger, dès que cette institution aura été établie dans cette ville.

Le Ministre de France constate que le Makhzen reconnaît, par cette réponse, le bien fondé des demandes qui ont été faites. Il insiste à nouveau pour que, en attendant la constitution des municipalités, les concessions en question soient accordées à la Commission d'hygiène; cette assemblée sera tenue de les rétrocéder à l'Administration municipale.

El Hadj Mohammed Mokri ne peut que rapporter aux Ministres la décision de Sa Majesté.

M. Regnault regrette que le Makhzen ne se soit pas conformé à ses usages habituels, d'après lesquels satisfaction au moins partielle était donnée aux demandes formées dans un intérêt général par les Ambassadeurs venus en mission à la Cour Chérifienne. Toutes les ambassades ont sollicité des réformes et des concessions, afin de porter remède aux conditions déplorable de l'organisation administrative dont chacun souffre à Tanger.

El Hadj Mohammed Mokri déclare que le Makhzen ne se refuse pas à accorder ces améliorations, mais il désire qu'elles soient exécutées par ses soins.

M. le Ministre de France, prenant note de la promesse du Makhzen, demande à quelle époque sera instituée une municipalité à Tanger.

El Hadj Mohammed Mokri répond que les Vizirs s'occuperont de la question dès leur retour de Paris.

M. le Ministre d'Espagne n'a pas eu connaissance par le Makhzen d'un voyage des Vizirs à Paris. Il demande quand aura lieu leur retour, et s'il est dans l'intention de Sa Majesté d'envoyer prochainement une ambassade marocaine à Madrid.

Le Grand Vizir intérimaire déclare que la question n'a pas encore été envisagée en raison de l'arrivée récente du Ministre d'Espagne, mais une réponse affirmative n'est pas douteuse.

M. Merry del Val remercie le Vizir.

M. le Ministre de France exprime le vœu que les Vizirs envoyés à Paris et à Madrid reconnaissent la nécessité des concessions municipales sollicitées et qu'ils s'occupent de cette question dès leur retour. Il demande que le Conseil municipal de Tanger soit installé au plus tard au début de l'année 1910.

El Hadj Mohammed Mokri affirme à nouveau que cette institution sera très prochaine.

M. Regnault insiste sur la nécessité pour le commerce local d'améliorer la circulation à Tanger. On pourrait percer les portes demandées dans les murailles qui appartiennent au Makhzen, sans attendre l'organisation d'une administration municipale.

M. Merry del Val insiste également à ce sujet; il fait observer que la Commission d'hygiène se propose de percer à ses frais les portes réclamées nécessaires.

El Hadj Mohammed Mokri entretiendra de toutes ces questions M. Porché. Il les étudiera personnellement dans son prochain voyage à Tanger.

M. Regnault prie M. Merry del Val de vouloir bien suivre en son nom, pendant son séjour à Fez, l'ensemble de ces questions qui présentent tant d'importance pour le développement des intérêts des résidents étrangers.

CLEFS DES PORTES.

M. le Ministre de France déclare qu'il n'a pas été question de l'affaire des clefs des portes qui a été soulevée par le Makhzen dans la dernière séance. Il rappelle sa proposition de soumettre l'examen de cette affaire à la Commission de la police instituée à l'article 4 de l'Acte d'Algésiras.

Les Vizirs répondent que Si Mohammed Guebbas recevra l'ordre de traiter cette affaire et de convoquer dans ce but la Commission de la police.

Le Ministre de France serait heureux que son collègue pût obtenir sur certaines questions des solutions définitives et satisfaisantes.

MM. les Ministres d'Espagne et de France regrettent particulièrement la décision d'ajournement prise par le Makhzen au sujet de l'article 60.

El Hadj Mohammed Mokri prie les Ministres d'accepter sur ce point les raisons du Makhzen qui, en raison des circonstances présentes et dans un intérêt de sécurité, estime ne pouvoir donner une autre réponse à ce sujet.

La séance est levée à 9 heures.

REGNAULT.

MERRY DEL VAL.

N° 165.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de la République française à Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 29 mars 1909.

Les deux Commissions des adjudications prévues à l'Acte d'Algésiras ont récemment tenu leur première séance à Tanger.

La Commission des adjudications en général a élu à l'unanimité pour président le chef de la Délégation chérifienne, Si Ali Zakky.

Pour le Comité de la Caisse spéciale, la question de la présidence se posait dans des termes différents. Il comprend en effet cinq délégués du Corps diplomatique et trois délégués marocains; la prépondérance de l'élément européen y est donc assurée, alors que la composition de la Commission des adjudications en général (trois Marocains et deux délégués du Corps diplomatique) y donne la majorité aux représentants du Makhzen. Cependant les délégués chérifiens ont revendiqué, pour l'un d'eux, la présidence de la première de ces Commissions comme celle de la seconde.

La première séance a eu lieu le 19 de ce mois au « Dar el Niaba ». Tous les membres de la Commission étaient présents. Sur la proposition de M. Filippi, qui siégeait en qualité de délégué du Conseil sanitaire, Si Ali Zakki a été élu président à l'unanimité.

Le délégué de la Légation d'Angleterre, en appuyant la proposition de M. Filippi en faveur de la candidature de Si Ali Zakki à la présidence, l'a justifiée par des considérations de principe qui n'ont suscité aucune objection. Il a allégué que, le Comité siégeant au Maroc et devant fonctionner avec des fonds provenant d'une taxe marocaine, il était conforme au principe de la souveraineté chérifienne inscrit dans l'Acte d'Algésiras, ainsi qu'au précédent de la Commission des indemnités de Casablanca, que la présidence fût dévolue à un représentant du Sultan.

SAINT-AULAIRE.

N° 166.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé des affaires de la Légation de France à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 avril 1909.

La Commission internationale des indemnités de Casablanca a repris ses travaux,
le 31 mars, sous la présidence du représentant du Sultan, Si Mohammed El Mrani.

SAINT-AULAIRE.

N° 167.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 4 avril 1909.

Une colonne destinée à opérer dans la région des Beni Mtir a quitté Fez le
28 mars. Deux sous-officiers de la Mission militaire l'accompagnent.

L'envoi de cette mahalla a pour but de châtier les fractions des Beni Mtir qui ont
donné asile à Kittani et d'impressionner les tribus voisines.

SAINT-AULAIRE.

N° 168.

Le Général MOINIER, commandant les troupes débarquées à Casablanca,
à M. le Général PICQUART, Ministre de la Guerre.

Casablanca, le 4 avril 1909.

Sur la demande formelle du caïd Djilali Naami, des Ouled Feredj (Doukala), le
goum mixte des Oulad Saïd est autorisé à aller prêter son concours pour la destruc-
tion des criquets sur le territoire des Ouled Feredj.

MOINIER.

N° 169.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 7 avril 1909.

Le Glaoui, Si Aïssa ben Omar, le Mtougui, les Caïds de Rehamna et les Khalifas des Caïds des Goundafa et des Ahmer ont quitté Marrakech le 23 mars dernier, se rendant à Fez; Moulay-El Kebir, frère et Khalifa du Sultan, les accompagnait.

Les Vizirs sont à la tête d'une méhalla forte d'environ 2,000 fantassins et 1,000 cavaliers.

Les Caïds des Haha et des Chiadma sont demeurés dans leurs tribus et n'ont envoyé aucun contingent.

SAINT-AULAIRE.

N° 170.

Le Général LYAUTEY, Haut Commissaire français à la frontière algéro-marocaine,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Oran, le 9 avril 1909.

Je reçois de nos postes du Sud des renseignements d'où il ressort qu'à peine la *harka* d'Ali Mehaouch désagrégée, des *djemaâs* du Haut Tafilelt s'empressent de renouer des relations avec Bou Denib. On ne saurait plus clairement démontrer qu'il y a, dans le Haut Tafilelt du moins, une majorité pacifique et laborieuse qui ne demande qu'à vivre en paix et à commercer avec nous dès que les éléments hostiles et fanatiques cessent de peser sur elle et de la retenir par contrainte.

Il y a également à retenir l'annonce d'une caravane venant acheter à Bechar des produits manufacturés pour aller les vendre au Tiallalin et sur la haute Moulouya.

Je prescris à Aïn Sefra et à Bechar de suivre cette première tentative avec le plus grand soin, et de tout faire pour l'encourager et la faciliter.

C'est avec une satisfaction profonde, qu'après cette période d'alerte et de tension, je verrais les Ksouriens du Haut-Guir jouer le rôle d'intermédiaires commerciaux entre nous et le Tafilelt, objet que je n'ai cessé de poursuivre parce que je crois fermement que là est la clef de la pacification définitive de la zone saharienne.

LYAUTEY.

N° 171.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 13 avril 1910.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence la traduction d'une lettre par laquelle le Grand Vizir intérimaire annonce, d'ordre du Sultan, l'envoi d'une Mission chérifienne à Paris.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

SI ABBAS EL FASI, Grand Vizir par intérim,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Sa Majesté Chérifienne avait précédemment informé le Ministre des Affaires étrangères de la République française, M. Pichon, de sa résolution d'envoyer une ambassade chérifienne à Paris pour rendre la visite faite par Votre Excellence et pour transmettre à votre Gouvernement respecté les compliments et remerciements de Sa Majesté pour ses intentions amicales et loyales.

Notre Maître, que Dieu l'assiste! m'a ordonné de vous informer officiellement qu'il a désigné pour cette ambassade le Grand Amin Si El Hadj El Mokri, Ministre des Finances, le Ministre des affaires par intérim Si Abd Allah El Fasi, ainsi que le secrétaire Si Mohammed ben Abd Allah El Marrakchi, et l'Amin El Hadj Hamnad El Mokri.

Sa Majesté Chérifienne a décidé d'envoyer ces personnages dans le but ci-dessus indiqué, ainsi que pour compléter les accords relatifs à la question de la Chaouya et à celle de la région frontière, et pour d'autres questions qu'ils ont été chargés de soumettre à votre Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre des Affaires étrangères. Elle vous prie d'être vous-même un bienveillant auxiliaire afin que ces questions soient réglées dans des conditions satisfaisantes qui ne manqueront pas de renforcer les liens d'amitié et de combler les vœux des deux Nations.

Nous espérons que vous ne cesserez de prodiguer vos louables efforts.

15 Rebi 1^{er} 1327 (6 avril 1909).

N° 172.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 16 avril 1909.

Notre Consul à Fez me fait connaître que le Sultan vient de donner l'ordre à la mehalla campée au sud de Sefrou, sur le territoire des Ait-Youssi, de se porter dans la direction des Beni-Mguild.

La présence d'instructeurs français dans ces mehallas indisciplinées inspire des inquiétudes au Chef de notre Mission militaire. Leur situation peut y devenir d'autant plus critique, que les chefs marocains n'éprouvent envers eux que des sentiments de jalousie et de défiance. On peut donc se demander si la gratitude, d'ailleurs hypothétique, que leur concours devrait éveiller chez Moulay Hafid compense suffisamment les risques réels et les responsabilités apparentes qu'entraîne pour eux leur participation à des opérations mal préparées, dont ils n'ont nullement la direction et au sujet desquelles leurs conseils ne sont généralement écoutés que lorsqu'il est trop tard pour en profiter. Il serait, je crois, nécessaire de faire comprendre au Sultan, dès que les circonstances le permettront, que nos instructeurs ne devraient à l'avenir prêter leur concours à ces mehallas qu'après l'adoption d'un ensemble de mesures propres à garantir autant que possible leur sécurité, leur dignité et l'efficacité de ce concours.

SAINT-AULAIRE.

N° 173.

Le Général MOINIER, commandant les troupes débarquées à Casablanca,

à M. le Général PICQUART, Ministre de la Guerre.

Casablanca, le 20 avril 1909.

Le goum des Ouled Saïd, qui était passé sur la rive gauche de l'Oued-oum-Rebia, à la demande des Caïds, pour prêter son concours en vue de la destruction des criquets, est rentré le 19 au Ouled Saïd sans incidents, ayant reçu partout le meilleur accueil.

MOINIER.

N° 174.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux Représentants diplomatiques de la République française à Londres,
Berlin, Saint-Pétersbourg, Vienne, Rome, Washington, Madrid,
Lisbonne, Bruxelles et La Haye.

Paris, le 21 avril 1909.

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint en copie, le procès-verbal des conférences où les représentants de la France et de l'Espagne à Fez ont discuté avec le Makhzen les questions qui se rattachent à l'exécution intégrale de l'Acte d'Algésiras.

Ainsi que vous le verrez, les décisions prises par le Sultan, en réponse aux observations et aux demandes légitimes que lui présentaient MM. Regnault et Merry del Val, ne donnent point une satisfaction suffisante aux intérêts étrangers et aux Puissances garantes des réformes. C'est ainsi que Moulay Hafid s'est déclaré contraire à l'application de l'article 60, qui ouvrirait le droit des Européens à la propriété immobilière, et qui, à ce titre, est pour tous le bénéfice le plus impatiemment attendu de la Convention d'Algésiras. Il n'a formulé que des promesses vagues et, en réalité, dilatoires quant à l'approbation du programme de travaux à exécuter sur les ressources de la Caisse spéciale, à la revision des biens *makhzen* et *habous*, à l'institution de municipalités, à l'exploitation des forêts de chênes-lièges. Il a repoussé les propositions qui lui étaient faites au sujet de l'administration locale de Tanger (abattoirs, marchés, etc.). Il a montré peu d'empressement à faciliter le fonctionnement de la police des ports. Enfin il a refusé d'admettre que les membres étrangers de la Commission des indemnités de Casablanca fussent payés par le Makhzen, bien que cette disposition eût été précédemment acceptée en principe par le Gouvernement marocain, ainsi qu'il résulte de la déclaration même des vizirs dans la Conférence du 15 mars, et du firman constitutif de la Commission.

Cette attitude du Makhzen doit être signalée à l'attention des Gouvernements signataires de l'Acte d'Algésiras. Dans ce but, je propose à l'Espagne de faire communiquer le procès-verbal ci-joint au doyen du Corps diplomatique à Tanger par les deux Légations de France et d'Espagne. Nous rechercherons, d'autre part, les moyens d'amener le Sultan à des dispositions plus conformes à ses engagements et aux intérêts étrangers.

PICHON.

N° 175.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 avril 1909.

Je reçois par courrier spécial une lettre de notre Consul à Fez m'annonçant que la méhalla commandée par le Caïd Ben Aïssa, et dirigée contre les Ben M'tir et les Beni M'guild, a été mise en déroute. Le sous-officier français Pisani et le sous-officier anglais Balding qui l'accompagnaient sont sains et saufs. L'opération qui a abouti à cet échec a été décidée par le Sultan contre l'avis des Vizirs et du commandant Mangin qui la considéraient comme très imprudente. Grâce au concours de l'artillerie que dirigeaient les instructeurs européens, la méhalla a tout d'abord repoussé une attaque de quelques tribus dissidentes. Mais, un rassemblement général des contingents des Beni Mguild, Beni Mtir, Zemmour, Aitchokman et Guerouane s'étant opéré le 17 de ce mois, le camp de la méhalla fut cerné. Les fractions alliées des Beni Mtir ayant aussitôt fait défection, la méhalla, après avoir combattu avec une certaine énergie et éprouvé des pertes sensibles, finit par s'enfuir dans la direction de Fez en abandonnant l'artillerie, les munitions et le matériel de campement. Les sous-officiers Pisani et Balding ont tiré les derniers coups de feu et fait preuve d'une très grande valeur. Le Sultan, très abattu par la nouvelle de cette défaite, a pris les mesures suivantes, d'après les conseils de M. Gaillard et du commandant Mangin : Les deux méhallas envoyées chez les Hayaïna et dans la région de Sefrou, et qui étaient exposées au même sort que celle de Ben Aïssa, sont rappelées sous les murs de Fez ; des gardes sont placées aux portes pour empêcher les fuyards de pénétrer en désordre dans la ville et d'y répandre la panique ; afin de relever le moral des troupes, les soldes arriérées vont être payées et les soldats signalés pour leur courage recevront des gratifications ; une escorte de 300 cavaliers est envoyée au-devant du Ministre d'Angleterre afin d'éviter une surprise de la part des contingents berbères enhardis par la défaite du Sultan.

SAINT-AULAIRE.

N° 176.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 21 avril 1909.

Les agents que l'Union des Mines marocaines a envoyés au Maroc vont se rendre à Fez pour y présenter ses propositions au Gouvernement marocain.

Je vous prie d'inviter M. Gaillard à les recommander au bon accueil du Makhzen en lui signalant l'importance et la qualité des intérêts qu'ils représentent. Notre Consul se tiendra sur la réserve en ce qui concerne le programme de cette mission : les propositions qu'on soumettra au Gouvernement chérifien devront être examinées par celui-ci dans la plénitude de ses droits souverains, et il a auprès de lui un conseiller déjà officiellement qualifié pour l'aider, en la personne de M. Porché.

PICHON.

N° 177.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 22 avril 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-dessous à Votre Excellence mon rapport trimestriel d'ensemble sur les tabors de la police marocaine, instruits par des officiers français.

Les effectifs en hommes sont partout au complet. Le tabor de Tanger et celui de Saffi présentent seuls un déficit d'un certain nombre de montures.

Le service en a du reste peu souffert, car tous les cavaliers ayant terminé leurs classes à pied ont été remontés.

Ce déficit ne tardera pas à être comblé, en faisant appel soit aux ressources de la côte, soit à celles de l'Algérie.

L'instruction progresse d'une manière normale et les résultats obtenus sont des plus satisfaisants. L'artillerie est arrivée et il ne manque plus que les mitrailleuses, dont l'envoi ne peut tarder, pour que les tabors soient pourvus de tous leurs moyens d'action.

La question des déserteurs est toujours ouverte. Au tabor de Tanger, le mal avait pris un caractère d'acuité assez sérieux : au cours du dernier trimestre 1908, on avait enregistré 50 déserteurs.

Une amélioration sensible s'est produite au cours du trimestre écoulé, puisque le chiffre des déserteurs est descendu à 17.

Le progrès réalisé est de bon augure ; il a, du reste, été obtenu tout à fait en dehors des autorités marocaines, dont la mauvaise volonté à seconder les efforts de nos instructeurs n'est plus à signaler.

Les déserteurs ont été facilement remplacés au fur et à mesure par de nouvelles recrues, et la solidité des effectifs n'a pas été compromise.

Les troupes de police ont atteint actuellement un degré d'organisation d'instruction et de discipline tel, que, sans s'abandonner aux illusions d'une pleine confiance, les instructeurs les considèrent comme susceptibles d'accomplir, en temps ordinaire,

dans de bonnes conditions, les obligations qui leur incombent spécialement pour la protection des Européens.

Il est indéniable qu'un progrès réel a été réalisé pour la sauvegarde des intérêts des ressortissants étrangers.

Ce progrès serait assurément sensible si les Autorités marocaines acceptaient le concours loyal qui leur est offert par nos instructeurs pour l'utilisation des troupes dans le sens prévu par l'Acte d'Algésiras.

Mais tel n'est pas le cas, et si, dans la masse indigène, les préventions qui s'étaient élevées au début contre l'institution nouvelle ont une tendance à disparaître petit à petit, il n'en est pas de même dans les milieux Makhzen, qui n'ont pas désarmé. N'ayant pas réussi à empêcher l'organisation de la police, ils mettent toute leur habileté à en paralyser le fonctionnement.

Cet état d'esprit s'est traduit dans quelques ports par certaines difficultés : à Rabat et à Saffi, entre autres, les gouverneurs et le Makhzen n'admettent pas que les chefs des tabors aient les moyens d'ouvrir ou de fermer à volonté les portes des remparts, alors que des postes de la police fonctionnent à l'intérieur et à l'extérieur de la ville : il est cependant nécessaire que les communications entre les différents postes soient à la disposition permanente de l'Instructeur en chef et du Caïd tabor.

SAINT-AULAIRE.

N° 178.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, 23 avril 1909.

Les conclusions de votre rapport du 16 de ce mois viennent d'être confirmées par les événements. Je vous prie de vouloir bien donner des instructions à M. Gaillard et au commandant Mangin pour qu'ils exigent, dans toute la mesure où ils croiront possible de les obtenir, les mesures qu'ils jugeront nécessaires à l'utile fonctionnement de notre Mission et à la sécurité de nos instructeurs.

PICHON.

N° 179.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 avril 1909.

Hier, M. Renschausen, accompagné par un drogman de la Légation allemande, faisant fonctions d'interprète privé, s'est rendu chez Guebbas pour le sommer de payer les annuités échues des travaux du port de Tanger. Le Représentant du Sultan ayant répondu qu'il ne pouvait qu'en référer à Fez, M. Renschhausen, par l'entremise de son interprète, a pris acte de cette déclaration. M. Renschhausen a, en outre, manifesté l'intention de prendre possession des travaux et de saisir à la Banque d'État les fonds nécessaires au règlement de sa créance. On suppose qu'il introduira à cet effet une instance devant le Tribunal spécialement institué par l'Acte d'Algésiras et qu'il s'adressera ensuite à la Cour de Lausanne.

M. Renschhausen a arboré ce matin le pavillon allemand à l'extrémité de la jetée, qui, ainsi que les autres travaux du port, est depuis plusieurs mois livrée au Makhzen et utilisée par lui. Ces incidents, qui seront probablement suivis d'autres du même genre, sont vivement commentés. Ils sont la preuve de l'extrême irritation causée aux étrangers par l'attitude du Sultan à leur égard.

SAINT-AULAIRE.

N° 180.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 26 avril 1909.

M. Renschausen, entrepreneur du môle de Tanger, vient de solliciter la Chancellerie impériale pour qu'elle lui fasse obtenir le paiement des 1,500,000 francs qui lui sont dus par le Makhzen. Guebbas a répondu aux réclamations de l'intéressé qu'il n'y avait pas de fonds. Sur cette réponse, l'entrepreneur a arboré hier le pavillon allemand sur le môle de Tanger. La Légation impériale au Maroc a reçu l'ordre de faire enlever ce pavillon.

Personne ne conteste la créance de M. Renschausen, mais il est certain que son règlement doit faire partie des paiements auxquels doit pourvoir le prochain em-

prunt marocain. En attendant, le Gouvernement impérial a écrit au Prince Radolin d'entretenir le Département de cette question.

Je serais heureux qu'il nous fût possible en cette circonstance, qui semble préoccuper la Chancellerie impériale, de lui prêter le concours de notre bonne volonté.

Jules CAMBON.

N° 181.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 avril 1909.

J'apprends par M. Gaillard que la mehalla qui opérait contre les Aït Youssi est rentrée à Fez. Le Sultan a décidé d'envoyer toutes ses forces disponibles chez les Beni M'tir pour tenter de réparer le récent échec qu'il a subi. L'armée chérifienne a dû quitter Fez le 22 de ce mois, accompagnée par le capitaine Le Glay, le maréchal des logis Pisani et le sergent anglais Bolding. Ces dispositions ont été prises avant que n'aient pu parvenir à Fez les instructions que Votre Excellence m'a prescrit d'adresser à M. Gaillard.

SAINT-AULAIRE.

N° 182.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 26 avril 1909.

Veillez écrire au Makhzen que nous serons heureux de recevoir l'Ambassade qui nous est annoncée. Le Gouvernement marocain peut être assuré que nous examinerons avec la plus grande attention et dans un esprit conciliant les propositions qui nous seront apportées par ses Envoyés. Nous venons de lui donner une nouvelle preuve de nos dispositions bienveillantes en décidant de rappeler encore 3,000 hommes de la Chaouya.

PICHON.

N° 183.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 29 avril 1909.

La Commission de vérification des dettes du Makhzen s'est réunie la semaine dernière pour recevoir la liste des créanciers allemands qui lui a été remise par le premier interprète de la Légation impériale. Elle a décidé que les créances qui lui seraient remises seraient examinées suivant l'ordre alphabétique des nationalités.

Les créanciers français seront présentés individuellement à la Commission par les soins de cette légation.

SAINT-AULAIRE.

N° 184.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 1^{er} mai 1909.

Le Sultan a invité Guebbas par courrier spécial à s'entendre avec M. Renschausen pour le paiement par mensualités des travaux du port et de l'égout. Le succès de la procédure inaugurée par l'entrepreneur allemand paraît devoir lui susciter des imitateurs. Les doléances des colonies étrangères deviennent plus violentes chaque jour. Un certain nombre de notables de diverses nationalités préparent une réunion destinée à attirer l'attention des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sur l'inexécution de certaines clauses essentielles de cet Acte, notamment de l'article 60, et sur le préjudice causé aux résidents étrangers par l'état actuel du Maroc.

SAINT-AULAIRE.

N° 185.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 1^{er} mai 1909.

Le Makhzen a pressenti le Directeur de la Banque d'État au sujet du règlement de la créance Renschausen: M. Gauran a répondu qu'il ne pouvait que transmettre à son Conseil d'administration les propositions dont il serait saisi par le Ministre chérifien des Finances: il estime que si le Ministre des Finances délivre des mandats réguliers à ce dernier, la Banque ne pourrait que les payer.

Guebbas m'ayant consulté, je lui ai déclaré qu'à mon avis le Makhzen devrait payer les mensualités des travaux des égouts, soit 400,000 francs. Cette créance est gagée par le terre-plein gagné sur la mer et que le constructeur a dès à présent le droit de vendre aux enchères. En la réglant, le Sultan se conformerait à un vœu officiel émis à l'unanimité par le Corps diplomatique afin d'éviter la vente du terre-plein et d'en assurer l'utilisation au mieux de l'intérêt général. Cette satisfaction suffirait sans doute à faire prendre patience à M. Renschausen. Quant aux travaux du port, ils devraient être réglés en même temps que les autres créances analogues. On pourrait seulement suggérer au Makhzen de payer tout ou partie des intérêts dus aux créanciers.

Il y aurait avantage à ce que la Banque, dont l'avis en pareille matière serait très écouté, recommandât au Makhzen cette solution; elle me paraît en effet de nature à éviter des incidents fâcheux et à concilier les différents intérêts qui se trouvent en présence.

SAINT-AULAIRE.

N° 186.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 3 mai 1909.

En ce qui me concerne, je ne vois que des avantages à ce qu'un arrangement soit négocié en vue d'éviter la mise en vente du terre-plein conformément au vœu antérieurement émis par le Corps diplomatique. Je demande à la Banque d'État d'exa-

miner s'il ne lui serait pas possible d'avancer au Makhzen les fonds nécessaires pour payer à M. Renschausen les 400,000 francs de travaux gagés sur le terre-plein, sous la condition que le gage serait transféré à la Banque.

PICHON.

N° 187.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 4 mai 1909.

Notre Consul à Casablanca me télégraphie aujourd'hui que Moulay Kébir s'est enfui chez les Zemmour et les Zaer pour se faire proclamer Sultan.

SAINT-AULAIRE.

N° 188.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 5 mai 1909.

Le Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne a repris avec M. Guiot une conversation qu'il avait engagée avec le Directeur des Affaires politiques et commerciales à propos des dettes du Makhzen, et des moyens qu'on aurait envisagés à Berlin pour faire régler les plus pressantes sans attendre l'emprunt de liquidation. Il a signalé avec une insistance particulière la créance Renschausen dont le bénéficiaire risquerait d'être ruiné, s'il ne pouvait pas être payé à bref délai au moins en partie.

M. Guiot a répondu que la situation de cet entrepreneur était intéressante, mais que beaucoup d'autres créanciers se jugent également dignes d'intérêt et sont prêts à engager des initiatives analogues. Les disponibilités du Makhzen ne doivent pas être considérables; il est difficile de les chiffrer en raison de l'incertitude où l'on est sur l'importance des ordres de paiement émis au jour le jour par le Makhzen, et dont les notifications à la Banque sont en cours de route; mais on peut affirmer que ces disponibilités ne suffiraient pas à donner aux créanciers un acompte appréciable. L'institution d'une sorte de commission diplomatique des dettes, fonctionnant parallèlement à la Commission chérifienne, paraît donc sans utilité. En réalité, il n'y a de solution que dans la liquidation générale du passif par la voie d'un emprunt, qui au

besoin serait imposé au Makhzen; mais, tout en poursuivant activement et pour un terme prochain cet objectif principal, il convient de rechercher le moyen de faire donner une satisfaction partielle immédiate à la réclamation formulée par M. Renschausen, lequel, à certains égards, se trouve bénéficiaire d'une situation spéciale. M. Guiot croit savoir que le Makhzen a déjà conclu avec ce négociant un arrangement sur la base de paiements échelonnés. Si le fait n'est pas exact, on pourrait suggérer au Sultan de se faire avancer par la Banque, en lui transférant le terre-plein en gage, les fonds nécessaires à un acompte de 400,000 francs.

Le Baron de Lancken a accueilli cette suggestion avec faveur.

PICHON.

N° 189.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 5 mai 1909.

Guebbas avait déjà conseillé au Makhzen de s'adresser à la Banque d'État pour lui demander de payer les travaux de l'égout à M. Renschausen, qui lui transférerait son gage. Le règlement immédiat de cette créance ne paraît devoir provoquer aucune réclamation de la part des titulaires des autres créances gagées. La créance de M. Renschausen offre en effet, à un double point de vue, un caractère exceptionnel : outre que le paiement en est demandé par le Corps diplomatique dans un but d'intérêt général, elle est la seule dont le gage soit pratiquement réalisable.

SAINT-AULAIRE.

N° 190.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 10 mai 1909.

Notre Consul à Fez m'annonce la nouvelle de la mort de Kittani, survenue le 4 mai à la suite des bastonnades répétées qui lui ont été infligées. Son enterrement a eu

lieu secrètement dans le cimetière peu fréquenté de Bab Segma, le Makhzen craignant que sa tombe ne devînt un lieu de pèlerinage pour les habitants de Fez s'il eût été inhumé, comme les autres chérifs de la ville, au cimetière dit « des Oulama ».

SAINT-AULAIRE.

N° 191.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 15 mai 1909.

J'ai pris connaissance du procès-verbal des conférences où les représentants de la France et de l'Espagne à Fez ont discuté avec le Makhzen les questions qui se rattachent à l'exécution intégrale de l'Acte d'Algésiras.

J'ai entretenu le Ministre d'État de la nécessité qu'il y aurait de faire communiquer au doyen du Corps diplomatique à Tanger le document en question et d'examiner les moyens les plus propres à modifier les dispositions peu favorables du Sultan. M. Allende Salazar m'a fait connaître qu'il avait déjà invité son représentant à Tanger à s'entendre avec notre Chargé d'affaires sur les conditions dans lesquelles cette communication pourrait avoir lieu, MM. Regnault et Merry del Val ayant reçu du Corps diplomatique le mandat de poursuivre la mise en vigueur des stipulations non encore appliquées de l'Acte d'Algésiras.

RÉVOIL.

N° 192.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

Paris, le 16 mai 1909.

J'ai reçu aujourd'hui la visite du Chargé d'affaires d'Allemagne qui m'a dit que, d'après les renseignements parvenus à Berlin, il serait à craindre que les pourparlers qui se poursuivent à Tanger entre le groupe Mannesmann et l'Union des Mines marocaines n'aboutissent à une rupture définitive. M. de Lancken a ajouté que le Gouvernement allemand, portant un intérêt absolument égal aux deux parties, a chargé

M. Rosen de faire tout le possible pour qu'on arrive à une entente, et serait reconnaissant au Gouvernement de la République de donner à son représentant à Tanger des instructions semblables.

J'estime en effet qu'il faudrait faire tout le possible pour arriver à une transaction entre les deux sociétés. Je vous prie de vous employer en ce sens.

PICHON.

N° 193.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 16 mai 1909.

M. de Schœn m'a entretenu de l'affaire Renschausen lors de la dernière audience diplomatique. Il m'a dit que le Gouvernement impérial avait pris connaissance avec satisfaction de la proposition transmise par M. de Lancken à ce sujet.

Il a manifesté le ferme espoir que l'accord dans l'action des deux Gouvernements au Maroc permettrait de venir à bout des difficultés que l'avenir nous y réserve encore.

Jules CAMBON.

N° 194.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 mai 1909.

Notre Consul à Rabat me télégraphie ce qui suit, sous la date du 16 :

« On me rapporte que Moulay Kebir se trouve actuellement chez les Zaers, près de Ben-Hakem, et qu'il chercherait à se faire proclamer Sultan. »

SAINT-AULAIRE.

N° 195.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'Affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 19 mai 1909.

L'Ambassade marocaine vient de partir ce soir; elle arrivera samedi matin à
Marseille.

SAINT-AULAIRE.

N° 196.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 21 mai 1909.

Nous avons convenu avec le Gouvernement espagnol que les Représentants des
deux Puissances communiqueraient conjointement au doyen du Corps diplomatique
à Tanger le procès-verbal des conférences où MM. Regnault et Merry del Val ont
discuté avec le Makhzen les questions relatives à l'application de l'Acte d'Algésiras.
Vous voudrez bien vous acquitter de cette communication.

D'autre part, nous rechercherons avec l'Espagne les moyens propres à inspirer au
Sultan des dispositions plus conformes à ses engagements et aux intérêts étrangers.

PICHON.

N° 197.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 mai 1909.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à Votre Excellence, copie d'un rapport de
notre Consul à Fez, relatant les circonstances dans lesquelles a eu lieu la fuite du
Chérif Moulay El Kebir, frère du Sultan.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France au Maroc,

Fez, le 8 mai 1909.

Le Sultan vient de recevoir des lettres des Vizirs, datées de Lalla Ito : Glaoui et Aïssa ben Omar annoncent leur arrivée pour lundi ou mardi. Ils confirment la fuite de Moulay El Kebir. Ce Chérif, disent-ils, avait fait ses préparatifs en cachette; personne ne s'était douté de ses intentions, et l'on ne possède encore aucun renseignement sur la direction qu'il a prise en fuyant.

Moulay El Kebir avait été désappointé à Marrakech de n'être pas nommé Khalifa et n'avait pas dissimulé son mécontentement. Aussi parut-il bientôt comme un prétendant possible à ceux qui se crurent lésés ou menacés par le nouveau régime.

Craignant qu'on ne fût informé à Fez, Moulay El Kebir prit les devants et écrivit à son frère, au mois de mars dernier, pour lui dire qu'il était l'objet de sollicitations de la part de personnages influents, mais qu'il lui restait dévoué et le pria de ne pas ajouter foi aux renseignements qui pourraient le représenter sous un autre jour. C'est exactement ce que Moulay Hafid écrivait, il y a deux ans, à son frère Abd-El-Aziz; aussi accueillit-il sans joie les protestations de Moulay El Kebir, et c'est à ce moment qu'il concentra à Fez le plus grand nombre de soldats.

Mais il commit l'imprudence de confisquer un dépôt de thé et d'orge appartenant à Moulay El Kebir, et de s'emparer de ses *azibs*. C'est, paraît-il, ce qui aurait effrayé ce dernier et l'aurait déterminé à prendre la fuite.

Henri GAILLARD.

N° 198.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 mai 1909.

Les pourparlers entre l'Union des Mines marocaines et le groupe Mannesmann sont de nouveau rompus.

Le Ministre d'Allemagne regrette comme nous cette rupture; il reconnaît l'esprit de conciliation dont a fait preuve le représentant de l'Union des Mines, M. de Peyerrimhoff, et il se dispose à en témoigner à Berlin.

SAINT-AULAIRE.

N° 199.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 22 mai 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie d'un rapport par lequel M. Gaillard me rend compte de l'arrivée à Fez des deux Vizirs chérifiens, Si Madani El Glaoui et Si Aïssa Ben Omar, et du Caïd Abdelmalek El Mtougui.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez.

à M. le Comte DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

Fez, le 15 mai 1909.

Les Vizirs ont fait leur entrée à Fez ce matin. Le Pacha de la ville et les Caïds du guich s'étaient portés à leur rencontre ainsi que tous les notables de la ville et un grand nombre de curieux.

Si Elmadani Elglaoui, Si Aïssa ben Omar et Si Abdelmalek El Mtougui étaient précédés des étendards de leurs tribus et suivis de nombreux cavaliers.

J'ai remarqué dans le cortège de beaux chevaux d'apparat conduits à la main, des meutes de levriers et des fauconniers. On sentait que les grands Caïds du Sud avaient tenu donner à leur retour à la Cour une solennité particulière. La foule très nombreuse paraissait plutôt sympathique : on compte en effet sur les conseils des Vizirs pour donner au Makhzen une politique un peu moins inquiétante pour la tranquillité publique.

H. GAILLARD.

N° 200.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 mai 1909.

Je viens de recevoir du commandant Mangin les renseignements suivants au sujet de la situation militaire dans la région de Fez :

Le 20, devant un mouvement offensif des troupes chérifiennes, les bandes roguistes se sont repliées sans avoir opposé une résistance sérieuse. Le 21, la méhalla reste immobile. Le 22, ayant reçu du Sultan l'ordre de reprendre l'offensive, elle se porte au confluent du Sébou et de l'Oued Innaouen, où elle campe actuellement. Elle a de nouveau reçu l'ordre d'aller de l'avant. On croit que les Hayaina cherchent à l'attirer sur leur territoire pour l'anéantir avec plus de facilité. La méhalla des Beni M'tir se désorganise par les désertions. Les Beni-M'tir, enhardis par les embarras du Makhzen, redeviennent menaçants. Ils demandent le retrait des troupes, et, comme ils ne l'obtiennent pas, ils cherchent à les réduire par la famine. Le résultat des opérations chez les Hayaina décidera de leur attitude définitive.

SAINT-AULAIRE.

N° 201.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 29 mai 1909.

Notre Consul à Fez m'annonce qu'un détachement de la méhalla chérifiennne opérant contre les Beni-M'tir a occupé, le 23, la kasbah d'El-Hajeb, objectif de l'expédition. Le gros de la colonne devait y entrer le lendemain. Les troupes du Makhzen, qui ont déjà repoussé deux attaques sérieuses, le 16 et le 18, se trouvant ainsi derrière ces murs à l'abri d'un nouveau coup de main, il y a lieu de penser que les négociations avec les Beraber vont commencer.

D'autre part, le Sultan vient de recevoir une lettre de Moulay El Kebir demandant

l'aman. Moulay El Kebir n'est pas, comme le bruit en avait couru, réfugié chez le Caïd des Zayan; il se trouvait encore chez les Zaers, d'après les dernières nouvelles parvenues à M. Gaillard.

SAINT-AULAIRE.

N° 202.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 30 mai 1909.

Je viens de communiquer au doyen du Corps diplomatique, conjointement avec le Ministre d'Espagne, le procès-verbal des conférences que M. Regnault et M. Merry del Val ont eues à Fez avec les Vizirs, au sujet de l'application de l'Acte d'Algésiras.

SAINT-AULAIRE.

N° 203.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 3 juin 1909.

Notre Consul à Fez vient de me faire parvenir un rapport relatif à la perception à Fez de droits et de taxes diverses que le Sultan prétendait imposer aux sujets et protégés européens de la capitale, qui en étaient jusqu'à présent exemptés.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie de la lettre de M. Gaillard.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 28 mai 1909.

Le Sultan a ordonné à l'Amin Elmostafad de percevoir des sujets et protégés européens les droits et taxes diverses dont ils étaient exemptés jusqu'à présent.

En vertu de la convention de Madrid et des divers traités de commerce, les sujets et protégés étrangers ne peuvent être soumis qu'aux impôts réguliers : impôts agricoles, impôts sur les bestiaux et droits de douane. Ce n'est qu'avec l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Madrid que le Makhzen peut imposer aux étrangers ou à leurs protégés des taxes nouvelles. Lorsque le Gouvernement marocain voulut instituer le « droit des portes », il chargea un délégué, El Hadj Abdelkerim Bricha, d'obtenir l'assentiment du Corps diplomatique. La Légation, d'ailleurs, a eu plusieurs fois à intervenir au sujet des droits spéciaux connus sous le nom de *meks* et perçus dans les villes de l'intérieur.

Les Consuls en résidence à Fez ont protesté auprès du Pacha et du Ministre chérifien des Affaires étrangères. Le Sultan, à qui on transmit la protestation, fit répondre « qu'il n'avait pas connaissance des traités que nous invoquions », et chargea Si Aïssa de rechercher les textes. Je n'ai pas besoin de faire remarquer ce qu'il y a d'abusif dans cette façon de procéder : le Sultan devait étudier la question avant de prendre une décision ; si les droits invoqués lui paraissent contestables, il n'a pas à procéder ainsi vis-à-vis des ressortissants étrangers par voie d'autorité et sans accord préalable.

La décision du Sultan a produit à Fez une forte impression. Plusieurs de nos protégés auraient des commandes en cours d'exécution, et la mesure prise par le Makhzen modifie les prix de revient. Moulay Hafid cherche d'ailleurs à tirer avantage auprès des éléments fanatiques de la population de la désinvolture avec laquelle il traite les intérêts étrangers.

GAILLARD.

N° 204.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 7 juin 1909.

Au cours de ses négociations à Fez, M. Regnault a obtenu l'adhésion du Sultan au recouvrement de la contribution de guerre ainsi qu'à la perception des impôts coraniques dans la Chaouya. Moulay Hafid a promis d'envoyer des instructions à ce sujet

à son représentant à Casablanca : il devait déléguer un contrôleur pour la surveillance des opérations fiscales. Je vous prie de rappeler ces engagements à Guebbas. Vous lui ferez connaître que l'état d'avancement des moissons ne permet pas de différer la perception plus longtemps : vous l'inviterez à désigner le contrôleur financier marocain et à munir les Caïds des instructions nécessaires. Les autorités militaires de la Chaouya reçoivent l'ordre de provoquer la désignation des Commissions de recensement. Il est d'ailleurs entendu, conformément aux désirs du Sultan, que ces opérations seront effectuées suivant la procédure traditionnelle et que nos officiers se borneront à un rôle de surveillance.

PICHON.

N° 205.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 12 juin 1909.

J'ai fait à Guebbas la communication que Votre Excellence m'avait prescrite au sujet de la perception des impôts et de l'amende de guerre en Chaouya. Le représentant du Sultan s'est borné à me répondre qu'il en référerait à Fez. J'ai invité M. Gaillard à expliquer au Makhzen les raisons pour lesquelles le Gouvernement est décidé à reprendre sur ce point sa pleine liberté d'action au cas où le Sultan tarderait plus longtemps à exécuter les assurances qu'il nous a données. J'avais déjà, à la demande du Général Moinier, prié votre Consul à Fez de signaler à Moulay Hafid l'urgence qu'il y avait à ce qu'il donnât lui-même les instructions nécessaires pour la perception de l'*achour* et du *zekkat*. Notre Agent m'a fait connaître, le 22 mai dernier, que le Sultan, reconnaissant la justesse de ces observations, lui avait déclaré « qu'il était tout à fait d'avis de procéder le plus tôt possible à la perception des impôts et qu'il allait donner des instructions nécessaires ». J'ai déjà porté cette déclaration à la connaissance du Général Moinier.

En ce qui concerne la nomination du contrôleur financier marocain, le Général Moinier a dû faire connaître au Ministre de la Guerre qu'il avait été avisé par le Khalifa du Sultan à Casablanca de la désignation d'un fonctionnaire chargé « de la perception de tous les impôts dans la tribu Chaouya ».

SAINT-AULAIRE.

N° 206.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 17 juin 1909.

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint en copie, une note remise à mon Département par l'Ambassade d'Allemagne, au sujet de la question des mines au Maroc, et la réponse que je viens d'adresser à M. de Lancken.

PICHON.

ANNEXE I.

*NOTE remise au Département des Affaires étrangères
par le Chargé d'affaires d'Allemagne.*

AIDE-MÉMOIRE.

Le Gouvernement de la République française n'ignore pas que le Gouvernement Impérial a suivi avec un intérêt particulier la formation d'un syndicat international sous le nom d'« Union des Mines marocaines », destiné à exploiter sur une base internationale les richesses minières du Maroc. Le but que poursuit ce syndicat, dans lequel se trouvent représentées d'importantes maisons allemandes et françaises, est d'autant plus sympathique au Gouvernement Impérial qu'il correspond tout particulièrement à l'esprit de l'accord du 9 février dernier entre l'Allemagne et la France.

Le Gouvernement Impérial aurait préféré, en vue de faciliter les efforts du syndicat et de simplifier la solution de la question minière au Maroc, que tous les intéressés allemands fussent incorporés dans le syndicat, ou du moins qu'une délimitation de sphères d'opération eût eu lieu entre le syndicat et les intéressés qui ne désirent pas en faire partie. Ainsi que le Gouvernement Français le sait, le Gouvernement Impérial n'a pas manqué d'exercer son influence, de la façon la plus intense et suivie, sur les intéressés allemands, dans le sens d'une telle solution, sans toutefois réussir à amener une entente entre le syndicat et le groupe Mannesmann.

Le Gouvernement Impérial se trouve évidemment obligé de tenir compte des intérêts allemands représentés dans le syndicat aussi bien que de ceux qui ont préféré rester dehors. Il doit observer une stricte neutralité entre les deux groupes là où leurs intérêts se trouve-

raient en collision. Le groupe Mannessmann, comptant lui aussi quelques Français parmi ses membres, il est à supposer que le Gouvernement Français se trouve dans une situation analogue. Il en est de même du Gouvernement Espagnol, qui, d'après une note verbale adressée au Gouvernement Impérial, croit devoir s'intéresser tout autant à l'Union des Mines marocaines qu'à des sociétés minières qui n'en font pas partie.

Dans ces circonstances, il paraît désirable que les trois Gouvernements se mettent d'accord sur la façon de procéder dans la question des mines du Maroc. En attendant que la question soit réglée entre les Gouvernements européens, et en vue de l'article 112 de l'Acte d'Algésiras, aucune situation définitive ne pourra être créée par des négociations des intéressés avec le Sultan ou le Makhzen. Le Gouvernement Impérial s'est donc borné à instruire ses agents au Maroc de présenter au Sultan, d'accord avec les Représentants d'autres Pays, les délégués du syndicat en recommandant à la bienveillance du Gouvernement Marocain les intérêts qu'ils représentent, tout en s'abstenant d'entrer dans les détails des demandes que les délégués désireraient adresser au Sultan.

Le Gouvernement Impérial croit que les propositions suivantes pourraient fournir les éléments d'une solution satisfaisante de la question minière :

Le règlement des mines prévu par l'article 112 de l'Acte d'Algésiras, qui depuis assez longtemps se trouve en état d'élaboration, et qui, d'après une résolution du Corps diplomatique à Tanger, doit être examiné par celui-ci comme par le Sultan avant d'être incorporé dans un firman chérifien, devrait être présenté dans le plus bref délai possible. Une base serait ainsi créée sur laquelle la question serait traitée dorénavant. Ce règlement devrait sanctionner d'une façon générale le principe de la priorité; il devrait tenir compte, dans la limite de l'équité, des prétendus droits d'intéressés datant d'époques antérieures à la publication du règlement. Il devrait à cet effet prévoir la création d'un organe compétent, impartial et neutre, qui, en qualité de juge ou d'arbitre, aurait à examiner les prétentions des différents intéressés et décider les questions suivantes :

1. Quelle valeur doit être attachée, en principe et dans les cas particuliers qui se présentent, aux titres acquis antérieurement à la publication du règlement des mines, en tenant compte de la forme et du contenu des promesses faites par des Souverains ou des Prétendants au Maroc, ainsi que des travaux entrepris et des sommes dépensées déjà dans le but d'une exploitation minière. De tels titres doivent-ils être regardés comme créant des droits, quelle doit être la nature et l'étendue de ces droits? S'ils ne peuvent être reconnus, y aurait-il lieu d'accorder une indemnité pour les travaux commencés et les sommes dépensées de bonne foi, et quelle serait cette indemnité?

2. En cas que plusieurs titres existent ou plusieurs personnes fassent valoir des prétentions pour les mêmes terrains, comment faut-il fixer les droits des différents intéressés sur ces terrains, au point de vue de l'exploitation minière?

3. Comment seraient à distribuer entre les intéressés, après la publication du règlement, les zones minières qui seraient convoitées par plusieurs intéressés à la fois?

Le Gouvernement Impérial serait heureux de connaître, dans le plus bref délai possible, les vues du Gouvernement Français sur ces propositions, et adressera la même prière au Gouvernement Espagnol. Il est tout prêt à examiner les modifications que l'un ou l'autre de ces Gouvernements aurait à suggérer à ces propositions.

Berlin, le 6 juin 1909.

ANNEXE II.

*NOTE remise par le Département des Affaires étrangères
à l'Ambassade d'Allemagne à Paris.*

Paris, le 16 juin 1909.

Dans une note en date du 6 de ce mois, remise le 9 au Département des Affaires étrangères par le Chargé d'affaires d'Allemagne, le Gouvernement Impérial a exposé son désir d'une entente avec les Gouvernements Français et Espagnol sur la question des mines au Maroc. Il a fait connaître tout d'abord que, devant observer une stricte neutralité entre l'Union des Mines marocaines et le groupe Mannessmann, il avait prescrit à ses agents d'introduire auprès du Sultan, d'accord avec les Représentants d'autres Pays, les délégués de l'Union des Mines actuellement à Fez, et de recommander à la bienveillance du Gouvernement Marocain les intérêts qu'ils représentent, mais de s'abstenir d'entrer dans le détail de leurs demandes.

Le Gouvernement Français avait adressé dès le début à ses agents au Maroc des instructions conçues dans le même esprit et dont la Légation française a donné connaissance à la Légation d'Allemagne. Il y était rappelé que la France restait contraire à la concession d'aucun monopole. Les demandes soumises par l'Union des Mines n'ayant pas encore pris une forme précise et définitive, le Consul de France à Fez n'avait pas à les appuyer. Le Département est heureux de constater que ces vues ont eu l'assentiment de la Chancellerie impériale.

Il y a lieu d'ajouter toutefois que, depuis lors, l'Union des Mines a arrêté la forme des demandes qu'elle présente à l'examen du Makhzen : ces demandes paraissent exclure à la fois l'idée d'un monopole et celle d'une concession qui serait également inadmissible avant la promulgation du règlement minier, comme le fait justement remarquer la note de l'Ambassade impériale. Il ne s'agirait que de permis de recherches. Une enquête de ce genre ne paraît point contraire aux dispositions de l'Acte d'Algésiras et peut être signalée au bienveillant accueil du Makhzen.

D'autre part, le Gouvernement Allemand émet le vœu que le règlement minier en préparation soit établi le plus tôt possible. Le Gouvernement Français s'associe complètement à ce désir. D'après les dernières informations reçues de Tanger, le règlement et le rapport explicatif rédigé par l'ingénieur du Makhzen sont sur le point d'être soumis au Gouvernement Chérifien et communiqués officieusement au Corps diplomatique, ainsi qu'il avait été décidé, il y a quelques mois, lorsque les Représentants étrangers se sont occupés de la question. Le Département des Affaires étrangères ne connaît pas encore ces documents. Il estime, comme l'Ambassade impériale, que les droits légitimement acquis devront être examinés avec une bienveillante équité d'après les principes de l'Acte d'Algésiras. Les différents sujets mentionnés dans la Note du 6 juin viendront naturellement en discussion devant le Corps diplomatique dès la communication du projet du règlement, c'est-à-dire à très bref délai. Les Gouvernements, alors saisis de l'ensemble des dispositions constituant la législation minière marocaine, ne manqueront pas d'échanger leurs vues pour rechercher une entente profitable à tous les intérêts en cause. Le Gouvernement de la République tiendra particulièrement à s'entretenir de ces matières avec le Gouvernement Impérial, dans l'esprit de loyale collaboration qui a heureusement inspiré l'Accord du 9 février.

N° 207.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 juin 1909.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie d'une lettre collective que j'ai dernièrement reçue de la colonie française de Larache et d'El-Ksar par l'intermédiaire du gérant de notre Agence consulaire à Larache. Cette lettre constitue une protestation contre l'attitude des agents du Makhzen dans la région du Rarb.

En me la transmettant, M. Mongey a joint un rapport où sont consignées ses appréciations personnelles sur la situation actuelle de nos protégés dans cette région; et j'ai jugé utile de transmettre également copie de ce rapport à Votre Excellence, car il résume exactement un état de choses que cette Légation avait eu elle-même et à plusieurs reprises l'occasion de constater.

J'avais, en effet, été saisi antérieurement d'un certain nombre de réclamations contre les fonctionnaires chérifiens de cette région à propos de l'emprisonnement d'associés agricoles arrêtés sans motifs et sans avertissement préalablement donné aux Autorités consulaires, c'est-à-dire en violation de l'article 9 de la Convention de Madrid.

C'est ainsi qu'un associé agricole, appartenant à M. Michaux-Bellaire, a été appréhendé et chargé de chaînes par le Caïd El Crafès, signalé par M. Monge comme étant, avec le Caïd Taieb ould Cherqaoui, le plus acharné contre les protégés. Le Représentant du Sultan m'avait fait remettre pour ce gouverneur des instructions écrites que nous avons fait parvenir au destinataire, suivant l'usage, par les soins du gérant de notre Agence à El-Ksar. Non seulement le Caïd Crafès ne tint aucun compte des ordres du Représentant du Sultan, mais il invectiva grossièrement le soldat de l'Agence qui lui apportait ce pli, fit amener le prisonnier enchaîné, et, en présence du soldat, lui fit infliger la bastonnade. Avisé de cet incident par le gérant de notre Agence, j'ai, en outre de l'indemnité pécuniaire précédemment réclamée par jour d'emprisonnement, demandé au Représentant du Sultan de prévenir le Makhzen et d'en obtenir la révocation du Caïd. Les nouvelles instructions que Guebbas a adressées à ce gouverneur sont arrivées à El-Ksar alors que le Caïd Crafès était déjà parti pour Fez, après avoir fait relâcher le prisonnier moyennant une rançon de 130 douros.

Un autre associé agricole français se trouve en ce moment même incarcéré, les fers aux pieds, par ordre du même Caïd, et je m'occupe d'obtenir des ordres de libération.

Dans la région de Tanger, aux environs d'Arzila, un associé agricole a été également incarcéré par ordre du Caïd Raissouli, sans qu'au préalable nous ayons été avertis de l'accusation de vol portée contre lui par ce gouverneur.

Ce dernier semble avoir une certaine tendance à fermer les yeux sur les abus commis par ses subordonnés. Un Algérien dûment inscrit sur nos registres, Ahmed ben Ayyad, a été, malgré son grand âge, molesté et emprisonné par un des Cheikhs du nouveau gouverneur d'Arzila, qui voulait par là le contraindre à payer l'impôt dont le dispense cependant sa qualité de sujet français. Notre intervention auprès de Si Guebbas a abouti à l'élargissement de cet Algérien et à l'envoi au Caïd Raissouli d'instructions très précises relativement à la situation des Algériens.

Pour compléter cet exposé sommaire de l'état d'esprit des Caïds de l'intérieur, je crois devoir signaler à Votre Excellence un incident dont m'a fait part dernièrement notre Vice-Consul à Mazagan, et qui m'a également amené à intervenir auprès du Représentant du Sultan à Tanger. M. d'Huytéza ayant été saisi d'une affaire de vol de bétail au préjudice de l'agence de la Compagnie marocaine par le gouverneur de la tribu des Beni Ikhlef et ses mokhazenis, il avait obtenu du gouverneur de Mazagan l'envoi d'instructions au Caïd incriminé. Ce dernier, au reçu du pli que lui apportait un cavalier du Pacha de Mazagan, après avoir lu la lettre et la copie de celle de notre Consul, les jeta à terre en disant qu'il n'avait rien pris qui ne fût son bien et qu'il ne connaissait ni Pacha, ni Consul de France à Mazagan. En signalant le fait au Représentant du Sultan, je l'ai prié de demander au Makhzen de prendre contre ce gouverneur une mesure de rigueur qui devrait être au moins une suspension temporaire de commandement.

Il se trouve que cette affaire a pu être réglée sur place depuis quelques jours sans que les instructions de Si Guebbas aient eu le temps de parvenir à destination ; mais l'attitude du Caïd n'en reste pas moins à retenir, comme un nouvel indice des dispositions généralement xénophobes des Caïds de l'intérieur.

Je n'ai d'ailleurs pas manqué de transmettre en temps utile au Représentant du Sultan à Tanger les doléances de nos ressortissants, en le priant d'en avertir le Makhzen et de lui demander d'envoyer à bref délai à tous ces Caïds des instructions les rappelant formellement au respect des traités. J'ai en même temps prié Si Guebbas d'insister auprès du Makhzen pour que tous les Caïds incriminés soient rendus personnellement responsables des dommages causés à nos ressortissants, et pour que les plus compromis, entre autres le Caïd Crafès, dont je l'avais entretenu antérieurement, soient destitués dans le plus bref délai.

Guebbas vient de me répondre qu'il avait transmis copie de ma lettre à Sa Majesté Chérifienne ; il a cru devoir faire certaines réserves sur l'exactitude du tableau qui lui était fait de la situation, et sur certaines exagérations possibles. C'est là une objection de pure forme, puisque toutes les nouvelles concordent sur ce point que tous les protégés sont molestés sans distinction de nationalité. La seconde réserve faite par Si Guebbas concerne l'obligation où se trouvent les associés agricoles de payer l'impôt. C'est là une obligation que nous avons toujours reconnue en ce qui nous concerne, et que nous avons forcé nos protégés agricoles à reconnaître et à subir. Mais encore faut-il que ces impôts ne soient ni arbitraires, ni vexatoires, et acquittés dans les formes et les proportions légales et traditionnelles.

Telle est la situation sur laquelle j'ai jugé devoir attirer l'attention de Votre Excellence en lui transmettant la lettre collective de nos compatriotes, et qui semble de

nature à appeler un remède énergique en raison des intérêts français importants engagés dans les régions où se manifeste plus particulièrement en ce moment l'arbitraire des gouverneurs makhzénien.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE I.

Le Gérant de l'Agence consulaire de France à Larache,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, une lettre collective qui vient de m'être remise par la colonie française de cette ville, pour protester auprès de vous contre la situation intenable qui leur est faite actuellement par les agissements éhontés des différents Caïds du Rarb.

Cette Agence consulaire a été saisie de nombreuses réclamations concernant des pillages et des emprisonnements injustifiés commis sur les biens et la personne de plusieurs de nos protégés par ces Caïds ou à l'instigation de ces Caïds, parmi lesquels je dois vous signaler tout particulièrement Taïeb ould Cherqaoui, Caïd des Beni-Malek, et le Caïd Krafès, pour leur violence et leur mépris cynique de la justice et des traités.

Nos protégés ne sont pas les seuls qui aient à souffrir de cet état de choses; les Caïds du Rarb ne font, en effet, aucune distinction de protection, et je crois savoir que la colonie espagnole a l'intention d'adresser, de son côté, une lettre collective à son Consul. La situation de nos protégés est des plus inquiétantes; les Caïds pressurent odieusement les douars placés sous leur juridiction, et les censeux et protégés agricoles sont les premiers dépouillés par eux, de sorte que non seulement leur protection ne leur est d'aucune utilité, mais encore elle les désigne aux attaques et aux pillages de leurs Pachas. Plusieurs de nos compatriotes m'ont même affirmé que quelques uns d'entre eux avaient l'intention de renoncer à leur protection.

Aussi, devant cette situation lamentable et infiniment préjudiciable aux intérêts de mes ressortissants engagés dans la région du Rarb, n'hésité-je pas à vous faire parvenir la lettre qu'ils viennent de me remettre, en me permettant de recommander tout particulièrement leurs doléances à votre bienveillante sollicitude et en vous priant de vouloir bien leur prêter l'appui de votre haute intervention pour faire cesser cet état de choses qui compromet gravement et menace même de ruiner complètement leurs intérêts, s'il se prolonge davantage.

Permettez-moi, pour terminer, d'attirer respectueusement votre attention sur l'effet déplorable produit sur l'esprit des indigènes de cette région par cette situation inconcevable et par le mépris de notre autorité manifesté par les Caïds du Rarb, qui vont même parfois, m'a-t-on rapporté, jusqu'à bâtonner et emprisonner les courriers que leur envoie le Pacha de Larache pour leur transmettre mes protestations.

Victor MONGE.

ANNEXE II.

A S. E. M. le Ministre de France au Maroc.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de signaler à votre bienveillant intérêt la situation critique qui résulte pour nous des exactions arbitraires commises depuis ces derniers temps par les Caïds de l'intérieur, et dont nos protégés agricoles sont particulièrement victimes.

Les membres de la colonie de Larache et de celle d'El-Ksar, en présence de cet état de choses, se sont solidarisés pour défendre leurs intérêts plus que compromis sans raison et, dans une réunion générale, ont rédigé la pétition ci-dessous qu'ils ont l'honneur de vous adresser par l'intermédiaire de leur Consul, auquel ils ont demandé de vous transmettre, en les appuyant de ses considérations personnelles, leurs plaintes justifiées.

Les soussignés, considérant :

Que les indigènes sont, d'une façon générale, en ce moment pressurés par leurs Caïds plus encore qu'à l'ordinaire et que les protégés européens sont particulièrement visés d'une façon toute spéciale, de l'aveu même des Caïds qui s'en vantent;

Que ces protégés sont obligés par tous les moyens, menaces, violences, etc., à payer des impôts excessifs, qui ne sont même plus des impôts, mais des chantages arbitraires, continuels, répétés, injustifiés, sans contrôle et hors de proportions avec leurs ressources;

Que, de ce fait, ces protégés se trouvent dans la nécessité de vendre à vil prix leurs biens, leurs récoltes et leurs troupeaux, c'est-à-dire les seules garanties de nos entreprises dans l'intérieur, de nos avances en argent et de la valeur des troupeaux que nous leur avons confiés;

Que, pour faire face aux exigences de leurs Caïds, les protégés, sous la menace du bâton, de la prison et des fers, vendent même les biens qui leur sont confiés afin de réunir ainsi l'argent nécessaire pour éviter des supplices immédiats et avec cette arrière-pensée que, la protection n'existant plus, les règlements de comptes avec leurs protecteurs sont problématiques.

Que, malgré ces sacrifices, ces protégés sont arrêtés, emprisonnés et retenus dans les fers en violation des traités et malgré les démarches des Autorités consulaires dont ils dépendent, démarches dont les Autorités marocaines ne tiennent aucun compte et auxquelles les Caïds de l'intérieur ne répondent même plus;

Que, par suite de ces actes de violences, les marchés de l'intérieur sont abandonnés par les indigènes qui craignent d'y être arrêtés, et que, par suite, les Européens ne peuvent ni s'y rencontrer avec leurs associés, ni y régler des affaires ou y faire des achats dans des conditions normales, ce qui porte atteinte à la liberté du commerce;

Que des paroles grossières et des menaces sont publiquement proférées par les Caïds non seulement à l'égard des colons qui ont des intérêts dans l'intérieur, mais aussi à l'égard des Consuls, de leur Légation, et de tout ce qui est européen en général;

Que, parmi les soussignés, il en est même qui ont été l'objet d'insolences et de menaces directes en présence de témoins;

Que, dans ces conditions, contrairement aux assurances qui leur avaient été données, les

soussignés constatent que leurs intérêts et leurs droits sont gravement lésés et leurs biens en péril;

Qu'ils ont d'ailleurs la conviction que les sommes considérables ainsi extorquées ne sont pas remises au Makhzen, et que ce dernier ne voudrait certainement pas couvrir de sa responsabilité les malversations de ses Caïds s'il en était instruit,

Exposent à leur Ministre leurs plaintes collectives par l'intermédiaire de leur Consul;

Demandent qu'il soit fait sans tarder le nécessaire pour obvier à une situation qui devient chaque jour plus difficilement réparable;

Demandent que le Sultan soit averti des actes et des paroles de ses Caïds qui engagent gravement sa responsabilité;

Demandent, si le Sultan a une plus saine compréhension que ses Caïds des traités et conventions, qu'il en exige le respect par eux et leur ordonne plus de modération dans la perception des impôts, actuellement dégénérée en un pillage éhonté;

Demandent le remboursement immédiat des pertes subies de ce fait par les Européens chez leurs protégés;

Demandent enfin des garanties leur permettant de savoir s'ils peuvent continuer à faire valoir leurs intérêts personnels et les intérêts dont ils sont mandataires, sans risquer de se voir dépouillés sans motifs et bafoués ouvertement dans l'avenir comme ils le sont dans le présent.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre profond respect.

Signé : COMPAGNIE MAROCAINE (AGENCES D'EL-KSAR ET DE LARACHE),
LACOSTE DE LISLE; COMPAGNIE FRANÇAISE DU RIO SINU; ROBIN
ET C^{ie}; DE PRENEUF; E. BAILLE; DE LAROCHE; A. RECOPÉ, agent
de MONTEUX et C^{ie}; JEANCLER; COMPAGNIE FRANÇAISE ET AGRI-
COLE DU MAROC L. POULARD; M. M. FÉLIX; A. BÉNaNÉ.

N° 208.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 juin 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence la copie de deux rapports que notre Consul à Fez vient de me faire parvenir au sujet de Moulay Elkebir et des Beni-Mtir.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXES.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France à Tanger.

Fez, le 10 juin 1909.

Les Zemmour ont rejeté les propositions d'El Hadj ben Aïssa; celui-ci vient de leur envoyer de nouveau des émissaires pour leur offrir une somme assez importante contre la remise de Moulay Elkebir.

Ce dernier a essayé de se faire proclamer, mais, comme il s'est aperçu que son projet soulevait peu d'enthousiasme, il a choisi un autre moyen. Il mène contre Moulay Hafid une très vigoureuse campagne, déclarant que lui-même s'inclinera devant le Sultan que choisiront les tribus; comme les Zemmour ont gardé à Moulay Abdelziz une fidélité relative, il leur a dit qu'il était prêt à prendre la tête du mouvement comme Khalifa de l'ancien Sultan.

Les délégués des différentes fractions des Beni-Mtir, qui s'étaient rendus à Fez pour négocier avec le Makhzen, viennent d'accepter les conditions imposées par le Sultan : la tribu s'engage à payer une amende de 100,000 douros et à fournir des *askar*. Après avoir déclaré qu'il renonçait à cette dernière condition, Moulay Hafid est revenu sur sa décision; mais il y a là surtout une question d'amour-propre. Il est plus que probable, en effet, que les Beni-Mtir ne fourniront aucun soldat et qu'ils n'achèveront pas de verser le montant de l'amende : le Makhzen avait hâte d'en finir et leur a fait entendre que l'on se montrerait coulant dans l'exécution : eux-mêmes ont souscrit aux conditions exigées afin de pouvoir moissonner en paix, mais en fait ils reprendront leur indépendance dès que la mahalla aura quitté leur territoire.

Le Sultan a l'intention de faire rentrer à Fez une partie de la méhalla et d'envoyer le reste camper près de Mekinez, afin d'être à même de faire face, le cas échéant, aux Zemmour et à Moulay Elkebir. Mais il n'a encore pris à ce sujet aucune décision ferme.

Henri GAILLARD.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France à Tanger.

Fez, le 12 juin 1909.

Les Zemmour ont refusé de remettre Moulay Elkebir au Pacha Ben Aïssa. Bien que leurs délégués aient paru accepter les conditions du Makhzen, les Beni-Mtir continuent à manifester des sentiments hostiles : la méhalla de l'Hajib doit se garder contre eux; enfin, et ceci me paraît plus important, plusieurs fractions de cette tribu viennent de conclure une entente avec les Zemmour, qui soutiennent le frère rebelle de Moulay Hafid.

Les dissensions qui existent entre le Sultan et les Vizirs ont eu leur répercussion à la mahalla. Il y a quelques jours, une rixe entre les hommes du Caïd Agrar a dégénéré en

sérieuse bagarre, et l'indiscipline devient telle, que le commandant Mangin commence à craindre pour la sécurité des officiers et sous-officiers de la Mission militaire. Si le Sultan ne donne pas des ordres pour faire rentrer la méhalla, on peut sérieusement redouter qu'une partie des éléments qui la composent ne fasse défection.

Henri GAILLARD.

N° 209.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 juin 1909.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence un rapport de notre Consul à Fez sur la situation générale dans la région de Fez.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 15 juin 1909.

Bou Hamara est campé à Aïn Tfaza, mais, encouragé par les nouvelles qui lui parviennent de Fez, il a envoyé son Khalifa Djilali Moul-Oudou, avec quelques cavaliers, chez les Hayaïna, afin de ramener à lui les fractions de cette tribu qui avaient fait leur soumission au Makhzen.

Hier soir, le Sultan était informé par des cavaliers du guich que le Khalifa du Rogui, appuyé par les Hayaïna dissidents, avaient razié cinq douars Cheraga. Les Oulad Elhadj, également menacés, demandaient des secours. Le Pacha des Cheraga, Ould Ba-Mohammed, est parti ce matin avec deux cents cavaliers environ afin de maintenir l'ordre dans sa tribu.

Le Sultan a l'intention d'envoyer dans la région de Taza une partie de la mahalla actuellement chez les Beni-Mtir.

On se montre assez inquiet au Makhzen, parce que, sans être dangereuse par elle-même, l'offensive du Rogui peut encourager les Berbères de l'Ouest qui soutiennent Moulay El Kebir. Enfi : les Beni-Mtir, dont les délégués avaient pourtant accepté les conditions du Makhzen,

restent menaçants. Dans ces conditions, faire rentrer à Fez la méhalla de l'Hajib semblerait de la part du Sultan une capitulation.

Les Vizirs, qui depuis huit jours n'avaient pas été au Dar El Makhzen, s'y sont rendus ce matin et ont eu un court entretien avec le Sultan.

H. GAILLARD.

N° 210.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 juin 1909.

Je reçois de M. Gaillard la nouvelle d'une défaite des méhallas chérifiennes. Le combat qui s'est livré chez les Cheraga, à environ 20 kilomètres au nord de Fez, semble avoir été très peu meurtrier. Le signal de la débandade a été donné par les contingents fournis par les Vizirs du Haouz, et qui n'attendaient qu'un prétexte pour s'enfuir. L'impression n'en a été que plus considérable, la preuve étant faite de ce que le Sultan peut attendre de ses troupes. On prévoit que le mouvement qui se dessine en faveur de Moulay El Kebir en recevra une impulsion nouvelle. M. Gaillard m'écrit que la nouvelle de cette défaite a été accueillie avec joie par les troupes et les Caïds de la capitale, qui sont tous du parti des Vizirs à l'exception du tabor des nègres (*Bokhari*), d'environ 700 hommes. La situation est chaque jour plus tendue entre ceux-ci et le Sultan, qui ne les reçoit même pas.

SAINT-AULAIRE.

N° 211.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 21 juin 1909.

La situation précaire et périlleuse des instructeurs de la Mission envoyés dans les méhallas a attiré l'attention de mon Département. Bien que les dangers courus dans des circonstances de cette nature par ce personnel d'élite apparaissent très grands et semblent dépasser les risques ordinaires professionnels, je ne crois pas possible

d'opposer, en principe et d'une manière absolue, un refus aux demandes du Sultan à ce sujet. Une pareille attitude, contraire aux précédents adoptés depuis la reconnaissance du nouveau Sultan, serait considérée par lui comme un abandon de sa cause et risquerait de porter la plus grave atteinte à l'heureuse influence prise par le Commandant Mangin auprès du Makhzen.

Néanmoins il ne saurait être question de déférer aux demandes du Sultan en toute occasion, et notamment d'exposer les instructeurs dans des conditions où leur sécurité serait compromise du fait même de la composition des méhallas et de l'organisation du commandement indigène. Avant de consentir à l'envoi des instructeurs en colonnes, le Chef de la Mission aura donc à examiner si toutes les mesures sont prises pour assurer la sécurité des instructeurs et leur action sur la conduite des opérations.

Au cas où il lui apparaîtrait que le Sultan se refuse à prendre les mesures nécessaires et où le temps manquerait pour en aviser la Légation, le Chef de notre Mission serait autorisé à suspendre l'envoi des instructeurs en méhalla ou à ordonner leur rentrée à Fez ; je suis d'ailleurs assuré que le Commandant Mangin ne prendra ces dispositions que si la gravité des circonstances lui paraissait l'imposer.

PICHON.

N° 212.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 22 juin 1909.

Le Sultan a décidé d'envoyer chez les Cheraga, afin de réparer son dernier échec, toutes les forces disponibles à Fez. Ces forces, écrit le Commandant Mangin, n'ont aucune solidité et paraissent devoir se disperser à la première alerte. Aucun instructeur européen ne les accompagne. D'autre part, toutes les nouvelles de Fez signalent les progrès du Rogui, de Moulay El Kebir et l'impopularité croissante du Makhzen.

La situation déjà fort inquiétante s'aggraverait subitement, au point de compromettre la sécurité des étrangers si la nouvelle méhalla envoyée chez les Cherag était battue. Dans la matinée du 20 juin, les partisans du Rogui ont razzie des douars et brûlé les moissons à 8 kilomètres de la capitale.

SAINT-AULAIRE.

N° 213.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 juin 1909.

Notre Consul à Fez me communique d'intéressants renseignements sur la situation actuelle du Rogui et celle de Moulay El Kebir.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie de la dépêche par laquelle M. Gaillard me transmet ces informations.

Un second rapport de notre Agent, également ci-joint en copie, donne de nouveaux détails sur l'inquiétude qui règne à Fez depuis les derniers événements.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 18 juin 1909.

Bou Hamara est toujours campé à Ain Tfaza, mais son neveu (que les journaux de Melilla appellent son fils) lui a amené des renforts de diverses tribus du Kif; comme nous sommes à l'époque des moissons, le groupement trouve assez aisément à se ravitailler.

Le Rogui aurait toujours avec lui les mêmes tribus, mais toutes les fractions des Hayaïna situées sur la rive droite de l'Oued Inaoun, et même une partie des Cheraga, se seraient jointes à lui par hostilité pour le Sultan actuel.

Quant à Moulay Elkebir, le campement de ce Chérif ne se compose que de quelques tentes. Il n'a avec lui aucune mehalla ou groupement armé quelconque; mais, campé aux Aït Ouahi, au centre des Zemmour près du Tafondait, il est complètement en sûreté. Les Zemmour sont en grande majorité pour lui; les Guérouan et les autres tribus berbères des environs sont sympathiques à sa cause, sans pourtant oser prendre nettement position.

Le Chérif leur demande de le conduire à Mekinès. Les Berbères sont hésitants et lui font remarquer que, ne possédant pas de canons, il leur est difficile de satisfaire à sa demande et de risquer de voir les portes de Mekinès se fermer à son arrivée. Ils semblent résolus d'attendre la fin des moissons et du dépiquage avant de prendre l'offensive.

GAILLARD.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. Stephen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 20 juin 1909.

J'estime que la situation déjà fort inquiétante pourrait subitement s'aggraver, au point de compromettre la sécurité des Européens résidant à Fez.

J'ai eu hier soir un long entretien avec le Sultan, mais il ne me paraît pas se rendre compte des dangers qui le menacent et se refuse à faire rentrer à Fez la méhalla d'Elhajeb.

On dit, dans l'entourage du Sultan, que l'hostilité des tribus provient de ce que Moulay Hafid s'est montré favorable à l'Europe. Le mouvement actuel ne me paraît pourtant pas inspiré par le fanatisme. Ma correspondance vous a fait connaître l'impopularité croissante du Sultan. On sait d'ailleurs, dans la population indigène, que Moulay Hafid se signale surtout par son opposition systématique aux prétentions européennes.

Les tribus qui se rallient aux Hayaina proclament Bou Hamara, afin d'avoir un chef qui maintienne leur unité et leur permette d'anéantir le Gouvernement actuel, mais sans songer sérieusement à en faire un Sultan.

GAILLARD.

N° 214.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 juin 1909.

Notre Consul à Rabat me fait parvenir, à la date du 17 de ce mois, les nouvelles suivantes :

« Toute la région est tranquille, malgré les menées auxquelles se livre le Makhzen sur les confins de la Chaouya par le moyen de quelques Caïds de cette province réfugiés à Fez. L'un d'eux vient de revenir ici. Le Sultan leur a promis qu'après le départ prochain des Français, ils auraient une belle revanche sur ceux qui avaient aidé ces derniers, et en particulier sur les Caïds maintenus par eux. On paraît croire à Fez que l'évacuation est chose décidée et qui sera exécutée sous peu, et l'on se promet d'exercer des représailles sans nombre contre ceux qui nous auront servis. »

SAINT-AULAIRE.

N° 215.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 juin 1909.

Les délégués des Guerouane, Zemmour, Cherarda, Beni-Hassen, Zaer et Beni-Mtir viennent d'avoir une réunion dans laquelle ils ont décidé de proclamer Moulay El Kebir et de le conduire à Mequinez après la fin des moissons et du dépiquage.

SAINT-AULAIRE.

N° 216.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 juin 1909.

Notre Consul à Fez me fait parvenir, à la date du 21 de ce mois, un rapport dont je crois intéressant d'adresser ci-joint la copie à Votre Excellence.

La lettre de M. Gaillard, en relatant les troubles qui viennent de se produire dans la région de Fez et les incursions de groupes de cavaliers Hayaina jusqu'à quelques kilomètres de la capitale, montre combien seraient précaires la situation du Sultan et peut-être la sécurité des Européens, si les troupes chérifiennes venaient à subir un nouvel échec.

Après m'être concerté avec le Ministre d'Angleterre, qui a adressé à son Agent des instructions analogues, j'ai invité M. Gaillard à conseiller à nos compatriotes de gagner la côte, au cas où l'insécurité actuelle s'aggraverait ou même se prolongerait.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. Stephen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 21 juin 1909.

De nombreux groupes de cavaliers Hayaïna ont razzié hier matin les douars Oulad Elhadj, situés sur la rive droite du Sebou, à une heure et demie environ de la ville. Les habitants des villages incendiés sont venus se réfugier à Fez, et la panique a été telle, que l'on a dû un instant fermer Bab Fetouh. La cavalerie de la mahalla se déploya pour défendre les différents gués du Sebou; les pillards, qui étaient dispersés dans la campagne par petits groupes de 25 à 30 cavaliers, se replièrent dans l'après-midi.

Les Oulad Aïssa, comme leurs voisins de la montagne et ceux des Cheraga qui sont encore soumis au Makhzen, sont prêts à faire défection, mais il s'agit surtout pour eux d'éviter un conflit avec les Hayaïna et de sauver leurs récoltes; on est très irrité contre le Sultan; cependant personne ne prend au sérieux Bou Hamara; les tribus ne le proclameront que pour créer entre elles un lien contre le Makhzen.

Le Rogui n'a pas quitté son campement d'Aïn Tfaza et n'a pas personnellement pris part aux dernières actions; les forces dont il dispose à titre permanent sont d'ailleurs très peu nombreuses.

H. GAILLARD.

N° 217.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 juin 1909.

J'apprends que les informations publiées par la presse relativement aux préparatifs militaires de l'Espagne inquiètent le Gouvernement Marocain. Le Sultan a interrogé à plusieurs reprises M. Gaillard sur les intentions que pourrait avoir le Cabinet de Madrid. Le Makhzen se rend bien compte qu'il s'agit seulement de mesures destinées à garantir la sécurité dans le voisinage immédiat des présides et à y protéger les exploitations minières. Mais on craint à Fez que la force des choses n'entraîne les Espagnols à étendre leur action. Notre Consul à Fez croit savoir que le Sultan a écrit aux tribus du Riff d'éviter de créer un conflit avec les Espagnols, mais de

résister énergiquement en cas d'attaque. M. Gaillard et le Chef de la Mission militaire, interrogés par Moulay Hafid sur les ressources militaires de l'Espagne, en ont profité pour lui donner des conseils de prudence.

SAINT-AULAIRE.

N° 218.

M. JONNART, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 28 juin 1909.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la reconnaissance que M. le Ministre de la Guerre avait autorisée vient de s'effectuer en suivant l'itinéraire prévu : Bou Denib, Megrane, Bou Anan, Beni-Bachia, Djetel, Bou Yerma, Tazzouguert.

Les troupes qui la composaient, parties le 13 juin de Bou Denib, y sont rentrées le 20 courant sans aucun incident.

JONNART.

N° 219.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 5 juillet 1909.

Les Andjera viennent de m'adresser une lettre dans laquelle, après avoir exprimé de nouveau leur intention d'attenter à la vie des étrangers si Raissouli ne renonce à ses projets, ils me demandent de m'entremettre pour éviter un conflit entre eux et ce personnage. Je m'en suis entretenu avec Guebbas, qui appréhende pour la sécurité de Tanger les conséquences de cette situation et qui se déclare impuissant à y remédier; j'invite M. Gaillard à s'efforcer d'obtenir que le Sultan interdise à Raissouli de se livrer à aucune agression contre la tribu des Andjera.

SAINT-AULAIRE.

N° 220.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 juillet 1909.

Notre Consul à Fez me fait parvenir, sous la date du 30 juin, un rapport sur la situation du Makhzen vis-à-vis des tribus. J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie de la lettre de M. Gaillard, pour faire suite à mes précédentes communications sur le même sujet.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 30 juin 1909.

La situation du Makhzen vis-à-vis des tribus est stationnaire depuis quelques jours. Le Sultan a envoyé à plusieurs reprises à la méhalla des Cheraga l'ordre de franchir le Sebou et d'entrer dans le territoire des Hayaïna. Les chefs de la méhalla s'y sont absolument refusés. Leur désobéissance a évité un désastre certain : il est difficile aux rebelles de mettre en déroute la méhalla tant qu'elle est protégée par le Sebou, mais, dès qu'elle aurait franchi la rivière, elle se trouverait en face d'un ennemi plus nombreux, connaissant mieux le pays et combattant avec beaucoup plus d'ardeur que les troupes chérifiennes. Le moindre échec serait d'ailleurs suivi de la défection des Oulad Djama, qui couperaient la ligne de retraite.

Le Sultan a l'intention de faire rentrer à Fez une partie de la méhalla des Beni Mtir et les trois instructeurs français qui s'y trouvent encore. Je serais heureux pour nos instructeurs de voir prendre cette mesure, mais je la crois contraire à l'intérêt du Sultan.

D'après mes renseignements, confirmés par le capitaine Le Glay, les Beni-Mtir auraient l'intention de faire un effort d'ensemble contre la méhalla dès la fin des moissons, c'est-à-dire dans une dizaine de jours. Dans ces conditions, il faudrait ou bien laisser à Elhajeb des forces suffisantes pour repousser les attaques, ou faire rentrer toute la méhalla en déclarant que l'on considère la campagne des Beni-Mtir comme terminée.

On avait fait courir avec persistance au Dar El Makhzen le bruit que les Zemmour allaient livrer Moulay El Kebir; mais je viens d'apprendre que les négociations de Ben Aïssa avec cette tribu ont encore une fois échoué. Ce Chérif serait actuellement sur la rive gauche de l'Oued Beht, à vingt-cinq kilomètres environ de Mekinès.

Le Sultan, avec qui j'ai longuement causé hier, ne me paraît pas se rendre compte de la gravité de la situation. Comme je lui parlais de la mauvaise impression que les désordres de

la région de Fez produiraient en Europe, il me répondit qu'il n'était qu'au début de son règne et que l'anarchie dans laquelle son prédécesseur avait laissé le pays ne pouvait disparaître du jour au lendemain. C'est là le raisonnement que tiennent, pour le flatter, les nègres qui composent son entourage habituel; il est évident pourtant que la situation du Makhzen, relativement satisfaisante il y a quelques mois, est devenue très précaire et que, en supposant que Moulay Hafid puisse sortir des difficultés actuelles, il lui faudra très longtemps avant de pouvoir rétablir le prestige très ébranlé de l'autorité makhzénienne.

GAILLARD.

N° 221.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid.

Paris, le 9 juillet 1909.

Dans ces derniers temps, j'ai dit, à plusieurs reprises, à l'Ambassadeur d'Espagne que l'état actuel du Maroc nous paraissait commander la plus grande prudence aux deux Gouvernements chargés d'un mandat de police; que nous comprenions sans doute la préoccupation de l'Espagne de voir assurer la sécurité et la liberté des communications autour de Ceuta et de Mélélla et de prendre des précautions contre tout danger d'une incursion des tribus sur le territoire de ces présides; que le Makhzen avait une obligation formelle en cette matière et que nous joindrions nos efforts à ceux du Cabinet de Madrid pour la lui rappeler, comme nous l'avions déjà fait; mais que nous avions confiance que le Gouvernement du Roi éviterait tout ce qui serait de nature à paraître au Gouvernement Marocain une menace pouvant exciter le fanatisme.

PICHON.

N° 222.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 10 juillet 1909.

Notre Consul à Fez m'adresse, sur la situation de Moulay El Kebir et les démarches qu'il a entreprises auprès du Sultan, un rapport dont j'ai l'honneur de transmettre ci-joint copie à Votre Excellence.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France au Maroc.

Fez, le 5 juillet 1909.

Le Sultan vient de recevoir une lettre de Moulay El Kebir. Ce dernier qui, tout en continuant sa campagne d'agitation dans les Zemmour, est en correspondance avec le Makhzen depuis quelque temps, demande que sa femme et ses enfants, qui sont à Fez, soit traités avec humanité et reçoivent une *mouna* suffisante. Lui-même sollicite l'autorisation de se rendre à La Mecque où il désire se fixer, « afin de ne pas voir le développement des événements qui doivent se produire au Maroc ».

Le Sultan semble peu disposé à accéder à cette demande; il offre à Mouley El Kebir de lui restituer tous ses biens, mais à condition qu'il vienne à Fez.

Tout porte à supposer que le frère de Moulay Hafid cherche à gagner du temps et à se réserver une porte de sortie, pour le cas où il ne réussirait pas dans sa tentative insurrectionnelle.

Henri GAILLARD.

N° 223.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 10 juillet 1909.

Un combat a eu lieu hier à quelques kilomètres de Mélilla. Les renseignements officiels signalent : « Officiers : un tué, trois blessés; soldats : trois morts, vingt-trois blessés. Les forces espagnoles ont occupé Atalayon et la gare de Nador. » La brigade de chasseurs qui se trouvait préparée à Barcelone a reçu l'ordre de s'embarquer. L'affaire a commencé par une attaque des Kabyles contre les chantiers où les ouvriers construisaient un pont sur le chemin de fer de la Compagnie minière espagnole : les Riffain ont massacré quatre ouvriers espagnols.

Le Ministre d'État m'a dit que le Gouvernement Espagnol n'envisagerait pas pour le moment une extension de l'action à laquelle le Général Marina avait été contraint; les événements justifiaient les mesures de précaution prises par l'Espagne. Il espère d'ailleurs que la leçon infligée aux Kabyles cinq heures après l'attentat commis par eux suffira.

W. MARTIN.

N° 224.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid.

Paris, le 12 juillet 1909.

Je viens de recevoir de l'Ambassade d'Espagne la communication suivante :

« Le Gouverneur militaire de Mélélla télégraphie que, dans la matinée du 9, des Marocains ont tué plusieurs ouvriers espagnols du Chemin de fer minier. Le Général Marina partit immédiatement avec des troupes : il attaqua l'ennemi et lui fit évacuer les hauteurs occupées jusqu'à Gebel Sidi Amed El Hach. Le combat prit fin à 1 heure de l'après-midi, en prenant les positions occupées. Les pertes espagnoles sont : 1 officier mort et 2 blessés, 30 soldats entre morts et blessés. Les nouvelles postérieures disent que la tranquillité règne de nouveau, et que plusieurs fractions de tribus se sont présentées en demandant pardon et en faisant des protestations d'amitié à l'Espagne. »

PICHON.

N° 225.

Le Général MOINIER, commandant les troupes débarquées à Casablanca,
à M. le Général PICQUART, Ministre de la Guerre.

Casablanca, le 15 juillet 1909.

La journée du 14 juillet s'est passée sans incident ; le Corps consulaire au grand complet et les fonctionnaires marocains ont assisté à la revue des troupes de Casablanca.

Les Caïds de la Chaouya se sont rendus à Casablanca accompagnés de plus de 2,000 cavaliers, bien qu'aucune convocation n'ait été faite en raison des travaux agricoles ; les Chefs indigènes ont assisté à la réception au Quartier général, et ont protesté de leur dévouement et de la satisfaction qu'éprouvent leurs tribus du régime actuel qu'elles désirent voir s'y perpétuer. Ils ont assisté aux courses militaires et indigènes de l'après-midi.

MOINIER.

N° 226.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 juillet 1908.

J'ai déjà signalé à Votre Excellence l'acte arbitraire par lequel le Makhzen vient d'imposer aux ressortissants français de Fez des taxes qui lèsent gravement leurs intérêts, et leurs protestations contre une mesure d'exception à laquelle ne sont pas soumis les autres protégés étrangers.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint, au Département, copie de deux lettres que M. Gaillard m'adresse à ce sujet.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE I.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 7 juillet 1909.

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte de la décision prise par le Sultan de contraindre les sujets et protégés européens à payer les droits et taxes dont ils étaient exemptés jusqu'à présent en vertu des traités. Cette mesure, dont l'exécution avait été différée à la suite de ma protestation et de celle de mes Collègues allemands et anglais, vient d'être mise en vigueur. Mais Moulay Hafid, dont la tactique est toujours d'opposer entre eux les intérêts européens, a donné l'ordre d'obliger tout d'abord les négociants français à payer.

Si Mohammed ben Tabet, sujet algérien, négociant important et représentant de la Compagnie Paquet à Fez, se voyait retirer samedi dernier le droit d'acheter au *souq el Haïk*. J'écrivis immédiatement au Pacha pour demander que la mesure prise envers notre ressortissant fût immédiatement rapportée. Celui-ci, alléguant les ordres reçus, me répondit de m'adresser directement au Makhzen. J'écrivis donc au Ministre des Affaires étrangères du Sultan une lettre pour protester contre la mesure prise et en demander le rappel immédiat, dans des termes corrects mais très catégoriques. Sur l'ordre du Sultan, Si Aïssa me répondit que les protégés devaient payer les droits comme tous les autres acheteurs, et que, s'ils en étaient exemptés par un traité, nous n'avions qu'à produire ce document.

La mesure prise à l'égard de Ben Tabet vient d'être étendue aujourd'hui aux autres négociants français, qui se voient interdire non seulement le *souq el Haïk*, mais aussi les autres marchés, les protégés anglais et allemands continuant à jouir des exemptions de droits.

J'ai déjà signalé ce qu'il y a d'abusif dans la prétention du Sultan. Les exemptions des droits spéciaux perçus à Fez sur certaines marchandises découlent du principe admis dans le traité anglais et consacré par la Convention de Madrid que l'*achour* ne pourrait être perçu deux fois et que, par conséquent, on ne pouvait frapper à Fez d'un droit d'*achour* les marchandises qui avaient payé les droits de douane ou qui, destinées à l'exportation, en payeraient à la sortie du Maroc. Partant de ce principe, les Légations intéressées avaient établi en 1894, lors de la création à Fez des deux Consuls français et anglais, une liste des exemptions de droits. Cette liste avait été agréée par le Makhzen qui, depuis quinze ans, n'avait jamais contesté les droits qu'elle constate. Si Moulay Hafid veut aujourd'hui interpréter autrement les conventions commerciales, il peut saisir de la question le Corps diplomatique, mais non pas procéder ainsi par voie d'autorité vis-à-vis de nos ressortissants.

L'acte arbitraire du Makhzen emprunte d'ailleurs une gravité particulière du fait que la mesure n'est pas générale : le commerce français est le seul atteint, les sujets et protégés anglais et allemands continuant à jouir des exemptions de droits. L'émoi est grand parmi nos ressortissants, qui sont venus me prier de vous transmettre leurs plaintes. J'apprends qu'ils ont rédigé une protestation collective qui serait adressée aux Chambres de commerce d'Oran et de Marseille. Les principaux articles atteints sont, en effet, les peaux qui sont envoyées à Marseille, et les babouches et burnous cousus qui font l'objet d'un trafic important entre Fez et l'Algérie.

Vous estimerez sans doute qu'il y a lieu de prendre des dispositions pour obliger le Makhzen à retirer sans retard cette mesure et à indemniser nos ressortissants du préjudice subi. J'estime que, si nous n'obtenions pas satisfaction immédiate, notre prestige à Fez serait considérablement diminué.

GAILLARD.

ANNEXE II.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 8 juillet 1909.

Pour faire suite à ma lettre d'hier, relative aux droits de marché imposés aux sujets et protégés français, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'une plainte collective que viennent de m'adresser nos ressortissants.

Je n'ai pu voir le Sultan, qui depuis plusieurs jours est indisposé et ne reçoit pas, mais j'ai exposé à Si Aïssa ben Omar et à Si Tayeb El Mokri, Ministre intérimaire des Finances, ce que la mesure prise par le Makhzen avait d'arbitraire, en insistant sur la mauvaise impression qu'elle ne manquerait pas de produire.

J'ajoute, à titre d'information, que l'ordre donné par le Sultan est général et s'applique à tous les protégés étrangers, mais que des instructions secrètes ont prescrit aux Oumana de ne percevoir aucun droit des protégés anglais et allemands qui sont moins nombreux que les nôtres.

GAILLARD.

ANNEXE III.

Les négociants français et protégés français ont l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Le Makhzen a donné l'ordre aux Oumana de percevoir sur les sujets et protégés étrangers les diverses taxes (*meks*) dont ils ont toujours été exemptés jusqu'à présent. Ces taxes ne font pas partie des impôts réguliers; les sujets et protégés ne sont donc pas tenus de les acquitter en vertu des traités.

La mesure prise par le Makhzen n'est d'ailleurs pas générale et ne frappe pas tous les protégés étrangers. Les négociants allemands et anglais notamment sont épargnés. Dans ces conditions, nous sommes mis par rapport à eux dans une condition d'infériorité absolue qui nous porte un préjudice matériel et moral que vous voyez suffisamment pour que nous ayons besoin d'insister.

Aujourd'hui les autorités locales, inquiètes elles-mêmes de l'audace des instructions qu'elles reçoivent du Palais, nous respectent encore; demain nous serons menacés dans nos personnes, si nous n'avons su faire respecter nos biens.

Votre protestation énergique n'ayant pas été suivie du retrait de la mesure abusive prise à notre égard, nous venons vous prier de transmettre notre plainte formelle à la Légation et au Gouvernement Français. Nous comptons sur votre dévouement éprouvé pour les intérêts français pour faire aboutir promptement notre revendication.

N° 227.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux AMBASSADEURS de la République française, à Berlin, Londres,
et Madrid.

Paris, le 16 juillet 1909.

La rédaction du règlement minier prévu par l'Acte d'Algésiras soulève de nombreuses difficultés; ce règlement doit s'inspirer en effet des législations étrangères sur la matière, et ces législations sont loin de concorder. Il devra aussi tenir compte des conditions particulières du Maroc, et trancher, par des dispositions transitoires, les compétitions actuelles des différentes entreprises de toute nationalité qui ont essayé de se créer des droits sur les gisements miniers de l'Empire chérifien. Enfin, bien que l'Acte d'Algésiras réserve au Makhzen le droit de légiférer seul sur ce sujet, il a été entendu que le Corps diplomatique à Tanger serait saisi officieusement du projet soumis au Sultan. Chaque Légation aura besoin d'en référer à son Gouvernement sur les moindres détails; la discussion, d'ordre particulièrement technique, sera retardée et compliquée par ces correspondances et ces consultations.

Dans la note qu'il a remise au Département, le Gouvernement Allemand a fait ressortir le caractère très délicat des problèmes qui vont se trouver posés par cette législation. Il a exprimé le désir de s'entendre tout d'abord avec nous sur les solutions qu'on pourrait leur donner; il a même suggéré qu'il conviendrait peut-être d'en remettre l'examen à « un organe compétent, impartial et neutre ».

Nous pensons qu'il y aurait intérêt à accueillir cette suggestion. La délibération se poursuivrait dans des conditions avantageuses, si elle était confiée à une Commission de spécialistes, qui pourraient être délégués à cet effet par les Gouvernements français, anglais, allemand et espagnol, et qui se réuniraient à Paris. Cette Commission travaillerait à titre purement officieux, car on ne peut légiférer sur le Maroc en dehors de Tanger et de Fez. Mais ses travaux établiraient l'entente entre les principaux Gouvernements intéressés par une voie plus facile et plus rapide que celle d'une négociation proprement diplomatique.

M. Porché serait invité à venir exposer son projet à la Commission.

Le règlement ainsi adopté serait soumis aux Légations à Tanger. Il serait en même temps adressé au Makhzen comme l'expression des vues communes d'États bien qualifiés pour le recommander au Sultan.

Je vous serais obligé de saisir d'urgence le Gouvernement (royal) (impérial) de cette proposition.

Nous nous proposerions, le cas échéant, de désigner M. Aguillon, Inspecteur général des Mines et spécialiste universellement connu en cette matière, comme Délégué français.

PICHON.

N° 228.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 20 juillet 1909.

Dès qu'il a appris les événements de Melilla, Moulay Hafid a envoyé à Guebbas un courrier spécial pour lui prescrire de protester formellement devant les Représentants des Puissances contre l'intervention de l'Espagne.

Il est probable que Guebbas ne donnera pas suite pour le moment à ces instructions.

SAINT-AULAIRE.

N° 229.

M. DE BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

Berlin, le 21 juillet 1909.

Le Gouvernement Impérial est disposé à agréer l'idée de la réunion à Paris d'une commission composée de délégués de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Angleterre.

Le Secrétaire d'État m'a prié d'en informer Votre Excellence.

BERCKHEIM.

N° 230.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 22 juillet 1908.

A la suite de la lettre énergique adressée par M. Gaillard à Si Aïssa ben Omar, le Sultan nous a donné satisfaction sur la question des taxes arbitrairement imposées aux sujets et protégés.

SAINT-AULAIRE.

N° 231.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 juillet 1908.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence mon rapport trimestriel d'ensemble concernant la police marocaine.

Les effectifs des tabors sont partout au complet. Les désertions, sans atteindre les chiffres élevés qui ont été enregistrés précédemment, ont néanmoins été assez nombreuses au cours du trimestre écoulé qui correspond à l'époque des moissons. Les vides ont du reste été comblés au fur et à mesure avec la plus grande facilité.

Le colonel Müller, qui vient de terminer son inspection, a constaté la bonne tenue des troupes, leur instruction, leur discipline et leur entrain. Sans se départir de la réserve qui convient à ses fonctions, il a nettement laissé connaître qu'il avait apprécié l'œuvre de nos officiers.

La police a atteint, à l'heure actuelle, son plein développement. Elle fonctionne à la satisfaction générale.

A *Mazagan*, le tabor a été employé, pendant un mois et demi, à lutter contre les criquets. Le succès de ses efforts a été constaté par une lettre de remerciements adressée à l'instructeur en chef et signée de tous les membres de la colonie européenne. C'est ainsi que peu à peu la police est de plus en plus appréciée des Européens.

Dans les milieux makhzen, elle a heurté trop d'intérêts privés pour que son acclimatement ait été aussi facile, mais si elle n'y a pas désarmé les rancunes, elle y a acquis le prestige qui s'attache à sa force.

SAINT-AULAIRE.

N° 232.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 23 juillet 1909.

Au cours de l'entretien que j'ai eu hier avec lui, j'ai fait auprès du Ministre d'État la démarche que me prescrivait la dépêche de Votre Excellence du 16 de ce mois.

M. Allende Salazar a paru apprécier l'utilité de la procédure que nous suggérions et s'est montré disposé à désigner un délégué qui se joindrait au nôtre et à ceux de l'Allemagne et de l'Angleterre pour préparer le projet de règlement minier à proposer au Sultan et aux Représentants des Puissances.

RÉVOIL.

N° 233.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 juillet 1909.

M. Gaillard m'annonce que le Sultan me prie de demander par le télégraphe les bons offices du Gouvernement de la République au sujet des affaires du Riff. Pour justifier cette demande, Moulay Hafid rappelle les témoignages de bonne volonté qu'il a donnés au début de son règne.

SAINT-AULAIRE.

N° 234.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. le Général LYAUTEY, Haut-Commissaire français dans la région
frontière.

Paris, le 26 juillet 1909.

L'Ambassade d'Espagne nous signale que des bandes se formeraient près d'Oudjda pour prendre part à l'attaque contre Melilla. Si ces renseignements sont vérifiés, vous voudrez bien vous appliquer, dans la mesure du possible, à empêcher tous groupements armés.

PICHON.

N° 235.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. JONNART, Gouverneur général de l'Algérie à Alger.

Paris, le 26 juillet 1909.

D'accord avec le Président du Conseil, je vous invite à prescrire aux autorités algériennes de s'appliquer à empêcher que des Marocains ne se forment en bandes armées sur notre territoire pour prendre part à la lutte contre les Espagnols dans la région de Melilla.

PICHON.

N° 236.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 26 juillet 1909.

M. Allende Salazar vient de m'aviser que le Gouvernement espagnol est disposé à envoyer à Paris un délégué technique chargé d'étudier avec M. Aguilon et les représentants de l'Allemagne et de l'Angleterre le projet de règlement minier prévu par l'Acte d'Algésiras.

RÉVOIL.

N° 237.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française en Angleterre,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 27 juillet 1909.

J'ai entretenu le Foreign Office de la question du règlement minier marocain.

J'ai expliqué au Sous-Secrétaire d'État Permanent pour les Affaires étrangères les nombreuses difficultés que soulevait la rédaction du règlement minier marocain prévu par l'article 112 de l'Acte d'Algésiras, comment le Gouvernement allemand avait signalé ces difficultés au Gouvernement de la République et comment Votre Excellence avait été amenée à proposer de charger une commission officieuse composée de représentants techniques français, anglais, allemand et espagnol de résoudre promptement ce délicat problème de législation. J'ai remis à Sir Charles Hardinge un aide-mémoire et je lui ai demandé de me faire connaître le plus tôt possible la réponse du Gouvernement britannique aux suggestions de Votre Excellence.

Paul CAMBON.

N° 238.

Le Général LYAUTEY, Haut-Commissaire français dans la région frontière,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Oudjda, le 27 juillet 1909.

Je puis assurer qu'aucune bande n'est en formation contre Melilla dans la région d'Oudjda. Le passage par l'amalat de nombreux Riffains revenant d'Algérie sans armes a dû donner naissance à ces bruits. Nous n'avons aucun moyen de nous opposer à ces passages.

LYAUTEY.

N° 239.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 29 juillet 1909.

Afin de prévenir les lenteurs et les difficultés que risquait de soulever la discussion du projet de règlement minier par le Corps diplomatique à Tanger, je viens de proposer aux Gouvernements anglais, espagnol et allemand de faire examiner le texte de M. Porché par une commission qui comprendrait seulement des techniciens des quatre pays et dont l'intervention serait *tout officielle*.

Les trois Puissances ont accepté cette procédure.

M. Porché devra participer aux travaux de la commission. Notre délégué sera M. Aguillon.

PICHON.

N° 240.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 29 juillet 1909.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement britannique accepte notre proposition de réunir à Paris une commission de spécialistes français, anglais, espagnol et allemand, chargée de rédiger le projet de règlement minier du Maroc.

Paul CAMBON.

N° 241.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 août 1909.

J'ai déjà signalé à Votre Excellence les plaintes de nos nationaux établis dans la région de Larache et d'El Ksar contre les exactions systématiques exercées par les Caïds sur leurs protégés et associés agricoles. On pouvait admettre alors qu'en manifestant à ce point leur dédain des droits reconnus à nos ressortissants par les traités et les usages, ces chefs n'agissaient que de leur propre initiative et dans leur intérêt propre, enhardis par la faiblesse du Makhzen. Mais d'une lettre que j'ai reçue récemment de notre Consul à Fez, et dont Votre Excellence voudra bien trouver ci-joint copie, il ressort que c'est au contraire pour obéir à des instructions formelles du Sultan que les Caïds du Rarb ont adopté cette attitude.

Avec ce que l'on sait des tendances générales de Moulay Hafid, et après sa récente tentative de supprimer à Fez même les franchises des protégés en matière fiscale, cette information n'a rien qui puisse nous surprendre. Il semble cependant que le rapport de M. Gaillard doive nous suggérer quelques réflexions d'ordre général. Je n'ai pas besoin de rappeler à Votre Excellence l'importance et le caractère des intérêts français engagés dans le Rarb. Les deux cents à deux cent cinquante patentes de censaux et d'associés agricoles, délivrées ordinairement par cette Légation pour les circonscriptions de Larache et d'El Ksar ne constituent pas une sorte de tribut payé

par le cultivateur indigène au négociant européen qui le protège. Elles représentent un véritable crédit agricole, et ces capitaux, avancés par nos nationaux aux indigènes, ont permis à ceux-ci de supporter la déplorable situation économique créée par l'excédent des importations sur les exportations : d'autre part, en attendant que l'acquisition directe de terrains de culture par les étrangers soit devenue possible, nous devons considérer ces entreprises d'association agricole comme d'autant plus intéressantes pour le développement de nos intérêts et l'avenir économique du pays. La sécurité relative assurée aux indigènes par la demi-protection que confère ce contrat est en effet le seul moyen, dans les conditions actuelles, d'arriver à développer peu à peu leur faculté de vente et par suite d'achat.

La vieille politique makhzénienne que Moulay Hafid prétend ressusciter aujourd'hui, sans se rendre compte très nettement des conditions nouvelles qui en rendent l'application plus difficile, va directement à l'encontre de ces intérêts.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France au Maroc.

Fez, le 9 juillet 1909.

Le Caïd Ben Boucheta Baghdadi, chef de la méhalla d'El Ksar et du Khlot, auquel le Makhzen avait adressé de pressantes demandes d'argent, a répondu qu'il lui était difficile de pressurer davantage les populations sans pousser leur mécontentement à un degré dangereux; il fait remarquer, d'ailleurs, que la région soumise à sa juridiction comprend de nombreux protégés européens.

Moulay Hafid a donné l'ordre à Baghdadi de ne tenir aucun compte de la protection, d'exiger des protégés les mêmes sommes qu'il réclame des autres indigènes et de les razzier s'ils ne s'exécutent pas; mais on lui conseille d'éviter toute correspondance à ce sujet et de se borner à répondre aux consuls et aux négociants européens qui se plaindraient, qu'il agit en vertu d'ordre du Makhzen et que tout le monde doit payer l'impôt.

J'apprends que le Sultan vient d'ordonner au Caïd Cherqaoui, qui se trouve actuellement à Fez, d'écrire à son khalifa pour lui donner des instructions identiques. Il est probable que l'on aura également écrit dans ce sens aux autres caïds du Gharb.

Ces instructions révèlent chez le Sultan un état d'esprit fort inquiétant.

HENRI GAILLARD.

N° 242.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à
Berlin.

Paris, le 5 août 1909.

La Banque d'État du Maroc n'avait pas cru pouvoir se prêter à la combinaison qui lui était proposée en vue du paiement de la créance de M. Renschausen sur le Makhzen.

L'entrepreneur allemand va cependant recevoir la somme qui lui était due et qu'une combinaison financière négociée entre El Mokri et le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie, permet au Gouvernement chérifien de se procurer pour éteindre cette créance. La banque française dont il s'agit vient en effet de prêter au Makhzen les fonds nécessaires en acceptant comme garantie les terrains qui constituaient le gage du contrat Renschausen.

Vous pourrez faire connaître à la Chancellerie impériale que nous avons été heureux de favoriser, dans cette circonstance, la solution du conflit sur lequel elle avait appelé notre attention.

PICHON.

N° 243.

M. DE BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à
Berlin,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 5 août 1909.

Le baron de Langwerth vient de m'annoncer de la part du baron de Schoen et m'a prié de transmettre à Votre Excellence le nom du délégué allemand à la commission qui doit se réunir à Paris pour étudier la question du règlement minier au Maroc.

Ce délégué sera M. Haber, conseiller intime, rapporteur actuellement détaché au Ministère des Colonies et dont la compétence technique est, paraît-il, très appréciée.

BERCKHEIM.

N° 244.

M. DE BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 8 août 1909.

Le baron de Langwerth a reçu de Paris la nouvelle officieuse que l'indemnité de 600,000 francs réclamée par M. Renschausen allait lui être payée sans délai.

En me remerciant de notre intervention officieuse, il m'a exprimé sa vive satisfaction de voir les difficultés terminées selon le désir de l'intéressé.

En ce qui regarde l'emprunt marocain, M. de Langwerth ne m'a pas caché combien il serait désirable, à tous points de vue, qu'on pût l'obtenir aussitôt que possible.

BERCKHEIM.

N° 245.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 13 août 1909.

D'après une lettre que m'adresse notre Consul à Fez au sujet de Bou Hamara, la situation du Rogui serait devenue dernièrement assez précaire et sa capture serait considérée comme imminente au Dar El Makhzen, qui escompte la défection prochaine de plusieurs tribus demeurées jusqu'à présent fidèles à la cause du Préten-
dant.

J'ai l'honneur de faire parvenir, ci-jointe, à Votre Excellence une copie du rapport de M. Gaillard.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France au Maroc.

Fez, le 9 août 1909.

Bou Hamara a quitté jeudi dernier Aïn Médiouna pour se porter plus à l'Est en suivant la rive gauche de l'Ourgha. Il a campé vendredi au Djemaa de Slas et il se trouvait hier près de Fez-Elbâli, dans la tribu de Fechtala.

Le Makhzen a envoyé des émissaires aux tribus *djebala* (Fechtala, Setta, Beni Zeroual) pour leur représenter que le Rogui avait été la cause initiale de l'intervention espagnole dans le Rif en vendant les mines de Beni Bou Ifrou à des compagnies étrangères. Ces tribus sont en effet frappées par le fait que Bou Hamara ne prend pas la tête du mouvement anti-espagnol et s'éloigne au contraire du théâtre des hostilités. D'après mes renseignements, elles seraient disposées à lui livrer passage mais non pas à l'appuyer.

On croit au Dar El Makhzen que la capture de Bou Hamara n'est plus qu'une question de jours; le Sultan semble n'avoir aucun doute à cet égard. Les forces du Rogui s'élèveraient à peine à 400 hommes. Bou Hamara va être entièrement séparé des tribus de la région de Taza qui l'appuyaient jusqu'à présent, mais qui commencent à être fatiguées d'avoir à lui fournir des vivres. D'autre part, les tribus du Rarb et du Djebel ne l'ont jamais pris au sérieux comme Prétendant, ainsi que j'ai eu souvent l'occasion de le faire remarquer dans ma correspondance; et si quelques-unes d'entre elles l'avaient récemment proclamé, c'était uniquement pour ne pas être prises entre deux feux dans leur lutte contre le Makhzen.

Henri GAILLARD.

N° 246.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 13 août 1909.

Notre Consul à Fez m'annonce que le Sultan a décidé d'envoyer dans le Rif une mission dirigée par Bouchta Ben Bagdadi qui sera assisté de deux autres personnages jouissant d'une certaine influence dans la région.

Moulay Hafid avait d'abord pensé à appuyer cette mission d'une petite méhalla. Mais il a craint que les soldats ne fussent amenés à prendre part aux hostilités contre

les Espagnols et il a renoncé à ce projet. Les envoyés de Moulay Hafid se borneront donc à un rôle de médiateurs. Ce n'est qu'après la conclusion de la paix que des troupes seraient envoyées dans le Riff conformément aux traités conclus entre l'Espagne et le Maroc.

SAINT-AULAIRE.

N° 247.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 13 août 1909.

Le Sultan vient d'envoyer à Mokri une lettre par laquelle il le charge de demander l'intervention du Gouvernement de la République auprès du Gouvernement espagnol, en vue de localiser l'action militaire et de mettre fin aux hostilités. D'autre part, Moulay Hafid a invité Guebbas à notifier aux Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, par l'intermédiaire du doyen du Corps diplomatique, les réserves que fait le Makhzen en ce qui concerne le paiement des dépenses militaires de l'Espagne dans le Riff.

SAINT-AULAIRE.

N° 248.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 16 août 1909.

Un nouveau succès plus important que le premier, a été remporté, le 10, par la méhalla chérifienne envoyée contre le Rogui.

Toutefois, contrairement aux bruits qui ont d'abord couru, le prétendant a réussi à s'échapper dans une région montagneuse où il paraît difficile de s'emparer de lui.

SAINT-AULAIRE.

N° 249.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 16 août 1909.

Les négociations poursuivies avec l'Ambassade chérifienne viennent d'aboutir à la rédaction d'une note, ci-jointe en copie, où nous avons fait connaître nos vues sur les trois questions suivantes : évacuation de la Chaouya et de Casablanca, région frontière et police frontière, liquidation des dettes du Makhzen et remboursement des dépenses militaires de la France.

Si Abdallah El Fasi est chargé de porter ce document à Moulay Hafid auquel il fournira toutes les explications utiles sur les intentions du Gouvernement de la République.

El Mokri reste à Paris où il attendra que le Sultan lui fasse connaître ses instructions sur les questions traitées.

Nos décisions s'inspirent de la situation présente et de l'intérêt du Makhzen. Nous espérons que Moulay Hafid s'en convaincra et mettra El Mokri en mesure de terminer rapidement la négociation.

PICHON.

ANNEXE.

NOTE.

14 août 1909.

Dans le but de mettre fin aux difficultés pendantes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, il a paru que toutes les questions actuellement discutées avec l'Ambassade marocaine à Paris devaient recevoir leurs solutions en même temps et faire l'objet d'un règlement unique.

La note transcrite ci-après expose les vues du Gouvernement français sur l'évacuation de la Chaouya et de Casablanca, sur la question de la région frontière et de la police frontière, sur la liquidation de la dette du Makhzen et sur le paiement des dépenses militaires effectuées par la France au Maroc.

I.

L'accord provisoire relatif à l'évacuation de la Chaouya est ratifié sous le bénéfice des dispositions suivantes :

ART. 2. — Des instructions tendant à l'application de l'article 2 et concertées entre le Makhzen et la Légation de France seront données par écrit aux autorités indigènes de la Chaouya.

ART. 9. — Les dispositions de l'article 9 seront remplacées par celles de l'accord spécial prévu à l'article 8.

ART. 10. — En ce qui concerne l'accord à intervenir au sujet de l'évacuation de Casablanca, il est convenu ce qui suit :

1° La sécurité dans la Chaouya devra être tout d'abord effectivement assurée. A cet effet, les troupes marocaines actuellement chargées de maintenir l'ordre dans cette province conserveront provisoirement leur organisation. Elles seront soldées et entretenues sur un compte spécial inscrit au budget de l'État chérifien et notifiées à la Banque d'État du Maroc. En cas d'insuffisance des ressources budgétaires normales, le complément des fonds sera prélevé sur le produit des impôts de la province. Les dépenses seront mandatées dans les conditions fixées par le règlement sur la police des ports. Le tarif actuel des soldes pourra être révisé après entente.

Ces troupes ne pourront être distraites de la Chaouya que lorsque le Makhzen sera en état d'y substituer des forces marocaines constituées et instruites sous la direction de la Mission militaire française dans des conditions analogues à celle de la police des ports et capables de maintenir dans la province la sécurité des personnes et des biens ainsi que celle des transactions commerciales. Lorsque ces conditions seront remplies, les troupes françaises évacueront, suivant les dispositions de l'article 1^{er} de l'accord provisoire, les postes qu'elles occupent à l'intérieur de la Chaouya; elles seront alors cantonnées aux abords de Casablanca;

2° Le Gouvernement de la République n'a jamais cessé de considérer la ville de Casablanca comme territoire marocain et n'a pas l'intention d'y exercer une occupation définitive. Il en retirera ses troupes lorsqu'il aura pu juger que l'organisation prévue pour la Chaouya est en état d'y assurer le maintien de l'ordre d'une manière efficace et lorsque toutes satisfactions lui auront été données par le Makhzen :

a) En ce qui concerne le remboursement des dépenses militaires mentionnées à l'article 8 de l'Accord provisoire et le versement des indemnités aux victimes des troubles de Casablanca;

b) Au sujet du cheikh Ma-el-Aïnin et des ennemis de la France au Sahara. Le Gouvernement chérifien devra empêcher que ces agitateurs ne reçoivent des encouragements et des secours en argent, armes et munitions; il adressera en ce sens des lettres, dont la Légation de France recevra copie, aux autorités du Sous et de l'Oued Noun pour leur prescrire de réprimer la contrebande des armes dans ces régions;

c) Le Gouvernement chérifien devra adresser aux autorités locales des instructions formelles en vue de l'application intégrale de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras (droit de propriété immobilière des étrangers).

II.

Les deux Gouvernements considèrent que le régime à réaliser dans la région frontière repose tout d'abord sur les arrangements antérieurement conclus entre eux à ce sujet et dont l'accord provisoire préparé à Fez, le 24 mars dernier, a eu pour objet de préciser les détails d'exécution.

Ils approuvent donc les clauses de cet accord, complétées par les observations et dispositions ci-après :

Le Makhzen désignera sans délai un haut commissaire chérifien en lui donnant les pou-

voirs nécessaires pour l'exercice de ses attributions, notamment le droit de proposer, après entente préalable avec le haut commissaire français, la nomination et la révocation des caïds et autres fonctionnaires marocains.

La force makhzénienne prévue à l'article 2, de l'Accord provisoire sera organisée d'après les principes suivants :

La troupe sera composée de soldats musulmans marocains, recrutés par engagements, instruits et commandés par des officiers et sous-officiers français et algériens en nombre nécessaire. Elle sera autonome et placée sous l'autorité d'un commandant français, agréé par le Makhzen, qui relèvera directement des deux hauts commissaires français et chérifien. Son effectif pourra être porté progressivement à 2,000 hommes, chiffre indiqué à l'article premier du traité de 1844. Elle sera payée sur le produit des impôts des tribus de la région frontière et des taxes et droits mentionnés aux accords.

L'indemnité prévue à l'article premier de l'accord provisoire pour l'occupation du poste de Ras-el-Aïn des Beni-Mather est fixée à 50,000 francs; elle sera défalquée de l'indemnité due au Gouvernement français pour ses dépenses militaires.

Les troupes françaises cantonnées dans la région frontière seront diminuées au fur et à mesure de l'augmentation des effectifs de la police makhzénienne. Lorsque cette troupe makhzénienne aura atteint l'effectif de 2,000 hommes et qu'elle aura été jugée capable de remplir la mission indiquée à l'article 2 et à l'article 3 de l'accord provisoire, les troupes françaises seront ramenées en deçà de la frontière.

En ce qui concerne Bou Denib et Bou Anan, le Gouvernement français est disposé à évacuer ces postes sans attendre que le Makhzen y ait installé une force organisée, mais à condition que la liberté des relations commerciales et la sécurité des caravanes soient suffisamment assurées. A cet effet, des agents désignés par les deux Gouvernements devront, à bref délai, rechercher sur les lieux mêmes les moyens d'obtenir le résultat envisagé, notamment par la constitution d'escortes destinées à accompagner les caravanes, par la construction de caravansérails où seront établis des postes de garde indigènes, et par l'établissement de relations officielles et régulières entre les autorités des régions limitrophes.

Dès que ce système fonctionnera d'une manière satisfaisante, les troupes françaises seront progressivement réduites et seront ramenées en Algérie.

Enfin des mesures spéciales seront prises par le Makhzen pour que les droits de propriété des ressortissants algériens en territoire marocain puissent s'exercer sans entraves, conformément à l'article 6 de l'accord du 20 juillet 1901.

III.

Le Makhzen est dans l'obligation de rembourser à divers créanciers.	80,000,000 ¹
Tout retard complique sa situation financière.	
Les dépenses militaires à rembourser à la France s'élèvent à	70,000,000
TOTAL	150,000,000

L'évaluation du passif a été établie sur les éléments fournis au début des négociations engagées fin juin 1909 par le Département des Finances et l'Ambassade marocaine. Toute créance nouvelle, de quelque ordre que ce soit, devrait être éventuellement liquidée par des moyens autres que l'opération présentement envisagée.

Grâce au concours moral que lui prêtera le Gouvernement de la République, le Makhzen

peut espérer réaliser un emprunt public de quatre vingts millions effectifs moyennant une annuité d'environ 4,660,000 francs pendant 75 ans, ci. 4,660,000^f

Si, comme le Gouvernement français pourrait le demander, le Makhzen était obligé d'ajouter à cet emprunt les 70,000,000 dus à la France, l'annuité supplémentaire de ce chef, s'élèverait, pendant 75 ans, à environ 4,077,000 francs. Mais, afin de manifester ses dispositions bienveillantes à l'égard du Maroc, le Gouvernement de la République n'exigera pas de faire comprendre sa créance dans le prochain emprunt et, en vue de diminuer les charges qui incomberaient à ce sujet au budget marocain, il est prêt au lieu d'un remboursement immédiat, à accepter le paiement d'une annuité calculée, non pas au taux du crédit actuel du Maroc, mais au taux du crédit français. L'annuité ainsi fixée, avec amortissement en 75 années, s'élèverait à environ 2,740,000 francs. Cette combinaison fait ressortir en faveur du Makhzen une économie annuelle de 1,337,000 francs, soit pour 75 ans, de 100,275,000 francs. La France se réserverait d'ailleurs la faculté soit d'employer cette annuité au service de l'emprunt garanti par elle, soit de la négocier, ci. 2,740,000

TOTAL 7,400,000

En différant l'amortissement pendant cinq ans, ce total se trouverait réduit, pendant cette période, d'environ 420,000 francs, et, par suite, ramené à. 6,980,000^f

D'autre part, il paraît souhaitable de réserver au Makhzen pour l'ensemble de ses dépenses, en sus de ses revenus intérieurs, une somme de. . . 3,000,000

D'où il ressort un total de charges annuelles de. 9,980,000

Les ressources sur lesquelles on peut gager l'opération sont : l'excédent du produit des douanes, après prélèvement : 1° des frais d'administration; 2° du service de l'emprunt 1904, ci. 6,000,000^f
éventuellement l'économie réalisée sur le service de l'emprunt 1904 avec l'assentiment des porteurs, en prolongeant la durée d'amortissement, ci. . . 650,000
le monopole du tabac à instituer. 1,200,000
les *moustafadat* et *zekkat* dans les villes du littoral. 500,000
la moitié de l'impôt foncier sur les propriétés bâties dans les villes du littoral. mémoire.
le produit des biens domaniaux. mémoire.

TOTAL 8,350,000

Les charges étant de 9,980,000 francs et les ressources évaluées à 8,350,000 francs, il en ressort une insuffisance annuelle de 1,630,000 francs qui sera, à partir de la sixième année, aggravée de 420,000 francs pour l'amortissement.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement français est disposé à prêter ses bons offices au Makhzen en vue d'obtenir de la Banque d'État les avances nécessaires pour parfaire les 3 millions par an dont il a besoin, et cela jusqu'à ce que le développement des revenus ci-dessus évalués, le produit effectif de l'impôt des propriétés bâties et le revenu des biens domaniaux aient permis de combler l'insuffisance.

Il doit être bien entendu que la délégation de l'emprunt 1904, qui dirige actuellement le contrôle des douanes, sera également chargée de contrôler l'assiette et la perception tant des droits déjà existants (*moustafadat* et *zekkat*) que des taxes nouvelles. La gestion des biens du domaine devra être aussi confiée à un service du domaine relevant de la délégation.

Pour ce qui touche la gestion de ces revenus, les attributions et les pouvoirs actuels du délégué français et du délégué marocain devront être confirmés et développés en recherchant les moyens de lever tous les obstacles et de faciliter dans la plus large mesure l'accomplissement de leur mission.

C'est ainsi que tout en respectant les préoccupations du Makhzen au point de vue de son autorité souveraine, on devra réserver au délégué français tous les pouvoirs administratifs qui lui sont nécessaires pour assurer la régularité de la gestion de ces revenus et pour lui permettre de fournir toutes garanties aux porteurs de titres et au Gouvernement français.

Il est urgent d'accepter ces propositions, car la situation financière du Makhzen s'aggrave tous les jours, et, dans quelques mois, on pourrait ne plus trouver les concours indispensables.

N° 250.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 16 août 1909.

Le Ministre d'État vient de m'aviser que le Ministre du Fomento a désigné M. Fernando de los Villares y Amor, inspecteur général des Mines, comme délégué technique du Gouvernement espagnol à la Commission qui doit élaborer un projet de règlement minier pour le Maroc.

W. MARTIN.

N° 251.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 août 1909.

Notre Consul à Fez me donne, dans deux rapports dont j'ai l'honneur de faire parvenir ci-joint copie à Votre Excellence, des détails sur les dernières opérations du Sultan contre le Rogui Bou Hamara et sur la défaite subie par celui-ci le 10 de ce mois.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXES.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 12 août 1909.

Le chef de la méhalla chérifiennne, apprenant mardi matin que le Rogui levait son camp pour se retirer dans les montagnes des Beni Zeroual, se porta dans sa direction avec ses troupes. Après une marche assez longue, les soldats chérifiens, précédés par des cavaliers des Oulad-Djamaa, purent rejoindre la méhalla de Bou Hamara. Celle-ci, qui avait à défendre son convoi, eut le dessous et dut abandonner une partie de ses bagages.

Le cavalier qui vient d'apporter cette nouvelle au Sultan dit que le combat a été très vif et qu'il y eut, des deux côtés, de nombreux morts et blessés; Bou Hamara, d'après lui, ne se serait échappé qu'avec peine et se trouverait actuellement dans la région montagneuse qui sépare les Beni-Zeroual des Beni-Ouriarel.

Henri GAILLARD.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

Fez, le 13 août 1909.

La défaite du Prétendant a été plus complète que les premières nouvelles ne le faisaient prévoir. Les troupes chérifiennes ont pu s'emparer de deux canons, d'une partie du matériel de campement et de nombreux prisonniers dont plusieurs femmes. Le Khalifa Djilali Mou-Loudou aurait été tué.

Bou Hamara, accompagné par une centaine de cavaliers, s'est rendu d'abord chez les Beni-Zeroual, à la zaouya des Derqaoua. Le Makhzen pensait qu'il y serait cerné par les cavaliers de la mahalla et déjà faisait courir aujourd'hui le bruit de sa capture; mais un courrier arrivé ce soir de cette zaouya fait savoir au Makhzen que le Rogui l'a abandonnée hier matin, se dirigeant vers les Beni-Ouriarel.

Les prisonniers, au nombre de 160, sont arrivés à Fez aujourd'hui, ainsi qu'environ 40 têtes qui seront exposées à Bab Elmahrouq. Quelques-uns des prisonniers, que l'on prétend être des caïds de Bou Hamara, ont eu le poignet coupé et trempé ensuite dans la poix brûlante. A l'un d'eux, ancien caïd du Makhzen, on a coupé le poignet droit et le pied gauche. La population de Fez blâme ces supplices qui n'étaient plus usités au Maroc depuis de longues années et l'on trouve qu'il eût mieux valu fusiller purement et simplement les principaux prisonniers.

Henri GAILLARD.

N° 252.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 août 1909.

J'ai déjà eu l'occasion de signaler au Département les inconvénients que me paraît présenter, dans les conditions actuelles, au double point de vue de leur dignité et de leur sécurité, la participation de nos instructeurs aux opérations militaires du Makhzen.

Ces inconvénients ne sont pas les seuls. Je crois devoir attirer particulièrement l'attention de Votre Excellence sur un rapport de M. Gaillard qui rend compte des supplices infligés par Moulay Hafid aux prisonniers roguistes.

L'opinion locale est très péniblement impressionnée par ces actes révoltants de sauvagerie, renouvelés de l'époque la plus barbare de l'histoire du Maroc. Ils ont produit une fâcheuse impression parmi les Européens et même parmi la population indigène de la capitale. L'opinion française ne comprendrait sans doute pas davantage que des officiers français deviennent, même indirectement, les auxiliaires d'une pareille répression.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

Fez, le 14 août 1909.

Sur ordre du Sultan, les soldats de Bou Hamara faits prisonniers au cours du combat de mercredi dernier ont été conduits hier dans la cour du Méchouar; ils étaient au nombre de 160 environ. On leur infligea d'abord la bastonnade, puis on choisit ceux qui avaient été caïds ou avaient occupé à la cour du Prétendant des fonctions quelconques; ces derniers furent conduits à Bab Elmahrouq où on leur infligea des tortures diverses. Une vingtaine d'entre eux se virent couper le poignet droit et le pied gauche, supplice très usité à l'époque de Moulay Ismaël; une dizaine d'autres captifs eurent seulement le poignet coupé. Le chef de la fanfare de Bou Hamara subit la torture suivante : on lui fendit d'abord les joues à la commissure des lèvres, puis on lui arracha les dents. Les prisonniers escortés par la foule furent ensuite reconduits au palais, sauf deux d'entre eux qui, morts d'hémorragie, furent enterrés sur le champ.

GAILLARD.

N° 253.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 19 août 1909.

Je partage l'opinion exprimée par M. de Saint-Aulaire sur les motifs que nous aurions de limiter la participation de nos instructeurs aux opérations militaires du Makhzen.

PICHON.

N° 254.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française en Espagne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Sébastien, le 21 août 1909.

Au cours de la conversation que j'ai eue hier avec le Ministre d'État, j'ai indiqué à M. Allende Salazar que le Gouverneur général de l'Algérie, en donnant des instructions aux détachements envoyés contre certains partis venus du Taflelt, leur avait interdit de pousser des pointes au delà des lignes déjà occupées par nous : nous avions eu pour but d'éviter tout ce qui pourrait donner lieu à une recrudescence d'hostilité contre les Européens et créer, par suite, des difficultés aux troupes espagnoles.

J'ai fait également allusion aux diverses circonstances à l'occasion desquelles le Gouvernement de la République a donné au Gouvernement espagnol la preuve de son constant concours. M. Allende Salazar s'est montré sensible à ces témoignages d'amitié.

W. MARTIN.

N° 255.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 22 août 1909.

Mokri m'a fait hier la communication dont Moulay Hafid l'avait chargé. « Le Sultan, a-t-il ajouté, désire entretenir les meilleures relations avec l'Espagne et souhaite que les difficultés actuelles puissent être arrangées à la satisfaction des deux pays. » J'ai fait comprendre à Mokri que nous ne pourrions intervenir que s'il s'agissait de transmettre à l'Espagne des propositions qui seraient avantageuses pour elle ou si notre concours était demandé par les deux Gouvernements intéressés.

PICHON.

N° 256.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 août 1909.

Des mauvais traitements viennent encore, au mépris des traités, d'être infligés à nos ressortissants malgré les instructions du Makhzen dont l'envoi a été annoncé à M. Gaillard. Un Algérien a été, par ordre d'un caïd, bâtonné, puis emprisonné, et enfin relâché sur l'intervention du Consul. Deux indigènes, l'un censal et protégé français depuis dix-sept ans, l'autre associé agricole, ont été incarcérés, leurs biens ont été pillés et la maison française qu'ils représentaient éprouve de ce fait une perte considérable. La légation a réclamé la révocation des agents coupables et le paiement d'une indemnité aux victimes de ces abus de pouvoir, mais aucune réponse satisfaisante ne nous a été donnée jusqu'à présent.

REGNAULT.

N° 257.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 août 1909.

Je crois nécessaire, comme l'a suggéré M. de Saint-Aulaire, d'inviter notre consul à Fez à faire au Sultan des représentations très fermes au sujet des sévices infligés aux prisonniers roguistes. Ces exécutions ne sont pas seulement chez Moulay Hafid l'effet d'un tempérament violent, elles paraissent préméditées. Dès le début de son règne, il a affiché un parti pris de cruauté qui devient chez lui une méthode de gouvernement. Il veut créer la terreur en appliquant des peines inusitées au Maroc depuis trois siècles. On peut donc craindre, si l'occasion s'en présente, qu'il n'ordonne encore de nouveaux supplices. En conséquence il importe d'obtenir de lui l'engagement solennel de faire désormais respecter les lois de l'humanité et d'interdire toute torture et tout châtiment produisant des mutilations ou une mort lente. S'il refusait de souscrire à cet engagement, M. Gaillard l'avertirait que les instructeurs de la mission française ne seraient plus autorisés à participer aux opérations des méhallas.

Il serait d'ailleurs désirable que le Consul d'Angleterre à Fez fût autorisé à marquer, de son côté, au Sultan la réprobation du Gouvernement britannique.

REGNAULT.

N° 258.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DAESCHNER, Chargé d'affaires de la République française à
Londres.

Paris, le 25 août 1909.

Je vous prie de demander au Gouvernement britannique de vouloir bien autoriser le Consul d'Angleterre à Fez à marquer au Sultan la réprobation excitée en Angleterre par les supplices qui ont été infligés aux prisonniers roguistes.

PICHON.

N° 259.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 25 août 1909.

Je partage votre opinion sur la nécessité d'inviter M. Gaillard à faire au Sultan des représentations très fermes. Vous voudrez bien adresser à notre consul des instructions dans le sens que vous indiquez.

Je prie notre Chargé d'affaires à Londres d'entretenir le Foreign Office de la démarche que le Consul d'Angleterre à Fez pourrait de son côté faire auprès de Moulay Hafid.

PICHON.

N° 260.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 août 1909.

Le 22 de ce mois, le Rogui a été cerné dans la Zaouya des Beni Mestara. Bouchta ben Bagdadi, chef de la méhalla du Sultan, aurait mis le feu à la Zaouya. Il s'est ainsi emparé de Bou Hamara qui est conduit à Fez.

REGNAULT.

N° 261.

M. DAESCHNER, Chargé d'affaires de la République française à Londres,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 26 août 1909.

J'ai fait à l'Office des Affaires étrangères la démarche prescrite par vos instructions d'hier au sujet des efforts à tenter à Fez pour amener le Sultan à mettre fin aux supplices qu'il inflige à ses prisonniers.

Le Sous-Secrétaire d'État adjoint, que j'ai vu en l'absence de Sir Edward Grey, se proposait précisément de solliciter de son chef des instructions, à la suite de l'information publiée dans la presse de ce matin sur les dispositions prises par le Gouvernement de la République. Il ne doute pas de l'assentiment de Sir Edward Grey, et des ordres en conséquence seront envoyés à l'agent consulaire d'Angleterre à Fez.

DAESCHNER.

N° 262.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 26 août 1909.

Il devient plus urgent et plus nécessaire que jamais, à la suite de la prise du Rogui et de son envoi à Fez, d'intervenir auprès de Moulay Hafid pour arrêter les tortures qu'il inflige à ses prisonniers. Une démarche énergique et immédiate s'impose à nous; efforcez-vous donc de déterminer tout le Corps diplomatique à s'y associer. Agissez donc sans retard auprès du Sultan, avec le concours de tous ceux de vos collègues qui voudront bien se joindre à vous.

PICHON.

N° 263.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 27 août 1909.

J'ai envoyé hier à notre Consul à Fez, par courrier spécial, l'instruction de faire d'urgence des représentations au Sultan. J'invite en outre M. Gaillard à se concerter à ce propos avec le Consul d'Angleterre. Je fais convoquer ce soir le Corps diplomatique, dont je suis doyen par intérim, pour échanger des vues au sujet d'une démarche commune.

REGNAULT.

N° 264.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 août 1909.

Le Corps diplomatique a examiné aujourd'hui les conditions dans lesquelles il serait possible de faire une démarche collective auprès du Sultan pour protester contre les supplices infligés aux prisonniers roguistes et prévenir le retour d'actes de cette nature. Trois de mes collègues se sont déclarés dès à présent prêts à adopter cette motion : le Ministre de Russie et les Chargés d'affaires d'Angleterre et d'Espagne. Le Ministre des États-Unis ainsi que les Chargés d'affaires d'Allemagne, de Belgique et de Portugal, tout en étant favorables personnellement à une démarche de ce genre, ont jugé nécessaire de demander des instructions à leurs Gouvernements respectifs. Le Chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie a d'abord déclaré que les châtiments infligés étaient prescrits par le Coran et qu'en ce qui le concerne, n'ayant pas été avisé par son agent à Fez des traitements dont les prisonniers roguistes ont été victimes, il lui semblait difficile de solliciter des instructions avant d'avoir reçu un rapport officiel. Le Ministre d'Italie a dit avoir déjà donné des conseils officieux à Guebbas pour recommander au Sultan d'abandonner ces pratiques ; mais il considère une démarche collective comme une intervention directe dans les affaires intérieures du Maroc et il ne saurait s'y associer sans instructions.

Il a été finalement convenu que si les instructions qui vont être demandées sont unanimement concordantes, la note verbale suivante serait remise au Sultan par notre consul en qualité de représentant du doyen du Corps diplomatique ; M. Gaillard serait accompagné de ses collègues.

« Le Corps diplomatique s'est ému des châtiments infligés récemment à Fez à des prisonniers. Il a décidé d'appeler respectueusement l'attention de Sa Majesté Chérifienne sur la réprobation que ces procédés ont provoquée dans le monde civilisé.

« Le Corps diplomatique exprime le vœu que Sa Majesté Chérifienne veuille bien prendre l'engagement solennel de renoncer à ces pratiques depuis longtemps inusitées au Maroc et condamnées par les lois de l'humanité, et qu'elle interdise toute torture, tout châtiment produisant des mutilations ou la mort lente.

« Le Corps diplomatique est persuadé que Sa Majesté Chérifienne voudra bien en édictant ces mesures, s'associer au désir manifesté par les Puissances dans l'intérêt supérieur de la civilisation. »

REGNAULT.

N° 265.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 août 1909.

Le Rogui est arrivé le 24 août à Fez. Il a été enfermé dans une cage portée par un chameau et conduit dans cet appareil devant le Sultan. On va l'exhiber ainsi pendant quelques jours, en attendant la sentence que rendra Moulay Hafid.

REGNAULT.

N° 266.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
aux AMBASSADEURS de la République française à Rome, Vienne et
Berlin.

Paris, le 28 août 1909.

Je vous communique ci-joint un projet de note préparé *ad referendum* par le Corps diplomatique à Tanger et qui devrait être remis au Sultan pour protester contre les supplices infligés aux prisonniers roguistes.

Je vous prie de demander d'urgence au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité s'il veut bien adhérer à ce projet. En raison de l'émotion du sentiment public français, nos agents ont l'ordre d'agir seuls dans le cas où les représentants des autres Puissances ne seraient point autorisés à se joindre à notre démarche.

PICHON.

N° 267.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 29 août 1909.

Le Ministre des États-Unis vient de me notifier l'adhésion de son Gouvernement à la démarche collective que nous proposons de faire auprès du Sultan pour protester contre les supplices.

REGNAULT.

N° 268.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 29 août 1909.

Les Chargés d'affaires de Portugal et de Belgique ont reçu de leurs Gouvernements
l'instruction d'adhérer au projet de démarche collective.

REGNAULT.

N° 269.

M. DARD, Chargé d'affaires de la République française à Vienne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 30 août 1909.

Le Comte d'Æhrenthal vient de télégraphier au Chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie
à Tanger de se joindre à ses collègues si ceux-ci ont tous reçu l'instruction d'adhérer
à la démarche collective qui doit être faite à Fez.

DARD.

N° 270.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 30 août 1909.

Le Gouvernement impérial s'associera à la démarche que la France propose de
faire à Fez. Il a déjà envoyé des instructions dans ce sens à son représentant à
Tanger.

Jules CAMBON.

N° 271.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 31 août 1909.

Pour faire suite à mes précédentes communications sur la défaite et la capture du Rogui par les troupes chérifiennes, j'ai l'honneur de faire parvenir ci-jointe au Département la copie de deux rapports que M. Gaillard vient de m'adresser au sujet de l'arrivée à Fez de Bou Hamara.

Comme le verra Votre Excellence, le Sultan ne semble pas vouloir faire périr pour le moment le prétendant vaincu ; il se proposerait de l'emmener à Marrakech afin qu'aucun doute ne puisse subsister sur le résultat de ses victoires.

REGNAULT.

ANNEXES.

Le Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre de la République française au Maroc.

Fez, le 25 août 1909.

Ainsi que je vous en ai rendu compte, Bou Hamara a été fait prisonnier le 22 à la zaouya de Mouley Amran.

Arrivé à Fez hier, à 11 heures du matin, il a été conduit directement au Dar-el-Makhzen. On l'avait enfermé enchaîné dans une cage de fer juchée sur un chameau.

Le Makhzen avait fait inviter la population de la capitale à se rendre dans la grande cour du Mechouar dont les portes avaient été laissées ouvertes. De nombreux cavaliers faisaient la *fantasia* en présence du Sultan assis avec ses vizirs devant la voûte d'entrée du palais ; les musiques militaires jouaient à tour de rôle. Le prisonnier, après avoir été promené à travers la cour du Mechouar, fut conduit devant le Sultan. C'est un homme d'une cinquantaine d'années n'ayant aucune ressemblance avec Mouley Mhammed. Il paraissait extrêmement fatigué, mais sa figure énergique et l'indifférence dédaigneuse avec laquelle il contemplait la foule, indiquaient un homme d'une force de caractère peu commune. Les Européens groupés sous la voûte assistèrent à son entrevue avec le Sultan et tous admirèrent son attitude. Moulay Hafid fit placer la cage devant lui puis, après avoir contemplé un instant en riant le Rogui qui restait impassible, il l'interrogea :

« Comment vous appelez-vous? — Djilali Zerhouni. — Comment se fait-il alors que vos

cachets portent la suscription Mouley Mhammed? — Il n'arrive que ce qui est écrit. — Pourquoi vous dirigiez-vous du côté d'Ouezzan? — Pour me rendre à Mouley Abdesselam et y négocier l'aman, car depuis quelque temps je considérais ma cause comme perdue... mais ce n'est pas le moment de causer de ça maintenant; vos fils de chiens de caïds, qui s'entendent mieux à maltraiter un prisonnier qu'à combattre, m'ont volé mes vêtements et m'ont laissé mourir de faim; commencez par me laisser reposer et me faire donner à manger; ensuite, si vous voulez causer, vous me trouverez prêt et j'ai beaucoup de choses à dire. »

Le Sultan, interloqué par cette réponse faite d'un ton calme, fit conduire le Rogui dans la *benika* du *Hadjib*, où il put manger et se reposer. Il lui dit auparavant, d'un ton énigmatique, « qu'on ne le tuerait pas et qu'on ne le mutilerait pas ». « Chacun meurt à son heure », répondit Bou Hamara.

Moulay Hafid aurait décidé, en effet, de conserver le Rogui pour l'emmener à Marrakech afin qu'aucun doute ne subsiste dans le pays sur son identité. Il a fait construire vis-à-vis du pavillon du Mechouar où il tient ses audiences, un petit cube en maçonnerie; c'est là que sera placée chaque matin la cage de Bou Hamara qui, tant que le Makhzen sera à Fez, aura sans cesse sous les yeux son heureux vainqueur. La cage n'a qu'un mètre carré dans chaque dimension. Le prisonnier qui, en outre, a les fers aux pieds, doit donc rester accroupi sans faire aucun mouvement. C'est dans cette situation qu'il a assisté ce matin aux réjouissances ordonnées par Moulay Hafid, qui se poursuivront pendant sept jours.

Il me semble difficile qu'un homme puisse vivre longtemps dans ces conditions; cependant les vizirs me disent que le Sultan désire qu'il ne meure pas avant l'arrivée à Marrakech.

Henri GAILLARD.

Le Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Fez, le 27 août 1909.

Le Sultan a donné l'ordre de faire sortir de sa prison Moulay Mhammed et de le conduire à la prière qui a eu lieu aujourd'hui vendredi à la mosquée de Fez-Djedid. Moulay Mhammed a été ensuite reconduit au Dar-el-Makhzen; il continuera à y être détenu, mais il ne sera plus enchaîné. Moulay Hafid tenait à montrer son frère aîné au peuple afin de permettre à ce dernier de le comparer à Bou Hamara et d'effacer les malentendus qui pourraient subsister sur la véritable personnalité du prétendant.

Le Rogui continue à être exposé pendant quelques heures chaque jour dans la cour du Mechouar, où une foule nombreuse s'empresse pour le voir. Il ne séjourne dans la cage de fer qu'au moment de l'exposition, et passe le reste du temps dans une *benika* qui lui sert de prison.

Le Sultan a de fréquentes conversations avec le prisonnier qui lui a expliqué les conditions dans lesquelles il avait concédé les mines de Beni Bou Ifrou : il aurait engagé Moulay Hafid à reconnaître comme valable et à prendre à son compte le contrat, qui lui assurerait, paraît-il, des bénéfices.

Moulay Hafid paraît surtout soucieux de savoir si le prétendant possède de l'argent à Taza ou dans des banques européennes, mais il n'a encore rien pu savoir de positif à ce sujet.

Henri GAILLARD.

N° 272.

M. LAROCHE, Chargé d'affaires de la République française à Rome,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 31 août 1909.

J'apprends par une communication de M. Tittoni que M. Nerazzini a reçu pour instructions de se joindre à son collègue de France pour la présentation de la note collective que le Gouvernement français propose de remettre au Sultan.

LAROCHE.

N° 273.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

Tanger, le 31 août 1909.

L'Allemagne, l'Italie et l'Autriche ont adhéré aujourd'hui au projet de démarche collective. Un courrier spécial qui partira demain jeudi pour Fez, portera les instructions du Corps diplomatique à M. Gaillard et le chargera d'effectuer la démarche auprès du Sultan avec ses collègues. Le mot « supplices » a été substitué dans la première phrase de la note au mot « châtiment ». De même, à la demande du Chargé d'affaires d'Allemagne, on a remplacé « engagement solennel » par « engagement formel ».

REGNAULT.

N° 274.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 septembre 1909.

Je reçois un rapport de notre Consul à Fez qui, se conformant aux instructions de Votre Excellence, a fait à Moulay Hafid, le 30 août, les représentations du Gouvernement de la République au sujet des tortures infligées aux prisonniers roguistes.

M. Gaillard a déclaré au Sultan que les actes du Makhzen avaient soulevé la réprobation du monde entier, et il lui a demandé de prendre l'engagement formel de faire respecter désormais les lois de l'humanité et d'interdire toute torture ou châtiment produisant des mutilations ou la mort lente.

Moulay Hafid a répondu qu'il prenait cet engagement et qu'il autorisait notre Consul à donner au Gouvernement de la République l'assurance formelle que désormais des châtiments de ce genre n'auraient plus lieu au Maroc.

Au cours de la conversation qui suivit, le Sultan a fait observer à M. Gaillard qu'il ne fallait pas se placer au point de vue européen pour juger la sentence rendue par lui dans un pays où la population, encore barbare, était trop souvent tentée de s'insurger contre le Gouvernement; il était nécessaire, dit-il, d'user des moyens de répression exemplaires.

Notre Consul m'a également fait savoir qu'il n'avait pas attendu les ordres du Gouvernement pour avertir le Sultan, de concert avec son collègue britannique, de l'impression fâcheuse que les mutilations de prisonniers produisaient en Europe.

La lettre de notre Consul m'est arrivée ce matin; le *rekkas* porteur de la protestation collective du Corps diplomatique était parti hier pour Fez. Votre Excellence estimera sans doute qu'il n'y a pas lieu néanmoins de contremander la démarche collective. Il est, en effet, nécessaire que les engagements pris par le Sultan vis-à-vis de nous, soient renouvelés vis-à-vis des Puissances.

D'après les derniers renseignements très précis de M. Gaillard, le chiffre des prisonniers torturés doit être rectifié comme suit : 7 prisonniers ont eu le poignet droit et le pied gauche coupés; 24 ont eu seulement le poignet droit coupé, 22 de ces malheureux sont morts à la suite du traitement barbare qu'ils ont subi.

REGNAULT.

N° 275.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 4 septembre 1909.

J'ai fait connaître à Votre Excellence les dispositions des autorités du Rarb; elles ne s'améliorent en aucune façon. Malgré les ordres formels de Guebbas, le khalifa du caïd El Asri s'est refusé à mettre en liberté les protégés d'un de nos nationaux, M. Furth, si ceux-ci ne lui versaient pas rançon.

Un autre ressortissant français, M. de Préneuf, est venu à Tanger se plaindre des mêmes autorités indigènes. Ses protégés ont été pillés et leur bétail a été razzié.

J'ai adressé à Guebbas de vive voix et par écrit des représentations très énergiques et j'ai prié M. Gaillard de demander au Sultan la punition des coupables. J'insiste

également auprès de Si Abdallah El Fasi, qui part demain pour Fez, pour qu'il fasse comprendre à Moulay Hafid qu'il nous est impossible de tolérer de la part de ses représentants une pareille attitude à l'égard de nos ressortissants.

REGNAULT.

N° 276.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 5 septembre 1909.

Je reçois de notre Consul à Fez la nouvelle que la ville de Taza vient, ainsi que les tribus Tsoul, Riata et Branes, de proclamer Moulay Hafid. Le khalifa du Rogui a été emprisonné. Le Sultan a l'intention de faire occuper Taza par une mehalla qui serait chargée de faire rentrer les impôts arriérés dans cette région.

REGNAULT.

N° 277.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 septembre 1909.

Mes précédentes communications ont déjà indiqué au Département combien notre prestige était atteint dans le nord du Maroc par l'attitude véritablement intolérable des autorités chérifiennes du Rarb à l'égard de nos ressortissants.

Malgré les ordres envoyés par le représentant du Sultan à Tanger, les protégés de M. Furth n'ont pas été remis en liberté. Le khalifa du caïd El Asri, Si El Hachemi, a voulu les contraindre à lui verser une somme de 1,000 douros et à lui déclarer qu'ils n'étaient ni protégés ni associés agricoles français. Ils ne seraient relâchés que sous ces conditions. Sur le refus des prisonniers de souscrire à ses exigences, le khalifa les a fait transférer aux Ouled Mousa.

Les dommages dont est victime M. de Préneuf constituent à notre détriment une nouvelle violation des traités. Le dimanche 22 août, Si Mohammed Ould El Hachemi El Youssi, associé agricole de notre compatriote, a été jeté dans un silo avec son neveu par le même khalifa du caïd El Asri. Les trois frères du caïd ont pris part au

pillage qui a suivi. Il a été pris à El Youssi 50 bœufs appartenant à la « Compagnie Foncière et agricole du Maroc », 50 bœufs appartenant à M. de Préneuf, 600 bœufs qui étaient la propriété personnelle de l'indigène, ainsi que 12 troupeaux de moutons, 30 chevaux ou mulets et 19 chevaux. De plus, tous les silos contenant du grain ont été vidés.

En raison de l'acharnement dont le khalifa d'El Asri a fait preuve contre nos ressortissants, avec l'agrément très probable du Makhzen de Fez, j'ai prié le Sultan de le destituer. Si le khalifa n'avait pas, au moment de sa destitution, réparé les dommages qu'il a causés, j'ai avisé Moulay Hafid que je demanderais son emprisonnement et son maintien en prison jusqu'à ce que toutes les réparations sollicitées aient été accordées. J'espère que la décision du Gouvernement de la République de surseoir à la remise des armes et des munitions qui étaient destinées au Sultan, fera réfléchir Moulay Hafid et le convaincra de la nécessité de vivre avec nous en bonne intelligence, mais je crains que, grisé par ses succès, il ne montre une fois de plus son hostilité contre nous. Dans ces conditions, il est plus que jamais nécessaire de conserver dans la Chaouya et dans la région d'Oudjda des effectifs qui ne permettent pas de laisser croire à une évacuation prématurée. Moulay Hafid pressure en ce moment les tribus des environs de Fez et ses agents déclarent ouvertement que dès que le Trésor chérifien sera rempli, le Sultan déclarera la guerre aux « Roumis » et les jettera à la mer.

REGNAULT.

N° 278.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Sébastien, le 8 septembre 1909.

Le Ministre d'État m'a parlé de la situation à Melilla. Il m'a dit que le rayon des opérations militaires ayant été étendu pour en rendre le résultat plus sûr, le général Marina avait sollicité l'envoi d'une division de plus, mais le but qu'on se propose n'a pas changé. On veut surtout affranchir toute la région avoisinant Melilla, ce qui équivaut à occuper la périphérie de la Mar Chica, le massif qui domine les environs immédiats de Melilla et le cap Tres Forcas.

M. Allende Salazar ne m'a paru avoir aucune inquiétude sur l'issue des opérations, mais il pense qu'elles devront durer plus qu'il ne l'avait cru tout d'abord.

RÉVOIL.

N° 279.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 8 septembre 1909.

Il résulte de certains renseignements que je crois devoir communiquer à Votre Excellence, à titre d'information, que l'attitude du Sultan à l'égard du Rogui et les bons procédés qu'il emploie envers lui tendraient surtout à obtenir de lui l'aveu qu'il était poussé et secondé par la France, à lui faire déclarer que les canons qu'il tenait d'une compagnie française lui avaient été fournis par le Gouvernement français, et à obtenir de lui la correspondance qu'il est soupçonné d'avoir échangé avec nos autorités.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que jamais cette légation ni ses agents ne sont intervenus d'aucune manière pour faciliter la rébellion de Bou Hamara.

REGNAULT.

N° 280.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 9 septembre 1909.

Le Sultan a envoyé à Guebbas une longue lettre dans laquelle il s'élève contre l'émotion soulevée par les journaux au sujet des mutilations infligées aux prisonniers roguistes et justifie sa conduite par des considérations religieuses et la nécessité d'obéir aux prescriptions du Koran. J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence le texte de ce document dans lequel Moulay Hafid affirme sa modération, en exposant qu'il aurait eu le droit incontestable de mettre à mort ses prisonniers et qu'il s'est borné à leur faire couper les mains et les pieds.

Le Sultan ayant prescrit à son représentant de donner à sa lettre la plus grande publicité, le texte en a été livré aux journaux.

REGNAULT.

ANNEXE.

(TRADUCTION.)

Louange à Dieu seul!

Que Dieu répande ses grâces sur notre Seigneur et Maître Mohammed et sur sa famille — qu'il leur accorde le salut!

(Empreinte d'un cachet portant les mots : Abd El Hafid ben El Hassan que Dieu l'assiste!)

A notre serviteur estimé notre représentant, le savant Mohammed El Guebbas — que Dieu vous assiste! — sur vous soit le salut ainsi que la miséricorde de Dieu!

Nous avons pris connaissance de ce que les journaux rapportent les uns d'après les autres de ce que les langues de leurs plumes divulguent, de leurs récits exagérés et grossiers dans les termes, en manière de réprobation du fait que le Makhzen sublime a entrepris d'appliquer les châtiments et les peines prescrites par la loi du talion, aux rebelles les plus acharnés de la bande du révolté Bou Hamara Ezzerhouni.

Ces feuilles expriment l'impression d'étonnement produite chez les étrangers par cette nouvelle, alors qu'elles ont autrefois publié les faits quotidiens d'agressions auxquels se livrait ce même révolté, les maux et les calamités multiples dont il était cause et qui entraînaient la nécessité pour lui-même et pour sa bande d'un châtiment approprié à la nature de leurs forfaits.

Nous avons nous-mêmes éprouvé, devant le langage de ces journaux, dans les circonstances présentes, un étonnement qui n'a en rien diminué la certitude où nous sommes de l'urbanité des étrangers et de leur parfait esprit de discernement, car il est évident que la politique envisagée dans son rôle conciliateur doit se borner au domaine des opérations et relations commerciales et de toutes autres pratiques qui concernent les intérêts de l'existence et le bon ordre ici-bas.

Quant au domaine des questions religieuses et des lois du pays inhérentes à l'essence même de la religion, les mesures politiques ne peuvent y pénétrer ni s'y rattacher en rien.

Or, la mesure qui, aux termes de la loi de l'Islam, a le plus d'importance au point de vue du bon ordre ici-bas, du respect de la religion et des droits individuels ou autres, c'est celle qui consiste à appliquer les peines et châtiments à qui les méritent. Cela est formellement exprimé dans le Livre (Koran) qui est regardé comme le Précis de l'Islam par les gens de cette religion.

Étant donné surtout que la simple raison suffit à admettre cette opinion que l'observance des traités, l'affirmation de la paix et les progrès de la tranquillité dans les différentes régions de notre Empire chérifien sont restés en suspens dans leur application pendant toute la durée des obstacles et de l'agitation suscitée par ces criminels parmi lesquels Bou Hamara n'était que le personnage le plus infime si on les considère dans leur ensemble et dans les pertes énormes qu'ils ont occasionnées au Maroc et à ses habitants.

Ils ont gaspillé toutes les forces vives de ce pays et les ont anéanties; ils ont répandu le sang d'un nombre considérable de Musulmans en s'insurgeant contre les lois et la religion jusqu'au jour où notre Altesse s'est dressée pour les arrêter afin de ramener le calme dans le pays et de mettre un terme aux maux qui y sévissent.

Lorsqu'ils furent arrêtés, on prit pour arbitre de leur sort les prescriptions de la loi religieuse de l'Islam et l'on appliqua à ceux d'entre eux qui étaient indignes de pardon, la peine du talion, expressément formulée dans le Koran, livre de sagesse que nous ne saurions transgresser et qui décrète, à l'égard des Musulmans, des modes de châtement dont nous ne saurions nous écarter pour les modifier en quoi que ce soit.

Car il résulte des coutumes mêmes du pays telles que la religion les a instituées, que la situation ne saurait s'améliorer, ni l'esprit des sujets être satisfait que par l'application desdites coutumes. Alors personne ne serait plus jaloux de personne, fût-ce d'un proche parent, puisque l'une des règles de la loi musulmane consiste en ce que les corrections et les punitions garantissent aux gens le maintien et l'affermissement d'un sain état de choses et de la tranquillité, le désir de la paix, et le zèle de tous à s'y employer, de telle sorte qu'il soit possible de vivre aux indigènes et aux étrangers fixés au Maroc, d'y exercer leurs commerces et leurs entreprises au sein de la paix et de la tranquillité.

Dans ces conditions, le Makhzen sublime pourrait commencer à introduire les réformes qui font l'objet d'accords dès qu'il ne rencontrerait plus, dans cette voie, l'opposition d'un rebelle ni de toute autre personne qui mériterait le même châtement que lui.

Quant à ces révoltés eux-mêmes, leur corruption personnelle, les troubles qu'ils ont suscités, leurs actes de rébellion, se sont manifestés de nombreuses manières bien connues :

Ils ont tué, ils ont torturé un si grand nombre de gens, tant à une époque éloignée que récemment, que ceux qui voudraient en faire le compte seraient obligés de s'arrêter avant d'y être parvenus.

Or, le Dieu Très-Haut nous a ordonné de tuer ceux qui auront tué, ainsi qu'il est dit dans le noble verset, et à fortiori s'il s'agit de ces gens qui ont privé de leur soutien quantité de femmes, qui ont fait des veuves et rendu orphelins un nombre incalculable d'enfants.

Entre autres forfaits, ils ont dévoré les biens d'autrui sans raison en usant de violence, à tel point que la majeure partie, ou peu s'en faut, des richesses du Maroc et de ses habitants a disparu de la sorte.

Citons, en outre, les désordres qu'ils ont provoqués sur toutes les routes par la crainte qu'ils y inspiraient, empêchant le Makhzen de bénéficier des avantages des différentes régions qu'elles desservent et mettant à nu le sabre de l'hostilité envers quiconque y passait.

Cependant le Dieu Très-Haut a voulu que la route fût une chose tout à fait sacrée, objet d'un pacte formel et ils lui ont fait perdre ces deux caractères.

Chose plus grave encore, ils ont porté des mains sacrilèges sur les lois, la religion, le peuple, le Makhzen, les droits de la nation; ils sont entrés ouvertement en lutte (contre nous) et ont fomenté la révolte sur la terre.

Or, à propos de ces mêmes rebelles hostiles, fauteurs de troubles, en révolte ouverte contre l'autorité de la religion, de la loi divine, du Makhzen et de l'ensemble de la nation en général et en particulier, le livre de la justice s'exprime en ces nobles termes :

« Le seul châtement que l'on puisse appliquer à ceux qui luttent contre Dieu et son Prophète et qui répandent le désordre sur la terre, c'est de les mettre à mort, de les crucifier et de leur couper les mains et les pieds alternés. »

Ce qui signifie que ces individus doivent être mis à mort impitoyablement parce qu'il s'agit d'en faire un exemple, soit par la mort simple, soit en recourant à la crucifixion telle qu'on l'applique, soit en leur tranchant un pied et une main alternés.

Dieu Très-Haut a laissé le choix aux Émirs de l'Islam dans l'application de l'un quelconque de ces moyens de représailles, en tenant compte de ce que comportent les crimes des re-

belles, selon que le Makhzen les juge plus (ou moins) graves et qu'il décide de leur appliquer tel ou tel châtiment qui semble plus approprié à leurs forfaits, dans l'intérêt commun de la justice et du pays; au surplus, la mort qui est le châtiment suprême applicable à des rebelles tels que ceux dont nous parlons, n'est écartée par aucun gouvernement, elle est, au contraire, appliquée, par les lois de tous les pays, aux rebelles, même s'ils sont en nombre considérable.

Que l'on examine donc lequel est le moins sévère des deux châtiments qui consistent, l'un à mettre à mort, l'autre à couper un membre.

Quant à nous, nous avons mis en pratique ce qui convenait le mieux à Notre Majesté, étant données notre indulgence et notre miséricorde et bien que ces deux modes de châtiment soient considérés comme équivalents par notre loi, dans des cas tels que celui qui nous occupe.

Et, à supposer que nous ayons mis à mort les coupables, moyen de répression usité par les autres pays, personne n'eût eu le droit d'élever la voix puisque c'est une chose admise et reconnue.

Si même nous admettons, pour les besoins de la discussion, que ces individus soient innocents des crimes susvisés, n'y aura-t-il pas lieu de leur couper des membres pour toutes les mains qu'ils ont coupées aux soldats et de les tuer pour tout ce qu'ils en ont tué, puisque les morts seuls, parmi les soldats ont atteint le chiffre de cent trente cinq et que les blessés dépassent le chiffre de quatre-vingts?

Nous vous exposons tout cela afin que vous le publiiez et le répandiez dans le désir que les esprits se pénétrant bien de ce fait que la voie suivie par le Makhzen dans la mise en pratique de ces peines est conforme aux usages religieux, aux lois et aux coutumes musulmanes; que chacun acquière la conviction que le langage des journaux en s'élevant contre ces mesures s'est écarté de la voie de la réalité, qu'une politique de réglementation ou d'organisation ne pourrait, en aucune façon, s'appliquer au domaine de la loi religieuse.

On ne serait peut-être pas loin de la vérité en interprétant ce langage des journaux comme tendancieux dans un autre sens, que Dieu nous dispense d'expliquer puisqu'il nous a permis de saisir par le toupet le rebelle et les révoltés qui le suivent et qui constituaient le pire des maux pour le Maroc et ses habitants.

D'ailleurs on ne saurait relever aucune réprobation des faits dont il s'agit, bien que les questions soient définies par l'Acte d'Algésiras et ce point, en particulier, ne pourrait en aucune façon y être traité.

De même, d'ailleurs, cette crise de frais de guerre et de dettes que traverse notre Empire fortuné, quelle autre cause a-t-elle eue que celle-là?

Si bien que le langage des choses semble dire : « Il l'a jeté à la mer garrotté et lui a dit prends bien garde de te mouiller ».

Enfin, quant aux partisans vulgaires (du révolté) en dehors de ceux susvisés nous leur avons laissé la vie, nous leur avons pardonné ainsi que le comportait la loi et nous les avons employés, chacun de la façon qui lui était plus appropriée de nos différents services, les traitant tous selon la loi et ses prescriptions, non selon nos desseins et nos fantaisies.

Or, Dieu peut nous seconder tous pour le plus grand bien de chacun.

Salut!

N° 281.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
aux AMBASSADEURS [de la République française à Londres, Saint-
Sébastien et Berlin.

Paris, le 11 septembre 1909.

Je vous prie de proposer aux Gouvernements anglais, espagnol et allemand de fixer au 3 novembre la réunion à Paris des membres de la Commission qui sera chargée d'examiner à titre officieux le projet de règlement minier marocain. M. Porché désire apporter encore quelques modifications à son travail ; il arrivera dans une semaine à Paris et pourra remettre des copies du projet définitif au commencement d'octobre. Elles seront aussitôt envoyées aux membres de la Commission qui auront le temps d'étudier ce texte à loisir.

PICHON.

N° 282.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 12 septembre 1908.

M. Gaillard, auquel j'avais transmis, en sa qualité de doyen du corps consulaire à Fez, la protestation des représentants des Puissances vient de me faire connaître, par la dépêche dont Votre Excellence trouvera ci-joint copie, qu'il a reçu ma communication du 1^{er} septembre. Je ne manquerai pas de rendre compte au Département de l'audience que Moulay Hafid doit accorder prochainement aux consuls européens à Fez.

REGNAULT.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,
à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Fez, le 7 septembre 1909.

Aussitôt après réception de votre lettre du 1^{er} de ce mois, relative aux mutilations de prisonniers roguistes, j'ai réuni mes collègues. Il a été entendu que je demanderais au Sultan

une audience solennelle pour le corps consulaire, par l'intermédiaire du Ministre chérifien des Affaires étrangères; j'en ai informé ce dernier dimanche.

Nous n'avons encore obtenu aucune réponse, car, depuis vendredi dernier, le Sultan n'est pas sorti de l'intérieur du palais et n'a pas vu ses vizirs. On me dit qu'il n'a pas l'intention de reprendre l'expédition des affaires avant la fin des fêtes de Chaâbane qui doivent durer jusqu'au premier Ramadan.

Je vous avise de ce qui précède à titre de simple information, le retard, jusqu'à présent, ne me paraissant pas anormal. Je vais voir de nouveau ce soir Si Aïssa Ben Omar, en le priant de faire parvenir une note au Sultan pour lui rappeler notre demande.

GAILLARD.

N° 283.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 12 septembre 1909.

Il m'a semblé qu'il était nécessaire de faire procéder à une enquête sur place au sujet des séquestrations, des mauvais traitements et des pillages dont seraient victimes, dans le Rarb, les censeurs et associés agricoles de nos nationaux. J'ai envoyé le 10, dans cette province, le plus ancien des cavaliers algériens de la légation avec un de ses collègues marocains. Tous deux sont prudents, énergiques et dignes de confiance. A ma demande, et après beaucoup de difficultés, Guebbas a fini par leur adjoindre un *mokhazeni*, ce qui donne un caractère officiel à notre enquête.

REGNAULT.

N° 284.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 13 septembre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-après à Votre Excellence le procès-verbal de la démarche faite auprès du Sultan par les consuls européens à Fez :

« Le Corps consulaire de Fez a été reçu samedi à midi par le Sultan au *Dar Debibagh*, en présence du grand vizir et du ministre chérifien des affaires étrangères. M. Gaillard, doyen du corps consulaire, fit d'abord connaître à S. M. que le corps

consulaire de Fez avait été chargé par le Corps diplomatique de Tanger de lui lire et de lui remettre une note relative aux traitements infligés aux prisonniers roguistes. M. Gaillard lut ensuite la note et la remit à Si-Aïssa. Le Sultan déclara que la décision qu'il avait prise avait été inspirée par la pitié, l'ablation d'un membre lui paraissant moins grave que la peine de mort. Il fit remarquer que les populations marocaines n'étaient pas, en réalité, civilisées et que l'on était parfois obligé d'employer à leur égard des méthodes qui ne sont plus actuellement usitées en Europe.

Après une conversation à laquelle chacun prit part, M. Gaillard demanda à Sa Majesté de vouloir bien donner sa réponse. Moulay Hafid déclara qu'il espérait qu'il n'y aurait plus dorénavant d'insurrections analogues à celle de Bou Hamara, qu'en ce qui le concernait il était disposé à ne pas recourir de nouveau à de pareils châtiments.

Fez, le 11 septembre 1909.

« Étaient présents : Allemagne, le docteur Probst ; Autriche-Hongrie, M. Loehr ; Espagne, M. Cortès ; France, M. Gaillard ; Grande-Bretagne, Portugal, M. Macleod. »

REGNAULT.

N° 285.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 13 septembre 1909.

Un rapport du gérant de notre vice-consulat de Larache, que je reçois à l'instant, signale que la situation de nos ressortissants est aussi mauvaise dans les environs de ce port que dans la région d'El Ksar.

M. Monge me fait connaître que les caïds de la région encouragent et provoquent partout les vols et les violences. Certains de l'appui du Makhzen de Fez, ils affectent de ne plus reconnaître l'autorité du représentant du Sultan à Tanger. C'est ainsi notamment que le caïd des Beni-Hassen, Si Mohammed el Gueddari, a enfermé et tenu 26 jours dans un silo un censal français, nommé El Ghaïb ben Sliman el Hadjoui, déclarant qu'il ne le mettrait en liberté que moyennant le paiement d'une rançon de 500 douros. Les efforts de notre agent auprès du pacha de Larache pour obtenir la mise en liberté d'El Ghaïb sont demeurés infructueux.

Un associé agricole, Mohammed ben Taher, a été également incarcéré par le caïd Crafès ; ce caïd n'a pas même répondu aux ordres d'élargissement que lui a envoyés le pacha, et Mohammed ben Taher, malgré les efforts de notre représentant, est toujours emprisonné. Un censal autre a été traqué par les gens du caïd Qacem ben Assiri et n'a pu s'enfuir qu'à grand'peine.

M. Monge conclut en disant que nos compatriotes sont découragés et ruinés; tous leurs contrats avec les indigènes restent sans exécution et leurs troupeaux en association sont pillés ou dispersés, une véritable anarchie règne dans le Rarb et il n'y a plus dans le pays aucune sécurité.

J'ai transmis à Si Mohammed Guebbas les réclamations de nos ressortissants et je ne manquerai pas de faire connaître au Département la suite qui leur sera donnée par le représentant du Sultan.

REGNAULT.

N° 286.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 14 septembre 1909.

J'approuve pleinement les instructions que vous avez données à M. Gaillard en vue d'obtenir réparation des dommages causés à nos ressortissants et protégés, à savoir :

- 1° Relaxation des protégés français emprisonnés;
- 2° Restitution des biens pillés;
- 3° Pution des fonctionnaires marocains responsables, conformément aux propositions de votre lettre du 6 septembre;
- 4° Envoi aux caïds d'instructions qui devront être de nature à prévenir le retour de ces actes et qui seront communiquées à votre Légation.

PICHON.

N° 287.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 septembre 1909.

D'après des informations que je reçois de M. Gaillard, le Sultan, continue à frapper le Maroc tout entier de contributions considérables qui ne répondent nullement aux impôts coraniques. Les tribus des environs de Fez, sans le concours desquelles le

Rogui n'aurait pas été battu, manifestent un vif mécontentement de voir ainsi récompenser la fidélité dont elles ont fait preuve. Les membres du Makhzen s'inquiètent des conséquences de cette politique et craignent un soulèvement général dès que le Sultan aura quitté Fcz. Dores et déjà, les mesures prescrites paraissent avoir pour résultat d'empêcher les Zemmour de livrer Mouley Kebir, et de maintenir les tribus des environs de Taza en état de rébellion.

REGNAULT.

N° 288.

M. REVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Sébastien, le 16 septembre 1909.

Le Ministre d'État m'a dit, hier, que la marche des troupes espagnoles se poursuivait d'une façon normale et que le général Marina continuait à recevoir la soumission des tribus avoisinant la rive gauche de la Moulouya. La presse annonce ce matin qu'on prépare deux divisions de renfort, ce qui présagerait l'envoi prochain de la première, soit un contingent nouveau de 8,000 hommes qui porterait à 50,000 hommes le total de l'effectif actuellement présent à Melilla.

RÉVOIL.

N° 289.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à S. E. M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Sébastien, le 16 septembre 1909.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement espagnol accepte volontiers que la réunion à Paris des membres de la Commission chargée d'examiner officieusement le projet de règlement minier marocain soit fixée au 3 novembre prochain, à la condition que cette date ait l'agrément des autres Puissances intéressées.

RÉVOIL.

N° 290.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 septembre 1907.

Notre Consul à Fez m'a adressé, le 13 de ce mois, les renseignements suivants : « Moulay Hafid, ayant été avisé mercredi dernier de la démarche que devait accomplir auprès de lui le Corps consulaire, est rentré à Fez jeudi matin. Il aurait fait conduire Bou Hamara par deux de ses nègres de confiance à l'endroit où se trouve sa ménagerie, et l'aurait fait entrer dans la cage du lion. L'animal aurait déchiré le prisonnier. On fit alors achever Bou Hamara d'un coup de fusil qui lui fut tiré à bout portant par un des nègres. Le corps aurait ensuite été brûlé dans la cour attenante à la ménagerie. Le Sultan et l'*hajib* assistaient seuls à la scène. On aurait déjà constaté que la cage de Bou Hamara était vide et qu'on avait retiré les gardiens du pavillon où il était précédemment enfermé. Je ne puis pourtant vous communiquer ce renseignement que sous toutes réserves ».

REGNAULT.

N° 291.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 septembre 1909.

Le Corps diplomatique a dû examiner de nouveau, il y a quelques jours, le programme des travaux publics de la Caisse spéciale, arrêté par le comité prévu à l'article 66 de l'Acte général d'Algésiras. Ce programme, auquel tous les Gouvernements étrangers avaient donné en principe leur adhésion, sauf l'Espagne qui a formulé une réserve s'appliquant à la construction d'un phare au Cap des Trois Fourches, avait été communiqué, à la fin du mois de juillet, au Makhzen. Celui-ci a décidé d'y introduire d'importantes modifications.

D'une manière générale, Moulay Hafid a répondu au projet d'emploi des fonds de la Caisse spéciale dans un sens peu favorable aux propositions qui lui étaient soumises.

Le principal argument du Makhzen a consisté à soutenir que la plupart des voies projetées étaient des chemins municipaux et devaient, par suite, être aménagées

non pas au moyen de fonds provenant de la Caisse spéciale, mais sur le produit de la taxe urbaine.

Il a été cependant possible, grâce au concours du Comité Spécial, de rétablir un projet destiné à donner satisfaction aux vœux du commerce et des populations, tout en tenant compte, dans une assez large mesure, des désirs exprimés par le Sultan.

J'adresse sous ce pli à Votre Excellence un nouveau programme des travaux à effectuer par année, qui vient d'être établi par les soins du Comité.

Moulay Hafid encourrait incontestablement une grave responsabilité, s'il retardait davantage l'exécution de travaux publics répondant à un vœu unanimement exprimé par les Puissances; j'ai donc cru devoir prier notre Consul à Fez de faire valoir, dans ses conversations avec le Makhzen, les importantes concessions qui ont été faites aux désirs du Sultan et il y a lieu d'espérer que l'acceptation de Moulay Hafid sera acquise et parviendra à Tanger sans nouveau retard.

REGNAULT.

ANNEXE.

ANNEXE au Procès-verbal de la séance du Comité spécial du 11 septembre 1909.

PROGRAMME

DES TRAVAUX À EXÉCUTER SUR LES FONDS DE LA CAISSE SPÉCIALE.

Première année.

Phare à Mazagan	170,000
Sur les sommes allouées pour les travaux des bouées et balises prévues . . .	35,000
Feux à Larache et à Mazagan	40,000
La moitié des sommes allouées pour l'installation sanitaire à Tanger	40,000
Aménagement du port de Tanger (appontement, magasin des explosifs, remblayement du terre-plein)	25,000
Sur les travaux d'aménagement des ports de Mazagan et de Mogador	300,000
Sur les travaux d'aménagement du port Rabat-Salé	75,000
La moitié des sommes allouées pour des travaux prévus pour le port de Tétouan	25,000
La moitié des sommes allouées pour les travaux prévus de Martin à Tétouan	40,000
Sur les voies d'accès au port de Tanger	180,000
A reporter	930,000

Report.....	930,000
Travaux de routes de Rabat-Salé.....	27,000
La moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Casablanca.	140,000
La moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Mazagan..	25,000
La moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Safi.....	30,000
Terre-plein de Safi.....	20,000
La moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Mogador..	25,000
La moitié des sommes allouées pour les travaux des ponts entre Tanger et El Ksar.....	75,000
Avance à la Taxe urbaine pour les travaux des égouts de Tanger.....	150,000
Avances pour l'adduction des eaux à Tanger.....	300,000
Avances pour les travaux des égouts et l'adduction des eaux à Casablanca..	150,000
Subvention pour les barcasses.....	75,000
Subvention pour les remorqueurs.....	75,000
Avance à la taxe urbaine pour la réfection des rues à Tanger.....	70,000
Réserve pour les travaux imprévus.....	25,000
Réserve pour l'expropriation.....	25,000
TOTAL de la première année.....	2,142,000

Deuxième année.

La moitié des sommes allouées pour l'installation de deux phares à Safi et à Casablanca.....	170,000
Feux à Tanger, Rabat, Casablanca et Mogador.....	50,000
Reliquat du coût des bouées et balises.....	40,000
Reliquat du prix de l'installation sanitaire à Tanger.....	40,000
Travaux d'aménagement de deux ports Mazagan et Modagor.....	325,000
Travaux d'aménagement de Rabat-Salé.....	80,000
Travaux d'aménagement de Tétouan.....	25,000
Travaux de la route de Martin-Tétouan.....	40,000
La moitié des sommes allouées pour les ports Tanger et Tétouan.....	25,000
Le reste des travaux des voies d'accès au port de Tanger.....	190,000
Sur les travaux de ponts et route entre Larache et El Ksar.....	80,000
Partie des travaux des voies d'accès au port de Casablanca.....	140,000
Le reste des travaux des voies d'accès au port de Mazagan.....	25,000
Le reste des travaux des voies d'accès au port de Safi.....	30,000
Le reste des travaux des voies d'accès au port de Mogador.....	25,000
Le reste des travaux des ponts entre Tanger et El Ksar.....	75,000
Réserve pour les travaux imprévus.....	25,000
Réserve pour expropriation.....	25,000
Subvention pour les barcasses.....	40,000
Subvention pour les remorqueurs.....	40,000
Avance à la taxe urbaine.....	70,000
TOTAL de la deuxième année.....	1,560,000

Troisième année.

Le reste des travaux pour les deux phares de Saffi et Casablanca.....	170,000
Atelier pour réparations des phares.....	30,000
Le reste des travaux pour les ponts entre Tanger et Tétouan.....	25,000
Le reste des travaux de la route Martin-Tétouan.....	60,000
La moitié des sommes allouées pour les travaux d'aménagement de Casablanca (magasin).....	60,000
La moitié des sommes allouées pour les travaux d'aménagements de Safi (magasin).....	40,000
Sur les travaux pour les ponts entre Larache et El Ksar.....	150,000
Voies d'accès pour le port de Rabat.....	53,000
Amélioration sur la route de Mazagan à Marrakech.....	10,000
Le reste des travaux des voies d'accès pour le port de Casablanca.....	50,000
TOTAL de la troisième année.....	648,000

Quatrième année.

L'installation du phare de Mogador.....	170,000
Le reste des travaux d'aménagement pour les travaux du port de Casablanca (magasin).....	60,000
Le reste des travaux d'aménagement pour les travaux du port de Safi.....	40,000
Le reste des travaux pour les ponts entre Larache et El Ksar.....	150,000
Pont sur l'Oued Ikkem.....	25,000
Le reste des travaux d'amélioration sur la route de Mazagan à Marrakech..	10,000
Le reste des travaux d'aménagements de Saffi.....	40,000
TOTAL de la quatrième année.....	495,000

Cinquième année.

L'installation du phare de Malabata.....	60,000
--	--------

N° 292.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 septembre 1909.

Le cavalier Habib que j'avais envoyé au Rarb vient de rentrer avec les trois protégés de M. Furth qui avaient été mis en liberté 24 heures avant son arrivée sur les

lieux. Le khalifa du caïd El Asri a eu une attitude très insolente vis-à-vis de mon envoyé et a nié l'emprisonnement de ces protégés. Quant à l'associé agricole de M. de Préneuf, il a réussi à s'évader. D'après les renseignements rapportés par Habib, il résulte que les faits reprochés aux agents locaux du Makhzen n'ont pas été exagérés.

REGNAULT.

N° 293.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 septembre 1909.

Mon collègue d'Espagne est rentré hier à Tanger; je l'ai vu aujourd'hui. Il craint que la mission chérifienne au Riff n'obtienne aucun résultat utile. Il m'a affirmé que son Gouvernement n'avait aucunement l'intention d'étendre la zone d'action militaire.

M. Merry del Val m'a remercié des sentiments de camaraderie témoignés aux officiers de l'armée espagnole par nos officiers de la rive droite de la Moulouya.

REGNAULT.

N° 294.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 19 septembre 1909.

Je viens de recevoir du Représentant du Sultan à Tanger une lettre qu'il m'invite à communiquer au Corps diplomatique, en ma qualité de Doyen par intérim, et dans laquelle il proteste contre l'expédition espagnole dans le Riff. A la lettre est jointe une note rédigée par le Makhzen de Fez et relatant les diverses phases de l'affaire. Guebbas appuie cette démarche d'une lettre adressée à chacun des représentants étrangers, qu'il prie de porter sans retard la protestation du Sultan à la connaissance des Gouvernements. La lettre adressée au Corps diplomatique exprime la crainte que l'im-

portance des forces espagnoles ne cache des intentions autres que celles qui ont été officiellement annoncées. Elle demande aux Puissances d'intervenir, dans un but amical, et d'appeler l'attention de l'Espagne sur le danger qu'une extension de la campagne actuelle peut entraîner pour elle. Elle affirme l'espoir du Makhzen dans les négociations qui se poursuivent à Madrid et qui devraient amener la solution de cette grave question. Guebbas conclut en déclarant encore, au nom du Sultan, que le Maroc ne saurait assumer aucune responsabilité pécuniaire ou autre à raison des événements du Riff.

Je serai reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien m'envoyer ses instructions à ce sujet.

REGNAULT.

N° 295.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 septembre 1909.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la traduction de la lettre que j'ai reçue de Si Mohammed Guebbas, en ma qualité de Doyen par intérim du Corps diplomatique, et de la Note chérifienne qui y était jointe, concernant l'action espagnole dans le Riff.

REGNAULT.

ANNEXE I.

Le Représentant du Sultan à Tanger,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Après les compliments d'usage,

Votre Excellence n'ignore pas, non plus que les Ministres des Puissances représentées à Tanger, la concentration effectuée par l'honorable Gouvernement espagnol de troupes dont l'effectif dépasse 60,000 hommes avec leur matériel de guerre, dans la région du Riff; le fait de pénétrer dans l'Empire chérifien avec des troupes en nombre si considérable doit inspirer de vives appréhensions, car on n'en connaît pas le but et, on n'en peut prévoir les résultats.

Lorsque cette nouvelle parvint à la connaissance de Sa Majesté Chérifienne, Elle en a été très vivement affectée, sachant quelle agitation et quel état d'anarchie cet état de choses amènerait dans la région nord-est de cet Empire chérifien et même dans tout l'Empire. Il n'est pas douteux que ces événements sont de nature à troubler la paix générale; et ce qui a ajouté encore à l'inquiétude de Sa Majesté Chérifienne et de tous ses sujets, c'est le bruit qui s'est répandu que l'intention du Gouvernement espagnol ne se bornait pas à poursuivre, comme il l'avait annoncé, le châtement des auteurs du meurtre des ouvriers des mines aux environs de Melilla, alors que ce Gouvernement n'a nullement le droit d'agir ainsi au point de vue de la justice et de l'équité, ainsi que vous vous en rendez compte par la note ci-annexée et qui expose en détail les événements du Riff jusqu'à ce jour, mais que l'intention du Gouvernement espagnol était de poursuivre d'autres projets étrangers et opposés à ce qu'il avait annoncé, ce qui se trouve corroboré par le fait qu'un effectif effrayant de forces militaires se trouve actuellement à Melilla et dans les environs.

En conséquence, Sa Majesté Chérifienne m'a donné l'ordre de porter ce qui est exposé ci-dessus à la connaissance de Votre Excellence pour que vous en preniez bonne note et en saisissiez l'honorable Corps diplomatique dont vous faites partie, afin que chacun de ses membres en saisisse à son tour son Gouvernement; de telle sorte que l'attention du Gouvernement espagnol soit appelée, à titre amical et dans des conditions, ne pouvant altérer les relations de bon voisinage entre les deux Gouvernements voisins, sur le danger pouvant résulter de son action dans les régions du Riff, action qui porte atteinte aux intérêts généraux, bien que le Gouvernement marocain continue à espérer de la part du Gouvernement espagnol d'heureux effets des négociations qui se poursuivent entre les membres de ce Gouvernement et ceux de l'Ambassade chérifienne, et à attendre une solution de ces difficultés, conforme et équitable aux traités et accords respectés, conclus entre les deux Parties.

En terminant, je déclare à Votre Excellence, par ordre de Sa Majesté, qu'aucune responsabilité, pécuniaire ou autre, n'incombe au Makhzen dans les événements du Riff, ainsi que doit le reconnaître tout esprit impartial.

ANNEXE II.

NOTE exposant les causes des événements actuels du Rif.

Tanger, le 21 septembre 1909.

Louange à Dieu seul.

En premier lieu, occupation par les troupes espagnoles de Ras El Ma (Cap de l'Eau) dans la tribu de Kebdana, occupation que rien ne justifie en raison de la grande distance séparant ce point des frontières.

Ensuite, occupation illégitime de Mar Chica, cause principale de l'explosion de l'insurrection dans la région du Rif. Ensuite, mainmise sur l'exploitation des mines de la tribu des Beni Bou Ifrou, dans les Guelaya.

Ensuite, sortie des troupes espagnoles et attaque des Ouled el Hadj de la tribu de Kebdana, sans qu'aucun motif justifiât cette action.

Ensuite sortie des troupes espagnoles de Ceuta et attaque du village des Beni Mzâla, de la tribu d'Andjera.

Lorsque l'on s'adressa au Ministre d'Espagne, l'honorable M. Merry del Val, au sujet de ces deux engagements, il répondit qu'il devait se rendre à la Cour chérifienne et que le but principal de son voyage était le règlement des questions des frontières de Ceuta et de Melilla.

A l'arrivée de M. le Ministre d'Espagne à la Cour chérifienne, on procéda à l'examen d'un certain nombre de questions. Sa Majesté Chérifienne demanda à M. le Ministre d'Espagne de négocier la question du retrait des troupes espagnoles du Cap de l'Eau et de Mar Chica. Le Ministre d'Espagne répondit qu'il n'avait pas d'instructions de son Gouvernement pour entrer en pourparlers à ce sujet.

Sa Majesté Chérifienne répondit au Ministre d'Espagne que du moment où il n'avait pas d'ordres, toutes les questions en cours de négociations seraient suspendues pour être négociées entre le Gouvernement espagnol et l'Ambassade chérifienne que Sa Majesté décida à ce moment d'envoyer à Madrid pour rendre la visite de l'Ambassadeur d'Espagne à la Cour chérifienne et régler les affaires non solutionnées.

La plus importante de ces questions était celle des frontières des deux (places fortes) sus-indiquées et particulièrement la question des mines du Rif pour lesquelles M. l'Ambassadeur d'Espagne avait demandé le privilège d'exploitation; il avait été répondu à ce sujet par une demande d'ajournement de la solution, jusqu'au moment où serait élaboré un règlement sur la matière. En effet, le Makhzen chérifien avait la certitude qu'exécuter de tels travaux à l'intérieur du pays, surtout dans les circonstances présentes, serait provoquer des troubles dans cette région et susciter de dangereuses difficultés entre les deux Gouvernements voisins et amis.

Postérieurement au voyage de M. l'Ambassadeur d'Espagne à la Cour chérifienne furent commencés les travaux de la route de Ceuta vers Tétouan et autres points en dehors des frontières.

M. le Chargé d'affaires d'Espagne à Tanger répondit, lorsqu'on l'entretint de cette affaire, que c'étaient les indigènes eux-mêmes qui travaillaient à cette route et que le Gouverneur de Ceuta ne faisait que leur prêter son appui.

On lui écrivit pour faire des réserves à ce sujet et pour dégager le Makhzen de toute responsabilité à l'égard des conséquences de ces opérations.

Lorsque le Ministre d'Espagne revint de la Cour chérifienne et partit pour Madrid, le Gouverneur de Melilla manda les notables du Rif et les informa qu'il avait résolu d'autoriser les deux compagnies qui exploitaient les mines sur leur territoire au moment des troubles qui s'étaient produits au Rif, à reprendre leurs travaux.

Les notables répondirent au Gouverneur qu'ils s'en rapporteraient au Makhzen, mais le Gouverneur ne voulut accepter d'eux d'autre solution que celle qui consistait à (laisser) sortir (les ouvriers) dans ce but, au besoin par la force. Les notables firent ressortir au Gouverneur les graves conséquences de sa résolution et se retirèrent de chez lui affectés. Ils écrivirent à ce sujet à Sa Majesté Chérifienne, qui leur répondit de rester dans le calme et la tranquillité et de ne commettre aucun acte regrettable; Sa Majesté leur faisait connaître aussi que l'affaire serait examinée en son lieu et place et solutionnée dans des conditions satisfaisantes.

On n'ignore pas que l'assistance prêtée par l'honorable Gouvernement espagnol à ces compagnies, qui allèguent avoir acheté les mines au Prétendant et à ses partisans, n'est pas conforme aux voies de l'équité et de la justice, car la question des mines est liée aux clauses spéciales qui la régissent aux termes des dispositions de l'Acte d'Algésiras, qui doit être respecté par toutes les Puissances et notamment par l'honorable Gouvernement espagnol dont le territoire fut le siège de cette assemblée.

En raison de la lettre écrite par les gens du Rif et du fait que des nouvelles répétées signalaient la formation d'une colonne militaire à Melilla, le rassemblement des troupes

dans cette place forte, et l'exode des musulmans qui se trouvaient dans ce préside, des lettres furent, le 20 Joumada I 1327 et le 21 du même mois, correspondant au 10 juin 1909, adressées au Chargé d'Affaires d'Espagne pour attirer l'attention de son honorable Gouvernement sur le fait que les conséquences de cette expédition seraient fâcheuses; il répondit d'une façon qui ne permettait pas d'obtenir le résultat visé, à savoir l'arrêt des travaux et la suspension de l'expédition militaire qui avait pour cause l'exploitation des mines, contraire aux stipulations de l'Acte de la Conférence d'Algésiras. Une nouvelle lettre fut écrite le 30 Joumada I 1327, correspondant au 19 juin 1909.

Ces lettres sont conservées et sont toutes conçues en termes très courtois et très corrects; elles font connaître que le Makhzen chérifien conserve les droits que lui assurent les lois religieuses et civiles sur le territoire de son propre Empire et qu'il est dégagé de toute responsabilité pour les conséquences de cette action qui outrepassa les traités et viole les lois établies.

Le but principal de toutes ces lettres était de demander la suspension des travaux des mines jusqu'à l'élaboration d'un règlement se rapportant à cette question, et en attendant que l'Ambassade chérifienne, dont l'envoi à Madrid était officiellement assuré, pût s'employer à traiter toutes ces affaires par des voies diplomatiques et conciliantes, afin que cette question aboutît à une solution pacifique et un résultat satisfaisant pour les deux parties. En dépit de toutes ces précautions prises par le Makhzen pour éviter toute possibilité d'événements fâcheux pour les deux parties, il arriva ce qui arriva.

En effet, le Gouverneur de Melilla ne crut pas pouvoir faire autre chose que d'autoriser les ouvriers des mines à sortir de nouveau pour reprendre leurs travaux, et ceci avant l'arrivée de l'Ambassade marocaine à Madrid.

Lorsque les gens du Rif virent leur territoire envahi sans aucun droit malgré les avis et les avertissements qu'ils avaient donnés, il se produisit entre quelques-uns d'entre eux et les ouvriers des mines, qui sortaient escortés de forces militaires, des rixes au cours desquelles moururent des deux côtés quelques individus dont on a vivement déploré la mort.

Cette affaire se produisit immédiatement après l'arrivée de l'Ambassade chérifienne à Madrid; le Gouverneur de Melilla saisit ce prétexte pour faire une sortie avec les troupes qu'il avait préparées dès le début pour cette expédition, et il occupa les points sur lesquels sont encore installées ses troupes à l'heure actuelle. Il y eut un chiffre important de perte d'hommes dans ces engagements, dont tout le monde est très affecté et surtout le Makhzen chérifien.

Dans l'intervalle, le Chargé d'Affaires d'Espagne écrivit à la Délégation chérifienne, à la date du 27 juillet 1909, pour se plaindre des procédés des Riffains; on lui répondit, le 10 Rejeb 1327, correspondant au 28 juillet, et on lui rappela ce qu'on lui avait déjà exposé à plusieurs reprises, à savoir que le Makhzen n'avait apporté aucune négligence pour aviser aux moyens de nature à empêcher de se produire des événements à tous égards regrettables.

Le principal de ces moyens consistait à demander de différer les travaux des mines qui étaient la principale cause de ces événements affreux: on avait également déclaré à M. le Chargé d'affaires, dans la lettre qu'on lui a adressée, qu'aucune responsabilité ne retombait sur le Makhzen dans cette question du Rif, du commencement jusqu'à la fin.

Aussitôt on envoya des lettres à tous les notables du Rif pour les exhorter à rentrer dans le calme et la paix et s'en tenir aux prescriptions qu'ils avaient reçues à ce sujet par courrier spécial, après en avoir au préalable avisé le Chargé d'affaires d'Espagne ici et les membres de l'Ambassade marocaine à Madrid qui en ont eux-mêmes informé les membres de l'honorable Gouvernement espagnol.

Ensuite arrivèrent de nombreuses lettres de Sa Majesté Chérifienne destinées à chacune

des tribus du Rif en particulier, en même temps qu'une lettre adressée à toutes les tribus, lettres dans lesquelles notre Maître glorieux leur prescrivait de rester dans le calme et la paix et de ne point susciter le moindre sujet d'inquiétude au voisin, en attendant l'arrivée ultérieure chez eux de la mission chérifienne pourvue d'instructions verbales sur la ligne de conduite qu'ils devaient adopter, ligne de conduite conforme aux bonnes relations et aux bons rapports qui s'imposent entre voisins.

Le Makhzen avait eu tout d'abord l'intention d'envoyer une mission composée de forces militaires pour ramener le calme dans la région; puis Sa Majesté Chérifienne estima que le moyen le plus utile et le plus efficace serait d'envoyer au préalable les chefs de cette mission qui étaient individuellement désignés comme Gouverneurs d'un certain nombre de tribus riffaines, afin que chacun d'eux pût préparer les esprits de ses administrés et les inciter à observer le calme et l'expectative et cela sans qu'il fût besoin d'envoyer avec eux une force militaire, eu égard aux circonstances présentes.

Sa Majesté Chérifienne prescrit qu'ils se rendraient tout d'abord à Tanger et qu'il y aurait un échange de vues entre la Délégation chérifienne, le Chargé d'affaires d'Espagne, les membres de l'Ambassade chérifienne à Madrid et ceux de l'honorable Gouvernement espagnol, sur le mode d'envoi des chefs précités par terre et par mer; et que ce qui serait arrêté d'un commun accord serait mis à exécution; à l'heure actuelle la négociation de cette affaire n'est pas encore terminée.

Tout cela, le Makhzen l'a fait pour renforcer et améliorer les liens d'amitié et les bons rapports avec l'honorable Gouvernement espagnol, comme il convient entre voisins, et par souci de maintenir en bon état leurs relations, par désir aussi de rester dans l'observance des droits établis par les traités, les conventions et les accords, dont le dernier est l'Acte qui a été élaboré à Algésiras sur le territoire de l'honorable Gouvernement espagnol.

Salut.

D'après l'exposé de la présente note, qui est visée dans la lettre datée du dernier jour de Chaaban 1327, correspondant au 16 septembre 1909, adressée par la Délégation chérifienne à l'honorable Corps diplomatique à Tanger par l'intermédiaire de Son Excellence le Doyen, il apparaît d'une façon certaine qu'il n'y a aucune raison, aucun motif pouvant justifier la concentration d'une force militaire considérable qui sollicite l'attention, qui inquiète les esprits et qui est effrayante par son effectif, lequel atteint environ 60,000 hommes campés dans les postes situés entre Melilla et Mar Chica, ainsi que dans d'autres postes de la tribu des Kebdana, qui est une des tribus riffaines.

N° 296.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 21 septembre 1909.

Il me paraît difficile de ne pas transmettre à vos Collègues une lettre que le Gouvernement marocain vous prie, en votre qualité de Doyen, de leur faire connaître. Rien ne s'opposant à ce que le Doyen inscrive le premier son avis sur la circulaire, je

vous prie de le faire dans les termes suivants : « J'estime que la question soulevée n'est pas de la compétence du Corps diplomatique : elle doit être réglée exclusivement entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement marocain. »

PICHON.

N° 297.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 22 septembre 1909.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence du résultat de l'enquête que j'avais prescrite au sujet de l'emprisonnement de quatre de nos protégés à Lalla Mimouna, près Larache.

Suivant le rapport qui m'en a été fait par le cavalier algérien Habib, que j'avais envoyé sur les lieux en compagnie d'un mokhazeni marocain de la Légation et d'un *caïd mia* délégué par Si El Guebbas, les faits se seraient passés de la façon suivante :

La *dechra* (bourg) de Lalla Mimouna dépendait jusqu'à ces derniers temps du caïdat de Bou Abdallah El Fedli, Gouverneur des Sefian. A la mort de ce caïd, elle passa entre les mains de son fils avec le caïdat. Mais, il y a environ six mois, le Makhzen ayant confié au nommé El Asri le gouvernement d'une fraction des Sefian, les Ouled Djellal, celui-ci, qui convoitait la riche *dechra* de Lalla Mimouna, mit tout en œuvre auprès des habitants de cette localité pour les inciter à se révolter contre le fils d'El Fedli et à passer sous sa propre autorité. Sur leur refus de seconder ses intrigues, il se rendit à Fez où, moyennant un « bakchich » de 4,000 douros, il obtint de réunir Lalla Mimouna à son Gouvernement. Cette opération, qui consiste à acheter un village, un douar ou même une personnalité connue pour sa richesse, était autrefois fort courante au Makhzen. Elle cessa d'être ouvertement pratiquée pendant les dernières années du règne d'Abd-el-Aziz. Son successeur l'a remise en honneur et en tire de larges profits.

Aussitôt après l'achat de Lalla Mimouna, le village fut mis en coupe réglée. El Hachemi, khalifa du caïd El Asri, commença par lui imposer une contribution extraordinaire de 4,300 douros. Devant la résistance des habitants, il fit jeter en prison quinze d'entre eux, parmi lesquels Abdallah ben El Haitot et Bou Selham ben El Arbi, l'un censal, l'autre associé agricole français depuis dix-sept ans et Sellam ben Abdallah, fils du premier, ainsi qu'un nommé Abdessalamould Elhadj Ali, associé agricole d'un étranger.

Les prisonniers furent conduits près de la résidence du Khalifa, à une distance de trois heures de Lalla Mimouna. Ils restèrent là pendant neuf jours, enfermés dans

une hutte. Défense fut faite à leurs familles de leur apporter des vivres et ils durent à la charité des gens du douar de ne pas mourir de faim. Sellam ben Abdallah avait les fers aux pieds.

Ces malheureux furent transférés ensuite au douar des Ouled Moussa, près la Karia des Ouled Daouia. Là, leur compagnon Abdesselam recouvra la liberté après avoir consenti à verser 115 douros. Enfin, au bout de vingt-huit jours de privations et de souffrances endurées dans cette nouvelle prison, ils furent amenés devant le Khalifa qui leur réclama avec de nouvelles menaces une forte rançon. Nos trois protégés refusèrent de souscrire à cette exigence. Ils furent relâchés néanmoins, dans la soirée du même jour, sans doute au moment où l'envoi des cavaliers de la Légation avec mission de procéder à une enquête, fut connu du Caïd.

Pendant ce temps, la *dechra* de Lalla Mimouna avait été cruellement pressurée. La contribution imposée par le nouveau Caïd fut perçue avec la dernière rigueur. Le Khalifa s'appropriâ même une somme de 400 douros appartenant aux Habous de la mosquée. Le censal Abdallah ben El Haitot, à qui l'on avait pris 2,020 douros espagnols le jour de son arrestation, trouva, au retour, sa maison pillée de fond en comble : sa femme, enlevée au moment de la razzia, était restée pendant vingt jours séquestrée chez le Khalifa. Notre ressortissant donne le détail des pertes qu'il a subies pendant le pillage, savoir : 2,000 douros hassani, qui lui avaient été versés, pour le compte de M. Furth, par M. de Laroche, négociant français à Larache; 2° divers bijoux en argent d'une valeur de 100 douros; 3° 145 bœufs; 4° 203 moutons. Quant à l'associé agricole Bousselham, il déclare avoir perdu 119 moutons.

Arrivé à Lalla Mimouna le même jour que nos trois protégés libérés, le cavalier Habib mena une enquête minutieuse qui lui permit de se rendre compte de l'exactitude de ces faits. Il ne put toutefois vérifier les pertes en numéraire déclarées par le censal Abdallah ben Haitot.

Si Habib se rendit alors auprès du Caïd pour lui demander les motifs qui l'avaient poussé à opérer l'arrestation de nos protégés. Celui-ci nia impudemment son acte. Interrogé ensuite sur le pillage de l'associé agricole de M. de Préneuf (dont j'ai rendu compte au Département par ma dépêche du 6 de ce mois), le Caïd déclara que cet individu, impliqué dans une affaire de meurtre, avait été relâché sous caution. Finalement, sur l'observation qui lui fut faite que ces arrestations avaient été opérées illégalement, il eut vis-à-vis de Si Habib une attitude empreinte d'arrogance et de menace et telle que celui-ci dut se retirer pour éviter des violences. Ainsi que j'en ai informé Votre Excellence le 18 de ce mois, mon agent, à l'issue de son enquête, rentra à Tanger avec les trois protégés libérés.

Mais le khalifa El Hachemi réservait à la famille d'El Haitot une dernière vengeance. En effet, je viens d'être avisé qu'il a emprisonné le fils cadet du censal, nommé Houssein, et qu'il a pillé sa maison.

Les familles de ces protégés, redoutant les pires traitements, sont arrivées à Tanger et réclament notre protection. La Légation ne peut se désintéresser de leur sort sans perdre toute considération aux yeux des indigènes et, par l'exemple de son inaction, favoriser le développement de ces violences sur tout le territoire marocain. Les Caïds de Moulay Hafid sont prêts en effet, suivant l'expression locale, à « manger les protégés ».

Dans les faits qui viennent d'être relatés, il faut voir une des manifestations les plus caractéristiques de ce système d'hostilité et de persécution inauguré depuis quelque temps par Moulay Hafid contre les personnes et les biens de nos ressortissants et qui est dirigé contre les intérêts français dans l'intérieur du pays.

Votre Excellence a été tenue au courant des divers incidents qui, depuis trois mois, ont marqué les étapes de cette politique agressive : aussi ne ferai-je que les résumer ici.

En juillet dernier, nos ressortissants algériens de Fez et du R'arb étaient frappés de taxes arbitraires.

A El Ksar, trois Algériens étaient arrêtés illégalement par ordre du Caïd Baghdadi; ils furent remis en liberté sur les pressantes démarches de cette Légation; mais M. de Saint-Aulaire, estimant avec raison qu'ils devaient être indemnisés pour le dommage subi, demanda au Makhzen que le Caïd coupable fût astreint à nous verser une somme de 6,000 francs destinée à être répartie entre eux.

Peu après, un autre Algérien, Abderrahman ben Kaddour, était arrêté, également à El Ksar, par le Khalifa de la ville, agissant sur une réquisition du Khalifa de la campagne, et bâtonné cruellement. Pour ce fait odieux, la Légation avait réclamé au Makhzen la destitution de ces deux fonctionnaires et la condamnation du Khalifa de la ville à une amende de 2,000 francs. Mais aucune sanction ne fut prononcée par le Makhzen contre les auteurs des agressions qui précèdent.

Puis survint le premier incident de Lalla Mimouna, que je viens de relater. Les demandes que j'avais adressées à cette occasion au Makhzen comportaient la destitution du Khalifa El Hachemi et sa condamnation au paiement d'une amende évaluée à raison de 30 douros par jour d'emprisonnement imposé à nos ressortissants, au total 1,100 douros.

A ce fait vient s'ajouter le second incident de Lalla Mimouna, dont la victime est Houssein ben Abdallah El Haitot.

D'autre part, ma lettre du 13 de ce mois a rendu compte à Votre Excellence des arrestations opérées par les Caïds Gueddari et Crafès sur la personne d'un censal et d'un associé agricole au service d'un Français de Larache, M. Robin.

Enfin, notre Vice-Consul à Saffi me signale cinq arrestations arbitraires d'associés agricoles opérées ces jours derniers par Si Ahmed, fils et khalifa de Si Aïssa ben Omar.

Cette série de vexations et de violences est significative. En autorisant ses Caïds à exercer de pareils traitements sur nos protégés, Moulay Hafid entend prouver à ses sujets qu'il fait peu de cas du droit d'intervention qui, en pareil cas, nous est reconnu par les traités. Il se flatte, sans doute, lorsqu'il aura été démontré par un certain nombre de faits de ce genre que les indigènes placés sous la protection de la France peuvent être impunément molestés, que les Marocains s'éloigneront de nous et cesseront de contracter des associations avec les Français. Le développement si heureux des intérêts de nos nationaux dans cette région agricole se trouve donc menacé et entravé; il sera ruiné demain, ainsi que tous nos compatriotes qui y ont pris part, si nous ne savons pas les défendre; et le Sultan compte sur cette diminution de notre influence pour rétablir sa propre popularité, déjà fort compromise, et donner à son

peuple la plus haute idée de la force et du mépris qu'il professe à l'égard des étrangers.

Cette attitude nous oblige à prendre, de notre côté, des mesures énergiques en vue de sauvegarder les intérêts moraux et matériels dont nous avons la charge. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que les fins de non-recevoir ou les attermoiements indéfinis opposés jusqu'ici à toutes les représentations qui lui ont été adressées, indiquent, chez Moulay Hafid, l'idée bien arrêtée de ne pas changer sa ligne de conduite.

Votre Excellence sait que depuis quelques semaines l'envoi d'instructions aux Caïds intéressés a été promis par le Makhzen, mais que ces instructions ne sont pas parties. Quant au Représentant du Sultan à Tanger, à qui nous avons eu aussi recours, il s'est efforcé de faire cesser ces violations des traités, mais sans y réussir. L'un de ses émissaires, porteur d'une lettre au caïd El Asri, a été honteusement bâtonné par ordre de ce dernier et la lettre déchirée publiquement.

L'arrêt à Tanger du matériel de guerre mis par la France à la disposition du Sultan devait être une indication suffisante de l'importance que nous attachions à ces questions et la mesure, en toute autre circonstance, eût assuré le règlement de nos réclamations. Elle a eu, au contraire, pour résultat d'exciter la colère du Sultan qui s'est aussitôt décidé à acheter ailleurs les armes et les munitions qu'il entend se procurer à tout prix.

D'une façon générale, suivant les impressions recueillies à Fez, Moulay Hafid, encouragé par ses succès intérieurs et cédant à son naturel impulsif, s'oriente vers une politique agressive.

Je me propose d'écrire au Sultan pour lui exposer encore une fois nos griefs contre les divers fonctionnaires qui se sont rendus coupables de ces actes d'arbitraire et de violence. Comme sanction je demanderai, conformément aux instructions générales de Votre Excellence, la destitution de ces agents du Makhzen, le Caïd Bagdadi excepté, et leur condamnation au paiement des amendes suivantes :

1° Le Caïd Bagdadi, 6,000 francs; 1° le Khalifa de la campagne d'El Ksar, 2,000 francs; 3° le Khalifa El Hachemi, 1,100 douros; 4° le Caïd Gueddari, 2,000 francs; 5° le Caïd Crafès, 2,000 francs; soit au total, environ 16,000 francs.

De plus, en raison du second incident de Lalla Mimouna, je réclamerai l'emprisonnement à Tanger, pour six mois, du Khalifa El Hachemi et sa condamnation à une nouvelle amende. Il serait spécifié, d'ailleurs, que le versement de ces amendes aurait lieu sans préjudice des pertes matérielles éprouvées par nos protégés et dont le montant serait fixé ultérieurement après enquête. Enfin, j'exigerai la destitution du Caïd El Asri, l'instigateur de l'incident de Lalla Mimouna. Le Sultan devra mettre sans délai et intégralement ces mesures à exécution. Les lettres les ordonnant seront communiquées par le Makhzen à notre Consul à Fez.

REGNAULT.

N° 298.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 septembre 1909.

Le Représentant du Sultan à Tanger vient de me notifier, en qualité de doyen par intérim du Corps diplomatique, la décision prise par le Sultan « d'appeler l'ingénieur espagnol M. Llorens aux fonctions d'adjoint et de suppléant de l'ingénieur français M. Porché, que le Makhzen avait désigné précédemment pour le service des travaux publics ». Guebbas me priait en même temps de signaler ces désignations aux représentants des Puissances.

J'ai transmis à mes collègues, en même temps que la lettre de Guebbas concernant M. Llorens, la lettre de Si Abdallah el Fasi créant la direction des travaux publics et confiant à M. Porché la charge de conseiller technique des travaux publics.

REGNAULT.

N° 299.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 septembre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie d'une dépêche que je viens de recevoir de M. Gaillard au sujet de la disparition de Bou Hamara.

Le récit de notre Consul est confirmé, avec les réserves nécessaires, par les renseignements qui parviennent de toutes parts à cette légation et à plusieurs autres.

REGNAULT.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Fez, le 20 septembre 1909.

J'ai procédé à une enquête discrète pour vérifier le récit qui m'avait été fait de l'exécution clandestine de Bou Hamara.

Moulay Hafid avait déclaré, mercredi 8 septembre, qu'il allait faire exécuter Bou Hamara pour prévenir toute démarche désagréable à son endroit de la part du Corps diplomatique; c'était la veille, en effet, que nous l'avions avisé de la démarche collective du Corps consulaire. Le lendemain matin, il est venu à Fez, a fait sortir Bou Hamara du pavillon où il était emprisonné, pour le faire conduire dans l'intérieur du Dar El Makhzen près de l'endroit où se trouve la ménagerie; il annonçait l'intention de montrer le prisonnier aux femmes du harem. Depuis lors, personne n'a revu Bou Hamara, et le pavillon où il était enfermé est vide.

Henri GAILLARD.

N° 300.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 septembre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence la traduction de la Note chéri-fienne que Si Mohammed Guebbas m'a remise en réponse à la protestation du Corps diplomatique contre les supplices de Fez.

La réponse de Moulay Hafid au Corps diplomatique, en raison de la publicité qu'elle a déjà reçue et de l'impression qu'elle est destinée à produire dans certains pays d'Europe, mérite d'être examinée avec attention.

La première constatation qui en ressort est qu'elle ne reproduit même pas les assurances cependant très vagues données verbalement à M. Gaillard, lors de la démarche qu'il avait faite au nom du Corps diplomatique; à ce moment, en effet, le Sultan, en exprimant l'espoir qu'il n'y aurait plus à l'avenir de révolte analogue à celle de Bou Hamara avait dit « qu'en ce qui le concerne il n'était pas disposé à recourir à nouveau à de pareils châtiments ». Déjà cette déclaration était beaucoup

moins nette que celle que le Sultan avait faite en réponse à la première démarche isolée de notre Agent, le 29 août; il avait alors autorisé M. Gaillard « à donner au Gouvernement de la République l'assurance formelle que désormais les châtiments de ce genre n'auraient plus lieu au Maroc ».

Cette progression à rebours est conforme aux traditions de la politique makhzénienne et à ce qu'on connaît du caractère du Sultan; Moulay Hafid a dû penser qu'au bout de trois semaines, la question ayant été perdue de vue par l'opinion, il pouvait sans inconvénient revenir sur ses premières déclarations. Aussi sa dernière réponse est-elle d'un ton plus haut encore que la communication faite par l'intermédiaire de Guebbas aux journaux de Tanger. Moulay Hafid ne s'excuse plus; il prétend se justifier.

En reprenant les termes mêmes de la Note des Puissances, Moulay Hafid entend indiquer qu'il place la loi islamique, et la civilisation qui en découle, au-dessus des lois et de la civilisation européennes. Sans s'attarder à ces discussions, on voit que le Sultan invoque, pour légitimer sa conduite, deux ordres de considérations : en premier lieu, la nécessité politique : état barbare des Marocains, impressionnables seulement par des châtiments extraordinaires; caractère exceptionnellement sanglant et dangereux pour l'Empire de l'insurrection du Rogui; développement de l'esprit de révolte encouragé par la mansuétude relative du Makhzen au cours de ces dernières années; enfin succès de la « manière forte » de Moulay Hafid auprès des tribus rebelles.

En réalité, il suffit d'un coup d'œil sommaire sur l'histoire marocaine, telle que la rapportent les chroniqueurs indigènes, pour se rendre compte que « le sain état de choses qui existait autrefois » n'est qu'un mythe. Depuis Moulay Ismail, les insurrections sont constantes au Maroc, et, à ne prendre que les trois derniers règnes, on en compterait d'aussi sanglantes et d'aussi graves que celle de Bou Hamara. Cependant, ni Sidi Mohammed, ni Moulay El Hassan, qui eut cependant la réputation d'être un des sultans les plus énergiques du Maroc et qui a passé la moitié de son règne à batailler contre les tribus rebelles, ni le régent Ba Hamed, pendant la jeunesse de Moulay Abd-el-Aziz, n'ont jamais jugé nécessaire de faire triompher leur autorité par les moyens barbares chers au Sultan actuel.

En 1863, l'agitateur Djilali Er Rogui, dont le nom a été appliqué depuis à Bou Hamara, est battu par les troupes chérifiennes et tué dans la déroute. Le chroniqueur qui rapporte cet événement ne parle pas de supplices qu'auraient subis ses partisans.

En 1873, Moulay El Hassan, à peine proclamé Sultan, dut prendre d'assaut Fez révoltée contre les agents chérifiens. Aussitôt que ses troupes eurent pénétré dans la ville, il proclama l'aman. Depuis lors, la capitale est restée calme.

Peu après, ce même Sultan dirige une campagne contre un marabout, Bou Azza El Habri, qui avait soulevé les tribus berbères de l'est de l'Empire, Beni Sadden, Ait Tsegrouchen, Beni Ouaraïn, Riata, les mêmes qui ont fait depuis la force du Rogui. El Habri est fait prisonnier dans la région de Taza. « Le Sultan (Dieu le glorifie!), dit la chronique marocaine, ne voulut pas verser son sang et le fit promener sur un chameau dans toute la mahalla. Il l'envoya ensuite à Fez, où il fut de nouveau promené dans tous les marchés de la ville, et mis en prison. »

En 1901, au temps de la régence de Ba Hamed, eut lieu la grande insurrection

des Rehamna qui faillirent prendre Marrakech. Leur chef, Tahar ben Sliman, qui avait ravagé tout le Haouïz, fut finalement vaincu et pris. Le Grand Vizir se borna à le faire promener enchaîné dans les principales villes; après quoi il fut interné dans l'île de Mogador.

Si ces événements ont produit moins d'impression en Europe que la révolte de Bou Hamara, il ne s'ensuit pas qu'ils aient été moins graves; on sait que, dans ses débuts, le rôle de Bou Hamara a été singulièrement grossi par la presse. Jadis, d'autres insurgés ont eu à certains moments des fortunes aussi brillantes. Quant aux cruautés reprochées au Rogui et à ses partisans, elles ne paraissent pas avoir dépassé les procédés ordinaires des mahallas chérifiennes en campagne.

En réalité, les supplices infligés par Moulay Hafid à ses prisonniers et l'exécution de Bou Hamara sur ses ordres ne sont que la revanche de la peur. Les résultats de ce système de terreur n'apparaissent pas actuellement comme bien certains; si, dans les tribus de la plaine, l'impôt rentre plus facilement, et si les Djebala ont fait pour la plupart leur soumission au Makhzen à la suite de la défaite du Rogui, par contre, les environs de Taza restent en armes contre le Sultan, et la mahalla chérifiennne qui devait aller occuper cette ville au lendemain de la victoire de Moulay Hafid n'a pas encore quitté Fez, par crainte des R'ïata, qui se sont refusés jusqu'ici à livrer les femmes de Bou Hamara.

La teneur générale de la Note chérifiennne, malgré les formules de courtoisie diplomatique dont elle est ornée, démontre, mieux encore que les actes de Moulay Hafid, son hostilité fondamentale aux idées et aux sentiments qui dirigent aujourd'hui non seulement l'Europe, mais la plus grande partie du monde musulman. Le règne de ce Souverain, conseillé et entouré non plus, comme ses prédécesseurs, par la classe cultivée des grandes villes, mais par les Chefs berbères, de l'Atlas et, plus encore, par les esclaves noirs du palais, s'annonce ainsi manifestement comme une tentative de réaction barbare et systématique. Plusieurs observations de détail sur la Note adressée à Guebbas, comme le passage où le Sultan dénie aux Consuls des Puissances à Fez le droit de transmettre les communications politiques de leurs Légations, qui ne seraient admises à ne correspondre avec le Makhzen que par l'intermédiaire lent et incertain du Délégué chérifien à Tanger, complètent et justifient cette impression.

Il serait, je crois, d'un effet déplorable de laisser sans réplique une pareille communication qui, répandue et commentée dans le public indigène, est destinée à y grandir encore l'image du Sultan restaurateur des vieilles coutumes et contempteur de l'Europe divisée et impuissante; alors surtout que l'exécution de Bou Hamara, accomplie dans les conditions que l'on sait et qui paraissent de plus en plus probables, vient encore compléter le défi. Je ne vois pas, sans doute, quelle pourrait être la sanction d'une nouvelle démarche collective des Puissances; mais il me paraît que le Gouvernement de la République peut disposer des moyens nécessaires pour marquer sa réprobation nettement et de manière à produire impression sur le Sultan. Déjà, en annonçant que nous nous disposions à interdire à nos instructeurs de suivre les troupes chérifiennes en campagne, M. Gaillard avait pu obtenir de Moulay Hafid l'engagement, bientôt oublié il est vrai, que les supplices infligés aux prisonniers n'auraient plus lieu. J'estime que nous devons rappeler aujourd'hui au Sultan cette promesse, démentie par ses réponses ultérieures à la protestation collective des Puis-

sances; Votre Excellence voudra donc sans doute m'autoriser à lui faire déclarer par M. Gaillard que, dans les conditions actuelles, le Gouvernement de la République ne peut que maintenir sa décision de ne plus faire participer aux opérations chérifiennes les instructeurs qu'il a mis à la disposition du Makhzen.

REGNAULT.

ANNEXE.

TRADUCTION.

Louange à Dieu !

La Note que l'honorable Corps diplomatique a transmise à Sa Majesté Chérifiennne contient l'expression de l'émotion que ses membres ont ressentie (à la nouvelle) des peines infligées aux partisans du révolté Bou Hamara.

Le fond de cette Note, c'est le désir que ces pratiques ne se renouvellent pas, étant donné qu'elles sont tombées en désuétude au Maroc depuis longtemps et qu'elles sont en opposition avec l'intérêt supérieur de la civilisation.

(Nous y répondrons comme suit :)

En premier lieu, personne n'ignore ce que le Révolté et ses misérables partisans ont causé de dommages de tous ordres au Makhzen, au Maroc et à ses habitants, tuant les gens soit par simple mise à mort, soit en usant de mutilations et de tortures, les brûlant à l'aide de pétrole, les exposant à la bouche des canons, et déchaînant toutes sortes d'autres maux innombrables.

Or, aux termes de toutes les lois et règles légales, le châtimént doit être en rapport avec les crimes.

Ensuite, si cette émotion dont parle la Note est due à un simple sentiment de compassion et de pitié, nous répondrons qu'en tenant compte de ce que méritent les forfaits de ces criminels, il était nécessaire de leur infliger un châtimént exemplaire. Une telle mesure ne manque ni de motifs (justificatifs), ni d'effets, ni d'opportunité.

Les décisions des juges sont comparables aux sentences du médecin qui soigne le corps, et il est nécessaire que l'intérêt prime (les considérations de) bonté.

En outre, l'application des peines légales à ces misérables est en harmonie à un double titre avec les lois de la bonté et de la miséricorde, et elle est basée sur deux procédés d'ordre politique :

1^{er} Titre : La simple mise à mort consiste à faire cesser la vie elle-même, à l'inverse des autres châtiments qui sont, par suite, plus près de la pitié et plus avant dans la bonté.

En effet, celui à qui on les applique continue à jouir de l'existence, sa lignée n'est pas interrompue, et en même temps il reste un exemple vivant, un avertissement qui se transmet, passe en proverbe et dont le souvenir se conserve chez ses contemporains.

Il est certain que cela fait une impression plus vive, au point de vue de la politique (intérieure), et c'est là le premier des procédés dont nous parlions.

2° *Titre* : Une des vertus des supplices, c'est que celui qui les voit appliquer à qui les mérite sait à n'en pas douter que, s'il commettait lui-même un crime, il ne pourrait être quitte du châtimement que cela entraîne par aucun moyen quel qu'il soit.

Aussi se garde-t-il de commettre ce crime, et il continue à vivre en paix ; c'est pourquoi l'on dit :

« Les peines sont (fondées sur un sentiment de) miséricorde envers ceux qui sont exempts de crimes. »

La vertu de ces peines s'est manifestée à tous les yeux au sujet des rebelles qui étaient restés dans leur rébellion et leur attachement opiniâtre à Bou Hamara, le fauteur de troubles. En effet, ils ont certainement eu connaissance des châtiments légaux infligés aux coupables puisqu'ils ont quitté la voie de la rébellion et se sont engagés dans celle de la bonne direction, en prêtant leur concours au Makhzen glorieux qui leur a pardonné.

Cé pardon a été opportunément accordé conformément au chrâa.

Le contraire se serait produit si l'on avait pas eu sous les yeux, à ce moment, un spectacle saisissant.

Ce sont là des faits qui impressionnent profondément tout le monde. Dieu soit loué qu'ils aient été suffisants pour le but à atteindre !

Ce procédé est également plus fécond, au point de vue politique, en conséquences immédiates et médiates.

Si cette émotion est due à une autre raison, (nous répondrons qu'il s'agit de questions religieuses musulmanes, et il est notoire qu'on ne peut rien objecter contre des questions de cette nature.

Les circonstances exigent que l'on maintienne et assure le bon ordre par tous les moyens possibles, et de préférence par ceux qui sont conformes aux dispositions de la loi religieuse, en harmonie avec la politique, d'une efficacité immédiate, d'accord même avec les dispositions en *usage* chez les différents pays aux termes desquelles si le moindre danger menace la paix intérieure, les tribunaux ordinaires sont suspendus, et l'on a recours aux juridictions martiales. Les exemples en Europe de faits de ce genre sont notoires.

Comme le Makhzen serait inexcusable s'il rejetait la moindre des responsabilités qui lui incombent dans les difficultés qui se produisent, il mérite d'autant plus qu'on lui tienne compte de cet état de choses, et l'on sait bien dans quel besoin pressant il se trouve de couper court aux embarras qu'il éprouve par tous les moyens conformes à la loi religieuse de ses sujets et appropriés à sa politique.

Nous souhaitons le retour, pour les sujets chérifiens, au sain état de choses qui existait autrefois dans lequel l'application des peines était tombée en désuétude en même temps que les causes qui les rendaient nécessaires avaient disparu, de telle sorte que l'on ne soit plus obligé, à l'avenir, pour conduire les sujets chérifiens dans la voie du bon ordre, de les pousser à l'aide des fouets de la justice religieuse et de la civilisation supérieure.

De plus, le Makhzen glorieux espère de l'humanité et des saines dispositions morales de l'honorable Corps diplomatique qu'il veuille bien diriger son attention vers les injustices que l'on commet actuellement sur le territoire de l'Empire et faire des observations au sujet de ces actes commis en violation de tous les traités spéciaux et généraux, qui ne sont conformes à aucune règle internationale, ni usage humanitaire, qui relâchent les liens de la paix générale et qui portent atteinte à l'indépendance du Maroc reconnue par l'ensemble des Puissances glorieuses.

Et, en raison de la grande confiance qu'a le Makhzen Chérifien dans les engagements des Puissances, ratifiés par elles, et de leur désir absolu d'en respecter les dispositions, il appelle

l'attention impartiale du Corps diplomatique, afin qu'il examine cet exposé qui lui parviendra par l'entremise du Doyen, qu'il l'étudie dans un esprit d'équité et l'apprécie selon la justice.

Fait à Fez, le 1^{er} Ramadan 1327.

N° 301.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 septembre 1909.

Le Département a eu connaissance par le Général Lyautey et par moi-même, lors de notre dernier séjour à Paris, des intrigues ourdies auprès du Sultan par une députation du Ksar de Zenaga (Figuig) contre l'Amel de cette oasis représenté comme trop favorable aux Autorités françaises. J'en avais entretenu Moulay Hafid à Fez.

Malgré les assurances qui m'avaient été données alors, le Sultan a continué à intriguer avec les gens de Zenaga contre son propre représentant à Figuig. Il a nommé leur meneur, un certain Ben Merzoug, Caïd de Zenaga, en l'affranchissant de toute dépendance vis-à-vis de l'Amel. C'est alors qu'à la demande du Général Lyautey, Votre Excellence a appelé l'attention d'El Mokri sur les conséquences de cette mesure, en même temps que M. de Saint-Aulaire priait M. Gaillard de signaler au Makhzen l'intérêt majeur qu'il y avait, pour la sécurité et le maintien de l'ordre dans la région, à ne pas amoindrir l'autorité de l'Amel de Figuig en détachant de son commandement un des Ksour les plus importants de l'oasis.

Notre Agent à Fez vient de me transmettre la réponse que Moulay Hafid a faite, après plusieurs semaines, à sa communication. Elle est ainsi conçue : « Cette question se rattache à toutes celles qui concernent la région frontière et sera réglée en même temps que toutes les autres. »

Il n'y a pas à s'étonner de ce procédé favori du Sultan, que j'ai déjà constaté à Fez et qui consiste à refuser d'examiner toutes nos demandes d'intérêt secondaire, dans l'espoir de nous lasser et de nous amener par là à des concessions d'une portée générale. Mais dans le cas présent, comme d'ailleurs dans la plupart, cette politique ne semble devoir aboutir qu'à multiplier les points de friction et les causes de désordre. On sait que les gens de Zenaga ont toujours été, dans l'oasis de Figuig, les plus rebelles à l'autorité de l'Amel, en même temps que les voisins les plus incommodes pour la sécurité de nos postes et de nos lignes. Se sentant désormais appuyés par le Sultan et dédaigneux des quelques *askris* qui représentent toute la force de l'Amel, il est très possible qu'oubliant la leçon de 1903, ils reprennent goût à leur ancien métier de maraudeurs et de recéleurs. Il y a donc lieu pour nous de dégager entièrement notre responsabilité de la situation nouvelle créée par le Makhzen et des

complications qui pourront en résulter; c'est ce que M. Gaillard ne manquera pas d'indiquer au Sultan.

J'ai mis notre Haut Commissaire au courant de ce qui précède en lui suggérant de ne pas reconnaître Bén Merzoug et de ne pas tolérer que cet agitateur fomenté des troubles sur la frontière.

REGNAULT.

N° 302.

M. HERMITE, Chargé d'affaires de la République française à Berlin,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 26 septembre 1909.

M. de Langwerth m'a dit, ce matin, que le Gouvernement Allemand acceptait la date du 3 novembre pour la réunion de la Commission qui doit examiner le projet de règlement minier marocain.

HERMITE.

N° 303.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 27 septembre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence la copie d'un rapport où notre Consul à Fez me signale les dispositions du Sultan à notre égard.

REGNAULT.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Fez, le 25 septembre 1909.

Depuis le succès de sa campagne contre Bou Hamara, le Sultan prend une attitude de plus en plus intransigeante; vous avez pu en juger par ses réponses récentes, relatives aux nominations de Caïds en Chaouya et à Figuig.

C'est la conséquence d'un système politique. Moulay Hafid s'était tout d'abord montré peu attentif à se ménager la sympathie et l'appui des milieux religieux, mais sa tactique se modifie à cet égard; il cherche visiblement aujourd'hui à s'appuyer sur les éléments fanatiques et à faire à son profit vis-à-vis de l'Europe ce qu'il appelle le groupement islamique.

Depuis quelques mois déjà, il étudie chaque jour les textes religieux avec trois Ouléma.

Il a pourvu chaque tabor d'un iman et s'est rapproché des Ouléma et des Chorfa, auxquels il a fait récemment des cadeaux d'argent. Ceux des membres de son Makhzen qui sont les plus hostiles à notre influence, comme l'hajib Elkrissi, ont visiblement sa confiance, et le Grand Vizir, après avoir paru hésiter, fait maintenant cause commune avec eux. Il s'appuie surtout, au point de vue militaire, sur les Caïds qui nous ont combattus en Chaouya et leur rappelle volontiers les souvenirs de cette campagne. Vis-à-vis des tribus il adopte, surtout depuis ses succès, la manière forte, mais justifie ses exigences financières par la nécessité d'être à même de résister à l'Europe. Les mesures prises contre les protégés ont pour but non seulement de faire obstacle aux abus de la protection, mais aussi de démontrer aux caïds ruraux qu'il est devenu assez fort pour ne pas se préoccuper des réclamations diplomatiques. J'ai remarqué depuis quelques jours que, lorsqu'il répond à une de nos demandes par une fin de non-recevoir, le fait est immédiatement connu et commenté, ce qui montre qu'il a soin de le divulguer.

L'extension prise par la campagne espagnole dans le Riff l'a amené à vouloir se mettre à même de résister militairement aux Nations européennes. Aussi n'est-ce plus seulement pour asseoir son autorité à l'intérieur qu'il cherche maintenant à utiliser les passions religieuses.

Il ne songe pas à réorganiser complètement son armée à la façon européenne; ce serait, à son avis, trop long, trop coûteux et cela nécessiterait l'emploi d'un trop grand nombre d'instructeurs européens, car il ne veut pas d'une petite armée de cinq à six mille hommes organisée sur le modèle de la police; il tient au nombre. Son intention est donc simplement d'améliorer autant que possible l'instruction et l'armement de ses troupes, et d'augmenter les effectifs sans modifier profondément leur ancienne organisation.

Je remarque d'ailleurs qu'à Fez et dans la région il n'y a pas de recrudescence de fanatisme. Effrayées par les mesures violentes du Sultan, les populations paraissent dans leur ensemble plutôt favorables à la politique française qui constitue pour elles une garantie contre les excès du Makhzen.

Henri GAILLARD.

N° 304.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 30 septembre 1909.

J'apprends par notre Consul à Fez que Moulay Hafid a invité Si Abdallah El Fasi à se mettre en route le 30 de ce mois pour Tanger. Si Abdallah arrivera donc ici vers le 8 octobre; il s'embarquera par le premier bateau pour Marseille.

REGNAULT.

N° 305.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 30 septembre 1909.

La *Correspondance de l'Allemagne du Sud* publie aujourd'hui un communiqué disant que l'Allemagne est d'accord avec les autres Puissances, notamment avec la France, en ce qui concerne la réponse à faire à la Note du Makhzen.

Jules CAMBON.

N° 306.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 30 septembre 1909.

La situation est assez troublée dans les régions de l'Empire chérifien limitrophes de la Chaouya.

L'accalmie qui, pendant le mois de juillet dernier, s'était dessinée parmi les tribus du Sud et qui n'avait d'autre cause que la nécessité où se trouvaient les indigènes de procéder avec tranquillité aux travaux des champs, ne s'est pas maintenue; tout le Haouz de Marrakech est aujourd'hui dans un état d'agitation qui permet de prévoir de nouveaux troubles. La rivalité entre les nouveaux Caïds hafidistes et ceux de l'ancien Gouvernement s'y traduit par de fréquentes escarmouches; chez les Doukkala, de nombreux conflits, présentant un certain caractère de gravité, sont signalés : des tribus se sont mises en révolte ouverte contre leurs Caïds, et les actes de pillage sont devenus de plus en plus fréquents.

Le 10 août, le souk El Tleta, de Sidi Ben-Nour, a été le théâtre d'une bagarre sanglante, provoquée par des Oulad Bou-Zerara, qui voulaient ainsi protester contre les impositions dont ils sont grevés par leurs chefs. Des troubles ont également éclaté dans la fraction des Ouled Faredj, à l'occasion de la nomination de Bou Ali ben Driss comme Caïd d'Azemmour.

D'autre part, dans le Tadla, un conflit s'est élevé entre les Aït-Reboa, alliés aux

Beni-Moussa, et les Beni-Amir, dont plusieurs douars ont été pillés. Enfin, dans le Moyen Atlas, les hostilités entre Ali-Mehaouche et Mohammed ou-Ammou Akka, qui avaient subi un temps d'arrêt, ont recommencé.

La situation générale de la Chaouya présente un heureux contraste avec celle des régions qui l'avoisinent; alors que la nouvelle politique fiscale inaugurée par le Sultan depuis ses récents succès rencontre partout une sérieuse opposition, menace de provoquer de nouveaux soulèvements chez les tribus à peine soumises, comme les Ghiata, les Tsoul et les Branès, et que les tentatives du Makhzen pour faire percevoir les impôts chez les Doukkala sont demeurées infructueuses, les opérations de recouvrement se sont, au contraire, effectuées dans des conditions tout à fait satisfaisantes chez la plupart des tribus établies dans la zone qu'occupent nos troupes. Les indigènes ont, en effet, compris que le paiement de l'impôt était la conséquence de l'établissement de l'ordre et de la paix dans le pays.

D'une manière générale, les indigènes ont prouvé qu'ils avaient confiance dans les officiers du service des renseignements, dont l'activité s'est déployée en même temps pour surveiller les irrégularités et diminuer, dans la mesure du possible, les exactions des collecteurs. Le contraste entre les méthodes arbitraires employées par le Makhzen et celles appliquées par nous a permis aux tribus de la Chaouya d'apprécier à leur juste valeur notre impartialité et l'équité qui, malgré les imperfections inhérentes à une première expérience, a présidé à la répartition des charges fiscales. Les incidents qui se sont produits ont presque tous eu pour origine les agissements de censaux ou d'associés agricoles désireux de continuer à jouir d'exemptions qu'ils prétendaient étendre abusivement à tous les membres de leur famille.

A Casablanca, l'effort militaire et politique réalisé depuis deux ans a également donné les meilleurs résultats et fait de cette ville le véritable centre de notre expansion au Maroc. Le chiffre de la population y atteint aujourd'hui 35,000 âmes environ. L'affluence de nos nationaux et des autres européens nécessite la création de services administratifs qui prennent, chaque jour, plus d'extension.

Les membres du Corps consulaire ont, à l'occasion d'une récente réunion dans laquelle ils ont traité de questions sanitaires, rendu hommage aux efforts faits par l'Autorité militaire et aux heureux résultats qu'elle a déjà obtenus; les notables étrangers, représentant à peu près toutes les nationalités, ont, de leur côté, exprimé leur intention d'aider la municipalité militaire de tous leurs moyens, pour assurer l'efficacité des mesures qu'elle a prescrites. Ces nouveaux témoignages de confiance, venant s'ajouter aux manifestations d'appréhension qu'a provoquées à plusieurs reprises parmi les colonies européennes, sans distinction, l'éventualité du rappel de notre Corps d'occupation de la Chaouya, constituent le plus bel éloge qui puisse être fait de l'œuvre réalisée par la France au cours des deux années qui viennent de s'écouler.

REGNAULT.

N° 307.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 octobre 1909.

Notre Consul à Mogador m'annonce que les contributions extraordinaires levées par le Makhzen, à la suite des derniers succès, ont produit dans la région de Mogador des sommes assez considérables. Les trois principaux Caïds des Haha ont envoyé à Fez, il y a quelques jours, 36,000 douros hassani, le khalifa du Mtouggui 80,000. Les autres tribus de la région auraient également fait parvenir au Sultan des sommes importantes. A Mogador, une contribution sur les boutiques des marchands et des artisans a produit 3,000 douros. Jusqu'ici, les populations auraient accepté ces nouvelles charges sans difficulté.

Il est assez difficile d'évaluer ce que ces procédés de fiscalité à outrance, appliqués dans toutes les tribus soumises, pourront rapporter au Makhzen. Cependant, d'après des avis autorisés, il y a lieu de remarquer que la circulation monétaire indigène, composée exclusivement de pièces d'argent frappées sous les règnes de Moulay El Hassen et de Moulay Abd-El-Aziz, ne dépasse guère 80 millions de pesetas. Or une partie notable de ce stock est déposée dans les Banques ou se trouve détenue par les étrangers établis dans les ports. Il paraît donc certain que, si les impôts des tribus peuvent suffire aux dépenses courantes du Makhzen, il est impossible à celui-ci d'en distraire la moindre partie pour le remboursement de sa dette.

D'autre part, on sait que, durant ces dernières années, les importations du Maroc ont constamment dépassé de plusieurs millions de francs les exportations; et si, jusqu'ici, l'introduction des capitaux étrangers dans le pays a pu enrayer ce mouvement de déperdition monétaire, il semble qu'aujourd'hui, plus prudents, les Européens n'entendent plus risquer au Maroc leur avoir, à moins d'un changement radical dans la situation politique actuelle.

REGNAULT.

N° 308.

M. DE CARBONNEL, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 2 octobre 1909.

Au cours d'une conversation que j'ai eue hier avec le Ministre d'État, il m'a dit qu'il pensait que les hostilités allaient prendre fin. Le but que s'est proposé l'Espagne est atteint. Il ne reste plus qu'à achever la pacification des régions occupées.

M. Allende Salazar ne prévoit pas d'opérations du côté de Ceuta. Si, comme l'annoncent les journaux, des troupes et des munitions viennent d'être envoyées dans cette ville, c'est uniquement pour la relève habituelle et normale de la garnison. Tout est calme dans cette région. Le Ministre espère que cette situation se maintiendra.

CARBONNEL.

N° 309.

M. DE CARBONNEL, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 3 octobre 1909.

Le Gouvernement espagnol vient d'ordonner, à la demande du Général Marina, le départ pour Melilla d'une nouvelle division en plus des deux régiments de cavalerie déjà envoyés hier. Le corps expéditionnaire se trouve ainsi augmenté de dix mille hommes. Une note officieuse déclare qu'il n'est cependant rien changé à l'objectif de la campagne, tel qu'il a été antérieurement défini.

CARBONNEL.

N° 310.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid.

Paris, le 5 octobre 1909.

L'Ambassadeur d'Espagne a fait hier à mon Département la déclaration verbale suivante :

« Par suite de la grande étendue du territoire qu'il est nécessaire de garder contre les attaques des tribus hostiles, et étant donné que des auxiliaires viennent sans cesse augmenter la force de celles-ci, le Gouvernement espagnol s'est trouvé dans l'obligation d'envoyer à Melilla de nouveaux renforts. Mais cet envoi n'indique pas un changement dans les intentions espagnoles. »

PICHON.

N° 311.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Séphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 octobre 1909.

D'après les renseignements que j'ai recueillis de divers côtés, autant dans l'entourage de Guebbas que du côté d'Abdallah El Fasi, arrivé de Fez aujourd'hui, le Sultan n'aurait jusqu'ici fourni aucune aide en armes, munitions et contingents aux tribus riffaines. La seule manifestation officielle qu'il ait faite, en dehors de la protestation adressée aux Puissances, consiste dans l'envoi de Délégués chargés de pacifier la région.

REGNAULT.

N° 312.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 7 octobre 1909.

J'approuve la proposition contenue dans votre lettre du 25 de ce mois au sujet de l'agitateur Ben Merzoug, récemment nommé Caïd du Ksar de Zenaga.

Je vous autorise donc à annoncer à notre Haut Commissaire dans la région frontière que votre suggestion tendant à ne pas reconnaître de qualité officielle à Ben Merzoug et, le cas échéant, à ne pas tolérer que ce personnage provoque des troubles dans la région a l'assentiment du Gouvernement.

PICHON.

N° 313.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 7 octobre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie d'une dépêche dans laquelle M. Gaillard me signale un incident survenu ces jours-ci au Makhzen.

Les ouvriers employés au Palais confirment l'exécution de Bou Hamara dans les conditions que j'ai fait connaître au Département.

REGNAULT.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Fez, le 4 octobre 1909.

Un incident assez pénible s'est produit hier au Dar El Makhzen. L'Hajib Elkrissi contraignait depuis plusieurs semaines des ouvriers maçons à travailler sans salaire aux constructions du Palais.

Ceux-ci se plaignaient de n'être pas rétribués et de n'avoir pas les moyens de subvenir à leur nourriture et à celle de leurs familles. Ils travaillaient en conséquence avec une certaine mollesse; l'Hajib s'en apercevant les fit saisir par les nègres du Palais et leur fit appliquer une bastonnade tellement énergique, que six d'entre eux ne purent se relever et furent transportés mourants chez eux.

Le Mohtasseb Si Ahmed Eljai, qui se trouvait présent, intervint pour prier de faire cesser ce châtiment; l'Hajib, l'apostrophant grossièrement, le menaça de lui faire appliquer à lui-même la bastonnade et fit mine de vouloir le saisir. Celui-ci put à grand'peine sortir sain et sauf du Palais.

Cet incident a produit en ville une véritable émotion. La basse classe des ouvriers et des artisans est exaspérée par les procédés du Sultan qui les contraint à exécuter des travaux non rétribués sous menace de prison et de bastonnade.

Des ouvriers qui travaillaient au Palais confirment l'exécution de Bou Hamara dans les conditions relatées par mes rapports, et l'on fait remarquer à ce propos que Moulay Hafid avait pourtant promis au Rogui, en présence de tous les Vizirs, que sa vie serait respectée.

GAILLARD.

N° 314.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 8 octobre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence, sous forme de Note, la liste des faits qui constituent de la part du Sultan ou des Autorités chérifiennes des infractions aux engagements pris à notre égard. J'estime qu'il serait nécessaire de faire connaître à Moulay Hafid que nous ne saurions tolérer plus longtemps de sa part une attitude nettement hostile, et que nous sommes résolus à exiger de lui une collaboration loyale dans la Chaouya et dans la région frontière.

REGNAULT.

ANNEXE.

I

Le 12 mai 1909, le Caïd Taïeb Cherkaoui a pillé le douar des Ouled Messaoud (Gharb), occupé par des associés agricoles de la Compagnie du Rio Sinu, société française.

Une enquête, faite sur place par deux délégués de notre Agent de Larache, a déterminé l'étendue du dommage éprouvé par nos ressortissants, qui est considérable. Toutefois le Makhzen n'a pris aucune mesure pour réprimer cet acte.

II

Dans les derniers jours de mai, le nommé Kassen Djellaoudi, associé agricole de M. Michaux-Bellaire, a été arrêté illégalement par ordre du Caïd Crafès (R'arb); il subit une détention de 25 jours et ne recouvrera la liberté que moyennant une rançon de 130 douros.

Nous avons demandé la destitution de ce Caïd et sa condamnation au paiement d'une indemnité de 380 douros.

Notre réclamation est restée sans solution.

III

Dans les premiers jours de juin, le nommé Bou Kassem Chaoui, associé agricole du sujet algérien Ahmed Chaouch, d'El-Ksar, a été pillé et emprisonné par ordre du même Caïd Crafès.

Nous avons demandé que ce Caïd fût astreint au paiement d'une indemnité de 700 douros.

Notre réclamation est restée sans réponse.

IV

Le 22 juin, le Caïd Bouchta El Bagdadi a emprisonné illégalement trois sujets algériens résidant aux environs d'El-Ksar.

Nous avons demandé que ce Caïd fût astreint à verser une indemnité de 6,000 francs.

Notre réclamation est restée sans solution.

V

Dans les premiers jours de juillet, les sujets algériens et les protégés français résidant à Fez ont été frappés par le Makhzen de taxes arbitraires, en méconnaissance du régime d'exemption qui leur est reconnu par les traités.

Cette mesure illégale ne fut rapportée qu'après plusieurs démarches de notre Consul à Fez, et sur nos énergiques protestations.

VI

Dans le courant de juillet, le sujet algérien Abderrahman ben Kaddour, résidant à El-Ksar, fut arrêté et bâtonné.

Nous avons demandé la destitution des deux Khalifas (lieutenants) du Caïd qui avaient procédé à cette arrestation, et la condamnation de l'un d'eux au paiement d'une indemnité de 2,000 francs.

Aucune suite n'a été donnée à notre réclamation.

VII

Dans le courant d'août, le Caïd Gueddari (Beni-Hasen) a fait jeter dans un silo le nommé El Ghiatsi, censal de M. Robin. Ce protégé ne fut remis en liberté qu'au bout de 26 jours et moyennant une rançon de 500 douros. Les démarches de notre Agent de Larache pour la mise en liberté du prisonnier étaient demeurées sans résultat.

Nous demandons la destitution de ce Caïd et sa condamnation au paiement d'une indemnité de 2,000 francs.

VIII

Depuis le mois d'août, le Caïd Crafès, dont il a été question plus haut, tient incarcéré illégalement le nommé Mohammed ben Tahar, associé agricole de M. Robin. Malgré les démarches pressantes de notre agent à Larache, cet indigène n'est pas encore relâché.

Nous demandons que le Caïd Crafès soit astreint à une nouvelle amende de 2,000 francs.

IX

Au mois d'août, El Achemi, Khalifa du Caïd El Assiri, a incarcéré illégalement trois ressortissants français : les nommés Abdallah ben El Haïtot, censal de M. Furth depuis 17 ans ; Bou Selham ben Elarbi, associé agricole du même Français ; et Sellam ben El-

Haïtot, fils du censal; leurs biens furent pillés, la femme d'Abdallah violentée, et ils ne recouvrèrent la liberté qu'après une détention de 27 jours.

Nous avons demandé au Makhzen la destitution du Khalifa El Achemi et sa condamnation au paiement d'une indemnité de 1,110 douros, sans préjudice de la restitution ou du remboursement des biens pillés.

Nous n'avons obtenu aucune réponse à notre réclamation.

X

Le 24 août, le nommé Mohammed ould Lachemi, associé agricole de M. de Préneuf, a été incarcéré à Lalla-Mimouna par le Khalifa El Achemi. Cet indigène, malgré les protestations de notre Agent de Larache, subit une détention de 20 jours et ne fut relâché que moyennant le paiement d'une rançon.

Nous demandons que le Khalifa El Achemi soit astreint à verser une nouvelle indemnité de 2,000 francs.

XI

Le 24 août également, le Khalifa El Achemi envoya ses cavaliers pour arrêter un censal de M. de Préneuf. Ce protégé put s'enfuir, mais ses biens furent pillés.

Cet acte a occasionné un grave préjudice à M. de Préneuf et à la Société foncière et agricole du Maroc, qui avaient confié d'importants intérêts à ce censal.

Nous demandons une nouvelle indemnité de 2,000 francs sans préjudice du remboursement des biens pillés.

XII

Le 15 septembre, le même Khalifa El Achemi a incarcéré illégalement le nommé Hassein El-Haïtot, fils du censal de M. Furth mentionné plus haut. Cet indigène n'a pas encore été relâché.

Nous demandons l'emprisonnement de ce Khalifa et sa condamnation à une nouvelle amende de 2,000 francs.

XIII

Le 23 septembre, le Caïd El Assiri a emprisonné arbitrairement le nommé Hadj Zeroual Sefiani, associé agricole de la Compagnie du Rio Sinu: il prétend ne relâcher son prisonnier que contre une importante rançon.

Les démarches faites par notre Agent de Larache pour obtenir la mise en liberté de cet indigène sont demeurées sans résultat.

Nous demandons la destitution du Caïd El Assiri et sa condamnation au paiement d'une amende de 2,000 francs.

XIV

A l'occasion d'une affaire de douane dont le règlement est soumis à la Commission des Dettes du Makhzen, nous avons prié le Sultan de donner aux Commissaires chérifiens des instructions en vue de poursuivre la solution des affaires dans un esprit de conciliation.

Moulay Hafid nous a fait répondre, par une lettre signée de son Ministre des Affaires étrangères, qu'il n'y avait pas lieu de donner des instructions de ce genre, « car les circonstances actuelles ne se prêtaient pas à la conciliation ».

C'est là une déclaration de mauvais vouloir qui n'est pas faite pour faciliter la protection des intérêts français dans ce pays.

XV

Un agriculteur français, M. Morin, s'étant installé à Arzila, a été victime de vexations de la part de l'autorité locale.

A notre réclamation, le Sultan a répondu que, tout en prescrivant à ses fonctionnaires de ne pas molester notre compatriote, il demandait le départ de ce Français, en vertu des dispositions des traités qui limitent la résidence des étrangers aux seuls ports ouverts au commerce.

Or les traités en vigueur ne contiennent aucune disposition de ce genre. Nous avons d'ailleurs porté cet incident, en raison de la question de principe qu'il soulève, devant le Corps diplomatique.

Nos griefs contre le Makhzen ne sont pas moindres sur toutes les frontières du Maroc.

XVI

Au Tafilelt, malgré les assurances de bonne volonté que nous donne Mouley Rechid, Khalifa du Sultan, aucune mesure n'est prise pour assurer la sécurité des individus et la liberté des transactions commerciales. Des caravanes sont pillées, des individus sont tués. Cependant, pour prouver à Moulay Hafid la loyauté de notre attitude, le Gouvernement Français s'oppose à toute démonstration au delà des régions actuellement surveillées. Il interdit à nos troupes de s'avancer jusqu'à Toulal, malgré les avantages d'ordre politique et économique que présenterait, d'après les autorités militaires, une reconnaissance jusqu'à ce point.

XVII

Sur la frontière algérienne, même impuissance et même mauvaise volonté du Makhzen. Le 22 avril 1909, quatre prospecteurs, MM. Quinson, Sallager, Pierre et Quintini, sont attaqués par les Ouled Amor; deux d'entre eux sont blessés. Le Gouvernement Français punit les Ouled Amor d'une amende et leur interdit, jusqu'à ce qu'elle soit acquittée, l'accès de nos marchés.

XVIII

Le Caïd Hamdoun des Sedjaa cherche à soulever les tribus des environs d'Oudjda contre Si Tayeb bou Amama. Afin d'éviter une effervescence dangereuse, le Général Lyautey le fait arrêter par le Pacha d'Oudjda, et il est interné à Mers-el-Kebir. Il sera remis en liberté quand le Makhzen se sera décidé à réprimer ses agissements.

XIX

Le Caïd Ben Merzoug, des Zenaga (environs de Figuig), ne cessait d'intriguer contre nous, se targuant de relations étroites avec les membres du Makhzen. Pendant mon séjour à Fez, le Sultan, questionné au sujet de ce Caïd, prétendit ne pas le connaître et déclara que le Gouvernement Français n'avait qu'à l'incarcérer s'il avait contre lui des sujets de plainte (mars 1909). Or, malgré ces assertions, quelques semaines plus tard, Ben Merzoug remettait au Chef du bureau arabe de Beni-Ounif une lettre notifiant sa nomination de Caïd des Zenaga et portant l'empreinte du cachet délivré par le Sultan. En scindant les caïdats de

Figuig et des Zenaga, jusque-là réunis sous l'autorité de Si Ahmed Essaïdi, on cherchait à diminuer la situation de ce dernier, jugé trop favorable aux Français.

Le Général Lyautey a été invité à ne pas reconnaître Ben Merzoug et à l'incarcérer si sa conduite donnait lieu à des plaintes fondées.

XX

Mouley Ismaïn, parent du Sultan, a été chargé par lui, sans accord préalable avec nous, de distribuer contre argent des cachets de Caïd sur la frontière algérienne aux indigènes les plus riches. Cette mission et les intrigues auxquelles elle donna lieu causèrent une émotion considérable dans la région frontière. Mouley Ismaïn fut arrêté, conduit à Oran et renvoyé à Tanger (4 avril 1909). Avis en fut donné au Makhzen de Fez ; or, sans tenir compte de cet avis, le Pacha d'Oudjda vient d'être averti officiellement par Moulay Hafid que Moulay Ismaïn serait renvoyé dans la région frontière, et qu'il avait droit aux plus grands honneurs. Le Sultan a été informé que Mouley Ismaïn serait emprisonné de nouveau, s'il recommençait ses intrigues.

XXI

Malgré les engagements formels pris à Fez et à Paris, le Sultan continue à aider Ma El Aïnin de dons en argent et en armes.

On sait que nous retrouvons les fidèles du fameux marabout dans tous les combats que livrent nos troupes dans l'Adrar et en Mauritanie.

XXII

Au mépris des engagements pris à Fez de concerter avec nous le choix de ses fonctionnaires dans la Chaouya, Moulay Hafid nomme deux de ses oncles, l'un, Amin El Moustafad, à Casablanca, l'autre Caïd des Mzab, et il se refuse, sans indiquer les motifs de son opposition, à agréer les candidats qui lui sont proposés par nous pour les postes vacants.

XXIII

Les promesses faites par Moulay Hafid à l'égard de l'ancien Makhzen, et dont nous sommes en quelque sorte les garants, n'ont pas davantage été tenues. Des engagements avaient été pris vis-à-vis d'Abd-el-Aziz en ce qui touche la restitution de ses bijoux personnels engagés à Paris ; ils n'ont pas été tenus. De même, la pension d'Abd-el-Aziz a été mise à chaque instant en discussion. Les promesses faites au sujet de Mouley Lamin, oncle du Sultan, ancien Khalifa de Casablanca, n'ont pas été respectées, comme pour le punir de sa longue fidélité à l'ancien Sultan et de ses relations correctes avec les Autorités françaises de la Chaouya. Il n'a pas été nommé « Mezouar des chorfa » ; sa pension ne lui est pas payée et ses biens ne lui ont pas été complètement restitués.

XXIV

Les engagements pris vis-à-vis des Juifs résidant à Fez ont été constamment violés. Renfermés dans leur mellah, ils sont en butte aux exactions et aux mauvais traitements du Hajib, favori du Sultan, qui les fait bâtonner à tout propos. Moulay Hafid leur a même interdit de sortir sur les terrasses de leurs maisons dans le mellah (quartier qui leur est réservé).

N° 315.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 9 octobre 1909.

Conformément aux instructions du Département, je n'avais pas manqué, en ma qualité de Doyen par intérim du Corps diplomatique, de communiquer à mes Collègues la protestation de Guebbas contre les opérations des Espagnols dans le Riff avec l'annotation suivante : « J'estime que la question soulevée n'est pas de la compétence du Corps diplomatique; elle doit être réglée exclusivement entre le Gouvernement Espagnol et le Gouvernement Marocain ». La circulaire, qui portait la date du 22 septembre, a reçu de la part des Représentants des Puissances des annotations conçues dans le même sens.

Une fois la circulaire visée par tous les Représentants des Puissances, j'ai adressé à mes Collègues une seconde lettre constatant l'accord unanime du Corps diplomatique sur la question, et proposant d'envoyer au Représentant du Sultan une lettre dont je leur soumettais le texte. Les termes de cette lettre ayant été approuvés par mes Collègues, j'ai adressé à Guebbas, le 6 de ce mois, la communication que Votre Excellence trouvera ci-jointe.

REGNAULT.

ANNEXE.

Le Ministre de la République française, Doyen par intérim du Corps diplomatique,
à SI MOHAMMED EL GUEBBAS, Représentant de Sa Majesté Chérifienne.

Tanger, le 6 octobre 1909.

Après les compliments d'usage;

Le Corps diplomatique a examiné la Note de Sa Majesté Chérifienne concernant les événements du Riff, que vous m'avez chargé, par lettre en date du 30 Chaaban 1327, de porter à sa connaissance.

Après avoir consulté leurs Gouvernements, les Représentants des Puissances ont estimé que la question soulevée n'était pas de la compétence du Corps diplomatique et qu'elle devait être réglée exclusivement entre le Makhzen chérifien et le Gouvernement Espagnol.

Je vous prie de vouloir bien faire part de cette réponse à Sa Majesté Chérifienne.

N° 316.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 10 octobre 1909.

Le Corps diplomatique vient d'être avisé par le Président du Comité des travaux publics que le Sultan a donné son adhésion au programme des travaux à effectuer sur les fonds de la Caisse spéciale.

Moulay Hafid s'oppose seulement à l'amélioration des routes de Saffi et de Mazagan vers Marrakech : ces travaux n'ont qu'une importance minime.

REGNAULT.

N° 317.

M. DE BEAUMARCHAIS, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 16 octobre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie d'une lettre que je viens de recevoir de notre Agent consulaire d'El-Ksar.

Les faits indiqués par M. Boisset sont en contradiction avec les assurances de bon vouloir qui nous sont actuellement données par le Représentant du Sultan à Tanger. Je n'ai pas manqué de signaler cette situation à Si Mohammed Guebbas.

BEAUMARCHAIS.

ANNEXE.

Le Gérant de l'Agence consulaire de France,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

El-Qsar, le 13 octobre 1909

J'ai l'honneur de vous informer que j'apprends de source sûre que le Sultan vient d'envoyer à ses Caïds des lettres leur enjoignant de laisser de côté les Espagnols, d'être durs

mais sans excès avec les protégés anglais et allemands, mais de n'avoir aucun ménagement avec les protégés français et tous ceux qui sont en possession de *dahers* de sultans. Moulay Hafid espérait mettre fin de cette façon à toutes protections.

Le Caïd Ould Remouch, qui, avant son voyage à Fez, me faisait les plus grandes protestations d'amitié, a changé maintenant complètement d'attitude. J'ai été saisi de plusieurs plaintes graves contre lui. Je lui ai écrit à ce sujet. Il a déchiré ma lettre, déclarant qu'il n'avait rien à répondre.

BOISSET.

N° 318.

M. DAESCHNER, Chargé d'affaires de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 17 octobre 1909.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement Britannique a désigné pour le représenter à la Conférence minière marocaine Sir Henry Cunynghame, K. C. B., Conseiller légal et Sous-Secrétaire d'État adjoint au Ministère de l'Intérieur. Sir Edward Grey ajoute que le Gouvernement Royal accepte la date du 3 novembre proposée pour cette réunion.

DAESCHNER.

N° 319.

M. DE BEAUMARCHAIS, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 octobre 1909.

Le Caïd Mahboub, commandant la mahalla chérifienne campée chez les Beni Mes-tara, a suggéré à la tribu du Fahs de faire choix d'un candidat qui se rendrait à Fez pour postuler le gouvernement de cette province.

Divers notables, tels que les membres des familles Abdessadok et Abdelkmalek, ayant décliné les offres qui leur étaient faites dans ce sens, le choix de la tribu se serait porté sur le nommé Ould Aharrar, notable Tangérois qui fut un des affiliés les plus actifs de Raissouli pendant la période de troubles de 1906. A cette époque, Ould Aharrar, qui était associé agricole d'une maison française, ayant refusé de

régler ses comptes avec cette maison, subit un emprisonnement de quarante-huit heures à la Légation.

Dans ces conditions, le choix de cet individu comme Gouverneur du Fahs, s'il venait à être confirmé par le Sultan, constituerait une mesure inquiétante pour les nombreux étrangers résidant hors des murs de la ville et, en même temps, désobligeante pour la Légation de France.

BEAUMARCHAIS.

N° 320.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid.

Paris, le 21 octobre 1908.

Le Général Marina vient de demander au Général commandant la division d'Oran d'autoriser le Commandant Bouquero, commandant le poste de Mohammed-ou-Berkane, à se rendre à Melilla afin d'y porter les objets provenant d'officiers espagnols tués qui ont été recueillis par les postes français.

J'autorise l'envoi à Melilla du Commandant Bouquero.

PICHON.

N° 321.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 22 octobre 1909.

J'apprends que le Chef de la Mission chérifienne envoyée au Riff, le Caïd Ben Sennah, a quitté hier Tanger, à bord d'une canonnière espagnole, pour se rendre à Melilla avec les Membres de la Mission au nombre de huit.

SAINT-AULAIRE.

N° 322.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 octobre 1909.

Le Caïd d'El-Ksar, Baghdadi est tombé en disgrâce et vient d'être remplacé par Remiki. La nouvelle a été apportée avant-hier à El-Ksar par un groupe de cavaliers de Remiki, sous le commandement de son neveu et Khalifa. Cette bande s'est présentée traînant à sa suite un groupe de prisonniers enchaînés; elle venait de commettre déjà sur son passage plusieurs méfaits, parmi lesquels le pillage des biens d'un censal espagnol dont les parents furent arrêtés et la résidence incendiée. En outre, un protégé anglais, ainsi qu'un client de Menebbhi, ont été arrêtés et pillés. D'autres protégés auraient été également razzés. C'est au milieu d'un violent tumulte causé par cette scandaleuse entrée, que les gens de Remiki ont notifié à la population, la nomination de leur maître. Cette annonce a été accueillie par un affolement et nombre d'habitants d'El-Ksar et des environs se sont réfugiés chez les Djebala pour éviter le régime de terreur dont le souvenir est resté attaché au nom du nouveau Caïd. Ce personnage, après de nombreux méfaits, avait été arrêté au mois d'août 1908. Sa réinstallation au Caïdat d'El-Ksar fait présager un redoublement des mauvais traitements dont nos protégés n'ont eu déjà que trop à souffrir jusqu'à présent. Elle est un défi à l'opinion.

SAINT-AULAIRE.

N° 323.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 octobre 1909.

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence la copie d'un rapport que notre Consul à Fez vient de m'adresser au sujet des mesures prises par le Sultan en ce qui concerne la question des protégés du R'arb.

Je partage entièrement la manière de voir de M. Gaillard sur la véritable nature des

sentiments qui ont guidé la conduite de Moulay Hafid en cette circonstance et sur l'inanité des satisfactions qu'il prétend nous avoir données en rappelant à Fez l'ancien Pacha d'El-Ksar, Si Mohammed ben Bouchta Baghdadi, et le Caïd El Assiri.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Fez, le 19 octobre 1909.

Le Sultan m'a fait appeler ce matin pour me dire qu'il avait pris des mesures de nature à donner satisfaction à la Légation de France en ce qui concerne la question des protégés du Gharb : le Pacha Si Mohammed ben Bouchta Baghdadi est destitué de ses fonctions de Caïd d'El-Ksar et du Khlot; il en est de même du Caïd El Assiri, actuellement à Fez, et qui, me dit Moulay Hafid, vient d'être également révoqué et sera probablement emprisonné.

Sa Majesté m'a prié de vous faire savoir que la décision du Makhzen avait été inspirée par le désir de vous être agréable. Je crois pourtant qu'il n'en est rien : il était décidé depuis longtemps que Baghdadi ne retournerait pas à El-Ksar et resterait à la disposition du Makhzen pour pouvoir, le cas échéant, prendre le commandement d'une mahalla envoyée au Riff. Le Makhzen vient de lui donner pour successeur le Caïd Remiqui, qui a versé pour cela 80,000 douros. Il en est de même du Caïd El Assiri dont le caïdat a été acheté par un de ses contribuables.

En réalité, de nombreux changements prévus depuis longtemps viennent d'avoir lieu dans les tribus du R'arb; le seul objectif du Makhzen a été d'obtenir des candidats aux fonctions de Caïd les plus fortes sommes possible, mais il profite de l'occasion pour nous représenter « ce mouvement administratif » comme une satisfaction qui nous est accordée.

Henri GAILLARD.

N° 324.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 octobre 1909.

Je reçois une dépêche de notre Agent à Elksar-el-Kébir, d'après laquelle l'installation du nouveau Gouverneur de cette ville amène dans la région un redoublement

de violences et d'anarchie. Après avoir incarcéré et dépouillé de ses biens le Khalifa de son prédécesseur, Remiki a remis en liberté tous les malfaiteurs que Bagdadi avait emprisonnés. Ces malandrins répandent la terreur à Elksar-el-Kébir et s'y livrent au pillage sans épargner les propriétés des protégés étrangers. Le censal d'une des principales maisons françaises du Maroc vient de se réfugier à Tanger après avoir été pillé et menacé par les gens du nouveau Gouverneur.

SAINT-AULAIRE.

N° 325.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 octobre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie d'un rapport que je viens de recevoir de M. le Général Moinier au sujet de la perception des impôts effectuée cette année dans la Chaouya.

Les sommes perçues ont été assez sensiblement inférieures aux prévisions, pour les raisons indiquées par le Commandant de nos forces d'occupation, et il semble qu'il serait possible d'obtenir pour l'exercice 1910 un meilleur rendement en appliquant aux étrangers, protégés et censeux, les dispositions du règlement du 30 mars 1881, qui astreint ces différentes catégories de propriétaires au paiement impôts agricoles.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

Le Général MOINIER, commandant le Corps de débarquement,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Casablanca, le 18 octobre 1909.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la situation, à la date du 15 octobre, des perceptions effectuées dans la Chaouya, soit au titre des impôts achour et zekkat.

Le recouvrement de ces différentes impositions peut être considéré, en principe, comme terminé.

Le montant des perceptions est, à la date de ce jour :

De 1,084,896 pesetas hassani au compte de l'achour;

De 501,910 pesetas hassani au compte du zekkat;

De 1,198,576 pesetas hassani au compte de la contribution de guerre.

Si l'on ajoute à ces chiffres les sommes restant encore à recouvrer, le montant des impôts coraniques atteindra près de 1,600,000 pesetas hassani.

La contribution de guerre s'élève à 1,200,000 pesetas hassani, résultat de la conversion au change de 150 de la tranche de 800,000 francs recouvrable en 1909. Mais le cours du change ayant été, en raison de la grande quantité de monnaie hassani mise sur le marché pendant une période d'un mois et demi environ, presque toujours supérieur à 150, le produit en monnaie française de la contribution de guerre est aujourd'hui de 782,595 francs et sera, après versement complet, d'environ 783,500 francs.

En ce qui concerne les impôts coraniques, le montant des perceptions est inférieur d'environ 200,000 pesetas hassani à nos prévisions. Cette différence provient de causes diverses et surtout du fait que les prévisions de rendement du zekkat avaient été établies avant que les Commissions de recensement du bétail n'eussent achevé leurs opérations. Le produit du zekkat a été d'environ 500,000 pesetas hassani, au lieu du chiffre prévu de 600,000.

MGINIER.

N° 326.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'Affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 octobre 1909.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence les renseignements qui m'ont été envoyés par MM. les Officiers instructeurs de la Police marocaine sur son fonctionnement dans les divers ports de la côte, pendant le 3^e trimestre de cette année.

Effectifs. — Partout les effectifs des tabors sont au complet.

Instruction. — L'instruction se poursuit régulièrement dans les tabors; on commence à s'occuper de former des artilleurs; dans certains tabors comme celui de Safi, on a déjà exécuté des tirs au canon qui ont donné de bons résultats; on a procédé à l'essai des mitrailleuses; elles ont bien fonctionné.

Déserteurs. — Les désertions sont beaucoup moins fréquentes. On en signale seulement 2 à Mazagan et 2 à Safi. Parmi ces quatre déserteurs, un est revenu se constituer prisonnier, l'autre a été ramené par sa famille.

Renseignements divers. — Aucun événement remarquable à signaler au cours de ce trimestre.

A Mazagan, les rapports avec la population européenne sont très satisfaisants. Le Corps consulaire avait même exprimé le désir que la police fût chargée de la protection des transactions commerciales dans l'intérieur de la ville, mais le Pacha de Mazagan s'y est refusé jusqu'ici.

A Saffi, quelques incidents ont été provoqués par des domestiques d'Européens, mais se sont tous terminés à l'avantage de la police.

On peut donc constater d'une manière générale que l'autorité de nos instructeurs s'affirme de plus en plus, et que le crédit de la police dans les ports augmente de jour en jour.

SAINT-AULAIRE.

N° 327.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 octobre 1909.

Le Directeur de l'École de l'Alliance israélite de Fez et les deux Grands Rabbins de cette ville viennent d'adresser à notre Consul une lettre relative aux mauvais traitements infligés à la population israélite de la capitale par le Makhzen, et en particulier par l'Hadjib El Krissi. J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence des extraits de cette lettre ainsi que la copie du Rapport que M. Gaillard m'a fait parvenir à ce sujet.

Les faits rapportés dans la lettre en question avaient déjà provoqué une réclamation auprès de cette Légation, de la part du Président de « l'Alliance israélite universelle » de Paris, et je n'avais pas manqué d'inviter notre Consul à Fez à faire une démarche auprès du Makhzen, en vue de mettre fin à des agissements d'autant moins admissibles qu'ils se trouvaient être en opposition flagrante avec les assurances données à ce sujet à M. Regnault, lors de sa dernière mission auprès du Sultan.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXES.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

Fez, le 22 octobre 1909.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre que m'adressent M. Elmaleh, Directeur de l'École de l'Alliance israélite et les deux Grands Rabbins de Fez, au sujet de mauvais traitements infligés à la population israélite par le Makhzen et surtout par l'Hajib El Krissi.

J'ai pu me rendre compte moi-même de l'exactitude des faits rapportés dans la lettre de M. Elmaleh. J'ajoute que j'ai effectué plusieurs démarches auprès du Grand Vizir pour mettre fin à cette situation, et je sais que Si El Madani El Glaoui en a entretenu le Sultan d'une façon très pressante en lui montrant le mauvais effet que la manière d'agir de l'Hajib El Krissi pourrait produire en Europe. A toutes les démarches de ce genre, le Sultan répond qu'il va donner des ordres pour que les mauvais traitements ne se renouvellent plus, mais ces affirmations ne sont suivies d'aucun effet.

Tous les efforts du Makhzen actuel tendent d'ailleurs vers le retour aux anciennes coutumes et procédés du Gouvernement en usage avant le règne de Moulay El Hassan : les vexations dont se plaignent les Israélites sont une des manifestations de cet état d'esprit.

Henri GAILLARD.

ANNEXE.

*EXTRAIT de la Lettre adressée par le Directeur de l'Alliance israélite de Fez
et les Grands Rabbins à M. Gaillard.*

.....

L'intervention de Sir Moses Montefiore eut pour résultat d'obtenir du Sultan Sidi Mohammed la promulgation d'un firman impérial abolissant la bastonnade et les corvées, espèce de charte concédée à nos communautés et à l'abri de laquelle elles ont pu vivre en paix quelques années. Moulay Hassan confirma le firman de son prédécesseur. Depuis lors, chaque fois que les Israélites de Fez ont été victimes de mesures d'oppression, l'Europe a eu à cœur de rappeler le Gouvernement Marocain à plus de clémence. C'est le Gouvernement de la République qui a le plus souvent élevé la voix en faveur de nos coreligionnaires, et nous aimons à vous rappeler, Monsieur le Consul, que, lors de sa dernière mission à la Cour Chérifienne, S. E. le Ministre plénipotentiaire de France a bien voulu entretenir Sa Majesté de la situation des Juifs marocains et obtenir de lui des promesses d'équité pour l'avenir.

Nous avons le regret de vous signaler, Monsieur le Consul, qu'en dépit de ces firmans et de ces promesses, le Gouvernement actuel, par la façon exceptionnellement rigoureuse dont il s'appesantit sur notre Mellah, nous fait revenir aux plus sombres jours d'un passé qui sem-

blait à jamais aboli. Le régime des bastonnades, des corvées imposées à toute heure du jour et de la nuit à des corporations entières d'ouvriers, des mauvais traitements de toute sorte, semble revivre avec plus de rigueur qu'autrefois. La situation de notre Communauté devient de jour en jour plus intolérable. Personne dans notre Mellah ne peut se dire à l'abri de constantes atteintes au droit, à la liberté individuelle, dont le caprice du Chambellan du Sultan et de ses acolytes nous menace. Les violences corporelles que subissent ceux qui ont le malheur de tomber entre les mains toutes-puissantes de ces fonctionnaires aggravent cruellement cette situation.

Les faits suivants vous prouveront, Monsieur le Consul, le bien-fondé de nos doléances :

Depuis l'arrivée du Sultan régnant, des groupes de pauvres travailleurs israélites sont très souvent obligés d'aller accomplir des corvées dans les magasins à poudre de l'État et dans les écuries du Dar El Makhzen, sans avoir jamais reçu de rémunération. Leur travail consiste à transporter les caisses de poudre des dépôts à la fabrique d'armes, à les y peser, les ouvrir, à mettre la poudre à sécher. Sous le règne précédent, ils étaient très régulièrement payés pour des travaux analogues. Dans les écuries, ils sont requis d'aller jeter au loin dans la campagne ou d'enterrer les bêtes mortes. C'est le retour au système de la corvée. Ces Israélites, travaillant sans recevoir de salaire, vivent de la charité de leurs coreligionnaires. Il ne leur sert de rien de chercher à échapper d'une façon quelconque à ces corvées : les mokhaznis envoyés à leurs troussees les y conduisent à coups de trique, et les bastonnades sont le châtiment injuste et coutumier d'un refus d'obéissance.

Une autre fois, ce sont des ouvriers matelassiers qui sont victimes de l'arbitraire du Chambellan du Sultan. La veille d'une des dernières grandes fêtes juives, vers six heures du soir, il envoie chercher au Mellah neuf ouvriers matelassiers pour leur confier un travail. Sur la réponse de ceux-ci que la fête religieuse avait commencé et qu'il leur était défendu de se livrer au travail, il les fit rouer de coups par ses mokhaznis et charger de fers. C'est dans ce triste état que ces malheureux travaillèrent toute une nuit. Inutile d'ajouter qu'ils ne reçurent aucun salaire.

N° 328.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 31 octobre 1909.

Les protégés français et nos sujets algériens du Gharb continuent à subir les exactions des nouveaux fonctionnaires nommés par Moulay Hafid. Certains Caïds reçoivent même avec insolence les réclamations de notre Agent consulaire et ne tiennent aucun compte des ordres formels de Guebbas, leur enjoignant de nous donner satisfaction.

SAINT-AULAIRE.

N° 329.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 novembre 1909.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence la copie d'un Rapport où notre Consul à Fez me rend compte d'un entretien qu'il a eu récemment avec le Sultan.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

Fez, le 23 octobre 1909.

Le Sultan avait manifesté une très vive irritation en apprenant la réponse faite par la France et les autres Nations européennes à sa Note relative à l'action espagnole dans le Riff.

Mais il a reçu depuis quelques jours plusieurs lettres de ses correspondants de Tanger qui lui signalent l'hostilité de la presse européenne à l'égard du Maroc et les bruits d'intervention dont quelques journaux se sont fait l'écho. Il en a conçu une inquiétude d'autant plus grande, que la situation intérieure n'est pas très rassurante. Je dois dire qu'à la suite de la lettre adressée par le Sultan à Guebbas, après la démarche collective des Consuls au sujet des mutilations de prisonniers, j'avais cessé d'aller au Dar Elmakhzen.

Moulay Hafid a tenu à mettre fin à ce silence et m'a fait prier de me rendre au Palais. Il m'a reçu aimablement et m'a reproché d'être resté aussi longtemps sans le voir. Nous avons eu ensuite une assez longue conversation. Il s'est plaint de l'attitude de l'Europe. Il m'a dit également qu'il allait donner satisfaction à la Légation de France dans la question des protégés du Gharb. Je crois en effet que tous les fonctionnaires contre lesquels nous avons porté plainte vont être destitués et même emprisonnés, comme l'ont été déjà le Caïd El Assiri et son Khalifa; je sais, d'autre part, que l'on a écrit aux fonctionnaires du Gharb pour leur recommander la prudence.

Nous pouvons donc nous attendre à voir le Makhzen observer pendant quelque temps une attitude plus correcte à notre égard; mais il est à craindre que ces bonnes dispositions ne soient pas de longue durée.

H. GAILLARD.

N° 330.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 novembre 1909.

Moulay El Kebir serait arrivé chez les Riata et sur le point d'être proclamé à Taza; le Sultan prépare une mehalla destinée à châtier les tribus qui ont facilité sa marche.

SAINT-AULAIRE.

N° 331.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 novembre 1909.

Si Aharar, qui était installé depuis huit jours dans les fonctions de Caïd du Fahs, vient d'être révoqué. Les Gouvernements de Tanger et du Fahs sont de nouveau réunis entre les mains du fils de Guebbas.

Entre temps, le Corps diplomatique s'était rallié à l'unanimité à une proposition dont j'avais pris l'initiative, et qui tendait précisément à demander au Sultan de confier ces deux Caïdats au même fonctionnaire.

SAINT-AULAIRE.

N° 332.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

Paris, le 6 novembre 1909.

Vous avez bien voulu me communiquer un rapport de M. Gaillard auquel était annexée une lettre du Directeur de l'Alliance israélite et des Grands Rabbins de Fez, au sujet des traitements inadmissibles infligés aujourd'hui encore aux Israélites de

Fez, en dépit des assurances données par Moulay Hafid à M. Regnault lors de sa dernière mission.

J'ai fait signaler à El Mokri l'impression déplorable que de pareils agissements ne pouvaient manquer de produire, et j'ai obtenu de lui qu'il qu'il écrivît séance tenante au Sultan pour lui rappeler ses engagements formels.

PICHON.

N° 333.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 6 novembre 1909.

Les Ambassadeurs marocains m'ont remis, le 23 octobre, une Note rédigée d'après les instructions du Sultan, rapportées par Si Abdallah El Fasi. Elle fait ressortir une complète divergence de vues entre les deux Gouvernements. En effet, sur les questions principales, nous nous trouvons en face des propositions suivantes :

- 1° Le Sultan exige l'évacuation simultanée de Casablanca et de la Chaouya;
- 2° Il entend réserver au Haut Commissaire chérifien l'autorité sur la frontière et n'admettre aucun partage de pouvoirs avec le Haut Commissaire français, particulièrement en ce qui touche l'organisation et le commandement de la police;
- 3° Il refuse de consentir l'affectation à l'emprunt de liquidation et au remboursement de nos dépenses militaires des gages et revenus énumérés dans la note du Gouvernement de la République.

Dans un nouvel entretien avec El Mokri et Abdallah El Fasi, je viens de leur notifier les décisions du Gouvernement sur les points qui précèdent :

1° Sans vouloir donner à l'occupation de Casablanca un caractère définitif, nous ne saurions procéder à l'évacuation simultanée de cette ville et de la Chaouya. Nous exigeons, avant de quitter Casablanca, que l'ordre soit assuré d'une manière efficace dans la province, comme il est dit dans la Note française.

2° Nous voulons que les accords relatifs à la frontière soient désormais intégralement appliqués avec la collaboration du Makhzen, que la police frontière soit organisée suivant les données de notre Note et qu'elle soit placée sous l'autorité commune des Hauts Commissaires français et marocain.

3° En ce qui touche la question financière, les gages offerts par le Sultan sont manifestement insuffisants aussi bien pour la liquidation des dettes du Maroc que pour le paiement des dépenses militaires faites par la France. Nous sommes donc

obligés d'exiger que tous les gages et revenus indiqués par le Gouvernement de la République et qui sont strictement nécessaires, soient affectés à ces opérations. De même, il est indispensable que le contrôle des douanes confié à la Délégation de l'emprunt 1904 soit exercé de façon à assurer la bonne administration de ces revenus.

J'ai ajouté que, si le Sultan acceptait de traiter d'abord la question financière en fournissant les gages réclamés, nous nous prêterions volontiers à en étudier les détails. Le remboursement des dettes à l'égard des créanciers particuliers présente en effet un caractère d'urgence signalé par toutes les Puissances. Nous pourrions, après nous être entendus sur ce point, examiner les modalités des deux autres questions, mais seulement si Moulay Hafid acquiesçait aux principes que nous avons posés.

Les Ambassadeurs marocains se sont engagés à rapporter fidèlement au Sultan notre entretien. Mokri m'a ensuite demandé si, au cas où il recevrait du Makhzen le pouvoir de traiter ferme avec nous sur les bases indiquées, le Gouvernement de la République consentirait à continuer de négocier avec lui la question financière. J'ai répondu que je ne m'y refuserais pas, mais que, si une réponse satisfaisante ne nous était pas donnée à ce sujet, il n'y aurait aucune utilité à prolonger la négociation ici, les positions prises par le Gouvernement de la République ne devant pas être modifiées.

J'ai ensuite insisté particulièrement pour obtenir sans délai toutes les satisfactions exigées par nous en ce qui touche les violations des traités et les mauvais traitements appliqués à nos protégés.

Je vous prie d'inviter notre Consul à Fez à faire connaître nos vues et nos résolutions au Sultan.

PICHON.

N° 334.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 8 novembre 1909.

M. Gaillard ayant appris à cette Légation, dans un de ses rapports, que le Makhzen se disposait à envoyer des troupes dans la région des Hayaina afin de réduire l'insurrection fomentée par Moulay Kebir, je m'étais préoccupé de la situation de nos instructeurs dans le cas très probable où le Sultan leur demanderait d'accompagner ses méhallas. Conformément aux instructions données par Votre Excellence à M. Regnault par sa dépêche du 17 septembre dernier, j'ai prescrit à M. le Capitaine Bré-

mond d'inviter ses collaborateurs à se renfermer dans leur véritable rôle, qui est de dresser à l'européenne les troupes régulières du Makhzen, et d'éluder les demandes qui lui seraient faites par Moulay Hafid d'envoyer des officiers ou des sous-officiers français ou algériens avec les méhallas. Le Département voudra bien trouver ci-joint copie de la dépêche que j'ai adressée à ce sujet au Chef par intérim de notre Mission militaire.

Cette décision répondra d'ailleurs au désir de M. le Capitaine Brémont, dont je reçois à l'instant une lettre dans laquelle il m'annonce que la campagne qui va vraisemblablement s'ouvrir sera très sérieuse. Les troupes chérifiennes sont affaiblies par les désertions ; la meilleure des méhallas, celle de Bouchta ben Bagdadi, compte près de 4,000 déserteurs ; malgré des renforts, elle ne réunit pas actuellement plus de 7,000 hommes ; la solde est mal payée ; les prévarications des Caïds sont scandaleuses, l'esprit des troupes est mauvais.

Dans ces conditions, le Capitaine Brémont, justement inquiet pour la sécurité de ses instructeurs, me faisait savoir qu'il les retirerait de la méhalla si la marche vers l'Est était sérieusement entreprise.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. le capitaine BRÉMOND, Chef par intérim de la Mission militaire à Fez.

Tanger, le 3 novembre 1909.

Le Ministres des Affaires étrangères m'a fait connaître qu'il approuvait les propositions de M. le commandant Mangin relatives aux instructeurs détachés dans les méhallas et qu'il notifiât cette approbation au Ministère de la Guerre. Dans ces conditions, la réponse du Sultan aux représentations de M. Gaillard à l'occasion des mutilations infligées aux prisonniers roguistes n'étant pas faite pour nous donner satisfaction, vous voudrez bien ne plus détacher d'instructeurs auprès des mehallas qui opèrent contre les rebelles et rappeler vos collaborateurs à leur véritable rôle, qui est de dresser à l'européenne les troupes régulières du Makhzen. Vous voudrez bien rappeler sans délai nos instructeurs à Fez ou dans les environs immédiats de la ville et laisser sans officier ni sous-officier français ou algérien la méhalla dont M. Gaillard m'a annoncé l'envoi chez les Hayaïna.

SAINT-AULAIRE.

N° 335.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 9 novembre 1909.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'un ancien Capitaine d'état-major de l'Armée ottomane est récemment arrivé à Tanger et vient de quitter cette ville pour se rendre à Fez, où il va offrir ses services au Sultan pour la réorganisation de l'Armée chérifienne. Il est accompagné de dix sous-officiers ou brigadiers.

Il y a lieu de supposer que ces individus sont venus au Maroc sur la demande d'Hadj Ahmed Mokri, fils de l'Ambassadeur chérifien, lors du voyage qu'il a récemment fait à Constantinople.

SAINT-AULAIRE.

N° 336.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 10 novembre 1909.

Le Chef de notre-Division navale, au cours de ses croisières pour la répression de la contrebande de guerre, s'est présenté à deux reprises différentes devant Agadir avec l'autorisation du Représentant du Sultan à Tanger, sans cependant pouvoir, en raison de l'hostilité manifestée par le Caïd de cette ville et par les habitants, entrer en relations avec les Autorités locales.

La rade d'Agadir étant considérée comme un des principaux centres de contrebande, j'avais chargé notre Consul à Fez de faire comprendre au Makhzen l'obligation qui s'impose à lui de faciliter à nos bâtiments de guerre l'exécution du mandat qu'il leur a confié et l'intérêt qu'il a à déjouer les manœuvres du Gouverneur d'Agadir, dont l'attitude s'explique par les bénéfices qu'il retire de la contrebande des armes.

Une première démarche de M. Gaillard n'ayant été suivie d'aucun effet, malgré la promesse donnée par le Sultan d'envoyer à Guebhas les instructions nécessaires à ce sujet, notre Agent avait été invité par M. Regnault à intervenir de nouveau pour qu'une solution satisfaisante fût donnée à cette question.

Notre Consul vient de me faire connaître que, conformément aux instructions reçues, il a fait parvenir au Sultan, par l'intermédiaire de Si Aïssa ben Omar, une Note très pressante dans laquelle il lui rappelait sa promesse. Or Moulay Hafid a écrit de sa main, au bas de cette note, qu'il ne nous a jamais fait de promesse relativement à Agadir, qui n'est pas un port ouvert et où, selon lui, nos bâtiments de guerre n'ont pas à se rendre.

Je crois devoir signaler au Département le mauvais vouloir dont le Sultan fait preuve en cette circonstance.

Le mandat par lequel nous a été confiée, conjointement avec le Gouvernement Espagnol, la répression de la contrebande des armes sur les côtes du Maroc devra être renouvelé au mois de janvier prochain. Votre Excellence jugera peut-être opportun de saisir l'occasion des négociations qui auront lieu à ce moment, pour insister de nouveau sur la contradiction qui existe, de la part du Sultan, entre le fait de confier une mission de ce genre à nos bâtiments et les empêchements qu'il ne cesse d'apporter à l'exercice de cette mission.

SAINT-AULAIRE.

N° 337.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministère des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 novembre 1909.

M. Gaillard vient de me rendre compte d'un nouvel entretien qu'il a eu avec le Sultan.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint copie de son rapport à Votre Excellence.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

Fez, le 7 novembre 1909.

Le Sultan a été très impressionné par une lettre qu'il a reçue ce matin d'El Hadj Mohammed El Mokri, et m'a fait aussitôt appeler au Palais. Le Grand Vizir était présent à notre entretien.

Comme entrée en matière, Moulay Hafid me dit qu'il était péniblement surpris des attaques de la presse française et de la mauvaise humeur qui se manifeste en France à son égard. Il me demanda quelle en était la cause. Je lui répondis en lui énumérant nos griefs : la question des protégés du Gharb, les instructions peu conciliantes de ses Envoyés extraordinaires à Paris, et surtout la mauvaise volonté très arrêtée du Makhzen qui apparaît dans toutes les questions, depuis les plus graves jusqu'aux moins importantes.

Moulay Hafid déclara que sa politique n'avait en rien varié et qu'elle était toujours restée amicale : « Vos réclamations concernant les protégés du Gharb ont obtenu satisfaction; les Caïds dont vous vous plaigniez ont été destitués et même emprisonnés; des ordres sévères viennent d'être adressés à leurs successeurs pour leur enjoindre de respecter les protégés étrangers. Vos instructeurs militaires ont auprès de moi une situation qu'ils ne possédaient pas à l'époque de Moulay Abd-el-Aziz. En ce qui concerne la Note que m'a apportée Si Abdallah Elfasi, j'ai demandé quelques modifications, comme il était naturel, puisque les questions traitées étaient encore à l'étude. »

Je lui ai fait observer que la Mission Mokri avait déjà beaucoup duré, et que l'envoi de Si Abdallah à Fez avait précisément eu pour but de lui fournir toutes les explications et précisions nécessaires sur l'état des négociations, afin d'éviter d'avoir à en référer de nouveau à Fez. Comme il demandait quelles étaient, en ces conjonctures, les intentions du Gouvernement Français, je lui répondis que bien que je n'eusse encore reçu à cet égard aucune information officielle, je croyais pouvoir lui dire que le plus vif désir de notre Gouvernement était d'entretenir avec son Makhzen des relations amicales, mais qu'il était pourtant résolu à ne pas tolérer au Maroc une politique contraire aux intérêts de la France, puissance voisine et puissance jouissant d'une situation spéciale.

Moulay Hafid me pria alors de vous adresser un courrier spécial pour vous demander de télégraphier à Paris de ne pas considérer comme absolument définitives les réponses et les objections de ses Ambassadeurs; il donne l'ordre à ces derniers de lui télégraphier, le cas échéant, pour lui demander ses instructions et de ne pas rompre avant d'avoir sa réponse.

Dans la conversation qui suivit, le Sultan m'interrogea longuement sur la situation parlementaire en France. Il me demanda, notamment, si les débats sur la politique étrangère avaient commencé à la Chambre des Députés et si l'on avait déjà discuté l'interpellation annoncée. Sur ma réponse négative, il me demanda, avec une certaine anxiété, de lui faire connaître le résultat de cette interpellation dès que j'en aurai été avisé moi-même.

Je me suis attaché à lui faire comprendre que notre Gouvernement était en droit de ne pas tolérer de la part du Makhzen une attitude et des procédés inconciliables avec la situation spéciale que nous occupons au Maroc.

H. GAILLARD.

N° 338.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 12 novembre 1909.

J'ai mis aujourd'hui le Ministre d'État au courant de l'état de nos négociations avec El Mokri.

W. MARTIN.

N° 339.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 13 novembre 1909.

J'ai reçu hier plusieurs représentants des entreprises agricoles françaises ayant des intérêts dans la province du R'arb, notamment la Compagnie marocaine, la Compagnie du Maroc, la Compagnie foncière et agricole du Maroc, la Compagnie française de Rio-Sinu, la Maison Furth et C^{ie}. Ils m'ont exposé les difficultés qu'ils rencontraient et les dommages qu'ils éprouvaient du fait des Autorités locales encouragées par le Makhzen. La Note ci-jointe en copie résume leurs griefs.

J'ai assuré ces Messieurs que nous ne perdrons pas de vue la défense de leurs intérêts et que votre Légation exigerait du Gouvernement chérifien les mesures de protection et de réparation nécessaires.

PICHON.

ANNEXE.

Paris, le 12 novembre 1909.

A l'issue de l'audience que S. E. M. le Ministre a bien voulu leur accorder, à la date du 12 novembre 1909, et afin de préciser leurs déclarations verbales, les représentants des

sociétés et maisons de commerce établies au Maroc ont eu l'honneur de remettre au Ministre le Mémoire ci-après :

1° La pénétration économique au Maroc est basée sur deux points visés et nettement définis par les traités, notamment par la Convention internationale de Madrid en 1880 :

- a) La protection accordée aux indigènes;
- b) La liberté des acquisitions immobilières.

Les stipulations relatives à l'un comme à l'autre de ces points ne sont aujourd'hui ni respectées, ni exécutées par le Makhzen. Toutefois c'est surtout des atteintes portées à la protection que souffrent les établissements actuels au Maroc, notamment les exploitations agricoles.

2° En l'état actuel du Maroc, il est impossible de faire de l'agriculture autrement qu'en association avec l'indigène, sorte de métayage où le colon apporte le capital, l'indigène la terre avec son travail, et qui donne lieu à un partage des bénéfices. L'indigène reçoit une patente de protégé et ne peut être arbitrairement emprisonné par les Autorités chérifiennes, qui doivent auparavant en référer au Consul dont il dépend, sauf cas de violence ou de meurtre. Cette protection a toujours été très recherchée par les indigènes qu'elle préserve des exactions les plus redoutables : celles auxquelles ils sont exposés de la part des Représentants du Makhzen. Aussi a-t-elle donné lieu anciennement à des abus. Loyalement pratiquée, comme c'est le cas des sociétés ou des établissements privés qui s'installent au Maroc avec des capitaux et le désir d'une honorable activité, elle constitue un excellent moyen de pénétration économique.

3° Pendant des années, des siècles pourrait-on dire, le régime de la protection a régulièrement fonctionné au Maroc, offrant à l'indigène une précieuse sauvegarde et à l'Européen un minimum de sécurité pour les biens par lui confiés à l'indigène.

Depuis l'avènement de Moulay Hafid, il en est tout autrement. On se trouve, à n'en pouvoir douter, devant une volonté bien arrêtée de ne tenir aucun compte des traités sur la protection. Les Caïds obéissent à un mot d'ordre venu de Fez, et à chaque instant surgissent des conflits. C'est une véritable chasse aux protégés, qui sont emprisonnés, accablés d'impôts arbitraires, razzés, soumis à toutes les vexations et à toutes les tortures possibles. La protection, loin d'être une sauvegarde, est devenue un danger pour l'indigène qu'elle désigne plus spécialement aux rigueurs du Makhzen.

4° Autrefois un protégé était personne sacrée, pour ainsi dire. Si, par hasard, il était emprisonné, il suffisait qu'on présentât sa patente régulièrement établie pour qu'aussitôt il fût relâché.

Aujourd'hui, malgré les démarches consulaires, malgré les ordres de Si Guebbas, tournés en dérision, le protégé molesté reste aux fers, sous les yeux de son protecteur impuissant et humilié.

Autrefois, les Caïds soutenaient les Européens et les appuyaient dans les différends auxquels peuvent donner lieu les règlements de comptes avec les associés indigènes. Aujourd'hui, c'est tout le contraire. Bien mieux, un associé indigène est dans l'impossibilité de faire établir le constat d'un dommage subi, Caïds et Adouls ayant reçu de Fez l'ordre de se refuser à dresser les documents indispensables.

5° Moulay Hafid nomme d'ailleurs les Caïds suivant une formule nouvelle, qui a ce double avantage, qu'elle alimente à jet abondant sa caisse, et lui permet en même temps de donner aux réclamations diplomatiques un semblant de satisfaction. Il nomme aux caïdats des gens de sac et de corde, bandits de grand chemin, qui les achètent au plus fort et der-

nier enchérisseur, et ont hâte de rentrer dans le prix versé en faisant main basse sur les biens des protégés. C'est, en définitive, l'argent des colons qui paye les frais de la guerre qu'on leur fait. Quand les réclamations de la diplomatie deviennent trop pressantes, le Caïd est destitué, on convoque quelques autres bandits — il n'en manque pas — à de nouvelles enchères, et le tour est joué!

6° La situation ci-dessus exposée sévit surtout dans le R'arb, où les intérêts des Européens sont plus développés qu'ailleurs. Si, dans le Sud, le zèle des Caïds est moins agissant, on le doit non à un manque d'instructions venues de Fez, mais, pour une part, à la présence des postes français sur les confins de la Chaouya et, pour une autre, à ce que le Haouz n'est pas aussi exclusivement soumis que le R'arb aux influences de Fez.

7° Le nouvel ordre de choses créé par Moulay Hafid porte l'atteinte la plus grave au prestige de la France dans le R'arb, en même temps qu'il lèse profondément les intérêts matériels des colons. Les établissements fondés dans cette région sont à la veille d'une ruine complète. Or ces affaires n'ont été entreprises, des responsabilités dans les sociétés anonymes assumées, que sur la foi de droits très précis, résultant des traités internationaux et dont il est constant qu'ils ont été de tout temps respectés. Ils sont aujourd'hui délibérément violés par Moulay Hafid, dont le but évident est de nous refouler vers la côte, d'entraver toutes nos relations avec les indigènes de l'intérieur, et de couper par ce fait la base essentielle de notre pénétration économique.

Il est fait un appel pressant au Gouvernement de la République, qui doit aide et protection à ses nationaux, pour qu'il leur assure le libre exercice des droits que leur confèrent les traités internationaux.

N° 340.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 25 novembre 1909.

J'ai vu aujourd'hui le Président du Conseil; il avait pris connaissance du compte rendu de la séance de la Chambre des Députés de mardi; il m'a dit qu'il appréciait pleinement les déclarations faites par Votre Excellence.

M. Moret m'a ensuite parlé de la lenteur et des difficultés des négociations poursuivies par le Général Marina avec les Riffains. On espère terminer les opérations militaires en occupant à bref délai le col d'Atlaten. Cette position, située dans le massif du Gurugu, commande les différents chemins conduisant de l'intérieur à Melilla; en s'y établissant, on pourra donc isoler les différentes tribus les unes des autres.

MARTIN.

N° 341.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 27 novembre 1909.

L'opération militaire que le Président du Conseil m'avait annoncée avant-hier s'est accomplie ; les troupes n'ont rencontré aucune résistance dans leur ascension de la vallée de l'Oued « Uixan » ou « du Caballo », qui les menait au col d'Atlaten.

La possession de cette position et des hauteurs voisines donne le commandement des divers chemins qui, du sud du massif du Gurugu, se dirigent vers Melilla.

Les positions de Nador, d'Atlaten et les divers fortins élevés sur la péninsule même de Tres Forcas forment maintenant une ceinture de protection contre tout mouvement offensif d'ensemble que voudraient entreprendre les Riffains.

Pour le moment, la nécessité de procéder aux travaux agricoles est un facteur primordial de la paix. De nombreuses délégations sont venues faire acte de soumission au Général Marina.

W. MARTIN.

N° 342.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 27 novembre 1909.

J'ai l'honneur de faire parvenir ci-joint à Votre Excellence la copie du Rapport par lequel notre Consul à Fez me rend compte de l'entrevue qu'il a eue récemment avec le Sultan, et au cours de laquelle il a fait à celui-ci la communication prescrite par le Département au sujet des pourparlers engagés à Paris avec l'Ambassade marocaine.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 23 novembre 1909.

Moulay Hafid m'a reçu aujourd'hui. Je lui avais fait parvenir hier par Si Aïssa ben Omar une Note résumant les vues du Département.

Le Sultan m'a dit qu'il avait adressé récemment à El Mokri des instructions qui lui permettraient sans doute de terminer les négociations d'une façon satisfaisante. Il ajouta qu'il avait tenu à me recevoir, mais qu'étant encore malade, il n'était pas à même de causer longtemps avec moi; « mais, m'a-t-il dit, je tiens à vous revoir dès que je serai remis afin de m'entendre avec vous sur certains points mentionnés dans votre note ». Il m'a semblé que le Sultan, qui s'était peut-être exagéré la tension des relations entre les deux Gouvernements, avait été plutôt rassuré qu'effrayé par la dernière communication de ses Ambassadeurs à Paris, et qu'il voulait essayer, comme dernier moyen d'attermoiement, de traiter directement certaines questions avec moi à Fez. Je lui fis donc observer que j'étais chargé de lui communiquer les décisions du Gouvernement de la République, et de lui donner à ce sujet les explications qu'il pourrait vouloir me demander, mais que je n'étais en aucune façon chargé de continuer à Fez les négociations arrêtées à Paris.

Je l'ai engagé, en terminant, à considérer comme définitives les décisions que je venais de lui communiquer et à envoyer à ses Ambassadeurs des instructions en conséquence.

GAILLARD.

N° 343.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'Affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 29 novembre 1909.

Il importe que le Sultan ne se méprenne pas sur la nécessité et l'urgence d'une solution des affaires pendantes entre la France et le Maroc. En lui faisant part des déclarations que j'ai été appelé à formuler, au nom du Gouvernement, dans les récents débats à la Chambre, notre Consul à Fez devra appeler particulièrement l'attention de Moulay Hafid sur leur importance, ainsi que sur notre résolution d'obtenir sans retard non seulement le règlement des questions discutées avec l'Ambassade chérifienne, mais encore des satisfactions complètes pour tous les griefs qui ont été soumis jusqu'ici au Makhzen par la Légation de France.

PICHON.

N° 344.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stephen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 décembre 1909.

Le Sultan ayant prié le Capitaine Brémond d'adjoindre quelques-uns de nos instructeurs à la méhalla qu'il envoyait chez les Hayaïna, le capitaine a invoqué ses instructions pour maintenir à Fez tous les membres de notre Mission. Le Sultan s'est montré vivement ému de cette décision. Il a demandé à M. Gaillard de me signaler, par courrier spécial, son désir que les instructions données au Chef de la Mission fussent modifiées, le retrait de nos instructeurs des mehallas lui étant très préjudiciable et « très pénible »

Notre Consul estime que les troupes destinées à opérer chez les Hayaïna ne sont pas encore assez disciplinées pour qu'il soit possible à nos instructeurs de les accompagner sans danger.

SAINT-AULAIRE.

N° 345.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 décembre 1909.

Je reçois un Rapport de notre Consul à Fez me disant que le Sultan a demandé à M. Gaillard de me faire savoir par courrier spécial qu'il allait envoyer à l'Ambassade marocaine des instructions pour terminer les négociations d'une façon « conciliable avec les vues du Gouvernement de la République ».

M. Gaillard a remis au Makhzen un exemplaire du *Journal officiel* contenant les déclarations faites par Votre Excellence à la Chambre des Députés.

SAINT-AULAIRE.

N^o 346.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 décembre 1909.

J'ai l'honneur de faire parvenir ci-joint à Votre Excellence un Rapport que vient de m'adresser M. Gaillard, et dans lequel il relate l'entrevue qu'il a eue, le 29 novembre dernier, avec le Sultan au sujet des négociations de l'Ambassade marocaine.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 29 novembre 1909.

Le Sultan m'a fait appeler aujourd'hui et m'a dit qu'il avait chargé le Grand Vizir et Si Tayeb Elmokri de rédiger les instructions qu'il allait adresser à son Ambassade à Paris; il me pria ensuite de les rejoindre, afin de pouvoir leur donner les indications nécessaires.

Je fis observer à Glaoui et à Si Tayeb que j'étais à leur disposition pour les explications dont ils pourraient avoir besoin, mais je leur répétai ce que j'avais dit au Sultan, c'est-à-dire que je n'avais aucunement pouvoir pour négocier.

Je m'attachai à démontrer à Glaoui qu'étant donnée notre situation en Chaouya et à Oudjda, les prétentions françaises étaient extrêmement modestes; qu'en matière financière notamment nous étions arrivés à la limite des concessions, et qu'il nous serait impossible d'attendre davantage. Enfin, je lui dis qu'il pouvait être certain que notre Gouvernement ne consentirait à reprendre les négociations que sur les bases indiquées à El Mokri par M. le Ministre des Affaires étrangères.

A la fin de notre entretien, le Grand Vizir me pria au nom du Sultan de vous faire savoir par courrier spécial que l'on allait envoyer aux Ambassadeurs chérifiens à Paris des instructions leur permettant de terminer les négociations d'une façon « conciliable avec les vues du Gouvernement de la République ».

GAILLARD.

N° 347.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

Paris, le 4 décembre 1909.

J'approuve la réponse que le Capitaine Brémond a faite au Sultan et son refus d'adjoindre désormais des instructeurs de la Mission française aux mehallas envoyées dans les tribus.

PICHON.

N° 348.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

Paris, le 6 décembre 1909.

J'ai saisi le Gouvernement de la question soulevée par votre télégramme du 2 décembre, relatif à l'envoi en méhalla des instructeurs de notre Mission militaire. Il a été décidé que les prescriptions suivantes devront être dorénavant observées par le Makhzen.

Les instructeurs ne seront autorisés à accompagner les troupes chérifiennes dans leurs opérations contre les tribus qu'autant que ces troupes auront été organisées conformément au règlement préparé à cet effet, et instruites par eux. En outre, les garanties suivantes devront être spécialement fixées par lettre chérifienne :

La préparation et la conduite des opérations seront faites avec le concours et sur les conseils du Chef de la Mission ou du personnel à qui il aura délégué ses pouvoirs;

Le paiement régulier de la solde, les ravitaillements en armes, munitions et matériel seront assurés;

La discipline devra être sévèrement maintenue parmi les troupes, et le pillage interdit;

On devra imposer aux troupes le respect des blessés et des prisonniers;

Les mesures de sécurité indiquées par les instructeurs seront exécutées;

Enfin le Makhzen devra pourvoir régulièrement au campement, au transfert et à la subsistance des instructeurs, conformément aux règles en usage et après entente avec le Chef de la Mission.

D'une façon générale, le Chef de notre Mission aura à apprécier si, dans chaque cas particulier, les garanties fournies par le Makhzen ont une valeur suffisante pour qu'on puisse détacher des instructeurs auprès des mehallas.

PICHON.

N° 349.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 décembre 1909.

Le Général Lyauté m'adresse le télégramme suivant : « A mon passage à Beni Ounif, je viens de constater les troubles suscités à Figuig par la présence de Ben Merzoug, s'appuyant sur un firman du Sultan pour opposer constamment son autorité à celle de l'Amel et pour être le point d'appui de tous les opposants aux autorités régulières ; en conséquence, m'autorisant de vos instructions et pour assurer le maintien de l'ordre dans l'oasis, j'ai invité l'Amel à expédier Ben Merzoug qui a été dirigé aujourd'hui sur Aïn Sefra, où je le maintiens provisoirement. »

SAINT-AULAIRE.

N° 350.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 décembre 1909.

La Commission de vérification des dettes s'est toujours retranchée derrière son mandat limité pour refuser d'arrêter tout règlement définitif dans les affaires qui lui ont été déférées. Elle a seulement, pour un petit nombre de réclamations, proposé un règlement *ad referendum*, et d'ailleurs le Sultan s'est systématiquement abstenu de répondre aux propositions qu'elle lui a soumises à cette occasion. Par dérision sans doute, Moulay Hafid n'a fait exception qu'en faveur d'une seule affaire, la moins importante de toutes, concernant un médecin français qui réclamait un arriéré de traitement s'élevant à 1,500 pesetas. Dans ces conditions, il est impossible de faire état des travaux de la Commission qui n'a rempli jusqu'ici d'autre office que celui d'un simple bureau d'inscription des réclamations formées contre le Makhzen.

SAINT-AULAIRE.

N° 351.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid.

Paris, le 9 décembre 1909.

Le mandat confié, le 2 décembre 1907, à la France et à l'Espagne pour la répression de la contrebande des armes dans les eaux du Maroc, et renouvelé pour une période d'une année au commencement de 1909, est arrivé à expiration, et il serait opportun de le renouveler.

Je vous prie de bien vouloir attirer sur cette situation l'attention du Gouvernement Espagnol. Si, comme je le suppose, il estime qu'il y a lieu de demander le renouvellement du mandat, vous concerterez avec lui les conditions dans lesquelles les Représentants des deux Pays pourraient demander l'assentiment des Puissances à cette proposition.

Il conviendra, dans les négociations ultérieures avec le Makhzen, de préciser et d'étendre éventuellement notre droit de visite dans les ports, en spécifiant qu'il s'exercera même dans les ports non ouverts aux Européens.

PICHON.

N° 352.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 10 décembre 1909.

Notre Consul à Fez m'a annoncé que les trois mahallas de Si Mahboub, Ben Saïd et Ben Aïssa venaient d'être envoyées chez les Hayaïna. Au moment du départ, Si Mahboub a demandé au Sultan qu'on lui adjoignît les instructeurs français. Sur le refus du Capitaine Brémond, qui a répondu n'avoir pas encore reçu les instructions demandées par lui, Moulay Hafid a fait partir en colonne les onze Turcs précédemment arrivés à Fez.

SAINT-AULAIRE.

N° 353.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 11 décembre 1909.

A la date du 5 de ce mois, le Gouvernement a décidé de licencier les réservistes actuellement sous les drapeaux à Melilla ou dans la Péninsule. Il a été aussitôt procédé au rapatriement de ces réservistes, en commençant par ceux de Catalogne et de Castille qui étaient partis les premiers.

Le retour des brigades de chasseurs de Madrid et de Catalogne, également parties les premières, doit suivre aussitôt et être terminé avant les fêtes de fin d'année. Les ordres nécessaires avaient été donnés déjà pour envoyer une relève de 3,500 hommes, ce qui donnera un effectif d'environ 35,000 hommes autour de Melilla; mais on compte ramener peu à peu ces effectifs au chiffre de 20,000 hommes.

Les nombreuses soumissions des Riffains et même de certains Caïds influents rendent en effet la tâche de l'Armée de moins en moins difficile. Les convois circulent maintenant sans être inquiétés, et des colonnes mobiles parcourent sans rencontrer d'hostilité les lieux où se sont déroulés les combats les plus meurtriers de cet été. Le génie se livre à des travaux de routes : on n'a pas encore décidé quels points seraient abandonnés ou plus sérieusement protégés.

William MARTIN.

N° 354.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 décembre 1909.

Par un Rapport en date du 9 de ce mois, M. Gaillard me rend compte de l'entretien qu'il a eu avec le Sultan, conformément aux instructions de Votre Excellence du 29 novembre.

Notre Consul a commenté avec force les déclarations que Votre Excellence a formulées dans la séance de la Chambre du 23 novembre et l'approbation presque unanime qu'elles ont reçue. Moulay Hafid s'est borné à répondre qu'il venait d'envoyer à El Mokri des instructions qui répondaient d'avance à la démarche de notre Consul.

SAINT-AULAIRE.

N° 355.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger.

Tanger, le 16 décembre 1909.

Je vous communique ci-joint la traduction d'une Note remise à mon Département par les Ambassadeurs chérifiens au sujet des négociations en cours.

PICHON.

ANNEXE.

NOTE remise au Département par les Ambassadeurs de Sa Majesté Chérifienne.

NOTE RENFERMANT LES RÉPONSES FAITES PAR SA MAJESTÉ CHÉRIFIENNE
SUR LES TROIS QUESTIONS EXPOSÉES CI-DESSOUS.

En ce qui concerne Casablanca. — Le Gouvernement de la République ayant déclaré que l'évacuation de Casablanca et celle de la Chaouya ne pourraient avoir lieu simultanément, bien que ce Gouvernement ait reconnu que les questions (traitées) font l'objet d'un accord unique, et que l'accord conclu à Fez lie l'évacuation (de Casablanca et celle de la Chaouya), le Makhzen souscrit (à la demande du Gouvernement Français). En effet, Sa Majesté Chérifienne a le vif désir d'avoir avec le Gouvernement de la République des relations de bonne intelligence, dans des conditions propres à réaliser l'entente et à faciliter les rapports (entre les deux Gouvernements). Sa Majesté Chérifienne a de même une grande confiance dans les bonnes intentions du Gouvernement Français, et dans les déclarations qu'il a faites d'accorder (au Makhzen) toutes facilités, et de lui prêter son appui dans ces questions et dans d'autres. Et comme l'évacuation de Casablanca a été ajournée, le Makhzen a la ferme conviction que le Gouvernement de la République tiendra ses promesses, et que, sans aucun doute, il ramènera l'effectif des troupes de Casablanca à un chiffre très réduit, suivant un règlement qui sera établi à cet effet, afin d'éviter qu'il ne se produise de l'agitation dans l'esprit des populations quand elles constateront que l'évacuation (de la Chaouya et celle de Casablanca) ont été disjointes. Le Gouvernement Français donnerait d'autre part l'assurance formelle que, lorsque la force makhzénienne aura été organisée dans la Chaouya, et qu'il aura été constaté que l'ordre peut être maintenu grâce à cette force, il sera procédé à l'évacuation de Casablanca sans que cela donne lieu à de nouvelles négociations.

Toutefois cette période serait limitée à un délai qui ne pourrait être dépassé, car le

Makhzen est capable de maintenir l'ordre dans la Chaouya dès que la force chérifienne sera installée : Et cela lui appartient (*sic*).

Question des frontières. — Le Gouvernement de la République tient à associer (dans leurs attributions) les deux Hauts Commissaires : cette association comporte aide et assistance réciproques ; bien que cela constitue, comme on sait, une ingérence dans un Empire dont l'indépendance est reconnue, et que cela puisse en outre provoquer de l'agitation parmi les populations dès qu'elles auront connaissance du fait, alors que d'autre part les efforts du Gouvernement de la République ne tendent qu'à réaliser le bien intérieur de cet Empire et tout ce qui contribue pour le présent et l'avenir à la prospérité des deux Pays ; malgré toutes ces considérations, nous souscrivons (à la demande du Gouvernement Français), sous cette observation que ce dernier consentira à ce que cette association soit provisoire, et limitée à un délai sur lequel il y aura lieu de se mettre d'accord avec notre Ambassade chérifienne.

Question de l'emprunt. — Le Gouvernement de la République ayant promis d'accorder des facilités dans cette question, et le Makhzen ayant consenti à l'ajournement de l'évacuation de Casablanca en raison des considérations susindiquées, bien que cette dernière question soit liée à la question financière, en ce qui touche les dépenses militaires, considération qui ne pourrait qu'augmenter les facilités du côté du Gouvernement Français, le Makhzen souscrit à cet emprunt en se fondant sur la promesse faite par le Gouvernement d'apporter des facilités (en se fondant) et aussi sur les considérations émises par lui et conformes à ses déclarations amicales. En ce qui concerne les dettes des particuliers et les dépenses militaires, le Makhzen actuel, bien qu'il n'ait aucune responsabilité à assumer et qu'il n'ait pas discuté ces dépenses, souscrit (à ces demandes). Il accepte (de donner) comme gage le 30 p. 100 du revenu des douanes avec le revenu du monopole des tabacs et la moitié des taxes urbaines dans les ports.

Quant aux *Moustafadat* des ports, le revenu le plus important en est constitué par le monopole du tabac, et le reste, qui consiste dans le droit des portes, est un revenu minime, et qu'il est préférable de ne pas comprendre dans le gage.

En ce qui concerne les biens domaniaux, ils se réduisent aujourd'hui à néant, car ils sont en majeure partie entre les mains des étrangers et d'autres ; et le règlement qui doit les régir, et qui est prévu à l'Acte d'Algésiras, n'a pas encore été établi. D'autre part, le Makhzen a déclaré renoncer aux trois millions annuels qui ont été prévus (en sa faveur) ; en outre, le Ministre de France avait promis à Fez que le Gouvernement Français ne demanderait pas de garantie pour les dépenses militaires ; dans ces conditions, le Makhzen a le ferme espoir que le Gouvernement Français, en raison des liens d'amitié et de bon voisinage, voudra bien limiter les gages aux revenus ci-dessus indiqués, en reconnaissance des facilités accordées par le Makhzen de son côté. Il n'est pas douteux que les bons sentiments du Gouvernement Français ne se manifestent dans cette circonstance et aussi en ce qui touche le maintien de l'administration douanière dans son état présent, sans qu'il soit apporté aucune extension dans le contrôle étranger actuel, de telle sorte que l'ancien contrôle continue à s'exercer pour l'opération future.

Question des protégés (celle-ci est liée à la question financière). — Comme les ressources financières du Makhzen, après la constitution du gage ci-dessus indiqué, deviendront extrêmement réduites, et comme d'autre part le Gouvernement voisin et ami n'ignore pas l'extension des abus commis à l'égard du Makhzen dans la question des protégés, abus qui proviennent du fait que les traités établis en cette matière ne sont plus observés ; et comme la continuation d'un pareil état de choses porte préjudice au Makhzen, étant donné surtout

que l'intérêt public intérieur de l'Empire ne manquera pas d'exiger l'institution de taxes générales; dans ces conditions, le Makhzen désire que la question de la protection soit ramenée aux proportions établies par les traités. La perception des taxes (à établir) devra être effectuée, comme pour les autres, sur un pied d'égalité et sans aucun préjudice possible. Il n'est pas douteux que les avantages qu'on retire du Maroc profitent également aux sujets et aux étrangers; aussi il n'y aura aucun préjudice, ni pour les uns, ni pour les autres, à payer les taxes en question. Cette demande constitue une des facilités de détail promises et se rapportant à la question principale.

Puisse la pensée du Gouvernement Français continuer toujours à se manifester dans tout ce qui contribuera au succès, à la prospérité et aux espérances des deux Parties!

2 Hejja 1327 (15 décembre 1909.)

N° 356.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 décembre 1907.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence la copie d'un Rapport où notre Consul à Fez résume l'entretien qu'il a eu dernièrement avec le Sultan, au sujet des négociations.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France au Maroc.

Fez, le 9 décembre 1909.

J'ai fait part au Sultan des déclarations que M. le Ministre des Affaires étrangères a été amené à formuler au nom du Gouvernement dans les récents débats à la Chambre des Députés, et j'ai appelé particulièrement son attention sur notre résolution d'obtenir sans retard non seulement le règlement des questions discutées avec l'Ambassade marocaine, mais encore satisfaction pour tous les griefs soumis par la Délégation au Makhzen. Sur sa demande,

je lui ai résumé l'ensemble des débats et j'ai insisté sur la forte majorité obtenue par le Gouvernement.

Je lui ai dit qu'au point où en sont les choses, il avait tout à gagner à inaugurer résolument une politique de bonne volonté, car, si nous étions toujours désireux de maintenir avec son Gouvernement une politique amicale, nous n'en étions pas moins résolus à n'en pas admettre une autre de sa part; or, ai-je ajouté, le Makhzen doit comprendre que notre situation à la frontière et en Chaouya nous fournit les moyens d'imposer notre volonté, et le vote de la Chambre montre que l'opinion française est unanime à cet égard.

Moulay Hafid m'a écouté sans faire aucune observation, et m'a simplement déclaré en terminant qu'il venait d'envoyer à El Mokri des instructions qui répondaient complètement à ce que je venais de lui dire.

Henri GAILLARD.

N° 357.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 20 décembre 1909.

M. Malpertuy m'annonce qu'à la suite de l'assassinat de la femme d'un sujet allemand, le Corps consulaire de Casablanca s'est réuni sous sa présidence à l'effet d'étudier les moyens d'enrayer la criminalité dans la région.

Les Consuls ont décidé, avec le consentement de M. Schabinger, Gérant du Consulat d'Allemagne, de créer une Direction de la police et de la confier au Commissaire français, M. Dordé, qui sera assisté de l'Inspecteur de police et des sergents de ville espagnols. Le concours de la force militaire a été également demandé à M. le Général Moinier. Des dispositions ont été prises par les différents Consuls pour prescrire à leurs ressortissants de se conformer à une réglementation de nature à assurer la sécurité dans la ville et dans sa banlieue; des mesures ont été également édictées contre les immigrants qui débarquent à Casablanca. Votre Excellence trouvera ci-joint, en même temps que la copie d'une dépêche de M. Malpertuy sur cette affaire, le texte des prescriptions arrêtées par le Corps consulaire. Ces prescriptions n'étant en aucun point contraires aux dispositions des lois qui régissent les Français en pays de capitulations, j'ai invité notre Agent à les appliquer sans délai à nos ressortissants.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXES.

Le Consul général honoraire, chargé du Consulat de France,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française au Maroc.

Casablanca, le 16 décembre 1909.

La fréquence des attentats contre les personnes et contre les biens qui se répètent sans interruption depuis quelques mois, et qui inquiètent à juste titre la population, m'a incité à réunir les membres du Corps consulaire pour étudier les moyens d'enrayer la criminalité qui règne impunément dans la ville de ma résidence.

Vous trouverez ci-joint un règlement dressé avec l'assentiment du Corps consulaire. Ainsi que vous le verrez, la direction de la police est confiée au Commissaire de police attaché au Consulat de France, qui aura pour le seconder le concours de l'Inspecteur de police et des sergents de ville espagnols.

Communication de la délibération du Corps consulaire a été faite à M. le Général Moinier.

MALPERTUY.

PROCÈS-VERBAL.

L'an mil neuf cent neuf et le quatorze décembre, à quatre heures de l'après-midi, sur l'initiative de M. Malpertuy, Consul général honoraire, chargé du Consulat de France, et de M. Schabinger, Gérant du Consulat Impérial d'Allemagne, le Corps consulaire de Casablanca, sur la convocation de M. Malpertuy, son Doyen, s'est réuni en l'Hôtel Consulaire de France en vue d'étudier les moyens de mettre un terme aux attentats contre les personnes et contre les biens, qui depuis quelque temps se sont répétés avec une fréquence et une impunité inquiétantes pour la population.

Étaient présents :

MM. MALPERTUY, Consul Général honoraire, chargé du Consulat de France;

MADDEN (C.-M.-G.), Consul de Sa Majesté Britannique et gérant du Vice-Consulat de Portugal;

BARGIELA, Consul d'Espagne;

SCHABINGER, Gérant du Consulat d'Allemagne;

BRANDT, Consul d'Autriche-Hongrie;

BUTLER, Vice-consul de Danemark et des Pays-Bas;

HENRIQUE RUIS, Vice-Consul de Belgique,

P. FERRIEU, Vice-Consul de Grèce;

E. FERNAU, Gérant du Vice-Consulat de Suède;

N. GARASSINO, Agent consulaire d'Italie;

J. LAPEEN, Agent consulaire du Brésil.

1° Les Membres présents sont unanimement d'accord pour estimer que, sans porter atteinte aux prérogatives du Corps consulaire, il convient que la police civile de la ville soit centralisée sous une même direction. Cette direction générale est confiée au Commissaire de police attaché au Consulat de France, qui dirigera la police avec, sur l'aimable proposition de M. Bargiela, Consul d'Espagne, le concours et la collaboration de l'Inspecteur de police et des Agents attachés au Consulat d'Espagne, de la police du Makhzen et des tabors de police n^{os} 3 et 4.

2° A l'unanimité, les Membres du Corps consulaire émettent le vœu que M. le Général Moinier, avec sa coutumière sollicitude, veuille seconder leurs efforts pour assurer la sécurité de la ville en mettant à la disposition du Commissaire de police attaché au Consulat de France le nombre de gendarmes et de soldats nécessaires pour assurer le service qu'ils lui ont confié, et que le nombre des patrouilles qui circulent en ville soit augmenté dans la mesure la plus large possible, avec instructions spéciales d'assurer par leurs propres moyens l'application du règlement qui sera ultérieurement élaboré.

3° Les Membres du Corps consulaire décident à l'unanimité qu'à partir de 11 heures du soir jusqu'au lever du jour, toute personne qui circulera soit en ville, soit dans la banlieue jusqu'à une distance de 2 kilomètres, devra être munie d'une lanterne allumée. Tout individu non muni de lanterne allumée ou tout individu ayant un caractère suspect, qui, passé 11 heures, sera sommé par les patrouilles militaires ou les rondes de police de déclarer son identité sera tenu, sans distinction de nationalité, d'obtempérer à cette réquisition, faute de quoi, de réponse satisfaisante ou de domicile reconnu, il sera conduit à la Permanence. Dans ce bureau, il subira, de la part des agents chargés de ce service, un nouvel interrogatoire à l'issue duquel il sera mis en liberté ou, si ses réponses n'ont pas été jugées satisfaisantes, consigné jusqu'au lendemain matin pour être remis à la première heure au Consulat dont il se réclamerait.

4° Sur la proposition de M. Madden, Consul de Sa Majesté Britannique, il est décidé que toute personne qui arrivera à Casablanca devra, sur le quai du port, dans un bureau créé à cet effet, donner tous les renseignements qui lui seront demandés sur sa nationalité, son lieu d'origine, ses moyens d'existence et le but de son voyage. Faute de pouvoir justifier de son identité, elle sera conduite auprès du Consul dont elle réclamera la juridiction.

5° Enfin il est décidé que tous les propriétaires d'hôtels ou garnis étrangers devront avoir un registre où ils seront tenus d'inscrire les nom, prénoms, date de naissance, profession des personnes qu'ils recevront, le lieu de leur provenance et le but de leur voyage. Ce registre sera soumis chaque jour au visa du Commissaire de police attaché au Consulat de France et chargé de la Direction générale de la police de la ville.

Signé : MALPERTUY, BARGIELA, BRANDT, H. RUIZ, E. FERNAU, MADDEN,
SCHABINGER, BUTLER, P. FERRIEU, N. GARASSINO.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des Puissances à Casablanca, réunis en Assemblée générale,

Considérant que, depuis quelque temps, les vols avec effraction, les attentats à main armée et même les crimes dont les auteurs sont restés inconnus se multiplient de jour en jour, ont jeté l'inquiétude dans la population, alarmé l'opinion publique et démontré la nécessité de recourir à des mesures exceptionnelles de vigilance en vue d'assurer la sécurité des nationaux et ressortissants dont ils ont la garde;

Considérant que les moyens dont dispose la police locale sont insuffisants,

Émettent le vœu que M. le Général Moinier, commandant le Corps de débarquement, veuille bien prêter le concours des patrouilles et de la force publique françaises à M. le Commissaire de police hors cadres, attaché au Consulat de France et chargé de la Direction générale de la police de Casablanca et de sa banlieue, pour l'exécution des dispositions de l'article 4 de l'Arrêté consulaire pris par le Corps consulaire de Casablanca à la date de ce jour, et dont ampliation est ci-jointe.

Casablanca, le quatorze décembre mil neuf cent neuf.

N° 358.

M. JONNART, Gouverneur général de l'Algérie,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 24 décembre 1909.

Le Colonel Laquière s'est rendu à Aïn-Chaïr sur l'invitation qui lui a été adressée par Mohammed ou Fekir, chef du Ksar; il y a été reçu avec tous les égards et toute la déférence que nous pouvions souhaiter de la part d'une population orgueilleuse de son passé. Cette visite ne fait que consacrer une situation déjà acquise depuis quelque temps, puisque, au cours d'une récente reconnaissance, nos officiers avaient été accueillis de même dans le Ksar d'Aïn-Chaïr. Néanmoins le passage de nos troupes dans les rues du Ksar et la réception qui leur a été faite marquent une étape dans le progrès de notre influence, que je me plais à enregistrer. C'est un des plus beaux résultats obtenus par nos officiers: leur esprit de suite et leur opiniâtreté ont su amener à nous le chef reconnu de populations qui, par l'histoire de ces dernières années, étaient autorisées à se croire irréductibles.

JONNART.

N° 359.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 24 décembre 1909.

Le Ministre d'État est d'avis qu'il y a lieu de demander le renouvellement du mandat pour la répression de la contrebande. La communication qu'il conviendrait

d'adresser aux Puissances à ce sujet devrait être faite dans la même forme qu'il y a deux ans.

Le Ministre d'État pense également qu'il serait utile de faire étendre la surveillance aux ports non ouverts, ainsi que le mentionnaient vos instructions du 9 de ce mois.

W. MARTIN.

N° 360.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

Paris, le 25 décembre 1909.

J'ai remis aujourd'hui à l'Ambassade marocaine une note qui répond à la Commission des Envoyés chérifiens en date du 15 de ce mois. Vous en trouverez le texte ci-joint.

PICHON.

ANNEXE.

NOTE remise à l'Ambassade marocaine.

21 décembre 1909.

Le Gouvernement de la République a pris connaissance de la réponse du Gouvernement Marocain remise par l'Ambassade chérifienne le 15 de ce mois.

En ce qui concerne la Chaouya et Casablanca, il est heureux de constater que le Makhzen a adhéré aux propositions formulées dans la note du Gouvernement Français en date du 14 août dernier ; ces propositions répondaient d'avance aux différentes observations qui viennent d'être présentées par l'Ambassade.

En ce qui touche la région frontière, le Gouvernement de la République considère également que l'accord s'est établi avec le Makhzen sur les termes de la communication française du 14 août. Il admet que les pouvoirs de la Commission de frontière, chargée de diriger l'application du régime prévu par les engagements antérieurs, puissent être l'objet d'un nouvel examen, mais toutefois après que ce régime aura été intégralement réalisé d'une manière qui réponde aux intérêts communs des deux Gouvernements.

En ce qui concerne l'emprunt, les décisions arrêtées par le Gouvernement de la République en vue de la liquidation des dettes du Makhzen se résument ainsi :

1° Affectation intégrale à cette liquidation de tous les gages mentionnés dans la Note du 14 août.

2° Attribution au service actuel du contrôle des douanes des pouvoirs administratifs nécessaires pour lui permettre d'obtenir les meilleurs rendements possibles des divers revenus engagés et d'assurer ainsi la gestion régulière des ressources qui garantiront la dette du Makhzen; un règlement interviendra, préalablement à la discussion du contrat d'emprunt, entre l'Ambassade chérifienne et le Service du contrôle des douanes, pour déterminer ces pouvoirs, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'assiette et de la perception des droits ainsi que celui de la gestion des biens domaniaux.

3° Affectation du produit des revenus engagés, après le service de l'emprunt 1904, au service d'un nouvel emprunt 1910 de 80 millions environ et au remboursement des dépenses militaires de la France. Les sommes disponibles, après le service des deux emprunts, seront jusqu'à concurrence de la moitié mises en réserve à la Banque d'État du Maroc et au profit du Gouvernement Français pour garantir le paiement régulier des annuités dues à la France, l'autre moitié restant à la disposition du Makhzen.

4° Il sera pourvu aux dépenses de la région frontière à l'aide des ressources locales, qui seront versées dans une caisse spéciale : un budget annuel sera établi. Au cas où les perceptions ne suffiraient pas à payer la police, le complément serait prélevé sur les disponibilités générales du Makhzen.

L'Ambassade chérifienne ayant signalé au Gouvernement de la République l'intérêt que le Gouvernement Marocain porte à la stricte application des conventions relatives au régime des protégés, le Gouvernement Français se déclare prêt à donner son concours au Makhzen pour assurer l'exécution régulière des traités, aussitôt qu'il aura reçu les satisfactions qu'il a réclamées pour les dommages causés à ses ressortissants. Il compte que des instructions formelles et des pouvoirs suffisants seront donnés au Représentant du Sultan à Tanger pour régler toutes ces questions suivant les demandes de la Légation de France.

N° 361.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française
à Tanger.

Paris, le 26 décembre 1908.

Les Ambassadeurs marocains ont répondu hier à notre Note du 21 de ce mois. Je vous adresse ci-joint la traduction de leur lettre qui établit l'entente des deux Gouvernements sur les questions essentielles.

PICHON.

ANNEXE.

(TRADUCTION.)

Les Ambassadeurs de Sa Majesté Chérifienne à Paris,
à M. Stephen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Le Makhzen chérifien ayant adhéré aux principes posés dans la Note française du 14 août dernier, nous déclarons à Votre Excellence que nous acceptons ces principes; nous sommes également prêts à examiner de suite avec le Gouvernement Français les détails d'exécution, dans le but d'aboutir à un règlement définitif, que nous signerons *ad referendum* lorsque l'accord complémentaire aura été établi.

En ce qui concerne la question financière au sujet de laquelle nous avons reçu du Gouvernement Français une Note complémentaire datée du 21 décembre courant, aux principes de laquelle nous adhérons également, nous déclarons que le Makhzen renonce à l'offre d'une allocation annuelle de trois millions qui lui était attribuée par le projet du Ministre des Finances.

En ce qui concerne la question du 10 p. 100, point qui reste encore réservé, nous espérons qu'elle sera réglée de la façon suivante : bien qu'il soit évident que la garantie comprend la totalité des revenus des douanes, conformément au précédent de l'emprunt 1904, le Makhzen espère que le Gouvernement Français voudra bien réserver le 10 p. 100 pour faire face aux dépenses de l'administration douanière; en effet, le Makhzen sait que les gages proposés sont suffisants; et il est entendu que si ces gages ne suffisaient pas à payer les annuités ci-dessous indiquées, le 10 p. 100 serait compris dans le gage.

En ce qui concerne les taxes nouvelles que le Makhzen établirait dans les ports, leur produit serait versé au Trésor chérifien, et elles ne seraient comprises ni dans les gages, ni dans le contrôle.

En ce qui concerne les conditions du paiement des annuités, lorsqu'aura été assuré le service de l'emprunt 1904, celui du futur emprunt 1910 devra l'être également; on prélèvera ensuite le montant de l'annuité afférente aux dépenses militaires nécessitées par l'occupation de la Chaouya, de Casablanca et d'Oudjda; sur l'excédent sera prélevé le montant des dépenses se rapportant à la solde de la force que le Makhzen organisera dans la Chaouya, tant que ces dépenses seraient nécessaires. Le reliquat restera à la seule disposition du Gouvernement chérifien.

Nous exprimons le vœu que les détails qui ont fait l'objet d'une entente avec M. Georges Louis, Directeur politique, et M. Regnault, et qui se rapportent aux questions traitées par l'Ambassade, seront pris en considération dans les entretiens futurs, conformément à la promesse que Votre Excellence nous a faite hier.

Puissiez-vous demeurer dans la prospérité et le bonheur, et puisse le Gouvernement Français continuer à favoriser tout ce qui contribuera au bien et à la réalisation des désirs des deux Pays!

Le 1^{er} Hejja 1327, correspondant au 25 décembre 1909.

EL HADJ MOHAMMED EL MOKRI
ABDALLAH EL FASI.

N° 362.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 décembre 1909.

Notre Consul à Fez me fait connaître que l'arrivée de Moulay El Kebir à Taza, dont le bruit courait depuis quelque temps déjà, est aujourd'hui confirmée.

Les deux Rapports de M. Gaillard, dont j'ai l'honneur de communiquer ci-joint la copie à Votre Excellence, donnent d'intéressantes indications sur l'état d'esprit des tribus des environs de Taza, sur l'appui qu'elles pourraient accorder au nouveau Prétendant, ainsi que sur l'impression produite sur le Makhzen par l'éventualité de la reconstitution, dans la vallée de l'Oued Innaouen, de l'espèce de royaume insurrectionnel que Bou Hamara avait réussi à y fonder.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE I.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France au Maroc.

Fez, le 17 décembre 1909.

L'arrivée de Moulay El Kebir à Taza est maintenant confirmée. Le frère du Sultan était demeuré quelque temps aux Aït Chokhman. De là, il traversa une partie des territoires Beni-Mguild et Aït Youssi, pour aboutir aux Riata par le col des Beni Ouaraïn où la neige le retarda quelque temps. Il semble donc que Moulay El Kebir ait obtenu sinon l'appui, du moins la neutralité bienveillante du grand Caïd des Zayan, Mohammed ou Hamou, et également de Mahaouch.

Quoi qu'il en soit, le Chérif est arrivé chez les Riata en assez pauvre équipage : il ne possédait que deux tentes. Cependant, après des pourparlers qui durèrent quelques jours, les Riata l'autorisèrent à entrer à Taza, où l'on mit à sa disposition la maison réservée jadis aux Caïds et qui fut depuis le Dar El Makhzen de Bou Hamara. Le lendemain de son arrivée, il monta à cheval, et, suivi de quelques notables de la ville et de plusieurs cavaliers Riata, il accomplit le pèlerinage d'usage au tombeau de Sidi Azouz.

Sans avoir été mal accueilli, son arrivée n'a pas suscité un très grand enthousiasme ; cependant, comme les tribus de la région sont menacées par la mahalla du Sultan, il est possible qu'elles saisissent cette occasion et proclament un Prétendant afin de maintenir leur

cohésion vis-à-vis du Makhzen. Aucune détermination n'a été prise à cet égard ; la prière a encore été faite vendredi dernier aux noms des compagnons du Prophète.

Le bruit a couru à Fez que Moulay El Kebir était accompagné de Si Abdelmalek ben Mahieddine : ce dernier, d'après mes renseignements, ne serait pas à Taza — du moins, il n'y était pas encore arrivé il y a trois jours, — mais il se trouverait dans la région de l'Oued Za.

L'arrivée de Moulay El Kebir à Taza a produit une certaine impression au Dar El Makhzen : Si El Mahboub, chef de la méhalla, a été mandé aussitôt à Fez, où il vient d'arriver, et relevé de son commandement ; il est en effet l'oncle maternel de Mouley Elkebir, fait qui diminue la confiance que le Makhzen pouvait avoir en lui. Il est remplacé dans son commandement par Si Omar ben Addi, Khalifa du Ministre de la Guerre et homme de confiance de Glaoui.

Les nouvelles de Taza produisent également une assez forte impression à Fez et dans les tribus de la région ; cependant les derniers succès de Moulay Hafid et surtout la capture de Bou Hamara ont considérablement affermi son pouvoir et consolidé sa situation. On semble fort sceptique sur le résultat de l'insurrection.

Tout me porte à croire que les tribus de la vallée de l'Inaouen cherchent moins à renverser Moulay Hafid qu'à conserver leur indépendance régionale ; c'est là également le secret désir de tous les Chefs berbères qui ne veulent pas d'un Sultan trop puissant et qui ont intérêt, par conséquent, à voir se reconstituer à Taza cette espèce de royaume insurrectionnel que Bou Hamara avait réussi à y créer.

Henri GAILLARD.

ANNEXE II.

Le Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de France au Maroc.

Fez, le 21 décembre 1909.

Moulay El Kebir ne s'est pas installé définitivement dans la maison de Bou Hamara qui avait été mise à sa disposition, il est campé à un kilomètre environ de la ville.

Une première réunion des notables des tribus a eu lieu chez les Riata, pour discuter l'attitude à adopter. A l'issue de la réunion, ils ont déclaré à Moulay El Kebir qu'ils allaient le reconnaître comme Sultan. Celui-ci leur demanda alors de rédiger une « *bia* » conformément aux règles du droit coranique. Les délégués lui répondirent qu'ils préféreraient agir selon la coutume berbère et se contenter de l'échange de *selham*.

Moulay El Kebir insista et leur dit que la « *bia* » écrite lui paraissait indispensable ; il pourrait, en effet, en envoyer copie à Fez et dans la région comme preuve de sa proclamation à Taza, et aussitôt, d'après lui, on verrait toutes les tribus berbères se soulever et les mehallas faire défection : les Riata n'auraient plus qu'à le conduire à Fez sans avoir besoin de combattre. Cet optimisme n'ébranla pas les délégués, qui persistèrent dans leur décision en donnant une raison assez curieuse : ils déclarèrent que, lorsqu'un Prétendant avait reçu une

« *bia* » écrite, il avait vis-à-vis des étrangers une investiture réelle et se mettait aussitôt à leur vendre des terrains ou des mines, comme l'exemple de Bou Hamara l'avait bien montré.

Il semble donc bien, comme je le disais dans ma dernière lettre, que les tribus des environs de Taza ne se sentent pas à même de renverser Moulay Hafid; elles veulent simplement que l'autorité morale d'un Chérif les aide à résister au Makhzen en maintenant leur cohésion, comme à l'époque de Bou Hamara : c'est moins un Prétendant qu'un chef d'insurrection qu'elles veulent avoir.

Si Omar ben Addi a été placé à la tête de la mahalla des Hayaïna, cette mahalla est toujours à la même place depuis quinze jours et n'a pas traversé l'oued Inaouen. Elle paraît occupée à pressurer les tribus soumises qui se trouvent sur la rive gauche de l'Inaouen.

Le chef de la mahalla a déclaré aux délégués de la tribu des Hayaïna que le Sultan n'en veut pas à leur argent; tout ce qu'il leur demande, c'est de fournir de forts contingents de cavalerie et de faire preuve de loyalisme en attaquant sérieusement les Tsoul. Les Hayaïna sont très hésitants : ils comprennent fort bien que cette modération ne sera pas de longue durée, et qu'après avoir vaincu l'insurrection, le Sultan exigera d'eux la formidable contribution de 300,000 douros dont il les a récemment frappés. D'autre part, ils n'ont pas confiance dans le résultat de l'insurrection; il leur paraît probable que les Riata et les Tsoul pourront empêcher la mahalla de pénétrer dans la région montagneuse et d'atteindre Taza; mais les plaines, jusqu'au Djebel Riata, n'en tomberaient pas moins aux mains des soldats du Sultan. Il est donc probable que seules les fractions les plus à l'Est se joindront aux Tsoul et au Riata; l'insurrection serait donc ainsi très localisée.

Henri GAILLARD.

N° 363.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 29 décembre 1909.

Une plainte a été adressée dernièrement à notre Consul à Mogador par M. Louis Gentil, maître de conférences à la Sorbonne, chargé d'une mission scientifique au Maroc par le Gouvernement Français, contre Hadj Hassan, frère du Caïd Mbarek El Guellouli et son Khalifa à Agadir.

J'ai déjà eu l'occasion de signaler au Département l'attitude systématiquement hostile à notre égard des Autorités marocaines d'Agadir. Il n'est pas douteux que les manœuvres employées par le Caïd de cette ville et par son Khalifa pour interdire l'accès de la région sur laquelle s'étend leur autorité et pour éviter d'entrer en relations avec les commandants des navires de guerre qui y sont envoyés, aient pour principal objet de dissimuler la pratique de la contrebande de guerre, qui s'opère au profit de ces personnages.

Je ne puis donc qu'insister sur la nécessité d'obtenir, à l'occasion du renouvellement de notre mandat pour la répression de la contrebande des armes, les moyens de surveiller effectivement Agadir et les mouillages environnants.

En ce qui concerne la sanction que comporte l'attitude du Khalifa d'Agadir envers M. Gentil, je me propose, vu le retentissement de l'incident, et conformément aux suggestions de M. Kouri, de demander que ce fonctionnaire soit révoqué et que le séjour d'Agadir lui soit interdit pendant cinq ans.

SAINT-AULAIRE.

N° 364.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 30 décembre 1909.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie d'un Rapport que vient de me faire parvenir notre Consul à Mogador, au sujet de Ma-el-Aïnin.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. KOURI, Consul de France à Mogador,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Mogador, le 20 décembre 1909.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'un disciple de Ma-el-Aïnin, arrivé hier à Sbouya (région de l'Oued Noun), rapporte que le fameux marabout vient d'évacuer complètement sa résidence de Smara pour venir s'établir à Tiznit. Au moment où cet indigène quittait Sbouya, on y annonçait l'arrivée de Ma-el-Aïnin à Chebika, à mi-chemin entre le cap Juby et l'Oued Noun.

Cet exode aurait eu lieu à la suite d'un mouvement vers le Nord effectué par notre armée expéditionnaire de l'Adrar. Ma-el-Aïnin se serait décidé à déguerpir dès l'arrivée

de la colonne française à Bir-Nasrani, point situé à environ cinq journées de marche de Chinguiti.

Si ces nouvelles se confirment, le Sous ne tardera pas à devenir un foyer d'intrigues dirigées contre notre domination et notre influence dans l'Afrique du Nord et l'Afrique occidentale.

KOURI.

1910.

N° 365.

M. HERBAUX, Délégué du Gouvernement français à la Commission internationale des indemnités de Casablanca,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Casablanca, le 7 janvier 1910.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Commission internationale des indemnités de Casablanca, ayant terminé sa mission, s'est dissoute aujourd'hui 7 janvier 1910. Dix-neuf mois se sont écoulés depuis sa première réunion (17 janvier 1908). Mais il convient de rappeler que par suite des événements politiques qui ont amené un changement de souverain et le renouvellement de la Délégation marocaine, elle n'a pu tenir aucune séance du milieu d'août 1908 à la fin du mois de mars 1909.

La Commission a statué sur 3,567 affaires; elle a tenu 331 séances plénières et un assez grand nombre de réunions en sous-commission, celles-ci étant plus particulièrement consacrées à l'instruction des réclamations musulmanes. Le tableau récapitulatif ci-joint expose, pour chacune des puissances classées suivant l'ordre alphabétique : 1° le nombre des demandes présentées; 2° le montant des sommes réclamées; 3° celui des sommes allouées.

Le chiffre le plus élevé des allocations a été obtenu par les sujets marocains : 3,701,082 fr. 41 (savoir, 2,740,241 fr. 06 pour les musulmans et 960,841 fr. 35 pour les israélites). Viennent ensuite : 1° l'Espagne avec 2,538,106 fr. 66; 2° la France avec 1,877,854 fr. 33; 3° la Grande-Bretagne avec 1,748,937 fr. 98; 4° l'Allemagne avec 1,297,502 fr. 92; 5° le Portugal avec 503,451 fr. 69; 6° l'Italie avec 419,633 fr. 45; 7° la Suède avec 210,314 fr. 09; 8° l'Autriche-Hongrie avec 151,578 fr. 07; 9° les États-Unis avec 140,525 fr. 60; 10° le Brésil avec 117,625 fr. 75.

HERBAUX.

ANNEXE.

COMMISSION INTERNATIONALE DES INDEMNITÉS.

Tableau récapitulatif.

DÉSIGNATION DES PUISSANCES.	NOMBRE des RÉCLAMATIONS présentées.	SOMMES RÉCLAMÉES.	SOMMES ALLOUÉES.
		fr. c.	fr. c.
Allemagne.....	136	2,469,491 65	1,297,502 92
République Argentine.....	6	103,099 75	16,137 50
Autriche-Hongrie.....	9	273,018 85	151,578 07
Belgique.....	9	143,810 62	84,101 00
Brésil.....	35	282,198 08	117,625 75
Cuba.....	1	11,772 00	6,300 00
Danemark.....	5	50,953 29	50,953 29
Espagne.....	306	4,850,193 96	2,538,106 66
États-Unis d'Amérique.....	12	378,995 82	140,525 60
France.....	208	4,601,789 74	1,877,854 35
Grande-Bretagne.....	102	2,135,039 88	1,748,937 98
Italie.....	49	901,827 63	419,633 45
Maroc (israélites).....	1,536	2,215,375 05	960,841 35
Maroc (musulmans).....	983	6,231,670 09	2,740,241 06
Pays-Bas.....	5	69,210 97	45,410 63
Portugal.....	62	1,302,367 63	503,451 69
Suède.....	27	227,900 74	210,314 09
Suisse (protégés allemands).....	1	18,540 70	6,866 70
Suisse (protégés français).....	5	53,426 15	27,019 40
Turquie.....	5	76,938 87	56,696 40
Réclamations d'un caractère international.....	4	75,744 70	69,544 70
TOTAUX.....	3,506	26,473,366 17	13,069,642 57

N° 366.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 8 janvier 1910.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai soumis au Ministère d'État un projet de note, relatif à la contrebande des armes au Maroc, à remettre par les représentants de la France et de l'Espagne aux différents Gouvernements signa-

taires de l'Acte d'Algésiras. Ce projet reproduit le texte de la note de l'année dernière. Il y a été ajouté *in fine* que « la surveillance devrait être étendue également aux ports non ouverts, ainsi que l'expérience en a démontré l'utilité ».

RÉVOL.

N° 367.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 8 janvier 1910.

M. Gaillard me fait parvenir, à la date du 31 décembre, un intéressant rapport sur la situation générale à Fez. J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence la copie de cette dépêche.

SAINT-AULAIRE.

ANNEXE.

M. GAILLARD, Consul de France à Fez,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Fez, le 31 décembre 1909.

Les fêtes de l'Aïd Elkebir viennent d'être célébrées sans incident. Mais très peu de tribus se sont fait représenter à Fez : les caïds du Haouz ont, en effet, regagné leurs tribus et ceux des autres régions, ayant été fortement pressurés lors de l'Aïd Esserir, se sont contentés d'envoyer à la Capitale leurs khalifas.

La présence de Moulay El Kebir à Taza, ainsi que les échecs de Moulay Hafid dans sa politique extérieure, ont sensiblement diminué le prestige dont le Makhzen jouissait vis-à-vis des tribus depuis la capture de Bou Hamara.

Le soulèvement des tribus de la région de Taza ne paraît pas se préciser en faveur d'un prétendant. Aucune cérémonie n'a eu lieu à Taza à l'occasion de l'Aïd Elkebir ; Moulay El Kebir est resté à son campement où il a reçu quelques rares visites ; d'autre part, les Riata, Tsoul et Branès n'ont pu arriver à se mettre d'accord à son sujet. Il est traité avec une certaine considération ; on lui fournit la *mouna* et on le conserve comme un prétendant possible, mais on ne l'a pas encore officiellement proclamé. En réalité, les tribus de l'Oued Inaouen désirent vivre à l'abri des exactions du Makhzen, mais leur ambition ne semble pas dépasser ce but limité.

Le Makhzen semble assez inquiet de la situation et attend avec anxiété l'accueil qui sera fait à Paris aux instructions envoyées à El Mokri. Le grand vizir est désireux depuis quelque temps de nous témoigner une certaine bonne volonté : à la suite des représentations énergiques que j'avais faites, conformément à vos instructions, sur les mauvais traitements dont les israélites de Fez étaient l'objet, les Rabbins et les notables du Mellah ont été convoqués au Dar El Makhzen ; Glaoui leur a déclaré de la part du Sultan qu'ils pouvaient compter qu'ils n'auraient plus désormais à se plaindre des autorités et les a engagés à lui signaler les abus de pouvoir dont ils pourraient être victimes de la part des fonctionnaires subalternes. Cette déclaration a produit au Mellah une bonne impression : on se rend compte que le changement d'attitude du Sultan est dû à notre intervention.

GAILLARD.

N° 368.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 11 janvier 1910.

Le Secrétaire d'État des Affaires étrangères, que j'ai vu aujourd'hui, est d'accord avec nous sur la convenance d'un essai de conciliation entre l'Union des mines et les frères Mannesmann. Le Directeur de la Société Krupp, qu'il a vu il y a peu de jours, serait, m'a-t-il dit, disposé à entrer dans cette voie. M. de Schoen serait heureux que Votre Excellence voulût bien agir de son côté dans le même esprit auprès des membres français de l'Union des mines marocaines.

Jules CAMBON.

N° 369.

M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 12 janvier 1910.

Notre Consul à Mogador me télégraphie ce qui suit, à la date du 11 de ce mois : « Il résulte d'informations reçues du Sud, à la date du 10 courant, que Ma el Aïnin serait arrivé, il y a environ dix jours, à l'Oued Noun; il devait sans retard repartir pour Tiznit où il comptait s'installer. On lui prête l'intention de se rendre à Fez incessamment. »

SAINT-AULAIRE.

N° 370.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin.

Paris, le 14 janvier 1910.

Le Président de l'Union des mines marocaines, à qui j'ai communiqué les renseignements contenus dans votre rapport du 11 de ce mois, fait observer que si les pourparlers auxquels vous vous référez ont échoué, la faute n'en est pas à sa société et que, par conséquent, ce n'est pas à elle qu'il appartient de reprendre la conversation. Dans le cas où, comme vous l'avez indiqué, les membres allemands de l'Union seraient disposés à engager de nouveaux pourparlers, M. Darcy proposerait volontiers à ses collègues d'examiner les suggestions qui se produiraient en vue d'une entente.

PICHON.

N° 371.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE SAINT-AULAIRE, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 15 janvier 1910.

L'entente établie avec l'Ambassade marocaine, dès le 25 décembre, vient d'être précisée par la rédaction d'un arrangement que j'ai signé hier avec les envoyés chérifiens. Toutefois les ambassadeurs ont réservé l'approbation du Sultan.

PICHON.

N° 372.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc.

Paris, le 23 janvier 1910.

Dans la réponse au Livre Blanc allemand qui a été publiée par les frères Mannesmann, il est dit que les autorités françaises de la région frontière ont favorisé des

exploitations minières. Je vous prie de demander à notre haut commissaire des renseignements précis sur l'état des exploitations et des prospections dans la région susvisée.

PICHON.

N° 373.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 janvier 1910.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence un compte rendu trimestriel sur le fonctionnement de la police marocaine au cours du 4^e trimestre 1909 :

Les effectifs ont été constamment maintenus au complet. Bien que se trouvant comme par le passé réduits à leurs seuls moyens, nos officiers ont cependant réussi à diminuer sensiblement le chiffre des désertions. Pour le groupe extra-urbain de Tanger, le plus éprouvé, il a été de huit seulement. C'est le chiffre le plus bas qui ait été constaté, après s'être élevé à cinquante pour le 4^e trimestre 1908 et à trente-trois pour le 2^e trimestre 1909. Ce résultat est d'autant plus intéressant à retenir que, par suite de l'indifférence, voire même de la complicité de certains fonctionnaires du Makhzen, une impunité certaine est acquise aux soldats qui désertent, quand ils ne reçoivent pas un traitement de faveur.

L'instruction se poursuit régulièrement. Elle a du reste atteint un degré très satisfaisant. La plupart des hommes sont maintenant d'anciens soldats.

Des progrès sérieux ont été réalisés au point de vue de l'installation des troupes, qui est aujourd'hui complète à Rabat, Casablanca, Mazagan. Dans ce dernier port, il est vrai, le tabor est logé dans des locaux loués à un particulier, ce qui ne constitue qu'une solution temporaire. A Tanger, la transformation des baraquements provisoires en casernements fixes est en très bonne voie. A Saffi, où les locaux mis dès le début à la disposition du tabor étaient vastes mais en mauvais état, il reste encore beaucoup à faire. Les crédits suffisants seront ménagés pour continuer les grosses réparations commencées. A Mogador, l'instructeur en chef dispose de crédits qui lui permettraient de compléter l'installation de ses hommes, si le Makhzen voulait le seconder en cédant au tabor un petit lot de terrains contigus au bordj de Marrakech, qui lui ont été maintes fois demandés vainement, bien qu'il n'en tire aucun profit.

L'état sanitaire est bon. Les maladies de peau, très fréquentes au début, ont complètement disparu, grâce aux habitudes de propreté qui ont été inculquées aux hommes.

Les préventions qui, au début, s'étaient élevées contre la police, dans les milieux européens et indigènes, se dissipent peu à peu; on peut dire que cette institution a franchi l'étape de son acclimatement. Tout récemment, un gradé du groupe de Tanger ayant déserté et son départ dans la direction de Fez ayant été signalé, l'instructeur en chef envoya à sa recherche une patrouille de trois cavaliers dirigée par un *mokaddem*. Cette patrouille rentra le lendemain, ramenant avec elle le déserteur qu'elle avait arrêté au milieu d'une vingtaine d'indigènes, dans une *n'zala* située à une trentaine de kilomètres de Tanger. Il est assez remarquable que cette opération, qui n'avait pourtant pas les sympathies de la population, ait pu s'effectuer sans résistance d'aucune sorte, et sans qu'un mot malsonnant ait été prononcé à l'égard de nos cavaliers.

Quand on se rappelle les invectives qui, au début, leur étaient adressées à tout propos, on est frappé de la différence d'attitude. C'est un indice que la police a acquis un certain prestige, et qu'on la considère maintenant comme étant en situation de se faire respecter.

Il est bon d'ajouter que les patrouilles du groupe de Tanger sillonnent journellement le Fahs, et entretiennent le contact qui a été pris avec les populations, au cours des marches militaires et manœuvres en terrain varié.

Ce rayonnement n'a guère dépassé jusqu'ici une trentaine de kilomètres.

Dans les ports de la côte, nos instructeurs ont compris également que le meilleur moyen d'établir la sécurité était de se montrer et de parcourir en forces les environs des villes. Toutefois la faiblesse des effectifs ne permet d'exercer qu'un rayonnement très limité.

REGNAULT.

N° 374.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 31 janvier 1910.

J'avais transmis à notre haut commissaire dans la région frontière la question que m'a posée Votre Excellence le 23 de ce mois. M. le général Lyautey m'envoie de Beni Ounif la réponse suivante :

1° Dès l'occupation du pays d'Oudjda par les troupes françaises, un grand nombre de prospecteurs européens, tant français qu'étrangers, se sont mis à parcourir la région. Les autorités françaises n'ont eu à intervenir que pour assurer la sécurité et pour envoyer à la légation des demandes de permis, en vue de les transmettre au

Makhzen. Partout où la sécurité existe, il est impossible d'empêcher les particuliers, prospecteurs ou non, de voyager dans le pays. Une Compagnie française, la Société d'exploration aux Beni-Snassen, une Compagnie belge, la Société royale asturienne à Sidi Aïssa, ont seules persisté dans leurs travaux de recherches sur des terrains qu'elles ont d'ailleurs achetés ou loués aux propriétaires indigènes au su et au vu des autorités marocaines; ces dernières n'ont pas soulevé d'objection;

2° Dans la région de Figuig, des demandes de permis de recherches nous ont été également adressées, en vue de leur transmission au Makhzen. Des ingénieurs de nationalités diverses ont parcouru et visité la région à leur guise. Il n'existe pas d'exploitation. Un Français, habitant Beni Ounif, a fait des recherches actives au Djebel Melias, à dix kilomètres de Beni Ounif, et a trouvé une certaine quantité de minerai de plomb pour lequel une interdiction d'exportation lui a été notifiée, d'accord avec les autorités marocaines, dès que celles-ci et les autorités françaises compétentes ont eu connaissance que ce minerai devait être expédié en territoire français. »

REGNAULT.

N° 375.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux Représentants diplomatiques de la République française à Londres,
Berlin, Saint-Petersbourg, Vienne, Rome, Washington, Lisbonne,
Bruxelles, La Haye et Stockholm.

Paris, le 4 février 1910.

Je vous prie de vouloir bien vous concerter avec votre Collègue d'Espagne en vue de faire, le 9 de ce mois, la notification suivante au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité :

« Le Gouvernement de la République française et celui de Sa Majesté le Roi d'Espagne considérant qu'il serait utile de renouveler pour une nouvelle période d'un an le mandat qui leur a été conféré par Sa Majesté le Sultan du Maroc pour empêcher la contrebande des armes de guerre sur les côtes de l'Empire chérifien, (l'Ambassadeur, le Ministre) de France serait heureux de savoir si le Gouvernement (impérial, royal) ne verrait pas d'objections au renouvellement de ce mandat dans les mêmes conditions générales. Il serait précisé que la surveillance instituée sur les eaux territoriales marocaines peut s'exercer dans les ports non ouverts, ainsi que l'expérience en a démontré l'utilité. »

PICHON.

N° 376.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 février 1910.

Il résulte des derniers rapports du Commandant Mangin que la Mission militaire française, en raison de la mauvaise volonté manifestée à tout propos par le Makhzen, ne se trouve plus en mesure d'exercer ses attributions; nos officiers se bornent à instruire les troupes quand elles viennent à l'exercice; ils n'interviennent plus ni en ce qui concerne le paiement de la solde, ni en ce qui concerne l'armement; il ne leur est plus possible d'exercer aucune action sur les troupes qui ne sont pas cantonnées à Fez.

La situation de notre Mission est redevenue ce qu'elle était au temps où nos relations avec le Makhzen étaient le plus tendues.

De son côté, M. Gaillard me signale qu'aucune solde n'a été envoyée depuis deux mois aux troupes chérifiennes envoyées dans la région de Taza, afin de les obliger à piller et à vivre sur les tribus. L'indiscipline des *Askar* est à son comble et toutes les réformes qui avaient jadis été provoquées par nos officiers sont abandonnées aujourd'hui. Les instructeurs turcs n'ont ni expérience, ni autorité sur les hommes.

REGNAULT.

N° 377.

M. Marcelin PELLET, Ministre plénipotentiaire de la République française à
La Haye,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La Haye, le 9 février 1910.

Me conformant aux instructions de Votre Excellence en date du 4 de ce mois, j'ai l'honneur de lui faire connaître que, de concert avec le Chargé d'affaires d'Espagne, j'ai fait aujourd'hui auprès du Ministre des Affaires étrangères de la Reine une démarche au sujet du renouvellement pour une période d'un an du mandat confié au Gouvernement de la République française et à celui de S. M. le Roi d'Espagne par S. M. le Sultan du Maroc pour assurer la répression de la contrebande de guerre sur les côtes de l'Empire chérifien.

Nous avons spécifié que la surveillance instituée sur les eaux territoriales pourrait s'exercer également dans les ports non ouverts, ainsi que l'expérience en a démontré l'utilité.

M. de Marees van Swinderen, en nous remerciant de notre démarche, nous a fait connaître que le Gouvernement de la Reine n'avait aucune objection à soulever contre cette prorogation.

PELLET.

N° 378.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 9 février 1910.

En prenant à l'égard de la Mission militaire l'attitude que vous me signalez, le Sultan manque aux engagements contractés par ses prédécesseurs et par lui-même vis-à-vis du Gouvernement français. Nous devons constater que Moulay Hafid n'hésite pas à créer de nouvelles difficultés au moment même où, de notre côté, nous cherchons à régler les questions actuellement pendantes entre les deux Gouvernements. La manifestation de ces dispositions malveillantes ne peut être tolérée. Je vous prie donc d'adresser une protestation formelle au Makhzen.

Mokri a dû écrire à Fez pour faire connaître l'impression fâcheuse que les derniers actes du Sultan ont produite sur le Gouvernement de la République.

PICHON.

N° 379.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 10 février 1910.

Notre Consul à Fez vient de m'annoncer que Si Mohammed ben Abdillah, porteur du texte de l'accord qui doit être ratifié par le Sultan, est arrivé à Fez le 2 de ce mois. Il a été aussitôt reçu par Moulay Hafid.

REGNAULT.

N° 380.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 10 février 1910.

Nous ne sommes pas assez renseignés sur les intentions de Moulay Hafid en ce qui concerne la ratification des accords intervenus avec ses Ambassadeurs, pour conjecturer exactement l'attitude qu'il adoptera. Toutefois il ne serait pas impossible qu'il fût tenté de traîner les choses en longueur et d'essayer de se soustraire à l'obligation de conclure les négociations qui sont depuis si longtemps engagées. Nous pourrions d'autant moins nous prêter à ces tentatives que, d'après nos informations précises sur ce point, le Sultan essaie de se procurer des armes et des munitions dont la destination nous paraît suspecte et que, d'autre part, il tient de parti pris notre Mission militaire à l'écart et dans l'ignorance de ses projets.

Il importe donc que nous envisagions sans retard les mesures que nous pourrions être amenés à prendre pour amener le Makhzen à ratifier nos arrangements et pour nous garantir contre les desseins hostiles qu'il pourrait nourrir à notre égard.

Je vous serai obligé de me faire connaître, aussitôt que possible, vos vues sur cette question.

PICHON.

N° 381.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à
Berlin.

Paris, le 10 février 1910.

Au cours de la polémique engagée par les frères Mannesmann en Allemagne, il a été dit que des exploitations minières avaient été tolérées par les autorités françaises dans la région-frontière, contrairement aux clauses de l'Acte d'Algésiras qu'on oppose à la maison Mannesmann.

Notre Représentant à Tanger, que j'avais interrogé à ce sujet, m'a fait parvenir les renseignements ci-joints. Il en ressort que des prospections ont été effectuées dans la région-frontière comme dans le reste du Maroc, mais qu'aucune exploitation ni exportation n'a été permise.

(Annexe : voir n° 374.)

PICHON.

N° 382.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 février 1910.

D'après un rapport de notre Consul à Fez, Moulay Hafid qui, lors de sa première entrevue avec Si Mohammed ben Abdillah, avait manifesté des dispositions assez conciliantes, a changé d'attitude lorsqu'il eut pris plus ample connaissance des accords signés à Paris. Le Sultan s'est longuement entretenu avec le Grand Vizir, ainsi qu'avec l'Hajib, et demeure depuis lors enfermé dans le palais.

Conformément aux instructions que je lui avais données, M. Gaillard a insisté auprès du Sultan pour que la ratification ait lieu dans un délai aussi bref que possible.

REGNAULT.

N° 383.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 février 1910.

J'apprends par le Commandant Mangin qu'à la suite de graves incidents qui avaient été provoqués par l'*Hajib* El Krissi à propos de l'administration des *tabors* confiés à nos officiers, la Mission militaire a suspendu son service. Cette décision a été prise d'accord avec notre Consul et je ne puis qu'y donner mon approbation.

L'attitude de l'*Hajib* et du Ministre de la guerre était, en effet, devenue depuis quelque temps intolérable pour les membres de notre Mission.

Evidemment, le Sultan, après s'être rendu compte que l'emploi des instructeurs turcs en mehalla n'a donné lieu à aucune protestation, cherche à lasser la patience de nos officiers par des incidents journaliers et à les réduire à un rôle négatif.

M. Gaillard a immédiatement adressé au Makhzen une protestation formelle contre ces procédés inadmissibles. De mon côté, je ne manquerai pas, conformément aux instructions du Département, de faire auprès de Guebbas une démarche analogue.

REGNAULT.

N° 384.

M. CROZIER, Ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 12 février 1910.

Je reçois une communication du Ministère des Affaires étrangères austro-hongrois d'où il résulte que le Gouvernement austro-hongrois n'a pas d'objection contre la continuation du service de surveillance confié par le Sultan du Maroc à la France et à l'Espagne pour empêcher la contrebande de guerre, ni contre l'extension aux ports non ouverts de la surveillance en question.

CROZIER.

N° 385.

M. JUSSELAND, Ambassadeur de la République française à Washington,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 12 février 1910.

Je viens de recevoir une note du Secrétaire d'État; il y est déclaré que le Gouvernement fédéral n'a aucune objection au renouvellement pour un an, dans les mêmes conditions générales que précédemment, du mandat conféré par le Sultan du Maroc à la France et à l'Espagne en vue d'empêcher la contrebande des armes dans les eaux marocaines.

JUSSELAND.

N° 386.

M. BEAU, Ministre plénipotentiaire de la République française à Bruxelles,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 12 février 1910.

La note concernant la surveillance des côtes marocaines avait été remise à M. Davignon, le 9 de ce mois.

Le Ministre des Affaires étrangères vient de me faire parvenir la réponse du Gouver-

nement belge, dont j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint copie au Département. La Belgique donne son assentiment à nos propositions, en le subordonnant à l'unanimité des intéressés.

BEAU.

ANNEXE.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique,
au Ministre de France à Bruxelles.

Bruxelles, le 12 février 1910.

A la date du 9 de ce mois, les Gouvernements français et espagnol ont exprimé au Gouvernement du Roi le désir de connaître s'il ne verrait pas d'objection à ce que le mandat qui leur a été confié par S. M. le Sultan du Maroc pour empêcher la contrebande des armes de guerre sur les côtes de l'Empire chérifien soit renouvelé pour une année.

Le Gouvernement du Roi prend acte de ce que le renouvellement de ce mandat s'effectuerait dans les conditions générales prévues par l'Acte d'Algésiras et de ce qu'il serait précisé que la surveillance instituée sur les eaux territoriales pourrait s'exercer dans les ports non ouverts.

Son assentiment est acquis si la proposition des Gouvernements français et espagnol rencontre l'adhésion des autres Puissances intéressées.

N° 387.

M. DEFRANCE, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Stockholm,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Stockholm, le 12 février 1910.

De concert avec le Chargé d'affaires d'Espagne, j'ai remis, le 9 février, au Ministre des Affaires étrangères, la note relative au renouvellement pour une année du mandat donné aux Gouvernements français et espagnol par le Sultan du Maroc pour empêcher la contrebande de guerre sur les côtes de l'Empire chérifien.

En réponse à ma démarche, le comte Taube m'a remis aujourd'hui une note indiquant que le Gouvernement suédois n'a d'objections, ni contre le renouvellement du mandat donné à la France et à l'Espagne, ni contre l'exercice de la surveillance dans les ports non ouverts.

DEFRANCE.

N° 388.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 12 février 1910.

Un courrier spécial que je reçois de Fez m'annonce que le Sultan a accordé les satisfactions exigées au sujet de l'incident relatif à notre Mission militaire. Des excuses ont été faites en présence de M. Gaillard au Commandant Mangin, assisté de ses officiers, par le khalifa de l'*Hajib* et par l'*Hallef*, qui était l'auteur de l'avanie faite à la Mission. L'incident est considéré comme clos à Fez et nos instructeurs ont repris leur service.

J'estime que nous ne saurions considérer comme sérieux les engagements que prendra Moulay Hafid tant qu'il conservera à son service les instructeurs turcs, installés à titre de concurrents de nos officiers au mépris des droits précédemment reconnus par le Sultan à notre Mission. Il conviendrait de notifier au Sultan notre volonté de voir renvoyer les instructeurs turcs. Notre Mission militaire pourrait suspendre son service jusqu'à ce que satisfaction nous ait été donnée sur ce point.

REGNAULT.

N° 389.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 14 février 1910.

N'êtes vous pas d'avis qu'il y aurait dès maintenant lieu de fixer à Moulay Hafid un délai pour la ratification des accords? Quel serait dans ce cas le délai que vous proposeriez?

Je désire pouvoir en entretenir le Conseil des Ministres jeudi.

Vous pourrez d'ailleurs faire comprendre catégoriquement à Guebbas que nous ne laisserons pas le Sultan se livrer aux manœuvres qu'il prépare, que nous les connaissons, que nous saurons les déjouer et que nous n'admettrons pas que la ratification des accords soit éludée par aucun attermoiement.

PICHON.

N° 390.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 15 février 1910.

J'avais fait au Foreign Office, de concert avec mon Collègue d'Espagne, la démarche prescrite par vos instructions du 4 de ce mois.

Le Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères vient de m'adresser sa réponse.

Le Gouvernement britannique est favorable à la proposition des Gouvernements français et espagnol de demander au Makhzen le renouvellement du mandat qui leur a été conféré d'exercer la surveillance sur les côtes marocaines pour la répression de la contrebande des armes. Le Gouvernement de Sa Majesté ne voit aucune objection à ce que ce mandat, qui prendrait fin avec l'année 1910, comprenne la police des ports fermés, puisque l'expérience a prouvé que cette extension était désirable.

Paul CAMBON.

N° 391.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, 16 février 1910.

Je propose d'envoyer, le 18, au Sultan, une sommation par écrit d'avoir à ratifier les accords dans un délai de 48 heures. Ce délai commencera à courir de la remise de ma lettre au Makhzen; en même temps avis sera donné par M. Gaillard au Sultan que la colonie française de Fez est rappelée. J'effectuerai la même démarche auprès de Guebbas.

J'estime d'ailleurs que la sommation que nous adresserions au Sultan de ratifier l'accord de Paris risquerait de rester à l'état de lettre morte, si nous n'exigions pas conjointement la mise à exécution des mesures stipulées dans cet accord, ainsi que l'établissement d'une juridiction ayant pouvoir de régler définitivement les dettes du Makhzen. D'autre part, nous aurions à réclamer au Sultan les satisfactions qui nous sont dues en raison des attentats et des vexations dont nos ressortissants ont été victimes : révocation de caïds et paiement des amendes qu'ils ont encourues; punition des assassins de M. Charbonnier et du docteur Mauchamp; arrestation d'un

des principaux inculpés des massacres de Casablanca, réfugié à Fez; incarcération des agresseurs de M. de Gironcourt relâchés illégalement. De même, nous devrions demander la mise à exécution des engagements contractés envers nous par Moulay Hafid au moment de sa reconnaissance. En outre, les derniers incidents nous imposent le devoir d'obtenir que la situation de notre Mission militaire soit définitivement réglée. Enfin il y aurait lieu de réclamer le renvoi de tous les instructeurs turcs.

Au moment où nous nous apprêtons à exercer sur le Sultan une pression décisive, il semble opportun de liquider tout un passé de revendications méconnues, qui, sans cela, pèserait toujours sur nos relations avec le Makhzen et contrarierait toute politique de bonne entente et de collaboration.

REGNAULT.

N° 392.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 16 février 1910.

Le Gouvernement du Roi adhère sans réserve à la proposition franco-espagnole du 9 février, concernant la surveillance de la contrebande des armes dans les eaux marocaines.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 393.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 février 1910.

Notre Consul à Fez, qui m'envoie un courrier daté du 14 février, ne me parle pas de la ratification des accords de Paris.

REGNAULT.

N° 394.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Tanger, le 17 février 1910.

Le Conseil des Ministres a approuvé vos propositions ainsi que le plan de conduite que vous suggérez et qui a été adopté. En conséquence, si vous n'avez pas reçu demain matin confirmation officielle de la ratification des accords, vous enverrez au Sultan une sommation par écrit d'avoir à les ratifier dans un délai de 48 heures. Ce délai commencera à courir de la remise de votre lettre au Makhzen par notre Consul à Fez. M. Gaillard avertira Moulay Hafid que si les accords ne sont pas ratifiés dans le délai fixé, la colonie française de Fez quittera cette ville.

PICHON.

N° 395.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

aux Représentants diplomatiques de la République française à Berlin,
Londres, Rome, Saint-Pétersbourg, Vienne, Madrid, Washington,
Bruxelles, La Haye, Lisbonne et Stockholm.

Paris, le 17 février 1910.

Les dispositions de Moulay Hafid en ce qui concerne la ratification des accords signés par ses ambassadeurs à Paris donnent lieu à des nouvelles contradictoires. Le bruit court dans les milieux indigènes qu'il les aurait ratifiés; mais on affirme d'autre part qu'il s'y montrerait au contraire très hostile. Ses intentions sont rendues tout à fait suspectes par les achats d'armes et de munitions auxquels il se livre à l'étranger. En outre, il multiplie les procédés inadmissibles à notre égard : le recrutement d'instructeurs turcs et les incidents qui ont récemment motivé la protestation de notre Mission militaire en sont la preuve.

Le Gouvernement de la République a donc décidé de fixer au Sultan un délai de quarante-huit heures pour la ratification des accords. Si nous n'avons pas demain matin l'annonce officielle de cette ratification, M. Regnault enverra au Sultan une sommation par écrit. Le délai commencera à dater de la remise de sa lettre au Makhzen et notre Consul à Fez notifiera que, si les accords ne sont pas ratifiés dans le délai fixé, la colonie française de Fez quittera cette ville.

Sauf avis contraire que vous recevriez dans la journée de demain, je vous prie de vouloir bien porter ces décisions à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Il appréciera s'il ne convient pas que ses nationaux quittent également Fez. J'ajoute que le Gouvernement de la République ne reculera pas, s'il le faut, devant l'emploi des moyens coercitifs pour assurer le respect de ses droits par le Makhzen.

PICHON.

N° 396.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 février 1910.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence sous ce pli :

- 1° Copie de la lettre que j'enverrai, à la date du 18, au Ministre des Affaires étrangères chérifien au sujet de la ratification des accords. Ce document est transmis à M. Gaillard avec une traduction en arabe;
- 2° Copie de mes instructions à M. Gaillard.

REGNAULT.

ANNEXE I.

Le Ministre de France au Maroc,
à M. GAILLARD, Consul de France à Fez.

Tanger, le 18 février 1910.

Le Gouvernement de la République, ayant décidé de ne pas attendre plus longtemps la ratification des accords signés à Paris, m'a chargé de notifier ses résolutions au Makhzen. Vous trouverez sous ce pli la lettre que j'adresse à cet effet au Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Chérifienne et que vous lui remettrez sans retard. Au cas où vous ne pourriez obtenir une audience immédiate de Si Aïssa, vous lui feriez porter cette lettre par l'interprète de votre Consulat.

Ainsi que vous le verrez par le texte français dont ci-joint copie, le Gouvernement a décidé d'exiger la ratification des accords dans un délai de 48 heures à courir de la remise

de ma lettre au Makhzen. Vous m'aviserez donc aussitôt, par courrier spécial, de la date à laquelle la remise aura été effectuée.

Satisfaction complète et sans réserve doit être donnée, dans ledit délai, à toutes les demandes que nous formulons. Vous aurez toutefois faculté d'apprécier, au cas où le Sultan vous aurait adressé par écrit son adhésion formelle et expresse dans le délai prescrit, s'il ne convient pas de consentir les facilités reconnues nécessaires pour la remise des lettres, pouvoirs et instructions visés dans votre communication.

Au moment de la remise de la lettre, vous ferez connaître au Makhzen que si les accords ne sont pas ratifiés et si toutes les satisfactions n'ont pas été fournies en temps utile, vous avez pour instructions de quitter Fez avec la colonie française et notre mission militaire.

Vous ne manquerez pas de mettre au courant de la situation vos collègues étrangers.

La note complémentaire visée dans le post-scriptum de la lettre au Ministre Chérifien vous sera adressée probablement dans un bref délai, et vous recevrez en même temps les instructions qu'elle comporte.

Au cas où vous n'auriez pas obtenu les satisfactions exigées à l'expiration du terme fixé, vous ferez vos préparatifs de départ de façon à vous mettre en mesure de quitter Fez dans un court délai avec vos compatriotes et les personnes qui se joindraient à vous. Vous serez chargé, en utilisant les services de la Mission militaire, de diriger l'opération d'exportation, soit à la côte, soit à Tanger, et vous déciderez de la route à suivre en vous inspirant des circonstances.

Quant à la garde des archives et du consulat, je vous laisse le soin de la confier à la personne qui vous paraîtra la plus qualifiée pour l'assurer.

Si des difficultés, de quelque nature qu'elles soient, sont apportées à votre voyage, vous ne manquerez pas d'intervenir avec toute votre énergie auprès du Makhzen et, s'il y a lieu, auprès de Sa Majesté Chérifienne, pour les faire lever, et vous en rendrez personnellement responsables les auteurs.

Vous me tiendrez rapidement informé de la suite qui sera donnée aux communications dont vous êtes chargé et, au cours de votre voyage, vous m'adresserez un courrier quotidien.

Le Gouvernement de la République, confiant dans votre autorité et votre expérience pour faire entendre, dans ces circonstances, d'utiles conseils au Sultan et à ses Vizirs, espère qu'il ne sera pas mis dans l'obligation de recourir à des mesures de contrainte. Si la colonie devait être ramenée par vous à la côte, il compte sur votre sang-froid et votre prudence, ainsi que sur l'aide énergique et dévouée de la Mission militaire française, pour prendre toutes les mesures destinées à assurer la sécurité de nos compatriotes.

REGNAULT.

Le Ministre de France au Maroc,

à SI AÏSSA BEN OMAR, Ministre chérifien des Affaires étrangères.

Le Gouvernement de la République constate que, malgré les avertissements réitérés donnés au Makhzen, l'accord signé à Paris, le 15 janvier dernier, dont les principes et les détails ont été connus de Sa Majesté Chérifienne et discutés au cours d'une longue et laborieuse négociation, n'a cependant pas encore été ratifié par Elle. Il juge que l'état de choses que dénote trop clairement cette attitude ne saurait se prolonger sans porter atteinte aussi bien aux intérêts dont il a pris la charge qu'au prestige de la France.

C'est pourquoi j'ai reçu l'ordre de demander à Sa Majesté Chérifienne de ratifier l'accord du 15 janvier dernier, signé à Paris par ses plénipotentiaires. En même temps devront être ordonnées par le Makhzen les mesures d'exécution ci-après, qui sont stipulées dans ledit accord :

1° Au sujet du Cheikh Ma-el-Aïnin et des ennemis de la France au Sahara, le Gouvernement chérifien devra prendre les mesures indiquées à l'article 10 de l'accord de Paris et adresser des instructions en conséquence aux autorités du Sous et de l'Oued Noun ;

2° De même, le Gouvernement Chérifien adressera aux autorités locales des instructions formelles en vue de l'application intégrale de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras (droit de propriété immobilière des étrangers) ;

3° Le Makhzen procédera à la nomination du haut Commissaire chérifien prévu à l'article 3 de l'accord relatif à la région frontière. Ce fonctionnaire recevra sans délai, ainsi qu'il est dit à l'article 4 du même document, les pouvoirs nécessaires pour l'exercice de ses attributions ;

4° Le Makhzen donnera au Khalifa du Sultan au Tafilelt l'ordre d'exercer la surveillance effective qui lui incombe sur cette région en vertu de l'article 10 du même accord, et à cet effet d'entrer en relations avec les autorités françaises voisines. Ce fonctionnaire devra désigner sans retard le chef marocain prévu pour le commandement des escortes destinées à accompagner les caravanes circulant entre les ksour du Tafilelt et les postes de Bou Denib et Bou Anane ;

5° Afin d'assurer l'exécution de l'accord relatif à la question financière, le Makhzen donnera à son ambassadeur à Paris, El Hadj Mohammed ben Abdesselam El Mokri, pleins pouvoirs pour conclure l'emprunt en cours de négociation et signer l'accord relatif aux garanties nécessaires pour l'administration régulière des gages dudit emprunt ;

Les lettres, instructions et pouvoirs visés aux paragraphes qui précèdent seront communiqués en copie à notre Consul à Fez, dans le délai indiqué plus bas, pour être transmis par lui à la légation de France ;

6° Dans le but d'assurer la liquidation définitive des dettes makhzénienne en vue de laquelle sera conclu l'emprunt précité, Sa Majesté donnera à la commission actuelle de vérification des dettes du Makhzen pleins pouvoirs pour régler en dernier ressort toutes les réclamations formulées par des ressortissants étrangers pour des engagements ou des faits antérieurs au 30 juin 1909. A cet effet, le nombre des membres de ladite commission sera porté de deux à dix et cette commission fonctionnera immédiatement suivant la procédure spéciale arrêtée par le Corps diplomatique ;

D'autre part, le Gouvernement de la République a eu le regret de constater les vexations auxquelles notre Mission militaire est exposée en raison des pratiques suivies dans la remise des prestations qui lui sont dues. Les questions soulevées à cet égard seront réglées conformément aux indications fournies par le chef de la Mission ; les autorités chérifiennes recevront sans retard les ordres nécessaires pour la mise à exécution des mesures décidées à ce sujet ;

De plus, le Makhzen licenciera tous les officiers turcs qu'il emploie comme instructeurs militaires. La présence de ces étrangers est incompatible avec la situation qui doit être faite à la Mission militaire française et que celle-ci justifie par ses services éminents, loyaux et dévoués.

Le Gouvernement français estime que le délai pouvant être accordé à Sa Majesté pour

donner entière satisfaction aux demandes qui sont ci-dessus exposées doit expirer deux jours après la remise au Makhzen de la présente communication.

Dans le cas où, passé ce délai, notre consul ne recevrait pas du Makhzen, sur toutes ces questions, les ratifications et engagements nécessaires sans aucune réserve, il exécuterait les instructions particulières dont il a été muni dans cette prévision et qu'il fera connaître verbalement au Gouvernement chérifien.

Le Gouvernement de la République a le vif désir de voir le maintien des rapports traditionnels d'amitié et de confiance qui ne manqueraient pas d'être gravement altérés si l'attitude regrettable du Makhzen devait se prolonger. Aussi est-il persuadé que Sa Majesté voudra bien réserver à la présente notification un accueil entièrement favorable.

Une note détaillée sera remise incessamment au Makhzen par notre Consul à Fez, dans laquelle seront relatés les engagements pris par le Gouvernement chérifien qui sont restés sans exécution, ainsi que les réclamations au sujet des vexations causées à des ressortissants français, pour lesquelles aucune satisfaction n'a encore été donnée.

Le Gouvernement français entend que ces affaires reçoivent dans le même délai la solution qui a été indiquée dans nos précédentes communications.

REGNAULT.

N° 397.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 18 février 1910.

J'ai eu hier un entretien avec les Ambassadeurs marocains que j'avais priés de venir me voir.

Je leur ai demandé s'ils avaient reçu des nouvelles relativement à la ratification des accords par le Sultan. El Mokri a dit n'avoir qu'une lettre de son fils, postérieure de quatre jours à l'arrivée de Ben Abdillah, mais qui ne disait rien des dispositions du Sultan.

Je lui ai parlé des instructeurs turcs et j'ai déclaré que nous n'admettrions pas qu'ils fussent maintenus à Fez; je lui ai dit également que les actes du Sultan ne nous donnaient aucune garantie de bon vouloir, que nous ne comprenions pas les commandes d'armes qu'il venait de faire, que nous étions résolus à empêcher le débarquement de ces armes à Tanger, tant que Moulay Hafid n'aurait pas ratifié les accords et qu'il ne nous aurait pas fourni la preuve qu'il était décidé à pratiquer une politique d'entente avec nous. Je lui ai dit de communiquer ces déclarations au Makhzen, ce qu'il a promis de faire.

PICHON.

N° 398.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 18 février 1910.

Il ne s'agit, pour l'instant, que de sommer Moulay Hafid de ratifier les accords et de l'informer que notre Mission militaire ne reprendra son service qu'après le renvoi des instructeurs turcs. Nous verrons ensuite à assurer le règlement des autres affaires pendantes.

PICHON.

N° 399.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 février 1910.

Je viens de modifier les instructions que j'avais envoyées à M. Gaillard et je n'ai laissé subsister que :

1° La ratification des accords avec l'indication des mesures d'exécution à réaliser de suite et qui sont celles stipulées à l'article 10 de l'accord relatif à la Chaouya et aux articles 3, 4 et 10 de l'accord relatif à la région frontière;

2° Avis donné à Moulay Hafid que la Mission militaire française ne reprendra son service qu'après le renvoi des instructeurs turcs.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, il ne sera pas fait mention de l'indication de nos autres demandes pour le moment.

Je communique ci-joint au Département la copie des instructions complémentaires que j'ai adressées à notre Consul à Fez.

REGNAULT.

ANNEXE I.

Le Ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc,
au Consul de France à Fez.

Tanger, le 18 février 1910.

Conformément aux nouvelles instructions que je viens de recevoir du Gouvernement, je ne vous transmets qu'à titre de memento la note complémentaire ci-jointe, dont ma précédente lettre vous annonçait l'envoi. Cette note ne devra pas être remise au Makhzen. Il vous appartient d'apprécier, parmi les affaires qui y sont énumérées, celles pour lesquelles vous vous trouverez en situation d'obtenir des satisfactions et celles qu'il convient de réserver pour une négociation ultérieure. En tout état de cause, si le Makhzen acquiesçait aux demandes contenues dans la lettre à Si Aïssa et faisait porter exclusivement sa résistance sur les questions inscrites dans la note complémentaire, il n'y aurait pas lieu de rompre pour ce motif et de décider le départ de notre colonie.

REGNAULT.

ANNEXE II.

NOTE.

I. — Le Makhzen prendra immédiatement les mesures maintes fois réclamées par nous contre les fonctionnaires qui se sont le plus ouvertement signalés par leur arbitraire et leurs vexations contre nos ressortissants. Tels sont les Caïds : Crafès, Gueddari, Yousfi, Taieb Cherkaoui, les Gouverneurs d'Azemmour et d'Agadir et le Khalifa d'El Ksar, Ben Sayah. Nous demandons à Sa Majesté de les destituer et de les contraindre, ainsi que le Khalifa El Hachemi, à payer les amendes qu'ils ont encourues d'après les lettres respectives de la Légation.

II. — Seront arrêtés et punis les meurtriers de notre compatriote Charbonnier, assassiné à Tanger en 1906.

III. — Seront arrêtés et punis les meurtriers du docteur Mauchamp, assassiné à Marrakech en 1907, et le Makhzen tiendra l'engagement qu'il a pris à l'occasion de ce meurtre, de construire un hôpital dans cette ville et d'affecter une somme annuelle de 15,000 francs à son entretien.

IV. — Seront incarcérés les deux agresseurs de M. de Gironcourt, voyageur français blessé grièvement à Fez en 1907. Ces individus, condamnés à dix ans de prison à la demande du Gouvernement français, ont été relâchés illégalement en janvier 1908.

V. — Sera arrêté et renvoyé à Casablanca le marocain Hamida Berghot, inculpé d'assassinat sur la personne d'un ouvrier du port de cette ville, le 30 juillet 1907. Cet individu,

arrêté avec un certain nombre de ses complices par les autorités militaires françaises, a réussi à s'évader.

VI. — Seront punis les individus qui se trouvent actuellement emprisonnés à Casablanca sous l'inculpation de participation aux massacres dont cette ville a été le théâtre en 1907. Le Makhzen tiendra compte, à cette occasion, du résultat de l'instruction menée à l'encontre de ces individus par l'autorité militaire.

VII. — Le Makhzen devra tenir compte de nos demandes réitérées :

1° En faveur de Mouley Abd-el-Aziz, dont la pension sera assurée par une délégation permanente sur les douanes, ainsi que Sa Majesté en avait pris l'engagement.

2° En faveur de Mouley Lamin, dont les biens seront restitués et qui recevra le traitement honorable que Sa Majesté avait promis de lui restituer.

VIII. — En ce qui concerne les approvisionnements en armes, munitions et matériel, le Gouvernement de la République ne saurait admettre qu'ils fussent constitués sans que le Makhzen prît l'avis préalable du Chef de notre Mission militaire.

N° 400.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 19 février 1910.

J'ai fait part à Sir Ch. Hardinge de vos intentions pour le cas où Moulay Hafid s'obstinerait dans sa résistance.

Le consul d'Angleterre à Fez sera laissé juge de l'opportunité de sa retraite, si le consul et les nationaux français quittent la ville. Le Ministre d'Angleterre à Tanger sera avisé.

Paul CAMBON.

N° 401.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 19 février 1910.

Conformément à vos instructions, j'ai fait, hier, au Ministre d'État, la communication relative au Maroc. M. Leon y Castillo avait déjà rendu compte d'un entretien qu'il avait eu avec vous sur ce sujet.

J'ai tenu à préciser auprès du Ministre d'État que nous ne demandions pas au Gouvernement espagnol de donner au départ de sa colonie et de ses agents le caractère d'un moyen de pression concerté avec nous ; si cette mesure était prise, elle apparaîtrait comme ayant été commandée surtout par la prudence. Nous y verrions toutefois un acte amical de l'Espagne. Mais nous voulions d'autant moins engager l'Espagne dans une solidarité plus étroite que, bien que nous défendions dans la circonstance l'intérêt général des créanciers européens, nous réglions simultanément une affaire et des intérêts français et nous entendions le faire selon nos vues et dans toute l'indépendance de nos droits.

Le Ministre d'État m'a déclaré qu'il inclinait, pour sa part, à répondre favorablement à notre communication, qu'il allait en saisir le Président du Conseil et qu'il me répondrait ce matin même.

RÉVON.

N° 402.

M. DE BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 19 février 1910.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, la copie de la réponse de l'Office des affaires étrangères à la déclaration concernant la contrebande des armes au Maroc que l'Ambassadeur a portée à la connaissance de M. de Schœn, conjointement avec son collègue d'Espagne.

BERCKHEIM.

ANNEXE.

En se référant à l'entretien qu'il a eu récemment avec M. l'Ambassadeur de France, le Secrétaire d'État des Affaires étrangères a l'honneur de faire connaître à Son Excellence que le Gouvernement impérial d'Allemagne n'a pas d'objection à soulever au renouvellement, par Sa Majesté le Sultan du Maroc, pour la durée d'un an et dans les mêmes conditions, du mandat qui avait été confié au Gouvernement de la République française et à celui de Sa Majesté le Roi d'Espagne pour empêcher la contrebande d'armes et de munitions de guerre sur la côte de l'Empire chérifien.

Berlin, le 18 février 1910.

N° 403.

M. DE BERCKHEIM, Chargé d'affaires de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 19 février 1910.

Ainsi que me le prescrivait les instructions de Votre Excellence, j'ai informé, dès ce matin, le Secrétaire d'État des décisions du Gouvernement de la République relativement aux mesures à prendre dans le cas où Moulay Hafid refuserait de ratifier les accords signés à Paris.

M. de Schœn en a pris acte et il doit en aviser le Chancelier. Il se concertera avec lui au sujet de la détermination à prendre éventuellement en ce qui concerne la colonie allemande; il a d'ailleurs ajouté qu'à son avis personnel elle devrait quitter Fez dans le cas où toutes les autres colonies le feraient.

BERCKHEIM.

N° 404.

M. JUSSERAND, Ambassadeur de la République française à Washington,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 19 février 1910.

J'ai donné suite ce matin aux instructions de Votre Excellence. En l'absence de M. Knox, j'ai fait à M. Wilson la communication prescrite. Il m'a prié de vous exprimer les remerciements du Gouvernement fédéral pour l'avis de nos intentions que nous lui donnions. Il a ajouté qu'il n'y avait à Fez aucun citoyen américain proprement dit, mais seulement quelques indigènes, la plupart israélites, qui se réclamaient des Etats-Unis sans que leur statut personnel fût toujours nettement établi.

Le Ministre américain se proposait de se rendre à Fez pour la remise de ses lettres de créance; mais on ajournerait son voyage.

JUSSERAND.

N° 405.

M. PELLET, Ministre plénipotentiaire [de la République française à La Haye,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La Haye, le 19 février 1910.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, en date du 17 de ce mois, je viens de me rendre au Ministère des Affaires étrangères et j'ai fait part à M. de Swinderen des intentions de notre Gouvernement au sujet du Maroc.

Le Ministre des Affaires étrangères de la Reine m'a remercié de cette communication, dont il a pris acte.

PELLET.

N° 406.

M. BARRÈRE, Ambassadeur de la République française à Rome,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 19 février 1910.

Je viens d'effectuer auprès du Ministre des Affaires étrangères la démarche que me prescrivaient vos instructions. Le comte Guicciardini m'en a remercié et m'a dit qu'il comprenait la nécessité où nous étions d'employer des moyens énergiques. Il va donner à l'agent consulaire italien à Fez l'instruction de s'entendre avec son collègue français en ce qui concerne les mesures à prendre pour pourvoir à la sûreté des Italiens se trouvant dans la capitale chérifienne.

BARRÈRE.

N° 407.

M. CROZIER, Ambassadeur de la République française à Vienne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 19 février 1910.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai fait part au comte d'Éhrenthal des décisions arrêtées par le Gouvernement de la République au sujet du Maroc. Le Ministre a pris acte de ma communication dans des termes sympathiques; il a

ajouté qu'il avait la conviction que le Gouvernement français n'outrepasserait pas les droits qui lui étaient acquis et que la France avait le légitime souci de faire reconnaître par le Sultan; il m'a dit en outre que les mesures envisagées n'étaient pas de nature à porter atteinte à l'intégrité du Maroc.

CROZIER.

N° 408.

M. BEAU, Ministre plénipotentiaire de la République française à Bruxelles,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 19 février 1910.

Le Ministre des Affaires étrangères étant absent, j'ai fait au chef de cabinet de M. Davignon la communication prescrite par vos instructions au sujet des affaires marocaines.

BEAU.

N° 409.

M. RÉVOIL, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 19 février 1910.

Après avoir conféré avec le Président du Conseil et à la suite des explications que je lui avais fournies hier, le Ministre d'État vient de donner à son Consul à Fez les instructions suivantes : l'agent espagnol devra se concerter avec ses collègues français et anglais; dès que le Consul de France l'aura informé de sa décision de partir avec les résidents français, le Consul d'Espagne fera connaître au Makhzen que n'estimant plus, après ce départ, que la sécurité soit suffisamment garantie, il quittera Fez par prudence avec sa colonie.

J'ai remercié le Ministre d'État des dispositions prises par le Gouvernement espagnol et lui ai renouvelé l'assurance que notre plus vif désir était que Moulay Hafid ne nous contraignît pas à l'application des mesures que nous avons été forcés de décider.

RÉVOIL.

N° 410.

M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, Ministre plénipotentiaire de la République française à Lisbonne,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 19 février 1910.

J'ai fait au Ministre des Affaires étrangères la communication que m'avait prescrite Votre Excellence. M. Villasa l'a accueillie dans l'esprit le plus amical.

Pour le cas où il y aurait à Fez des Portugais, il va télégraphier au comte de Martens-Ferrao de prendre les dispositions utiles.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

N° 411.

M. DEFRANCE, Ministre plénipotentiaire de la République française à Stockholm,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Stockholm, le 20 février 1910.

J'ai fait hier matin auprès du Gouvernement du Roi la démarche prescrite par vos instructions au sujet du Maroc.

DEFRANCE.

N° 412.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Paris, le 21 février 1910.

El Mokri vient de me faire annoncer qu'il avait reçu aujourd'hui une lettre de Moulay Hafid portant ratification complète des accords.

PICHON.

N° 413.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 février 1910.

Je viens de recevoir le télégramme où Votre Excellence m'annonce que El Mokri est autorisé à ratifier les accords. Il est maintenant trop tard pour faire parvenir de nouvelles instructions à M. Gaillard, qui va sans doute procéder demain à la notification qui lui avait été prescrite. D'ailleurs, la formalité de ratification de nos accords sera sans effet pratique si elle ne comprend pas les mesures d'exécution indispensables, notamment en ce qui concerne l'apuration des dettes du Makhzen, les pouvoirs à envoyer à Mokri pour signer l'emprunt, l'établissement du contrôle des revenus engagés et le règlement de la situation de notre Mission militaire. Si nous retirions la sommation, il est à croire que nous serions obligés de la renouveler sur ces divers points à très brève échéance. Il me semble donc nécessaire de laisser notre consul exiger les satisfactions formulées dans la lettre qu'il aura remise au Vizir des Affaires étrangères.

D'autre part, toute atténuation dans nos réclamations actuelles risquerait d'être présentée dans les milieux indigènes comme un succès remporté sur la politique française.

REGNAULT.

N° 414.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 22 février 1910.

J'ai communiqué au Conseil des Ministres les observations contenues dans votre télégramme d'hier. Elles ont été approuvées.

PICHON.

N° 415.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
aux Représentants de la République française à Londres, Saint-
Pétersbourg, Rome, Vienne, Madrid, Berlin, Washington,
Bruxelles, La Haye, Lisbonne et Stockholm.

Paris, le 22 février 1910.

J'ai reçu aujourd'hui les Ambassadeurs marocains qui venaient me communiquer une lettre de Moulay Hafid déclarant qu'il ratifie les accords signés en son nom à Paris. J'ai pris acte de cette communication; j'ai ajouté que nous espérons qu'il ne surgirait pas de difficultés nouvelles dans la mise en pratique des accords, à laquelle les deux Gouvernements doivent maintenant procéder en commun. Les cavaliers porteurs de la sommation adressée au Sultan avant que nous ayons été informés de la résolution dont nous venons d'avoir connaissance doivent arriver à Fez aujourd'hui ou demain. Il ne nous était pas possible de les arrêter et même, si nous l'avions pu, nous aurions considéré que leur mission devait être accomplie, car il nous paraît essentiel que le Sultan ne se méprenne point sur notre volonté d'obtenir les satisfactions complètes et réelles que nous poursuivons.

Je maintiens en conséquence à notre Consul à Fez les instructions qui lui ont été envoyées et qui lui prescrivent d'obtenir d'une façon positive toutes garanties contre de nouvelles manœuvres dilatoires en même temps que le renvoi des instructeurs turcs, condition exigée pour que notre Mission militaire reprenne son service. Vous voudrez bien en informer le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et vous le remercerez de l'accueil amical fait à notre notification précédente.

PICHON.

N° 416.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 22 février 1910.

Je me suis mis d'accord avec mes collègues d'Angleterre, d'Allemagne, d'Espagne, de Portugal, de Hollande et d'Italie sur la procédure qu'il y aurait lieu de suivre pour le règlement des dettes du Makhzen. Je viens donc de saisir le Corps diplomatique d'un projet en ce sens.

REGNAULT.

N° 417.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 23 février 1910.

Je viens de recevoir du Foreign Office une communication qui se réfère à ma démarche du 19 et me fait connaître que le Ministre d'Angleterre à Tanger a été autorisé à donner pour instructions au Consul britannique à Fez d'appuyer les demandes de notre Agent et, dans le cas d'un refus du Sultan, de quitter Fez avec sa colonie, si la même mesure est prise par les autres Puissances.

Paul CAMBON.

N° 418.

M. Georges LOUIS, Ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 23 février 1910.

Le Ministère impérial des Affaires étrangères vient de me faire savoir « qu'il ne trouve pas d'objections au renouvellement pour une nouvelle période d'un an, dans les mêmes conditions générales, du mandat qui a été conféré par S. M. le Sultan du Maroc aux Gouvernements français et espagnol pour empêcher la contrebande des armes de guerre, si les autres Puissances intéressées donnent également leur consentement ».

Georges LOUIS.

N° 419.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 février 1910.

Je viens de recevoir un courrier de notre Consul à Fez. Les cavaliers de la légation sont arrivés le 22, à sept heures du soir. M. Gaillard s'est aussitôt rendu chez le Vizir des Affaires étrangères et lui a remis la lettre contenant la sommation. Si Aïssa Ben Omar a immédiatement envoyé la lettre au Sultan. M. Gaillard devait aller au Palais le lendemain pour fournir au Sultan les explications nécessaires.

REGNAULT.

N° 420.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 26 février 1910.

J'ai déjà fait connaître au Département les conditions dans lesquelles a été adressée au Makhzen la sommation relative à la ratification des accords. Pour faire suite à cette communication, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie d'un rapport que vient de m'adresser notre Consul à Fez.

REGNAULT.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Fez, le 23 février 1910.

Le Sultan m'a reçu ce matin au Conseil des Vizirs et, après m'avoir demandé des explications sur la lettre remise hier soir à Si Aïssa, m'a déclaré que son adhésion aux accords avait été envoyée à Paris, il y a plusieurs jours déjà, et devait être arrivée à destination.

J'ai répondu que je ne pouvais modifier les instructions que j'avais reçues et que j'étais obligé de réclamer les satisfactions demandées par le Gouvernement de la République; j'ai ajouté qu'il m'était impossible d'entrer dans la discussion des accords et des mesures d'exécution de ces accords, puisque je n'avais aucun pouvoir pour les modifier.

Comme mes interlocuteurs semblaient croire qu'une lettre annonçant la ratification des accords mettrait fin au conflit, j'ai insisté sur ce fait qu'une adhésion pareille ne serait en aucune façon suffisante et que je devais obtenir satisfaction sur chacun des points visés dans votre lettre à Si Aïssa.

Une réunion eut lieu ensuite dans la *benika* des Affaires étrangères, à laquelle assistaient Glaoui, Si Aïssa ben Omar, Si Tayeb El Mokri et le secrétaire chargé de la rédaction des lettres. Je repris chacun des sujets mentionnés dans votre sommation en précisant les lettres, pouvoirs et instructions dont copies doivent m'être remises. Je me retirai ensuite, afin de leur laisser le soin de rédiger ces documents.

Le Sultan et son Grand Vizir m'ont dit qu'ils nous accorderaient les satisfactions demandées; mais je ne pourrai être définitivement fixé à cet égard que lorsque j'aurai en main les textes.

Si je reçois l'adhésion formelle et expresse du Sultan dans le délai prescrit, je devrai consentir, ainsi que vous m'y autorisez, les facilités nécessaires pour la remise des documents visés dans votre communication, car ces documents nécessiteront un travail assez long. Toutefois je n'ai pas avisé le Makhzen de ce détail, afin de laisser à notre sommation son caractère pressant.

J'ai donné sommairement connaissance à Glaoui des affaires énumérées dans la Note complémentaire, mais je ne pourrai les discuter immédiatement, car les Vizirs sont occupés ce soir à la rédaction, des lettres et autres documents réclamés, et je n'aurai pas trop de tout mon temps, demain, pour vérifier ces écrits et faire les observations nécessaires. Je me conformerai d'ailleurs sur ce point à vos instructions.

Henri GAILLARD.

N° 421.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 février 1910.

J'ai fait connaître au Département quelle a été la réponse du Sultan à l'ultimatum que lui avait remis M. Gaillard. Pour faire suite à cette communication, je m'empresse de faire parvenir, ci-joint, à Votre Excellence, copie du rapport où notre Consul à Fèz me rend compte des hésitations que paraissait éprouver Moulay Hafid à nous donner entière satisfaction et des dispositions qui ont été prises en prévision du cas où il persisterait dans cette attitude.

REGNAULT.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Fez, le 25 février 1910.

J'ai reçu hier soir la réponse du Makhzen.

Cette réponse, quoique satisfaisante sur les autres points, ne comportait pas une assurance assez nette en ce qui concerne les pouvoirs donnés à El Mokri pour la conclusion du contrat de l'emprunt; de plus, elle contenait une restriction relativement au rappel des instructeurs turcs.

Dans ces conditions, je me suis rendu ce matin chez Si Aïssa et lui ai déclaré que le délai qui m'était fixé étant expiré, j'allais immédiatement aviser la Mission militaire et la colonie française de se mettre en mesure de quitter Fez; je lui ai notifié officiellement cette décision.

Tout me porte à croire que le Makhzen, intimidé par cette démarche et par nos préparatifs, nous accordera entière satisfaction, car j'apprends que le Sultan a convoqué d'urgence les Vizirs pour modifier le premier texte.

S'il en était autrement, nous partirions après-demain.

Les colonies étrangères se mettraient en route trois ou quatre jours après.

Henri GAILLARD.

N° 422.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 28 février 1910.

Un rapport de M. Gaillard, en date du 26 de ce mois, me transmet la lettre par laquelle le Makhzen nous donne satisfaction sur tous les points visés dans notre sommation. A cette lettre sont jointes les copies des pouvoirs adressés à El Mokri pour la conclusion de l'emprunt et des accords relatifs aux gages et garanties de cet emprunt, ainsi que pour l'apurement des dettes du Makhzen. Nous recevrons également copie des diverses instructions envoyées aux autorités chérifiennes en vue de l'application de l'Accord de Paris. Le Makhzen nomme un Haut Commissaire chérifien sur

la frontière. Il déclare rappeler les instructeurs turcs, et il exprime le désir que nos officiers soient autorisés à servir à nouveau dans les mahallas, sans en faire toutefois une condition du renvoi des Turcs.

REGNAULT.

N° 423.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
aux Représentants diplomatiques de la République française à Londres,
Madrid, Berlin, Rome, Saint-Pétersbourg, Vienne, Washington,
Lisbonne, Bruxelles, Stockholm, La Haye et Berne.

Paris, le 1^{er} mars 1910.

Le Sultan Moulay Hafid a donné satisfaction sur tous les points aux demandes contenues dans la sommation qui lui a été remise par M. Gaillard, Consul à Fez, au nom du Gouvernement français.

C'est le 23 février que M. Gaillard a été reçu par le Sultan. Comme il a été dit précédemment, Moulay Hafid a fait observer à notre Consul qu'il avait déjà ratifié les accords par une lettre adressée à ses Ambassadeurs à Paris. Mais M. Gaillard a répondu qu'il devait obtenir satisfaction complète pour toutes les demandes contenues dans la Note dont il était porteur. Moulay Hafid et son Grand Vizir déclarèrent alors que les satisfactions réclamées seraient accordées.

Deux jours plus tard, le 25, le Sultan ayant fait des restrictions en ce qui concerne les pouvoirs donnés à El Mokri pour la conclusion de l'emprunt et le rappel des instructeurs turcs, M. Gaillard notifia au Makhzen que le délai fixé pour les ratifications était expiré et qu'il allait quitter Fez. Puis, il procéda à ses préparatifs de départ.

Des ordres furent alors donnés pour que toutes satisfactions nous fussent définitivement accordées. Une lettre les spécifiant expressément fut adressée, le 26, à M. Gaillard. A cette lettre sont jointes les copies des pouvoirs envoyés à El Mokri pour la conclusion de l'emprunt et des accords relatifs aux gages et garanties affectés à cet emprunt et pour l'apurement des dettes du Makhzen. Nous recevrons également copie des instructions données aux Autorités chérifiennes pour l'application des accords. Enfin le Makhzen procède à la nomination du Haut Commissaire chérifien sur la frontière et déclare rappeler les instructeurs turcs.

Les textes originaux de ces divers documents sont partis de Fez, le 26, à destination de Tanger.

En résumé, toutes les questions qui avaient fait l'objet de la sommation portée à Fez sont réglées à notre entière satisfaction.

PICHON.

N° 424.

M. BARRÈRE, Ambassadeur de la République française à Rome,
à M. Stéphen PICHON, Ministre de Affaires étrangères.

Rome, le 3 mars 1910.

J'avais fait, de concert avec le Chargé d'affaires d'Espagne, la démarche qui nous était prescrite à l'effet d'obtenir pour la France et l'Espagne le renouvellement pour un an du mandat de surveillance de la contrebande des armes dans les ports marocains.

Le Ministre royal des Affaires étrangères vient de m'informer de l'adhésion de son Gouvernement à la demande des Cabinets de Paris et de Madrid.

BARRÈRE.

N° 425.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 3 mars 1910.

J'ai vu hier soir M. de Schœn et M. Stemrich, Sous-Secrétaire d'État; ce dernier avait eu une longue entrevue avec les frères Mannesmann. Comme il engageait MM. Mannesmann à s'entendre avec l'Union des mines marocaines, ceux-ci auraient prétendu que, d'après des nouvelles qui leur étaient parvenues de la part de l'Union, il paraîtrait que celle-ci serait disposée à négocier, mais qu'elle n'était pas assez assurée de la disposition du Gouvernement français à cet égard. Je n'ai pas eu besoin d'insister sur l'invraisemblance de cette assertion.

Quoi qu'il en soit, MM. Mannesmann ne veulent pas entrer en conversation avec l'Union des mines marocaines avant que le Reichstag, ou tout au moins la Commission du budget, ait délibéré sur leur affaire.

J'ai fait remarquer à mes interlocuteurs que les frères Mannesmann s'élevaient non pas contre la France seule, mais contre toute l'Europe et contre l'Acte d'Algésiras; j'ai ajouté que, d'autre part, il ne saurait appartenir au Reichstag de trancher des difficultés d'interprétation en matière de conventions internationales.

J. CAMBON.

N° 426.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 4 mars 1910.

L'accord établi, le 15 janvier, avec l'Ambassade marocaine a été signé définitivement aujourd'hui. Je vous en transmets le texte ci-joint.

PICHON.

ANNEXE.

Accord intervenu entre S. E. M. PICHON, Ministre des Affaires étrangères, et les Ambassadeurs de Sa Majesté Chérifienne, LL. EE. EL HADJ MOHAMMED BEN ABDESSELAM EL MOKRI, Ministre des Finances, et SI ABDALLAH EL FASI, Adjoint au Ministère des Affaires étrangères du Makhzen.

Le Gouvernement de la République et le Gouvernement chérifien s'étant mis d'accord sur les dispositions complémentaires que prévoyaient les arrangements provisoires de Fez, ont arrêté définitivement les stipulations ci-après, qui ont pour objet de régler les difficultés pendantes entre la France et le Maroc :

I.

ACCORD RELATIF À LA CHAOUYA.

ARTICLE PREMIER.

Il a été convenu que le corps d'occupation évacuera complètement la Chaouya lorsque le Makhzen aura installé dans cette région une force marocaine de 1 500 hommes, constituée et instruite, sous la direction de la Mission militaire française, dans des conditions analogues à celles de la police des ports et capable de maintenir dans la province la sécurité des personnes et des biens ainsi que celle des transactions commerciales.

Lorsque cette force sera installée dans la Chaouya, les troupes évacueront les postes qu'elles occupent à l'intérieur et seront alors ramenées dans leurs cantonnements à Casablanca.

ART. 2.

Sa Majesté Chérifienne a promis de maintenir dans leurs fonctions les caïds actuels de la Chaouya, tant que leur conduite sera satisfaisante. De même, Elle a promis de ne pas exercer de représailles contre les particuliers à cause de leur attitude

Des instructions dans ce sens, concertées entre la Légation de France et le Makhzen, seront données par écrit aux autorités indigènes de la Chaouya, dès l'arrivée de Sa Majesté Chérifienne à Rabat.

ART. 3.

Le Makhzen prendra possession des installations créées par le corps d'occupation dans la Chaouya et Casablanca, telles que télégraphes, ponts, chemins de fer, et, en général, les constructions élevées pendant l'occupation; ces installations seront maintenues et exploitées sous l'autorité du Makhzen. Le Makhzen chargera l'ingénieur qui dirige l'Administration chérifienne des télégraphes sans fils de la direction des télégraphes avec fil et de leur mise en exploitation pour le compte et sous l'autorité du Gouvernement chérifien. Le montant de ces améliorations sera compris dans le compte des frais d'occupation. Le Makhzen fixera une somme annuelle qui sera touchée à la Banque d'État, et, à défaut, prélevée par les soins du khalifat du Sultan à Casablanca sur les droits de marché indiqués à l'article 4, et qui sera affectée à l'entretien desdits travaux sous l'autorité de ce fonctionnaire.

Les dépenses occasionnées de ce chef seront effectuées par les soins de l'Amin El Moustafad de cette ville, après avoir été évaluées par la Direction des travaux publics à Tanger; l'état et les pièces justificatives de ces dépenses seront envoyés au Makhzen.

ART. 4.

La perception des moustafadat, des droits de portes et autres taxes municipales de Casablanca sera maintenue dans l'état actuel, jusqu'à ce que le Makhzen établisse des municipalités dans les ports, sous réserve des droits engagés pour le service de l'emprunt de liquidation.

Les moustafadat et les impôts de la Chaouya continueront à être perçus pour le compte du Makhzen; mais leur affectation sera réglée par une lettre du Ministre des finances de Sa Majesté Chérifienne, adressée au Gouvernement français.

ART. 5.

L'amende de deux millions et demi imposée aux tribus Chaouya pour leur attitude dans les événements de Casablanca et acceptée par elles sera perçue par les caïds et oumana, ou tout autre fonctionnaire désigné par le Makhzen, suivant la coutume qui régit chez elles la répartition du zekkat et de l'achour.

ART. 6.

Le Gouvernement français a déclaré qu'en ce qui le concerne, il ne s'opposerait pas à ce que cette amende fut perçue sur les censaux, si cette perception était étendue aux censaux des autres nations. Les deux millions et demi précités seront acquittés par les tribus dont il s'agit; ils seront destinés à l'agrandissement des travaux de construction du port de Casablanca, après que le contrat relatif à cette augmentation aura été conclu entre le Makhzen et la société française « La Compagnie marocaine », conformément au plan qui sera présenté par l'ingénieur du Makhzen à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne.

ART. 7.

Les troupes du goum d'infanterie et de cavalerie organisées dans la Chaouya, à l'effectif de 1200 hommes, conserveront provisoirement leur organisation jusqu'au moment où le

Makhzen sera en mesure d'installer dans la Chaouya la force marocaine prévue à l'article 1^{er} ; ces troupes feront alors retour au Makhzen et seront accompagnées d'un nombre suffisant d'instructeurs qui seront placés sous les ordres du chef de la Mission militaire française.

Sa Majesté maintiendra à ces troupes, pour une période d'un mois au maximum à compter du jour de leur arrivée, la mouna qui leur a été fixée par les soins du corps d'occupation.

A l'expiration de cette période, la solde de ces troupes sera ramenée aux taux ordinaires de la solde des troupes chérifiennes. Ceux qui ne voudront pas rester au service avec cette mouna makhzénienne seront laissés libres de partir, et il appartiendra au Makhzen d'obliger leurs tribus à les remplacer.

ART. 8.

Le Gouvernement chérifien reconnaît qu'il accepte de payer les frais de guerre occasionnés par l'occupation des troupes françaises dans l'Empire marocain ; un accord particulier interviendra au sujet du mode de paiement de ces dépenses.

ART. 9.

Les frais dont il s'agit prendront fin à la date du 1^{er} janvier 1910, correspondant au 19 hedja 1327.

ART. 10.

Le Gouvernement de la République n'a jamais cessé de considérer la ville de Casablanca comme territoire marocain et n'a pas l'intention d'y exercer une occupation définitive. Il en retirera ses troupes lorsqu'il aura pu juger que l'organisation prévue pour la Chaouya est en état d'y assurer le maintien de l'ordre d'une manière efficace et lorsque des satisfactions suffisantes lui auront été données par le Makhzen, en ce qui concerne le remboursement des dépenses militaires mentionnées à l'article 8 et le versement des indemnités aux victimes des troubles de Casablanca.

Le Makhzen s'engage également à donner toutes satisfactions :

a) Au sujet du Cheikh Ma-el-Aïnin et des ennemis de la France au Sahara. Le Gouvernement chérifien devra empêcher que ces agitateurs ne reçoivent des encouragements et des secours en argent, armes et munitions ; il adressera des lettres, dont la Légation de France recevra copie, aux autorités du Sous et de l'Oued Noun pour leur prescrire de réprimer la contrebande des armes dans ces régions.

b) Le Gouvernement chérifien devra adresser aux autorités locales des instructions formelles en vue de l'application intégrale de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras (droit de propriété immobilière des étrangers).

II.

ACCORD RELATIF À LA RÉGION FRONTIÈRE.

ARTICLE PREMIER.

Les deux Gouvernements considèrent tout d'abord que le régime à réaliser dans la région frontière repose sur les arrangements antérieurs conclus entre eux à ce sujet et qui sont complétés par les dispositions suivantes.

ART. 2.

Le Gouvernement français déclare qu'il fera évacuer par ses troupes, dans les conditions ci-après indiquées, Oudjda, les Beni-Snassen, Bou Anane et Bou Denib, points qu'il a été amené à occuper sur le territoire marocain pour des raisons connues.

Sont maintenus dans leur état les autres postes actuellement occupés dans la région frontière, situés sur le territoire de parcours des Doui-Menia et des Oulad-Djerir qui ont accepté la juridiction du Gouvernement général de l'Algérie, et de même, le poste de Ras-el-Aïn des Beni-Mather, dit Berguent, lequel se trouve sur le territoire marocain, ces postes étant nécessaires à la protection de la frontière algérienne. Toutefois, pour couper court à tout malentendu à ce sujet, le Gouvernement français payera au Gouvernement chérifien une indemnité qui sera fixée ultérieurement d'un commun accord.

ART. 3.

Le Makhzen désignera un Haut Commissaire chérifien pour se concerter avec le Haut Commissaire français, en vue de la mise à exécution des accords de 1901 et 1902.

ART. 4.

Le Haut Commissaire chérifien recevra sans délai les pouvoirs nécessaires pour l'exercice de ses attributions, notamment le droit de proposer, après entente préalable avec le Haut Commissaire français, la nomination et la révocation des caïds et autres fonctionnaires marocains.

ART. 5.

Lorsque le régime prévu par les accords antérieurs aura été intégralement réalisé d'une manière qui réponde aux intérêts communs des deux Gouvernements et lorsque les troupes françaises auront évacué, dans les conditions prévues ci-dessus, les régions qu'elles occupent, les attributions des deux Hauts Commissaires français et chérifien resteront déterminées par l'article 3 du présent accord.

ART. 6.

Les troupes françaises cantonnées dans la région frontière seront diminuées au fur et à mesure de l'augmentation des effectifs de la police makhzénienne, qui sera organisée d'après les principes indiqués à l'article 9. Lorsque cette troupe makhzénienne aura atteint l'effectif de 2,000 hommes, chiffre indiqué à l'article 1^{er} du traité de 1844, et qu'elle aura été jugée capable de veiller à l'exécution des accords mentionnés à l'article 5, de maintenir la sécurité et de faciliter les transactions commerciales, enfin d'assurer la perception des impôts et autres taxes, les troupes françaises seront ramenées en deçà de la frontière algérienne.

ART. 7.

Les taxes des marchés et les droits mentionnés aux accords seront perçus selon les tarifs prévus, et les impôts *zékat* et *achour*, selon les règles appliquées dans l'empire chérifien; ces

perceptions auront lieu par les soins des oumana et des gouverneurs du Makhzen, avec l'assistance d'un fonctionnaire français pendant la durée de l'occupation.

Quant aux dépenses de l'Administration des territoires occupés, telles qu'émoluments des oumana et autres, elles seront prélevées sur les recettes susdites; le tout sera inscrit dans un compte spécial qui sera envoyé au Makhzen; l'excédent sera versé au trésor chérifien.

ART. 8.

Les améliorations introduites par le corps d'occupation à Oudjda et chez les Beni Snassen seront cédées au Makhzen dans les conditions indiquées par l'accord relatif à la Chaouya. Leur montant sera compris dans les dépenses d'occupation.

ART. 9.

La force makhzérienne prévue à l'article 6 sera organisée selon les principes suivants : elle sera composée de soldats musulmans marocains recrutés par engagements, instruits et commandés par des officiers et sous-officiers français et algériens en nombre suffisant; elle aura des cadres marocains. Elle sera autonome et placée sous l'autorité d'un commandant français agréé par le Makhzen et qui relèvera directement des deux Hauts Commissaires français et chérifien. Elle sera payée sur le produit des impôts des tribus de la région frontière et des taxes et droits mentionnés aux accords.

ART. 10.

En ce qui concerne Bou Denib et Bou Anane, le Gouvernement français est disposé à évacuer ces postes sans attendre que le Makhzen y ait installé une force organisée, mais à condition que la liberté des relations commerciales et la sécurité des caravanes soient suffisamment assurées. A cet effet, le Makhzen ordonnera à son khalifa au Tafilelt de veiller à la sécurité des caravanes qui circuleraient entre les Ksour du Tafilelt et les postes de Bou-Denib et Bou Anane; on constituera pour cela des escortes destinées à accompagner les caravanes et qui auront à leur tête un chef marocain désigné par le khalifa du Sultan au Tafilelt. De plus, lorsqu'il sera possible, on construira des caravansérails où seront établis des postes de garde indigènes. Enfin les autorités des régions limitrophes devront établir des relations officielles et régulières.

Dès que ce système fonctionnera d'une manière satisfaisante, les troupes françaises seront progressivement réduites et ramenées en Algérie.

Des mesures spéciales seront prises par le Makhzen pour que les droits de propriété des ressortissants algériens en territoire marocain puissent s'exercer sans entraves, conformément à l'article 6 de l'accord du 20 juillet 1901.

III.

ACCORD RELATIF À LA QUESTION FINANCIÈRE.

La question financière sera réglée conformément aux dispositions de la note remise à l'Ambassade Chérifienne le 14 août dernier, avec les modifications contenues dans la note complémentaire remise à l'Ambassade le 21 décembre, et sous réserve des indications for-

mulées dans la lettre des Ambassadeurs du Gouvernement chérifien au Ministre des Affaires étrangères, en date du 25 décembre.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 mars 1910, correspondant au 21 safar 1328.
(L.S.) Signé : S. Pichon.

Louange à Dieu. Le présent accord comprenant la question de la Chaouya et Casablanca, la question de la région frontière et les principes relatifs à la question financière ayant reçu la ratification de Sa Majesté Chérifienne suivant sa lettre à ses Ambassadeurs en date du 27 moharrem 1328, correspondant au 8 février 1910, nous le signons à titre définitif.

EL HADJ MOHAMMED BEN ABDESSELAM EL MOKRI.

SI ABDALLAH EL FASI.

N° 427.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 4 mars 1910.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence une traduction des réponses du Makhzen. Le Département trouvera également ci-joint le texte de la dépêche que m'a adressée à ce sujet M. Gaillard.

Ces documents donnent lieu aux observations suivantes :

Le caïd d'Agadir n'a pas été compris parmi les caïds du Sud à qui ont été adressées des instructions pour interdire le passage sur leur territoire d'armes et de munitions de guerre destinées à Ma-el-Aïnin. J'ai invité M. Gaillard à faire réparer cette omission.

Le choix d'Abdesselam ben Abdessadok, qui est désigné pour remplir les fonctions de haut commissaire chérifien à la frontière algérienne, est de nature à nous donner satisfaction. J'ai reçu sa visite avant son départ pour Fez, où il est mandé pour recevoir les instructions du Makhzen, et il m'a assuré de son désir sincère de collaborer avec le haut commissaire français.

Par contre, les instructions envoyées à Guebbas par le Sultan relativement à l'application de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras manquent de précision, et je demande à M. Gaillard de faire prescrire une exacte application des stipulations qui y sont contenues. Il importe, en effet, de bien spécifier aux autorités administratives et judiciaires qu'elles ne sauraient s'opposer sous aucun prétexte à l'acquisition des propriétés dans un rayon de dix kilomètres autour des ports (paragraphe 2 de l'article 60) et interdire « sans motif légitime » les achats de terrain en dehors de la zone ci-dessus

indiquée (paragraphe 1 du même article). Dans ce but, j'ai été amené à inscrire l'annotation, dont copie est annexée, sur la circulaire du Corps diplomatique relative à la communication de Guebbas concernant ce sujet.

Les réponses du Makhzen à notre sommation satisfont en somme à nos revendications.

REGNAULT.

ANNEXE I.

M. GAILLIARD, Consul de France à Fez,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Fez, le 26 février 1910.

Ainsi que je vous en ai rendu compte par ma lettre en date d'hier, j'avais reçu dans la soirée du 24 une première réponse du Makhzen accompagnée des pièces annexes. J'en fis la traduction pendant la nuit et une partie de la matinée du lendemain.

Cette réponse ne comportait pas une assurance assez nette en ce qui concernait les pouvoirs donnés à El Mokri pour la conclusion du contrat d'emprunt; en outre, la copie de ces pouvoirs ne m'était pas communiquée. Enfin, tout en consentant à rappeler immédiatement les instructeurs turcs, elle laissait croire que ce rappel impliquait l'emploi de nos instructeurs en mahalla.

Je crois, à vrai dire, qu'il y avait eu de la maladresse dans la rédaction plutôt que de la mauvaise volonté; mes informations d'hier m'ont permis de m'en convaincre; d'autre part, il n'était guère possible de me remettre plus tôt les lettres et documents dont la rédaction nécessitait un certain temps. Cependant, comme j'étais arrivé à la limite des délais qui avaient été fixés, j'ai cru devoir faire auprès de Si Aïssa la démarche dont je vous ai rendu compte. Je craignais en effet que, dans le cas contraire, le Makhzen, ne se rendant pas compte du caractère impératif de ce délai, n'essayât de m'entraîner dans des discussions qu'il convenait d'éviter.

Quelques instants après, Si Aïssa me demanda de me rendre au Palais en me déclarant qu'il ne s'agissait pas de négocier avec moi, mais simplement de me demander les indications nécessaires pour permettre de rédiger un texte satisfaisant. Dans ces conditions, je ne pouvais que déférer à son désir.

Le Sultan m'exprima l'assurance qu'entière satisfaction nous serait donnée; il ajouta que le texte qui m'avait été remis la veille différait peu de ce que nous demandions et qu'il n'avait pas été dans ses intentions d'éluder les assurances nécessaires pour la conclusion de l'emprunt, car ces pouvoirs avaient déjà été adressés à El Mokri, ainsi que l'on pourrait s'en rendre compte à Paris.

Si Aïssa me fit, en effet, parvenir dans la soirée d'hier la lettre ci-jointe qui vous est adressée et qui nous donne satisfaction sur tous les points. Les documents suivants étaient joints à cette lettre :

1° Copie des pouvoirs adressés à El Mokri pour la conclusion de l'emprunt et des accords relatifs aux gages et garanties qui y seront affectés;

2° Copie des instructions adressées à Mouley Rechid relativement aux caravanes qui se rendront du Tafilalet à Bou Denib et à Bou Anane, ainsi qu'aux rapports commerciaux entre le Tafilalet et ces deux postes;

3° Copie des instructions adressées aux Caïds du Sous et de l'Oued Noun, en conséquence de l'article 10 de l'accord de Paris;

4° Copie du *Dahir* de nomination du haut commissaire chérifien prévu à l'article 3 de l'accord relatif à la région forestière;

5° Copie des instructions adressées à Si Mohammed El Guebbas relativement à l'application de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras.

En ce qui concerne les instructeurs turcs, le Makhzen exprime dans sa lettre le désir que nos officiers ou sous-officiers soient autorisés à servir de nouveau en mahalla, mais il n'en fait pas une condition.

Il ne m'a pas été possible, le temps matériel m'ayant manqué pour cela, de traiter les différentes affaires énumérées dans la note annexe que vous m'avez transmise par votre lettre du 18 de ce mois, mais j'ai fait sur ce point les réserves nécessaires et j'espère arriver très prochainement à une solution satisfaisante pour un certain nombre d'entre elles.

Henri GAILLARD.

ANNEXE II.

(TRADUCTION.)

SI AÏSSA, BEN OMAR, Ministre chérifien des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre de France au Maroc, Tanger.

Après les salutations.

J'ai bien reçu votre lettre datée du 18 février et pris bonne note de son contenu.

Je l'ai portée à la connaissance de Sa Majesté que Dieu l'élève!

Sa Majesté en a été très douloureusement surprise, attendu qu'Elle avait déjà ratifié les accords conclus à Paris à la date du 3 moharrem 1328 (15 janvier 1910) et y avait adhéré à la date du 27 du même mois (8 février).

Votre Consul ici en avait été informé, ainsi que le Makhzen a l'habitude de le faire en vue d'affermir la bonne entente.

Votre Excellence demande actuellement :

1° Que le Makhzen Chérifien ratifie l'accord intervenu à la date précitée correspondant au 15 janvier, entre l'Ambassade chérifienne et le glorieux Gouvernement.

Or, le Makhzen Chérifien a approuvé cet accord et l'a ratifié complètement, ainsi qu'il résulte d'une lettre précédente de Sa Majesté adressée à l'Ambassade chérifienne à la date du 27 du même mois de moharrem (8 février).

2° En ce qui concerne les mesures nécessaires qui ont été indiquées comme devant être prises au sujet du Cheikh Ma-el-Ainin, mesures exposées dans le texte de l'article 10 dudit

accord et comportant l'envoi d'ordres chérifiens aux Gouverneurs du Sous et de l'Oued Noun, le Makhzen a déjà adressé ses instructions auxdits Gouverneurs, et il a pris à ce sujet les mesures indiquées audit article 10, ainsi qu'il ressort des copies de lettre ci-jointes qui traitent de cette question.

3° Demande d'envoi d'ordres chérifiens prescrivant l'application intégrale de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras :

Le Makhzen avait déjà envoyé ses instructions souveraines à son représentant Si Mohammed El Guebbas, l'invitant à exécuter cet article en raison des droits qui sont conférés aux étrangers et qui ne comportent aucun retard. De nouveaux ordres lui ont été adressés, en vue de l'exécution de cette décision, par une lettre chérifienne dont vous recevrez ci-inclus copie.

4° Nomination par Sa Majesté du Haut Commissaire marocain prévu à l'article 3 dudit accord relatif à la frontière, avec pleins pouvoirs pour remplir ses fonctions spécifiées à l'article 4 de cet accord.

Le Makhzen Chérifien a nommé ce Haut Commissaire, qui est El Hadj Abdesselam ben Abd Es Sadok, et lui a remis pleins pouvoirs pour remplir ces fonctions conformément à l'article 4 précité; copie de ces pouvoirs vous parviendra ci-joint.

5° Demande relative à la surveillance qui s'impose dans la région de Bou Denib et Bou Anane, conformément à l'article 10 qui prévoit la collaboration des autorités françaises limitrophes et la désignation d'un Chef marocain pour escorter les caravanes circulant entre le Tafilalet, Bou Denib et Bou Anane.

Le Makhzen a donné l'ordre de faire le nécessaire pour cette surveillance, en vue de la liberté du commerce et de la sécurité des caravanes, conformément à l'article 10 dudit accord.

Le Chef marocain a été désigné par Sa Majesté; c'est le serviteur de notre Maître, le Caïd Sid Mohammed Ech-Chebbani; copie de la lettre chérifienne adressée à Moulay Rechid à ce sujet vous parviendra ci-joint.

6° Envoi d'ordres chérifiens au sujet de l'emprunt et donnant pleins pouvoirs à cette fin à El Hadj Mohammed El Mokri.

Le Makhzen lui a conféré pleins pouvoirs afin qu'il lui soit possible d'achever de traiter cette affaire, actuellement en cours de négociations, ainsi que celle des garanties sur lesquelles l'accord interviendra, et de les conclure définitivement sans qu'il soit besoin d'en référer à Sa Majesté Chérifienne. Une lettre dans ce sens ayant déjà été envoyée au Ministre des Finances, on la lui a confirmée par une seconde dont ci-joint copie.

7° Demande d'envoi de pleins pouvoirs à la Commission des dettes, avec dispense d'en référer au Makhzen Chérifien; le nombre de ses membres serait porté à 10, afin de lui faciliter ses travaux, conformément à la procédure arrêtée par l'honorable Corps diplomatique à Tanger.

Le Makhzen Chérifien désignera 8 délégués, afin de porter à 10 (le nombre des membres de la Commission), et il leur donnera des pouvoirs pour hâter le règlement des réclamations sans en référer à Sa Majesté Chérifienne, afin d'éviter les retards et conformément à la procédure arrêtée par l'honorable Corps diplomatique.

En ce qui concerne les prestations auxquelles a droit la Mission militaire française et pour lesquelles elle a déclaré rencontrer des difficultés, le Makhzen Chérifien est prêt à entrer en pourparlers et à se mettre d'accord avec le Chef de la Mission militaire dans des conditions qui lui donneront satisfaction et qui mettront fin à toute difficulté, conformément à la de-

mande de celui-ci. Que le Gouvernement français ait toute tranquillité à l'égard de ces officiers, car ils font l'honneur du Makhzen Chérifien en assurant l'organisation et l'instruction de ses troupes.

En ce qui concerne les Turcs qui s'étaient rendus à la Méhalla lorsqu'elle avait besoin d'instructeurs, le Chef de la Méhalla fortunée a reçu l'ordre de les licencier et de les renvoyer, étant donné qu'ils n'avaient pas de caractère officiel, que le Makhzen ne les avait pas fait venir et qu'ils étaient simplement de ces gens qui viennent au Maroc de leur propre initiative. Quant aux instructeurs français, le Makhzen désirerait qu'ils se rendissent à leur poste à la Méhalla fortunée.

D'autre part, en ce qui concerne les négligences imputées au Makhzen Chérifien, qui, selon Votre Excellence, (auraient altéré) les bonnes relations (avec votre Gouvernement), je vous serais reconnaissant de me les faire connaître, afin que je puisse les exposer à Sa Majesté, car tous Ses efforts ne tendent que vers le bien, la loyauté constante et la bonne entente...

Salutations finales.

13 safar 1328 (24 février 1910).

ANNEXE III.

(*Firman de nomination du Haut Commissaire chérifien.*)

(*TRADUCTION.*)

Que l'on sache par les présentes, etc.

Qu'avec l'aide de Dieu nous avons désigné le détenteur des présentes, le serviteur estimé, le bon conseiller, le fortuné El Hadj ben Abdessadok, en qualité de Haut Commissaire chargé de représenter le Makhzen Glorieux pour l'exécution et la mise en vigueur des accords conclus en 1901 et 1902 de l'ère chrétienne; nous l'avons mis en mesure de traiter complètement cette affaire et lui avons conféré pleins pouvoirs à cet effet; qu'il la mène à bien selon les prescriptions des présentes et conformément aux accords intervenus entre notre ambassade fortunée et le Gouvernement français à Paris, à la date du 3 moharrem de l'année courante, correspondant au 4 (15) janvier 1910 de l'ère chrétienne; et cela sans réserver aucune des stipulations de tous ces accords. Ces nomination et attribution de pouvoirs sont complètes.

Que Dieu le seconde, l'assiste et lui inspire la meilleure ligne de conduite et les meilleures décisions.

Salut.

Le 13 safar 1328 (24 février 1910).

ANNEXE IV.

(Lettre du Sultan à l'Amin El Hadj Mohammed El Mokri.)

(TRADUCTION.)

Nous avons déjà envoyé l'ordre de hâter la conclusion de l'accord que vous devez arrêter avec le Gouvernement français au sujet de l'emprunt en cours de négociation et des questions qui s'y rapportent, telles que la question des garanties nécessaires, conformément aux pleins pouvoirs que Nous avons conférés sur tous ces points.

Nous vous envoyons cette nouvelle lettre pour insister encore et vous donner les pouvoirs complets pour conclure l'emprunt et souscrire à l'accord se rapportant aux garanties nécessaires pour l'administration des gages de cette opération, de telle sorte que vous puissiez liquider définitivement cette question, sans avoir besoin d'en référer à Notre Majesté.

Que Dieu facilite les choses.

Salut.

14 safar 1328 (25 février 1910).

ANNEXE V.

(Lettres chérifiennes adressées aux Gouverneurs de l'Oued Noun, Ba'sila, Ait Ba Amrán et Ras el Oued.)

(TRADUCTION.)

Notre Majesté a appris que les armes introduites en contrebande passaient de votre territoire dans les régions sabariennes et chez le Cheik Ma-el-Aïnin.

Cette pratique est préjudiciable au Makhzen car le commerce de la contrebande est interdit, sans parler des troubles et des conflagrations qui en résultent dans les régions frontières.

En conséquence, Nous vous ordonnons de prêter une grande attention à tout transport de contrebande que vous surprendriez se dirigeant vers les régions limitrophes de notre Empire et des territoires du Gouvernement français, d'enlever cette contrebande des mains de ses détenteurs et d'infliger à ses derniers le traitement qu'ils méritent.

Que Dieu vous aide.

Salut.

13 safar 1328 (24 février 1910).

ANNEXE VI.

(Lettre du Sultan à Si Mohammed El Guebbas, son représentant à Tanger.)

(TRADUCTION.)

Nous avons déjà adressé nos ordres chérifiens pour vous faire connaître que vous deviez appliquer l'article 60 de l'Acte d'Algésiras, relatif aux acquisitions immobilières par les étrangers, en définissant les conditions (de ces acquisitions) aux Gouverneurs et aux Kadis dans les endroits où elles sont autorisées.

En effet, il n'y a pas de raison d'ajourner cette mesure alors que toutes les Puissances font des démarches pour la réclamer, eu égard au droit que leur confère l'accord international.

Nous vous envoyons cette nouvelle lettre pour vous confirmer l'ordre de vous occuper d'urgence de cette question.

Salut.

Le 13 safar 1328 (24 février 1910).

ANNEXE VII.

(Lettre chérifienne adressée à Moulay Rechid au Tafilalet.)

(TRADUCTION.)

Les accords et conventions relatifs aux questions pendantes entre Notre Majesté et le Gouvernement français sont terminés.

Au nombre de ces questions se trouve celle qui a trait aux postes de Bou Denib et de Bou Anane, et pour laquelle il est convenu entre les deux Parties que ces deux postes seront évacués par les troupes d'occupation sans attendre la constitution d'une force makhzénienne destinée à les remplacer, mais sous cette condition que la liberté des relations commerciales et que le maintien de la sécurité des caravanes circulant entre les Ksour du Tafilalet, Bou Denib et Bou Anane seront assurés par l'affectation d'escortes qui accompagneront les caravanes et qui seront placées sous le commandement d'un chef marocain; ce dernier s'entretiendra et s'entendra sur les deux questions avec les autorités françaises dans les deux postes précités, et cela en attendant que nous puissions installer des caravansérails pour établir les postes de garde indispensables dans cette région, avec l'aide de Dieu. Je vous informe de ce qui précède pour que vous en preniez bonne note, et en raison de l'intérêt que Notre Majesté porte à ces régions, berceau de nos ancêtres et résidence de nos oncles.

Notre Majesté a décidé d'aviser d'urgence aux mesures nécessaires pour réaliser la condition dont dépend l'évacuation; en conséquence, nous avons désigné le porteur Notre serviteur estimé le Caïd Omar Ech Chebbani Ed Cherradi pour prendre le commandement

des tribus du Tafilet et celui des escortes qui accompagneront les caravanes pour les protéger dans leur trajet contre toutes atteintes.

Sachez que le Makhzen vous estime le plus qualifié pour l'accomplissement de cette importante mission, qu'il ne compte que sur vous et ne saurait se contenter d'un autre choix. En effet, vous êtes le mieux à même de juger les choses là-bas et vous êtes l'œil qui surveille tout.

En conséquence, Nous vous ordonnons de prêter votre concours pour ce qui précède et d'appliquer la plus grande attention à l'exécution la plus parfaite de ce plan, de telle sorte qu'elle ne laisse subsister aucune lacune dans le but poursuivi, et cela en employant les moyens les plus propres à nous faire atteindre le résultat visé.

Le Makhzen a appliqué tous ses efforts dans l'élaboration de l'accord en question; et c'est à Dieu qu'on fait appel pour tenir la main à la mise en pratique de cet accord, afin que l'évacuation qui incombe au Gouvernement voisin soit mise à exécution par ce dernier.

Nous espérons que Dieu vous prêtera son aide dans cette œuvre et vous appuiera de toute la bénédiction de nos ancêtres sanctifiés.

13 safar 1328 (24 février 1910).

ANNEXE VIII.

ANNOTATION à la circulaire du Décanat du 2 mars 1910.

APPLICATION DE L'ARTICLE 60.

Sa Majesté ayant décidé, sur la demande de mon gouvernement, de prescrire sans plus de retard l'application de l'article 60 de l'Acte d'Algésiras, m'a donné connaissance des instructions qu'elle a adressées à cet effet à son représentant à Tanger.

Je me fais un devoir de communiquer au Corps diplomatique ces instructions, qui sont ainsi conçues :

« Nous vous avons déjà adressé nos ordres chérifiens pour vous faire connaître que vous deviez appliquer l'article 60 de l'Acte d'Algésiras, relatif aux acquisitions immobilières par les étrangers, en définissant les conditions (de ces acquisitions) aux gouverneurs et aux cadis dans les endroits où elles sont autorisées.

« En effet, il n'y a pas de raison d'ajourner cette mesure alors que toutes les Puissances font des démarches pour la réclamer, eu égard au droit que leur confère l'accord international.

« Nous vous envoyons cette nouvelle lettre pour vous confirmer l'ordre de vous occuper d'urgence de cette question. Salut. »

Le 13 safar 1328.

MOHAMMED EL GUEBBAS.

Le texte ci-dessus semble se rapporter spécialement aux paragraphes 2 et suivants de l'article 60, en ce qui concerne les instructions que Si Mohammed Guebbas est chargé d'adresser aux gouverneurs. Mais il ne saurait apporter de restriction au droit des étrangers — spécifié à l'Acte d'Algésiras — d'acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'Empire chérifien; à cet égard, l'obligation faite aux autorités administratives et judiciaires de ne pas

refuser leur autorisation sans motif légitime implique, à mon avis, le droit pour les légations intéressées de connaître et d'apprécier les motifs de refus qui seraient opposés à leurs ressortissants.

Il conviendrait sans doute d'insister sur ce point dans la réponse du Corps diplomatique et de demander au Sultan de charger son représentant à Tanger de centraliser toutes les demandes d'autorisation relatives à des achats en dehors des limites fixées par les paragraphes 2 et 3. Ce haut fonctionnaire traiterait les affaires en question tant avec les autorités de l'endroit qu'avec le Makhzen et, en cas de rejet de ces demandes, mettrait les légations à même d'examiner les motifs de cette mesure.

REGNAULT.

N° 428.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin.

Paris, le 5 mars 1910.

D'après les déclarations formelles de l'Union des mines marocaines, cette Société n'a pas correspondu ni communiqué d'aucune façon avec les Mannesman depuis le mois de juin dernier. L'affirmation, récemment apportée à M. Stemrich est donc inexacte. Au cours des négociations antérieures entre les deux groupes, il n'a été fait, à aucun moment, allusion au Gouvernement français, sinon pour dire l'inclination que nous aurions pour un accommodement entre les deux groupes.

PICHON.

N° 429.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 7 mars 1910.

MM. Mannesmann soutiennent à l'appui de leur thèse que nous avons commencé des travaux d'exploitation de mines aux environs d'Oudjda et dans les Beni-Snassen sans attendre le règlement minier. M. de Schoen m'a fait part de cette assertion. Je lui ai répondu que nous n'avions jamais permis l'exploitation de mines dans les régions susdites et j'ai donné connaissance au Secrétaire d'État des Affaires étrangères des renseignements que vous m'avez communiqués le 10 février.

Jules CAMBON.

N° 430.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin.

Paris, le 9 mars 1910.

Ainsi que vous le savez déjà, nous n'avons cessé de conseiller à l'Union des mines marocaines une transaction équitable avec la maison Mannesmann. Nous avons donc sur ce point des dispositions analogues à celles du Gouvernement allemand et nous serions heureux de voir la négociation reprendre entre les deux groupes après la discussion du Reichstag. Mais quelle que doive en être l'issue, il paraît désirable d'arrêter définitivement la rédaction du projet de règlement minier : l'arbitrage prévu dans ce projet est absolument indépendant de la question Mannesmann, puisque cet arbitrage sera nécessaire pour juger les prétentions parfois concurrentes de tous ceux qui, s'étant livrés à des travaux de prospection ou même d'exploitation au Maroc, voudront faire régulariser cet état de fait. La procédure adoptée dans le projet de règlement est la plus libérale qu'il soit possible d'instituer : elle remet en effet l'appréciation de tous les droits antérieurs à une juridiction arbitrale qui offre toutes garanties d'impartialité. Elle aurait les mêmes raisons d'être si le conflit entre les Mannesmann et l'Union des mines n'existait pas. On n'y a rien spécifié qui fût spécial à cet antagonisme des deux groupes. Elle suffira pour régler ce conflit, s'il le faut, comme pour juger tous les autres titres qui seront produits devant la Commission arbitrale. Il nous semble donc que rien ne s'oppose à ce que le règlement soit discuté en seconde lecture le plus tôt possible.

PICHON.

N° 341.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 10 mars 1910.

MM. de Schœn et Stemrich ont fait aujourd'hui à la Commission du budget des Affaires étrangères au Reichstag des déclarations sur l'affaire Mannesmann.

M. de Schœn a fait ressortir que c'était une erreur de considérer l'affaire en question comme un différend entre Français et Allemands seuls, attendu que l'Espagne, l'Angleterre, voire le Portugal et la Hollande, étaient intéressés dans la question. Il a déclaré qu'une entente avec la France, sur les bases désirées par les Mannesmann, même si elle avait pu être conclue, n'eût pas été valable ; que s'il eût subordonné la conclusion de l'accord avec la France, si important pour la politique générale et

qui, certes, avait eu déjà des résultats économiques pour l'Allemagne, à la reconnaissance de prétentions comme celles des Mannesmann, on aurait échoué. Il a ajouté que si l'Allemagne soutenait les Mannesmann contre la foi des traités, elle serait en butte aux reproches de tous les États avec lesquels elle a contracté et obtiendrait seulement de porter la cause devant un tribunal d'arbitrage avec une autorité amoindrie.

Le Sous-Secrétaire d'État des Affaires étrangères a examiné la question au point de vue juridique et a conclu que le Gouvernement allemand ne peut s'engager pour les droits des Mannesmann en tant qu'ils sont fondés sur la loi minière de Moulay Hafid; cela serait impossible : 1° Au point de vue du pur droit marocain; 2° En raison de l'Acte d'Algésiras; 3° En raison de la délibération du 20 août 1908 du Corps diplomatique; 4° En l'absence des lois minières.

Jules CAMBON.

N° 432.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 10 mars 1910.

Le Secrétaire d'État a pris deux fois la parole à la séance de la Commission du budget d'aujourd'hui. Il a montré le danger de résolutions parlementaires dans les questions internationales qui peuvent se heurter à des résolutions contraires dans d'autres Parlements. Il a déclaré qu'il serait toujours prêt à soutenir le bon droit allemand dans la limite des accords internationaux. Il a pris la défense de M. de Wangenheim qui, à Tanger, a signé la résolution du 20 août 1908; à propos de la consultation juridique de M. Moret, il a déclaré que le Gouvernement espagnol partageait la manière de voir du Gouvernement allemand.

Jules CAMBON.

N° 433.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 mars 1910.

Le bruit se répandait, il y a quelques jours, à Tanger, que Raissouli, lassé des exigences fiscales du Makhzen, venait d'envoyer à Fez sa démission. Il aurait écrit au Sultan qu'il ne pouvait, sans pressurer outre mesure les populations, fournir les

sommes qui lui étaient demandées sous les prétextes les plus divers ; dans ces conditions, il préférait reprendre sa liberté.

La nouvelle était exacte et causait dans toute la région de Tanger une certaine émotion.

Le Makhzen a capitulé une fois de plus devant Raissouli. Celui-ci vient de recevoir une lettre du Sultan qui, entre autres compliments à la mode arabe, lui affirme qu'il est « l'œil du Makhzen ». Moulay Hafid refuse une démission qui ferait, dit-il, courir les plus grands dangers au Maroc tout entier. Les ennemis de Raissouli sont les ennemis du Makhzen et le Sultan ne veut recevoir que les sommes qu'il est légitime de prélever.

Raissouli a profité de cette nouvelle investiture pour se jeter sur les Beni-Mçaouer qui avaient tué plusieurs de ses partisans. Mais les indigènes, avisés de l'attaque qui se préparait contre eux, avaient mis en lieu sûr leurs grains et leurs bestiaux. Raissouli vient d'envoyer à Tanger, la chaîne au cou, une soixantaine d'entre eux qui attendront dans les prisons du Makhzen qu'ils aient indiqué l'endroit où ils ont caché leurs biens.

La victoire de Raissouli sur le Makhzen et sur ses administrés est complète, et il y a lieu d'espérer que, de quelque temps tout au moins, l'ordre ne sera pas troublé dans la région d'Arzila.

R. DE BILLY.

N° 434.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 mars 1910.

Par une lettre en date du 31 janvier dernier, M. Regnault avait transmis au gérant du vice-consulat de France à Safi un ordre de Si Aïssa à son fils, l'invitant à mettre en liberté les derniers associés agricoles de commerçants français qui restaient enfermés à la Casbah des Abda.

M. Coufourier vient de me faire connaître qu'après quelques tergiversations, les instructions de Si Aïssa ont été exécutées, et qu'à l'heure actuelle il ne reste plus aucun de nos protégés en prison. Nos négociants se sont montrés entièrement satisfaits des résultats obtenus et ont prié M. Coufourier de transmettre à la Légation l'expression de leur gratitude.

R. DE BILLY.

N° 435.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 mars 1910.

Le général Moinier a fait installer un bac sur l'Oum-er-Rebia, à Mechrâ-ben-Abbou, point situé près de Mechrâ-ech-Chaïr, au sud-ouest de Settât et en face du territoire de la tribu des Rehamna. Les berges du fleuve étant très hautes, il était difficile d'établir des communications économiques suivies entre la Chaouya et le Houz, et, dès le mois de janvier, le commandant du corps de débarquement avait fait préparer des accès plus faciles au bac qu'il avait le projet de placer à ce gué. Ces travaux suscitèrent une certaine émotion dans la région et, l'imagination arabe aidant, on vit nos troupes passer le fleuve et pousser jusqu'à Marrakech. Afin de remettre les choses au point, le général Moinier a pensé que le plus sûr moyen de se faire comprendre des tribus avoisinantes était de leur expliquer clairement ses intentions et il a invité à l'inauguration du bac les caïds de la région.

La date de l'inauguration n'est pas encore fixée. Elle ne saurait tarder beaucoup.

Le général Moinier compte associer le Makhzen à cette manifestation en invitant son représentant à Casablanca.

R. DE BILLY.

N° 436.

M. DE BILLY, Chargé des affaires de la légation de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 mars 1910.

J'ai l'honneur de communiquer, ci-joint, à Votre Excellence, la copie d'une lettre adressée à notre Consul à Casablanca par son collègue d'Allemagne, au sujet des mesures de police décidées le 14 décembre par le corps consulaire de cette ville.

M. Malpertuy a accusé réception de cette lettre à M. Maens et il a donné des instructions en conséquence au commissaire de police français.

R. DE BILLY.

ANNEXE.

Casablanca, le 7 mars 1910.

Monsieur le Consul général,

Le 14 décembre passé, le Corps consulaire s'est réuni pour étudier les moyens de mettre un terme aux attentats contre les personnes et contre les biens qui, à cette époque, s'étaient répétés d'une façon propre à inquiéter la population de cette ville. Les représentants consulaires, estimant que des mesures exceptionnelles s'imposaient, ont arrêté, à titre provisoire, les dispositions suivantes :

1° M. le commissaire de police hors cadres, attaché au Consulat de France, chargé de la police municipale indigène, est chargé, avec l'assistance de M. l'Inspecteur de police attaché au Consulat d'Espagne, de la direction générale de la police pour la ville de Casablanca et sa banlieue;

2° Un bureau de contrôle est établi sur le quai de débarquement à l'effet d'examiner les papiers de toute personne arrivant à Casablanca. Quiconque ne pourra justifier de son identité sera conduit auprès du Consulat, du Vice-Consul ou de l'Agent consulaire dont il invoquera la juridiction;

3° Les hôteliers ou logeurs en garni étrangers sont astreints à tenir un registre où ils inscriront jour par jour les noms, prénoms, dates et lieux de naissance et profession des voyageurs qu'ils recevront, leur lieu de provenance et leur motif de séjour à Casablanca. Ce registre sera soumis au visa quotidien du commissaire de police h. c. attaché au Consulat de France et chargé de la Direction générale de la police de la ville;

4° A partir de 11 heures du soir jusqu'au lever du jour, nul ne pourra circuler sans être porteur d'une lanterne allumée, soit dans les rues de la ville, soit dans la banlieue jusqu'à une distance de deux kilomètres des murs de l'enceinte. Tout individu qui, passé cette heure, sera sommé par les patrouilles militaires ou les rondes de police de décliner son identité, sera tenu d'obtempérer à cette réquisition, faute de quoi, de renseignements suffisants ou de domicile reconnu, il sera conduit et gardé à la permanence jusqu'au moment d'être remis le lendemain à la première heure au Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire dont il se réclamera, au cas où les renseignements recueillis par ce bureau spécial n'auraient pas été jugés satisfaisants.

Toutefois, ne seront pas soumis à cette règle les militaires ainsi que les fonctionnaires ou agents marocains et étrangers revêtus de leurs insignes.

Depuis, une amélioration satisfaisante de la situation s'est manifestée : durant les mois derniers, la sûreté publique n'a plus été troublée sérieusement.

En vue de cette amélioration, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les mesures précitées, qui avaient été prises à titre exceptionnel et provisoire dans l'intérêt de la sûreté publique, ne sont plus jugées nécessaires en tant que leur application à des ressortissants allemands est concernée.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien m'accuser réception de cette communication et de lui donner la suite qu'elle comporte.

Veuillez agréer, etc.

MAENS

N° 437.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 16 mars 1910.

La discussion du budget des Affaires étrangères a continué aujourd'hui au Reichstag; le Chancelier et M. de Schœn ont répondu aux divers orateurs. A propos de l'affaire Mannesmann, le Chancelier a déclaré que la délibération du Corps diplomatique de Tanger du 20 août 1908 lierait l'Allemagne au cas même, ce qui n'est pas sa pensée, où elle ne serait pas conforme à l'acte d'Algésiras; que, par suite, le Gouvernement allemand ne pourrait pas reconnaître la validité de la prétendue loi minière de Moulay Hafid, qu'il observerait ses engagements internationaux et qu'il s'efforcerait de retenir des prétentions des frères Mannesmann ce qui est compatible avec les conventions.

Le Chancelier a ajouté que sa politique n'était pas une politique d'abandon des intérêts allemands, mais une politique de conciliation.

Jules CAMBON.

N° 438.

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin.
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

Berlin, le 20 mars 1910.

J'ai vu, avant-hier, le Chancelier qui allait partir pour l'Italie.

M. de Bethmann Hollweg, en répétant sa déclaration faite au Reichstag que, quant à lui, il n'aurait à tenir compte que de la résolution prise par le Corps diplomatique à Tanger, le 20 août 1900, m'a dit qu'il tiendra la parole qu'il a donnée au Reichstag de défendre les intérêts allemands dans la mesure où ils peuvent être défendus et conformément aux arrangements internationaux. Aussi m'a-t-il exprimé le vœu très vif que l'Union des mines cherchât et trouvât un terrain de conciliation avec les Mannesmann, et, au moment où je le quittais, il m'a prié de dire à Votre Excellence combien personnellement il souhaitait que cette affaire s'arrangeât par une entente entre les intéressés.

De son côté, M. Stemrich, le Sous-Secrétaire d'État, insiste dans le même sens.

Jules CAMBON.

N° 439.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française
à Tanger.

Paris, le 21 mars 1910.

Je me suis mis d'accord aujourd'hui avec les Ambassadeurs chérifiens sur les mesures d'exécution que comporte le règlement de la situation financière du Makhzen. Ce règlement intéresse, vous le savez, le Trésor français créancier du Gouvernement marocain pour une somme de 70 millions au titre des dépenses militaires et navales engagées jusqu'au 31 décembre dernier. Il intéresse également les créanciers internationaux et, parmi eux, les indemnitaires de Casablanca. Afin de nous rembourser de nos dépenses militaires et navales, le Gouvernement marocain nous versera une annuité calculée, ainsi que je l'ai précédemment déclaré au Parlement, au taux du crédit français et qui nous sera servie sur les excédents des revenus affectés à la garantie de l'emprunt dont il est parlé ci-après.

Pour régler les créances internationales, les Ambassadeurs chérifiens consentent à demander à la Banque d'État du Maroc un emprunt d'un montant effectif de 90 millions, portant 5 p. 0/0 d'intérêts et amortissable en 75 ans. L'emprunt ayant pour objet la liquidation des engagements contractés par le Makhzen antérieurement au 30 juin 1909, les fonds en seront appliqués aux paiements et provisions ci-après :

Indemnités arbitrées par la Commission internationale de Casablanca, traitements et frais afférents au fonctionnement de la Commission; créances de la banque Mendelssohn et du consortium français; avances de la Banque d'État du Maroc, y compris les avances faites ou à faire au titre de la police; travaux publics exécutés ou en cours d'exécution dans les ports de Tanger, Casablanca et Safi; provision pour les travaux projetés du port de Larache, conformément au devis présenté au Makhzen par les concessionnaires; créances ayant fait l'objet, antérieurement au 30 juin 1909, d'arrêtés de comptes acceptés par le Makhzen ou de règlements intervenus entre le Makhzen et les légations; indemnités d'expropriations consécutives à l'établissement du monopole des tabacs; remboursement des emprunts gagés sur les bijoux de la Cour chérifienne; provision pour règlement des comptes d'intérêts afférents à certaines créances; provision égale à une demi-annuité de l'emprunt 1910 pour la constitution d'un fonds de réserve en vue de parer aux insuffisances éventuelles du rendement des revenus concédés. Le reliquat des fonds d'emprunt sera appliqué en première ligne au règlement des créances non reprises dans les rubriques ci-dessus, fondées sur des titres antérieurs au 30 juin 1909, mais n'ayant pas fait à cette date l'objet de règlements de comptes avec le Makhzen; la liquidation de ces créances sera effectuée suivant une procédure qui sera déterminée ultérieurement; le solde sera attribué au Makhzen.

Les revenus désignés ci-après seront affectés à la garantie de l'emprunt : excédent disponible des droits de douane, produit du monopole des tabacs et du kiff, Mostafadet et Sakkat, revenus des biens domaniaux dans tous les ports et dans un rayon de 10 kilomètres autour de ces ports, enfin portion revenant au Makhzen dans le produit de la taxe urbaine. Les envoyés chérifiens ont reconnu qu'il était indispensable de consolider, jusqu'à complet remboursement de l'emprunt de 90 millions et exécution intégrale des engagements financiers contractés par le Makhzen à l'égard du Gouvernement français, le contrôle institué en 1907 par ordre du Makhzen ; la délégation de l'emprunt de 1904, qui exerce ce contrôle depuis l'origine, devra surveiller également la rentrée des autres revenus affectés à la garantie.

Tels sont les éléments essentiels qui serviront de base au futur emprunt. Les envoyés chérifiens ont promis de commencer sans retard les pourparlers utiles avec la Banque d'État du Maroc à Paris en vue du contrat réglant les conditions d'émission ; sur ma demande, ils se sont engagés à signer ce contrat avant le 1^{er} juin 1910 ; et comme, en vertu de leurs pleins pouvoirs, leur signature ne comporte pas ratification du Sultan, nous avons lieu d'espérer que l'emprunt sera émis avant l'été.

PICHON.

N° 440.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 mars 1910.

J'apprends, par notre Consul à Mogador, que Mâ-el-Aïnin était, le 12 mars, à Khensil, entre Aglou et Massa, et qu'il avait convoqué autour de lui les notables du Sous, dont plusieurs étaient disposés à répondre à son appel.

Le camp du marabout était de 20 tentes et le personnel, surtout composé de sahariens, comprenait 700 hommes.

D'autre part, le colonel Gouraud, qui vient d'étudier à Mogador la question des déplacements de Mâ-el-Aïnin, estime que ce marabout ne pourra vivre dans le Sous et pense qu'il cherchera à s'établir dans le Haouz.

REGNAULT.

N° 441.

M. W. MARTIN, Chargé d'affaires de la République française à Madrid,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Madrid, le 22 mars 1910.

Le Ministère d'État a invité, le 17 de ce mois, M. Merry del Val à se concerter avec M. Regnault en vue de faire auprès du Makhzen les démarches nécessaires pour le renouvellement du mandat relatif à la surveillance de la contrebande des armes au Maroc.

W. MARTIN.

N° 442.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 mars 1910.

Le Makhzen vient de déclarer à notre Consul à Fez qu'il faisait droit à notre demande concernant le khalifa du pacha d'Agadir et qu'il avait révoqué El Hadj Lahssen en lui interdisant désormais le séjour de la ville.

Le Sultan a également invité le successeur d'El Hadj Lahssen à réserver un bon accueil à nos croiseurs et à leur prêter tout son concours pour la répression de la contrebande des armes et des munitions de guerre.

Enfin Moulay Hafid interdit au nouveau khalifa d'Agadir de fournir des armes à Ma-el-Aïnin ou d'autoriser le passage d'armes destinées à ce marabout.

Ces mesures, si elles étaient loyalement appliquées, seraient de nature à nous donner satisfaction.

REGNAULT.

N° 443.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 mars 1910.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai fait, avec M. Merry del Val, une démarche auprès du représentant du Sultan à l'effet d'obtenir pour une année le renouvellement du mandat précédemment confié à la France et à l'Espagne en ce qui concerne la répression de la contrebande des armes. Le Département trouvera ci-joint le texte de la note identique remise à Si Mohammed Guebbas.

J'ai en même temps adressé à ce sujet à M. Gaillard une dépêche également ci-incluse en copie.

REGNAULT.

ANNEXE I.

Le Ministre de France au Maroc,

à SI MOHAMMED EL GUEBBAS, Représentant de Sa Majesté Chérifienne à Tanger.

Je vous serai obligé de solliciter de Sa Majesté Chérifienne, pour la France et l'Espagne, le renouvellement du mandat qui a déjà été accordé à plusieurs reprises aux croiseurs des deux pays en vue d'exercer au nom du Makhzen la répression de la contrebande des armes dans les eaux marocaines. Ce mandat, ainsi que l'expérience en a démontré la nécessité, s'étendrait aux ports ouverts et aux ports non ouverts au commerce. Sa durée serait d'une année.

REGNAULT.

ANNEXE II.

Le Ministre de France au Maroc,

à M. H. GAILLARD, Consul de France à Fez.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la lettre que j'ai adressée au représentant du Sultan à Tanger, au sujet du renouvellement du mandat pour la répression de la contrebande des armes dans les eaux marocaines. Une lettre conçue dans des termes identiques a été adressée à Si Mohammed Guebbas par M. Merry del Val.

Vous voudrez bien veiller à ce que les instructions envoyées à Guebbas soient conçues dans les termes les plus larges. Les instructions données par le Makhzen au nouveau khalifa du pacha d'Agadir permettent d'espérer que notre demande ne soulèvera aucune difficulté.

Toutes les Puissances, mises au courant des intentions du Gouvernement français en ce qui concerne le renouvellement du mandat de la répression de la contrebande, ont adhéré à nos propositions.

REGNAULT.

N° 444.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 mars 1910.

J'ai l'honneur de transmettre, ci-joint, à Votre Excellence, la copie d'une note de notre Consul à Mogador relative à Mâ-el-Aïnin.

M. Kouri propose de demander au Sultan l'application à Mâ-el-Aïnin de l'article 3 de la Convention de Tanger du 10 septembre 1844. Ce texte est ainsi conçu :

« Art. 3. — S. M. l'Empereur du Maroc s'engage de nouveau, de la manière la plus formelle et la plus absolue, à ne donner, ni permettre qu'il soit donné dans ses États, ni assistance, ni secours en argent, munitions ou objets quelconques de guerre à aucun sujet rebelle ou à aucun ennemi de la France. »

Cette clause me paraît, en effet, pouvoir être utilement invoquée auprès du Makhzen; elle renforce la valeur des stipulations de l'article 10 de l'accord du 15 janvier dernier relatif à la Chaouya, article qui apparaît ainsi comme l'aboutissement naturel d'une tradition franco-marocaine déjà ancienne.

REGNAULT.

ANNEXE.

Mâ-el-Aïnin s'est affilié à ses débuts à la *tarika* (confrérie) Kaderia. Mais étant arrivé depuis au degré de *Ouali* (ami de Dieu) et de *Kotbe* (pivot de la volonté divine sur la terre), il peut enseigner n'importe quelle *tarika* et y admettre des disciples.

Il n'est pas dans l'Afrique musulmane de marabout vivant qui puisse lui être comparé au point de vue de l'influence.

Ses disciples sont des « Chiïtes » (sectaires), qui professent pour lui une vénération égale à celles que professent les « Chiïtes » persans pour Ali (cousin et gendre du Prophète, 4^e khalife).

Ceux qui ne sont pas ses disciples sont loin de lui être hostiles.

On n'aime pas ses visites ni son voisinage, à cause du grand nombre de personnes qui le suivent et qui vivent généralement sur les régions qu'elles traversent. Mais on peut dire que tout le monde croit à sa *baraka*.

L'installation de Mâ-el-Aïnin dans le Sous ou le Haouz serait un danger pour nos possessions de l'Afrique occidentale et l'Afrique du Nord.

Ses nombreux enfants (une trentaine environ) s'établiraient de façon à pouvoir entretenir l'hostilité contre nous dans l'Adrar et fanatiser l'extrême Sud du Maroc et le Sous.

Plusieurs seraient déjà installés dans la région de Seguiet el Hamra. D'autres seraient restés chez les Tekna, les Aït-Ba-Amran, etc. D'autres encore pourraient bien aller s'installer sur la frontière algérienne, où ils joueraient le rôle d'agitateurs.

Pour mettre un terme à cette situation, il semble que la France ait le droit de demander l'application à Mâ-el-Aïnin et à ses enfants des dispositions de l'article 3 de la convention de Tanger du 10 septembre 1844.

N^o 445.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 24 mars 1910.

La ratification de l'accord franco-marocain par le Sultan nous impose le devoir de mettre le plus tôt possible à exécution les clauses anciennes des arrangements qui définissent l'organisation économique de la région frontière. J'ai donc demandé à M. le général Lyautey ses propositions en vue de l'ouverture des derniers marchés prévus au protocole du 20 avril 1902. Notre Haut Commissaire vient de me répondre. Il estime que la création des marchés dépend essentiellement de la sécurité des points où ils sont installés et des routes qui y accèdent. Pour El-Aïoun-Sidi-Mellouk, la sécurité et l'accès sont dores et déjà garantis, par suite de la circulation incessante des reconnaissances de police et des bons rapports entretenus avec les populations. Mais il y a lieu d'assurer les débouchés de ce marché vers l'ouest jusqu'à la Moulouya, tant dans la direction de Melilla, par le gué de Moul-el-Bacha, que dans la direction de Taza, par le gué de Sidi-Abdallah-Sebari. On devrait pour cela établir un poste de protection au point central le plus favorable pour surveiller ces deux gués, c'est-à-dire en avant d'El-Aïoun, à Taourirt. Ce point a été occupé jadis et de tout temps par le Makhzen pour assurer la surveillance de la rive droite de la Moulouya; il est situé sur l'oued Za et on y trouve trois kasbahs qu'il est facile de remettre en état. Il est implicitement désigné comme « poste de garde » à l'article 7 de l'accord du 20 avril 1902.

On n'envisagera l'ouverture du marché de Debdou qu'après l'organisation complète du marché d'El-Aïoun.

Je suis complètement d'accord avec M. le général Lyautey sur ces propositions. Si, comme je l'espère, elles ont l'approbation du Gouvernement, il appartiendrait à M. le Ministre de la Guerre de préciser les mesures d'exécution.

REGNAULT.

N° 446.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 30 mars 1910.

Je reçois un rapport de notre Consul à Mogador m'annonçant qu'un gendre de Mâ-el-Aïnin est arrivé dans cette ville, venant de Fez. Il serait chargé par Moulay Hafid d'une mission pour son beau-père. M. Kouri persiste à croire que Mâ-el-Aïnin partira pour Fez prochainement. J'avise M. Gaillard et je le prie de rappeler au Sultan l'engagement qu'il a pris au sujet de ce marabout, conformément à l'accord de Paris.

REGNAULT.

N° 447.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 31 mars 1910.

Par une lettre en date du 24 de ce mois, vous m'avez fait part de la suggestion de notre Consul à Mogador, qui propose de demander au Sultan l'application à Mâ-el-Aïnin de l'article 3 de la Convention de Tanger du 10 septembre 1844.

J'approuve pleinement cette idée et je vous autorise à donner des instructions en conséquence à notre Consul à Fez.

PICHON.

N° 448.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
aux AMBASSADEURS de la République française à Londres, Berlin et
Madrid.

Paris, le 13 avril 1910.

L'Ambassadeur d'Espagne m'a fait connaître que son Gouvernement proposait de fixer au 10 mai la reprise des travaux de la Commission technique chargée d'étudier le projet de règlement minier marocain. Nous acceptons volontiers cette date. Je vous prie d'en informer le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

PICHON.

N° 449.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 avril 1910.

Notre Consul à Fez vient d'être avisé que El Mansour Yalti, qui cherchait, depuis quelques mois, à se faire passer pour le Rogui Bou Hamara, vient d'être tué chez les Riata. Le fait a été confirmé par un courrier spécial envoyé au Sultan par Si Omar, chef de la mehalla.

Les Tsoul, chez lesquels El Mansour Yalti s'était installé avec deux ou trois cents vagabonds, dont la plupart étaient des déserteurs de la méhalla chérifienne, fatigués de ce voisinage gênant, avaient poussé dernièrement le faux Rogui à se rendre à Taza; arrivé devant cette ville, El Mansour tenta d'y pénétrer de vive force, sans entrer en pourparlers avec les Riata. Ceux-ci prirent aussitôt les armes; un combat s'engagea, au cours duquel El Mansour fut tué et sa troupe se dispersa.

Cet incident ne modifie, d'ailleurs, nullement la situation : les tribus n'en sont pas moins décidées à résister au Makhzen et à ne pas admettre la présence de ses fonctionnaires à Taza, mais elles sont, d'autre part, résolues à agir par elles-mêmes et à sauvegarder leur indépendance, sans s'embarrasser des divers prétendants qui ont surgi depuis quelque temps.

REGNAULT.

N^o 450.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 avril 1910.

Je reçois le télégramme suivant du général Moinier : « L'inauguration du pont volant vient d'avoir lieu en présence de l'envoyé du pacha de Marrakech et de très nombreux caïds ou khalifas de la Chaouya, des Doukkala, Rehamna, Zemran, Serarna, du Haouz, de Marrakech, des Beni Meskin, Tadla, etc., venus officiellement accompagnés d'au moins quatre mille cavaliers. Les chefs indigènes des deux rives demandent dès maintenant que le Représentant du Gouvernement français à Tanger veuille bien être l'interprète auprès du Président de la République et du Sultan de leur respectueuse reconnaissance pour la sollicitude qui a permis de créer un moyen de passage facile et d'où les tribus tireront prospérité. Casablanca, le 17 avril. »

REGNAULT.

N^o 451.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 18 avril 1910.

Je vous prie d'exprimer au général Moinier la satisfaction du Gouvernement pour l'établissement du bac de Mechrà-ben-Abbou. Nous ne pouvons attendre que d'heureux résultats de cette mesure.

PICHON.

N° 452.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 20 avril 1910.

Notre Consul à Fez me fait parvenir, sur la situation politique de la région de Taza, les renseignements suivants, en date du 13 de ce mois :

« L'insurrection des tribus touche à son déclin; les Chorfa d'Ouezzan, qui servent de négociateurs depuis le début des hostilités, ont démontré au Makhzen que les rebelles ne cherchent en aucune façon à former un groupement ayant pour but de renverser le Sultan; la situation précaire de Moulay el Kebir, la réponse négative faite par les tribus aux offres de Si Abd el Malek, enfin, la défaite et la mort d'El-Mansour El Yalti seraient un témoignage de leurs dispositions.

Le Makhzen s'est laissé persuader d'autant plus facilement qu'il aurait été impossible à sa mahalla de pénétrer sur le territoire des Tsoul et d'arriver jusqu'à Taza. Comme, d'autre part, le retour pur et simple de la mahalla à Fez aurait montré aux tribus la faiblesse du Makhzen, le chef des troupes chérifiennes a saisi le prétexte d'une légère effervescence dans une des tribus du Djebel, pour traverser l'Oued Leben et se diriger vers la région des Senhadja.

La méhalla de Si Omar Ben Addi va donc, vraisemblablement, rejoindre celle de Bagdadi; elle pourra ensuite rentrer à Fez, en traversant le territoire des tribus du « Guich », après avoir remporté sur les Djebala quelques succès faciles.

Le Sultan semble ainsi renoncer, du moins pour le moment, à s'emparer de Taza. Tout permet de penser qu'un ordre relatif va de nouveau régner dans la vallée de l'Oued Innaouen, évacuée par les forces chérifiennes; déjà l'on commence à parler, dans l'entourage des vizirs, de la possibilité d'un départ prochain du Makhzen pour Rabat et Marrakech. »

REGNAULT.

N° 453.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 21 avril 1910.

Notre Consul à Fez me fait connaître que la méhalla chérifiennne commandée par Si Omar Ben Addi a été attaquée par les Hayaïna, le 15 de ce mois, alors qu'après avoir traversé l'Oued Leben elle se dirigeait vers le territoire des Senhadja.

Arrivé à la limite de cette tribu, Si Omar envoya une partie de ses forces dans la direction du Nord-Ouest, afin d'y chercher un lieu de campement; les Hayaïna en profitèrent pour attaquer cette fraction des troupes chérifiennes, qui dut se replier sur le gros de la colonne, après avoir perdu 14 hommes tués, dont trois *caïds mia* et de nombreux blessés.

Dès la réception de cette nouvelle, le Sultan a envoyé à la méhalla trois tabors de renfort, sous le commandement de l'Hajib Hadj Ahmed El Krissi.

Ce combat malheureux contrarie fort les projets du Makhzen, qui désirait vivement en finir avec cette expédition. Il va être probablement obligé, pour maintenir son prestige, de poursuivre pendant quelque temps la lutte contre les fractions insoumises des Hayaïna.

REGNAULT.

N° 454.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 27 avril 1910.

M. Gaillard vient de me faire parvenir un rapport, dont j'adresse ci-joint copie à Votre Excellence, au sujet des réclamations contenues dans la Note complémentaire.

Je considère, comme notre Consul à Fez, que la réponse du Makhzen relative à l'affaire Mauchamp est inacceptable et que les demandes contenues dans la Note de M. Gaillard sont entièrement justifiées.

J'adresse à Si Aïssa une lettre pour appuyer la démarche de notre Agent.

REGNAULT.

ANNEXE.

Le Consul de France à Fez,

à Monsieur REGNAULT, Ministre de France au Maroc.

Fez, le 21 avril 1910.

Si Tayeb Elmokri et Si Ahmed Zemmouri, premier secrétaire du Glaoui, avaient été chargés par le Makhzen de discuter avec moi les questions contenues dans la note complémentaire; ils me communiquèrent au bout de quelques jours, au nom du Sultan, les réponses dont je vous rendis compte.

Une de nos réclamations restait en suspens, celle qui concernait le règlement de l'affaire Mauchamp. Le Sultan demandait, en effet, que l'hôpital, dont la construction est prévue pour Marrakech, fût transféré à Safi. Je répondis que cette substitution me paraissait impossible; j'insistai pour que l'on prît les mesures nécessaires pour le transfert des prisonniers de Tanger à Mogador et pour la construction de l'hôpital.

N'ayant pas obtenu de réponse, j'ai renouvelé ma demande dans une note pressante remise au Sultan, il y a quelque jours. Je sais que l'on a conseillé à Moulay Hafid d'éluder mon intervention en me faisant répondre que le représentant du Sultan à Tanger a été chargé de s'entendre avec nous pour cette question. C'est, en effet, la réponse que Si Aïssa Ben Omar vient de me transmettre au nom du Sultan.

Cette réponse me paraît inacceptable; l'affaire Mauchamp étant mentionnée dans la note complémentaire, je suis officiellement délégué pour la traiter avec le Makhzen; c'est d'ailleurs pour éviter de nouvelles discussions à Tanger que vous m'aviez invité à en hâter la solution ici.

Je viens donc de faire parvenir au Sultan, par l'intermédiaire de son Ministre des Affaires étrangères, une note en ce sens. J'ai profité de l'occasion pour demander que la mise à exécution des promesses du Makhzen ne soit pas plus longtemps différée.

En remettant ma note, j'ai déclaré oralement au Vizir que si je n'obtenais pas dans un bref délai des réponses entièrement satisfaisantes pour ces trois questions, la mauvaise foi du Makhzen ne ferait plus de doute pour notre Gouvernement. Quant à moi, ai-je ajouté, j'ai fait tout ce qu'il m'était possible de faire pour faciliter au Sultan un rapprochement avec le Gouvernement français; si le Makhzen persiste dans son attitude, je considérerai que c'est là une tâche qu'il est impossible de mener à bonne fin, et je laisserai au Makhzen la responsabilité des conséquences.

Si Aïssa a pris en note ces déclarations pour les faire parvenir au Sultan en même temps que les documents que je lui remettais.

Henri GAILLARD.

N° 455.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 29 avril 1910.

Le général Moinier vient de me faire parvenir des renseignements détaillés sur les conditions dans lesquelles a été inauguré le pont volant de Mechrâ-ben-Abbou:

J'adresse, ci-joint, à Votre Excellence, copie de la dépêche du commandant du corps de débarquement.

REGNAULT.

ANNEXE.

Le Général MOINIER, commandant le Corps de débarquement,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à Tanger.

Casablanca, le 25 avril 1910.

J'avais invité à l'inauguration du pont volant de Mechrâ-ben-Abbou les caïds des tribus extérieures à la Chaouya, que cette création pouvait intéresser.

Le but de cette solennité était double : d'une part, mettre en vogue le moyen de passage qui venait d'être créé, de manière à canaliser à son profit le mouvement commercial dans cette région de l'Oum-er-Rebia et à lui assurer les revenus nécessaires à l'amortissement des dépenses engagées; d'autre part, donner aux populations du Haouz une occasion de se rapprocher des tribus Chaouya et de s'éclairer sur la situation politique et économique de ces dernières; rassurer ceux des caïds du Sud qui nous restaient hostiles, en leur montrant que nos efforts n'avaient eu pour objet que de développer les échanges commerciaux et non point, comme le bruit en avait été répandu, de créer sur l'*oued* une nouvelle machine de guerre propre à favoriser la marche des troupes françaises sur Marrakech.

Une expérience de quelques semaines de fonctionnement démontre que ces résultats ont été atteints, avant toute inauguration et par la seule constatation, qui s'est imposée à tous, des avantages et des commodités créés. Ouvert à la circulation le 24 mars 1910, dès qu'il a été achevé, le pont volant a été immédiatement utilisé non seulement par les indigènes des tribus avoisinantes, mais encore par ceux des régions les plus éloignées, Marrakech, Atlas et Sous, bien qu'en cette saison de basses eaux tous les gués avoisinants fussent encore praticables. Les tarifs adoptés ont été calculés de manière à occasionner aux voyageurs et aux caravanes une dépense inférieure à celle que leur imposaient, dans le régime antérieur, les

droits de *nzala* à payer aux douars de passeurs qui, sur les deux rives, avaient le monopole du revenu des gués.

Les recettes de péage suivent une progression constante pendant cette période de début et augmenteront sans doute beaucoup à l'époque des hautes eaux. Il est à remarquer que, malgré la défaveur dans laquelle l'entreprise nouvelle est tenue par le Makhzen, les caïds hafidistes des Rehamna, conscients des bénéfices qu'ils peuvent en tirer, n'ont pas hésité à donner l'exemple à leurs administrés.

Enfin, les résultats matériels obtenus se complètent du fait de l'abandon consenti par les collectivités riveraines qui en avaient le privilège, du droit abusif de *nzala* autrefois payé, sur l'une et l'autre rive, par les voyageurs qui avaient à traverser l'Oum-er-Rebia, soit en bac, soit même à gué, par leurs propres moyens. Un douar Chaouya et un douar des Rehamna (les Ouled Rahmoun) vivaient de ce privilège; j'ai pu les déterminer à y renoncer et leur assurer une compensation partielle en prenant parmi eux les auxiliaires indigènes chargés de la manœuvre du pont volant; le caïd El Ayadi, principal chef des Rehamna, m'a écrit pour consacrer la concession faite par le douar des Ouled Rahmoun.

Les résultats obtenus attestent d'une manière probante le rayonnement de l'influence française. Les caïds qui sont venus ou se sont fait représenter à l'inauguration représentent, dans l'ensemble, la partie orientale du Haouz, plus spécialement intéressée par l'entreprise, ainsi que les tribus de la vallée supérieure de l'Oum-er-Rebia. Chacun de ces chefs indigènes est venu avec un nombre important de cavaliers, dont le total, joint à celui des gens de pied, peut être évalué à sept ou huit mille personnes.

Les préventions relevées chez quelques individus ont été heureusement ébranlées par les constatations que tous ont pu faire au cours des fêtes. On y a vu, convoqués simultanément, les chefs inféodés au Makhzen hafidien ou ceux qui continuent à se réclamer de l'idée aziziste; les uns et les autres ont été l'objet des mêmes attentions; et cette égalité de traitement n'a pas manqué de faire ressortir aux yeux de tous que nous n'étions animés d'aucun esprit de parti, et que, tenant compte seulement des situations de fait, nous avons entendu convier indifféremment à l'œuvre de développement économique entreprise tous ceux qui détiennent à un titre quelconque une part du commandement.

MOINIER.

N° 456.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 3 mai 1910.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, le texte du règlement relatif à la Commission des réclamations étrangères, tel qu'il a été adopté par le Corps diplomatique, dans sa réunion du 25 avril.

En communiquant au Représentant du Sultan à Tanger la traduction de ce document, le Doyen du Corps diplomatique a spécifié qu'en vertu de l'engagement con-

tracté à ce sujet par le Sultan vis-à-vis du Gouvernement de la République, le règlement dont il s'agit devait être considéré comme d'ores et déjà revêtu de l'agrément du Makhzen.

Les travaux de la nouvelle Commission doivent commencer le 1^{er} juin.

REGNAULT.

ANNEXE.

*RÈGLEMENT relatif à la Commission des réclamations étrangères
adopté par le Corps diplomatique dans sa réunion du 25 avril 1910.*

ARTICLE PREMIER.

La Commission chérifienne de vérification des dettes du Makhzen, actuellement constituée à Tanger sous la présidence du Représentant du Sultan, recevra de Sa Majesté pleins pouvoirs pour régler définitivement toutes les réclamations étrangères formulées contre le Makhzen pour des engagements ou des faits antérieurs au 30 juin 1909. A cet effet, le nombre de ses membres sera porté de 2 à 10.

ART. 2.

Cette commission se divisera en quatre sous-commissions de deux membres ; les deux délégués restant seront appelés à suppléer les membres des sous-commissions empêchés de siéger au cours des travaux.

ART. 3.

Chaque sous-commission assumera l'examen et le règlement des réclamations d'un groupe de nationalités, d'après une répartition qui sera arrêtée par le Corps diplomatique.

ART. 4.

La Commission de vérification des dettes makhzénienne transmettra aux sous-commissions respectives les dossiers de toutes les affaires rentrant dans la catégorie spécifiée à l'article 1^{er} et dont elle aura été saisie jusqu'au jour de l'ouverture des travaux de la nouvelle commission.

D'autre part, les légations notifieront, séparément et avant cette date, au président de la nouvelle commission, la liste complète des réclamations soumises par elle à la présente procédure.

Les légations auront, toutefois, un délai de trente jours, à compter de la date précitée, pour notifier au Président une ou plusieurs listes complémentaires de réclamations, afin de réparer les omissions qu'elles auront été amenées à constater.

ART. 5.

Chaque sous-commission examinera les réclamations de son ressort dans l'ordre qui lui sera indiqué par le délégué de la légation intéressée, lequel assistera à toutes les séances et dont la fonction sera de veiller à ce que l'instruction des affaires soit régulièrement conduite.

Les réclamants seront tenus de se présenter à l'audience en personne ou par mandataire spécial. Ils exposeront leurs revendications et fourniront les explications qui leur seront demandées; ils auront la faculté de se faire assister d'un avocat et d'un interprète privé. D'autre part, le mandataire pourra être désigné d'office par la légation intéressée, suivant les règles qu'elle croira devoir adopter à l'égard de ses ressortissants.

ART. 6.

Il sera procédé, par défaut, à l'examen et au règlement des réclamations dont les titulaires ne se seront pas présentés. La sentence ainsi rendue sera signifiée au réclamant par sa légation, dans la forme administrative, soit par lettre recommandée, s'il réside à l'étranger, soit par l'intermédiaire de l'autorité consulaire intéressée, s'il réside au Maroc. Le réclamant pourra en appeler devant la Commission arbitrale dans un délai de quarante jours, en consignat le montant des frais d'arbitrage comme il est dit aux articles 18 et 20. Ce délai courra du jour où le réclamant aura reçu la signification en question.

ART. 7.

Les réclamations seront instruites suivant les usages locaux et sans qu'il y ait lieu d'appliquer de règles de procédure des légations étrangères.

ART. 8.

La cause une fois entendue, la sous-commission délibérera sur l'affaire, en présence du délégué de la légation, et rendra une décision écrite portant règlement.

ART. 9.

Toutefois, cette décision ne deviendra acquise et définitive qu'après avoir été communiquée, dans la huitaine, par le délégué de la légation, au réclamant et après avoir été expressément acceptée par ce dernier ou son mandataire. Dans ce cas, la légation délivrera à l'intéressé une pièce constatant le règlement intervenu.

ART. 10.

Le réclamant qui n'acceptera pas une décision de ce genre aura la faculté d'en appeler, dans un délai de quinze jours, devant une Commission arbitrale de deux membres nommés, l'un par le représentant du Sultan à Tanger, l'autre par la légation intéressée. En cas de désaccord sur la sentence à rendre par les deux arbitres, ces derniers désigneront à l'amiable un troisième arbitre, avec le concours duquel ils trancheront l'affaire.

ART. 11.

Si la désignation du troisième arbitre ne peut s'effectuer comme il vient d'être dit, ce choix sera dévolu au Corps diplomatique.

ART. 12.

La décision arbitrale sera signifiée au Makhzen, dans la personne du Représentant du Sultan à Tanger et par les soins de la légation intéressée qui, d'autre part, délivrera au réclamant une pièce constatant le règlement intervenu.

ART. 13.

Un délai de quatre mois sera accordé à chaque sous-commission pour régler les affaires de ressort. Passé ce délai, les affaires restées sans règlement seront, *de plano*, déférées à la Commission arbitrale prévue à l'article 10, laquelle devra les régler dans un laps de temps ne dépassant pas trois mois.

ART. 14.

A l'issue des travaux de la commission, celle-ci délivrera des titres définitifs aux titulaires des réclamations réglées.

ART. 15.

En ce qui concerne les titulaires de créances liquides résultant d'un contrat en due forme ou d'un compte régulièrement arrêté avec le Makhzen, ils se présenteront, dans les conditions indiquées à l'article 5, devant la sous-commission chargée des affaires de leur nationalité, laquelle enregistrera leur créance et leur délivrera un titre définitif.

ART. 16.

Si la sous-commission se refuse à l'admission d'une créance de ce genre, l'affaire sera déférée à une Commission arbitrale comprenant : un délégué chérifien nommé par le représentant du Sultan à Tanger, un délégué de la légation intéressée et un délégué de la Banque d'État. La sentence de cette commission sera sans appel.

ART. 17.

Chaque arbitre recevra, comme honoraires, un tant pour cent sur le montant de la réclamation formulée, sans que ces honoraires soient, pour chaque arbitre, supérieurs à 2,000 fr. ni inférieurs à 50 francs.

Chaque légation établira pour ses ressortissants un tarif uniforme, en tenant compte de la limitation indiquée ci-dessus.

Les arbitres du Makhzen ne pourront réclamer des honoraires supérieurs à ceux des arbitres des légations.

ART. 18.

Le montant des honoraires des trois arbitres sera avancé par le réclamant et restera à la charge de la partie succombante. En cas de condamnation du Makhzen, la somme allouée au réclamant par les arbitres sera majorée du montant desdits honoraires.

Toutefois, les arbitres pourront compenser les frais d'arbitrage en tout ou en partie, si le Makhzen et le réclamant succombent respectivement sur certains chefs.

ART. 19.

Au cas où une affaire serait réglée par la Commission arbitrale sans l'intervention d'un troisième arbitre, le réclamant récupérerait la somme avancée par lui à titre d'honoraires de ce dernier.

ART. 20.

Le montant des honoraires des arbitres devra être déposé par le réclamant à la Banque d'État, avec affectation spéciale, avant l'ouverture de l'arbitrage.

ART. 21.

En ce qui concerne les réclamations dont les titulaires auront fait défaut et qui, néanmoins, seront déférées à la Commission arbitrale en vertu des dispositions de l'article 13, il sera accordé aux intéressés un délai de quarante jours pour effectuer le dépôt des frais d'arbitrage prévu à l'article 20. Passé ce délai, les réclamants qui n'auront pas rempli cette obligation seront considérés comme ayant renoncé définitivement à leur revendication, et la légation intéressée leur signifiera cette déchéance.

ART. 22.

Les légations intéressées feront les diligences nécessaires pour la constitution, en temps utile, des commissions arbitrales prévues aux articles 10 et 16.

Ces commissions fonctionneront conjointement avec les sous-commissions et jugeront sans retard les affaires de leur ressort au fur et à mesure qu'elles leur seront déférées.

ART. 23.

Les réclamants ayant bénéficié, soit de décisions définitives des sous-commissions, soit de sentences des commissions arbitrales prévues à l'article 10, seront mis en possession des sommes qui leur auront été allouées, à l'expiration du délai de sept mois imparti à la Commission des réclamations étrangères pour le règlement de toutes les affaires (art. 13). Ces versements seront effectués sur les fonds de l'emprunt et dans la forme adoptée pour le paiement des indemnités de Casablanca.

Quant aux réclamants dont les affaires n'auraient pu être réglées par les commissions arbitrales dans le délai fixé à l'article 13, ils pourront obtenir le versement des sommes qui leur auront été allouées, soit sur le reliquat disponible de l'emprunt, soit sur les disponibilités des ressources générales du Makhzen.

ART. 24.

En ce qui concerne les réclamants de la catégorie indiquée à l'article 15 et auxquels auront été délivrés des titres définitifs, ils seront mis en possession du montant de leurs créances, par l'intermédiaire des légations intéressées, dès que le Makhzen pourra disposer des fonds de l'emprunt.

ART. 25.

A l'issue du règlement de toutes les réclamations mentionnées à l'article 1^{er}, la Commission pourra assumer, suivant la même procédure, l'examen et le règlement des réclamations relatives à des engagements ou des faits survenus entre le 30 juin 1909 et la date de l'ouverture de ses travaux.

Toutefois, le montant des sommes allouées aux réclamants de cette catégorie ne sera pas prélevé sur les fonds provenant de l'emprunt.

Tanger, le 25 avril 1910.

N° 457.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 mai 1910.

D'après un télégramme de notre consul à Mogador le cheikh Ma-el-Aïnin est en route pour Fez; il est attendu chez le caïd Guellouli.

R. DE BILLY.

N° 458.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 13 mai 1910.

Le contrat d'emprunt a été signé aujourd'hui par El Mokri avec la Banque d'État du Maroc.

PICHON.

N° 459.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 mai 1910.

M. Regnault a fait connaître à Votre Excellence les mesures prises par le Sultan au sujet du Khalifa du Caïd d'Agadir dont nous avons demandé la révocation. Ces mesures paraissaient de nature à nous donner satisfaction.

Or, il résulte d'une dépêche de notre Consul à Mogador que Hadj Hassen vient d'être relaxé et qu'il n'aurait jamais été révoqué de ses fonctions.

J'invite M. Gaillard à vérifier les renseignements fournis par M. Kouri ; s'ils étaient reconnus exacts, Moulay Hafid aurait manifesté dans cette affaire, comme dans tant d'autres, son intention bien arrêtée de ne pas exécuter les engagements pris à notre égard.

R. DE BILLY.

N° 460.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 19 mai 1910.

M. Gaillard m'annonce que le Sultan vient de faire arrêter le Pacha de Fez au moment où il se disposait à se rendre à la mosquée. Sa maison a été cernée et le contenu a été confisqué au profit du Makhzen. Son frère, le caïd El Mechouar, et son fils, le gouverneur de Mekinez, sont recherchés et doivent être également emprisonnés. L'incarcération de Hadj Ben Aïssa a causé une vive émotion à Fez. Le pacha était en effet un personnage considérable et aimé de la population. Hafidiste de la première heure, il avait, à deux reprises, témoigné de sa fidélité en arrêtant Moulay Mohammed et le Kittani.

On accuse Ben Aïssa d'avoir entretenu des relations avec les Zemmour soulevés contre le Makhzen.

REGNAULT.

N° 461.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 mai 1910.

Le doyen du corps diplomatique vient de recevoir de Guebbas une lettre officielle du Sultan sur la question des supplices. Moulay Hafid déclare que les circonstances ont changé depuis la répression infligée à Bou Hamara et à ses partisans et qu'il est décidé à n'appliquer aucune punition qui puisse porter atteinte au sentiment de confiance des puissances étrangères. On procédera désormais au châtimement des coupables conformément aux modes adoptés par les gouvernements étrangers, qui se distinguent par leurs sentiments d'humanité.

REGNAULT.

N° 462.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 25 mai 1910.

Le gérant du Consulat de France à Mogador vient de me faire savoir que Ma-el-Aïnin, après avoir servi de médiateur entre le khalifa d'Agadir et les tribus des Chtouka et des Ksima, s'est rendu, le 13 mai, chez El Guellouli qui lui a fait un excellent accueil.

Le Marabout serait accompagné de 500 cavaliers et 250 fantassins armés, sans compter plusieurs fractions des Chtouka et des Ksima, et de très nombreux partisans. Ma-el-Aïnin se rendrait à Fez en passant par le territoire d'Anflous et par Marrakech.

Ce voyage a été entrepris en violation formelle de l'accord signé par le Sultan.

REGNAULT.

N° 463.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 1^{er} juin 1910.

M. Gaillard vient de me faire connaître que, d'après une information reçue par lui, le 27 mai, de Taza, les tribus seraient d'accord pour proclamer Moulay Elkebir; une seule fraction des Riata ferait encore opposition. Selon ces informations, Moulay Elkebir devait entrer à Taza le vendredi 26 mai, pour y être proclamé au moment de la prière.

Les tribus auraient pris cette résolution afin d'avoir un chef qui assure leur union contre le Makhzen.

REGNAULT.

N° 464.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 3 juin 1910.

Les sanctions suivantes viennent d'être prononcées par le Khalifa du Sultan à Casablanca, d'accord avec les autorités françaises, contre les indigènes inculpés de participation aux massacres de 1907.

Ould hadj Hammoû et ses deux principaux complices sont condamnés à la prison perpétuelle; les deux autres à 10 ans d'emprisonnement, puis à l'interdiction de séjour en Chaouya. Les peines seront subies à la prison marocaine d'Oudjda, sous la surveillance des autorités françaises.

REGNAULT.

N° 465.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 juin 1910.

D'après des renseignements adressés de Mekinez à M. Gaillard, le Makhzen aurait fait torturer une des femmes de Ben Aïssa, afin de la contraindre à révéler l'endroit où l'ancien Pacha cachait son argent. Notre Consul n'a pu vérifier lui-même les faits, mais il croit la nouvelle authentique, bien qu'elle vienne en même temps que la lettre au Corps diplomatique sur l'abolition des supplices.

REGNAULT.

N° 466.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 juin 1910.

Guebbas vient de recevoir du Sultan l'ordre de réunir sans plus de retard la commission chargée de régler les réclamations portées contre le Makhzen et ayant pour origine une date antérieure au 30 juin 1909.

Cette commission devra procéder suivant le règlement établi par le corps diplomatique. Notification de ces instructions a été faite aussitôt par Guebbas au doyen de cette assemblée. Les sous-commissions vont donc se mettre à l'œuvre.

REGNAULT.

N° 467.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 6 juin 1910.

J'apprends par notre Consul à Fez que Moulay El Kebir a été proclamé par les Tsoul, Branes, Hayaina dissidents et Meknassa. Quatre autres tribus se sont ralliées au mouvement insurrectionnel.

Moulay El Kebir rassemble des troupes à 15 kilomètres du camp de la mehalla du Sultan. Celle-ci est très affaiblie par la désertion de deux tabors dont les soldats ont abandonné la mehalla après avoir reçu des lettres de leurs caïds annonçant la proclamation de Moulay El Kebir.

REGNAULT.

N° 468.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 8 juin 1910.

La conférence technique réunie à Paris pour la préparation du projet de règlement minier marocain vient de terminer ses travaux.

Cette discussion, à laquelle ont pris part quatre délégués de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, n'avait qu'un caractère officieux; l'article 112 de l'Acte d'Algésiras stipule d'ailleurs que le règlement minier doit être promulgué par le Makhzen. Le projet actuel sera soumis par le Gouvernement marocain au corps diplomatique à Tanger, qui, d'après une délibération du 20 août 1908, s'est réservé le droit de « s'assurer si le règlement s'est bien inspiré des législations étrangères sur la matière ». Cette consultation permettra donc aux Puissances qui n'étaient pas représentées dans la conférence de Paris de formuler leurs observations.

PICHON.

N° 469.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 juin 1910.

Notre Agent consulaire à El-Ksar vient de me faire savoir que, le 9 de ce mois, le *caïd reha* de Raissouli, Bendaha, est entré dans la ville avec 50 cavaliers. Il apportait une lettre du Sultan nommant Raissouli pacha de la ville, à la place de Remiqui.

Ce dernier avait été trompé par les assurances que Moulay Hafid venait de lui donner par écrit. Il avait cru, aux termes de la lettre reçue de Fez, que le bruit de son remplacement était sans fondement et il avait renvoyé chez eux la plupart des cavaliers qu'il avait rassemblés au moment où la première nouvelle de sa révocation était parvenue dans le Rarb. Prévenu le matin seulement de l'arrivée de Bendaha et n'ayant pas assez de monde avec lui pour engager une lutte à main armée, il s'est retiré dans sa tribu pour délibérer sur la ligne de conduite à adopter.

REGNAULT.

N° 470.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 20 juin 1910.

Je viens d'obtenir de Mokri que les caïds Yousfi et Crafès, du Rarb, qui ont molesté et pillé des ressortissants français et dont la révocation était demandée depuis notre dernière sommation à Fez, seraient effectivement révoqués. Des amendes et réparations seraient infligées à d'autres caïds coupables d'abus de pouvoir à l'égard d'algériens ou de protégés français. Ces mesures seront, je l'espère, sanctionnées par le Sultan. Elles donnent satisfaction aux nombreuses plaintes que nous avons dû formuler, pendant l'année dernière, contre les fonctionnaires chérifiens.

REGNAULT.

N° 471.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 20 juin 1910.

Notre Haut Commissaire vient de me faire savoir qu'ayant reçu les instructions du Ministre de la guerre, il va faire procéder sans délai à l'installation du marché de Taourirt.

Le général Lyautey compte ouvrir immédiatement le marché d'El-Aïoun-Sidi-Mellouk et en protéger les accès.

REGNAULT.

N° 472.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 27 juin 1910.

Notre Consul à Fez a saisi l'occasion d'entretenir le Sultan des nouvelles relatives aux tortures infligées à la femme de l'ancien pacha Ben Aïssa. Moulay Hafid ayant protesté contre ces informations, M. Gaillard lui a demandé que la femme de Ben Aïssa, nommée Lalla Batoul, qui est toujours emprisonnée à Mekinez, fût ramenée à Fez, où la femme du médecin de notre dispensaire pourrait la visiter. Le Sultan y a consenti. Il a également permis que les docteurs Murat et Weisgerber pussent voir l'ancien pacha et son frère dans leur prison.

R. DE BILLY.

N° 473.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 30 juin 1910.

Notre Haut Commissaire dans la région frontière me télégraphie que le lieutenant-colonel Féraud est arrivé hier à Taourirt sans incident et est entré en rapports avec les notables de la tribu des Ahlaf. Le général Lyautey s'est lui-même rendu à El-Aïoun-Sidi-Mellouk, où l'on procède à l'installation du marché et où il a reçu une délégation du Beni Bou Zeggou. Il estime qu'il faut attendre encore quelques jours pour être complètement fixé sur l'attitude et les dispositions des tribus.

R. DE BILLY.

N° 474.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 5 juillet 1910.

Suivant une communication de M. Gaillard, plusieurs fractions de la tribu des Tsoul viennent de faire leur soumission au Makhzen. Cette soumission aurait été déterminée par l'attitude des Hayaina dissidents et la crainte des Tsoul d'avoir à faire face à la mehalla du Makhzen avant d'avoir terminé leurs moissons.

Moulay El Kebir, qui se trouvait jusqu'ici chez les Tsoul, s'est vu accuser par ceux-ci de les avoir trompés. Il leur avait en effet promis de leur distribuer des armes et de l'argent; il leur avait aussi assuré que, dès sa proclamation, il trouverait l'argent nécessaire pour l'entretien d'une mehalla qui s'opposerait à celle du Sultan. Aucune de ces promesses ne s'étant réalisée, Moulay El Kebir ne s'est plus senti en sécurité chez les Tsoul et il s'est établi provisoirement chez les Riata. Sa situation est donc très précaire.

R. DE BILLY.

N° 475.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 11 juillet 1910.

M. Gaillard m'écrit que la femme d'El Hadj Ben Aïssa vient d'être examinée à Fez par la femme du médecin de notre dispensaire et deux dames missionnaires anglaises. Elle aurait une épaule brisée ou tout au moins luxée et les cicatrices dont ses bras sont couverts, après six semaines, semblent révéler qu'elle a été mise à la torture.

Le chargé d'affaires d'Angleterre, informé de ces faits par son consul à Fez, m'en a entretenu. Il m'a dit qu'il avait reçu de son gouvernement l'instruction de se concerter avec la légation de France pour protester contre des agissements barbares, contraires aux récents engagements du Sultan. Je lui ai fait connaître que j'allais tout d'abord inviter M. Gaillard à demander à Moulay Hafid que Lalla Batoul fût mise à même de recevoir les soins médicaux nécessités par son état. J'ai écrit dans ce sens à notre consul. Je me propose de signaler à Mokri la profonde impression que cet incident produira dans le monde civilisé.

R. DE BILLY.

N° 476.

Le Général LYAUTEY, Haut-Commissaire français dans la région frontière,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Taourirt, le 11 juillet 1910.

Le lieutenant-colonel Féraud est rentré ce matin, après avoir parcouru la région jusqu'à la Moulouya. Je l'accompagnerai demain jusqu'au gué de Moul-el-Bacha, où passe une des routes commerciales aboutissant à Taourirt.

LYAUTEY.

N° 477.

Le Général LYAUTÉY, Haut Commissaire français dans la région frontière,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Moul-el-Bacha, le 13 juillet 1910.

Un grave incident s'est produit hier à Moul-el-Bacha, où nous avons été attaqués, bien que n'ayant pas franchi le fleuve, par des indigènes de la rive gauche.

La reconnaissance de police du lieutenant-colonel Féraud, que j'accompagnais, était arrivée dans la matinée sur ce point, où j'avais fait venir simultanément un détachement de Taforalt pour établir une liaison avec ce dernier poste.

Le lieutenant-colonel Féraud, d'après mes indications, avait établi le bivouac sur la rive droite, sur un plateau dominant le gué de trente mètres.

Vers onze heures du matin, apparurent sur la rive gauche des groupes nombreux avec des troupeaux, semblant former une caravane. Nous apprêtant à prendre le contact avec eux au passage du gué, nous leur envoyâmes Si Taïeb Bou Amama pour les rassurer sur nos intentions. Ils répondirent par des insultes et firent brusquement irruption sur la rive droite par des groupes passés en aval du gué et gagnant les hauteurs voisines; ils nous sommèrent de nous retirer. Le lieutenant-colonel Féraud essaya jusqu'au dernier moment d'éviter un conflit et de leur expliquer que nous n'avions nulle intention de passer sur la rive gauche. Ils ne voulurent rien entendre, grossirent toujours et arrivèrent presque au contact corps à corps. Le danger devint tel, qu'après une dernière sommation, le feu fut ouvert. Après une résistance acharnée, ils furent délogés, et retraversèrent en partie la Moulouya. D'autres restant dissimulés dans les fonds boisés de la rivière et dans les plis de terrain, le campement fut reporté pour la nuit sur une forte position à Koumba Moul-el-Bacha, à trois kilomètres en amont. Ce mouvement, inquiété par des retours offensifs acharnés, s'arrêta sitôt la position occupée.

Nous avons eu 11 morts: 5 du 2^e tirailleurs algériens; 5 du 1^{er} spahis; 1 du 2^e spahis; 25 blessés graves ou assez graves; 17 blessés légèrement; 2 officiers blessés légèrement et non indisponibles; lieutenant Dufrechou, 23^e compagnie du 1^{er} étranger, lieutenant Brunel, 15^e compagnie du 2^e tirailleurs algériens. 53 morts marocains ont été comptés. Le chiffre total de leurs pertes, n'est pas déterminé; mais, d'après les renseignements donnés par les prisonniers, il est très considérable. 17 fusils à tir rapide sont entre nos mains. Cette agression sans provocation, faite par les Beni-Bou-Yahi de la rive gauche, est inexplicable; elle était d'autant moins à prévoir que les relations avec eux semblaient satisfaisantes. Le lieutenant-colonel Féraud a été remarquable de calme et de décision, s'exposant personnellement en intervenant jusqu'au dernier moment pour éviter le conflit. Il a parfaitement dirigé le combat, très bien secondé par tous. Les troupes ont été admirables de calme et de discipline au feu.

Je comptais ramener le détachement à Taourirt après une simple reconnaissance;

mais il est impossible de donner l'impression d'une reculade après cette inqualifiable agression contre les troupes de la police. D'autre part, il importe d'accentuer l'effet produit par la dure leçon infligée hier aux Beni-Bou-Yahi. Aussi, j'ai jugé indispensable de maintenir provisoirement un détachement à Moul-el-Bacha, avec mission d'interdire le passage aux Beni-Bou-Yahi, de surveiller le gué et de protéger les populations de la rive droite dont l'attitude a été parfaite. Ce détachement de police, relevant de Taourirt, est sous les ordres du commandant d'Étaules, du 1^{er} étranger.

Le reste de la reconnaissance rentre ce soir à Taourirt, y ramenant tous les morts ou blessés.

LYAUTEY.

N° 478.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 juillet 1910.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le docteur Weisgerber, reçu en audience par Moulay Hafid, lui a demandé la libération du pacha Ben Aïssa et de sa femme.

Moulay Hafid a répondu que les nécessités politiques l'obligeaient à maintenir quelque temps encore en prison l'ancien pacha de Fez, mais il donne l'ordre de faire mettre en liberté Lalla Batoul et de la faire reconduire dans sa famille à Mekinez. Le Sultan a ajouté qu'il espérait pouvoir agir de même sous peu vis-à-vis d'autres membres de la famille de Ben Aïssa.

R. DE BILLY.

N° 479.

Le Général LYAUTEY, Haut Commissaire français dans la région frontière,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Oudjda, le 16 juillet 1910.

Sur la demande d'un envoyé des Beni-Bou-Yahi, j'avais prié Si Taïeb Bou Amama de se rendre à Moul-el-Bacha; il y a rencontré les notables des Beni-Bou-Yahi, qui ont tous désavoué l'agression commise contre nous par deux fractions de leur tribu. Ils

ont exprimé le désir d'entrer en relations avec nous. Je leur fais imposer une amende déterminée d'après leurs ressources et jusqu'au paiement intégral de laquelle l'accès de nos marchés leur sera interdit. L'affaire du 12 reste donc un fait isolé. Il n'y a plus, à l'heure actuelle, sur la rive droite de la Moulouya, aucune tribu avec laquelle nous ne soyons en contact pacifique.

LYAUTEY.

N° 480.

Le Général LYAUTEY, Haut Commissaire français dans la région frontière,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Oran, le 26 juillet 1910.

Le lieutenant-colonel Féraud m'annonce qu'il a reçu la visite de quinze notables, représentant l'ensemble des fractions des Beni-Bou-Yahi, qui lui ont renouvelé leurs excuses et ont demandé l'*aman*; on leur a imposé une amende de quinze cents moutons, payable en plusieurs échéances.

LYAUTEY.

N° 481.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,
à M. le Général LYAUTEY, Haut Commissaire français dans la région frontière.

Paris, le 26 juillet 1910.

Le Conseil des Ministres a pris connaissance des renseignements que vous m'avez adressés sur l'agression des Beni-Bou-Yahi contre le détachement de police envoyé à Moul-el-Bacha. Je compte sur vous pour ramener le calme dans la région. Il importe que les tribus reprennent confiance et se rendent compte de notre résolution formelle de ne pas dépasser la Moulouya et de limiter l'action des troupes de police aux points occupés en vue de l'exécution des accords franco-marocains qui ont déterminé le régime de la frontière.

PICHON.

N° 482.

M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.

Paris, le 30 juillet 1910.

Le Chargé d'affaires d'Angleterre m'a remis une note où il est dit que son gouvernement a été très ému des nouvelles qu'il a reçues de la légation britannique à Tanger au sujet des tortures infligées à la femme de Ben Aïssa et considère qu'on doit protester contre de pareils actes et s'efforcer d'en prévenir le retour. Le représentant anglais à Tanger a reçu des instructions en ce sens. Il associera donc son action à la vôtre.

PICHON.

N° 483.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,

à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 1^{er} août 1910.

La femme d'Hadj Ben Aïssa, Lalla Batoul, a quitté le Dar El Makhzen de Fez le 13 juillet ; arrivée à Mekinez, elle a d'abord été conduite chez Driss Ould El Hadj Mennou, puis le lendemain au Dar El Makhzen ; elle était accompagnée d'une négresse.

Lalla Batoul aurait été conduite au Dar El Makhzen de Mekinez, parce que, tous ses parents étant en prison et tous les biens de l'ex-pacha étant confisqués, elle n'aurait plus ni personne pour l'héberger, ni maison où habiter.

Quoi qu'il en soit, elle ne peut guère être considérée comme libre, car les femmes qui entrent au Dar el Makhzen n'en sortent pas.

R. DE BILLY.

N° 484.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 3 août 1910.

Notre consul à Fez m'écrit ce qui suit relativement à Lalla Batoul, sous la date du 31 juillet :

« Ayant appris que la femme de El Hadj Ben Aïssa Ben Hamou, Lalla Batoul, renvoyée dernièrement à Mekinez, soi-disant dans sa famille, est entrée au Dar El Makhzen, et considérant que l'admission d'une femme libre dans le harem du Sultan équivaut à une véritable séquestration, je n'ai pas manqué d'attirer l'attention de Moulay Hafid sur cette question. Il a été convenu que Lalla Batoul serait extraite du Dar El Makhzen de Mekinez et installée dans une maison particulière, elle, sa mère et ses enfants. Une *mouna* lui sera servie quotidiennement.

« En outre, le docteur Mathieu de la mission militaire, qui part demain pour Casablanca, passera par Mekinez pour examiner la femme de l'ex-pacha de Fez, et enverra au commandant Mangin un rapport médico-légal. Si l'état de la femme exige des soins médicaux suivis, le Makhzen désignera un médecin pour se rendre à Mekinez, afin de donner ses soins à la malade. »

R. DE BILLY.

N° 485.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 4 août 1910.

Le Sultan me demande de notifier au Gouvernement de la République la nomination d'El Mokri comme Ministre des Affaires étrangères.

Mokri reste chargé du Ministère des Travaux publics et, provisoirement, de celui des Finances.

R. DE BILLY.

N° 486.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 9 août 1910.

Le docteur Mathieu, de notre mission militaire, est arrivé à Mekinez, le 2 de ce mois, et a vu le lendemain Lalla Batoul. Du rapport médical qu'il a établi à la suite de cette visite, il résulte que la femme de Ben Aïssa a subi le supplice du crucifiement, supplice qui a entraîné la fracture du bras gauche avec luxation du coude et entorse grave de l'épaule.

Le traitement nécessiterait l'envoi de la malade à Fez.

R. DE BILLY.

N° 487.

M. DE BILLY, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 10 août 1910.

M. Ben Ghabrit m'écrit de Fez, à la date du 7 de ce mois, qu'il a fait une nouvelle démarche auprès du Sultan, en faveur de Lalla Batoul. Moulay Hafid a accepté de faire ramener à Fez la femme de Ben Aïssa ; elle sera logée, selon le désir du docteur Murat, médecin de notre dispensaire, dans une maison attenante au palais, où sont installés les appareils de radiographie, et lorsque son état le permettra, on lui donnera une maison en ville, où le docteur continuera de la visiter jusqu'à complète guérison. Sa mère est autorisée à habiter avec elle.

R. DE BILLY.

N° 488.

M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères,

à M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger.

Paris, le 24 août 1910.

Je vous prie de féliciter notre Haut Commissaire pour la façon dont il a exécuté les instructions du Gouvernement relatives à l'ouverture des marchés dans la région frontière marocaine.

Vous voudrez bien vous faire également auprès de lui l'interprète des félicitations que mérite la belle conduite du lieutenant-colonel Féraud, commandant la police marocaine, dans la journée du 12 juillet.

PICHON.

N° 489.

M. REGNAULT, Ministre plénipotentiaire de la République française à
Tanger,

à M. Stéphane PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 15 septembre 1910.

Sur mes conseils, Mokri a demandé au Sultan de faire preuve d'humanité dans le règlement de l'affaire de l'ex-pacha de Fez, Ben Aïssa.

Moulay Hafid a accédé à cette suggestion et a décidé que la famille de Ben Aïssa et ses frères seraient mis en liberté et envoyés à Marrakech.

Quant à Ben Aïssa lui-même, il sera jugé, suivant l'ordre du Sultan, par une commission de magistrats musulmans composée du Cadi et d'oulémas de Fez. S'il est reconnu coupable, il ne subira aucun châtiment corporel mais sera condamné à une peine d'emprisonnement de durée déterminée par le jugement.

REGNAULT.

